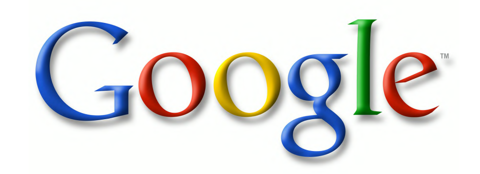
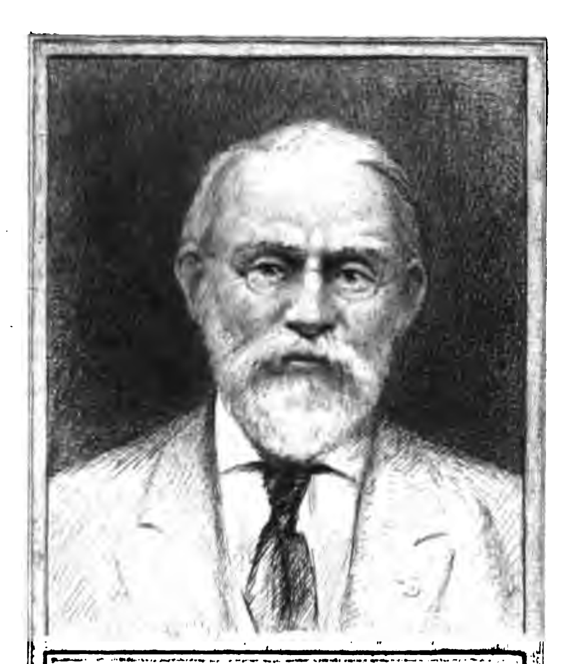




ARCHIVES
DU COGNER

(J. CHAPPÉE — LE MANS)

Publiées avec le concours

DE

L'ABBÉ L.-J. DENIS

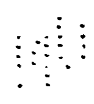
Série H



PARIS
HONORÉ CHAMPION,
LIBRAIRE
9, Quai Voltaire

LE MANS
A. DE SAINT-DENIS,
LIBRAIRE
Rue Saint-Jacques

1903



Printed in France.

PRÉFACE

Le volume que je présente aujourd'hui au public est le premier d'une série qui a pour objet de faire connaître les documents de ma collection du Cogner.

Il y a plus de vingt-cinq ans que j'ai commencé à réunir les premiers éléments de cette collection, et, à l'heure présente, elle comprend au moins vingt mille pièces, dont beaucoup seraient maintenant perdues si je ne les avais sauvées. Je les ai trouvées dans des greniers, exposées à la dent des rats, dans des coffres où déjà l'humidité les avait compromises, et jusque dans la hotte du chiffonnier. J'ai pu dans ces différents lieux recueillir des documents rares, des chartriers presque complets, et des collections particulières délaissées depuis la mort de ceux qui les avaient formées.

Il m'a fallu ensuite classer cette masse de titres provenant de sources si diverses. Pour cela j'ai eu la bonne fortune de trouver un auxiliaire aussi compétent que zélé en mon ami l'abbé L.-J. Denis, qui a bien voulu consacrer à mon œuvre tous ses loisirs. De concert, nous avons mis de l'ordre dans ces paperasses, puis nous nous sommes occupés de les classer d'une façon logique et définitive. Pour arriver à ce résultat, nous avons adopté la méthode imposée pour les Archives Départementales, méthode qui nous permettait de

donner une place à tous nos documents, tout en conservant en leur intégrité les fonds qui nous étaient parvenus entiers.

Sauver ces documents et les classer ne me semblait pas suffisant : il était nécessaire, pour que le but que je m'étais dès l'origine proposé fût atteint, de les rendre accessibles aux travailleurs. Beaucoup de titres précieux étaient chez moi bien loin de leur pays d'origine et risquaient fort, en conséquence, de demeurer inutiles. C'est pour remédier à cet inconvénient que j'ai cru devoir entreprendre la publication des Archives du Cogner, *dans laquelle seront imprimées* in extenso *les pièces les plus anciennes et les plus importantes, et analysées soigneusement celles d'un intérêt moindre.*

Mon but est de donner à ceux qui s'occupent de l'histoire de nos provinces des instruments de travail; il ne faut donc pas chercher autre chose dans cette publication qu'un inventaire complet de ce que je possède. Je me suis appliqué à reproduire avec exactitude les textes anciens et à noter dans les analyses tout ce qui m'a paru mériter d'être mentionné; aux érudits d'interpréter ces textes, d'identifier les noms de lieux et de discuter les dates. Pour les aider dans ce travail, et dans l'intérêt de la science, je mettrai à leur entière disposition les originaux eux-mêmes. Si donc quelques parties de mes lectures leur semblent improbables, ou s'ils veulent se renseigner plus complètement sur un acte sommairement analysé, ils auront la facilité de recourir au texte, et je recevrai toujours avec plaisir les demandes de communication qu'ils voudront bien me faire.

Dans ma collection se trouve un nombre vraiment considérable de pièces scellées et de sceaux détachés. J'espère pouvoir un jour publier un album dans lequel ces sceaux seront reproduits par la phototypie et accompagnés de quelques pages de description.

J'ai cru devoir donner ces explications en tête de ce

premier volume, afin de faire bien comprendre le but que je poursuis.

Cette année je publie toutes les pièces qui rentrent dans la série H, c'est-à-dire celles qui intéressent les maisons religieuses : abbayes, monastères, couvents, et les hospices et madreries. J'ignore l'accueil que recevra ce volume, mais du moins ai-je la conviction que les vrais travailleurs sauront oublier ses imperfections et ne tenir compte que de la bonne volonté de son auteur.

Le Cogner, 8 septembre 1903.

J. CHAPPÉE.

ARCHIVES DU COGNER

(J. Chappée — Le Mans.)

SÉRIE H

ORDRES RELIGIEUX

ORDRE DE SAINT-BENOIT

Abbayes d'Hommes

ABBAYE DE SAINT-VINCENT DU MANS

Article 1.

(47 pièces.)

1. — 1188. — Don de terres, fait a l'abbaye de Saint-Vincent du Mans, par Thomas de René, clerc. — P., Cenomanensis precentor, omnibus ad quos presens scriptura pervenerit, salutem in perpetuum. Notum fieri curavimus quod, cum Thomas de Reneio, clericus, dilectis in Xristo monachis Sancti Vincentii, pro pensione quadam ab eis recepta, tres sextarios frumenti et tres avene reddere teneretur, eisdem, per manum nostram, nomine elemosine contulit et concessit quamdam noam et duo novalia terre perpetuo possidenda ut eum pro pensione illa redderent absolutum. Monachi vero super elemosina illa pro omnibus serviciis tres denarios annuatim persolvent. Quod ut ratum et firmum permaneat, sigilli nostri munimine fecimus confirmari. Actum publice Cenomani, incarnati Verbi anno M° C° LXXX° VIII°, his presentibus : Gervasio Pistore, W. Rufo, Gaufrido de Pratis et multis aliis. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1208. — Don fait par Emmeline de Banvou, Regnauld, Hubert et Thomas, ses enfants, a l'abbaye de

SAINT-VINCENT, DE DIVERS BIENS SITUÉS EN LA PAROISSE DE SAINT-MARTIN DE DANGEUL. — Universis Xristi fidelibus ad quos littere iste pervenerint, Hamelinus, Dei gratia Cenomanensis ecclesie humilis minister, salutem in Domino. Causa recordationis et memorie constare volumus universis quod Emmelina de Banvou, Raginaldus, Herbertus et Thomas, ejus filii, dederunt abbatie Beati Vincentii Cenomanensis, in puram et perpetuam elemosinam, medietatem tenementi quod fuit Hermenaudi defuncti, et duas oscas terre sitas in parrochia Beati Martini de Dongel, et unum pratum in eadem parrochia situm juxta Maignenias; et hanc e[lemosi]nam tenere pacifice quitam ab omni servitio juraverunt, quia super suis aliis terris servient dominis feodorum. Quod ut melius et firmius observetur, presentem cartulam sigilli nostri munimine dignum duximus roborandum *(sic)*. Actum anno gratie M° CC° VIII°. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

3. — 1210. — DON PAR GAUTIER DE MONLAY ET AGATHE, SA FEMME, A L'ABBAYE DE SAINT-VINCENT, DE BIENS EN LA PAROISSE DE SAINT-GEORGES DE DANGEUL. — Universis Xristi fidelibus presentem paginam inspecturis, Hamelinus, Dei gratia Cenomanensis episcopus, salutem in Domino. Noverit univers[itas] vestra quod Galterus de Monloy et Agatha, ejus uxor, dederunt et concesserunt coram nobis, in puram et perpetuam elemosinam, Deo et abbatie Beati Vincentii Cenomanensis, omnia illa que adquisierant in parrochia Beati Georgii de Dongeol, videlicet in terris, vineis, pratis et nemoribus, et terciam partem hereditatis sue. Quod ut ratum et stabile habeatur et ne in posterum oriatur calumpnia, ad p[artium] petitionem, sigilli nostri munimine presentem cartulam fecimus roborari. Actum anno gratie M° CC° decimo. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

4. — 1216, novembre. — CONSENTEMENT DONNÉ PAR ROBERT, NEVEU DE GAUTIER DE MONLAY, ET PAR ALNULPHE, SON FRÈRE, A LA DONATION FAITE PAR LEDIT GAUTIER A L'ABBAYE DE SAINT-VINCENT. — Omnibus ad quos presens pagina pervenerit, officialis curie Cenomanensis, salutem in Domino. Constitutus in presencia nostra Robertus, nepos Galterii de Monloi, recognovit se vendidisse Galterio, avunculo suo, quicquid habebat in parrochia Beati Georgii de Doniolio, scilicet terras, boscos, hebergamentum, censarios et vavassorios, pro XXX^{ta} VI libris cenomanensium. Postea concessit vendicionem quam pater suus fecerat dicto Galterio, scilicet

oscam terre venditam pro XIII libris cenomanensium, et etiam terciam partem hereditatis quam dictus Galterius tenebat. Abbatie Beati Vincentii hec omnia concessit Alnulphus, frater dicti Roberti; et tam Robertus quam Alnulphus fidem dederunt in manu nostra quod in dictis rebus, per se vel per alium, nichil de cetero reclamarent; et de denariis dictarum vendicionum tenuerunt se pro paccatis, facta coram nobis persolutione tam vendicionum quam concessionum. Nos vero, ad instanciam parcium, presentes litteras sigillo Cenomanensis curie fecimus roborari. Datum anno Domini M° CC° XVI°, mense novembrio. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

5. — 1218. — DON FAIT PAR LAMBERT TORTAN A L'ABBAYE DE SAINT-VINCENT DE CINQ ARPENTS DE TERRE SITUÉS A MONLAY, DONT IL CONSERVERA LA JOUISSANCE SA VIE DURANT. — Officialis curie Cenomanensis, universis presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod Lanbertus Tortannus dedit et concessit in perpetuam helemosinam abbati et monachis Beati Vincencii Cenomanensis v jugera terre sita apud bugnonem de Monloi, quam terram tenet et tenebit de dictis monachis quoad vixerit, singulis annis faciendo II denarios censuales, et pro vestitura habenda monachis reddet dictus Lanbertus annis singulis unum sextarium avene, et sic dictam terram quamdiu vixerit pacifice possidebit. Quod ut ratum permaneat in futurum, sigilli curie Cenomanensis munimine presentem paginam fecimus roborari. Actum anno gratie M° CC° XVIII°. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

6. — 1218, octobre. — CHARTE DE GUILLAUME DE DOUCELLES, CHEVALIER, PAR LAQUELLE IL RATIFIE LES DONATIONS FAITES A L'ABBAYE DE SAINT-VINCENT DU MANS ET AU PRIEURÉ D'ASSÉ PAR GAUTIER LE BOIGNE, SON PRÉDÉCESSEUR. — Universis Xristi fidelibus ad quos presentes littere pervenerint, Willelmus de Dulceola, miles, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod ego Willelmus, inspectis diligenter litteris predecessoris mei Galterii Le Boigne et donationibus factis ab ipso Galtero monachis Beati Vincencii Cenomanensis et domui monachorum de Aceio, omnes donationes quas fecit, sicut in litteris suis vidimus contineri, ratas habui et habeo et concedo et confirmo. Hec autem sunt donationes : terra de Cam[po] longo et tota sepes transversa sita inter Aceium et domum leprosorum de Aceio, et viginti solidos *(sic)*

cenomanensis monete, reddendi ad diem Natalis Domini, assignati super molendinos de Prato, et quecumque erunt necessaria abbatie Beati Vincencii Cenomanensis et domui predictorum monachorum de Aceio in omnibus in foresta de Pail, et dimidium pratum de Vallibus, et jus patronatus ecclesie de Aceio, et quod ego nec heredes mei aliquem monachum ullo jure in abbatia Sancti Vincencii [po]ssumus facere, nec super hoc ullam habemus dignitatem. Et ut hec donationes omnes et [...]tiones rate et inconcusse permaneant in perpetuum, ego Willelmus de Dulceola, he[res] predecessoris mei Galterii Le Boigne, pro salute anime sue et mee et antecessorum meorum, sigilli mei munimine presentem cartulam confirmavi. Actum anno gratie millesimo ducentesimo octavo decimo, mense octobris. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

7. — 1221, 21 novembre. — SENTENCE DE L'OFFICIAL DU MANS CONFIRMANT LA VENTE FAITE PAR RAOUL DE L'AUNAY A L'ABBAYE DE SAINT-VINCENT DU QUART DU MOULIN DE COUDRAIS, ET INTERDISANT A GEOFFROY DE SCEAUX, CHEVALIER, DE TROUBLER LES MOINES DE CETTE ABBAYE DANS LA JOUISSANCE DU BIEN PAR EUX ACQUIS. — Universis Xristi fidelibus ad quos presentes littere pervenerint, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Cum monachi Sancti Vincencii Cenomanensis peterent a Gaffrido de Ceaus, milite, quod cessaret a molestacione quam eis inferebat super quarta parte molendini de Codrais, quam eisdem vendiderat Radulphus de Alneto, et idem Gaffridus recognovisset in jure illam vendicionem factam fuisse a predicto Radulpho de voluntate et consensu Alermi de Tuffeio, a quo dictus Radulphus tenebat rem illam, qui Alermus tenet ab eodem Gaffrido partem illam cum alia parte sua ad equm *(sic)* servicii et ad rectas tallias; et cum idem Gaffridus diceret quod dictus Alermus non injuriabatur eidem super equo servicii nec super rectis taliis, sed quia dicebat quod venditor non tenebat molendinum in statu in quo debe[bat, tam] in molagio quam in exclusa, nolebat quod vendicio teneret supradicta : nos plenar[ie. . . . . .] habita tam super vendicione quam super injuria dictis monachis irrogata, pronontiavimus [def]finitive violenciam esse eisdem monachis amovendam et vendicionem tenere prenotatam. Quod ut ratum sit, presentes litteras sigillo curie Cenomanensis fecimus roborari. Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo primo, dominica ante festum sancti Clementis. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

8. — 1230, 29 avril. — VENTE PAR FOULQUES DE SORÈNE ET THECELOTE, SA FEMME, A L'ABBAYE DE SAINT-VINCENT, D'UNE VIGNE NOMMÉE BURCÉ, SITUÉE A COURGAINS. — Universis Xristi fidelibus ad quos presentes littere pervenerint, officialis C[enomanensis], salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod Fulqueius de Sorene et Thece[lo]ta, uxor ejus, coram nobis constituti, vendiderunt abbati et conventui Sancti Vincencii [. . . . .] [quam]dam vineam que vocatur Burceium, sitam apud Corgaain, de fe[odo. . . . .]s et conventus, quam possedit Willelmus Esdriz, pro quatuor libris cenomanensium [. . . . .] paccatis. Dicta vero Thecelota renonciavit omni juri suo si [. . . . .] et fide prestita firmavit quod in dicta vinea dotalicio sive aliquo jure [. . . . .] clamaret. Quod ut ratum sit, presentes litteras sigillo curie Cenomanensis fecimus roborari. Auctum anno Domini M° CC° XXX°, die lune ante festum apostolorum Philipi et Jacobi. — *(Orig. parch. lacéré, sceau perdu.)*

9. — TRANSCRIPTION DE TROIS CHARTES RELATIVES AUX ÉGLISES DE FLÉE, DE SAINT-LÉONARD-DES-BOIS ET DE LA CHAPELLE-SAINT-REMY.

1249, décembre. — CHARTE INCOMPLÈTE RELATIVE A L'ÉGLISE DE FLÉE. — . . . . . de Toireio et ecclesia et parrochia de Flee, videlicet : duas partes decimarum in cultura Petri de Flee, militis, in gaagneria de la Poterie, tam terris quam vineis, et in vineis Huberti de Ponte, in gaagneria de Sarreuel et in vineis Marsilelli, et tractum et paleas earumdem decimarum, et dudecimam *(sic)* partem in decimaria de feodo de Ameneio, et duas partes in oblationibus videlicet in festo Omnium Sanctorum, in Natale Domini et Pascha, et medietatem oblationum in Purificatione beate Marie et in festo apostolorum Petri et Pauli, et duas partes primiciarum locorum predictorum perciperent et haberent predicti abbas et conventus. Philippo, rectori ecclesie de Flaee, et ejus successoribus, cum assensu nostro, omnia premissa, ad firmam perpetuam, pro triginta et quinque solidis cenomanensium, tradiderunt perpetuo possidenda, quorum medietatem dictus Philippus et ejus successores, sub pena quinque solidorum turonensium, ad synodum Pentechostes, et aliam medietatem ad synodum Omnium Sanctorum, sub pena consimili, singulis annis reddere tenebuntur ad opus prioratus de Toireio supradicti. Et sic quadam vinea dicti prioratus circa dimidium arpennum vinee continens, sita in parrochia de Flee, in qua dictus rector percipiebat decimam, vide-

licet undecimam jalleiam pro decima, dicto prioratui remanet libera et immunis de decima supradicta, ita quod dictus rector nec ejus successores decimam in dicta vinea petere non poterunt in futurum. Nos autem hujus traditionem confirmantes, de consensu dictorum abbatis et conventus et dicte persone adjudicamus predicta fideliter observari. In cujus rei testimonium, presentes litteras eisdem contulimus sigilli nostri munimine roboratas. Datum anno Domini M° CC° quadragesimo nono, mense decembri.

1268, novembre. — Transaction entre l'abbé de Saint-Vincent et le prieur de Saint-Léonard-des-Bois, d'une part, et les paroissiens dudit Saint-Léonard, de l'autre, au sujet du partage des offrandes faites en l'honneur des reliques de saint Léonard. — Universis presentes litteras inspecturis, Gaufridus, divina permissione ecclesie Cenomanensis minister humilis, salutem in Domino. Noveritis quod, cum[1] contencio verteretur inter religiosos viros abbatem et conventum Sancti Vincentii Cenomanensis et eorum priorem de Sancto Leonardo de Nemore, ex una parte, et parrochianos ecclesie Sancti Leonardi de Nemore, ex altera, super oblationibus que in dicta ecclesia offeruntur ob reverentiam et honorem reliquiarum sancti Leonardi de Nemore, tandem dicti religiosi et Johannes Gombaut, procurator dictorum parrochianorum, litteratorie constitutus, habens speciale mandatum ad compromitendum a parrochianis dictis, in nos compromiserunt super premissis tanquam in arbitrum, promittentes fide data se fideliter servaturos quicquid super premissis alte et basse ordinaremus. Nos auditis hinc inde propositis, arbitrium nostrum sine scriptis de consensu parcium presentes super dictis oblationibus taliter ordinamus, presente rectore dicte ecclesie et in hoc consentiente expresse, quod dicte oblationes que de cetero erunt oblate in dicta ecclesia ob reverenciam dictarum reliquiarum in tres partes dividentur, ita quod prior, qui pro tempore erit, habebit terciam partem, et rector ecclesie terciam partem, et alia tercia pars, ex permissione et concessione nostris potius quam de jure, in quemdam troncum ad opus fabrice dicte ecclesie reponetur, ita tamen quod si parrochiani dicte ecclesie priorem, qui pro tempore erit, inquietaverint super tercia parte eidem remanente, quod alia tercia parte ad fabricam ecclesie remanente ipso facto privabuntur et inter priorem dicte ecclesie

1. Le mot *cum* a été omis par le copiste.

et rectorem, qui pro tempore fuerint, equaliter dividetur. Et erunt reliquie in vigilia sancti Leonardi extracte, ut moris est, a mane usque ad principium vigilie, et incepta vigilia dicte reliquie usque ad crastinum reponentur, et in illo crastino, scilicet die festi, parrochiani in illis oblationibus factis ratione dictarum reliquiarum nichil percipient vel habebunt. Sumptus autem vasorum pro dictis reliquiis observandis ad priorem et presbyterum pro duabus partibus pertinebunt, quod jam de factis volumus observari. Nos vero hujusmodi ordinationem auctoritate nostra confirmantes eisdem religiosis presentes litteras dedimus sigilli nostri munimine roboratas in testimonium veritatis. Datum in crastino synodi Omnium Sanctorum, anno Domini M° CC° sexagesimo octavo.

1269, 3 juillet. — Transaction entre l'abbé de Saint-Vincent, au nom de son prieuré de Tuffé, et le curé de la Chapelle-Saint-Remy, au sujet de la perception de la dîme dans la paroisse de la Chapelle-Saint-Remy. — Universis presentes litteras inspecturis, Gaufridus, divina permissione Cenomanensis ecclesie minister humilis, salutem in Domino. Noveritis quod, cum contentio verteretur coram nobis inter abbatem et conventum Sancti Vincencii, nomine prioratus sui de Tufeio, ex una parte, et rectorem ecclesie de Capella Sancti Remigii, nomine ecclesie sue predicte, ex altera, super tractu decime dicte parrochie, cum pertinentiis, prout laici quamdiu est possidebant, tandem dicte partes, auctoritate nostra ad hoc interveniente et assensu, composuerunt super premissis in hunc modum, quod dictus rector et ejus successores, qui pro tempore erunt, de cetero tenebunt grangiam ubi ponitur decima dicte parrochie in bono statu pro tercia parte, et de ea tercia parte facient voluntatem per totum annum, et prior de Tufeio, qui pro tempore erit, pro duabus partibus. De tractu vero decime ita est ordinatum, quod prior de Tufeio habebit in dicto tractu duas partes, et rector dicte ecclesie terciam partem, ita tamen quod dictus abbas, nomine dicti prioratus, in presenti anno dictum tractum integre percipiet et habebit, et dictus rector in augusto secundo venturo dictum tractum integre similiter cum pertinenciis percipiet et habebit, et ex tunc prior de Tuffeio, qui pro tempore erit, dictum tractum per duos annos continuos percipiet et habebit, et rector dicte ecclesie dictum tractum in tercio anno, nomine sue ecclesie, cum pertinenciis percipiet et habebit; et sic erit in futurum terminis seu annis revolutis. Nos vero de consensu parcium predictarum omnia predicta adjudicamus tenenda. Et

ea sigillo nostro fecimus sigillari in testimonium veritatis. Datum anno Domini M° CC° LX^mo nono, in vigilia sancti Martini estivalis.

De collatione facta constat per appositionem contrasigilli curie Cenomanensis. Ego Guillelmus de Lameurs, Cenomanensis notarius curie, hujus feci collationem cum Guillelmo Messent, procuratore abbatis Sancti Vincencii Cenomanensis. — *(Copie du* XIIIe *siècle sur une feuille de parchemin dont le haut a été enlevé, sceau perdu.)*

10. — 1251/1252, 12 février. — Vente par Michel Choesnet, Guy Nicolas, Guy de Lihere, et Laurent Mars, a Jean Chesnel et Macée, sa femme, d'une pièce de terre sise en la paroisse de Savigné-l'Évêque, au fief de Chères. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presentia constituti, Michael Choesnet, Guido Nicolas, Guido de Lihere et Laurencius Martius, vendiderunt Johanni Chesnel et Mathee, ejus uxori, quandam petiam terre vigenti sulcos continentem, quam terram ipsi habebant in parrochia de Savigneio Episcopi, in feodo Herberloti de Chaeriis, apud Nuilleium, juxta terram dicti Johannis, ut dicebant. Et facta fuit dicta venditio pro viginti solidis cenomanensium, de quibus dicti Michael et ejus consocii se tenuerunt pro pagatis, renuntiantes expresse exceptioni non numerate et non tradite pecunie, ita quod eam de cetero non poterunt allegare. Et tenentur iidem Michael et ejus consocii garantizare et defendere dicto Johanni et ejus uxori et eorum heredibus dictam venditionem contra omnes, quantum jus dictabit, ad duos denarios cenomanenses censuales reddendos annuatim domino feodali, ad festum Omnium Sanctorum, sine alia redibitione; et de hoc faciendo et de reddendo eisdem Johanni et ejus uxori, ad eorum dictum, post sacramentum suum, sine alia probatione, et eorum heredibus ad legitimam probationem eorum, omnia damna et deperdita, si que ob defectu garantizandi et defendendi aliquo modo sustinerent, obligaverunt eis iidem Michael et ejus consocii se et heredes suos et omnia bona sua quo ad hoc tam presentia quam futura. Et de hiis omnibus tenendis se astrinxerunt fide prestita corporali. Nos autem, ad eorum petitionem, omnia ista adjudicamus tenenda, et ea sigillo curie Cenomanensis fecimus roborari. Actum anno Domini M° CC° quinquagesimo primo, die lune post octabam

Purificationis beate Marie. — G. de Broil(?)[1] — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

11. — 1255, 9 octobre. — VIDIMUS D'UNE CHARTE DU 7 MAI 1253, ATTESTANT LA VENTE FAITE PAR GUILLAUME DE CHÈRES ET TYÈTE, SA FEMME, A ROBERT DE CONTRES, CLERC, D'UN DEMI-ARPENT DE VIGNES, DANS LA PAROISSE DE SAVIGNÉ-L'ÉVÊQUE[2]. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis nos litteras sigillo curie Cenomanensis et venerabilis R., decani Cenomanensis, et domini Gaufridi de Mareio, canonici Cenomanensis sigillis sigillatas, [. . . . .] hec verba vidisse :

Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. No[verit. . . . .] quod in nostra presentia constituti Guillermus de Chaeriis et Tyete, ejus uxor, vendiderunt in [. . . . .] Roberto de Contris, clerico, dimidium arpentum vinee sue site in parrochia de Savigneio Episcopi [. . . . .]illa, in feodo domini Gaufridi de Marreio, canonici Cenomanensis, domini de Chaeriis, ut dicebant [. . . . .]a venditio pro octo libris et dimidia turonensium, de quibus se tenuerunt in jure coram nobis [. . . . . pe]cunia numerata, renunciantes specialiter et expresse exceptioni non numerate nec tradite pecunie [. . . . .] de cetero non poterunt allegare. Et dederunt fidem in manu nostra dicti Guillermus et ejus uxor [. . . . . .]pi garantizabunt et defendent dictam venditionem dicto magistro et ejus mandato contra omnes, quantum jus dictabit, ad quatuor denarios cenomanenses censuales reddendos annuatim apud Chaeres domino feodali supradicto aut ejus mandato, die festo Nativitatis beati Johannis Baptiste, absque alia redibitione, excepta decima consueta, et quod dimidium arpentum vinee supradictum alicui non est obligatum nec venditum preterquam magistro supradicto, et quod dictam venditionem, per se vel per alium, de cetero nullatenus revocabunt nec contraibunt, immo eam fideliter observabunt, et quod in dicta vinea, per se vel per alium, ratione dotalicii seu elemosine vel aliquo alio

1. Cette charte, et plusieurs autres qui ne semblent pas intéresser Saint-Vincent, étaient cependant conservées au trésor de cette abbaye. Celle-ci était classée, ainsi que la suivante, dans le fonds de la *Prévosté,* layette de *Savigné-l'Évêque.*

2. La vigne dont il est ici question fut donnée par l'acheteur à l'abbaye de Saint-Vincent, ainsi qu'en fait foi un autre document de la vigile de saint Denis, 1255. Voir Alouis, *Le fief de Chères et ses seigneurs.*

titulo sibi modo compectenti, nichil de cetero reclamabunt. Et ad hec se et heredes suos et bona sua mobilia et immobilia, presentia et futura, dicti Guillermus et ejus uxor penitus obligarunt et ad reddendum eidem magistro et ejus mandato dampna et deperdita, si qua ob defectu garantizandi et defendendi aliquatenus sustinerent; omne jus, dominium et omnem possessionem et omnem proprietatem, que et quas habebant vel habere poterant in dicta vinea in dictum magistrum transferrendo, nichil sibi nec suis heredibus in dicta vinea retinendo. Et quia vinea proveniebat ex parte dicte Tyete, idem Guillermus dedit eidem Tyete, in excambium dicte vinee, duo jugera terre sita apud la Rousselere, in feodo domini Cenomanensis episcopi, contigua haie defuncti Guidonis Limer, de quo excambio se tenuit in jure coram nobis pro pagata, ita quod dicta duo jugera terre quamdiu vixerit ipsa tantum modo possidebit et habebit uxor supradicta, et post obitum ejusdem Tyce ad heredes ipsorum de ipsis procreatos seu procreandos dicta duo jugera terre devenient in futurum. Et nos omnia predicta adjudicamus tenenda et ea sigillo curie curie *(sic)* Cenomanensis fecimus sigillari, cum sigillis venerabilium virorum R., decani Cenomanensis, et domini Gaufridi de Marreio, canonici Cenomanensis supradicti, domini feodalis. Datum anno Domini M° CC° quinquagesimo tercio, die mercurii post *Misericordia Domini*.

Datum istius transcripti die sabbati in festo sancti Dyonisii, anno Domini M° CC° quinquagesimo quinto. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

12. — 1260, novembre. — DON PAR LE SEIGNEUR DE MOYRE A L'ABBAYE DE SAINT-VINCENT, DE LA FORÊT DE LONGUE-BROSSE, POUR REMPLACER LES QUARANTE SOUS MANSAIS DE RENTE PAR LUI DUS SUR LES BIENS DONNÉS A CETTE ABBAYE PAR ALICE DE MOYRE. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, cum defuncta Aalicia de Moyre se et sua Deo et abbatie Sancti Vincentii contulisset, et abbas et conventus dicte abbatie Johanni de Monte Gondoini, domino de Moire, et Margarite, ejus uxori, ex parte cujus dicebatur terra de Moire provenisse, totam terram Aaliciam contingentem tradidissent pro quadraginta solidis cenomanensium annui et perpetui redditus perpetuo possidendam, cum ipsi Johannes et Margarita sepe deficiebant in solucione dicti redditus, nec eum solvere commode poterant annuatim, ut dicebant, ipsi Johannes et ejus uxor, coram nobis in jure constituti, tradiderunt com-

muni assensu dictis abbati et conventui totum nemus de Longa Broca, situm in feodo Huberti Ribole, militis, prout est et limitatum et ostensum, perpetuo possidendum et ad eorum voluntatem ex nunc pro reddito supradicto penitus faciendam, et sic dicti Johannes et ejus uxor et eorum heredes a solucione dicti redditus remanent liberi et immunes. Volunt eciam et concedunt dicti Johannes et ejus uxor quod si dominus feodi noluerit quod dicti abbas et conventus possideant dictum nemus, dictum nemus dictis Johanni et ejus uxori et eorum heredibus libere revertetur, et tenebuntur reddere dictum redditum sicut antea faciebant, non obstante assignatione nemoris supradicti. Dicti vero Johannes et ejus uxor [. . . . .] dictum nemus, si eis remanserit, liberare et garantizare liberum et [. . . . . . .] ex actione seculari contra omnes, quantum jus dictabit, et ad hec obligaverunt dicti Johannes [et ejus uxor. . . . . . .] omnia bona sua mobilia et immobilia, presencia et futura, dantes [fidem. . . . . . quod] omnia premissa et singula fideliter observabunt et quod contra non [ibunt. . . . . . . Et nos] omnia predicta adjudicamus tenenda et ea sigillo curie Cenomanensis fecimus sigillari [. . . . . . . Actum ann]o Domini M° CC° sexagesimo, mense novembis. — Sille. — *(Orig. parch. déchiré et taché à l'angle droit du bas, scel perdu.)*

18. — 1272, 30 mai. — RETRAIT FÉODAL FAIT PAR LES RELIGIEUX DE SAINT-VINCENT, D'UNE RENTE DE DOUZE SOLS MANSAIS, CONSTITUÉE EN LEUR FIEF, PAROISSE DE LAIGNÉ. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presencia constitutus, Thomas Faber, de parrochia Sancti Martini de Laigneio, recognovit in jure se vendidisse Johanni dicto Furnerio octo solidos cenomanensium annui et perpetui redditus, quos idem Johannes debebat et tenebatur reddere per litteras curie Cenomanensis dicto Thome et suis heredibus, videlicet quatuor solidos cenomanensium ad festum sancti Xristofori, et quatuor solidos cenomanensium ad mediam quadragesimam annuatim, super quibusdam rebus immobilibus, videlicet quadam domo cum vinea et terra sitis retro dictam domum, et cum omnibus pertinenciis illarum rerum, quas idem Johannes tenebat et possidebat, que res site sunt in parrochia predicta, in feodo abbatis et conventus Beati Vincencii Cenomanensis juxta domum Hugonis Menardi, que res vocantur la Mercerie. Et fuit facta dicta vendicio pro novem libris turonensium et dimidia, de quibus denariis dictus Thomas coram nobis se tenuit pro pagato

in pecunia numerata, renuncians specialiter et expresse omni excepcioni pecunie non numerate nec sibi tradite. Preterea, in jure coram nobis constitutus, dictus Johannes recognovit in jure dictos religiosos abbatem et conventum predictos dictos octo solidos ab eodem retraxisse, et ab eisdem precium predictum habuisse, renuncians specialiter et expresse omni excepcioni pecunie non numerate nec sibi tradite, quittans eisdem religiosis quicquid juris habebat et habere poterat in dictis octo solidis, racione vendicionis predicte. Et tenetur dictus Thomas dictis religiosis dictos octo solidos cenomanensium garantizare, defendere, contra omnes, quantum jus dictabit; ad hec eisdem religiosis in jure coram nobis, se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presencia et futura, obligavit specialiter et expresse. Et dictus Johannes Furnier et ejus heredes tenentur dictos octo solidos reddere dictis religiosis singulis annis super rebus predictis, prout recognovit coram nobis, ad terminos supradictos. Recognovit eciam in jure dictus Johannes quod ipse tenebatur reddere dicto Thome et ejus heredibus in perpetuum, singulis annis et ad dictos terminos, racione rerum predictarum ab eodem Thoma eidem Johanni traditarum, in perpetuum, pro octo solidis cenomanensium superius nominatis. Preterea dictus Thomas transtulit in dictos religiosos quicquid juris idem Thomas habebat et habere poterat in dictis octo solidis racione tradicionis predicte, et voluit et concessit quod dicti octo solidi a dicto Johanne et ejus heredibus dictis religiosis annis singulis redderentur. Et hec omnia et singula voluit et concessit Heudeerdis, uxor dicti Thome, et astrinxit se dicta Heudeerdis fide prestita corporali, spontanea et non coacta, quod contra non veniet racione dotis, seu donacione propter nuptias, seu alia racione in futurum. Et de hiis omnibus et singulis, et de non veniendo contra premissa vel aliquid de premissis per se, vel per alium, tenentur dicti Thomas et Johannes, fide prestita corporali. Nos vero predicta, ad peticionem dictorum Thome, Johannis et uxoris, adjudicamus sententialiter tenenda, et ea sigillo curie Cenomanensis fecimus sigillari. Datum die lune ante Ascensionem Domini, anno Domini M° CC° septuagesimo secundo. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

14. — 1276, 31 août. — Acquisition par les religieux de Saint-Vincent de dix sols mansais de rente sur des maisons rue Saint-Vincent et sur deux journaux de terre a Aillandres. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod,

in nostra presencia constituti, Johannes dictus de Ancinis et Pasqueria, ejus uxor, de parrochia Beate Marie de Sancto Vincencio Cenomanensi, recognoverunt se vendidisse et adhuc vendunt religiosis viris abbati et conventui Beati Vincencii Cenomanensis, ad opus conventus dicti loci, decem solidos cenomanensium annui et perpetui redditus, super omnibus rebus suis, in quibuscumque rebus, locis, parrochiis, feodis siti sint et consistant, et quacumque nomine censeantur, a dictis religiosis seu eorum mandato, habendos et percipiendos, et expresse super quibusdam domibus sitis in vico Beati Vincencii Cenomanensis, et super duobus jugeribus terre, que ipsi venditores habent, ut dicitur, apud Aillandres, que domus et terra site sunt, ut dicitur, in feodo dictorum religiosorum. Et facta fuit ista vendicio pro decem libris turonensium, de quibus denariis dicti Johannes et ejus uxor coram nobis se tenuerunt pro pagatis in pecunia numerata[1], renunciantes specialiter et expresse omni excepcioni pecunie non numerate nec sibi tradite. Quem redditum dicti Johannes et ejus uxor garaverunt se redditurum quilibet ipsorum insolidum dictis religiosis vel eorum mandato ad opus dicti conventus hiis terminis, videlicet medietatem dictorum denariorum ad Purificacionem beate Marie et aliam medietatem ad Pascham Floridum singulis annis. Et incipiet prima solucio dicti redditus ad Purificationem beate Marie proxime venturam. Et ad hec obligaverunt dicti Johannes et ejus uxor dictis religiosis et eorum mandato se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presencia et futura, et specialiter et expresse dictas duas domos, cum pertinenciis earumdem, et dicta duo jugera, ita quod non possint eos vendere nec alienare de cetero sine voluntate dictorum religiosorum, seu eorum mandati[2]. . . . . . . Preterea, coram nobis constitutus, procurator dictorum religiosorum recognovit, nomine ipsorum et pro ipsis, quod dicti religiosi ob causam predictam tenentur in abbatia sua anniversarium fratris Guidonis de Treconnio, commonachi dicte abbatie, post mortem ipsius, singulis annis celebrare, et quod dictus Guido dictis religiosis ad emendum dictum redditum, ut dictum est, tradiderat dictis religiosis dictas decem libras. Et nos omnia predicta, ad petticionem dictorum Johannis et ejus uxoris et procuratoris, adjudicamus tenenda,

1. Ce membre de phrase depuis *de quibus denariis* est répété deux fois sur l'original.

2. Dans les chartes de la fin du XIII[e] siècle et dans celles du XIV[e] siècle, nous omettrons les longues formules sans intérêt, en indiquant ces omissions par des points.

et ea sigillo curie Cenomanensis fecimus sigillari. Datum die lune ante festum beati Egidii, anno Domini millesimo CC° septuagesimo sexto. — Istam habuit noticiam (?). — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

15. — 1276, 24 décembre. — VENTE PAR MICHEL PAQUIER ET MARTIN TACHEL, A SANCTIUS DE NOGENT-LE-ROTROU, CLERC, D'UN QUARTIER DE VIGNE SITUÉ A LA GARETINIÈRE, SUR LES PAROISSES DE SARCÉ ET D'AUBIGNÉ. — Universis presentes litteras inspecturis et audituris, decanus de Oeseio, Cenomanensis diocesis, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presencia constituti in jure, Michael dictus Paquier, filius defunti Johannis Paquier, et Martinus dictus Tachel, de parrochia de Bello Faico, Cenomanensis diocesis, supponentes se juridictioni nostre, recognoverunt in jure coram nobis, quislibet ipsorum insolidum, se tradidisse et adhuc tradunt Sanctio de Nogento Rotrodi, clerico, et ejus heredibus, quartam peciam vinee continentem circa unum quarterium vinee, sitam apud la Garetiniere, in parrochiis communibus de Sarceio et de Albigneio, intra et infra vineas Mathei de Tertro et in feodo Roberti de Loudon, militis, ut ipsi omnes asserebant, habendam et percipiendam a dicto clerico et ejus heredibus in perpetuum et hereditarie possidendam, pro una mina siliginis, ad mensuram de Sarce, reddenda dictis traditoribus a dicto clerico tantum in festo sancti Remigii annuatim. Et tenentur dicti Michael et Martinus dictam vineam traditam garantizare, deliberare et deffendere dicto clerico et ejus heredibus ad dictam minam siliginis annui redditus tantummodo contra omnes, et specialiter et expresse contra Agatham, uxorem dicti Martini. Et ad hec facienda et tenenda et exequenda dicti traditores obligant se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presencia et futura, et specialiter et expresse redditum supradictum; et de premissis tenendis, fideliter observandis, et de non veniendo contra, abstrinxerunt se dicti Michael et Martinus, fide in manu nostra prestita corporali. Nos [vero, ad pe]titionem dictorum traditorum, omnia premissa in scriptis sententialiter adjudicamus tenenda [. . . . .] in scriptis quo ad hec sententialiter condempnamus, sigillum curie nostre, presentibus [. . . . .]. Actum die jovis ante Nativitatem Domini, M° CC° LXX° sexto. — *Au verso :* Pour Eguebelle. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

16. — 1277, 26 avril. — VENTE PAR MARTIN LE ROI ET AGNÈS, SA FEMME, PAROISSIENS DE COULAINES, A FRÈRE

Pierre Drué, sacristain de Saint-Vincent, d'un demi-quartier de vigne en la paroisse de Saint-Pavace. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presencia constituti, Martinus dictus Rex et Agnes, ejus uxor, de parrochia de Coloniis, vendiderunt in jure fratri Petro Drue, sacriste abbatie Beati Vincencii Cenomanensis, quandam peciam vinee continentem dimidium quarterium vinee, quam ipsi habebant apud Fovens, juxta rocham dicti sacriste, inter ortum ipsius sacriste et vineam Johannis Galteri, in parrochia de Sancto Pavacio, in feodo abbatis Sancti Vincencii, ut dicebant, dicto fratri Petro vel ejus mandato perpetuo possidendam. Et facta fuit ista vendicio pro viginti duobus solidis cenomanensium, de quibus denariis dicti Martinus et ejus uxor coram nobis in jure se tenuerunt integre pro pagatis, excepcioni non numerate pecunie et non tradite renunciantes specialiter et expresse; et garaverunt et promiserunt dicti Martinus et Agnes se liberaturos et defensuros et guarantizaturos dicto fratri Petro vel ejus mandato dictam vineam contra omnes, quantum jus dictabit, ad quinque denarios turonenses et obolum censuales reddendos domino feodi, videlicet quatuor denarios turonenses ad diem dominicam post festum sancti Vincentii et tres obolos ad Nativitatem beati Johannis Baptiste annuatim, et ad decem ova reddenda ad Pascha domino feodi et ad rectam decimam sine alia reddibicione, se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presencia et futura, quo ad hec obligantes. Et de premissis omnibus tenendis, et de non veniendo contra premissa vel aliquid de premissis, et quod in dicta vinea vendita, racione dotis seu dotalicii, vel elemosine, vel aliqua alia racione nihil de cetero reclamabunt, astrinxerunt se dicti Martinus et ejus uxor, fide prestita corporali. Et nos predicta adjudicamus tenenda, et ea sigillo curie Cenomanensis fecimus sigillari in testimonium veritatis. Datum et actum die lune post *Cantate*, anno Domini M° CC° LXX° septimo. — G. Rex. — *Sur le repli :* Noti sunt. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

17. — 1293, 13 mai. — Acquêt par les religieux de Saint-Vincent de biens en la paroisse de Neuville-sur-Sarthe. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presentia constituti, Gaufridus dictus Coullin et Margarita, ejus uxor, de parrochia Beate Marie de Prato Cenomanensi, recognoverunt in jure coram nobis quod ipsi vendiderant et adhuc

vendunt religiosis viris abbati et conventui Sancti Vincentii Cenomanensis quoddam hebergamentum, cum arboribus fructiferis, ortis, haiis et cum quinque jugeribus terre et aliis pertinentiis ad dictum hebergamentum pertinentibus, et cum fundo dicti hebergamenti et pertinentiis ejusdem, que res site sunt in parrochia de Novilla super Sartam, in feodo dictorum religiosorum. Et facta est ista presens venditio pro decem libris turonensium, seu monete currentis pro turonensi, de quibus denariis dicti venditores in jure coram nobis se tenuerunt pro pagatis in peccunia numerata, omni exceptioni peccunie non numerate et non recepte renuntiantes dicti venditores specialiter et expresse. Et garaverunt et promiserunt et promiserunt *(sic)* dicti venditores coram nobis predictas res venditas dictis religiosis et eorum mandato liberare, garantizare et defendere de omnibus et contra omnes in perpetuum, quantum jus dictabit, tali modo quod Guillelmus dictus Moetet, monachus abbatie Beati Vincentii Cenomanensis, habebit, levabit et recipiet omne proventus, fructus et [. . . . . . .] dictarum rerum, quamdiu vixerit idem Guillelmus, et quod, post mortem dicti Guillelmi, dictus Guillelmus vult et concedit quod, post mortem ipsius, omnes predicte res vendite, quas ipse Guillelmus emit et predictam peccuniam solvit, conventui abbatie predicte ad usum dicti conventus revertantur, pro anniversario dicti Guillelmi quolibet anno in dicta abbatia faciendo, omne jus, dominium, proprietatem, possessionem et omnem actionem realem et personalem, quod et quam dicti venditores habebant et habere poterant in predictis rebus venditis, quacumque ratione seu causa in dictos religiosos penitus transferentes, nichil sibi nec suis heredibus [retinentes] in eisdem. Et proveniebant dicte res vendite ex parte dicte Margarite, quod dicti venditores recognoverunt coram nobis. Se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia presentia et futura, quo ad hec dicti venditores dictis religiosis penitus obligarunt; et de premissis tenendis et fideliter observandis et de non veniendo contra premissa per se vel per alium, et specialiter dicta uxor, quod in dictis rebus venditis per se nec per alium quod ratione dotis seu dotalitii vel elemosine seu alia ratione nichil de cetero reclamabit, astrinxerunt se dicti Gaufridus et ejus uxor, fide in manu nostra prestita corporali. Et nos hec omnia predicta, ad petitionem dictorum venditorum, adjudicamus tenenda, et ea sigillo curie Cenomanensis fecimus sigillari. Datum die mercurii post Ascensionem Domini, anno Domini M° CC° nonagesimo tercio. — Anglicus. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

18. — 1298, 15 décembre. — VENTE DE QUATORZE SOUS TOURNOIS DE RENTE SUR UN LIEU A COCHARDRI, PAROISSE DE SAOSNES, FAITE PAR JEAN LEBOUC ET JEANNE, SA FEMME, PAROISSIENS DE MONCÉ, A COLIN DE L'AUNAY ET ERMENIARDE, SA FEMME. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus Sagonensis, salutem in Domino. Noverint universi quod, constituti coram nobis in jure, Johannes dictus Li Bouc et Johanna, ejus uxor, de parrochia de Monceyo, confessi fuerunt quod ipsi, de communi assensu suo, vendiderant et adhuc vendebant Colino de Alneto et Ermeniardi, ejus uxori, quatuordecim solidos turonensium, seu monete currentis, annui et perpetui redditus[1], sitos et assignatos super omnem portionem quam idem Johannes habebat et habere poterat et debebat in quodam herbergamento sito apud Cochardri, in parrochia de Sagonia, in feodo domini de Groutel, quod vocatur herbergamentum defuncti Martini Li Bouc, dictum vero redditum a dictis emptoribus et eorum causam habentibus et habituris super dicta porcione et ejus pertinenciis habendum et percipiendum ad festum sancti Remigii in perpetuum annuatim, omne jus et dominium, proprietatem et possessionem et omnem actionem que et quas in dicto herbergamento et pertinenciis ejusdem et in dicto redditu habebant et habebant *(sic)* et habere poterant et debebant, in dictos emptores et eorum causam habituros, per tradicionem presencium litterarum penitus transferentes, nichil sibi in premissis vel suis heredibus retinendo. Promiserunt eciam et graaverunt dicti venditores dictis emptoribus dictam vendicionem ipsis et eorum causam habituris deliberare ab omnibus, garantizare et defendere contra omnes, quantum jus dictabit, et eisdem reddere et reddi facere dictum redditum annuatim ad terminum predictum liberum et immunem, reddendo a dictis emptoribus et eorum heredibus novem denarios turonenses et unum obolum annui redditus ad dictum festum domino feodali, et tres quartas vini annui redditus annuatim in vindemiis rectori ecclesie de Sagonia annuatim, pro omnibus reddibicionibus pertinentibus ad quoscumque, se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia presencia et futura quilibet eorum in solidum quoad hec obligantes, fide data. Et fuit facta dicta vendicio pro octo libris turonensium, de quibus denariis dicti venditores coram nobis in jure se tenuerunt integre pro pagatis in pecunia numerata, excepcioni non numerate pecunie, non tradite, non recepte, doli mali, lesionis, decepcionis, actioni in factum, excep-

1. Le mot *redditus* a été omis par le copiste.

cioni de duobus reis, epistole divi Adriani, beneficio Velleyani, omnibus et singulis excepcionibus per quas possent venire contra tenorem presencium renonciantes specialiter et expresse, fide data. Nos vero premissa sententialiter in hiis scriptis adjudicamus tenenda. In cujus rei testimonium presentes litteras sigillo curie nostre fecimus sigillari. Datum die lune ante festum beati Thome apostoli, anno Domini M° CC° nonagesimo octavo. — Monsrager. — *Au verso :* Pour Saint-Longis. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

19. — 1299, 18 mai. — ACQUÊT PAR FRÈRE GUILLAUME FAUVEL, MOINE DE SAINT-VINCENT, D'UNE MAISON ET DE PLUSIEURS PIÈCES DE TERRE, PAROISSE DE COURGAINS. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus Sagonensis, salutem in Domino. Noverint universi quod, constituti coram nobis in jure, Matheus dictus Morel et Coleta, ejus *(sic)*, de parrochia de Thoigneio, se et omnia bona sua supponentes jurisdictioni nostre quo ad ea que sequntur ubicumque se duxerint transferendos, confessi fuerunt in jure quod ipsi, de communi assensu suo, vendiderant et adhuc vendebant fratri Guillelmo Fauvel, monacho monasterii Sancti Vincencii Cenomanensis, medietatem cujusdam domus site apud Bray, et cujusdam orti siti retro dictam domum, juncti ex uno latere orto Giloti de Nemore et ex alio latere chemino per quod itur de Bray apud la Ronce, et unam peciam prati unam dietam unius falcatoris continentem vel circa, sitam subtus dictum ortum, et duos sellonnos et dimidium terre sitos in quadam pecia terre que vocatur campus dou Journel, et unam peciam terre octo bossellos seminature vel circa continentem, junctam ex uno latere cuidam noe que vocatur noa Fabri, et unam peciam nemoris cum fundo ejusdem, junctam ex uno latere nemori Roberti Couldarue, militis, et omnem porcionem quam dicti venditores habebant et habere poterant et debebant in quodam pasticio et in quodam prato que vocantur de la Mare, junctam ex uno latere communitati de Bray; vendiderantque et adhuc vendebant dicti venditores dicto emptori duodecim denarios cenomanenses annui et perpetui redditus, quem redditum Matheus dictus Gohier, clericus, super omnia bona sua immobilia ad festum Omnium Sanctorum tenebatur dictis venditoribus reddere annuatim. Et sunt omnia predicta sita in parrochia de Curto Lucro, in feodo religiosorum virorum abbatis et conventus Sancti Vincencii Cenomanensis; dictam vero vendicionem a dicto emptore et ab ipso causam habentibus et habituris, habendam, tenendam

et jure hereditario perpetuo possidendam; omne jus et dominium, proprietatem et possessionem et omnem actionem realem et personalem que et quas in dicta vendicione habebant et habere poterant et debebant, per tradicionem presentis instrumenti, in dictum emptorem et ab ipso causam habentes et habituros penitus transferentes. Promiserunt eciam et graaverunt dicti venditores dicto emptori dictam vendicionem ipsi emptori et ab ipso causam habentibus et habituris deliberare ab omnibus, garantizare et defendere contra omnes, quantum jus dictabit, salvo jure feodalium dominorum, se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presencia et futura, quo ad hec obligantes, fide data. Et fuit facta dicta vendicio pro octo libris et duodecim solidis turonensium, de quibus denariis dicti venditores coram nobis in jure se tenuerunt integre pro pagatis in pecunia numerata, exceptioni non numerate pecunie, non tradite, non recepte, lesionis, decepcionis, excepcioni de duobus reis, actioni in factum, epistole divi Adriani, omnibus et singulis excepcionibus, rationibus et allegationibus juris et facti per quas possent venire contra tenorem presencium renonciantes specialiter et expresse, fide data. Nos vero premissa omnia et singula sententialiter in hiis scriptis adjudicamus tenenda. In cujus rei testimonium presentes litteras sigillo curie nostre, ad peticionem parcium, fecimus sigillari. Datum die lune post *Cantate*, anno Domini M° CC° nonagesimo nono. — Monsrager. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

20. — 1300, 17 octobre. — ACQUÊT PAR COLIN DE L'AUNAY D'UNE PIÈCE DE TERRE EN LA PAROISSE DE SAOSNES. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus Sagonensis, salutem in Domino. Noveritis quod, constituti coram nobis in jure, Johannes dictus Mouchet, de parrochia de Sagonia, et Leiardis, ejus uxor, confessi fuerunt quod ipsi, de communi assensu suo, vendiderant et adhuc vendebant Colino de Alneto et Ermeniardi, uxori sue, unam peciam terre continentem duos bossellos seminature vel circa, sitam in parrochia predicta de Sagonia, in feodo Mathei Le Seignorel, junctam ex una parte terre dictorum emptorum et ex alia parte terre Michaelis Bedou, dictam vero peciam terre a dictis emptoribus et eorum causam habentibus et habituris habendam, tenendam et jure hereditario perpetuo possidendam. Promiserunt eciam et graaverunt dicti venditores dictis emptoribus dictam vendicionem ipsis et eorum causam habentibus et habituris deliberare ab omnibus, garantizare et defendere contra omnes, quantum jus dictabit, salvo jure

feodalium dominorum, se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presencia et futura, quoad hec obligantes, fide data. Et fuit facta dicta vendicio pro quinquaginta solidis turonensium, de quibus denariis dicti venditores coram nobis in jure se tenuerunt integre pro pagatis in pecunia numerata, excepcioni non numerate pecunie, non tradite, non recepte, lesionis, deceptionis, actioni in factum, epistole divi Adriani, excepcioni de duobus reis, omni juris auxilio tam canonici quam civilis, et specialiter dicta Leiardis beneficio Velleyani, omnibus et singulis excepcionibus, racionibus et allegacionibus juris et facti per quas possent venire contra tenorem presentium renonciantes specialiter et expresse, fide data. Nos vero premissa sententialiter adjudicamus tenenda. In cujus rei testimonium presentes litteras sigillo curie nostre fecimus sigillari. Datum die lune ante festum beati Luce evangeliste, anno Domini M° CCC°. — *Au verso* : Saint-Longis, Sonnes. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

21. — 1300, 27 décembre. — Acte par lequel Eudes Alinant et Édeline, sa femme, paroissiens de Saint-Germain de Noyen, pour se libérer d'une rente qu'ils devaient a Guillaume Beaulaballe et a Biote, sa femme, de la ville de Noyen, leur donnent, leur vie durant, la moitié de la jouissance des biens sur lesquels était due cette rente. — Sachent toz presenz e avenir que, en noustre présence establiz, Odin Alinant e Esdeline, sa fame, de la parroesse de Saint Germein de Noen sus Sarte, sometanz eus en noustre jurédicion quant à cest fet, requenurent en dreit par devant nous que il e checun por le tot esteint tenuz fere e paier checun an à Guillaume Biaulaballe et à Billot, sa fame, de la ville de Noen, e à lor hers, traes [sols] de cens anuel e perpetuel e traes mines de froment de anuel e perpetuel rente, e por la reson doudit cens e de ladite rente que lesdiz Odin et sa fame ne poeint rendre ne paier audit Guillaume e à sa fame, il, de lor commun asentement e de lor bonne volenté, sans nul porfocement, ballent en eschange audit Guillaume e à sa fame, en recompenssacion doudit cens e de ladite rente, totes lor chouses inmobles queux que elles seint, e en quex que lous que elles seint asises, en quex que fez, en quex que parroesses, e coment que elles seint nomées ni apellées. E quitent e délessent lesdiz Odin e sa fame audit Guillaume e à sa fame e a lor hers tot le dreit e tote l'ancion raeal e perssonel, e tote la proprité, e tote la possescion, e tote la seignorie, e tot le destrait que il aveint e poeint avoir esdites

chouses, e ballent e transportent audit Guillaume e à sa fame desoresendreit la sesine des dites chouses, à avoir e à tenir et à porssuir lesdites chouses o les apartenansces totes dicelles heritaument e perdurablement audit Guillaume e à sa fame e à lor hers e lor successor e à ceus qui auront lor cause, en rendant chescun an les servitudes qui en sunt deues aus seignors des fez. E graèrent e premistrent lesdiz Odin e sa fame eus guerir, garanter, délivrer e defendre lesdites chouses o les apartenansces audit Guillaume e à sa fame e à lor hers, vers toz e contre toz, tant comme dreit dourra. E furent festes [......] les covenansces e lacort desusdit en telle maniere e en telle condicion que lesdiz Odin e sa fame demorront lor vie durant ou herbergement apartenant ausdites chouses, e lesdiz Guillaume e sa fame sunt tenuz mestre e tenir des ores en avant les mesons doudit herbergement en soffesant estat par reson desdites covenansces, e lesdiz Odin e sa fame deivent gueignier e laborer a meitié lesdites chouses bien e laeaument au proffet desdites chouses, e si que ledit Guillaume e sa fame ne lor hers ni seint en domagiez. E prendront lesdiz Odin e sa fame la meitié de toz les fruiz e de totes les queillestes qui seront e craetront esdites chouses tant comme il vivront, e ledit Guillaume e sa fame ou lor hers ou ceus qui auront lor cause prendront l'austre meitié, e metront la meitié des semensces qui seront semées esdites chouses, e lesdiz Odin e sa fame l'austre meitié. E si einssi eret que lesdiz Odin e sa fame ne peussent laborer de cherrue, ledit Guillaume e sa fame laboreront ou feront laborer, e lors ledit Odin e sa fame porront semer, il prendront le tierz e ledit Guillaume e sa fame les dous parz, e metront chescun de la semensce segonsce que il prendront. E emprès la mort desdiz Odin e sa fame, totes lesdites chouses o les apartenances d'icelles demorront audit Guillaume e à sa fame e à lor heirs e à lor successors e à ceus qui auront lor cause, sans ce que les hers doudit Odin e sa fame i pessent james riens demander, ne reclamer, ne fere demander par austre, par nulle reson. E enprès totes cestes chouses, establiz en dreit pardevant nous, lesdiz Guillaume e sa fame, sometanz eus en noustre jurédicion quant à cest fet, les chouses desus dites vendrent e otraièrent e graèrent e premistrent que il james encontre n'en vendreint, e quitent e délessent par les covenansces desusdites audit Odin e à sa fame e à lor hers dou tot en tot ladite rente e ledit cens, sans ce que il ne lor hers en pessent james riens demander, ne fere demander par austre audit Odin e à sa fame e à lor hers par la reson desusdite, fors tant solement une petite malle de

cens, que lesdiz Odin e sa fame feront tant comme il vivront ausdiz Guillaume e à sa fame e à lor hers par reson desdites chouses. Et quant à ce [. . . .] e enterignier bien e laeaument qui est dit par desus, e que il ne lor hers n'en pessent james venir encontre, e à restorer toz lor domages e toz lor deperz, si aucuns en i aveint par defautes desdites covenansces [. . . . .] e acomplies ont obligié les unes parties aus auttres, eus e lor hers e toz lor biens mobles e inmobles presenz e avenir..... E nous, à la requeste desdites parties présenz e consentanz, avon totes cestes chouses e chescunes par say ajugiés à tenir, par le jugement de noustre cort de Piremil, e par la tenor de cestes présentes lestres sallées e confermées de noustre sael des causes. Ce fut doné ou jor de mardi enprès la Nativité Noustre Seignor, en l'an de graece mil e CCC. — G. Boguier transiit. — *Au verso :* Noyen. Achapt d'une mine de seigle sur la Veauselière, la Beauvalaille [1]. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

22. — 1301, 21 avril. — ACQUÊT PAR COLIN DE L'AUNAY DE DOUZE DENIERS MANSAIS DE RENTE SUR UN PRÉ, SITUÉ EN LA PAROISSE DE PIZIEUX. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus Sagonensis, salutem in Domino. Noverint universi quod, constituta coram nobis in jure, Alesia, filia defuncti Gaufridi dicti Heroart, de parrochia de Puisellis, confessa fuit in jure quod ipsa, spontanea, non coacta, vendiderat et adhuc vendebat Colino de Alneto et Ermeniardi, ejus uxori, duodecim denarios cenomanenses annui et perpetui redditus, sitos et assignatos super quoddam pratum situm in parrochia predicta, in feodo Ernulphi dicti Rabinel, dictum vero redditum a dictis emptoribus et eorum heredibus et ab ipsis causam habentibus et habituris percipiendum et habendum super dicto prato, per manum tenencium dictum pratum, ad festum sancti Remigii in perpetuum annuatim. Et est junctum dictum pratum, ex uno latere, terre Guilloti Chacebof, et ex alio latere, rivo de Coemis. Promisit eciam et graavit dicta venditrix dictis emptoribus dictam vendicionem ipsis et eorum causam habentibus et habituris deliberare ab omnibus, garantizare et defendere contra omnes, quantum jus dictabit, et dictum redditum reddere seu reddi facere super dictum pratum in per-

1. Cette charte était, lorsque nous l'avons acquise, attachée aux pièces 30, 34 et 35 de cet article, qui intéressent le prieuré de Noyen.

petuum annuatim, ad terminum supradictum, liberum et immunem ab omnibus serviciis et reddibicionibus pertinentibus ad quoscumque, se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presencia et futura, et specialiter dictum pratum quo ad hec obligans, fide data. Et fuit facta dicta vendicio pro duodecim solidis cenomanensium, de quibus denariis dicta venditrix co[ram] nobis in jure se tenuit penitus pro pagata in pecunia numerata. . . . . Nos vero premissa adjudicamus tenenda. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigillo curie nostre, ad peticionem parcium, fecimus sigillari. Datum die veneris post *Misericordia Domini,* anno Domini M° CCC° primo. — *Au verso :* Pour Saint-Longis. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

28. — 1304, 29 septembre. — ACQUÊT PAR COLIN DE L'AUNAY DE HUIT SOLS DE RENTE SUR UN BIEN DE LA PAROISSE DE SAOSNES. — Sachent touz présenz e avenir que, en nostre présence establiz, Johan Mouchet e Johenne, sa femme, de la parroisse de Saint Verencien, recquenurent en drait pardevant nous que il ont vendu e otraié e encore vendent e otraient à Colin de Launay e à Ermaican, sa femme, e à lour hairs, quatre soulz de manssais de anuel e perpetuel rente sus la tierce partie d'un habergement sis en la parroise de Soonne, en noz fiez, joint d'une partie à la terre Johan Noel e de l'autre à la terre aus hairs feu Pierre Dougoulet, e aboute à la route par où l'en veit de Beaumantel à Saint Kalles; laquelle rente les diz vendours gréent e promestent, e tenuz sont fere e paier desores en avant perpetuelment per chescuns ans desores en avant audiz achetours e à lour hairs e à ceulx qui cause aront d'eulz, au jour de la Saint Remy, franche e quite e delivre e desliée de touz serviges e de toutes obbaissances, sus telle conducion apossée que, se lesdiz vendours, ou lour hairs, ou ceulx qui cause aront d'eulz se défaillaint de fere e paier ladite rente au terme desus dit, si comme desus est dit, lesdiz achetours ou lour hairs ou ceux qui cause aront d'eulx pouront touner à ladite messon ovecques l'aintisse comme à lour propre heritage, sanz ce que lesdiz vendours ne lour hairs en puissent aler encontre. E fut feste ceste presente vencion pour quatre libres de turnois, desquiex deniers lesdiz vendours se tindrent pour blien paiez en drait pardevant nous en bons deniers nonbrez. . . . . E en sont jugiez par le jugement de nostre court de Saint Rome dou Plain. En tesmoig de laquel chouse, nous avon saellé cestes presentes lestres ou sael de ladite court à la requeste desdites parties, en tesmoig de verité, sauf nostre

drait. Ce fut fet ou jour de la Saint Michel, l'an de graice mil trais cenz e quatre. — Par Auger XXVIII. — *Au verso :* Pour Saint-Longis. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

24. — 1308/1309, 4 mars. — ABANDON FAIT PAR COLIN DE L'AUNAY ET ERMENIARDE, SA FEMME, A HERBERT LECHANDELIER, DE QUATRE SOLS MANSAIS DE RENTE QU'IL ÉTAIT TENU DE LEUR FAIRE CHAQUE ANNÉE SUR UNE TERRE SITUÉE EN LA PAROISSE DE SAOSNES, AU FIEF DE MATHIEU DE PANON, ÉCUYER. — Omnibus hec visuris, decanus Sagonensis, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presencia personaliter constituti, Colinus de Alneto et Ermeniardis, ejus uxor, de parrochia Sancti Lenogesili, recognoveruut quod ipsi et eorum quilibet insolidum dederant et adhuc dant et nomine donacionis concedunt in puram et perpetuam elemosinam Herberto Lechandelier et ejus heredibus et ab ipsis causam habentibus, dum diem extremum clausissent, quatuor solidos cenomanensium annui et perpetui redditus, quos denarios tenetur reddere singulis annis dictis conjugibus ad Nativitatem beate Marie Virginis annuatim, super quamdam peciam terre sitam in feodo Mathei de Pennon, armigeri, in parrochia de Sagonia, juxta terram Odonis dicti Lechandelier, ex una parte, et terram dictorum Colini et ejus uxoris, ex altera, pro servicio suo sibi impenso, et de quo servicio dicti conjuges coram nobis se tenuerunt plenarie pro pagatis. . . . . In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum die martis ante *Letare Jerusalem,* anno Domini M° CCC° octavo. — René. — *Au verso :* Pour Saint-Longis. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

25. — 1309, 12 mai. — ADJUDICATION A JEHAN PERON DE BIENS SAISIS SUR GUILLOT PERON, POUR FAUTE DE PAIEMENT D'UNE RENTE DUE PAR LEDIT GUILLOT AUDIT JEHAN [1]. — Sachent touz que comme Guillot Peron e Juliote, sa fame, eussent vendu e otroié pieçaja à Guillot Moenet e Aalete, sa fame, pour certainz pris de deniers audit vendours paiez entier-

1. Ce document était conservé à l'abbaye de Saint-Vincent parmi les titres de la châtellenie de Maignanes à Dangeul, qui appartenait à l'abbaye. Une note écrite au verso en fait foi. Cette note donne à cet acte la date de 1320, alors que le texte porte 1309. Il est possible que la date 1320 soit celle d'une transaction postérieure peut-être faite en faveur de Saint-Vincent et en conséquence attachée à l'acte de 1309.

gaiement en deniers nombrez, oict livres de tourneis en monnoie corant de anuel e perpetuel rente sus certaines chouses immobles par lectres de nostre court annexées à cestes, e depuis ce lesdiz achatours aient quité, cessié et delessié à Jehan Peron, frère doudit vendour, par reson de retrêt par proucheineté de lignage, par autres lectres de la court au sire de Monfort annexées à cestes, e il soit deu des arrerages de celle rente vint e deus livres treze soulz e quatre deniers tournois deuz de temps passé, e il soit contenu es dites lectres que, se lesdiz vendours ou lors heirs défaillaient de paier ladite rente en aucun terme, lesdiz achatours e ceux qui auroient cause de eux auroient à eux des chouses immobles desdiz vendours à la value de ladite rente e des arrerages qui en seroient deuz à léal assise de terre par pris e par estimacion de proudes hommes, e ait esté convenant e acordé entre lesdiz frères que ledit Jehan aureit pour le principal de ladite rente cent e dez soulz de rente par ensoinement lesdiz arrerages, e pour enterignier lesdites lectres e les jugiez contenuz en icelles, e por lesdiz arrerages reqnaist ledit Jehan Peron Gervèse Chalumel, nostre serjant, au temps que il les li enterignast e meist à exécucion sus les chouses immobles desdiz vendours, tant por les cent e dez soulz de rente que por lesdiz arrerages. En nostre court en dreit establi, ledit serjant requenut que il a la complainte doudit Jehan, e pour enterignier lesdiz jugiez aveit prins e sesi en nostre sesine des chouses inmobles des diz vendours, c'est assaveir une ousche de terre contenant environ cinc minez semeure, que terre, que pasture, sise jouste la terre Eudin Fortin e jouste la terre Johanne Lageuillotine, sus les prez Garot de la Beaufeyère, ou fié audit Garot, e une pièce de terre jouste la terre aus Fresneaux e jouste la terre aus heirs feu Herbert Behorée, ou fié au seignor d'Allières e ou fié Guillot de Bellon, contenant dez boesseaux semeure, e trente soulz de tourneis de anuel e perpetuel rente que Guillot Fresneau est tenu fere e rendre à la Touz Sains chescun an par reson de terres que ledit vendour li balla pieçaja au trente souls de rente. E requenut ledit serjant que il les dites chouses einsi sesies avoit tenu en notre sesine par lonc temps e feit prisier par proudes hommes jurez, c'est assavoir : par Durand Bellier, par Guillot Fresneau, par Guillaume de Lareylière, par Gervèse Guerrier, par Robert Marchant e par André Bernier, lesquex présenz en dreit par devant nous, afermanz eux avoir tourné sus lesdites chouses e eux estre apensez e avisez sus la valour d'icelles, prisièrent e estimèrent celles dites chouses, par lours seremenz feiz pardevant nous en

dreit au Saintes Évangiles, valeir sexante livres de tourneis léaument, poi plus poi mains, à lours léaux escienz. E pour ce que, pendant ladite sesine, lesdiz vendours ne autcuns autres ne vindrent avant ne nos aparurent pour rendre lesdiz arrerages, ne pour contredire que lesdites chouses ne fussent vendues, ne por eux oppouser encontre : nous, par le tesmoing doudit serjant, e por enterignier lesdiz jugiez, vendîmes, livremes et assignâmes audit Johan Peron celles dites chouses pour ledit pris de sexante livres, cest assavoir : cinquante et cinc livres pour ledit coût principal, e le remaignant pour lesdiz arrerages, pour les ventes deuz, lesdiz vendours le devoient delivrer, pour le salaire au serjant, pour les despens [. . . . . . .] e pour cestes lectres; e dicelles dites chouses nous ballâmes audit Johan, par la tenour de cestes lectres, la sesine, la seignerie, la propriété e la possession [. . . . .] à lui e à ses heirs e à ceuz qui auront cause de lui, perpetuelment e heritaument. . . . . E pour ce que ce soit ferny e estable à touz jourmes, nous, à la requeste doudit vendour e pour enterigner lesdiz jugiez, avons donné audit Jehan cestes lectres seellées dou seau de nostre court dou Mans en tesmoing de verité, enssemble le seau doudit serjant que il a apousé à cestes lectres en tesmoing de son feit e en confirmacion des chouses davant dites. Ce fut donné ou jour de lundi avant Penthecoste, en l'an de graice mil trais cenz e neuf. — F. Moesan. — *(Orig. parch., sceaux perdus.)*

26. — 1310, 9 juillet. — VENTE PAR PIERRE LE VOYER, PRÊTRE, CURÉ DE SAINT-LONGIS, A SIMON ESCALLOT, PRÊTRE, DE SOIXANTE-DIX SOUS TOURNOIS ET DEUX CHAPONS DE RENTE SUR SES BIENS SITUÉS PAROISSE DE SAOSNES, AU FIEF DU SEIGNEUR DE SAINT-PIERRE-DES-ORMES. — Omnibus hec visuris, officialis Cenomanensis, sede vacante, salutem in Domino. Notum facimus quod, coram nobis in jure personaliter constitutus, Petrus Villici, presbyter, rector ecclesie Sancti Lenogesili, confitetur se vendidisse et vendicionis nomine concessisse et adhuc vendit et nomine vendicionis concedit Symoni Escallot, presbytero, et ejus heredibus et ab ipso causam habentibus et habituris, sexaginta decem solidos turonensium, seu monete corsalis pro turonensi, et duos capones annui et perpetui redditus, super omnibus rebus suis quibuscumque mobilibus et immobilibus quas habet idem Petrus in parrochia de Sagonia, in feodo domini Sancti Petri de Ulmis, et super omnibus rebus aliis ejusdem, quibuscumque locis et feodis exis-

tant et quocumque nomine censeantur. Et fuit facta presens venditio pro tringinta quinque libris turonensium seu monete cursalis pro turonensi, de quibus idem Petrus se tenuit penitus pro pagatum. Quam pecunie summam idem Petrus et dictos capones graat et promitit pro se et heredibus suis de cetero solvere et reddere dicto Symoni et suis heredibus et ab ipso causam habentibus et habituris, hiis terminis, videlicet tringinta quinque solidos et dictos capones in festo Omnium Sanctorum, et tringinta quinque solidos in festo Penthecostes Domini de cetero annuatim, francos, quitos, liberos et immunes. . . . . . . Et nos ipsum venditorem presentem et consencientem in hiis scriptis sententialiter condepnamus, premissa adjudicantes tenenda. Actum die jovis post festum beati Martini estivalis, anno Domini M° CCC^mo^ decimo. — Gadier. — Verum est. — *Au verso :* Saint-Longis, Sonne. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

27. — 1310/1311, 9 mars. — Acquêt par Jacques de Errey, prêtre, curé de Doucelles, de six sous mansais de rente a Saint-Longis, qu'il donne ensuite a l'abbaye de Saint-Vincent pour son anniversaire. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus Sagonensis, Cenomanensis dyocesis, salutem in Domino. Noverint universi quod, in nostra presentia in jure constituti, Guillelmus dictus Beccoys senior et Johanna, ejus uxor, de parrochia de Marescheyo, se et omnia bona sua ubicumque existentia quo ad hec que secuntur juridictioni supponentes, recognoverunt se de communi assensu vendidisse et adhuc vendere Jacobo de Erreyo, presbytero, rectori ecclesie de Doucellis, sex solidos cenomanensium, seu monete correntis pro denariis cenomanensibus, annui et perpetui redditus, quos Guerinus dictus le Bouvier et Agnes, ejus uxor, de parrochia Sancti Lenogesili prope Mamertum, tenebantur sibi facere et reddere singulis annis ad Penthecostes Domini super omnes res immobiles et earum singulas quas dictus Guillelmus et Guillelmus, ejus frater, solebant habere, seu habere poterant et debebant ubicumque et in quibuscumque in dicta parrochia Sancti Lenogesili, in feodo religiosorum virorum abbatis et conventus Sancti Vincencii Cenomanensis, quas res dicti fratres dicto Guerino et dicte ejus uxori et eorum heredibus in perpetuam emphiteosim seu ad annuum et perpetuum redditum tradiderant, prout dicti venditores dicebant et ut in nostris litteris vidimus contineri. Et fuit facta dicta venditio pro sex libris turonensium seu monete corentis, quitis dictis venditoribus ab omnibus vendis, de quibus denariis dicti venditores

coram nobis se tenuerunt plenarie pro pagatis in pecunia numerata....... Datum anno Domini M° CCC° decimo, die martis post *Reminiscere*.

Qua die dictus Jacobus, coram nobis constitutus in jure, se quo ad hec juridictioni nostre supponens, caritatis intuitu, pro salute anime sue, dictam vendicionem cum omnibus juribus et actionibus sibi in eadem vel ratione ejusdem competentibus et competituris donat ex nunc, dedicat et confert Deo, beate Marie Virgini, beato Vincencio et dictis religiosis, ad opus dicti conventus, ad hoc ut in dictorum religiosorum abbatia, dicti Jacobi, tam ipso vivente quam post ejus decessum, annis singulis, anniversarium celebretur, transferens ex nunc in eosdem religiosos per traditionem presentium omne jus et dominium et omnes actiones que et quas habebat et habere poterat in premissis. Et hec omnibus quorum interest et interesse potest significamus per presentes litteras sigillo curie nostre sigillatas in testimonium veritatis. Actum et datum anno et die quibus supra. — René transiit. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

28. — 1311, 30 août. — Bail perpétuel d'un bien a Saint-Longis, fait par les religieux de Saint-Vincent a Guillaume Oumond et a Jeanne, sa femme. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus Sagonensis, salutem in Domino. Noveritis quod, in jure coram nobis constituti, Guillelmus Oumondi, clericus, et Johanna, ejus uxor, de parrochia Sancti Lenogesili, confessi sunt quod ipsi acceperunt, de communi assensu suo, ad hec non coacti, et adhuc accipiunt sibi et heredibus suis a religiosis viris abbate et conventus *(sic)* Beati Vincentii Cenomanensis unum herbergamentum cum omnibus pertinenciis ejusdem, silicet cum cepibus, arboribus et aliis rebus in dicto herbergamento existentibus et circa ipsum, nec non unam peciam terre duo jugera terre continentem vel circa, que res site sunt in parrochia predicta, in feodo ipsorum religiosorum et in modo qui sequitur dividuntur, videlicet dictum herbergamentum junctum est, ex una parte, herbergamento dictorum conjugum et, ex altera parte, chemino per quem itur de ecclesia Sancti Lenogesili apud Mamertum, et dicta pecia terre juncta est, ex uno latere, clauso heredum defuncti Rogerii de la Mauvaysinière et, ex alio latere, clauso defuncti Johannis dicti Saoul; dictas vero res supradictas ab ipsis conjugibus et eorum heredibus vel eorum causam habentibus et habituris habendas, tenendas et jure hereditario perpetuo possidendas, faciendo inde eisdem religiosis aut eorum certo mandato obedienciam

tanquam domino feodali et redevancias consuetas pro premissis, nec non quatuordecim solidos turonensium annui et perpetui redditus et unum denarium cenomanensem annui census in festo Nativitatis Domini in perpetuum annuatim, incipiente tempore solucionis dicti redditus in festo Nativitatis Domini secundo venturo. . . . . . . Nos vero premissa sententialiter in scriptis adjudicamus tenenda. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostre curie duximus apponendum. Datum die lune post Decollationem beati Johannis Baptiste anno Domini M° CCC° undecimo. — Simplex. — Verum est. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

29. — 1312, 22 mai. — BAIL PERPÉTUEL DU LIEU DE LA DIVOYSERIE FAIT PAR LES MOINES DE SAINT-VINCENT A HEMERI JOUCET. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus Sagonensis, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presentia personaliter constitutus, Hemericus dictus Joucet, clericus, de parrochia Sancti Lenogesili, confessus fuit se accepisse a religiosis viris abbate et conventu Sancti Vincencii Cenomanensis, dicto Hemerico et ejus heredibus seu ejus causam habentibus et habituris in perpetuum emphiteosim quasdam res immobiles, videlicet quodam herbergamentum cum pertinenciis ejusdem, quod vocatur la Divoyserie, prout deffunctus Gauffridus de Dive solebat illum tenere et possidere tempore quo vivebat, nec non et quemdam peciam terre sitam inter doetum de Marooes et terram dictorum religiosorum de medietaria de Fousart, abotando, ab uno capite, terre heredum deffuncti Johannis Bubuloi; nec non et quemdam aliam peciam terre sitam inter terram Johannis filii Xristiani de Oliveto et terram dictorum religiosorum de dicta medietaria, abotando ab uno et altero capite terre dicti Hemerici, que res site sunt in parrochia Sancti Lenogesili in feodo dictorum religiosorum, a dicto Hemerico et ejus heredibus seu ejus causam habentibus et habituris dictas res predictas traditas, tenendas, habendas, jure hereditario perpetuo possidendas, faciendo et reddendo exinde pro premissis ab ipso Hemerico et ejus heredibus, seu ejus causam habentibus et habituris, singulis annis, dictis religiosis aut eorum causam habentibus et habituris duos sextarios frumenti et quatuor boissellos ordei et reddendos ad sumptus proprios dictorum Hemerici et ejus causam habentibus et habituris in horreis dictorum religiosorum de Sancti Lenogesili in festo sancti Remigii in perpetuum annuatim. Et tenentur dictus Hemericus et ejus heredibus *(sic)* aut ejus causam habentes et habituri reddere et sol-

vere seu reddi et solvi facere dictum bladum bonum et sufficiens ad mensuram Sagonensis in predictis horreis in dicto festo, et novem denarios turonenses censuales in Nativitate Domini in herbergamento dictorum religiosorum Sancti Lenogesili in perpetuum annuatim et servitia et obedientias secundum consuetudinem capitalium dominorum annuatim. . . . . . . In cujus rei testimonium presentibus licteris sigillum nostre curie duximus apponendum. Actum et datum die lune post Trinitatem Domini estivalem, anno ejusdem Domini millesimo CCC^{mo} duodecimo. — Barra. — Verum est. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

30. — 1312/1313, 19 mars. — ACQUÊT PAR FRÈRE GUY MARTEL, PRIEUR DE NOYEN, DE QUATORZE SOUS TOURNOIS DE RENTE SUR LES BIENS DE GERVAIS BOSSET, SITUÉS A NOYEN. — Universis presentes licteras inspecturis et audicturis, decanus de Vallonio, salutem in Domino. Noverint universi quod, in nostra presencia in jure personaliter constituti, Gervassius dictus Bosset et Annes, ejus uxor, de parrochia Sancti Germani de Noemio, recognoverunt et confessi sunt quod ipsi, ex communi ascensu et ex una voluntate non coacta, vendiderant et adhuc vendunt et concedunt nomine vencionis, viro religiosso et honessto donno *(sic)* Guillelmo dicto Martel, priori ejusdem loci, et monachis Beati Vincencii, dyocesis Cenomanensis, et heredibus ejus vel ab ipsis causam habentibus, quatuordecim[1] solidos turonensium annui et perpetui redditus reddandos et solvandos quolibet anno imperpectuum dicto priori et heredibus ejus et habituris causam habentibus ab ipsis, in Assompcione beate Marie Virginis, ex parte vendictorum et eorum heredum, super omnes res immobiles suos *(sic)* ubicumque existent et in quibuscumque locis, parrochiis, feodis censeantur, quoquomodo sint, terris, pratis, nemoribus, domibus, sepibus, landis, vineis et ortis et omnibus aliis et pertinenciis, et in supra dicta Annes autorizata est ad ea que sequntur, habendos et possidendos, levandos jure hereditario dictos quatuor decim[2] solidos annui redditus super premissis annuatim a dicto priore et heredibus et habicturis causam habentibus ab ipsis. Et fuit facta presens vendicio pro sexssaginta solidis turonensium. . . . . . . Et nos hec omnia premissa et singula, ad peticionem dictorum

1. Le copiste avait d'abord écrit *sex*, qu'il biffa pour mettre en surcharge *quatuor decim*.

2. *Quatuor decim* en surcharge.

Gervasii et Annetis, ejus uxoris, adjudicamus tenenda, ipsos presentes et consencientes ad premissa in hiis scriptis diffinitive comdepnamus. In cujus rei sigillum currie nostre de Vallonio presentibus duximus apponendum in testimonio veritatis. Actum die lune post *Occuli mei*, anno Domini M° CCC° duodecimo. — J. Dyoisé tranxiit. — Verum est. Noti sunt partes. — *(Orig. parch., scellé sur double queue de parchemin.)*

81. — 1313/1314, 29 mars. — RETRAIT LIGNAGER OPÉRÉ PAR COLIN DE L'AULNAY, SUR LA RENTE DE SOIXANTE-DIX SOUS TOURNOIS ET DEUX CHAPONS, ACQUISE PAR SIMON ESCALLOT, PRÊTRE[1]. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Notum facimus quod, in presencia Michaelis Simplicis, clerici, commissarii a reverendo patre ac domino domno P., permissione divina Cenomanensi episcopo, quo ad transeundum et nobis referendum ea que coram ipso fuerunt confessa, personaliter constitutus Simon Escallot, presbyter, confessus fuit se quitasse et eciam penitus dimississe, ratione retractus proximitatis generis, Colino de Alneto, clerico, et Ermeniardi, ejus uxori, ratione dicte Ermeniardis, et adhuc quitabat ac eciam penitus dimitebat sexaginta decem solidos turonensium, seu monete corsalis pro turonensi, et duos capones annui et perpetui redditus, quos idem presbyter diu est emerat a Petro Villici, presbytero, rectore ecclesie Sancti Lenogesili, conato dicte Ermeniardis, [solvendos] eidem Escalot super omnibus immobilibus que idem Petrus habebat seu habere poterat et debebat in parrochia de Sagonia, in feodo domini Sancti Petri de Ulmis et super omnibus rebus immobilibus ejusdem quibuscumque locis et feodis existant et quocumque nomine censeantur, ut dicebant; dictum vero redditum supradictum cum omni jure quocumque, quod idem presbyter Escalot habebat in premissis, ratione qua supra, a dictis Colino et Ermeniardis *(sic)*, ejus uxore, habendum, tenendum et jure hereditario perpetuo possidendum. Et fuit facta dicta quitacio pro precio tringinta quinque librorum turonensium, seu monete correntis pro turonensi, de quibus denariis idem Escalot se tenuit pro bene pagato in pecunia numerata....... Nos vero premissa ad relacionem predicti commissarii adjudicamus tenenda. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostre curie duximus apponendum. Datum apud Mamertum,

1. Cf. pièce 26.

die veneris ante Ramos Palmarum, anno Domini M° CCC° tridecimo. — M. Simplex. — Verum est. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

82. — 1315, 16 décembre. — BAIL PERPÉTUEL FAIT PAR LES MOINES DE SAINT-VINCENT A GUÉRIN FOURNIER, THOMAS FOURNIER ET MICHEL GUERRASE, DE BIENS SITUÉS AU BREIL, PAROISSE DE SAINT-PAVACE, QUI AVAIENT APPARTENU A FRÈRE PERROT PINEL, MOINE DE SAINT-VINCENT. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Notum facimus quod, coram nobis in jure personaliter constituti, Garinus Furnerus, Thomas Furnerus, Matildis, ejus uxor, et Michael Guerrasius, de parrochia Sancti Pavacii, recognoverunt se accepisse in perpetuam emphiteosim a religiosis viris abbate et conventu monasterii Sancti Vincencii Cenomanensis omnes res immobiles ipsorum religiosorum sitas apud Brolium, in dicta parrochia, que fuerunt fratris Perroti Pinel, monachi dicti monasterii, et consistunt in domo, vineis, terris, pasturis et aliis, habendas, tenendas et perpetuo possidendas a dictis Garino, conjugibus et Michaele et eorum heredibus, et ad suam voluntatem plenam faciendam, videlicet pro sexaginta solidis turonensium annui et perpetui redditus, quem redditum promittunt dicti Garinus, conjuges et Michael, quilibet eorum insolidum facere et reddere dictis religiosis et eorum sucessoribus vel mandato, annis singulis de cetero hiis terminis, videlicet medietatem ad festum Omnium Sanctorum et aliam medietatem ad Nativitatem Domini; et dictas res et maxime dictas domum et vineas in statu competenti obligant quo ad hec dictis religiosis et eorum successoribus et monasterio, se et omnia bona sua, mobilia et immobilia, presentia et futura et suos heredes. . . . . . . Et nos ipsos presentes et consencientes ad hec in hiis scriptis condampnamus. Datum die martis ante festum sancti Thome apostoli, anno Domini M° CCC° decimo quinto. — C. About. — Verum est. Noti sunt. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

83. — 1322, 7 juillet. — ACQUÊT PAR JAMES DE ERRÉ, PRÊTRE, DE SIX JOURNAUX DE TERRE ET UN JOURNAL DE PRÉ A DANGEUL. — Sachent touz presenz e avenir que en noustre court personelment establiz Pierre Lequeu, clerc, e Thomasse, sa fame, de la parroisse de Vivain, e especiaument ladite Thomasse, o l'auttorité doudit Pierre à lé donnée doudit Pierre pardevant nous quant à ce qui ensieust, requenurent en dreit

pardevant nous que, comme il fussent tenuz e obligiez fere e rendre à monssour James de Erré, prestre, e à ses hairs, vint soulz de manssais de annuel et perpetuel rente par chescuns anz a la Saint Romé, sus vint soulz de tournois de annuel et perpetuel rente que Johenne la Maumatine estoit tenue fere aus diz Pierre e Thomasse e à lours hairs par chescuns anz, à l'Angevine e à Noël, maitié à maitié, sus certaines chouses immobles sises en la parroisse de Jullié e sus quatre journex de terre et journée à un fauchours de pré ou environ, sis en la paroisse de Danjoul, au fié Patri de Chources, escuier, jouste la riviere de Joriate, e sus toutes les autres chouses immobles e heritaux desdiz Pierre e Thomasse, de laquele rente la vencion fut feite pour le pris de vint e dous livres de tournois ou de monnoie courant pour tournois, desdits quex deniers lesdiz Pierre e sa fame se tindrent pour bien paiez en bons deniers nombrez, si comme nous vesimes estre contenu toutes ces chouses es lettres de nostre court qui furent données sus celle vencion au jour de vendredi prouchain après le dimanche que l'en chante *Reminiscere* l'an de graice mil trais cenz e treize, e si comme lesdiz Pierre e Thomasse requenurent e confessierent toutes lesdites chouses estre vroies, en dreit pardevant nous confessanz ensourquetout que comme il eussent cessié en solucion de ladite rente tant que il estaint tenuz audit prestre en cent et un soulz e demé de tournois pour les arrérages de ladite rente deuz dou temps passé, lesdiz Pierre e Thomasse, sa fame, pour assignacion, satisfacion e solucion de ladite rente e desdiz arrerages, vendent, cessent, delessent, ballent e assignent audit prestre e à ses hairs seis journez de terre ou environ e journez à un fauchours de pré sis en la parroisse de Danjoul ou fié au segnour de Danjoul entre la route de René e de Danjoul par le chief d'amont, e la rivière de Jariate par le chief d'en bas, e sunt lesdites chouses en dous pieces, c'est assavoir : dous journex ou environ entre la terre Gacel e la terre Guillaumet Salemon autrement dit Lebarbier, e quatre journex ou environ sis entre la terre audit [pre]nour e la terre Guillaume Chauvin, e ledit pré entre ladite terre e le ruissel de ladite riviere. E fut feite ladite assignacion, satisfacion e solucion e la dite vencion e cession pour ensoinnet toutes les chouses desus dites pour le pris de douze livres e demée de tournois ou de monnoie courant pour tournois, paiez e soluz doudit prestre ou de son commandement aus diz Pierre e Thomasse. . . . . . . en fesant doudit prestre e de ceus qui aront cause de lui audit seignour ouit deniers tournois de cenz des diz dous journex de terre à

Penthecouste e dous deniers tournois à la feste de Touz Sainz e nouf deniers tournois de cenz à Noël des diz quatre journex de terre e doudit pré par chescuns anz tant soulement sanz nulle autre redevance, einsi toutes voies que ledit prestre doit paier les ventes dou suon propre pour ensoinnet lesdites chouses. . . . . . . E nous, à lour requeste, toutes lesdites chouses e chescunes [. . . . . . .] ajujon sentenciausement à tenir e à enterigner e les avons confermées dou sael de no[tre court de] Beaumont en tesmoing de vérité. Ce fut donné au jour de mescredi prouchain après la Saint Martin d'esté, l'an de graice mil trais cenz vint et dous. — Julien Guiton transiit. — *Au verso :* Maignennes, Dangeul. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

34. — 1326/1327, 29 janvier. — Retrait féodal opéré par Jean, abbé de Saint-Vincent, et le prieur du prieuré de Noyen, d'une rente acquise dans le fief de ce prieuré par Herbert de Chehengné, prêtre, curé de Saint-Germain de Noyen. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus de Vallonio, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presentia in jure personnaliter constitutus, Herbertus de Chehengneyo, presbyter, rector ecclesie Sancti Germani de Noemio, recognovit quod, cum Matheus Avenant et Petronilla, ejus uxor, de parrochia predicta, vendidissent sibi quatuor solidos turonensium annui et perpetui redditus, reddendos singulis annis in festo beati Remigii, prout in litteris curie nostre continetur quibus presentes littere sunt annexe, super herbergamento suo cum omnibus pertinenciis, sitis in parrochia predicta, in feodo prioris de Noemio, pro precio quadraginta solidorum turonensium, et religiosus vir frater Johannes, abbas monasterii Sancti Vincencii Cenomanensis, cum consensu et voluntate prioris prioratus predicti, peteret a dicto emptore dictam venditionem sidi cedi et dimitti tanquam domino feodali, virtute consuetudinis patrie generalis, dictum precium refundendo, dictus emptor juste petitioni dicti religiosi acquiescens et annuens, dictam venditionem eidem religioso cessit, quitavit et dimisit penitus pro dicto precio, de quo se tenuit coram nobis in jure plenarie pro pagato in pecunia numerata. . . . . . . Et nos hec omnia premissa adjudicamus tenenda, ipsum emptorem presentem et consentientem quo ad hec in hiis scriptis sententialiter condepnamus. Datum die jovis post festum beatissimi Juliani anno Domini M° CCC^mo^ vicesimo sexto. — J. J. Ferron transiit. — *(Orig. parch., scellé.)*

85. — 1327, 23 avril. — ACQUÊT PAR LES RELIGIEUX DE SAINT-VINCENT DE CINQ SOUS TOURNOIS DE RENTE SUR TOUT CE QUE GUILLAUME MARTIN ET SA FEMME POSSÉDAIENT EN LA PAROISSE DE NOYEN. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus de Vallonio, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presentia in jure personaliter constitutus, Guillelmus Martini et uxor ejus, de parrochia de Noemio, recognoverunt se vendidisse et concessisse et adhuc vendere et concedere viris religiosis abbati et conventui monasterii Sancti Vincencii Cenomanensis quinque solidos turonensium annui et perpetui redditus, quitos, liberos et exoneratos ab omnibus venditionibus, revenditionibus, exactionibus secularibus et reddibitionibus, habendi et percipiendi a dictis religiosis singulis annis in festo Omnium Sanctorum, super omnibus rebus suis immobilibus ubicumque existent, in feodo prioris prioratus de Noemio, videlicet domibus, ortis, terris, pratis, nemoribus, arboribus, sepibus, pascuis et pasturis. Et fuit facta dicta vendicio pro quinquaginta solidis turonensium, de quibus dicti conjuges se tenuerunt coram nobis plenarie pro pagatis. . . . . Et nos, ad petitionem ipsorum, hec in hiis scriptis sententialiter adjudicamus tenenda, ipsos presentes et consentientes quo ad hec condepnamus. Datum die jovis ante festum beati Marci evangeliste, anno Domini M° CCC^{mo} vicesimo septimo. — J. J. Ferron. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

86. — 1327, 24 juillet. — LETTRES DE RAOUL, PRIEUR DE MONTMOUTH, ADRESSÉES A L'ABBÉ DE LA GRACE-DIEU, AU PRIEUR DE SCHEPTOU, ET A MAÎTRE NICOLAS MORIN, CHANOINE DU MANS, DANS LESQUELLES IL LEUR ENJOINT DE SE TRANSPORTER VERS L'ÉVÊQUE D'HEREFORD POUR LUI DONNER COMMUNICATION DE LETTRES APOSTOLIQUES OBTENUES EN FAVEUR DU PRIEURÉ DE BERGUEVENY. — Frater Radulphus, prior prioratus de Monemuta, Herefordensis diocesis, executor cum aliis collegis nostris, cum illa clausula : quot vos vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios, etc.; a Sede Apostolica deputatus, religiosis viris abbati de Gracia Dei, priori de Scheptou, Landanensis diocesis, et magistro Nicolao Morini, canonico Cenomanensi, salutem et mandatis apostolicis firmiter obedire. Cum, ad execucionem litterarum apostolicarum, in nostris processibus, quibus presentes littere sunt annexe, contentarum, ulterius faciendam in personam reverendi in Xristo patris domini Herefordensis episcopi, cum res exigit, propter ardua nobis incombentia negocia, non possimus, quo ad

presens intendere seu vacare, vobis et vestrum cuilibet, in virtute sancte obediencie et sub penis suspensionis et excomunicationis, quam et quas in non parentes, secundum personarum qualitatem, premissa monicione canonica, feremus in scriptis, distincte precipiendo mandamus vos et vestrum quemlibet, auctoritate apostolica requirimus et monemus canonice : quot vos, vel alter vestrum qui ex parte fratris Guillelmi Pelliparii, procuratoris abbatis et monasterii Sancti Vincencii Cenomanensis, et Fulconis, prioris prioratus de Bergueveny, Landanensis diocesis, a nobis restituti ad prioratum eundem, jura et pertinencias ipsius, virtute litterarum apostolicarum, contentarum in nostris processibus quibus presentes littere sunt annexe, et inde confectarum, fueritis vel fuerit requisiti vel requisitus ad dictum dominum episcopum seu vicarios ipsius, et alibi ubi expediens fuerit vel eciam opportunum accedentes vel accedens personaliter, premissa omnia et singula in litteris apostolicis et nostris processibus narrata plenius et contenta, eidem domino episcopo seu vicariis ipsius et aliis quibus expediens fuerit, legatis seu legi faciatis, nuncietis et denuncietis et cetera omnia et singula que super premissis facienda et exequenda fuerint faciatis vel exequimini vos vel alter de vobis loco et vice nostri, auctoritate apostolica supradicta. Vos et vestrum cuilibet insolidum super premissis omnibus et singulis et ea tangentibus commictimus vices nostras donec eas ad vos duxerimus revocandas; per hec tamen que fecimus nolumus nec intendimus nostris in aliquo prejudicare collegis, qum ipsi aut alter ipsorum super premissis, servato tamen processu nostro, procedere ulterius valeant et exequi que fuerint exequenda, non revocantes propter hec alios commissarios per nos factos sed eos pocius roborantes. In cujus rei testimonium presentes litteras scribi fecimus et nostris processibus anneximus ac eisdem sigillum nostrum apponi fecimus et appendi. Datum in dicto prioratu de Bergueveny, die XXIIII mensis jullii, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo septimo. — J. Rogerii. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

37. — 1327, 29 août. — PROCURATION DES MOINES DE SAINT-VINCENT A NICOLAS MORIN, POUR PRÉSENTER EN LEUR NOM UN TITULAIRE POUR LEUR PRIEURÉ DE NOTRE-DAME DE BERGUEVENY, AU DIOCÈSE DE LONDRES. — Universis presentes licteras inspecturis, Johannes, humilis abbas monasterii Sancti Vincencii Cenomanensis, ordinis sancti Benedicti, totusque ejusdem loci conventus, eternam in Domino salutem.

Noverint universi quod nos, unanimi assensu omnium nostrum, in nostro generali capitulo propter hoc congregato, fecimus et adhuc facimus et constituimus venerabilem et discretum virum magistrum Nicolaum Morini, canonicum Cenomanensem, procuratorem nostrum et nuncium specialem ad presentandum loco et vice et nomine nostris, personam ydoneam de gremio dicti monasterii ad prioratum nostrum Beate Marie de Bergueveny, Landanensis diocesis, liberum nunc et vacantem per liberas cessionem et resignacionem seu renunciationem religiosi fratris Fulconis Gastart, nuper et ultimo prioris ejusdem prioratus, omnibus illis seu illi quibus seu cui de jure vel de consuetudine fuerit presentacio hujusmodi facienda, et ad supplicandum, faciendum et procurandum omnia alia et singula que circa hec necessaria fuerint seu eciam opportuna, et que nos faceremus et facere possemus si presentes essemus. . . . . . In cujus rei testimonium et munimen, sigilla nostra presentibus litteris duximus apponendum. Datum et actum in nostro capitulo generali, die sabbati in festo Decolationis beati Johannis Baptiste, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo septimo. — *(Orig. parch., sceaux perdus.)*

38. — 1332/1333, 27 janvier. — Acquêt par les religieux de Saint-Vincent de trois livres de rente sur certains immeubles. — Omnibus hec visuris, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Notum facimus quod, in jure coram nobis personaliter constitutus, Fulco dictus Pielli, clericus, de parrochia Beate Marie de Cultura Cenomanensi, recognovit et confessus est se vendidisse et adhuc vendit nomine vendicionis et concedit religiosis viris abbati et conventui monasterii Sancti Vincencii Cenomanensis sexaginta solidos turonensium annui et perpetui redditus, habendos et percipiendos ab ipsis religiosis et eorum successoribus et causam ab eis habituris ad festa Nativitatis sancti Johannis Baptiste et Nativitatis Domini mediatim, ad quodlibet festum triginta solidos, super omnibus et singulis rebus immobilibus ipsius venditoris, quocumque nomine censeantur et super qualibet parte dictarum rerum in solidum, quas res suas omnes et quamlibet insolidum predictus Fulco honerat et afficit a prestacione et honere redditus supradicti. Et est facta presens vendicio pro triginta libris turonensium eidem Fulconi persolutis, ut dicebant, et de quibus se tenet plenarie pro pagato in pecunia numerata et in tantum quod ipse promitit dictum redditum annuum sexaginta solidorum turonensium facere et reddere dictis religiosis et

eorum successoribus, causamque ab eis habituris, ad dictos terminos. . . . . . . Confessus est insuper quod ipse et ejus uxor jamdiu venderant dictum redditum per litteras curie laicalis domini Cenomanensis, volens quod dicti religiosi et ejus successores illis litteris et istis conjunctim aut divissim uti valeant et expleitare contra ipsum et super bonis ejusdem. . . . . . . Et nos hec adjudicamus tenenda, dictum Fulconem ad premissa condempnantes. Datum sub sigillo nostro, die mercurii post festum sancti Vincencii, anno Domini M° CCC^{mo} tricesimo secundo. — Templum (?) — Verum est. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

89. — 1344/1345, 23 février. — ACQUÊT PAR GERVAIS DU TRONCHAY, DE GERVAIS DE MONLAY, D'IMMEUBLES EN LA PAROISSE DE DANGEUL. — Saichent touz presenz et avenir, que en notre court, en dreit pardevant nous personelment establi, Gervesse de Moulay, de la parroisse de Saint Martin de Dangeoul, somettant say et ses biens à notre juridicion quant à tenir ce qui s'ensieult, recongnut et confessa de sa bonne volenté, à ce non forcié, luy avoir vendu, quité, cessé et délessé, et anquores vent, quite, cesse et délesse de tout en tout, à Gervesse dou Tronchay, tout le dreit, la resson et accion que il avet et avoir povet en unes chouses inmobles et heritaulx, qui sunt en habergement, en terres, en prez, en pastures et en autres appartenances sises en la paroisse de Saint Georges de Dangeul, au leu qui est dit Moulay, lesquelles chouses l'abé et le covent de Saint Vincent dou Mans li avaint baillé à touziourmes par heritaige pour certaine rente, si comme nous avon veu estre plus à plain contenu par lettres saellés des saiaux de l'abé et dou convent desus feictes sus le contraict de la dicte baillée, et generalment toutes les chouses et chacunes d'icelles que ledit Gervesse de Moulay tenet et pourssaiet des diz religious par baillié herital, quelxconques chouses que ce saint et en quelxconques leus, fiez et parroisses que elle saint asises et coment que elle saint nommés ou apellés. . . . . . . Et fut feicte ceste vencion, quittansse et cession desus dicte pour sept livres et quatorze soulz de tournois monnaie courante que ledit Gervesse dou Tronchay paia à Johan Trentain, clerc, pour ledit Moulay, lesquelx sept livres quatorze soulz ledit Moulay devet audit Rentain *(sic)* et en aquita et delivra ledit Moulay, et pour quatre livres de tournois monnaie courante paiez audit Moulay, de laquelle delivrance et desquelx deniers ledit Moulay, en dreit par devant nous, se tint

pour bien paié et en quita ledit Tronchay et ses hairs à touziourmes. Et pour fere, rendre et paier par resons des dites chouses aus diz religious toutes les rentes, sertes et devairs que ledit Moulay lour estait tenu faire par reson des dites chouses et au termes et au leus où al les lour esteit tenu rendre, sauf tant que par cest contraict fessant fut acordé que ledit Moulay seret tenu fere ausdiz religious la meitié de toutes les dictes rentes et sertes le temps de sa vie et ses hairs de l'année où il avendret luy trepasser de cest seicle en l'autre, par reson de la dite maitié et d'une année après son désès que il retient à say, comme dit est. Et fut acordé en cest contraict entre les desus diz que ledit Tronchay seret tenu luy ou ceulx qui aront cause de luy labourer et coustiner la maitié des dites chouses que ledit Moulay a retenu à say, comme dit est, le temps que ledit Moulay vivra et de l'année après son décès aus cous et despens doudit Tronchay, ainsi que ledit Moulay sera tenu de mestre la maitié des semence à semer les dictes terres, segonz ce que à chacune coustaison appartiendra, et ledit Tronchay l'autre maitié, et metre chacun sa partie des coustemenz à lever les fruiz par chacun an des dites chouses, et ara ledit Moulay la maitié des diz fruiz et ledit Tronchay l'autre maitié, et en l'autre maitié des dites chouses ledit Moulay ne poura james riens demander. . . . . . . Et nous tout yce desus dit à sa requeste avon ajugié à tenir et enterigner par le jugement de notre court de Balon, et avon saellé ceste lettre dou sael d'ordinaire l'en usse en ladite court en tesmoig de vérité. Donné le mescredy apres le dimenche que l'en chante en Saint Yglisse *Remimiscere (sic)*, en l'an de grâce mil troys cenz quarante et quatre. — Thomas Aubin. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

40. — 1347, 4 juin. — VENTE FAITE AUX RELIGIEUX DE SAINT-VINCENT PAR GUILLAUME DU TRONCHAY, DES IMMEUBLES QUE SON PÈRE, GERVAIS DU TRONCHAY, AVAIT PRÉCÉDEMMENT ACQUIS DE GERVAIS DE MONLAY. — Omnibus hec visuris, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Notum facimus quod, in jure coram nobis personaliter constitutus, Guillelmus de Troncheto, parrochianus Sancti Georgii de Danolio, confessus est quod, cum Gervasius dou Tronchay, pater ipsius Guillelmi, acquisivisset a Gervasio de Moulay, per litteras curie laycalis domini de Baladone, quibus hec presentes littere sunt annexe, certas res immobiles consistentes habergamento, terris, pratis, pascuis et rebus aliis, sitis in parrochia Sancti Georgii de Daniolio, apud locum qui dicitur Moulay, et

quas res abbas et conventus monasterii Sancti Vincencii Cenomanensis tradiderant in perpetuum dicto Gervasio de Moulay ad certum redditum annui, ut dicebatur et ut in dictis litteris continetur, et generaliter omnes res quas dictus Gervasius de Moulay tenebat et possidebat a dictis religiosis in perpetuum, qualescumque res sint, in quibuscumque locis, feodis et parrochiis existent et quocumque nomine censeantur, pro certo precio inter eos convento; dictus Guillelmus de Tronchay, sponte sua, non coactus, omnes et singulas res quas ipse pater suus acquisierat et habuerat de dicto Gervasio de Moulay, cessat, quittat et dimitit religiosis viris abbati et conventui Sancti Vincencii Cenomanensis et eorum successoribus, tenendas et expletendas cum feudo, juribusque et pertinenciis earumdem et juribus hereditariis possidendas, pro undecim libris quatuordecim solidis turonensium, de quibus denariis se tenuit idem Guillelmus coram nobis plenarie pro pagato, et in tantum quod ipse Guillelmus jus totum quod habebat in predictis rebus, ac dominium transferens in dictis religiosis nichil sibi aut suis heredibus in eisdem retinens. . . . . . . Et nos ipsum presentem et consentientem condempnamus. Datum sub sigillo nostre Cenomanensis curie, die lune post festum Consecracionis Corporis Xristi, anno Domini M° CCC^mo XL° VII^mo. — G. Goupil. — Verum est. Noti sunt. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

41. — 1366, 20 juin. — BAIL D'UNE MAISON SITUÉE A COULAINES, AU FIEF DE L'ABBÉ DE SAINT-VINCENT. — Sachent touz que comme feu Colas Menart et Katherine, sa fame, à présent fame de Michiel de Boays Richart, eussent baillé à feu Gervese Le Roy et à feue Marguerite, sa fame, une meson o ses appartenances, sisse en la ville de Coulaines, devant le puiz dudit lieu de Coulaines, ou fé de l'abbé de Seint Vincent, pour cinquante soulz de tournois monnaie courante de annuel et perpetuel rente, moitié à Noel et moitié à la Seint Jehan Bauptiste, chacun an; et depuis Perrin Charnaige, jadis mari de ladicte feue Marguerite, ait eu l'auction de ladicte baillée par donnaison que ladicte feue Marguerite li en fist, si comme l'en dit; en notre court en droit establiz lesdiz Michiel de Boays Richart et Katherine, sa fame, d'une partie, et ledit Perrin Charnaige et Gervesote, sa fame, d'autre partie, les dictes fames souffisaument auctorisées en droit par devant nous de lour diz mariz quant à ce qui s'ensieult, recognurent et confessèrent eulx avoir fait ensemble convenances en la manière qui s'ensieut. C'est assavoir que lesdiz Perrin et sa

fame baillent et octroient, cessent, quictent et délessent aus diz Michiel et à sa fame et à lour hoirs à touziourmes ladicte meson o ses appartenances à tenir, à poursouair et à esploitier des diz Michiel de Boays Richart et de sa fame et de lour hoirs et de ceulx qui aront cause d'eulx ladicte meson o les appartenances et o le fons d'icelle ainsit à eux baillée, cessée, quictée et delessé perpetuelment et heritaument, desorenavant et a en fere toute lour plenière volenté par titre de ceste baillée et cession. Et fut feste ceste baillée et cession tant en soulte et en acquictement des cinquante soulz de rente dessus diz, et pour en demourer quictes et deschargez les diz Perrin, sa fame et lour hairs du tout en tout a touziourzmes, comme pour quarante soulz de tournois monnaie courante de annuel et perpetuel rente, laquelle rente les diz Michiel de Boays Richart et sa fame promectent et sont tenuz et chacun pour le tout fere, rendre et paier franche, quicte et delivre aus diz Perrin et à sa fame et à lour hoirs et à ceulx qui aront cause d'eulx, moitié à la feste de Noel et moitié à la Seint Jehan Baptiste chacun an perpetuelment desores en avant sans pleges en prendre. . . . . . . Ce fut [. . . . .] à tenir et à enterigner par le jugement de notre court du Mans, au jour de semadi avant la Seint Johan Bauptiste, l'an de grâce mil troys cenz saixante six. — J. Vallée. — Passé par J. Le Chambellain. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

42. — 1366, 4 octobre. — Vente par Guillot du Pont et Colette, sa femme, a Guillaume de la Lardière, de la tierce partie du moulin du Pont, situé paroisse de Bazougers, et tenu censivement du priburé de Bazougers. — Sachent tous présens et avenir que en notre court de Laval, en drait par devant nous personelment establiz, Guillot dou Pont, de la paroisse de Basogiers, et Colette, sa fame. . . . . . recognoissent et confassent euls avoir ballé, quité et otroyé et encort ballent, quitent et otrayent à mes toujours par héritage à Guillaume de la Lardière, bastart, pour luy, pour ses hoirs et pour ceuls qui aront cause de luy, la tierce partie dou moulin dou Pont o touz ses draiz et apartenances, tant des farries et de la mousture que d'autres chouses quelconques que elles soient, et ovecques ce l'estraige dou Pont o ses apartenances tant terres, prez, boays, mesons et courtilz comme quelconques autres chouses que se soient ou puissent estre, sises les dictes chouses en la parroisse dessus dicte. . . . . . . Ledit Guillaume de la Lardière et ses hoirs seront et sont tenuz fere et rendre et quiter des ores en avant aus diz Guillot dou Pont et Colete et

à leurs hoirs ou à ceulx qui aront cause d'euls cinq souls de tornois en monnaie courant, frans et quites à lour main, de rente annuel et perpetuel au jour de l'Angevine par chacun an à mes toujours. Et en oultre seront et sunt tenuz fere des ores en avant ledit Guillaume de la Lardière et ses hoirs, pour et à cause des chouses dessus dites, toutes et chacune les rentes, les cens, serviges, devoirs et chouses que les dites chouses devent tant aus religious dessus diz[1] que au segnour des Estoubles, c'est asavoir quatre soulz de cens aus diz religious et à leurs successeurs à la veille de Noël, et troys souls de devoir audit segnour des Estoubles et à ses hoirs au jour de l'Angevine par chacun an à mes toujours. . . . . . . Ce fut donné au jour de dimenche après la feste de sainct Michel en septembre, en l'an de graice mil troys cens et soysante et six. — Vicqueville transiit. — *(Orig.*[2] *parch., sceau perdu.)*

48. — 1448, 10 juin. — PROLONGATION DU DROIT DE REMÉRÉ DE LA TERRE DE POSSÉ, ACCORDÉE PAR LES RELIGIEUX DE SAINT-VINCENT A PIERRE DES ARGLENTIERS, FILS DE GUILLAUME DES ARGLENTIERS, DE QUI ILS AVAIENT ACQUIS LADITE TERRE. — A touz ceulx qui ces presentes lectres verront, Robert, humble abbé du moustier de mon seigneur Saint Vincent près le Mans et le couvent dudit lieu, salut. Comme Guillaume des Arglentiers, escuier, seigneur d'Aron le Bruant, eust fait vendicion, à nous et à noz successeurs oudit moustier, à heritaige pepétuel, de la terre de Poczay et appartenances d'icelle, ainsi que elle se poursuit tant en fiefz, demaines, hommaiges, justice, que aultres appartenances quelz-

1. Il est à remarquer qu'il n'est pas fait encore mention de ces religieux. Il doit s'agir des membres du prieuré de Bazougers, ce qui expliquerait la présence de cet acte au chartrier de Saint-Vincent.

2. Ce document, bien qu'il porte tous les signes extérieurs d'un original, pourrait cependant fort bien n'être qu'un faux, ou du moins qu'une copie figurée d'un acte primitif. En effet, si l'on en observe attentivement l'écriture, on s'aperçoit qu'elle n'a pas été tracée d'un seul jet par une main à laquelle sa forme était familière; elle est hésitée et semble la reproduction pénible d'un modèle que son auteur avait sous les yeux. Quelques mots sont tracés avec assez de fermeté, mais ils n'ont plus la figure de ceux qui les accompagnent et paraissent appartenir à un genre plus récent. Le mot *Double* inscrit au début du texte confirmerait dans l'opinion d'une copie figurée. Une note du verso accuse une préoccupation qui fait soupçonner un faux. Cette note, écrite en belle cursive du XVIe siècle, est ainsi conçue : « Lettres du moulin du Pont, en Basougers, et comme est notre fyé d'ancienneté et comme avions cens et devoir. »

conques, tenant en la seigneurie du fyé d'Assé le Riboule, en ce conté du Maine, pour la somme de huit cens escuz d'or d'ancien poys, qui par nous lui furent baillez pour ce faire; et en ladite vendicion faisant lui eussons donné grâce de rescourre ladicte terre dedens certain temps en nous paiant ladicte somme d'or avec loiaulx cousts et mises, en tele condicion que ledit des Arglentiers, ses heritiers ou aians cause, seroient par nous receuz à nous paier la moitié de ladicte somme à une foiz pour le retrait de la moitié de la dicte terre, et le surplus de ladicte somme à la voulenté et plaisir dudit acheteur; savoir faisons que, pour considéracion des pertes et dommages esquelx ledit des Arglentiers est encouru par l'ostilité de ces présentes guerres, pour lesquelles il n'a peu retraire la ditte terre, et ad ce que icelle terre poust par lui estre retraicte et retourner en sa ligné, lui eussons ladicte grâce et durant icelle ralongée de certain temps qui encore dure, et en temps que mestier seroit, avons voulu et voulons que Pierre des Arglentiers, filz et heritier dudit Guillaume des Arglentiers, lequel est alé de vie à trespassement, ses heritiers ou aians cause, puisse recourre ladicte terre de nous et de nos successeurs, selon les condicions dessus dicte, dedens le terme de neuf ans prouchains avenir, en nous paiant ladicte somme par deux payemens avec loiaulx cousts et mises, et lui avons donné grace especial pour ce faire. . . . . . . En tesmoing desquelles choses, nous avons ces presentes données audit Pierre des Arglentiers séellées de noz seaulx, nous assemblez en notre chappitre à heure deue et chappitrans pour icelle cause. Donné audit lieu de Saint Vincent, le dixième jour du moys de juing l'an mil IIII[c] quarante-huit. — *(Orig. parch. scellé de deux sceaux. Offert par M. le chevalier d'Achon.)*

44. — 1584, 20 septembre. — Déclaration rendue à « vénérables et discretz les religieux, l'abbé et couvant de l'abaye de Saint Vincent lez le Mans, » au regard de leur fief de la Prévôté, par « Denys Le Verryer, licencié ès droictz, advocat au Mans, fils et héritier de deffunct M[e] Gervaise Le Verryer, en son vivant advocat audit Mans, et de Catherine Rousyer, ses père et mère, » pour le lieu et bordage des Sablons, situé en la paroisse de Saint-Pavace, tenu dudit fief de la Prévôté, sous le devoir de 57 sols 4 deniers tournois de cens annuel, payable au jour et fête de la Saint-Vincent d'hiver. — *(Orig. parch.)*

45. — 1681, 7 mars. — Déclaration rendue aux religieux de

l'abbaye de Saint-Vincent du Mans et à dom Augustin Dubois, l'un d'eux, prieur du prieuré de Sceaux, membre de ladite abbaye, par Jean Gouhier, notaire royal, pour son lieu de l'Asnerie, paroisse de Sceaux, relevant censivement dudit prieuré sous le devoir annuel de 6 deniers de cens, payable au jour Saint-Martin. — *(Exp. pap.)*

46. — 1759, 9 juin. — Bail du lieu de Maleffre, à Congé-sur-Orne, dépendant de l'office d'infirmerie de l'abbaye de Saint-Vincent, fait par les religieux de cette abbaye, ès personnes de Révérends Pères dom Jacques-Eusèbe Adriansine de Casan, prieur; dom Pierre Collet, doyen; dom Michel Dorhiot, procureur; et dom Guillaume-Jean Guillon, cellérier, senieurs gérants, tant pour eux que les autres religieux de ladite abbaye. — *(Exp. parch.)*

47. — 1787, 6 octobre. — Bail de la métairie de l'Épinay, à Coulongé, fait par dom Georges-Gatien Le Febvre, prêtre, religieux bénédictin, cellérier de l'abbaye de Saint-Vincent du Mans, se faisant fort des religieux de ladite abbaye, seigneurs de la châtellenie des Aiguebelles et des paroisses de Sarcé et Coulongé. — *(Exp. pap.)*

PRIEURÉ CONVENTUEL DE NOTRE-DAME DE TUFFÉ

Article 2.

(8 pièces.)

1. — 1220. — Sentence de Maurice, évêque du Mans, qui attribue au curé de Sables les revenus du droit de patronage que percevaient en sa paroisse les moines de Saint-Vincent, et qui l'oblige en retour a servir une rente annuelle au prieur de Tuffé. — Mauricius, divina permissione Cenomannensis ecclesie minister indignus, universis presentem paginam inspecturis, salutem in Domino. Noverint uuiversi quod, cum persona de Sable, ab abbate et monachis Beati Vincentii Cenomanensis, qui ejusdem ecclesie obtinent patronatum, peteret coram nobis proventus sibi fieri competentes, secundum statuta concilii generalis, nos, taxatis

proventibus ejusdem ecclesie, et portionibus monachorum, quos in eadem ecclesia percipere solebant, videlicet tercia parte primiciarum et oblationum trium majorum sollempnitatum, et tercia parte decimarum bladi et v[ini] tocius parocchie, de consensu partium statuimus quod persona predicti loci de cetero habeat predictas portiones monachorum et pro eis annuatim in singulis sinodis VII^tem solidos cenomanensium et dimidium ejusdem monete priori de Tufeio apud abbatiam Sancti Vincencii persolvere teneatur, et sic contentus erit nec de cetero predictos monachos super augmentatione aliqua poterit molestare. Quod ut ratum et stabile in futurum permaneat, sigilli nostri munimine fecimus presentes litteras ad petitionem partium sigillari. Actum anno gratie millesimo ducentesimo XX°. — *Sur le repli :* Presbytero de Capella Sancti Remigii. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1229, 9 avril. — DONATION FAITE PAR VINCENT PELLETIER, AGATHE, SA FEMME, ET GUILLAUME PELLETIER, A L'ABBAYE DE SAINT-VINCENT DU MANS, D'UNE OUCHE DE TERRE, DITE DE LA FORGE, SISE A TUFFÉ. — Universis Xristi fidelibus ad quos presentes littere pervenerint, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod Vincentius Pelliparius, Agatha, ejus uxor, et Willelmus Pelliparius, in jure coram nobis constituti, dederunt Deo et abbatie Sancti Vincencii Cenomanensis quamdam oscham terre sitam apud Thufeium, que vocatur oscha de Fabrica, pro salute animarum suarum et antecessorum suorum, in puram et perpetuam elemosinam in perpetuo possidendam, et hanc elemosinationem concessit Johannes frater dicti Willelmi. Quod ut ratum sit, presentes litteras sigillo curie Cenomanensis fecimus roborari. Actum anno domini M° CC° vicesimo nono, v° idus aprilis. — *Au verso :* De Tuphé. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

3. — 1229, 13 mai. — DON FAIT PAR GEOFFROY MORINNEL DE LA VARENNE A L'ABBAYE DE SAINT-VINCENT DU MANS DE SIX DENIERS DE CENS SUR L'OUCHE DE TERRE AYANT APPARTENU A JEAN PELLETIER. — Universis Xristi fidelibus ad quos presentes littere pervenerint, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noverint universi, tam presentes quam futuri, quod Gaufridus Morinnel de Varenna, coram nobis constitutus, elemosinavit Deo et abbatie Sancti Vincencii Cenomanensis, pro salute anime sue et antecessorum suorum, sex denarios censuales quos habebat in oscha terre que fuit Johan-

nis Pellipari, sita juxta fabricam fabri de Tufeio, et insimul omne feodum suum elemosinavit quod habebat in eadem oscha, pure et libere a dictis monachis in perpetuo possidenda. Quod ut ratum sit, presentes litteras sigillo curie Cenomanensis fecimus roborari. Auctum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo nono, tercio ydus maii. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

4. — 1231/1232, 17 mars. — DONATION PAR HERBERT DE LA GARENNE A L'ABBAYE DE SAINT-VINCENT DU MANS DE SIX DENIERS DE CENS QU'IL POSSÉDAIT SUR LA CENSIVE DE JEAN MOSCHET, PRÈS DE LA TERRE D'AMAUGIS. — Universis Xristi fidelibus ad quos presentes littere pervenerint, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod Herbertus de la Garenne, coram nobis constitutus, dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam Deo et abbatie Sancti Vincencii sex denarios censuales quos habebat in censiva quam modo tenet Johannes Moschet juxta terram Amaugis, prope Thufeium, et omne jus et dominium, quod habebat in eadem censiva, et ad peticionem ipsius Herberti, ad majorem roboris firmitatem, dedimus nostras litteras abbati et conventui Sancti Vincencii sigillo curie Cenomanensis roboratas. Auctum anno Domini M° CC° XXX° primo, die mercurii post *Occuli mei*. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

5. — 1234, décembre. — DON FAIT PAR AGATHE, VEUVE D'ALEAUME TROUÉ, AU PRIEURÉ DE TUFFÉ, DE LA MOITIÉ D'UNE MAISON SISE PRÈS L'ÉGLISE DUDIT PRIEURÉ ET DONT LEDIT ALEAUME AVAIT DÉJA DONNÉ L'AUTRE MOITIÉ AUDIT PRIEURÉ. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noverint universi quod, cum defunctus Aleaumus Troue dedisset in puram et perpetuam elemosinam prioratui de Tufeio medietatem cujusdam domus site juxta ecclesiam dicti prioratus, in feodo prioris de Tufeo, ut dicitur, tandem Agatha, relicta dicti defuncti Aleaumi, in nostra presentia constituta, dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam prioratui de Tufeio aliam medietatem dicte domus habendam et possidendam post mortem Agathe superius memorate. In cujus rei testimonium presentes litteras sigillo curie Cenomanensis fecimus sigillari. Actum anno gratie M° CC° tricesimo quarto, mense decembris. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

6. — 1313/1314, 4 mars. — VENTE PAR FREIN MOULART ET ANNE, SA FEMME, A GUILLOT TORIN ET A AGNÈS, SA FEMME, DE CINQ SILLONS ET DEMI DE TERRE EN LA PAROISSE DE TUFFÉ. — A touz ceux, qui cetes présentes lectres verront e orront, le prioul de Thuffé, saluz en Noutre Seignour. Sachent touz présenz e avenir que en noutre court de Thuffé, e en noutre présence, en dreit devant nous personaument establiz, Frein Moulart et Ennes, sa femme, de la parroisse de Boissé, requernurent eux, de commun assentement, aveir vendu e encore vendent, à Guillot Torin e à Agnaice, sa femme, e à lour heirs ou à ceux qui d'eux auront cause, cinc seillons e demé de terre, sis en la parroisse de Thuffé, en noutre fé, à un denier mansays de cens rendu à la feste saint Thomas, joignant ladite terre la terre des diz achatoours e à la terre des nevouz de ladite Ennes. . . . . . . Et fut faite ladite vencion pour le pris de trente deux soux de tournois ou de monaie courant, desquex deniers iceux vendoours pardevant noux se tindrent pour bien paiez em pecune nombrée. . . . . . . Et nous, à la requeste des dites parties, toutes les chouses desus dites e cheiquunes d'icelles ajugon estre tenues sentenciaument par le jugement de noustre court de Thuffé, par cestes presentes letres scellées dou scau de noutre court de Thuffé en tesmoig de vérité. Ce fut fait e jugié à tenir e donné à Thuffé les parties presentes en ce qui desus est dit eux consentanz, ou jour de lundi d'enprès le dimaine que l'en chante *Reminiscere,* en l'an de grayce mil troys cenz e treize. — J. de Vouvray. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

7. — 1315/1316, 12 janvier. — DON FAIT AU PRIEURÉ DE TUFFÉ, PAR JEHAN PORCÉ, MOINE DE SAINT-VINCENT, DE HUIT SOUS DE RENTE SUR UNE PIÈCE DE VIGNE PAR LUI ACQUISE DE DÉFUNTE AGNÈS LA QUINÈTE. — Universis presentes litteras inspecturis et audituris, decanus Montisfortis, salutem in Domino. Noverint universi quod, in nostra presencia personaliter constitutus, Gervasius Estorini, de parrochia de Thuffeio, recognovit in jure coram [nobis] quod, cum ipse accepisset sibi et suis heredibus in amphityosim et imperpetuum a Johanne dicto Porce, [monacho Sancti] Vincencii Cenomanensis, unam peciam vine quam dictus Johannes emit a deffuncta Agnetha la Quinète, tempore [quo vivebat], que vinea est sita in feodo prioris de Thuffeio, juxta vineas deffuncti Petri Bassin et juxta vineas aux Ulees ab utraque parte, ut dicebant, reddendo et persolvendo predicto Johanni aut ejus certo mandato

singulis annis de predicta vinea octo solidos turonensium, seu monete currentis, perpetui redditus ad festum Omnium Sanctorum annuatim, qui predictus Johannes redditum antedictum dat et dedit religiosis viris priori et consociis prioratus Beate Marie de Tuffeio, pro anniversario suo in ecclesia predicti prioratus singulis annis celebrando annuatim, volens et consenciens predictus Johannes [in curia. . .] Montisfortis se susponens, fide data in manu nostra corporali, quod predicti religiossi et eorum successores [redditus supradicti] habeant possessionem corporalem et gaudeant in futurum, ad quem redditum persolvendum [ad terminum] antedictum dictis religiosis et suis successoribus de predicta vinea obligavit et obligat predictus Ger[vasius], se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presencia et futura et specialiter et expresse terram suam de Acris vendendam et distrahendam, si ipse aut ejus heredes deficerent in solucione predicti redditus eisdem religiosis et suis successoribus in toto vel in parte in futurum. . . . . . . Et nos premissa omnia adjudicamus tenenda et ipsum Gervasium [. . . . .] in hiis scriptis semptentialiter condapnamus per presentes licteras sigillo curie nostre Montisfortis sigillatas in testimonium veritatis. Actum et datum predictis Johanne et Gervasio presentibus et ad premissa coram nobis consencientibus, die lune post Epiphaniam Domini M° CCC^mo decimo quinto. — J. de Vouvrayo transsiit. — Verum est. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

8. — 1315/1316, 14 mars. — ACQUÊT PAR GUILLOT TORIN ET AGNÈS, SA FEMME, D'UNE VIGNE AU FIEF DU PRIEURÉ DE TUFFÉ. — A touz ceux qui cetes présentes letres verront e orront, le prioul de Tuffé, saluz en Noutre Saignour. Sachent touz présenz e avenir que, en noutre présence personaument establi, Johennin de la Noete l'enel, de la paroisse de Thuffé, requenut, en dreit pardevant nous, luy aveir vendu e otroyé e enquores vent e otroye en nom e en titre de vencion perpetuel à Guillot Torin e à Agnayce, sa femme, e à lour heirs, e à ceux qui d'eux auront causse une pyèce de vigne, o toutes les apartenances dicelle, e o les haies de celle vigne, contenant la jornée de cinc bechoours ou environ, sisse en noustre fyé de Thuffé, entre le domaigne de noutre prioré de Thuffé d'une partie, e le domaigne Gillot Leprovout d'autre partie, aboutant aux patiz de la Noete e à l'eritage aux enfanz de la Noete d'une partie e d'autre, si coume il disaent. . . . . . . Et fut faite cete presente vencion aux diz achatoours doudit vendoours o l'otroy e o la volenté e o l'asentement de Jamet Frogier pour luy e

pour sa femme, e de Johan de la Noete, le genure, pour luy e pour les enfanz feu Guillot de la Guaterie, e de Piere de la Noete pour luy e pour les enfanz feu Johennin de Boubiez, e de Gouffrey Moulart, pour luy e pour Agnes, sa femme, e de Guenhenot e de Juliot de la Noete, par la reson que il l'avaient eu au grant e au vaillant de celle vigne vendue en heritage, si comme il le requenurent pardevant nous. De laquelle vencion desus dite fut [. . . . . . .] plenière satisfacion des diz achatoours au devant dit vendoours ou à son certain commandement de saissante soux de tournois [. . . . .] corant, desquex il se tint pour bien payé, pardevant nous em pecune nombrée. . . . . . E nous toutes les chouses desus dites [. . . . . . a]jugon à tenir par le jugement de noutre cort de Thuffé, e à tout ce tenir les dites parties condampnon par [. . . . . . .] de cestes presentes letres scellées dou scau de noutre court de Thuffé en tesmoig de verité. Ce fut fait e [. . . . . . .] à Thuffé, les parties toutes desus dites à ce eux consentanz, ou jour de dymaigne que l'en chante *Occuli mei* [l'an de grâce mil] troys cenz e quinze. — J. de Vouvray. — *(Orig. parch., déchiré à l'angle droit du bas, sceau perdu.)*

ABBAYE DE S.S. PIERRE ET PAUL DE LA COUTURE

Article 8.

(36 pièces.)

1. — 1121, 5 décembre. — Charte de Guillaume, évêque du Mans, qui atteste une transaction faite au sujet des droits paroissiaux de l'église de Brulon, entre Haimeri, curé de cette église, et les moines de la Couture, en présence de : maistres Aubert et Tudin, cardinaux de l'Église Romaine et légats du Saint-Siège ; Joscius, archevêque de Tours, et Guillaume, évêque du Mans. — *(Orig. parch., sceau perdu.)* — Cette charte a été publiée par les bénédictins de Solesmes *(Cartulaire des abbayes de Saint-Pierre de la Couture et de Saint-Pierre de Solesmes,* Le Mans, 1881, pp. 97-98). Les seules variantes que nous rencontrons entre le texte donné par les bénédictins et l'original sont les suivantes : Cartulaire : *Willelmus ;* Original : *Guillelmus ;* — Cart. : *Hermerici, sacerdotis de Bruslo ;* Orig. : *Hermerii, sacerdotis*

de Bruslo; — Cart. : *Willelmus Burelli;* Orig. : *Guillelmus Burelli;* — Cart. : *Simon de Carcere;* Orig. : *Symon de Carcere.*

2. — 1224, octobre. — DON PAR GERVAIS, FILS DE GUÉRIN, A L'ABBAYE DE LA COUTURE, DE SES DROITS SUR LE MOULIN DE MAREIL ET DE SIX DENIERS DE CENS A LUI DUS PAR LE PRIEUR DE MAREIL. — Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noverint universi quod, in nostra presentia constitutus, Gervasius, filius Garini, recognovit quod ipse elemosinaverat Deo et abbatie Beati Petri de Cultura Cenomanensi quicquid juris habebat in molendino de Marolio, et sex denarios censuales, quos prior de Marolio debebat ei, pro quodam prato quod est in Corba de Marolio, in Nativitate beati Johannis annuatim solvendos. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, presentes litteras sigillo curie Cenomanensis duximus roborandas. Actum anno Domini M° CC° XX° quarto, mense octobri. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

3. — 1261, 5 janvier. — VIDIMUS D'UNE LETTRE DU PAPE ALEXANDRE IV, QUI DONNE COMMISSION A L'ABBÉ DE BEAULIEU DE JUGER UN DIFFÉREND SURVENU ENTRE L'ABBÉ DE LA COUTURE ET LE DOYEN DE SAINT-HILAIRE-DU-HARCOUET. — Universis presentes litteras inspecturis, abbas Belli Loci Cenomanensis, judex a domino papa delegatus, salutem in Domino. Noveritis nos litteras domini pape vidixe *(sic)* et diligenter inspexisse, non cancellatas non abolitas, nec in aliqua parte sui viciatas, sub hac forma :

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio abbati Belli Loci, Cenomanensis dyocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Conquesti sunt nobis abbas et conventus monasterii Sancti Petri de Cultura Cenomanensi, quod decanus xristianitatis Santi Hylarii de Hascoyil, nobilis vir dominus de Liyardis, et quidam alii, clerici et laici, Cenomanensis, Abrincensis, Baiocensis civitatum et dyocesium, super decimis, redditibus et possessionibus, debitis et rebus aliis injuriantur eisdem; ideoque discretioni tue per apostolica scripta mandamus, quatinus, partibus convocatis, audias causam, et appellatione remota, debito fine decidas, faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam firmiter observari; testes autem qui fuerint nominati, si se, gratia, odio vel timore, substraxerint, censura simili, appellatione cessante, compellas veritati testimonium perhibere, proviso ne in terram dicti nobilis excomunicationis

seu interdicti sententiam proferas, nisi super hoc a nobis mandatum receperis speciale. Datum Laterani, nonis januarii, pontificatus nostri anno VII°. — *(Orig. parch. sans trace de sceau.)*

4. — 1262, 22 novembre. — DON PAR GUILLAUME LE POITEVIN A L'ABBAYE DE LA COUTURE DE TOUS SES BIENS PRÉSENTS ET A VENIR. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noverint universi quod, in nostra presentia constitutus, Guillelmus Pictavensis, presbyter, recognovit in jure coram nobis quod ipse contulerat duobus annis elapsis, et adhuc dat et confirmat se et sua, videlicet mobilia et immobilia acquisita et in futurum acquirenda, Deo et abbatie Sancti Petri de Cultura Cenomanensi, que quidem immobilia consistunt in duodecim quarteriis vinearum vel circa ad mensuram parve partite, sitarum partin in parrochia de Maieto, et partin in parrochia de Vernolio, in feodo domini regis partin, in feodo Guillelmi de Fossa partin, et partin in feodo defuncti Mathoti de Pauver, ut dicebat. Et hec omnia contulit idem presbyter dicte abbatie, videlicet predictas vineas conventui dicte abbatie pro anniversario suo in dicta abbatia annis singulis faciendo, ita tamen quod quamdiu ipse vixerit predictas vineas et omnia alia predicta tenebit et possidebit, et de illis fructus et exitus percipiet et habebit, post decessum vero ipsius predicte vinee dicto conventui ad ipsius anniversarium faciendum, prout dictum est; et omnia mobilia sua et immobilia in futurum acquirenda abbati predicte abbatie qui pro tempore fuerit remanebunt, retentis tamen sibi de illis mobilibus decem libris turonensium tantummodo si inveniri poterint, de quibus in ultima voluntate sua disponere poterit pro suo arbitrio voluntatis; nec poterit idem Guillelmus de illis bonis vendere, distrahere vel alienare quin post ejus obitum dictis abbati et conventui remaneant, eo modo quo superius est divisum. Recognovit etiam dictus presbyter quod tenetur reddere singulis annis dicto abbati vel ejus mandato septem libras turonensium ad festum Omnium Sanctorum, racione cujusdam herbergamenti, cum terris, vineis et aliis pertinenciis ipsius herbergamenti, quod accepit a dictis abbate et conventu quo ad vitam, et situm est cum predictis terris, vineis et aliis pertinenciis in parrochia de Chevilleio, et vocatur manerium de Chevaigneio, ut asserit coram nobis, et voluit quod non credatur ei de solutione dictarum septem librarum singulis annis nisi facta fuerit coram nobis, vel nisi illam possit probare per litteras curie Cenomanensis. Recognovit etiam idem Guillelmus

quod ipse dictum herbergamentum cum dictis terris, vineis et aliis pertinentiis debet tenere et ponere in bono statu et competenti, nec poterit scindere seu scindi facere de nemore vivo super terram circa dictum hebergamentum existenti, nisi super hoc a dictis abbate et conventu licenciam habuerit specialem, et tenetur de illo herbergamento terris, vineis et aliis pertinentiis ipsius herbergamenti reddibitiones reddere loco ipsorum, et ipsos abbatem et conventum indempnes super hoc observare, et post ejus obitum dictum herbergamentum et dicte terre, vinee et alie res ad dictum herbergamentum pertinentes dictis abbati et conventui cum predictis aliis omnibus quiete et libere revertentur. Nos vero, ad petitionem dicti Guillelmi, omnia supradicta sententialiter adjudicamus tenenda, et ea sigillo curie Cenomanensis fecimus sigillari in testimonium veritatis. Actum die mercurii post octabam sancti Martini hyemalis, anno domini M° CC° sexagesimo secundo. — Furnierus. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

5. — 1276/1277, 22 mars. — VENTE AUX RELIGIEUX DE LA COUTURE, PAR HERBERT DE LA MILESSE, SEIGNEUR DE NEUVILLE-SUR-SARTHE, DE QUATORZE SOUS MANSAIS DE RENTE FAISANT PARTIE DE QUINZE SOUS, QU'ILS LUI DEVAIENT SUR UN BOIS A EUX AUTREFOIS BAILLÉ POUR CETTE RENTE PAR NICOLAS, SEIGNEUR DE LA MILESSE. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presentia constitutus, Herbertus de Milicia, dominus de Novilla super Sartam, recognovit quod ipse vendiderat et adhuc vendit viris religiosis abbati et conventui de Cultura Cenomanensi quatuordecim solidos cenomanensium de quindecim solidis cenomanensium, quos dicti religiosi tenebantur eidem reddere quolibet anno, super nemoribus dictorum religiosorum, que nemora Nicholaus, quondam dominus Milicie, eisdem religiosis perpetue tradiderat ad redditum supradictum, ut dicebat idem Herbertus; ita quod dicti religiosi non tenebuntur reddere de cetero de dictis quindecim solidis pro nemoribus supradictis nisi duodecim denarios cenomanenses, dicto Herberto et heredibus suis requisibiles semel in anno pro redditu supradicto. Et fuit facta dicta venditio pro quatuordecim libris turonensium, de quibus idem Herbertus se tenuit in jure coram nobis penitus pro pagato, renuncians quo ad hec exceptioni nec numerati precii nec soluti. Et tenetur idem Herbertus dictam venditionem garantizare dictis religiosis et defendere ab uxore sua et fratribus suis et ab omnibus et

contra omnes. . . . . . . Et nos predicta adjudicamus tenenda et ea, ad petitionem dicti Herberti, sigillo curie Cenomanensis fecimus sigillari. Datum et actum die lune ante Annuntiationem beate Marie, anno Domini M° CC° LXX° sexto. — Villicus. — Notus est per Robertum de Teneto. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

6. — **1277/1278, 8 mars.** — RECONNAISSANCE PAR GUILLAUME DE BROUQUEIL, ÉCUYER, AUX RELIGIEUX DE LA COUTURE, D'UNE RENTE DE TRENTE SOUS MANSAIS QU'IL AVAIT CONSTITUÉE SUR LE LIEU DE LA GRIPERIE, PAROISSE DE LOUÉ, AU PROFIT DE GUÉRIN DU BOYS, CLERC, ET QUE CELUI-CI AVAIT ABANDONNÉE PAR SON TESTAMENT A L'ABBAYE DE LA COUTURE POUR Y FONDER SON ANNIVERSAIRE. — Cum diceret et proponeret in jure coram nobis procurator religiosorum virorum abbatis et conventus Beati Petri de Cultura Cenomanensi, [nomine] eorumdem et sui monasterii, contra Guillelmum de Brouqueil, armigerum, et ejus uxorem, quod dicti armiger et ejus uxor vendiderunt defuncto magistro Garino de Boys, quondam clerico, tempore quo vivebat, tringinta solidos cenomanensium annui et perpetui redditus, super medietaria sua de la Griperie, sita in parrochia de Loeyo, habendos et percipiendos a dicto defuncto Garino singulis annis ad Nativitatem beate Marie Virginis; diceret etiam dictus procurator, nomine quo supra, contra dictum armigerum et ejus uxorem, quod dictus defunctus Garinus, in ultima voluntate sua, legavit et donavit dictis religiosis dictum redditum imppertuum, pro suo anniversario annuatim faciendo; et ideo peteret dictus procurator, nomine quo supra, dictos *(sic)* armigerum sibi condempnari sententialiter et compelli ad reddendum eisdem religiosis dictum redditum singulis annis in futurum ad dictum terminum, pro dicto anniversario dicti defuncti annuatim faciendo, et ad reddendum eisdem religiosis tringinta solidos cenomanensium de anno ultimo preterito, cum dictum redditum non reddiderint; die martis post *Invocavit me*, constitutus in jure coram nobis dictus Guillelmus pro se, obligans se pro dicta uxore sua ad penam judicii solius, recognovit omnia premissa esse vera, et nos hujusmodi audita recognicione adjudicamus dictum redditum contra dictum Guillelmum reddendum dictis religiosis ad terminum ante dictum et ad reddendum dictos tringinta solidos cenomanensium eisdem religiosis de anno ultimo preterito et sex denarios cenomanenses pro expensis ad diem dominicam qua cantatur *Quasimodo* proximam venturam. In cujus rei testi-

monium presentes litteras sigillo curie Cenomanensis fecimus sigillari in testimonium veritatis. Actum et datum cum dicto procuratore, die martis predicta, anno Domini M° CC° LXX° septimo. [. . . . . . .] J. de Ludio. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

7. — 1277/1278, 1er avril. — VENTE FAITE PAR HERBERT DE LA MILESSE, ÉCUYER, AUX RELIGIEUX DE LA COUTURE, DE HUIT DENIERS MANSAIS DE RENTE FAISANT PARTIE DE DOUZE DENIERS MANSAIS DE RENTE QU'ILS LUI DEVAIENT A CAUSE DE LEURS BOIS DE NEUVILLE-SUR-SARTHE. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noverint universi quod, cum religiosi viri abbas et conventus Sancti Petri de Cultura Cenomanensi tenerent a Herberto de Milecia, armigero, de parrochia de Novilla super Sartam, queddam nemora, sita in parrochia de Novilla, ad duodecim denarios cenomanenses annui redditus, que nemora dicuntur les Foulleiz, ut dictus Herbertus dicebat; die veneris post *Letare Jerusalem,* constitutus in jure coram nobis, dictus Herbertus confessus fuit quod ipse vendiderat dictis religiosis et in perpetuum quitaverat et dimiserat octo denarios cenomanenses de dicto redditu, et ita dicti religiosi de cetero dicto Herberto non tenebuntur reddere nisi quatuor denarios cenomanenses annui redditus de dicto nemore, nec heredibus ipsius Herberti. Et tenebuntur ipsi religiosi et illi qui causam habebunt ab eis in dictis nemoribus, dicta nemora a dicto Herberto et ejus heredibus ad quatuor denarios cenomanenses annui redditus sine alia redibitione seu redevancia, et transtulit dictus Herbertus quicquid juris ipse habebat in dictis octo denariis cenomanensibus in dictos religiosos per traditionem presentium litterarum, nichil redditus sibi neque suis heredibus super dictis nemoribus retinens nisi quatuor denarios cenomanenses tantummodo annui redditus, ut superius est expressum. Et fuit facta dicta venditio pro octo solidis cenomanensium, de quibus denariis dictus Herbertus coram nobis in jure se tenuit penitus pro pagato. . . . . Et nos hec adjudicamus tenenda et ea sigillo curie Cenomanensis fecimus sigillari in testimonium veritatis. Actum die veneris predicta, sede vacante, anno Domini M° CC° LXXmo septimo. — Villicus. Notus est venditor. — *Au verso :* De nemoribus de Pissechien. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

8. — 1280, 17 décembre. — DON FAIT PAR HERBERT DE LA MILESSE AUX MOINES DE LA COUTURE DE VINGT-NEUF

DENIERS DE RENTE SUR CINQ SOUS TOURNOIS DE RENTE QU'ILS LUI DEVAIENT. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presentia constitutus, Habertus de Militia, armiger, de parrochia de Novilla super Saltam, recognovit in jure coram nobis quod religiosi viri abbas et conventus Beati Petri de Cultura Cenomanensi non debent eidem Haberto nec ejus heredibus, pro nemoribus de Blandent, que ipsi tenent ab eo, nisi quatuor denarios cenomanenses annuos redditus requisibiles, reddendos eidem Haberto et ejus heredibus seu causam ab ipso habentibus ad festum Omnium Sanctorum annuatim. Preterea dictus Habertus confessus fuit in jure coram nobis quod de quinque solidis turonensium quos dicti religiosi eidem Haberto, pro omnibus rebus aliis quas ipsi religiosi tenebant ab eo, quolibet anno reddere tenebantur, quitaverat et dimiserat et in elemosinam puram et perpetuam elemosinam dederat et concesserat et adhuc et dimittit ac in puram et perpetuam elemosinam dat et concedit, Deo et monasterio Sancti Petri de Cultura predicto et monachis dicti loci, viginti et novem denarios cenomanenses, ita quod de omnibus rebus quas dicti religiosi tenent ab eo aliis a dictis nemoribus, non tenebuntur reddere nisi unum denarium cenomanensem requisibilem ad festum Omnium Sanctorum eidem Haberto et ejus heredibus, seu causam ab ipso habentibus, quolibet anno reddendum, et quatuor denarios cenomanenses requisibiles pro predictis nemoribus, ad festum predictum, prout superius est expressum. . . . . . Et nos omnia predicta adjudicamus tenenda. In cujus rei testimonium eisdem religiosis presentes litteras dedimus, de volontate ipsius Haberti presentis et consencientis, sigillo nostre curie sigillatas. Datum die martis post festum sanctorum Gervasii et Prothasii hyemalis, anno Domini M° CC° LXXX^mo. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

9. — 1304, 27 novembre. — ACQUÊT D'UNE PIÈCE DE PRÉ PAR FRÈRE GUILLAUME DE LUCÉ, PRIEUR DE SAINT-MARS-SOUS-BALLON. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus de Baladone, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presentia constituta, Katherina, relicta defuncti Giradi Prepositi, recognovit in jure coram nobis quod ipsa, diu est, vendiderat et adhuc vendit fratri Guillelmo de Luceio, priori Sancti Medardi de Baladone, porcionem quam habebat et quam ipsa et defunctus Giradus predictus habuerant et habere consueverant in prato ipsius prioris quod est subtus pontem de

Ousna, videlicet duodecimam partem quam habere et percipere consueverant in prato predicto, sito in feodo prioris predicti, habendam, tenendam et jure hereditario possidendam a dicto priore et ejus successoribus in perpetuum pacifice et quiete. Et fuit facta dicta venditio pro triginta solidis turonensium, de quibus denariis dicta Katerina se tenuit coram nobis in jure plenarie pro pagata in pecunia numerata. . . . . . . Et nos premissa in scriptis adjudicamus tenenda, et ea sigillo nostre curie fecimus sigillari in testimonium veritatis. Datum die veneris ante festum beati Andree apostoli, anno Domini M° CCC° quarto. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

10. — 1311, 6 juillet. — ACQUÊT PAR GUILLAUME, PRIEUR DE SAINT-MARS-SOUS-BALLON, DE TROIS SOUS MANSAIS DE RENTE. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus de Baladone, salutem in Domino. Notum facimus quod, in jure coram nobis personaliter constituti, Johannes dictus le Biet, filius defuncti Richardi dicti le Biet, et Burgeta, ejus uxor, de parrochia Sancti Medardi de Baladone, confessi sunt quod ipsi vendiderant et titulo perpetue venditionis concesserant et adhuc vendunt et concedunt, et specialiter dicta uxor auctorizata a dicto Johanne, marito suo, in jure coram nobis, religioso viro fratri Guillelmo, priori Sancti Medardi de Baladone, et ejus successoribus, tres solidos cenomanensium seu monete curentis pro cenomanensi annui et perpetui redditus, percipiendos et habendos a dictis religiosis et ejus causam habentibus singulis annis in quolibet festo Nativitatis beate Marie Virginis, super octo solidis cenomanensium annui et perpetui redditus, quos Guillelmus dictus Barill eisdem conjugibus facere tenetur singulis annis in Nativitate beati Johannis Baptiste super quodam habergamento cum pertinentiis ejusdem, sito in villa Sancti Medardi, inter domum que fuit defuncti Johannis Furnarii, ex una parte, et domum que fuit defuncti Mathei Renier, ex altera, in feodo dicti religiosi. Et fuit facta dicta venditio pro tringinta solidis cenomanensium seu monete curentis pro cenomanensi. . . . . . . Et nos omnia et singula prescriptis, ad petitionem ipsorum conjugum, in hiis scriptis sententialiter adjudicamus tenenda, ipsos ad observationem omnium premissorum in hiis scriptis sententialiter condempnamus. Datum die martius post Translationem beati Martini, anno Domini M° CCC° decimo primo. — J. Mein (?). — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

11. — 1622, 4 août. — Aveu rendu à Baltazard Poytevin,

conseiller du roi en ses conseils d'état et privé, abbé commendataire de l'abbaye de Saint-Pierre de la Couture, à cause du fief et seigneurie de Joué-l'Abbé, dépendant de ladite abbaye, par Pierre Goustart, tuteur des enfants mineurs issus de lui et de défunte Renée Pougays, sa femme, 1° pour un journal de terre ou environ situé au lieu de la Petite-Chappuissière, paroisse de Joué, tout lequel lieu de la Grande et Petite-Chappuissière *alias* les Bourgaudières tenu de faire audit fief, savoir : quarante-huit boisseaux d'avoine et huit boisseaux de blé seigle, mesure dudit Joué, au jour de l'Angevine; 13 sols 3 deniers de rente au jour de Toussaint; un denier de cens et une poule au jour de Noël; trois corvées, savoir : une à vendanger, l'autre à faner et la troisième à bienner le moulin du Pansoys; quatre charrois : le premier dudit Joué en l'abbaye, le second pour mener les foins de la prée dudit seigneur en la grange dudit Joué, le troisième pour mener la vendange de ses vignes audit Joué, et le quatrième à labourer en ses terres, et vingt œufs à Pâques, le tout de rente annuelle, dont ledit Goustart n'est tenu pour sa part qu'à un boisseau d'avoine; — 2° pour un jardin clos à part au lieu de la Guerchette, tenu ledit lieu de la Guerchette à payer chaque année à la recepte dudit Joué 30 sous à la Nativité Notre-Dame et 5 sols 6 deniers à Pâques, dont pour sa part ledit Goustart n'en doit rien, attendu que les autres détempteurs dudit lieu sont obligés de l'en acquitter. — *(Orig. parch.)*

12. — 1626, 26 février. — Acte par lequel les détempteurs du lieu de Lussault, paroisse de Ruaudin, pour terminer un procès pendant entre eux devant le bailli de la Couture, s'engagent à contribuer aux rentes qui suivent : seize boisseaux de blé seigle dus en l'abbaye de la Couture, savoir : quatre au sieur prévôt et douze à la pitancerie; dix-huit boisseaux d'avoine, un chapon et 8 deniers pour la sauce, 2 sols 6 deniers de cens et deux corvées dus à la même abbaye, et encore la rente de trente-six boisseaux de blé seigle, rais le bois, mesure du Mans, due aux héritiers du défunt sieur de Montebert. Ils règlent ensuite la part qui à chacun d'eux incombe dans le paiement de ces rentes. — *(Exp. pap.)*

13. — 1643, 8 avril. — Quittance de Nicolas de Fourcroy, commis à la recette des deniers provenant des taxes sur les biens vendus par les communautés ecclésiastiques, de la somme de 20 livres 5 sols, donné à Claudine Massard, veuve d'Hélie

Chanteau, propriétaire d'une pièce de terre nommée le champ de la Grenetière, à Pezé, aliénée par le prieuré de Pezé pour la somme de 30 écus par contrat du 9 janvier 1589. — *(Orig. parch.)*

14. — 1662, 17 janvier. — Contrat de vente d'une pièce de terre de deux journaux, nommée le champ du Bois, sur le chemin de la Croix Callée au village de la Roche, paroisse de Saint-Remy-de-Sillé, tenue censivement du fief et seigneurie de Saint-Remy-de-Sillé. — Reçu des ventes en date du 13 avril 1662, donné par le fermier du prieuré. Signé : Chaignon. — *(Exp. parch.)*

15. — 1679, 27 septembre. — LETTRE DE DOM PLACIDE CHASSINAT, PRIEUR DE L'ABBAYE DE LA COUTURE, AU FRÈRE DE L'AVOCAT DU ROI, M. DE TALDRAS.

Du Mans, le 27 septembre 79.

Monsieur,

J'ay cru que vostre zele pour la gloire de la religion et pour le bien public, et les marques qu'il vous a plu me donner de l'honneur de vostre bienveillence, vous feroient agréer la liberté que je me donne d'implorer l'honneur de vostre protection en leur faveur, et, par vostre moien, celui de Monsieur vostre frère, advocat du roy, que je scay très puissent dans le présidial d'Angers, auquel Monsieur l'Intendent a renvoié nostre grande affaire contre M. Blondeau, et a désigné Monsieur de Taldras pour raporteur.

Je crois, Monsieur, que pour y porter vostre piété, il ne fault que vous exposer l'estat de l'affaire, par lequel vous cognoistrés que toutes les personnes d'honneur et les gens de bien doivent y prendre part.

Le s[r] Blondeau, pour satisfaire à sa passion et à sa cupidité, a voulu envelopper le sacré et le profane, et les faire succomber sous le poids de la plus noire calomnie.

Il pose en fait que le désordre arrivé à sa maison (qui est l'effect de l'imprudence et de la brutalité de ses gens) est un ouvrage concerté par tous les plus honnestes gens de la ville, que l'assemblée généralle du clergé de la ville, où présidoit Monsieur l'abbé Le Vaier, en a esté la cause formelle, que ledit s[r] abbé a obligé son domestique à déposer en faveur des auteurs de la sédition, que le s[r] curé de la Cousture, sindic du clergé, en a esté le boutefeu, que les religieux de la Couture, de la congrégation de S[t]-Maur, ont esté les exéquuteurs de la

délibération de l'assemblée susdite. Il a fait déposer par ses tesmoins qu'ils avoient excité les pauvres, pendant les aumosnes du jeudi 25 et du lundi 29 avril 1675, au pillage, disant à haute voix, en presence de mil et douze cent personnes : « Allés « assassiner la maison de Blondeau, pillés toust, abismés-la, et « crevés Blondeau, si vous pouvés l'attraper, qui est auteur du « tarif et vous ostera vos aumosnes. »

Il soutient que des confesseurs, spécialement le s[r] Ragot, curé de la catédralle, le père et pauvres *(sic)* et un second père Bernard, et M[r] Varanne, aussi curé, ont travaillé à suborner les tesmoins pour les faire desdire de ce qu'ils avoient déposé contre les prétendus religieus de la Cousture, et qu'à ceste fin ces M[rs] avoient abusé du sacrement de la pénitence.

Il dit avecque la mesme hardiesse qu'une assemblée des plus considérables ecclésiastiques, qui se tenoit chés M. le grand vicaire, où assistoient M[rs] de l'Oratoire et de la Mission, pour traitter les plus importantes matières pour l'instruction des confesseurs, a esté une cabale de casuites corrompus pour empescher l'office des monitoires qu'il faisoit publier, quoique les assemblées aient commencé longtemps avant le désordre de sa maison et ayent continué deux années et demye entières.

Il accuse les magistras et M[rs] les eschevins d'avoir favorisé le pillage de sa maison et d'avoir usé de longueurs et de molesse pour donner lieu à la populace de l'exéquuter.

Voilà, Monsieur, le plan de son accusation, qu'il répète en toutes ses escritures, concluant à quatre ving dix mil livres de reparation ausquels il fait monter sa perte, quoique certenement elle ne monte pas à six mil livres, par le soin des siens à retirer de son logis ses principaux meubles, dès le jour précédent, sur les advis qu'on leur avoit donné : cela est bien justifié, aussi bien que la brutalité de ses gens armés, qui attirèrent les pauvres par la promesse d'une aumosne, pensant en faire une raillerie, et s'emportèrent à tirer et tüer sans nécessité lorsqu'ils se présentèrent en assés petist nombre devant la maison, et rendirent le mal sans remède par le refus opiniastre qu'ils firent de cesser de tirer au commandement des magistras, lesquels ils empeschèrent par ce moien de sauver la maison des mains de là populace irritée de tant de meurtres. Ils tuèrent une femme enceinte qui mangeoit son pain à plus de 40 pas, blessèrent un prestre d'un coup de fusil, qui estoit en habit long assés près de ceste femme, tuèrent un jeune garçon du voisinage qui passait son chemin, et en blessèrent plusieurs autres.

M. Blondeau, ayant disposé pendant 17 mois ses preuves, fit apeller la communauté de la Cousture devant M. l'Intendent, laquelle, ayant fait publier son monitoire dans la semaine s[te] et la conjoncture du jubilé, receut en un mois de temps sept cent declarations, fit faire une enqueste composée de cent trente sept tesmoins, et a vérifié au procès :

1° La plus grande et grossière subornation des tesmoins du s[r] Blondeau qui aïe esté jamais pratiquée; elle a fait entendre plus de 80 tesmoins sur ce fait;

2° L'absence de plusieurs des tesmoins du s[r] Blondeau, qui n'ont point assisté à ces deux aumosnes, esquelles ils disent avoir veu des religieux exciter les pauvres au pillage de sa maison;

3° Que plusieurs de ces tesmoins ont pris des noms supposés dans les dépositions qu'ils ont faitte contre les religieux pour calomnier impunément, se soustraire à leur cognoissence et à la correction de la justice; quelques-uns d'entre eux l'ont recognu;

4° Que ces tesmoins sont presque tous coupables du pillage de sa maison, partant recusables;

5° Que ce sont personnes de meurs dépravées et très corrompuës; ce que les religieux ont prouvé par des plaintes rendues en justice, de leur vie scandaleuse, par des informations, décrets et sentences de baon, par des sentences pour vol, par des condemnations à l'amande pour des faux sermens faicts en justice, par condemnation à porter le bonnet vert, par des extrais baptistaires d'enfans illégitimes, etc.

De sorte, Monsieur, qu'il est vrai de dire qu'il est de la gloire de la religion, de l'honneur de la justice, du bien et de la seureté de toust le public, qu'une si grande perversité ne triomphe pas de l'innocence, et qu'elle ne soit pas estouffée ny dissimulée par des juges. Nous ne cherchons pas, Monsieur, la perte des pescheurs, mais que l'honneur de la religion et les innocens soient conservés. C'est à quoy, Monsieur, vous pouvés contribuer plus qu'auquun autre par vostre recommendation auprès de vos amis dans Angers et auprès de Monsieur vostre frère, que nous scavons y estre toust puissent. Nostre partie ne fonde ses espérances et sa téméritè que sur sa faveur et celle de quelques amis desquels il se promest toust.

Pour moy, Monsieur, j'espère toust de vostre piété généreuse et de celle de Monsieur vostre frère par vostre moien. Vous ferés une action digne de vous et nous obligerés à des recognoissences immortelles, spécialement.

Monsieur,
Vostre très humble et très obéissant serviteur,
F[e] Placide Chassinat, h. prieur de la Couture.
(Orig. pap.)

16-80. — 1700-1732. — Quittances de rente données par les religieux de la Couture aux différents propriétaires du lieu de Lussault à Ruaudin, signées : 1700, 21 octobre : fr. François Sorin, procureur; — 1712, 29 janvier : fr. Gilles du Liepvre, cellérier; — 1713-1722 : fr. René Trevet, cellérier; — 1724, 7 août, et 1725, 5 octobre : fr. Michel Le Noir; — 1724, 15 septembre : fr. Louis Guérot; — 1726-1728 : fr. Fr. Boullault, sous-cellérier; — 1731, 11 octobre : fr. François Martin, sous-cellérier; — 1732, 19 décembre : fr. Yves Boullé, sous-cellérier. — *(15 orig. pap.)*

81-86. — 1774-1781. — Documents divers relatifs à la vente de bois de haute futaie à prendre sur les terres de l'abbaye de la Couture, faite par Jean-Baptiste Farnault, receveur de ladite abbaye, à Pierre Cheret, entrepreneur des ponts et chaussées, et à Jean Marquenet, messager de Tours au Mans. — *(6 pièces papier.)*

ABBAYE DE SAINT-CALAIS

Article 4.

(31 pièces)

1. — COPIE DE TITRES RELATIFS AU LIEU DE LA VIELLERIE A BESSÉ [1].

1392/1393, 1[er] février. — VENTE DU LIEU DE LA VIELLLERIE ET DES FIEFS EN DÉPENDANT PAR BERTHELOT DE GAIGNON A

1. Cette copie du XVIII[e] siècle est très incorrecte. Dans le premier document, les formules ont été transcrites de façon à les rendre inintelligibles; aussi avons-nous cru devoir les supprimer toutes. Le second acte, en latin, mieux lu, renferme cependant encore de nombreuses fautes; quelques phrases même n'ont aucun sens; par ailleurs il contient des omissions qu'indiquent des lignes pointées. Nous en publions le texte intégralement, laissant au lecteur le soin d'en corriger les fautes.

FRÈRE JEHAN TYBERGEAU, ABBÉ DE SAINT-CALAIS. — Saichent tous présents et avenir que, en notre court du Mans, en droit personnellement estably, Berthelot de Gaignon, demeurant au Mans, soubmettant soy, ses hoirs et tous ses biens meubles et héritages à la juridiction. . . . . . de notre ditte court. . . . . . connoist et confesse pardevant nous. . . . . . que il a vendu et octroyé, quitté, cessé, delaissé et transporté et encore. . . . . vend, octroye, quitte, cesse, delaisse et transporte. . . . . . à honorable homme et discrète personne frère Jehan Tybergeau, abbé de Saint Kalès, au Maine, en son nom privé, à ses héritiers et à ceux qui de lui auront cause, c'est à scavoir le habergement de la Vieillerie, avecques ses appartenances et dépendances quelconques, tant maisons, terres arrables et non arrables, prés, pastures, vergiers, vignes, gareines en bois et en eaux, comme autre chose quelconque appartenant audit habergement, et o tout ce le vend tel droit de féage et de seigneurie comme il avoit et povoit avoir audit habergement et appartenances, tant terriages, cens, rentes, devoirs, avecques queulx feages et hommaiges, bienséances, fruicts, ismes, emolumens, espaves, aventures, justices, juridictions et revenus de fiés et de domaines comme autres choses quelconques qui pouront appartenir et eschoir de coustume en celuy féage et dudit habergement sur ledit demourants et tenants oudit fié et seigneurie en quelconques lieux, paroisses et juridictions, en quelques lieux que ils soient assis et assignés, només et appellés, mouvants et dependants dudit féage et seigneurie et dudit habergement de la Viellerie, et en oultre l'y vend tel droit comme il a au moulin dudit lieu et appartenances d'iceluy et avecques les mouages dudict moulin. . . . . . et icelles desdictes choses vendues comme dit est des seigneurs accoustumés aux devoirs accoutumés rendus aux lieux accoustumés. . . . . .

Est faicte cette presente vention pour le prix et la somme de deux cent soixante et dix livres tournois payés en écus d'or valant vingt deux sols six deniers tournois chacune pièce, payées, solues et nombrés de la partie dudit achepteur audit vendeur en notre présence et à la vue de nous, et dont ledit vendeur s'est tenu à bien content, solu, nombré et payé. . . . .

Et est dit et accordé entre ledit achepteur et ledit vendeur que toutes fois et quantes ledit vendeur ou ses heritiers poyeront ou apporteront audit acheteur ou son certain commandement dedans six ans prochains venants la somme dessus ditte, que ledit acheteur ou les ayants sa cause ne la pouront refuser

et que tantost ce faict et accomplir ladite vention sera nulle et de nulle vertu et fermeté pour le tems avenir.

Et oultre a promis ledit vendeur audit achepteur de faire lier et obliger Jacquine, sa femme, a cette présente vention dedans un an prochain venant et à la peine de cent livres tournois. . . . . .

Ce fut donné et jugé à tenir et entérigner par le jugement de notre dicte court, le premier jour du mois de février l'an de grâce de Notre Seigneur Jésus-Christ mille trois cent quatre vingt et douze. — Signé : de Beauce.

1410/1411, 17 janvier. — FONDATION FAITE PAR JEAN THIBERGEAU, ABBÉ DE SAINT-CALAIS, D'UNE CHAPELLE EN L'ÉGLISE DE L'ABBAYE, PLACÉE SOUS LE VOCABLE DE SAINT JEAN ET DOTÉE DU LIEU DE LA VIELLERIE ET DU MOULIN-NEUF. — Universis presentes litteras inspecturis et audituris, frater Johannes Thibergeau, humilis abbas monasterii Sancti Karilefi, ordinis Sancti Benedicti, Cenomanensis diocesis, salutem in Domino sempiternam. Cum nos, Dei gracia a tempore promotionis nostre in abbatem dicti monasterii res mobiles et hereditarias ac redditus inferius declaratos de bonis nostris mobilibus propriis a Deo nobis collatis acquisierimus, videlicet terram de la Vieillerie cun pertinenciis suis et alias res quarum declaratio sequitur :

Et primo habergamentum dicti loci Viellerie sicut constitit tam in domibus, grangia, puteo, curia, jardino et hortis, continens unum arpentum terre vel circa.

Item omnes terras non arabiles vulgaliter nuncupatas gast, situatas inter magnum iter tendens de Besseyo apus Lavenayum et terras de Varena pertinentes dicto habergamento, abutenti eidem loco Viellerie et itineri per quod itur de loco nuncupato la Herse au Bouchaige gallice, quorum pars vocatur la Fousse au Sepplier, continentes octo arpenta terre vel circa, in quibus gastis est refugium seu garenna cuniculorum deffensabilis. Item locum nuncupatum la Borde, in quo est etiam domus seu refugium cuniculorum, cum terris arabilibus existentibus super et subtus tam illas que sunt ab antiquo de Vieilleria, quam illas que fuerunt de Margeris, et unam peciam terre que fuit Petro des Coustis, jungentem magno itineri supra dicto tendenti de Besseyo apud Lavenayum, ex una parte, et ex alia itineri per quod itur de Besseyo apud vadum dictum Echart, abutantem ex uno buto semite per quam itur a dicto loco Vieillerie ad aquam Braye, et, ex alio buto, rebus Petri Bouchier, continentem tria

sexteria seminis vel circa ad mensuram Sancti Karilephii. Item unam peciam terre non arabilis nuncupate Taille, situate super dictum habergamentum, inter magnum iter supra dictum et res de Margeris, jungentem rebus Guillelmi Pulcri et rebus de la Mallere, continentem unum arpentum vel circa, et fuit antiquitus de rebus de Margeris. Item unam oscam terre arabilis situatam subtus grangiam dicti loci Vieillerie, abutantem dicte grangie et itineri tendenti de Besseyo apud unum vadum nuncupatum Eschart, jungentem terris nostris vocatis terra. . . . . . . de Cruce, ex una parte, et ex alia semite per quam itur a dicto loco Vieillerie ad ripariam Braye, continentem tam in hoc quod fuit ab antiquo. . . . . . de. . . . . . est de Vieilleria, quam in una pecia que fuit de Margeris et in una sexterata que fuit dicto Petro de Coustis, quinque sextaria seminis ad dictam mensuram vel circa. Item terras arabiles nuncupatas terras de la Huce, [jungentes] terre de Vaumerault et itineri per quod itur de Besseyo ad vadum Eschart, continentes duo sextaria seminis vel circa ad dictam mensuram. Item unam peciam terre arabilis jungentem terris de Romigny, continentem decem boissellos seminis vel circa. Item aliam. . . . . . . et semite per quam itur de Velleria apud Brayam, jungentes aque Braye, continentes sex sextaria seminis ad dictam mensuram. Item alias terras jungentes dicte semite tendentes de Velleria apud. . . . . . subtus iter tendens de Besseyo apud dictum vadum de Echart, abutantes terris pasturabilibus nuncupatis Cham. . . . . . locum nuncupatum les Bayres, jungentes terris de Margeris, terris rectoris de Besseyo, Limay, Petri Bouchier et Johannis La Marie, tam illas que sunt ab antiquo de Vielleria quam unam. . . . . . . acquisivimus a dicto Petro des Coustis, continentes omnes illas terras quinque sextaria cum mina seminis vel circa ad dictam mensuram. Item unam aliam peciam terre situatam ez Chantres gallice nuncupatam Auberayes, continentem unum sextarium seminis vel circa dictam mensuram. Item les Chaintres gallice, situatas circa et prope dictam peciam terre et jungentes pratis falcabilibus, continentes duo arpenta vel circa. Item. . . . . . . nuncupata les Bayres et pratum vocatum le Mariaige, continens duo arpenta cum dimidio vel circa, abutens ex uno buto à la Bonvère et ex alia buto cuidam quarterio prati quod est heredibus defuncti Colini des Arrest, jungens dictis Chaintres. Item unam aliam peciam prati jungentem dicto prato de Mariaige et prato dictorum heredum et, ex una parte, prato Thome Hubert, continentem duo arpenta vel circa. Item unam aliam peciam prati situatam inter pratum de Margeris et pratum defuncti

Lamberti d'Aymant, et abutantem aque Braye, continentem tria quarteria. Item unum quarterium prati quod dividitur cum Johanne Durant. Item unum aliud quarterium nuncupatum Pratum Asini, situatum loco de la Bonvère. Item duo quarteria situata planchis de Margeris, in duabus peciis, jungentia pratis de la Bodière. Item dimidium arpentum prati quod partitur indivídue cum Mairicio Houseau, jungens pratis de Margeris et pratis Thome Habert. Item duas partes quinque quarteriorum prati nuncupati Pré Corbeau, que partiuntur individue cum Johanne Boyvin. Item mediam partem cujusdam alterius pecie prati, continentem in toto dimidium arpentum vel circa, que partitur individue cum Agneste la Beaulingeste.

Item molindinum nuncupatum le Moulin neuf, cum jure hominum tam de Velleria quam de Margeris eidem molindino multantium, quos homines dicte terre de Margeris subditos, nos et successores nostri tenebimur compellere per curiam nostram de Margeris, ad molendum et manendum dicto molendino. Item vivarium et hortos existentes circa dictum molendinum, continentes quinque boissellos seminis vel circa. Item garennam in aquam Braye, a loco vocato le Buisson Coulon usque prope locum vocatum les Préaux, videlicet in tota aqua, in tantum quantum gurgites et cursus aque dicti molendini important, et in residuo mediam partem garenne per fillum aque. Item unum arpentum nemoris vocatum nemus de la Feutrerie, quod fuit dicto Petro des Coustis, jungens nemori Petri Juvenis et rebus defuncti Michaelis de Campis. In quibus rebus supradictis nos habemus jus justicie foncière gallice et omne quod ad ipsi despendet.

Item sequuntur servitia que tenentur facere homines dicte terre Viellerie :

Et primo Stephanus Gobereau est homo fidei simplicis ad causam sue medietarie de Villodé et loci nuncupati Lescuriou, ad quorum causam ipse Stephanus tenetur facere unum equum servitii ad mutationem hominis. Item Johannis Rouet, ad causam uxoris sue, est homo fidei simplicis, ratione medietarie sue de la Chevallerie, de qua ipse Rouet facit duodecim denarios servicii. Item nobilis vir dominus Bonabes de Tuceyo, miles, debet esse homo fidei ad causam medietarie sue de la Commerrerie, sed non est in fide, eo quod sua terra est in manu domini nostri regis. Et in dictis rebus habemus jus de rachat gallice, totiens quotiens casus contengit secundum consuetudinem patrie.

Item sequuntur census debiti dicte terre Viellerie a pluribus subditis ejusdem loci Viellerie :

Et primo nosmet abbas prefatus vigenti unum denarium; Petrus des Coustis, duos denarios; Matheus Duchêne, novem denarios; heredes defuncti Michaelis Clerici, duos denarios; Guillotus Limay, sex denarios; item prefatus Guiotus. . . . . .; item. . . . . . denarium cum obolum; rector de Besseyo, quatuor denarios; Johannes Durand, duos denarios; Johannes Boyvin, quatuor denarios; Thomas. . . . . . denari. . . . . . denarios; Petrus Bouchier, obolum; relicta et heredes defuncti Colini des Coustis, duos solidos et duos denarios turonenses; Guiotus Lemarie, quatuor denarios. Et in rebus, terris predictis, censibus, nos habemus justiciam foncière gallice, et omne quo ab ipsa dependet, et jus de ventes et de reliefs gallice, quando casus contingit secundum morem patrie.

Item septem solidos sex denarios turonenses annui et perpetui redditus quos tenentur facere heredes dicti defuncti Colini des Coustis, ad causam rerum de la Mauchardière. Item vigenti solidos turonensium annui et perpetui redditus quos antiquitus habebamus super dictam terram Viellerie, quos vigenti solidos nos situamus et assignamus super terram de Margeris et ex ipsis exoneramus dictam terram Viellerie in perpetuum. Item centum solidos turonensium annui et perpetui redditus quos tenetur nobis facere Matheus Richart de Curia Dominicali, quos nos acquisivimus a Philippote Hemery, Cenomanensis commemorans.

Que quidem res immobiles et hereditarie cum pertinentiis suis, census, servitia et redditus superius declarate, dictis centum solidis turonensium annui et perpetui redditus super dictum Matheum Richart assignatis in hoc non comprehensis, vigenti quatuor libras turonensium monete currentis et amplius communibus annis justo judicio estimatur.

Notum facimus quod nos, Deum pre oculis habentes, cogitantes de superius ac de remedio et salute anime nostre, parentumque, amicorum et benefactorum nostrorum a Deo majori gratia celerius provideri opportuno, affectantes totis visceribus nostris Dei famulatum in monasterio augeri predicto; ad Summe Trinitatis Patris et Filii et Spiritus Sancti omnipotentis Dei, gloriosissime virginis Marie et maxime beati Johannis Baptiste et omnium sanctorum et sanctarum totiusque curie celestis laudem gloriam et honorem; non sine deliberatione, non subito, non repente, sed post plures tractatus habitos et interventos inter nos et conventum dicti monasterii nostri, et demum pluribus diebus in capitulo, hora capituli, nobis et conventu predicto propter hec et alia congregatis cum sufficienti intervallo, considerato divini cultus augmento et aliis considerandis, Dei

invocato nomine, annuente reverendo in Christo patre et domino, domno Adam, miseratione divina Cenomanensis episcopo, fundavimus et fundamus unam capellaniam perpetuam et perpetuo duraturam, desserviendam ad altare beati Johannis Baptiste, quod edificari fecimus in dicto monasterio nostro, a parte sinistra ante altare beati Ambrosii, et ipsam dotavimus et dotamus de dictis rebus immobilibus et hereditariis, cum juribus et pertinentiis suis universis et singulis, censibus, servitiis et redditibus superius specificatis et declaratis; et ad serviendum dicte capellanie et ad fundationem et dotationem ejusdem, res immobiles, census, servitia et redditus superius declaratas deputavimus et deputamus conventui dicti monasterii nostri in perpetuum; eidem conventui nostro, de voluntate et assensu ejusdem conventus, servitia et onera que sequuntur imponentes, videlicet quod ipse conventus, quandiu nos vixerimus in humanis, pro salute anime nostre et aliorum quorum supra, quatuor missas de *Requiem* qualibet hebdomada tenebitur celebrare singulis annis in futurum; et ad finem quod sacrista dicti monasterii nostri teneatur deservire de luminari ad celebrationem missarum dicte capellanie nostre, nos tradimus et assignamus eidem sacriste decem solidos turonensium annui et perpetui redditus habendos et percipiendos super centum solidis annui et perpetui redditus supradicti, quos tenetur nobis facere predictus Matheus Richart, quatuor libris cum decem solidis turonensium restantibus de dictis centum solidis, memorato conventui dicti monasterii nostri remanentibus pro amortisando dictas res Vieillerie erga dominum nostrum regem, quotiens opus fuerit et commode fieri poterit quiquidem conventus monasterii nostri; predicta nostra capellania desservienda, nos tradidimus et ministravimus ornamenta ad celebrationem dictarum missarum apta, videlicet : calicem argenteum, corporalia una cum repositorio eorumdem, nappas, amictum, albam, manipulum, stolam, zonam et casulam. Et ut fundatio et dotatio dicte capellanie nostre robur obtineat firmiter in futurum, petimus, supplicamus eidem reverendo in Christo patri ac domino domno...... ejusdem fundationi et dotationi capellanie nostre supradicte favorem suum prebeat et assensum, ipsumque munitione et roboratione litterarum debite muniri faciat et roborari in testimonium veritatis et confirmationem premissorum.

Nos vero, conventus dicti monasterii supradicti, affectionem dicti venerabilis abbatis nostri laudabiliter favoris et devotum suspiriis animi ejusdem patris laudabili proposito faventes, res superius declaratas pro fundatione et dotatione nostre capella-

nie supradicte acceptavimus et acceptamus et de dicto servitio faciendo singulis annis in perpetuum nos et successores nostros oneramus modo et forma superius expressatis. Et ad premissa omnia et singula firmiterque et inviolabiliter observanda absque veniendo contra in futurum, obligamus nos abbatem prefatum dicto conventui nostro, nosque conventus dicti monasterii predictus dicto venerabili patri abbati, respective nos et successores nostros et omnia bona nostra dicti monasterii nostri mobilia et immobilia, presentia et futura. In quorum omnium et singulorum premissorum testimonium presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda.

Datum in capitulo nostro, in presentia dicti reverendi in Christo patris ac domini domni Cenomanensis episcopi, presentibus etiam ibidem religiosis et honestis viris fratribus : Johanne Carnificis, priore claustrali; Guillermo Prebendarii, elemosinario; Johanne Domicelli, camerario; Johanne Prebendarii, dicti monasterii nostri; Petro Thomini, priore prioratus de Autonio, Carnotensis diocesis; Luca Multoris; Ph. Chappeau; Johanne Oliverii; Johanne Parce; Johanne Allexandre; Matheo Gandon; Pasquerio Peregrini, presbiteris; Johanne Trotier; Johanne des Coustis; Colasio Bovini, commonachis nostris; in d[ie] decima septima mensis januarii anno Domini millesimo quadringentesimo decimo. — Scellé de deux sceaux de sire verte.

Au dos est écrit : In litterarum anno Domini millesimo quadringentesimo undecimo fuerunt presentes in capitulo nostro ii quorum nomina sequuntur et ad ujusmodi fundatione consenserunt ac laudaverunt presentia domini Johannis Lemaignan, presbiteri, et Mathei Maillart, clerici, videlicet : fratres Johannes Moulin, prior Sancti Elerii; Michael Gontier, de la Pelouse; Johannes de Varenday, Sancti Aviti; Johannes de Blando, de Oygneyo; Johannes Anceau, de Fortano; Petrus de Gis, de Monte Auro, priores. — Signé : Maillart.

Auquel transcrit est attaché ce qui suit : Savoir faisons à tous que nous, Jehan de Vieil Chasteau Sirmont et de Saint-Calès[1], confessons avoir reçu d'honnête homme frère Jehan Tybergeau, abbé de Saint Kallès, du couvent dudit lieu. . . . . . tournois pour les ventes de la Vieillerie pour tant comme il en a situé en notre fié nuement domaines, de laquelle somme nous nous tenons pour bien payé et en quittons ledit abbé. — Ladite

1. Jean de Bueil, seigneur de Châteaufromont et de Saint-Calais.

lettre scellée de notre scel qui fut faite et donné le second jour d'avril l'an mil trois cent quatre vingt seize. — Scellé.

(Copie du XVIIIe *siècle sur un cahier de 8 feuillets papier.)*

2. — 1471, 30 juillet. — Contrat passé en cour de Saint-Calais, par lequel Jehan Rousseau et Mathurine, sa femme, de la paroisse de Montaillé, acceptent de continuer le bail à eux déjà fait, dès le 2 juillet 1467, par les religieux de l'abbaye de Saint-Calais, de la métairie de la Lande, à Montaillé, sauf deux pièces de pré, réservées par les religieux, lesquels donnent en échange un arpent et demi d'autre pré; le tout moyennant 60 sols tournois de ferme annuelle à la Toussaint. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

3. — 1473, 22 juillet. — Contrat passé en cour de Saint-Calais par lequel Jehan du Chesne et Jehanne, sa femme, paroissiens de Bessé, prirent et acceptèrent, dès le second jour de juillet 1472, et encore prennent et acceptent perpétuellement des religieux, abbé et couvent de Saint-Calais un quartier de gast situé en Vaulmerault, joignant le chemin de Monstumier à la Testardière et le gast que tient à présent Olivier Roussart; item deux autres quartiers de gast, joignant celui du curé de Bessé; ladite baillée faite, pour le premier quartier, moyennant 7 deniers tournois de cens à la Saint-Jean-Baptiste rendus au lieu de Romigny, et 12 deniers de rente à la Toussaint; et pour les deux autres quartiers, moyennant 2 sols tournois de rente à la Toussaint rendus à l'abbaye de Saint-Calais et 4 deniers de cens à la Saint-Jean-Baptiste. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

4. — 1482, 15 octobre. — Aveu et dénombrement rendu à frère Jean Roussard, humble abbé de l'abbaye royale de Saint-Calais et seigneur de Margerye, par Perrine, veuve de feu Gastien le Moynne, laquelle avoue tenir à foy et hommage simple et à 15 deniers tournois de service annuel, au regard de la terre, fief et seigneurie de Margerye, les choses qui suivent, tant en fief qu'en domaine : Premièrement, à domaine, son hébergement de la Hauguaize, contenant en aîtrise, cour, courtil, pâtis, arbres, demi-arpent, sis paroisse de Bessé, joignant le chemin de l'aître de Vesins à la fontaine de la Hauguaise; item deux septrées de terre sur le chemin des planches de Margerye à Congnées; item différentes pièces de terre; un vivier; une pièce de bois sise au-dessus de l'aître de Vesins, joignant au ruau nommé la Roussardière; prés sur la Braye; pâtis et aul-

nais. — Hommes sujets du fief et seigneurie de la Hoguaise, tenus à cens et rente, pour les choses qui suivent : Quatre septrées de terre sises à l'Hommeau de Pastreau, sur le chemin de Bessé à Boisbreton ; une minée de terre près l'aître du Chesne ; maistre Jacques Berziau, sieur de Courtanvau, pour différentes choses. Item elle soullait devoir à cause dudit fief deux foys et deux hommages simples et 5 deniers tournois de service au jour Saint-Jean, pour une aîtrise située près ledit lieu de Hauguaise. Esquelles choses dessusdites elle a droit de ventes et levages et justice foncière. Devoir féodal : Hommage simple avec 15 deniers tournois de service rendus audit lieu de Margerye le jour la Notre-Dame my-aoust, plege, gage, droit et obéissances, loyaux aides et tailles. — Signé du seing manuel de Pierre Gault, notaire juré en cour laye et scellé des contrats de Ponsay. Baillé par Jean le Moinne fils et procureur de la déclarante.

1691, 7 avril. — Assignation à la requête de maistre Michel Cousin, procureur fiscal de l'abbaye, contre Jean Soulas, marchand, demeurant à Egreffain, paroisse de Bessé, propriétaire en partie du lieu de la Hoguaise, pour comparaître, le 27 avril présent mois et an, aux assises de l'abbaye, pour acquiescer ou défendre à la demande dudit procureur. — *(Copie pap. de 1691.)*

5. — 1505, 3 novembre. — Transaction devant le juge du Maine ou son lieutenant au Mans, entre Gillet de la Borde, mari de Jeanne Bruneau, fille de feu Michau Bruneau et petite-fille de feu Geoffroy Narrays, et Marie Denyse, veuve de feu Mathurin Narrays, demandeurs, d'une part ; et révérend père en Dieu messire Jehan (Ronsard), abbé de Saint-Calais, comparant en la personne de frère René Amyot, aumônier et procureur de ladite abbaye, défendeur, d'autre part, pour raison du lieu et métairie de la Guimandière, en Bouloire ; par laquelle transaction les demandeurs renoncent à la moitié de ladite métairie, en échange de quoi ledit Amyot, audit nom de procureur, leur transporte les herbages de Bois-Gaudin, appartenant à ladite abbaye, sauf les droits des usagers, et leur cède en outre la rente due aux religieux pour raison du lieu des Fontenelles, le tout pour quatre ou cinq années ; et demeure audit de la Borde la moitié des fruits crûs en l'année dernière passée en ladite métairie de la Guimandière, fors ce qui a été pris desdits fruits par les religieux, et qui leur demeure. — *(Copie pap. du XIXe siècle.)*

6. — 1519-1520, 9 février. — Contrat passé en cour de Saint-Calais par lequel frère Hugues de Chandio, abbé de Saint-Calais, baille perpétuellement à Jehan Rethore, laboureur, demeurant paroisse de Conflans : une pièce de terre de soixante arpents dépendant des bois et landes de Boysgaudyn, joignant au chemin de Couldrecieul à Escorpain, aux terres baillées par ledit abbé à la demoiselle du Boys d'Escorpain, aux terres de la Louvatière, à l'étang du Croul appartenant audit abbé; ladite baillée faite moyennant 5 sols tournois de cens et 15 livres tournois et six chapons de rente perpétuelle, le cens à la Quasimodo, la rente à la Toussaint; à la réserve des droits féodaux avec le droit de dîme. — Signé : M. Janvier. — Au verso de ce titre est écrit en caractères du XVI[e] siècle : « Lectres. . . . . . touchant le fief et seigneurie de Lessart, à présent estant à noble homme Guillaume Le Bariller, escuier, seigneur de la Haulte Bergère. » — *(Copie parch., sceau perdu.)*

7. — 1520, 2 juillet. — Bail à titre de rente perpétuelle et de cens fait par les religieux de Saint-Calais à Jehan Rethore, paroissien de Conflans, d'une pièce de terre de présent en bois et lande, contenant quatorze arpents et demi, sise paroisse d'Écorpain et dépendant de la tenue de Boysgaudin, joignant à Boys Mignot appartenant au seigneur des Loges et à la queue de l'étang Picquot appartenant auxdits bailleurs. — *(Copie parch., sceau perdu.)*

8. — 1546, 2 juillet. — Acte par lequel frère Michel Buffet, prêtre, prieur claustral et infirmier de l'abbaye de Saint-Calais, agissant tant en son nom que comme vicaire de vénérable maître Nicolas Thibault, abbé commendataire dudit monastère, doyen et archidiacre de Saint-Calais, et le couvent dudit lieu assemblé en chapitre général, donnent à bail, pour vingt-neuf années et pour la rente de 27 livres 10 sols tournois à la Toussaint et de deux oisons et six poulets à la Saint-Calais, à Jehan Pleuvery, acceptant pour lui et pour Guillemine, sa femme, le lieu et bordage des Chesnes, situé paroisse de Saints Gervais et Portais de Vic, dont Louis Panneau jouissait précédemment. En considération de ce bail et pour qu'il ait son plein effet, Jehan Pleuvery donne en outre aux moines 20 écus soleil d'or à employer aux besoins de leur monastère et spécialement à l'acquit du don gratuit offert au roi par le clergé. Fait à Saint-Calais, au chapitre de l'abbaye, scellé des sceaux des bailleurs et signé par Calais Dumans, prêtre, official et secrétaire ordinaire de

l'abbaye. — Signé : Dumans. — *(Orig. parch. scellé de deux sceaux en papier sur double queue de parchemin.)*

9. — 1548-1549, 16 mars. — Transaction entre noble et discret frère Jehan Hamelet, prêtre religieux, chambrier de l'abbaye de Saint-Calais, demandeur, et honnête homme Jehan de Mehabert, mari de Guillaumète Hardangeau, fille de feu Gervais Hardangeau, défendeur. Ledit demandeur disait que dès l'an 1514, le dernier jour de juin, les religieux de Saint-Calais, du consentement de frère Jehan Jouzeau, en son vivant chambrier de ladite abbaye, avaient fait bail à vies et à temps audit de Mehabert du lieu de la Benoistière situé a Montailler, pour en jouir à moitié par ledit de Mehabert, sa femme et leurs enfants et neuf ans après lesdites vies finies, nonobstant le bail à vies fait audit défunt Hardangeau, dont ladite Guillemyne faisait la dernière vie, pour en payer 100 sols tournois de rente sa vie durant; qu'en cette baillée il y avait déception et qu'il en demandait cassation. Le défendeur soutenait que le bail ainsi fait était raisonnable parce que, lorsqu'il avait été fait, les terres de la Benoistière n'étaient pas en valeur et qu'il avait augmenté ce lieu de constructions nombreuses. Les parties s'accordent dans la forme qui s'ensuit, savoir que ledit chambrier accepte le bail ainsi fait par Jouzeau, son prédécesseur, à la condition que ledit de Mehabert, après le décès de sa femme, paierait 12 livres 10 sols de supplément de rente chaque année en plus de 100 sols tournois; qu'il fournirait deux chapons, huit livres de beurre, et ferait huit charrois de bois pour ledit chambrier, chaque année. Fait le 16 mars 1548, en présence de frère Michel Buffect, prieur claustral de ladite abbaye, curé de Rahay; Mᵉ Pierre Loriot, curé chanoine de Saint Kallès; Mᵉ Jehan Loriot, licencié es lois et châtelain dudit Sainct Kallès; frère René de Herbelot, curé de Bresseau; frère Jehan Le Vascher, chapelain de la chapelle du Boys, et Mathurin Pelletier, témoins. — *(Orig. parch.)*

10. — 1550, 30 octobre. — Contrat passé en la cour de la baronnie de Cellé, par lequel Loys Barbault, cousturier, paroissien de Sainte-Cerotte, et Xristoflette Lemoynne, sa femme, vendent à honnête personne Phelippot Lemoynne, marchand à Bessé, quatre boisselées de terre de la pièce nommée la Barière, sise paroisse de Bessé, joignant lesdites quatre boisselées à Denys Lemoynne, à Mᵉ Jacques Lemoynne, prêtre, et au chemin de Bessé à la Hogueise, à charge de payer 20 deniers tournois de rente foncière envers vénérable et discret Mᵉ Jacques Le-

moynne, faisant partie de 55 sols tournois de rente payables le 6 mars; tenu de l'abbé de Saint-Calais, à cause de son fief de Margerye, à un denier tournois de cens faisant partie de 8 sols 10 deniers tournois payables à la Saint-Martin d'hiver, et un quart d'avoine d'avenaige faisant partie de huit boisseaux d'avoine d'avenaige audit jour; le tout en la compagnie de Thibault Maubert et Guillaume Bataille et autres détenteurs de la Hogueise. Item trois boisselées de terre de la pièce nommée les Grands Cloux, sise paroisse de Bessé, joignant le chemin de Bessé à Lavenay; tenu de Denys Lemoynne, à cause de son fief de la Hogueise, à maille de cens faisant partie de 10 deniers tournois de cens payables au jour de saint Jean-Baptiste, en la compagnie de Thibault Maubert, Guillaume Bataille, et autres héritiers et détenteurs du lieu de la Hogueise; à la charge que ledit acquéreur sera tenu payer 6 deniers tournois faisant partie de 30 sols tournois, pour un legs qui est dû au curé de Bessé, à la décharge de ladite venderesse, que défunt Jehan Lemoynne avait délaissé audit curé par testament. La vendition faite pour le prix et somme de 60 livres tournois payées comptant. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

11. — 1553/1554, 27 janvier. — Requête au bailli par frère Jehan Hamelet, chambrier de l'abbaye de Saint-Calais, le priant de faire en sorte que l'abbé de Saint-Calais lui remette les titres de l'office de chambrier, qu'il détient dans le trésor. — Signé : « La Roche *alias* Hamelet. » — *(Orig. pap.)*

12. — 1557, 1er mai. — Contrat passé en cour du Mans, par lequel honnête homme Phelipes Lemoyne, marchand moulnier demeurant au moulin Hardy, paroisse de Monstereul-le-Henry, d'une part, et Jehan Lemaryé, laboureur, demeurant paroisse de Bessé, d'autre part, promettant faire ratifier les présentes à Françoyse Lemoyne, sa femme, font entre eux les échanges et contre-échanges qui suivent, savoir que ledit Phelipes Lemoyne baille audit Jehan Lemaryé une portion de terre en verger située au lieu de la Rousardière, paroisse de Bessé, contenant quatre chaînées; en contre-échange de quoi ledit Jehan Lemaryé baille audit Phelipes Lemoyne deux étables à bêtes et dépendances situées audit lieu de la Rousardière, contenant quatre chaînées; tenu ledit lieu de la Rousardière, dont dépendent toutes lesdites choses, de l'abbé de Saint-Calais, à cause de son fief de Margerye, sous le devoir de 20 deniers tournois de cens payables au jour de saint Calais, avec 2 sous

aussi de cens au jour saint Cristofle, etc. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

13. — 1567, 14 juin. — Procuration passée devant François Fortin et Louis Rozé, notaires au Châtelet de Paris, par haut et puissant seigneur messire Paul Chabot, chevalier de l'ordre du Roi, et haute et puissante dame Jacqueline de Montigny, son épouse, seigneur et dame des baronnies de Montfort-le-Rotrou et de Clervaulx, et des seigneuries de Fresne, le Plessis-Godehoust, Baussay, Gallardon, Boullouere, Maisoncelles, Auffains, Longé en Mynières, Moronval et Nouzay, de présent à Paris, logés rue de la Callande, en la maison où est pour enseigne les Trois Roys; ladite procuration donnée à messire Marin Ferrant, prêtre, curé de Boullouere, pour comparoir devant le sénéchal du Maine ou son lieutenant, ou encore par devant les commissaires commis par le roi pour le fait du remboursement des deniers fournis audit sire roi pour la vendition et aliénation des domaines ecclésiastiques au diocèse du Mans, et illec recevoir des religieux, abbé et couvent de Saint-Kallays la somme de 3.000 livres tournois de principal, contenue et déclarée au contrat d'acquisition de la terre et seigneurie de la Guimandière, en Bouloire, dépendant de ladite abbaye, ci-devant achetée judiciairement par lesdits seigneur et dame au siège présidial du Mans, suivant l'édit du roi sur le fait de ladite aliénation. — *(Exp. parch., sceau perdu.)*

14. — 1574, 19 mars. — Vente en la cour d'Évaillé, devant Jehan Bataille, notaire, par Jacques Tiercelin, chevalier de l'ordre du roi, sieur de la Chevallerye, Bercé et la Mouaynerye, et dame Renée Carreau, son épouse, demeurant au lieu seigneurial de la Chevallerie, paroisse de Sainte-Cerotte, à Jacques Lefebvre, marchand, demeurant à Sainte-Cerotte, de tout et tel droit que ledit chevalier avait au lieu, fief et seigneurie de la Grande-Maison de Sainte-Cerotte, pour en jouir par ledit Lefebvre, ses hoirs et ayant cause, tant en seigneurie directe qu'utile, aux clauses des baillées qui audit chevallier et autres ses prédécesseurs en ont été faites par les religieux de Saint-Calais le 14 mai 1519, et prorogation et continuation faite au chapitre de ladite abbaye au profit dudit chevalier le 30 juillet 1567. Ladite vendition faite pour le prix de 600 livres tournois à déduire sur plus grande somme prêtée par ledit Lefebvre audit chevalier, par cédulle du 15 février précédent. — Signé : Jaques Tiercelin. — *(Orig. pap.)*

15. — 1575, 18 avril. — Contrat passé devant Adam Huguet, notaire à Saint-Calais, par lequel Jacques Tiercelin, chevalier de l'ordre du roi, seigneur de la Chevalerie, la Chapelle-Gaugain, la Moynerye et la Court de Bersay, demeurant de présent en sa maison seigneuriale de la Chapelle-Gaugain, vend à Jacques Lefebvre, marchand à Sainte-Cerotte et à Loyse Rousseau, sa femme, le droit et prise à vies et à temps du lieu, domaine, fief et appartenances de la Grande-Maison, à Sainte-Cerotte, dépendant de l'abbaye de Saint-Calais. Présents : honnêtes Mes Jullian et Félix les Dumanz, sieurs de la Guillaumerye, demeurant à Saint-Calais. — *(Exp. parch. scellé.)*

16. — 1582, 26 janvier. — Sentence d'Antoine Aubert, lieutenant général au bailliage de l'abbaye de Saint-Calais, dans la cause entre Me Jehan Ogin, demandeur, contre Jehan Saussoy. — *(Exp. parch.)*

17. — 1587, 10 septembre. — Bail par honorable maître Berthélemy Cousin, éconôme et administrateur des fruits et revenus de l'abbaye de Saint-Calais, audit nom et comme se faisant fort de M. l'abbé futur de ladite abbaye après son installation, à Jacques Louerre, marchand à Saint-Calais, et à Jehanne Boban, sa femme, de la métairie du Grand-Tiron, de celle du Chemyn, à Montaillé, du moulin Ars, à Saint-Calais, avec ses sujets, et du pré de la Lande, près la Pichonnière, touchant le pré du moulin de la Ville; le tout dépendant du temporel de l'abbaye; ladite baillée faite moyennant la somme de neuf-vingt-huit écus sol en argent pour les métairies et prés, et vingt-quatre septiers de blé mouture valant seigle pour le moulin, mesure de l'abbaye, le tout payable le 1er avril et le 1er octobre, et le blé deux septiers chaque mois. — *(Exp. pap.)*

18. — 1595, 29 avril. — Contrat passé devant Vespazian Guyon, notaire à la Chapelle-Gaugain, par lequel Renée Nivault, demeurant dite paroisse, vend à Martin Gu..., laboureur à Bessé, une pièce de terre dépendant du lieu de la Courte-Raye, dite paroisse de Bessé, joignant les terres à la Vicelle et le chemin du Gué-Eschard à Bessé; tenue censivement du fief et seigneurie de l'abbaye de Saint-Calais à 15 sols tournois de rente à la Toussaint et 12 sols de cens à la Saint-Jean; ladite vente moyennant 12 écus sol. — *(Exp. parch. coupée sur le côté droit.)*

19. — XVII° siècle. — Extrait incomplet de partages d'héritages appartenant à François Vaslin, marchand à Saint-Calais et ses cohéritiers. Au premier lot est mis le bordage de la Borde-Herpin, paroisse des Loges, joignant au chemin de Coudrecieux à Maisoncelles et au Freu et commune dudit Coudrecieux; chargé le présent lot de payer chacun an à l'abbaye de Saint-Calais 40 sols et deux chapons de rente, et douze deniers de. . . . . . — *(Pap.)*

20. — 1619, 1er juillet. — Partages du lieu de la Vieille-Tuilerie, en Écorpain, relevant censivement de l'abbaye de Saint-Calais. — *(Exp. pap.)*

21. — 1621, 31 mai. — Sentence d'appel contre Jacques Lemoine, marchand, au profit de Martin Philippes, fermier du temporel de l'abbaye de Saint-Calais. — *(Orig. parch.)*

22. — 1627, 23 août. — Interrogatoire par René Gerberon, bailli de l'abbaye de Saint-Calais, de Quantin Jeudon, laboureur au lieu de l'Hermitière, paroisse de Montaillé, à la requête de frère François de Langrumière, prêtre religieux, chambrier de l'abbaye de Saint-Calais. — *(Exp. pap.)*

23. — 1635, janvier. — Les religieux de l'abbaye de Saint-Calais, assemblés en chapitre général ès personnes de frères Olivier Morillon, prieur claustral; René de Launay, infirmier; Robert Foreau; François de Langrunière, chambrier; Pierre Vérité; Philippes Chéron; Christofle de Lamiré; Charles de Champlais; Jacques de Montesson; Claude de Tuffière; Jehan de Larche, sacristain; Hardouin de Salmon; Fœlix de Lhommeau; Jehan Pineau, prêtres; Louis de Sainct-Meloir et François Aubert, novices, pour délibérer sur la requête présentée audit chapitre par ledit de Langronniere, chambrier, de l'office duquel dépend la métairie de l'Hermittière, à Montaillé et Conflans, au sujet des droits d'usage, parnage et chauffage ès grands bois de la seigneurie de la Cour-du-Bois, contestés par le procureur de ladite seigneurie, autorisent ledit chambrier à la poursuite de la cause. — *(Exp. pap.)*

24. — 1636, décembre. — Lettres de l'officialité attestant avoir reçu complainte de frère François de Langrunière, chambrier de l'abbaye de Saint-Calais, au sujet du droit qu'il a de passer par un chemin frareschal qui se trouve le long d'un côté

du pré des Claies, dépendant de la métairie de Chailloué faisant partie du domaine de l'office de la chambrerie. Signé : De la Taillays et Lambert. — *(Orig. parch., scellé de deux sceaux.)*

25. — 1644, 31 mai. — Baillée du moulin à tan de Saint-Calais, par Charles Ledru, marchand, et Magdalaine Chéron, sa femme, à Louis Rigault, marchand poudrier à Bessé; ledit moulin autrefois baillé à rente perpétuelle par défunt d'heureuse mémoire Samuel de Cauriannes, vivant prêtre, abbé commendataire de l'abbaye royale de Saint-Calais, à feu Jacques Chéron, père de ladite Chéron, bailleresse; tenu du fief et seigneurie de ladite abbaye sous le devoir de 2 deniers de cens au jour des octaves de saint Calais, et 25 livres tournois de rente foncière à la Toussaint. — Au verso se lit la note suivante : « Tiltre du moulin à tan, autrefois et cy devant construit au bas et au dedans du pré qui est au dessous du verger dépendant avec ledit pré de la maison de feu M[e] Jacques Angevin, bourgeois, située en la rüe de la ville du Gautret, le tout au bout du jardin de ladite maison. » — *(Copie parch.)*

26. — 1645, 10 septembre. — Lettre signée : De Langrunière, par laquelle il demande à M. Boudet de lui faire savoir la date du bail de la Grande-Maison, à Sainte-Cerotte. — *(Orig. pap.)*

27. — 1647, 20 mai. — Prise de possession de l'office d'infirmier de l'abbaye de Saint-Calais, par frère Félix de Lommeau, prêtre, religieux profès et chapelain de la chapelle Saint-Jacques de Chauvigny, desservie dans l'église abbatiale, en vertu des lettres expédiées en cour de Rome, sur la résignation faite en sa faveur par frère René de Launay, prêtre, religieux profès et infirmier d'icelle abbaye, et du visa de l'évêque du Mans en date du 9 juillet 1645. — *(Exp. pap.)*

28. — 1647. — Transaction entre noble frère Claude de la Tuffière, prêtre, religieux de l'abbaye de Saint-Calais; frère Jehan Pineau, prêtre, religieux profès de ladite abbaye, et M[e] Jacques Boullé, prêtre, demeurant au prieuré de Saint-Avy, diocèse de Chartres, concernant leurs droits réciproques audit prieuré. Ledit Boullé maintenu audit bénéfice comme résignataire de feu M[re] Jacques Grassin, prêtre, prieur, à l'exclusion desdits de la Tuffière et Pineau. — *(Exp. pap.)*

29. — 1649, 6 mai. — Vente d'une rente assignée sur le lieu de Vaumonsais, paroisse de Saint-Calais, au fief de l'abbaye. — *(Exp. parch.)*

30. — 1649, 27 mai. — Contrat par lequel Jean Foreau, marchand, et Marguerite Mercier, sa femme, et autres, vendent à Nicolas Foreau, aussi marchand à Saint-Calais, une maison sur la rue du Gautret, avec un jardin situé sous le bourg du Plessis-Mantheaux, audit Saint-Calais, sur l'ancien chemin de Sainte-Cerotte, tenu le tout censivement du fief et seigneurie de l'abbaye; ladite vente moyennant le prix de 250 livres pour la maison et de 100 livres pour le jardin. — *(Exp. parch.)*

31. — 1649, 15 septembre. — Contrat par lequel Mᵉ Jacques Barré, sieur de la Chermois, demeurant à Saint-Calais, et Françoise Vaydie, sa femme, vendent à René Loiseau, maréchal à Saint-Calais, un corps de logis et dépendances situé rue du Gautret à Saint-Calais, relevant du fief de l'ancienne fondation de l'abbaye. — *(Exp. parch.)*

Article 5.

(43 pièces.)

1. — 1650, 29 décembre. — Sommation faite par Mᵉ Claude Badaire, prêtre, conseiller et aumônier du roi et curé de Marolles, y demeurant, à l'abbé de Saint-Calais, de lui fournir pour son gros et pension annuelle qu'il a droit de percevoir sur l'abbaye pour raison de sa cure, savoir : vingt-huit septiers de gros blé, dont seize de seigle et douze de froment, avec huit-vingts boisseaux d'avoine, deux charretées de paille, le tout dû à la Toussaint dernière. — *(Grosse pap.)*

2. — 1651, 20 mars. — Insinuation faite par Mᵉ François Boudet, notaire à Saint-Calais, comme procureur spécial de Mᵉ Nicolas Aubert, maître ès artz en l'université de Paris et gradué, nommé par ladite université, sur les bénéfices dépendant de l'abbaye de Saint-Calais, ledit sieur Aubert, prêtre, curé de Rahay et y demeurant; ladite insinuation faite à frère Christofle de Lamyré, prêtre, prieur conventuel de l'abbaye. — *(Exp. papier.)*

3. — 1651, 28 mars. — Acte de prise de possession de la chapellenie de Notre-Dame de Putron, desservie en l'église de l'abbaye de Saint-Calais, par frère Charles du Bellineau, clerc du diocèse de Tours, religieux profès de ladite abbaye, en vertu des provisions obtenues en cour de Rome le. . . . . . . jour. . . . . . . ledit bénéfice vacant par le décès de feu frère Philippe Chéron, vivant prêtre religieux profès de ladite abbaye, dernier possesseur. — *(Exp. pap.)*

4. — 1653, 12 février. — Contrat par lequel Catherine Huguet, veuve d'Antoine Simon, sieur de la Brosse, demeurant à Saint-Calais, vend à noble Symon Moussu, sieur de la Huraudière, conducteur ordinaire de l'artillerie, et à Charlotte Fuzil, sa femme, une portion de jardin, dépendant du logis de l'Image, à Saint-Calais, relevant censivement du fief de l'abbaye; ladite vente moyennant 75 livres. — *(Exp. parch.)*

5. — 1655, 14 décembre. — Acquisition d'une maison sise rue du Gautret, à Saint-Calais, par M[e] Michel Angevin, notaire, de M[e] Joseph Rétif, aussi notaire; ladite maison tenue censivement de l'abbaye. — *(Exp. parch.)*

6-7. — 1656, 7 avril, et 1657, 29 mars. — Requêtes de M[e] Antoine Dolbeau, prêtre du diocèse du Mans, licencié ès droits de l'université d'Angers, gradué, nommé à l'abbaye de Saint-Calais, adressées à Hardouin de Salmon, prêtre religieux, prieur conventuel de ladite abbaye, pour le supplier de le nommer aux bénéfices qui vacqueraient en l'abbaye. — *(2 pièces pap.)*

8. — 1656, 5 juillet. — Contrat par lequel Renée Hulot, veuve de feu René Saullin, vend à dame Jeanne Moussu, veuve de feu noble Guychard Felleoir, receveur des aides à Paris, une maison sise Grande-Rue, à Saint-Calais, au carrefour de l'Image, tenue censivement de l'ancienne fondation de l'abbaye; ladite vente pour la somme de 600 livres. — *(Exp. parch.)*

9. — 1656, 20 juillet. — Acte de prise de possession du bénéfice claustral et infirmerie de l'abbaye de Saint-Calais, par frère Jean Pineau, prêtre, religieux profès de l'abbaye et chambrier, au nom et comme procureur de frère Charles du Bellineau, religieux profès de ladite abbaye et infirmier, étant de présent en la ville de Paris, logé au collège de Clugny, paroisse

Saint-Benoît, par provision obtenue en cour de Rome le 17 des calendes de janvier dernier, sur la résignation de Mᵉ Phelix de Lommeau, et de visa sur icelle de l'évêque du Mans en date du 6 courant. — *(Exp pap.)*

10. — 1657, 3 novembre. — Bail du lieu de la Borde-Bataille par Charles du Bellineau, infirmier de l'abbaye de Saint-Calais. — *(Exp. pap.)*

11-13. — 1661, 6 octobre. — Supplique au bailli de l'abbaye par frère Jean Pineau, prêtre religieux, chambrier de cette abbaye, remontrant que de son office dépend le lieu du Chaloué, à Conflans, des fermiers duquel lieu il a à se plaindre. — *(3 pièces pap.)*

14. — 1662, 30 janvier. — Contrat par lequel Ambroisse Guimond, marchand passementier et rubannier, père et tuteur des enfants issus de lui et de feue Catherine Baron sa femme, et Jean Leconte, maître menuisier, mari de Marie Baron, vendent à maître Michel Angevin, notaire royal à Saint-Calais, et Magdelaine Coumon, sa femme, une portion de jardin située rue du Gaultret, à Saint-Calais, tenue, avec le reste dudit jardin et la maison qui appartient aux vendeurs, de l'ancienne fondation de l'abbaye de Saint-Calais; ladite vente moyennant la somme de 24 livres. — *(Grosse parch.)*

15. — 1663, 22 mars. — Réception de Mᵉ Antoine Dolbeau, prêtre du diocèse du Mans, licencié ès lois de l'université d'Angers, dans la congrégation de Saint-Maur, par frère Damien Raulin, prêtre religieux de l'abbaye de Saint-Calais, afin d'être nommé et présenté aux bénéfices vacants de ladite abbaye. Témoins : Mᵉ Jacques Barré, sieur de la Charmoye, etc. — *(Exp. pap.)*

16. — 1663, 19 avril. — Transaction entre frère Jean de Larche, prêtre, religieux profès de l'abbaye de Saint-Calais, ci-devant sacriste d'icelle, et frère François-César Philippes, aussi prêtre religieux et titulaire de la sacristie, pour raison de la demande que faisait ledit sieur de Larche au sieur Philippes des arrérages de sa pension. — *(Orig. pap.)*

17. — 1663, 4 octobre. — Bail du lieu de la Gaultelerie, paroisse de Berfay, dépendant de l'office de chambrier de l'ab-

baye, fait par frère Jean Pineau, prêtre, religieux profès et chambrier d'icelle, y demeurant, pour six années, moyennant 60 livres de ferme à la Toussaint, six chapons à pareil jour, six poulets au jour de saint Pierre, une poule huit jours avant le mardi-gras, quinze livres de beurre, un caillotin et une potée de crème le jour de saint Pierre et aux quatre fêtes annuelles, et à chacune d'elles deux livres de beurre frais. — *(Exp. pap.)*

18. — Vers 1663. — Lettre sans date, signée : Lefebvre, curé de Saint-Mars-de-Locquenay, adressée à M. Pineau, chambrier de l'abbaye de Saint-Calais, au sujet de son gros. — *(Orig. pap.)*

19. — 1664, 1er mars. — Procédure devant Louis Philippes, sieur de Pont, lieutenant du bailli de Vendômois à Saint-Calais, entre Jeanne Moussu, veuve de feu noble Guischard Fuelloir, receveur des aides à Paris, et Ambroys Guimond le jeune, au sujet de la maison de l'Image, à Saint-Calais. — *(Grosse parch.)*

20-21. — 1666, 2 septembre. — Contrat par lequel honorable Marie Le Gac, fille majeure, demeurant à Saint-Calais, baille à titre de rente perpétuelle à honnête homme Jacques Goüault, marchand et maître bonnetier à Saint-Calais, une portion de jardin, situé proche le pont de pierre à Saint-Calais, tenu censivement de l'abbaye; ladite baillée moyennant 50 sols tournois de rente perpétuelle. — *(Grosse parch. en double exempl.)*

22. — 1670, 25 février. — Contrat par lequel Jacques Gouault transporte à Jehan Gouault, son père, le tiers d'une portion de jardin situé proche le pont de pierre à Saint-Calais, baillé audit Jacques Gouault à rente perpétuelle par Marie Le Gac. — *(Exp. parch.)*

23. — 1671, 13 octobre. — Partages en deux lots des héritages appartenant à René Renard, mari de Marie Pecquenard, et à Noel Marié, mari de Cécile Pecquenard, héritiers, à cause de leurs femmes, de feus Mathurin Pecquenard et Perrine Coussé. Premier lot : le bordage de la Trinelière(?), autrement le Gros Chesne, paroisse de Montaillé, tenu à foy et hommage simple, par depié de fief, du fief et seigneurie de l'abbaye de Saint-Calais, à 6 sols de service, en la compagnie des cofrarescheurs, dont ledit lot contribue pour 6 deniers; chargé envers le

second lot de 12 livres de rente foncière pouvant être amortie à 240 livres; échu auxdits Renard et sa femme. Second lot : le lieu de la Grilonnière, aux Loges, sur le chemin des Loges, à l'Hermenaudière, tenu censivement de la châtellenie des Loges; choisi par lesdits Marié et sa femme.

1720, 16 juillet. — Procédure au sujet de la rente susdite de 12 livres entre Michel Chardon, mari de Renée Renard, héritier de Louis Renard, frère de sa femme, réputé mort, demandeur, et le sieur Claude-César Souin de la Tibergerie, mari d'Anne Menard, défendeur, représentant, à cause de son épouse, feue Anne Prégent, mère de celle-ci, fille et heritière en partie de feu Robert Prégent, son père, et, en cette qualité, Noël Marié et Cécile Pecquenard, comme étant en leurs droits et auxquels était due ladite rente, que ledit Chardon dit être en droit d'amortir. — *(Exp. pap.)*

24. — 1676, 24 août. — Vente d'une maison située à Saint-Calais, en l'allée commune du moulin à tan, tenue censivement de l'ancienne fondation de l'abbaye, avec les codétenteurs, à 6 deniers de cens aux octaves monsieur saint Calais, pour le prix de huit-vingt-dix livres. — *(Grosse parch.)*

25. — 1677, 20 mars. — Acte par lequel Nicolas Foreau, marchand à Saint-Calais, déclare que son acquisition d'une moitié de jardin sise proche le moulin à tan de Saint-Calais, joignant à Mᵉ Michel Angevin, notaire royal, les fossés de la ville entre deux, faite de Pierre Baron, maître passementier, et autres, est pour et au profit du sieur Augain et Magdelaine Common, sa femme; tenue ladite portion de jardin de l'ancienne fondation de l'abbaye et acquise pour le prix de 50 livres. — *(Grosse parch.)*

26. — 1678, 12 juillet. — Comparution, devant René Derré, sieur de la Chevrie, avocat en parlement, bailli de l'abbaye de Saint-Calais, de Mᵉ Louis Maryé, notaire royal, mari de dame Marie Derré, à cause d'elle héritier de défunt Berthélemy Derré, sieur des Lorières, marchand; ledit Maryé, demeurant à Saint-Vincent-du-Lorouer, déclare qu'en conséquence des excès commis en la personne dudit Barthélemy Derré, par Michel Bourgoin, dit la Droge, maréchal à Saint-Calais, il se porte partie civile au procès criminellement intenté audit Bourgouin. — *(Exp. pap.)*

27. — 1681, 3 février. — Causes de l'abbaye de Saint-Calais, par-devant René Derré, sieur de la Chevrye, avocat en parlement, bailli de l'abbaye. — Interrogatoire de Louis Lucas, bordager au lieu de la Rossignolière, paroisse et proche le bourg de Rahay, âgé de trente-six à trente-sept ans, frère de Simon Lucas, laboureur au lieu de Monjoye, dite paroisse, au sujet d'un vol commis à Montjoie. — *(Exp. pap.)*

28. — 1681, 22 avril. — Bail à rente foncière fait par René Moreau, marchand, ci-devant fermier général des châtellenies de Bonnevau et Vancé, demeurant à Bessé, d'une maison sise au bourg de Bessé, sur le chemin de Lavenay, relevant du fief et seigneurie de la Viellerie; ledit bail pour la somme de 10 livres 14 sols de rente perpétuelle. — A la suite de cet acte se trouvent une supplique du 8 août 1709, adressée au bailli de l'abbaye de Saint-Calais par René Moreau, sieur de Vienne, avocat au siège du marquisat de Courtenvau, et une assignation du 12 décembre 1709, faite à sa requête au sujet de vingt-neuf années d'arrérages de ladite rente créée par son père. — *(Exp. pap).*

29. — 1681, 26 décembre. — Offres à l'abbaye de Saint-Calais faites par les détenteurs de la tenue de Monhodon, située paroisse de Langan(?). — *(Exp. pap.)*

30. — 1682, 1er juillet. — Vente d'une rente foncière de 6 livres 13 sols 4 deniers par Me Michel de Mehabert, sieur des Noyers, lieutenant de la châtellenie de Savigny, mari de demoiselle Françoise Rousseau, ladite rente assignée sur une maison située Grande-Rue et sur un jardin sis rue d'Orgère, à Saint-Calais, dans la censive de l'abbaye. — *(Exp. parch.)*

31. — 1688, 22 juin. — Partages en trois lots des héritages dépendant de la succession de feue dlle Marie du Mans, veuve de Me Nicolas Le Parc, avocat à Saint-Calais, entre dlle Louise Le Parc, fille majeure, Jean Le Parc, sieur de la Vaulonnière, demeurant à Lamnay, et Julien Breton, sieur de la Gaudinière, mari d'Elisabeth Le Parc, demeurant à la Gaudinière, en Valennes. — 1er lot: une pièce de terre sur le chemin de Saint-Calais à Beauvais, joignant à la cour de la Pichonnière; — 2e lot : une pièce de terre joignant la précédente, proche la Pichonnière; — 3e lot : une autre pièce de terre joignant les précédentes et les terres de l'abbaye de Saint-Calais, un pré près du moulin de

la Ville de Saint-Calais, une pièce de terre derrière le logis de la Borde du Moulin à tan, un pré pris dans celui du moulin de la Ville, relevant censivement de l'abbaye, un corps de logis avec jardin, rue des Sallins, et une cour sur ladite rue; à charge par ce troisième lot de payer aux Camaldules de la Flotte pendant vingt ans la somme de 15 livres, le 7 février, en raison des prières et de deux messes dites par lesdits religieux. — *(Exp. pap.)*

32. — 1688, 6 septembre. — Vente par le R. P. dom Charles Sauvage, prêtre, religieux profès, procureur et cellérier de l'abbaye de Saint-Calais, à Gilles Huger, marchand, de 420 chênes à prendre dans le bois de l'Hermitière, pour la somme de 1100 livres. — *(Exp. pap.)*

33-41. — 1690, 15 juillet. — Bail par les religieux de l'abbaye de Saint-Calais, représentés ès personnes de dom Hugues Amiot, prieur; dom Charles Bagot, sous-prieur; dom Pierre Brillart; dom Laurent Ruffy; dom André Courcelle et dom Charles Sauvage, cellérier et procureur, fait à Jean de Bréban, sieur de Blincour, et à d[lle] Anne Bigé, sa femme, de la maison et jardin de la Roche, sis au-dessus de l'abbaye, joignant à la terre de Tiron.

1693, 1[er] octobre. — Opposition de Jacques de Méhabert, avocat des directeurs de la Charité de Saint-Calais, faite au greffe de l'abbaye, à l'adjudication des lieux et métairies de la Grande et de la Petite-Roche, à Saint-Calais, saisis à la requête de M[e] Jacques de Renusson, avocat au siège de ladite abbaye, sur M[e] Jacques Pottier, conseiller du roi, acquéreur de demoiselle Claude Bagot, veuve de Germain Cousin, sieur de Mont.

1693, 2 octobre. — Opposition des religieux de l'abbaye, représentés par dom Nicolas Provost, religieux, procureur de ladite abbaye.

1693, 9 octobre. — Opposition de M[e] Christophle Laboreau, sieur de la Corbinière, bourgeois de Vendôme.

1693, 17 octobre. — Opposition de M[re] Pierre Marin, chevalier, seigneur de la Trousserie, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaire de son hôtel, et de dame Anne Aubert, son épouse, non commune en biens avec lui.

1693, 7 décembre. — Requête des heritiers de d[lle] Anne Bigé, à son décès veuve de Jean de Bréban, sieur de Blincourt, décédée le 30 novembre précédent dans la maison nommée la Roche, à Saint-Calais, demandant la levée des scellés et la

reconnaissance d'iceux, et qu'il soit procédé à l'inventaire des meubles et effets de ladite défunte.

1693, 31 décembre. — Opposition de Pierre Thiroux, seigneur de Monfrancour, officier de S. A. le duc d'Orléans.

1694, 2 octobre. — Opposition de Mᵉ Jacques Lecesne, prêtre, chanoine de l'église métropolitaine de Paris.

1694, 2 octobre. — Oppositions des précédents et de Charles de Renusson, sieur de la Richardière, de Mᵉ. . . . . . Lesueur, prêtre, prieur de Sainte-Anne.

(9 pièces pap.).

42. — 1690, 10 novembre. — Aveu à Charles de Lionne de Lessein, conseiller et aumônier du roi, abbé commendataire de l'abbaye de Saint-Calais, et aux religieux de ladite abbaye, à cause de leur moyenne justice de Margerie, par Jacques Le Roux, marchand, demeurant paroisse de Vicq, mari de dˡˡᵉ Magdeleine Marais, héritière de défunt Louis Marais, son frère, qui était héritier de Marie Halgrin, sa mère, lequel avoue, à cause de sadite femme, tenir à foy et hommage simple, au regard du fief et seigneurie de Margerie, son lieu et métairie de la Roche, situé paroisse de Bessé, composé de deux chambres, four, grange, étables, caves en roc, cour, issues, jardin, puits, terres, prés, tout en un tenant, contenant soixante-six arpents ou environ, joignant aux terres de la Rue, de la Goronnière, du moulin de Bessé, et au chemin de Bessé à Lavenay. Item deux arpents de pré au pré du Ranay, en Bessé, sur la rivière. Pour raison de quoi il doit seul, en ladite qualité, un cheval de service et 4 sols de service au jour de la Visitation de Notre-Dame. Présenté le même jour aux assises de la seigneurie de Margerie, tenues audit lieu par René Derré, sʳ de la Cheverie, avocat en parlement, bailli. — *Plus bas est écrit :* « Et depuis ledit sieur Le Roux a payé les deux chevaux de service à lui demandés, dont quitte sans préjudice du surplus du rachapt. Fr. Nicolas Prouost. » — *(Copie pap.)*

43. — 1694, 1ᵉʳ mars. — Saisie féodale de la vieille prison, à Bessé, composée de maison et cour, grange et étable, joignant d'un côté au cimetière de Bessé, une ruelle entre deux, et de l'autre à la rue à aller des halles audit cimetière, ladite saisie faite à la requête des religieux de l'abbaye de Saint-Calais pour avoir paiement de vingt-cinq années d'arrérages de 3 sols 4 deniers de cens. — *(Orig. pap.)*

Article 6.

(49 pièces)

1-28. — 1695. — ASSISES DE L'ABBAYE DE SAINT-CALAIS.

12 février. — Jugement au profit de Mᵉ Pierre Marin, chevalier, seigneur de la Trousserie, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes honoraire de son hôtel, propriétaire du moulin de Crousteau, contre Jean Crosnier, ci-devant meunier dudit moulin par bail à lui passé par ledit sieur de la Trousserie le 28 août 1691.

19 mars. — Jugement dans la cause entre Mᵉ Jean-Pierre Marin, seigneur de Montmarin, héritier en partie de feue dame Catherine Brochard, au jour de son décès femme de Mᵉ Pierre Marin, chevalier, seigneur de la Trousserie; et Jeanne d'Ablancour, fille naturelle d'Amable d'Ablancour et de Jeanne de Lannequin.

18 juin. — Jugement au profit de Mᵉ Nicolas Aubert, notaire, contre Jean Aubert, sieur des Maisonneuves.

6 août. — Jugement entre Mᵉ Jean Vaidye, notaire royal, curateur de Jeanne d'Ablancour, fille mineure naturelle, demanderesse, et messire Pierre Marin, chevalier, seigneur de la Trousserie; ledit jugement déboutant ledit seigneur de la Trousserie de son opposition à la délivrance des deniers appartenant à ladite d'Ablancourt et ordonnant que le greffier délivrera lesdits deniers provenant de la vente de ses meubles.

10 décembre. — Jugement au profit de Mᵉ René de Salmon, prêtre, chanoine de l'église collégiale de Saint-Pierre de Saint-Calais, contre François Hermenault, boucher.

Sans date. — Extrait dans lequel comparaît Mʳᵉ Pierre Marin, chevalier, seigneur de la Trousserie, au sujet du chômage arrivé à un moulin pendant deux semaines, au mois d'octobre 1693, parce que le chemin avait été entraîné et ruiné par les eaux.

(28 pièces pap.)

29. — 1697, 8 juin. — Nomination d'un tuteur aux personnes de dˡˡᵉˢ Marie-Magdelaine, Angelicque, Jeanne, Louise, et Marie-Anne les Angevines, filles mineures de feus Mᵉ Jacques Angevin, avocat à Saint-Calais, et de dˡˡᵉ Marie-Magdelaine Bouchard. — *(Exp. parch.)*

30-35. — 1698. — ASSISES DE L'ABBAYE DE SAINT-CALAIS.

8 novembre. — François David, Mᵉ peintre juré de la ville de

Tours, demandeur, contre Mᵉ Jacques Bouvier, avocat à Saint-Calais, exécuteur du testament de feu Mᵉ François Paitreau, greffier audit siège, défendeur. Les religieux consentent qu'il soit payé au demandeur 18 livres sur ce qui lui est dû, au cas que les tableaux en question se trouvent en état d'être reçus suivant l'avis de Philippe Cholière, organiste de cette ville.

22 novembre. — Réception de Simon Le Tourneur à l'office de sergent de l'abbaye, selon les provisions à lui octroyées par Charles de Lionne de Lesseins, abbé de Saint-Calais, le 14 novembre 1695.

29 novembre. — Cause entre Mᵉ Hiérosme Jousseaume, prêtre, curé de Rahay, et Jean Bordeau.

(6 pièces pap.)

36. — XVIIIᵉ siècle. — Lettre non datée, adressée au R. P. procureur et cellérier de l'abbaye de Saint-Calais, par M. Laguellée, curé de Conflans, dans laquelle il se défend d'avoir eu la volonté d'intenter un procès au sujet de son gros de grains et de vin, dont il lui est redevable en sa qualité de curé de Conflans. — *(Orig. pap.)*

37. — 1706, 7 avril. — Vente de la moitié indivise d'une maison sise rue du Gautret, à Saint-Calais, relevant censivement de l'abbaye. — *(Exp. pap.)*

38. — 1706, 14 avril. — Procuration de dˡˡᵉ Catherine Le Sueur, veuve de feu François Bigot, écuyer, sieur de Pontbodin, l'un des anciens gardes du corps du roi, demeurant à Saint-Calais, à maître François Bigot, prêtre de l'Oratoire, son fils, demeurant à la maison de l'Oratoire de la ville de Tours, pour terminer à l'amiable son procès avec les religieux de l'abbaye de Saint-Calais au sujet de la réversion d'une portion de pré appelé la Corvée, sis paroisse de Rahay, et recevoir d'eux, devant l'intendant de la généralité de Tours, le remboursement du principal de l'aliénation. — *(Orig. pap.)*

39. — 1708, 22 mars. — Bail par les religieux de l'abbaye de Saint-Calais représentés par dom Nazaire Chamereau, prieur, d'une pièce de terre appelée les Forz, étant en briolage, sise paroisse de Montaillé, dont jouit le fermier du lieu du Chemin dépendant de ladite abbaye. — *(Exp. pap.)*

40. — 1710, 3 mars. — Saisie des meubles du fermier de la

métairie du Chemin, à Montaillé, dépendant de la mense conventuelle de l'abbaye de Saint-Calais, à la requête des religieux. — *(Orig. pap.)*

41. — 1711, 1er août. — Procuration donnée par les religieux bénédictins de Saint-Calais, ès personnes de R. P. dom Denys Nageon, prieur, dom Bertrand Gaubert, sous-prieur, dom Louis Brunet, dom Claude Fontaine, dom Pierre Lavaud, dom Nicolas Lambert, dom Didier Bouvier, frère Claude Thévenot, frère Jerosme Percher, frère Louis Leseigneur, frère Prosper Bleré *(ou* Blené) et frère Jean-Edme Pecard, capitulairement assemblés, au R. P. dom Edme Liger, l'un d'eux, cellérier et procureur de l'abbaye, sur ce que, par contrat attesté de Thomas Tironneau le 22 mai dernier, Jeanne d'Ablancourt, fille majeure, leur a cédé et transporté le logis et domaine de la Croix, à Marolles, pour raison de quoi ils ont des contestations avec messire Jean-Charles Clément, abbé commendataire de Saint-Calais, étant aux droits des enfants de feu messire Pierre Marin, chevalier, seigneur de la Trousserie, et de dame Anne-Angélique Aubert, son épouse en second mariage; ladite procuration à l'effet par ledit procureur de se transporter à Paris, afin d'accorder desdits différends avec mondit seigneur l'abbé. — *(Exp. pap.)*

42. — 1720, 17 septembre. — Reçu des ventes d'un contrat payées à dom Michel Aubri, procureur de l'abbaye de Saint-Calais, les assises tenues par Jacques de Mehabert, bailli. — *(Orig. pap.)*

43. — 1729, 17 janvier. — Lettre de M. Bougard, curé de Saint-Mars-de-Locquenay, au R. P. procureur de l'abbaye de Saint-Calais, l'informant qu'il lui envoie 50 livres pour achever la rente échue à Noël 1727. — *(Orig. pap.)*

44. — 1731, 23 avril. — Procès-verbal entre Mre Nicolas de Vichy de Chamron, abbé commendataire de l'abbaye de Saint-Calais, et François-Charles de Montiers de Mereinville, évêque de Chartres, ancien abbé de Saint-Calais, concernant les réparations à faire sur les bâtiments de ladite abbaye, estimées, par les commissaires généraux commis à la discussion des biens de la succession de Mre Charles Clément, du 17 août 1728, à la somme de 19.326 livres 15 sols. Fait en la grande salle de l'abbaye, en présence de Pierre-Louis Charbonnier, bourgeois, et

de Mᵉ Jean-Auguste Arnoul, prêtre, demeurant à Saint-Calais. — *(Orig. pap.)*

45. — 1731, 3 juillet. — Bail à rente foncière d'une maison située à Saint-Calais, sur la place de l'Église Notre-Dame, en face du grand-portail, par noble homme Charles Le Peletier de Feumusson et dame Marie Hardouineau, son épouse; tenue ladite maison censivement du fief de l'abbaye. — *(Exp. pap.)*

46. — 1731, 19 juillet. — Bail fait par les religieux de l'abbaye de Saint-Calais ès personnes de R. P. dom Zacharie Bouquin, prêtre, prieur, dom Jean-François Grape, sous-prieur, dom Pierre Mercier, dom Gilles Dumans, dom François Reynaldy, dom Charles-François Le Moyne de la Chaussée, cellérier, procureur, dom Pierre La Motte, dom Gérard Peltier, dom Henry Bernardin, dom Jacques Vaudrey, frère Claude Dumarais, frère Guillaume Delor, frère Jean Patry, frère Auguste Chernel, frère Pierre-Jacques de Launay, frère Pierre-Cœzard Le Pain, tous religieux profès, à René Le Roux, laboureur, et Marie Savatier, sa femme, de la métairie de Tiron, située audevant de ladite abbaye, dépendant de la mense conventuelle. — *(Exp. pap.)*

47. — 1732, 5 août. — Inventaire des meubles et effets de Renée Hérode, veuve de François Valin, meunier, demeurant au moulin de la Ville, à Saint-Calais, ledit moulin appartenant à l'abbaye. Parmi les dettes passives est mentionnée une somme de 290 livres d'arrérages de la ferme dudit moulin échus à la Toussaint dernière. — *(Exp. pap.)*

48. — 1734, 2 novembre. — Bail de la métairie de l'Hermitière, à Montaillé, dépendant de l'office de chambrier de l'abbaye de Saint-Calais, par les religieux, ès personnes de dom Joseph-François-Xavier Jantot, prieur, dom Claude-Antoine Guadriot, sous-prieur, dom Charles-François Le Moine de la Chaussée, procureur, tous prêtres profès. — *(Exp. parch.)*

49. — 1735, 14 mai. — Amortissement d'une rente foncière de 7 livres 10 sols, au capital de 150 livres, sur une maison sise Saint-Calais, faubourg du Cœur-d'Oison, fait par Jacques Bréteau à messire Gabriel Millet, écuyer, sieur de Chanvalon, demeurant en sa terre de la Roussetière, paroisse de Cogners. — *(Exp. pap.)*

Article 7.

(50 pièces.)

1. — 1736, 20 avril. — Bail à ferme pour six ou neuf ans fait par Me Jacques Matelin, prêtre, curé de Chanron, fondé de procuration de Mre Nicolas de Vichy-Chamron, abbé commendataire de l'abbaye de Saint-Calais, au sieur Jacques [de] Torquat de la Coulerie, bourgeois, et dlle Françoise Gouget de la Gennetière, son épouse, demeurant paroisse de la Chapelle-Huon, du château de la Croix, à Marolles, composé de bâtiments, cuisine, écuries, remises, jardin, vignes, cour et fosses, à la réserve de deux chambres et du droit de mettre des chevaux dans les écuries au choix de M. l'abbé au cas où il viendrait sur les lieux; ledit bail pour la somme de 40 livres de ferme par an. — *(Exp. pap.)*

2. — 1739, 8 octobre. — Lettre signée « Fr. Trablaine, R. B. », adressée « au révérend père dom Vaudrey, procureur de l'abbaye de Saint-Calais, Vendômois. A. St Calais. » — *(Orig. pap.)*

3. — 1744, 5 octobre. — Vente de dix-sept chaînées un tiers de terre labourable au champ des Parcs, à Bessé, sur le chemin de Montcimier à Vancé, relevant censivement du fief de Margerie, ladite vente pour la somme de 14 livres. — *(Exp. pap.)*

4. — 1745. — Livre pour prendre les joignants et aboutissants et la contenance de toutes les terres dépendantes de l'abbaye de Saint-Calais.

Énumération et description détaillée des fermes et terres de l'abbaye, savoir : Tiron, la Borde-Brisset, la Moncharière, la Houaslerie, la Chasselouvière, Vilcoq, les Grandes-Blotteries, les terres de la Choubarderie, la Leverie, la Borde-Bataille, les terres de Bréviande, la Michelière, à Saint-Calais; le Chemin, les Grandes-Brières, la Coefferie, Moque-Souris, à Montaillé; le moulin Lizé, à Saint-Calais; la Denonnière, la Buroche, autrement la Borde-des-Bois, la Cailletière, à Marolles; la Guimandière, à Bouloire; la Guizardière, à Bessé; les terres des Biards, à Saint-Calais; le Biard, l'Épinay, la Lande, la Benaitrie, Nicorbin, à Montaillé; la Cherre, à Conflans; la Guibray, dîme à Conflans; le moulin Baron, les terres de Petras, un pré à

Saint-Calais; le moulin Jalais, à Saint-Gervais; les Grandes-Brières, le champ du Perray, le moulin du Bas-Rossay, Massuen, la Petite-Mazurerie, à Marolles; les Petites-Barres, la Grande-Barre, les Grandes-Minières, la Cossardière, réunie aux Grandes-Minières, les Bordes, la Petite-Manière, à Saint-Martin de Sargé; Rocheneuve, le Chaillouau, à Conflans.

TERRES DE M. L'ABBÉ DE SAINT-CALAIS :

Fay, à Saint-Calais; la Grande-Jaulnaye, à Montaillé; le pré de Saint-Sébastien, à Saint-Calais; Chaluau, à Saint-Gervais; Monchamp, à Saint-Calais; Mortiers, la Ferrière, la Sausserie, le Haut-Rossé (comprenant le champ de la Chapelle, dans lequel était anciennement une chapelle), à Marolles; le Joncheré, la Grange, à Saint-Martin de Sargé.

(2 cahiers pap. de 86 et 32 pages, cousus ensemble.)

5. — 1745, 20 janvier. — Bail à ferme par dom Paul-Augustin Navault, prieur, dom Edme-Barthélemy Grasset, sous-prieur, et dom Jean-Jacques Vaudrey, cellérier et procureur, tous trois seigneurs de l'abbaye de Saint-Calais, de la métairie de la Grande-Maison, située au bourg de Sainte-Cerotte. — *(Exp. parch.)*

6. — 1745, 24 mars. — Bail emphythéotique pour quatre-vingt-dix-neuf années du bordage de la Borde-Bataille à Saint-Calais, par les religieux de l'abbaye, ès personnes de dom Paul-Augustin Navault, prieur, dom Edme-Barthélemy Grasset, sous-prieur, dom Jean-Jacques Vaudrey, cellérier et procureur, dom Étienne Chambert, dépositaire, dom Jean-Baptiste Le Texier, frère André-René L'homme, frère Pierre-Joseph Dechy, frère Gabriel-Martin Barray, frère Michel Doisteau, frère Nicolas-Joseph Taisse, frère Antoine Desœuvres et frère Edme Michel, au sieur Michel Nail, potier d'étain à Saint-Calais, pour 70 livres de rente. — *(Exp. parch.)*

7. — 1746, 18 juin. — Bail à rente perpétuelle d'une maison sise rue du Bourgneuf, à Saint-Calais, tenue censivement de l'abbaye, fait par le sieur François Soüin, bourgeois de Blois, ladite maison lui appartenant de la succession de dame Anne-Barbe Menard, sa mère, à son décès épouse du sieur Claude-César Soüin de la Tibergerie, son père. — *(Exp. parch.)*

8. — 1747, 19 octobre. — Bail du bordage de l'Hermittière, à Montaillé, par les religieux de l'abbaye de Saint-Calais ès per-

sonnes de dom Paul-Augustin Navault, prieur, dom Edme Barthélemy Grasset, sous-prieur, et dom Jean-Jacques Vaudrey, cellérier et procureur, faisant tant pour eux que pour les autres religieux. — *(Exp. parch.)*

9. — 1750, 10 avril. — Bail emphythéotique pour quatre-vingt-dix-neuf années du lieu de la Cailletière, à Marolles, par les religieux de l'abbaye de Saint-Calais, représentés par dom Paul-Augustin Navault, prieur, dom Edme-Barthélemy Grasset, sous-prieur, dom Jean-Jacques Vaudrey, cellérier et procureur, dom Pierre-Camille Badin, dépositaire, dom Hector Canuf, dom Pierre-Nicolas Masson, frère Hyacinthe Martinon, frère Pierre Savolle, frère Gabriel-Marie Sonnois, frère Georges-François Berthereau, frère Pierre-Benoît Arnault, frère Edme-Étienne Simonneau, frère Camille-Michel Ferroüillet et frère Camille-Marie-Alexandre Ferroüillet, au sieur Jean-Baptiste Bourgeois, chirurgien à Saint-Calais, pour 50 livres de rente. — *(Exp. pap.)*

10. — 1750, 6 décembre. — Lettre signée Froger, adressée de Melleray au R. P. procureur de l'abbaye de Saint-Calais. Il y est question d'une rente sur le prieuré de Melleray, d'une autre rente sur les terres de l'Ortiau, due en partie par Mlle Moussu, et de reconnaissances envers le château de Montmirail (M. de Neuilly, seigneur dudit Montmirail). — *(Orig. parch., scellé.)*

11. — 1750, 18 décembre. — Rapport d'experts de la visite faite sur la métairie de Montchamp, à Saint-Calais, entre le sieur Thomas Legrand, marchand, fermier général du revenu temporel de l'abbaye, et Claude Pelletier, laboureur. — *(Exp. pap.)*

12. — 1751, 6 juin. — Bail du Grand-Tiron, paroisse de Saint-Calais, fait par M. Legrand. — *(Pap.)*

13. — 1752, 18 mai. — Bail du lieu de l'Hermitière, à Montaillé, dépendant de l'office de chambrier de l'abbaye de Saint-Calais, passé par les religieux de ladite abbaye, ès personnes de dom Jean-Baptiste Reynier, prieur, dom Faustin de Peros, sous-prieur, dom Jacques Leferme et dom Jean-Baptiste Le Teixier, tous quatre seigneurs de ladite abbaye, faisant tant pour eux que pour les autres religieux d'icelle. — *(Exp. pap.)*

14. — 1752, 27 septembre. — Extrait des registres des assises de l'ancienne fondation de l'abbaye de Saint-Calais. Procédure dans laquelle il est question du bordage de la Borde-Alais, proche Monchamp, dont les prés relèvent censivement de l'Hôpitau de Cogners, et deux journées de terre de l'abbaye... Par acte du 9 juillet 1748, appert que Mre Nicolas de Vichy Chamron, abbé commendataire de Saint-Calais, a baillé au sieur Thomas Le Grand le revenu temporel de l'abbaye, etc. — *(Pap.)*

15. — 1753, 26 juin. — Assignation contre les fermiers de la métairie du Chemin, à Montaillé, à la requête des religieux de l'abbaye de Saint-Calais, poursuite et diligence de vénérable dom Jean-Baptiste Le Texier, cellérier et procureur. — *(Orig. pap.)*

16. — 1755, 4 mars. — Déclaration d'Étienne Vilhastel, Me chirurgien, et Thérèse Cheminais, sa femme, demeurant à Saint-Calais, à messire Nicolas de Vichy Chamrond, conseiller du roi en ses conseils, trésorier de la Sainte-Chapelle à Paris et abbé commendataire de Saint-Calais, pour un corps de logis appelé autrefois la Grande-Maison (alias des Guerriers), sise à Saint-Calais, joignant sur le devant la Grande-Rue et sur le derrière la rivière d'Anille, tenue censivement de l'abbaye à 4 deniers de cens le jour de l'octave de saint Calais. — Notes de M. Paty concernant ladite maison. — *(Exp. pap.)*

17. — 1756, 26 juin. — Bail par dom Jean-Baptiste Le Texier, prieur, dom François Étrillard, cellérier et procureur, et dom Jacques Le Ferme, dépositaire, tous trois seigneurs de l'abbaye de Saint-Calais, du lieu de la Grande-Maison, près le bourg de Sainte-Cerotte. — *(Exp. parch.)*

18. — 1757, 13 janvier. — Bail du prieuré de Saint-Jean-de-la-Plouse ou Bresteau, paroisse de Lombron, consistant en une petite dîme, terres, prés et pâtures, le gros de Torcé, etc., plus les grosses et menues dîmes de la chapelle de Sainte-Catherine, à prendre sur les domaines du château de Loresse, sur les paroisses de Lombron et Pont-de-Gennes, ledit bail fait par dom François Étrillard, cellérier et procureur de l'abbaye de Saint-Calais, comme procureur de dom François-Xavier Ruffy, prieur titulaire du prieuré de Saint-Jean-de-la-Plouse. — *(Exp. parch.)*

19. — 1762, 11 janvier. — Bail du lieu du Chemin, à Montaillé, dépendant de la mense conventuelle de l'abbaye de Saint-Calais, par les religieux, ès personnes de dom Jean-Baptiste Le Texier, prieur, dom Jacques Deneré, sous-prieur, dom Jacques Leferme, dépositaire, dom Louis Poisson, dom Jean-Baptiste Simonnot et dom Claude-Martin de Gatines. — *(Exp. pap.)*

20. — 1762, 25 septembre. — Ratification par d[lle] Marie-Anne de Robethon, fille majeure, dame de la châtellenie de Theligny, demeurant ordinairement à Paris, rue des Massons, paroisse de Saint-Severin, de présent en la ville d'Authon, du bail hérital et foncier fait par dom Jean-Baptiste Le Texier, prêtre, religieux bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, prieur conventuel de l'abbaye de Saint-Calais, y demeurant, au nom et comme fondé de pouvoir de dom Paul-Augustin Navault, aussi prêtre, religieux bénédictin de ladite congrégation, prieur titulaire du prieuré d'Authon, demeurant en l'abbaye royale de Flavigny, à messire Charles-Jacques de Robethon, chevalier, seigneur de Bethonvillier et autres lieux, conseiller du roi, correcteur ordinaire de sa chambre des comptes à Paris, y demeurant, rue des Maçons, paroisse de Saint-Severin, tant en son nom que se faisant fort de ladite demoiselle de Robethon, sa sœur, d'un terrain sis audit Authon; ledit bail passé devant Tironneau, notaire à Saint-Calais, le 9 du présent mois, pour la somme de 14 livres de rente foncière. — *(Exp. pap.)*

21-22. — 1767, 8 novembre, 1768, 1769, 1770, 8 novembre. — Quatre quittances signées fr. L. Tramblay, procureur de l'abbaye de Saint-Calais, au fermier de la Lindenne. — — *(2 pièces pap.)*

23. — 1652-1767. — Inventaire des baux de la Choubardière, autrefois Borde aux Renouls à Saint-Calais, dépendant de l'infirmerie de l'abbaye.

1537-1765. — Inventaire des baux de terres en Petras, à Saint-Calais, dépendant de ladite infirmerie.

1568-1758. — Inventaire des baux de la Chasselouvière, à Saint-Calais, dépendant du sacristain de l'abbaye.

(3 feuillets papier, numérotés 10, 11, 39, détachés d'un cahier.)

24. — 1770, 21 avril. — Vente d'une boisselée et demie de terre située aux Grands-Champs du Chesne, à Bessé, sur le

chemin de la Chapelle-Gaugain, relevant censivement du fief de Margerie. — *(Exp. pap.)*

25. — 1771, 21 mars. — Bail pour neuf ans du lieu du Grand-Tiron, pour 250 livres de ferme, dépendant de la mense abbatiale, par les religieux de l'abbaye de Saint-Calais. — *(Pap.)*

26. — 1772, 12 janvier. — Vente de vingt-cinq chaînées de terre situées au champ au Lou près le Cassereau, paroisse de Bessé, relevant censivement du fief de Margerie, et d'une boisselée de terre au champ de la Croix, au-dessous de la Haugaise, relevant censivement du fief de la Haugaise. Signé à la minute : Leroux de la Roche, etc. — *(Exp. pap.)*

27. — 1772, 17 mars. — Transaction entre dom Laurent Tremblay, procureur de l'abbaye de Saint-Calais, au nom et comme fondé de pouvoir de dom François-Xavier Ruffy, prêtre, religieux bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, prieur titulaire du prieuré de Saint-Jean-de-la-Pelouze, autrefois Bresteau, paroisse de Lombron, dépendant de ladite abbaye, suivant sa procuration passée devant Vaudelle, notaire à Tonnerre, le 23 janvier 1769, d'une part, et maître François Le Maréchal, prêtre, curé de Lombron, doyen rural de Montfort, demeurant audit Lombron, d'autre part, par laquelle, après communication d'un acte du 31 octobre 1712, portant que Me Jean Langoisseux, lors curé de Lombron, reconnut que son bénéfice était chargé vers ledit prieuré d'une rente de 5 livres et d'un gros de quarante-huit boisseaux de seigle, et qu'il prit à bail tous les revenus dudit prieuré, dont ladite rente, ledit gros et celui dû par le titulaire du prieuré de Torcé audit prieuré de la Pelouze faisaient partie, ledit sieur Lemaréchal promet payer désormais audit Ruffy ladite rente et les arrérages; ladite transaction suivie de la description minutieuse des endroits sur lesquels les parties ont le droit de dîmer, entre autres raisons, pour ledit prieur, à cause de la chapelle de Sainte-Catherine-de-Lauresse, dont la dîme a été donnée audit prieuré de la Pelouze par les anciens seigneurs de Lauresse, à la charge de trois messes par semaine à ladite chapelle. — *(Exp. parch.)*

28. — 1773, 30 janvier. — Contrat par lequel dlle Renée Cousin de la Sillardière, fille majeure, demeurant à Saint-Calais, vend à Germain Fougeray, meunier au moulin de Riverelles, à Saint-Gervais-de-Vic, le lieu de la Sillardière à Mon-

taillé, tenu censivement de l'abbaye de Saint-Calais sous le devoir de 100 sols 3 deniers de cens et rentes; ladite vente pour le prix de 1502 livres de principal et pot-de-vin. — Reçu des ventes du contrat, montant à 100 livres, par Tironneau, procureur fiscal de l'abbaye, en date du 1er septembre 1774. — *(Exp. pap.)*

29. — 1776, 21 mai. — Reconnaissance de rente perpétuelle faite au profit de Me François Soüin, avocat en parlement, conseiller du roi et de Monsieur, frère du roi, et lieutenant de la maîtrise des eaux et forêts de Vendôme, pàys haut et bas Vendômois, demeurant à Vendôme, paroisse de la Madeleine, conformément au contrat du 18 juin 1746. — *(Orig. parch.)*

30. — 1777, 6 février. — Visite des haies du lieu de la Grange, situé paroisse Saint-Martin de Sargé, dépendant de l'abbaye de Saint-Calais, en présence de dom Mathieu Barrot, procureur et cellérier. — *(Orig. pap.)*

31. — 1778, 16 avril. — Acte par lequel maître Joseph Pichonneau, prêtre, curé de Vancé, confesse devoir annuellement aux religieux de l'abbaye de Saint-Calais un gros de huit boisseaux de froment et seize boisseaux de méteil, etc., réunis à la mense conventuelle à cause de l'office de sacriste, en raison de la rétrocession annuellement faite aux prédécesseurs dudit curé des parts et portions que les religieux et sacristain avaient en ladite paroisse; ladite reconnaissance acceptée par lesdits religieux, représentés ès personnes de dom Pierre Prudhomme de la Boussinière, prieur, Mathieu Barrot, cellérier et procureur, Pierre-Camille Badin, senieur, Camille Ferrouillat et Charles Martellière. — *(Exp. parch.)*

32. — 1779, 10 novembre. — Bail de la métairie du Grand-Tiron, à Saint-Calais, par les bénédictins de l'abbaye, ès personnes de dom Pierre-Camille Badin, prieur, dom Jean-Jacques Flosceau, cellérier et procureur, dom Pierre Prudhomme de la Boussinière, dom Charles Martellière, dom Camille Ferouillat, dom Michel Couteau et dom Pierre Latour, lesdits religieux comme étant au lieu et place de messire Nicolas de Vichy de Chamron, conseiller du roi en ses conseils, trésorier de la Sainte-Chapelle à Paris, abbé commendataire de Saint-Calais, par acte du 12 mars 1768. — *(Exp. pap.)*

33. — 1780, 12 mars. — Bail du lieu du Chemin, à Montaillé, dépendant de la mense conventuelle de l'abbaye de Saint-Calais, par les religieux, ès personnes de dom Pierre-Camille Badin, prieur, dom Pierre Prudhomme de la Boussinière, senieur, dom Jean-Jacques Flosceau, cellérier et procureur, dom Charles Martellière et dom Pierre Latour. — *(Exp. pap.)*

34. — 1780, 24 septembre. — Adjudication de huit chaînées de terre sises au lieu du Chêne, à Bessé, relevant de Margerie, et chargées de rentes envers monsieur Massuë, comme seigneur de la Chapelle-Gaugain. — *(Exp. pap.)*

35. — 1780, 19 novembre. — Adjudication de trois chaînées de terre dans lesquelles il y a plusieurs caves, situées à la Barillerie, paroisse de Bessé, sur le chemin de la Barillerie à Margerie, relevant censivement de Margerie. — *(Exp. pap.)*

36. — 1780, 3 décembre. — Visite des haies du lieu de Fayë, à Saint-Calais, dépendant de la mense abbatiale de l'abbaye. — *(Exp. parch.)*

37. — 1782, 14 mars. — Vente de huit chaînées de terre situées dans les Cormiers, paroisse de Bessé, sur le chemin de la Barillerie à la prée de Margerie, relevant censivement du fief de l'abbaye de Saint-Calais; ladite vente pour 72 livres 12 sols. — *(Exp. pap.)*

38. — 1782, 7 avril. — Bail du moulin Jalais, à Saint-Gervais-de-Vic, dépendant de la mense conventuelle de l'abbaye de Saint-Calais, par les religieux, ès personnes de dom Pierre-Camille Badin, prieur, dom Guillaume Pradon, sous-prieur dom Jean-Jacques Flosseau, cellérier et procureur, dom Camille Ferouillat, dom Pierre-Félix Tasset et dom Pierre Latour. — *(Exp. parch.)*

39. — 1782, 7 octobre. — Bail du moulin Ars, à Saint-Calais, dépendant de la mense conventuelle de l'abbaye, et du pré Philippin, à Conflans, dépendant du petit couvent de ladite abbaye, par les religieux, ès personnes de dom Pierre-Camille Badin, prieur, dom Guillaume Pradon, sous-prieur, dom Jean-Jacques Flosceau, cellérier et procureur, dom Pierre Tasset et dom Adrien Bricard. — *(Exp. parch.)*

40. — 1782, 10 novembre. — Échange de six chaînées de chenevril situées au grand chenevril de Livonnière, paroisse de Bessé, joignant au chemin de Bessé à Lavenay et aux terres de Margerie, relevant censivement du fief de l'abbaye de Saint-Calais, contre vingt chaînées d'aunay situées aux aunays de la Grande-Voie, paroisse de Sougé, relevant censivement du fief de la baronnie de Bouloire. — *(Exp. pap.)*

41. — 1783, 19 janvier. — Échange de six chaînées de terre situées au grand chenevril de Livonière, paroisse de Bessé, relevant censivement de Margerie, contre six chaînées de pré guaisnable situées dans les Meneaux, paroisse de Sougé, relevant censivement du fief et château de la Chapelle-Gaugain. — *(Exp. pap.)*

42. — 1783, 24 mars. — Vente d'héritages sis au lieu de la Petite-Grange, relevant des Mésangères; d'un pré à Marcé, au fief de Marcé; d'une maison à Vaumonçais, au fief des Mésangères; et d'une maison, rue du Gautret, à Saint-Calais relevant de l'abbaye. — *(Extrait parch.)*

43. — 1783, 5 mai. — Quittance pour visite des haies du lieu des Bordes, sis paroisse Saint-Martin de Sargé, donnée à dom Jean-Jacques Flosseau, prêtre, religieux bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, procureur et cellérier de l'abbaye de Saint-Calais. — *(Exp. pap.)*

44. — 1785, 19 février. — Contrat par lequel Michel Huet, hôte, vend à Michel Rateau, perruquier, une maison sise Grande-Rue, à Saint-Calais, dans la censive de l'abbaye et chargée de 15 livres de rente foncière envers la prieure du couvent de Saint-Denis de Saint-Calais; ladite vente pour 1700 livres. — *(Exp. pap.)*

45. — 1787, 25 novembre. — Contrat de vente du lieu et bordage de Tempain, situé paroisse de Coudrecieux, tenu censivement de l'abbaye de Saint-Calais; ladite vente pour le prix de 900 livres, plus 72 livres de pot-de-vin. — *(Grosse parch.)*

46. — 1788, 3 février. — Contrat de vente du lieu et bordage de la Malhauderie avec le bois taillis qui en dépend, situé paroisse d'Écorpain, relevant censivement de l'abbaye de Saint-Calais sous le devoir de 3 livres de cens ou rente à la Tous-

saint; ladite vente moyennant la somme de 788 livres. — *(Exp. parch.)*

47. — 1788, 3 mars. — Remise d'adjudication du bordage de Penard, à Rahay, relevant des fiefs et seigneuries de l'abbaye de Saint-Calais pour la plus grande partie, et pour le surplus de ceux de Coulonges et de Baillou. — *(Exp. pap.)*

48. — 1788, 30 mars. — Vente de vingt-six chaînées de pré sis à Launay, paroisse de la Chapelle-Gaugain, joignant les dépendances de la cure de la Chapelle-Gaugain et relevant censivement du fief de l'abbaye de Saint-Calais; ladite vente moyennant la somme de 126 livres. — *(Exp. pap.)*

49-50. — 1788, 19 décembre. — Vente publique des meubles et effets mobiliers dépendant de la succession de Sébastien Servin, décédé au lieu des Burons, paroisse des Loges, relevant de l'abbaye de Saint-Calais. — *(2 pièces pap.)*

ABBAYE DE NOTRE-DAME D'ÉVRON

Article 8.

(4 pièces.)

1. — 1212. — ACCORD ENTRE RAOUL, VICOMTE DE BEAUMONT, ET LES MOINES DE SAINTE-MARIE D'ÉVRON AU SUJET DE CERTAINS DROITS. — Omnibus ad quos presens scriptum pervenerit, Radulphus, vicecomes Bellimontis, salutem. Noverit universitas vestra quod, cum diu contencio verteretur inter me et antecessores meos, ex una parte, et abbates et monacos Beate Marie de Ebronio, ex altera, super quodam prandio quod ab eis exigebamus feodale in domo ipsorum de Torce annuatim et super omnibus nemoribus Sancte Marie inter alveum Arve et nemora de Sauge sitis, in quibus monachi aserebant se habere de jure medietatem pasnagii et decimam et medietatem exemplacionum et usum sibi et suis hominibus, et super Huseis, in quibus asserebant habere, de jure, domui sue et hominibus suis de Torce et de Vivariis, omnia necessaria et decimam pasnagii; tandem constituti ego et amici mei et P., tunc temporis

abbas, et monachi Sancte Marie de Ebronio, coram domino Hamelino, tunc temporis Cenomanensi episcopo, et exquisita veritate ab hominibus meis super hinc inde premissis, in hanc pacis formam devenimus : videlicet, quod ego, de consilio jam dicti H[amelini], Cenomanensis episcopi, et amicorum meorum, et hominum meorum, a quibus veritatem didiceram, dictis monachis omnino dimissi prandium quod ab eis in domo de Torceio exigebam, et in dictis nemoribus Sancte Marie eis et hominibus suis omne jus quod in eis reclamabant recognovi et concessi habere, excepto in nemore de Gravella, in quo concessi eis habere usagium suum in omnibus infra abbaciam, exceptis vineis, furnis et molendinis, et excepto in nemore de Cursu, quod mihi et heredibus meis quietum remansit. Preterea in Husetis capient omnia necessaria domui sue de Torceio, exceptis medietariis, furnis, vineis et molendinis, ad visum videlicet famuli mei ad custodiam nemoris constituti, ita, inquam, si famulus meus ad hoc videndum interesse voluerit; si autem noluerit interesse, jus suum capient in dicto nemore de Husetis monachi sine contradictione; si vero mihi placuerit vendere dictum nemus de Housetis, monachi nec poterunt contradicere nec impedire. Ut hoc autem firmum et inviolabile permaneat dicte abbacie, pro salute anime mee, antecessorum meorum, necnon et Agnetis, uxoris mee, id ipsum volui presenti scripto et sigilli mei testimonio confirmari. Actum est hoc anno Domini millesimo CC° XII°. — (*Orig. parch., sceau perdu.*)

2. — 1321/1322, 8 avril. — CONCORDAT ENTRE LES MOINES D'ÉVRON ET LES RELIGIEUX DE LA CHARTREUSE DU PARC D'ORQUES, RELATIF AUX DROITS DE JUSTICE QU'AVAIENT CES DEUX MONASTÈRES SUR LA VILLE DE SAINT-DENIS-D'ORQUES. — Universis presentes licteras inspecturis, frater Guido, humilis abbas monasterii Beate Marie de Ebronio, totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino. Notum facimus quod, con contencio verteretur inter nos, ex una parte, et religiosos viros priorem et conventum Beate Marie de Parco in Charnia, Cenomanensis dyocesis, Cartusiensis ordinis, ex altera, super hoc quod dictus prior, nomine suo et dicte domus de Parco, dicebat et proponebat contra nos quod olim, urgente necessitate dicte domus de Parco, ad supplicationem bone memorie Gaufridi de Trevis, tunc episcopi Cenomanensis, tradideramus et concesseramus eisdem prioratum et villam de Orquis con possessionibus, terris, vineis et juribus, cum omnibus pertinenciis pertinentibus ad dictum locum, et homines, et

manssionarios dicte ville, et quidquid juris ibi habebamus, cum omni juridicione et districtu, excepta solum alta justicia de qua mors seu menbri mutilacio sequeretur, cum omni emolumento et pertinentibus ad hoc, pro penssione decem octo librarum cenomanensium solvendarum nobis duobus terminis, prout hec omnia plenius continentur in quibusdam licteris seu transcripto sigillatis sigillis nostris [cum] sigillo dicti episcopi; et quod nos per gentes seu allocatos nostros contra tenorem dicte lictere et in prejudicium tradicionis sibi facte multa expletamenta juridictionis feceramus et fieri procuraveramus per nos vel per alium aliosve in homines et manssionarios dicte ville et in articulis pertinentibus ad juridictionem quam sibi concesseramus in dicta tradicione, et quod plures emendas levaveramus ut supra a dictis hominibus et manssionariis in casu juridictionis competentis dictis religiosis de Cartusia virtute dicte tradicionis; nobis similiter dicentibus et proponentibus quod dicti religiosi de Cartusia per se et per alium aliosve, in casu juridictionis nobis reservate et ejus pertinentiis, prout continetur in quibusdam licteris quas concessimus dudum eisdem religiosis de Cartusia super dicta tradicione, explectaverant injuste juridictionem sibi non competentem in aliquos de dictis hominibus et manssionariis et levaverant emendas et habuerant de bonis eorumdem. Tandem cum hinc inde, cum super premissis et pluribus aliis articulis hinc inde propositis et super quadam inhibicione quam dicti religiosi de Cartusia fecerant nobis fieri, atercatum fuisset inter nos et dictos religiosos de Cartusia, de consilio virorum prudentum accordatum fuit et est inter nos et dictum priorem, nomine suo et dicti conventus, quod, non obstantibus quibuscumque explectamentis jurisdictionis cujuscumque factis hinc et inde, tam ex parte nostra, quam nomine nostro seu cujuscumque officialis monasterii nostri, quam ex parte dictorum religiosorum de Cartusia, seu alterius nomine eorum in homines et manssionarios dicte ville seu quocumque modo, racione eorumdem, temporibus preteritis a data licterarum predictarum usque nunc, lictere facte super dicta tradicione, tam pro nobis, quam pro dictis religiosis de Cartusia, remaneant in sua virtute et a nobis et ab ipsis religiosis a modo bona fide teneantur, et quod explectamenta juridictionis cujuscumque si qua facta fuerunt tempore preterito ex parte nostra in aliquos de hominibus et manssionariis predictis in prejudicium dictorum religiosorum de Cartusia et tradicionis sibi facte a nobis, et si qua facta fuerunt ex parte dictorum religiosorum de Cartusia contra nos in hiis que ad nos pertinebant seu pertinent, pro nullis

hinc et inde habeantur et habentur; hoc tamen reservato et acto inter nos et ipsos, de consensu nostro et ipsius prioris, quod si aliquas amendas nos vel aliqui de officialibus nostris levaverimus seu aliquid habuerimus ab aliquibus de hominibus et manssionariis predictis in casu juridictiónis competentis dictis religiosis de Parco, virtute tradicionis predicte sibi facte a nobis, illud tenebimur restituere ac eciam resarcire eisdem, et similiter versavice, si ipsi religiosi de Parco aliquas emendas levaverint seu aliquid habuerint in casu juridictionis nobis reservate et retente a dictis hominibus et manssionariis, illud tenebuntur nobis restituere et resarcire. Verumptamen insuper actum est inter nos et ipsos quod si aliquo casu contingeret aliquos de de dictis hominibus et manssionariis ad judicium evocari in assisiis Cenomanensibus, et absentibus seu ignorantibus dictis religiosis de Parco seu eorum procuratore, contingeret nobis reddi curiam seu procuratori nostro de dictis hominibus et manssionariis, et curia nobis reddita a superiore nostro contingeret dictos homines litigare coram nobis seu poni ad racionem coram nobis, non in casu nobis reservato, sed in casu juridictionis competentis eisdem, virtute tradicionis sibi facte, et ipsi religiosi requirerent curiam a nobis de dictis hominibus et manssionariis per se vel per alium sufficienter instructum ante sentenciam diffinitivam, non obstante quocumque processu, tenebimur dictam curiam reddere et dictos homines remictere eisdem in eodem statu processuros; hoc tamen excepto quod si casus contingeret in quo recordacio curie esset facienda, illa causa remaneret coram nobis donec illa recordacio esset facta et judicatum super hoc quod deberet, et hoc facto curia cum emenda dicte recordacionis et cause principalis tenebimur reddere eisdem, et hoc acto, dicta inhibicio haberet pro nulla. Item ínsuper actum est quod nos simplici adjornacione dictos homines et manssionarios seu aliquem eorumdem ad respondendum nobis, nobis non poterimus adjornare nisi in casibus nobis reservatis et pertinentibus ad hoc; et si contingat quod unus alium faciat adjornare coram nobis tanquam coram superiore, curiam de dictis hominibus tenebimur reddere eisdem sufficienter requisiti, prout superius est expressum. Item accordatum est inter nos quod cotidie seu ex aricto pro lubito voluntatis non poterimus seu aliquis de servientibus nostris non poterit imponere hominibus seu manssionariis de Orquis seu aliquibus eorumdem, quod ipsi fecerint homicidium seu receptaverint latrones vel fures scienter, seu casum comiserint nobis reservatum, et propter hoc dictos homines seu aliquem eorum

sic se purgare coram nobis apud Œbronium nisi semel in anno, vel fama publica laboraret contra aliquem eorum quod talia comississet, nec poterit aliquis de servientibus nostris justiciare vel juridictionem exercere in dictos homines in casu nobis reservato nisi ille solus quem sibi in villa de Orquis adtornaverimus secundum punctum lictere quam sibi super hec concessimus olim, nisi, casu speciale emergente, servientem nostrum de Œbronio deputatum a nobis ad justiciandum duceremus ibi mictendum loco alterius adtornati. Item accordatum est inter nos et ipsos religiosos de Parco, quod si contingeret aliquo casu aliquem de hominibus feodi de Orquis se clamare de dictis religiosis de Parco de injusticia facta seu propter aliquod gravamen quod inferrent eidem, ad alium judicem recurrere dictus conquerens de ordinacione hujus composicionis super dicta injusticia seu gravamine habebit, seu poterit recurrere ad nos tanquam ad superiores in juridictione, hoc tamen acto et reservato de consensu nostro, quod si contingat procuratorem dictorum religiosorum de Parco seu ipsos religiosos subcunbere in tali causa in curiam nostram, nos aliquid levare seu habere ab ipsis religiosis de Parco non poterimus pro emenda nisi solum modo unam simplicem legem usque ad viginti solidos turonensium vel infra ; item si contingat aliquem de dictis hominibus de Orquis se clamare in tali casu in curia domini comitis Cenomanensis de ipsis religiosis de Parco curiam poterimus retrahere et cognoscere de causa prout superius est expressum, sine contradictione procuratoris eorumdem in forma predicta. Et ad hec omnia premissa et singula tenenda et firmiter observanda obligavimus et adhuc obligamus dictis religiosis de Parco nos et successores nostros et omnia bona monasterii nostri predicti, presencia et futura. In cujus rei testimonium dictis religiosis de Parco dedimus presentes licteras sigillis nostris sigillatis et concessimus eisdem religiosis quod sigillum domini P., dei gratia Cenomanensis episcopi, hiis presentibus licteris ad majorem confirmacionem premissorum omnium et singulorum apponatur in testimonium veritatis. Actum et datum die jovis post Ramos palmarum, in nostro capitulo generali, anno Domini millesimo CCC° vicesimo primo. — *(Orig. parch., sceaux perdus.)*

8. — 1585, 24 juillet. — Offre de foy et hommage simple à l'abbé et baron d'Évron, absent, par dame Barbe Daulmiers, veuve de messire Robert des Rotours, vivant chevalier de l'ordre du roi, seigneur du Couldray et du lieu du Chahain, au

nom et comme bail et garde noble de ses enfants mineurs, pour raison dudit lieu de Chahain, situé paroisse de la Bazouge-de-Chemeré, en tant qu'il en est tenu dudit sieur d'Évron à cause dudit fief d'Évron, fiefs de la terre Saint-Marie ou autres en dépendant. Présents : Me Nicolas Barbes, sr de Chantelou, demeurant à Évron. — *(Orig. pap.)*

4. — 1701. — Acte signé : Berryer, par lequel, « veu le Bref en forme d'Indult accordé par notre Saint Père le Pape Clément onziesme, du 1er mars 1701, à Mre Jean d'Estrées, abbé commendataire de l'abbaye d'Évron. . . . . . portant pouvoir et faculté audit d'Estrées de conférer par luy et ses vicaires librement et licitement les prieurez et tous autres bénéfices dépendans de ladite abbaye, mesme les conventuels situéz en pays d'obediance, soit par continuation de commende, soit de titre en commende, à la réserve seullement des prieurez conventuels électifs et des offices claustraux, et ce pendant cinq années aux clauses et conditions contenues audit Bref; les lettres d'attache sur ledit Bref données à Versailles le 13e jour d'avril audit an 1701. . . . . . la Requeste presentée au Conseil par ledit d'Estrées aux fins qu'il soit ordonné que ledit Bref d'Indult et lettres soient enregistrées au greffe du Conseil pour estre executtées selon leur forme et teneur, » le signataire déclare ne pas s'opposer à l'enregistrement de ces pièces ès registres du Conseil. — *(Orig. pap.)*

ABBAYE DE SAINT-LAURENT DU GUÉ-DE-LAUNAI

Article 9.

(7 pièces.)

1. — 1325, 13 mai. — Bail de deux arpents de terre, fait par Jehan de Flandres, seigneur de Mondoubleau aux religieux du Gué-de-Launay. — Sachent touz présenz et avenir que Grégoire Fourssi de Susonne, receveour de Mondoubleau, ay baillié, ou nom de très puissant et redouté segnour, monseignour Jehan de Flandres, segnour de Merle et de Mondoubleau, et pour son profit et encores baille et livre, par cest présent escript, à heritage à tourjourzmès, à religieux

hommes l'abbé et le couvent dou Gué de Launey une pièce de bois et de haies, o l'estinz et o les apartenances, contenanz dous arpenz ou environ, sises entre le chemin si comme l'en vet de Mondoubleau à Souday, d'une part, et les terres de la Foirepinière, d'autre part, et les hais que nous avon bailliées a Simon de Nulli, d'autre, ... pour vint souz monnoie courante pour tournois de annuel et perpetuel rente, renduz et paiez a tourjourzmès des ores en avant chacun an au jour de Noël au châtel de Mondoubleau, desdiz religious ou de ceux qui aront leur cause quite et delivre à monsseignour dessus dit ou à ses heritiers ou à ceux qui aront leur cause, sanz nule autre redevance pour reson desdites chouses baillées, sauve toute justice haute et basse que nous [retenons?] dessus lesdites chouses, avec ladite rente pour monsegnour dessusdit et pour ses hers à tourjourmez. . . . . . En tesmoing de vérité et à ma requeste ge en ay fet saeller ces presentes lettres du seel don l'on use aus causes en la châtellerie de Mondoubleau. Ce fut fet et donné en l'an de grace mil CCC et vint et cinc, le lundi avant la Censsion. — Johan Dousaut. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1330, 26 juin. — QUITTANCE DONNÉE PAR HUGUES, ABBÉ DU GUÉ-DE-LAUNAI, AU COMTE DE BLOIS. — Omnibus hec visuris, frater Hugo, humilis abbas de Vado Alneti, salutem in Domino. Noveritis nos habuisse et recepisse ab illustrissimo principe domino comite Blesis, per manum Stephani Rabeau, sui ballivi Dunensis, decem libras turonensium in moneta curenti, pro termino Nativitatis beati Johannis Baptiste ultimo preterito, que nobis debentur perpetuo annuatim in dicta Nativitate super rebus et redditibus dicti domini comitis in Dunensi; de quibus denariis et arreragiis tenemus nos integre pro pagatis prefatos comitem et ballivum et omnes quibus quitantio debet dari, de eisdem absolventur ettiam et quitantur. In cujus rey testimonium sigillum nostrum duximus presentibus hiis apponi. Datum die martis post dictam Nativitatem, anno Domini M° CCC° XXX°. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

3. — 1684, 19 août. — Bail du domaine du prieuré de Rossay, par dom Nicolas Prévost, religieux bénédictin de l'abbaye de Saint-Calais, procureur spécial de dom Julien Raguideau, prieur du prieuré de la Magdelaine de Rossay; ledit bail fait pour 60 livres de ferme par an. — *(Exp. pap.)*

4. — 1689, 6 novembre. — Bail à titre de moitié, par René de Salmon, prêtre, prieur de Grandry, y demeurant, paroisse de Fontaine, à Georges Boureau, laboureur à Vic, du lieu et métairie de Grandry, consistant en maisons manables, granges, étables, cours, jardins, issues, terres, prés et noues. — *(Exp. pap.)*

5. — 1694, 3 août. — Bail, par Mᵉ Julien Richard, conseiller du roi, receveur des décimes au Mans, y demeurant, paroisse Saint-Nicolas, au nom et comme père et tuteur naturel de Mᵉ Michel Richard, prieur du prieuré de Grandry, à Julien Oger, charpentier à Saint-Calais, du domaine du prieuré de Grandry, situé paroisse de Fontaine, consistant en maisons et autres bâtiments, terres, prés, vignes, bois, fief et seigneurie dudit prieuré, avec tous ses revenus, le droit de dîme que ledit prieur est fondé de prendre en ladite paroisse de Fontaine à cause de son prieuré, à l'exception néanmoins de la salle basse qui joint la chapelle, du cabinet qui est à côté et de la haute chambre au-dessus, réservés au bailleur, auquel demeure encore la jouissance facultative du jardin; ledit bail pour la somme de 450 livres de ferme chacun an. — *(Exp. pap,)*

6. — 1736, 5 septembre. — Prise de possession du prieuré simple et régulier de Sainte-Madeleine de Rossay, situé paroisse de Changé, diocèse du Mans, par dom Jean-Baptiste-François Langlois, diacre, religieux profès de l'ordre de Saint-Benoît, congrégation de Saint-Maur, demeurant dans l'abbaye de Notre-Dame de Coulombs, diocèse de Chartres, ledit prieuré vacant par le décès de dom Simon Langelé, dernier titulaire, suivant les provisions accordées audit dom Langlois par notre Saint-Père le Pape le 14 des calendes de mars de l'année 1736; ledit Langlois pourvu en même temps du prieuré simple et régulier de Saint-Blaise de Grandry, diocèse du Mans, vacant par le décès de dom Vincent Thuillier. — *(Exp. pap.)*

7. — 1774, 23 septembre. — Bail du prieuré de Rossé, situé paroisse de Changé, composé d'une maison à cheminée, four au pignon, écuries, toit à porcs, grange, cour, issues, fosse, jardin potager, champs, vignes, clos de la Chapelle, dans lequel est édifiée une chapelle en l'honneur de sainte Madeleine, laquelle menace ruines, turet dans lequel il y a des sapins, le tout dépendant du petit couvent de l'abbaye de Saint-Calais, passé par dom Louis Bodineau, religieux bénédictin, cellérier

de l'abbaye, au nom et comme se portant fort du sieur prieur titulaire dudit prieuré; ledit bail moyennant 110 livres de ferme à la Toussaint. — *(Exp. pap.)*

ABBAYE DE NOTRE-DAME DE LA PELICE

Article 10.

(3 pièces)

1. — 1685, 23 juin. — Déclaration de Jehan Simon, serger à la Ferté-Bernard, à messire Fabiot de Bruslard de Sillery, abbé de Notre-Dame de la Pelice, seigneur des fiefs de ladite abbaye, Villiers, Courboy, etc., pour une maison sise au lieu du Coudray. — *(Orig. parch.)*

2. — 1719, 3 août. — Déclaration de François Godinier et autres à monseigneur messire Alexandre de Pontac, conseiller du roi en tous ses conseils, abbé commendataire de l'abbaye de la Pelisse, à cause de ladite abbaye, pour une rente foncière de 26 livres à eux due par Jacques-Blaise Delaborde, notaire royal à Cherré, comme propriétaire d'une maison et ses appartenances ci-devant appelée le Plat d'Estain, située proche la porte du faubourg Saint-Barthélemy de la Ferté-Bernard. — *(Orig. parch.)*

3. — 1769, 14 décembre. — « Arrest de Nosseigneurs les juges en dernier ressort des eaux et forêts de France au siège général de la Table de Marbre du Palais à Paris, contenant permission d'informer, à la requête de M. le Procureur Général des Eaux et Forêts de France, contre les auteurs des délits et dégradations commis dans les bois de l'abbaye de la Pelice et des environs, du 14 décembre 1769. » *(Quatre pages imprimées :* A Paris, chez P. G. Simon, imprimeur du Parlement, rue de la Harpe, à l'Hercule, 1769).

ABBAYE DE MARMOUTIER

Article 11.

(4 pièces)

1. — 1050 environ. — DONATION FAITE A L'ABBAYE DE MARMOUTIER PAR BÉRENGER LE BOUVIER ET HERBERT DE BRAN, SON FRÈRE, DES ÉGLISES DE L'ÎLE D'YEU ET DE LEURS DROITS. — Religionis universe, cui Xristus est pars hereditatis eterne, volumus ad notitiam venire, duos carnalem juxta nativitatem fratres, studio quidem militari deditos, sed de suarum animarum salute haud mediocriter sollicitos, Berengerium, videlicet cognomento Baoverium, et de Branno Herbertum, ut peccatis eorum propiciari divina miseratio dignaretur, contulisse Beato Martino Majoris Monasterii universas in Oia insula consistentes ecclesias, cum subscriptis rebus ad easdem pertinentibus : sepultura scilicet tota et offerenda ex integro, cum ceteris rebus minutis quas qui altari deserviunt habere videntur. Addiderunt etiam idem fratres huic donationi unam optime terre mansuram circa basilicam Sancti Salvatoris existentem, sed et de annona totius insule decime totius medietatem. Ceterarum vero decimarum, que vulgo nuncupantur minute, Herbertus dimidiam tantum portionem suam, Berengerius autem totam ex integro suam eidem donationi conjungere curavit; tres itaque partes minutarum totius insule minutarum totius insule decimarum in Sancti Martini cum ceteris rebus supradictis sunt collate dominium. Dedit etiam idem Berengerius in usum monachorum in eadem insula propter hanc obedientiam augendam conversaturorum, optime et ab omni consuetudine libere dimidium arpennum vinee, que duobus fere milibus a Branno distans oppido ducit ad Talamontem. Ut autem hujus donationis tenor firmiorem in perpetuum haberet auctoritatem, uterque supradictorum fratrum cartulam hanc propriis manibus firmantes, non solum eam dominos suos, Gualterium dico atque Gauscelinum, de quibus sepedictam insulam illam tenebant, astipulari fecerunt, verum etiam Guillelmo de Talamonte, cui etiam ut hanc donationem annuendo firmaret, unum anulum dedimus aureum, quia ex ejus beneficio insulam illam idem Gualterius atque Gauscelinus tenere videbantur, corroborandam et filiis ejus Guillelmo scilicet atque Pipino sed et Herberto tradiderunt,

necnon et Rannulfo de Riaco et filiis ejus, Rannulfo videlicet, Petro atque Guillelmo; deinde optimatibus regionis illius, sed et quibusdam fidelibus suis, quorum ferme omnium nomina continentur inferius, testificandam exhibuerunt :

S. Gaufredi, vicecomitis; S. Admauris, uxoris ejus; S. Haimerici, filii vicecomitis; S. Savarici, fratris ejus; S. Gaufredi, fratris ejus; S. Radulfi, fratris eorum; S. Guillelmi de Talamonte; S. Guillelmi de Cursone; S. Pipini, filii Guillelmi de Talamonte; S. Herberti, bastardi; S. Gualterii, capitonis; S. Gauscelini; S. Hildegardis, uxoris Gualterii; S. Hersendis, uxoris Gauscelini; S. Berengerii Baoverii; S. Herberti de Branno; S. Idonee, uxoris ejus; S. Tedmari, filii Herberti de Branno; S. Guillelmi, fratris ejus. — *Au verso :* De ecclesiis et aliis rebus Oie Pictavensis. — *(Orig. parch., sans trace de sceau.)*

2. — 1191. — CHARTE DE PAYEN GAROT, ARCHIDIACRE DU MANS, QUI DONNE A L'ABBAYE DE MARMOUTIER DIX MILLE SOUS MANSAIS, SUR LA SOMME DE VINGT-QUATRE MILLE SOUS QUE LUI DEVAIT CETTE ABBAYE. — Noverint presentes et posteri ad quos litere presentes venerint quod ego, Paganus, Cenomanensis archidiaconus, de debito viginti quatuor milium solidorum, quos mihi debebat cenobium Majoris Monasterii in elemosina dedi eis decem milia, si firmiter tenuerunt ordinationem illam quam cum eis composui de donatione de Parchai, facta eidem conventui, sicut continetur in libro pastorali ejusdem capituli et literis sigillo eorumdem signatis. Et ut hoc ratum habeatur, litteras presentes sigilli mei munimine muniri feci. Actum anno Incarnati Verbi M° C° XC° primo. — *Au verso, en écritures du* XIV° *siècle :* De manerio de Parcay. — Quod reddimus P. Garot X. M. solidos. — Donatio X millia solidorum conventui. — Conventus est Parcay. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

3. — 1198. — CHARTE DE THIBAUD, COMTE DE TROYES, QUI RATIFIE LE DON QU'AVAIT FAIT A MARMOUTIER HELVIS DE COULONGES, DE TOUT CE QU'ELLE POSSÉDAIT A COHAN. — Ego, Theobaldus Trecensis, comes palatinus, notum facio presentibus et futuris quod Helvis de Colangis dedit in elemosinam ecclesie Sancti Martini de Majori Monasterio de Turoni, quicquid ipsa habebat apud Coham, et inde ipsam ecclesiam in mea presentia investivit, laudantibus et concedentibus filiis et filiabus suis, scilicet Angorrano et Ludovico et Maria et Petronella. Monachi vero predicte ecclesie, considerata ejus bona intentione, receperunt eam in beneficiis suis et dederunt

ei sexaginta et decem libras. Ego vero hanc elemosinam, cum de feodo meo esset, lauvadi et approbavi. Testibus : Galfrido, marescallo; Galtero, cancellario; Milone de Pruvino; Ellaudo, preposito Castellionis; Girardo Bornico. Quod ut notum permaneat et ratum habeatur, presentibus litteris et sigilli mei muninime confirmavi. Actum anno Domini M° C° nonagesimo octavo. Datum per manum Galterii cancellarii. Nota Petri. — *Au verso :* Confirmatio Theobaldi comitis Trecensis super elemosina data nobis apud Coham[1]. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

4. — Prieuré de Saint-Étienne de Mayenne. — XII° siècle. — Charte de Juhel de Mayenne, qui atteste le don fait par Olivier de Sainte-Maure, prieur de Saint-Étienne de Mayenne, a Pierre de Villeray, Hamelin, son frère, et Rainaud, clerc, son fils, d'une dime en la paroisse de Contest, en échange du repas que son prieuré leur devait donner. — Ego Juhellus[2], dominus Meduane, notum volo fieri omnibus istam cartam imspicientibus quod, cum Petrus de Vilereio et Hamelinus, ejus frater, et Raginaldus, clericus, predicti Petri filius, procurationem suam haberent in domo Sancti Stephani de Meduana, vita comite, et eis procuratio illa ut ante placuerat non placeret, talis pactio facta fuit inter eos et monachos, Oliverio de Sancta Maura, tunc temporis ejusdem domus priore existente. Ipse O[liverius] et monachi dederunt et cuncesserunt eis decimam illam que sita est in parrochia de Constest, usque ad aquam que dicitur Anvore, con cepelereia et omne super annum quod habebant in ecclesia de Constest, tali conditione quod unus quisque eorum trium terciam partem predicte decime habebit, super annum vero Raginaldo clerico immune remanebit. Si vero quiscumque

1. Au verso de cette charte se trouve en outre une longue note du XVII° siècle, ainsi libellée : « Notandum est quod manerium de Cohan competebat camerario Majoris Monasterii et traditum fuit archiepiscopo et ecclesiæ Remensi pro extinctione procurationum quas petebat idem archiepiscopus super prioratibus nostris Majoris Monasterii existentibus in archiepiscopatu et provincia Remensi. Unde in compensatione tenentur iidem priores solvere quotannis in capitulo generali eidem camerario certas pecuniarum summas testantibus certis... litteris. »

2. Il est difficile de dire s'il s'agit de Juhel I de Mayenne, qui vécut de 1120 à 1161, ou de son petit-fils Juhel II, seigneur de Mayenne dès 1184. En tout cas, cette charte ne peut être postérieure à l'année 1203, en laquelle Juhel II unit le prieuré de Saint-Étienne à celui de Fontaine-Géhard.

eorum trium habitum monachi suscipere voluerit, vel viam universe carnis ingressus fuerit, ejus pars ad predictam domum redibit. Hanc vero pactionem Petrus et Hamelinus et Raginaldus, clericus, super sacrosancta tenenda juraverunt; insuper terram illam quam predicte domui in elemosinam pro predicta procuratione dederunt tuendam et conservandam pro posse suo juraverunt dum pactio ista eis tenebitur. Et O[liverius], ejusdem domus tunc temporis prior, et monachi tunc temporis in ipsa domo existentes, loco suo Guillermum Le Poconnier, ejusdem domus famulum, jurare fecerunt. Ut vero pactio ista inconcussa teneatur, ne in aliquo violari possit, ego Juhellus, dominus Meduane, sigilli mei munimine feci premuniri. Testibus istis, de monachis : Guillermo, priore de Place; Roberto, celerario domus Meduane; Bernardo, monacho; Johanne de Valle. De clericis : Ivone, presbitero; Roberto, capellano; Thomas Malesfant; Gaufrido Malus Insfans *(sic)*. De laicis : Guillermo de Harqueneio; Herberto de Logeio; Filipo de Chastelerio; Michaele Rufo; Fulchone Fabro et pluribus aliis. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

PRIEURÉ CONVENTUEL DE SAINT-HIPPOLYTE DE VIVOIN

Article 12.

(5 pièces.)

1. — 1243, 8 mai. — Charte du doyen de Beaumont, datée du vendredi jour de saint Nicolas d'été 1243[1], qui atteste une transaction faite entre les moines de Vivoin et Robert Lointier, au sujet d'une vigne donnée à ce dernier par feu Aline, femme de son père, vigne que les moines disaient leur appartenir en vertu d'une précédente donation faite en leur faveur par Aline.

1. Il est à remarquer que la fête de saint Nicolas tombait, en 1243, un samedi et non un vendredi. La date que nous donnons ne correspond donc pas au jour de cette fête, mais à celui de la vigile.

— *(Orig. parch., sceau perdu.)* — Imprimé, *Cartulaire de Vivoin*, par l'abbé L.-J. Denis, nº XCIV, p. 104.

2. — 1252, avril. — Accord survenu entre Étienne, prieur de Vivoin, et Guillaume, procureur de l'abbaye de Perseigne, relatif à des vignes que cette abbaye possédait à Vivoin, sur lesquelles le prieuré de Vivoin prétendait avoir droit de dîme. — *(Orig. parch., sceau perdu.)* — Imprimé, *Cartulaire de Vivoin*, nº XXXIX, p. 58.

3. — 1261, 30 novembre. — Don fait au prieuré de Vivoin par Gervais Vallart et Julien de Lyce, héritiers de Renaud le Repasse, de trois deniers tournois de rente que ce prieuré était tenu de leur payer chaque année au terme de Saint Gervais d'hiver, sur la terre de Flacé, située paroisse de Teillé. — *(Orig. parch., sceau perdu.)* — Imprimé, *Cartulaire de Vivoin*, nº CVII, p. 112. — Dans le cartulaire, la date de cette charte est exprimée : *anno Domini M° CC° quadragesimo primo*, alors que l'original porte : *anno Domini M° CC° LX^{mo} primo*.

4. — 1284, 2 juin. — ARRANGEMENT FAIT ENTRE L'ABBÉ DE MARMOUTIER, D'UNE PART, ET PAYEN DES PREZ, CHEVALIER, D'AUTRE PART, AU SUJET DE LA MAISON DE LA SAINTE-TRINITÉ DE PAIL, UNIE AU PRIEURÉ DE VIVOIN[1]. — Sachent touz présenz & avenir que, comme contenz fust meu entre religious hommes l'abbé & le couvent de Mermostier de Tours, d'une partie, e monsour Paien des Prez, chevalier, de l'autre partie, sus ce que lesdiz religious disoient que ledit Paien avoit prins bestes & feit prendre en l'usage que lesdiz religious avoient & ont en la forest de Pail, par reison de lour meson de la Sainte Trinité de Pail, apartenant à lour priouré de Vivain, e sus ce que ledit Paien empesçait une bailliée que lesdiz religious avoient feite à monsour Hervé de Prez, chevalier, de ladite meison de la Trinité et des apartenances d'icelle meison, si, comme l'en dit; à la parfin, en nostre présence en dreit establi, ledit monsor Paien requenut et confessa que il, après plusors contenz, dou consail de prodes hommes, avoit feit paiz e acort o lesdiz religious en la manière qui s'enseust. C'est assavoir ledit Paien vieust & otraie que une composition de paiz feite entre

1. Nous avons donné dans le *Cartulaire de Vivoin* (nº 24, p. 232) un texte très défectueux de cette charte, d'après une mauvaise copie que nous avait communiquée M. l'abbé Esnault. L.-J. D.

lui, d'une partie, e ledit monsour Hervé, de l'autre, par reison de ladite meison & de l'usage & des autres apartenances, ne nuise pas, ne ne face nul préjudice ausdiz religious ne à lour successours, e que se il avenoit ou tens avenir en aucune menière que ladite meson o ses dites apartenances revensist ou revertist ausdiz religious ou à lour successours, le dit Paien vieust e otraie que lesdiz religious ou cil qui aura cause de eus, ès dites chouses puissent user de lour dreit e de lour usage en la meinière & segont les condicours que il fesoient & poaient feire avant le tens de la bailliée feite d'eus audit Hervé de ladite meison & des apartenances, e que les esplaiz que ledit Paien ou son comandement ou autre ou nom de lui ou de ses hers ont fet puis le tens de ladite bailliée ou feront desorenavant en ladite meson ou es apartenances la baillée durant, ne nuisent ne ne facent préjudice ausdiz religious ne à lour quemandement, ne ne soient traiz à conséquence ne à essample, ne n'empeschent ne ne puissenz empeschier que lesdiz religious ou leur comandement ne puissent user & espleitier de ladite meson e de l'usage & des autres apartenances en toutes menières, ansi comme il fesoient & poaient feire par devant le tens de la dite bailliée, en la menière & segont les condicions que il est tenu en lestres seellées des saiaux desdiz chevaliers, si comme disoit ledit Paien, sanz ce que lediz Paien ne ses heirs en puissent aler encontre par eus ne par autres, par aucune reison, cessant lores dou tout en tout un marc d'argent de rente que ledit Paien est tenu rendre audit Hervé, par reison de l'usage apartenant à ladite meson en la partie audit Paien, de ladite forest de Pail, lequel usage ledit Hervé a quité & delessé audit Paien, si comme il disoict, pour la dite rente. . . . . . E nous, à la requeste doudit Paien des Prez, chevalier, toutes lesdites chouses ajujon sententiausement à tenir & entérignier e les avon confermées dou saiau de nostre court dou Mans ensemble o le saiau audit chevalier, en tesmoing de vérité. Ce fut fait & donné ou jor de vendresdi emprès Penthecôte, en l'an de grâce mil dous cenz quatre vinz et quatre. — *(Orig. parch., sceaux perdus.)*

5. — 1493, 8 juin. — Jugement rendu par « Raoul Blanchet, licencié es loiz, lieutenant de monsieur le juge ordinaire du Maine », dans un procès pendant entre « les religieux, prieur et couvent de Vivoing, demandeurs, d'une part, et Pierre de Arton, seigneur de Possay, deffendeur, d'autre part ». Les demandeurs « disoient que, à cause de la fondacion, dotacion et ancienne augmentacion de leur monastère, entre autres choses ilz

avoient droit d'avoir et prendre par checun an au terme de Toussains sur la terre et seignerie de Possay cinquante solz tournois de rente, de laquelle ilz avoient eu possession et saisine par les seigneurs et détenteurs d'icelle terre de Possay par tel temps qu'il leur devoit valloir et suffire, et mesmes par ledit deffendeur, qui en icelle rente de cinquante solz avoit esté condampné poyer et continuer ausdits religieux et leurs successeurs par checun an audit terme de Toussains, par sentence sur ce donnée en la cour [du Mans]; et pour ce que ledit deffendeur avoit cessé et fait deffault de poyer ausdits demandeurs l'arreraige desdits cinquante solz tournois d'une année escheue au terme de Toussains de l'an que l'on disoit mil quatre cens quatre vings et six, iceux demandeurs, pour en avoir payement, s'estoient adressez à Jehan Morice,... sergent ou bailliage de Beaumont, et par vertu de leurdite sentence avoient fait commendement audit deffendeur de leur faire paiement desdites cinquante solz tournois, à l'encontre duquel commandement ledit deffendeur avoit donné opposition, pour procéder, en laquelle ledit sergent avoit assigné jour aux parties ». Les demandeurs concluaient au paiement et demandaient que le défendeur fût débouté de son opposition. Pierre d'Arron répondait « qu'il ne vouloit denyer que lesdits religieux n'eussent droit d'avoir ladite rente mais que en l'année précédente, l'année. . . . . mil IIII^c IIII^xx et six, lesdits demandeurs avoient fait prendre une vache audit deffendeur appartenant, laquelle valloit la somme de six livres tournois, et que par ce ledit deffendeur devoit demourer quicte de l'arreraige de ladite rente pour ladite année IIII^c IIII^xx et six ». A quoi les religieux de Vivoin répliquaient que s'ils avaient « fait prendre quelque vache en l'année IIII^xx et cinq, qu'ilz n'en avoient eu que le payement de ladite année, quelque chose que voulsist dire ledit deffendeur ». — La Cour, par jugement donné au Mans, en présence de frère Jehan Le Gaure, procureur des religieux, déboute Pierre d'Arron de son opposition et le condamne aux frais du procès et à payer auxdits religieux la somme de cinquante sols. Signé : Dagues. — Au bas de cet acte est le procès-verbal de la signification du jugement faite le 29 juillet 1493, à la requête des religieux de Vivoin, à maître Jehan Cornilleau, procureur du sieur de Possay. Signé : Beauvoisin. — *(Orig. parch.)*

ABBAYE DE SAINT-JULIEN DE TOURS

Article 13.

(1 pièce)

Prieuré de Javron. — 1312, 15 avril. — Don fait par Fouquet Desloiges, a l'abbaye de Saint-Julien de Tours, du droit d'usage dans ses bois dits Bois-Girart, pour les besoins de leur prieuré de Javron. — Saichent touz présens et avenir, que, en nostre court en droit establi, Fouquet Desloiges, de la parroisse de Villepail, recongneut soy avoir donné et octroyé et encores donne et octroye de sa bonne voulenté, à religieux hommes l'abbé et le couvent de l'abbaye de Saint Jullian de l'Eschalerie de Tours, en pure et en perpétuelle aumosne, en nom et par raison de dounaison entre les vifs non revocable, leur usaige ou boys dudit Fouquet, qui est appellé le boys de terre Girart, pour l'usaige de leur prieuré de Javron, tant pour édifier et faire maisons et autres édifices oudit prieuré et pour les repparacions dudit prieuré et des appartenances et pour chaufaige comme pour les autres necessités de boys audit prieuré et aux appartenances d'icellui, lequel boys est assis en ladite parroisse jouxte la forest de Pail, et en eschait et advint partie de feu Estienne de Saint Lou, jadis son aeul, et partie il en acquist de Guillot Le Venneeur, si comme ledit Fouquet disoit, à avoir, à tenir, coupper, prandre et amener et recevoir desdiz religieux par le prieur dudit prieuré qui pour le temps sera et pour ceulx qui de par luy y seront, ledit usaige oudit prieuré et en ses appartenances perpetuelment et hereditalment desores en avant à en faire toute leur planiaire voulenté à l'usaige des choses dudit prieuré par tiltre de ladite dounaison, ainsi que le prieur ne ses successeurs ne autres de par eulx ne pourront coupper ne faire coupper nulz des arbres chargeans dudit boys, auquel cas se il advenoit, ledit prieur ne ses successeurs ne autres qui ayent cause de lui ne pourroient estre parforcez, senez, ne molestez de faire ne de en payer amande fors que deux solz de tournoys d'amande pour chescun arbre chargeant que il auroient couppé ou fait ainsi coupper tant seulement et plus n'en pourroient demander ne avoir ledit Fouquet ne ses hoirs ne autres ou nom ne par raison de eulx. Et se il advenoit que les gens au prieur dudit lieu et à ses successeurs ou les bouviers ou charretiers, qui de par eulx vyoient

ou seroient alez querre le boys à l'usaige dessusdit ou passent ou pressent harz à rorter ledit boys ou autres harz ou boys aux repparacions de leurs charretes ou d'aucunes d'icelles, ledit Fouquet vieult et octroye et se conscent expressément en cest fait par davant nous en droit, que lui ne ses hoirs ne autres par raison d'iceulx expressement en cest fait par davant nous en droit que lui ne ses hoirs ne autres par raison d'iceulx n'en puissent demander, lever, ne avoir amande en temps avenir, einz vieult que il les puissent prandre et avoir, touteffoiz que mestier leur en sera, ou boys dessusdit aussi comme ledit usaige sans contredit et sans empeschement dudit Fouquet ne de ses hoirs ne de autres par raison d'iceulx. Et vieult encores et octroye ledit Fouquet et se conscent expressément que il ne ses hoirs ne autres qui ayent cause de lui, ne puissent vendre usaige en celui boys a nulles personnes qu'elles que elles soyent en nul temps [.......] de l'ascentement du prieur dudit prieuré qui pour le temps seroit, ne vendre, bailler ne alliéner le boys dessusdit, ne mectre hors de leurs mains par quoy ledit usaige puisse estre amenuisié et que il n'y soit prins et trouvé en touz temps avenir. Et laquelle dounaison et les choses toutes et chescunes contenues en icelle ledit Fouquet promect pour soy et pour ses hoirs et est tenu garantir. . . . . . en faisant dudit prieur dudit prieuré et de ses successeurs audit Fouquet et à ses hoirs quatre deniers tournoys de franc devoir requerable environ la Toussains chescun an, sans foy, sans hommaige, sans amande et sans nulle autre redevance ou obeissance et sans a[ucune] autre exacion seculière. . . . . . . Et, nous à sa requeste toutes lesdites choses ajujon sentencieusement à tenir et enterigner et les avons confermées du seau de nostre court du Mans en tesmoing de vérité. Ce fut donné ou jour de sepmadi après le dimanche que l'en chante *Misericordia Domini,* en l'an de grâce mil troys cens et douze. — G. de Laval, pour coppie. *(Copie du* xve *siècle sur papier.)*

ABBAYE DE SAINT-AUBIN D'ANGERS

Article 14.

(4 pièces)

1. — 1342/1343, 21 février. — Bail a rente par les reli-

GIEUX DE SAINT-AUBIN D'ANGERS D'UNE MAISON A LA PORTE GIRARD. — Sachent touz présenz et avenir, que, en notre court à Angers en droit establiz personnelment Guillaume Renouart et Julienne, sa fame, auctorizée de lui en cest fait, parroissiens de Saint Maurille d'Angiers, recongnurent et confessèrent avoir prins et accepté et ancores prennent à tout temps mes, pour houx, leurs hers, et pour ceulx qui d'eux auront cause, de religioux hommes et honnestes l'abbé et le couvent de Saint Aubin d'Angers, une meson o deux fours dedanz, si comme il se poursuit, séant à la porte Girart, entre la meson Guillaume Giraut d'une part, et de l'autre à la rue apelée la Chace Rondre, au fié aus diz religioux, à tenir, à pourssuir et à exploicter des diz preneurs et de leurs hers, pour le pris de treize livres monnaie courante d'annuel et perpetuel rente rendables chacun an à tout temps mes des diz preneurs, de leurs hers, aus diz religioux, à leurs successeurs et à qui cause aura d'eulx en la dicte abbaie doresnavant, à Noël et à la Saint Johan par moitié pour touz devoirs, sanz nulle autre charge. A laquelle rente rendre et paier chacun an aus termes dessus diz et à chacun d'iceulx les diz preneurs en ont obligé chacun pour le tout espicialement diz soulz de rente, lesquielx sont deuz aus diz espoux chacun an sur un arpent de vigne séant en la parroisse de Saint Michel dou Terte, ou cloux de la Gaillardière, lesquielx Jehan dou Ponceau et Johanne, sa fame, doyvent chacun an, si comme ilx disoient, et vint soulz de rente deuz aus diz espoulx sur un arpent de vigne sis ou cloux dou Fau de Beuson joute la vigne aus hers feu Richart Goupil, d'une part, et la terre au sire de Beuson de l'autre, et sur six quartiers que vigne que terre et sur deux mesons qui sont de denz cele vigne et terre, o les appartenances quelles quelles soient appartenant à yceles chouses, lesquielx vint soulz de rente Jehan Chevalier et sa fame doyvent chacun an sur les dictes chouses, et ausi assignée sur demé arpent de vigne, lequel les diz preneurs ont acquis si comme il disoient assemblement de Drouet Le Camus et de Symonne, sa fame, séant en la parroisse de Saint Berthelemer des Landes, ou cloux de la Porretière, entre les vignes au priour de l'Aumosnerie Saint Jehan d'Angiers, d'une part, et les vignes Gillete, jadis fame de feu Pierres d'Orchièse, et generaument touz et chacun de leurs autres biens müebles et non muebles, présenz et avenir, et les dictes chouses prinses et acceptées comme dit est, à prendre, à vendre du jour à landemain tel fuer tel vente, quant à la dicte rente paier, parfaire et entérigner aus termes dessus diz et par chacun d'iceulx, et aus domaiges

rendre et amander aus diz religioux ou au porteurs de ces lettres à leur plain dit fin portant sanz serement pour toute preuve si aucuns en y avaint ou soustenoient par deffaut de la dicte rente non paiée en aucun terme ou temps avenir en tout ou en partie. Et promistrent les diz espoux mestre ou faire metre cent livres monnaie courante au jourduy en réparacions en la dicte meson acceptée dedanz l'acomplissement de cinq anz prochains avenir. Et ne pourront les diz espoux vendre, alienner, ne estrangier, ne metre hors de leur main la dicte meson acceptée, ne les chouses obligées par espicial, ne charger de nulz autres devoirs que les dictes chouses ne doivent au jour duy. Et de cestes meismes lettres ont donné et passé les diz preneours aus diz religioux unes autres lettres de la court l'official d'Angers semblables et par la forme de cestes, des queles conjoinctement o cestes présentes lettres ou divisément les diz preneours ont voulu et ottroié par devant nous que les diz religioux ou autres ou non d'eux et de par eulx puissent user et jouyr contre houx et contre chacun d'eulx, une foiz ou plusieurs en un temps ou en divers toutteffoiz et quanteffoiz que il voudront et leur plaira et mestier en sera sanz renoncer aux unes pour les autres et sanz ce que l'exequcion des unes puisse de riens estre retardé ne empesché pour l'exequcion ou procès des autres. . . . .
Ce fut donné à Angers le vendredi XXI[e] jour de février l'an de grâce mil CCC quarante et deux. — *Au verso :* Il a esté admorty la moytié de ceste dite rente par ung nommé Michel Riotte à la maison de ville audit couvent; est payée ladite moytié par le recepveur d'icelle, comme plus à plain aparaît par les comptes. Ledit amortissement fut en 1555. — *Modo* maistre Pierre Riotte, advocat [à] Angiers a le sieur de Boyspin et François Riotte et aultres leurs frareschaux, 1575. — *(Orig. parch., scellé de cire brune sur double queue de parch.)*

Prieuré de Saint-Étienne de Luché. — **2.** — 1151, entre le 9 juin et le 7 septembre. — Notice dans laquelle les moines de Saint-Aubin rappellent les difficultés que Jean Chamaillard apportait à l'exercice des droits du prieuré du Luché; ils y relatent ses diverses condamnations et l'accord final passé entre l'abbé Robert et lui. — *(Orig. parch., déchiré au milieu et recollé sur une feuille de papier.* — Imprimé, *Cartulaire de Saint-Aubin d'Angers,* par M. le comte Bertrand de Broussillon, t. III, p. 221, n° DCCCCXLIX.)

8. — 1244, août. — ACCORD ENTRE ÉTIENNE DE SAINT-MARS ET ISABELLE, SA FEMME, D'UNE PART, ET L'ABBÉ DE SAINT-AUBIN D'ANGERS ET LE PRIEUR DE LUCHÉ, D'AUTRE PART, AU SUJET DES TAILLES QU'ÉTIENNE ET SA FEMME RÉCLAMAIENT AUDIT PRIEUR. — Omnibus Xristi fidelibus presentes litteras inspecturis, Gaufridus, Dei gratia Cenomanensis episcopus, salutem in Domino. Noverint universi, quod, cum contencio verteretur inter abbatem et conventum Sancti Albini Andegavensis et priorem suum de Luche, ex una parte, et Stephanum de Sancto Medardo et Ysabellem, uxorem suam, ex altera, super eo quod iidem Stephanus et Ysabellis proponebant, contra dictum priorem, quod ipse tenebat in feodo eorum terras de Campo Lamberti, et hoscam Pironel, et hoschan defuncti Raginaldi Fogue, super quibus ipsi Stephanus et Ysabellis dicebant sibi deberi talliam ad faciendum filium suum militem et ad filiam suam maritandam et alias tallias debitas juxta consuetudinem patrie approbatam et insuper similiter suo domino feodali superiori, et preterea super hoc quod ipsi Stephanus et Ysabellis petebant a dicto prioratu caritatem panis et vini ter in anno, ratione decimarum quas dictus prioratus percipit in feodo eorumdem; dicto priore e contrario petente ab ipsis quod providerent dicto prioratui in unica culcitra et pulvinari vel duobus linteaminibus quando archiepiscopus, episcopus, abbas, vel ceteri prelati ad dictum prioratum accedunt, causa jacendi ibidem, nichilominus petente ipsos pressorare ad pressorium dicti prioratus de Luche vindemiam cujusdam quarterii vinearum, quod possidebant apud Culturas, juxta domum Mathei Couer, in feodo dicti prioratus. Super omnibus istis contencionibus ita fuit compositum inter ipsos : quod dicti Stephanus et Ysabellis promiserunt, ratione dictarum talliarum vel alicujus alterius juris a dicto prioratu, nomine predictarum terrarum, se nichil de cetero petituros, remittentes penitus et quitantes si quid juris habebant vel habere poterant ratione tallie alicujus, vel juris alterius cujuscumque in terris superius nominatis, salvis tantummodo tribus solidis turonensium in Nativitate beati Johannis Baptiste annuatim pro redevancia, a priore qui pro tempore erit persolvendis; si vero contigerit quod domini alii feodales dictas tallias a dicto prioratui petierint vel exegerint pro terris supradictis, dicti Stephanus et Ysabellis et eorum heredes, eundem prioratum garantizare super hoc et liberare penitus tenebuntur et indempnem quo ad omnia conservare et dictas tallias persolvere de suo proprio. De hiis vero omnibus et singulis adimplendis et firmiter observandis dicti

Stephanus et Ysabellis obligaverunt se et heredes suos, et dictum quarterium vinearum situm apud Culturas, in feodo dicti prioratus, et sex solidos annue firme quos Johannes Aaluce et Gaufridus Aaluce debent dictis Stephano et Ysabelli de dimidio arpento vinee de feodo dicti prioratus quod hiidem Stephanus et Ysabellis tenent ad duos denarios censuales a dicto priore specialiter et expresse. Convenit insuper inter ipsos, quod super caritate predicta remaneat dictus prioratus liber in perpetuum et immunis et dictus Stephanus et Ysabellis et eorum heredes similiter a prestatione linteaminum vel culcitre remanent in perpetuum liberi et immunes. Dictus vero prioratus in dominico et feodo dictorum Stephani et Ysabellis et heredum eorum et hominum ipsorum decimas percipiet et habebit prout antea percipere consuevit. Dicti vero Stephanus et Ysabellis, uxor ejus, et eorum heredes, vindemiam dicti quarterii vinee site apud Culturas ad dicti prioratus pressorium deferre tenebuntur feodaliter et consuetudinarie pressorandam. Hanc vero compositionem dicti Stephanus et Ysabellis, uxor ejus, in perpetuum servare tenentur fide sponte prestita corporali, dicta uxore fide prestita promittente se ratione dotis aut donationis propter nupcias aut alia ratione contra hoc per se vel per alium non venturam. Predicti vero abbas et monachi, pro bono pacis et juribus predictis remittendis, si qua dicti Stephanus et Ysabellis habebant in superius nominatis, dictis Stephano et Ysabelli quatuor libras turonensium dederunt, de quibus coram nobis se tenuerunt pro pagatis, exceptioni non numerate pecunie renunciantes specialiter et expresse. Et ut hoc ratum habeatur et gratum, nos, ad peticionem partium predictarum, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum, in hujus rei testimonium et munimen. Actum mense augusti, anno Domini M° CC° XL° quarto. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

4. — Prieuré de Saint-Ouen du Mans. — 1252, 12 juillet. Accord entre le prieur de Saint-Ouen du Mans, procureur de l'abbé de Saint-Aubin d'Angers, et Gervais, curé de Saint-Pierre-des-Ormes, au sujet des dîmes de la paroisse de Saint-Pierre. — Universis presentes litteras inspecturis, Gaufridus, divina permissione Cenomanensis episcopus, salutem in Domino. Noveritis quod, cum inter religiosos viros abbatem et conventum Sancti Albini Andegavensis et priorem Sancti Audoeni Cenomanensis, eorum procuratorem in hac parte, ratione prioratus Sancti Audoeni

Cenomanensis, ex una parte, et Gervasium, rectorem ecclesie Sancti Petri de Ulmis, ex altera, contentio verteretur super decimis primiciarum et novalium dicte parrochie et oblationibus factis in dicta ecclesia in quinque festis annualibus, de quibus dictus prior percipiebat duas partes, nomine prioratus sui, et super decima vini dicte parrochie temporis preteriti, de quibus omnibus dictus Gervasius dictum priorem spoliaverat et prioratum ejus et tenebat spoliatum, ut dicebat idem prior, ad valorem unius marche argenti, salvo jure adendi et diminuendi, et super duobus sextariis avene que dictus Gervasius pettebat a dicto priore : tamdem dicte partes composuerunt super premissis coram nobis in hunc modum : quod dictus prior et Gervasius de omnibus arreragiis predictis sese ad invicem quitaverunt et de omnibus aliis contentionibus motis inter ipsos, exceptis quinque solidis cenomanensium quos dictus Gervasius, pro omnibus predictis retroactis, tenebitur reddere priori predicto ad synodum sancti Luce proximo venturum, excepta contentione exitus et introitus et clavis grangie super quam non fuit compositum inter ipsos. Per istam autem compositionem tradidit dictus prior dicto Gervasio ad firmam duas partes dictarum primiciarum et oblationum predictarum habendas et possidendas quamdiu idem Gervasius preerit ecclesie predicte, pro quinquaginta solidis turonensium annue firme reddendis dicto priori vel ejus successoribus a dicto Gervasio quamdiu preerit ecclesie predicte, scilicet viginti quinque solidos turonensium ad Purificationem beate Marie, et viginti quinque solidos turonensium ad synodum sancti Luce; et voluit et concessit idem Gervasius quod non credatur ei de solutionibus nisi facte fuerint coram nobis vel coram officiali nostro; et si dictus Gervasius dictam ecclesiam resignaverit, predicte due partes primiciarum dicto priori vel ejus alloquato ad grangiam prioratus Sancti Petri de Ulmis libere revertentur, non obstante traditione predicta, prout superius est expressum et consuetum. Voluit eciam et concessit idem Gervasius, quod dictus prior et ejus successores de cetero habeant et percipiant, in decimis novalium presentium et futurorum, duas partes, sicut idem prior in vetteribus decimis, nomine dicti prioratus, percipere consuevit, et quod decima vini per eorumdem prioris et Gervasii noncios queratur et trahatur ad dictam grangiam et comuniter dividatur, cuilibet pro rata sua sicut de blado dividendo est consuetum, videlicet dicto priori pro duabus partibus, et pro tercia parte Gervasio predicto, et sic due partes decime vini et bladi dicto prioratui remanxerunt, excepta decima vini

vinee dicti Gervasii in qua dictus prior, vel ejus successores, quamdiu dictus Gervasius erit rector ecclesie predicte, nichil percipient nec habebunt, et trahentur dicte decime primitiarum et vini et canabi, pisorum, fabarum et aliorum leguminum et lane, post lapsum dicti termini, ad grangiam predictam, et ibi dividentur cuilibet pro rata sua, et oblationes et decime vitulorum, porcorum, agnorum et anserum in ecclesia dividentur. Tenetur eciam dictus prior facere haberi si possit infra quindenam sancti Clari dicto Gervasio litteras abbatis et conventus sui de hujus compositione tenenda, de qua fideliter et inviolabiliter observanda dicti prior et Gervasius tenentur fide prestita corporali. Nos autem, pensata utilitate monasterii et ecclesie, parcium predictarum compositionem predictam de consensu dictarum parcium confirmamus, et eam sigillo nostro fecimus sigillari in testimonium veritatis. Datum anno Domini M° CC° quinquagesimo secundo, die veneris post octabas sancti Martini estivalis. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

ABBAYE DE SAINT-SERGE D'ANGERS

PRIEURÉ CONVENTUEL DE NOTRE-DAME DES CHAMPS, A LA FLÈCHE

Article 15.

(5 pièces)

1 et **2.** — 1095-1102. — NOTICE QUI RAPPORTE LE DON FAIT A L'ÉGLISE DES CHAMPS PAR RAOUL DE LA BARBÉE A SON LIT DE MORT, LES DIFFICULTÉS QUE FIT AUX MOINES, AU SUJET DE CE DON, RAINAULD, FRÈRE DUDIT RAOUL, ET L'APPROBATION DONNÉE PAR HUGUES DE LA BARBÉE A LA DONATION FAITE A L'ÉGLISE DES CHAMPS PAR RAOUL DE BAZOUGES. — Cum Radulfus de Barbeia infirmitatem de qua obiit sibi ingavescere sentiret, convocans monacos nostros, monacus effectus est, ibique remisit ecclesie nostre et sue, a qua viatici sui tantum sumebat auxilium, omnes omnino tam exactiones quam consuetudines quas quoquomodo possidebat et requirebat in omnibus tam vicariis quam terris et vineis et roagiis

obedientie Camporum adjacentibus, et hoc per consilium et concessionem et voluntatem fratrum suorum Reinaldi et Rodberti et sororis sue Alburgis, et per auctoritatem domini et cognati sui Huberti de Durestallo; his peractis, post paululum defunctus est, et ad ecclesiam nostram delatus, ibique est honorifice sepultus, et martyrologio inter fratrum nomina fideliter est ascriptus. Huic successit, sicut mos est, frater ejus prefatus Rainaldus, qui tam citissime horum omnium oblitus, fratris scilicet donationes et proprie concessionis, ut potius fratris elemosinam infestaret quam defenderet. Dicebat enim se numquam ita sicut monachi acclamabant concessisse; monachi vero eum per presentium testium aggredientes assertionem, rem tam legaliter adquisitatem legaliter defendere volebant; ile vero hoc conspiciens et veram esse monachorum acclamationem, et testium affirmationem cognoscens, requisivit abbatem per monachos quatinus ei pro federe caritatis pelles vulpinas daret, et sic omnia libentissime et fideliter concederet et tueretur perpetualiter. Monachi vero, virum illum magis habere cupientes pacificum quam irratum, quod petebat pacifice contulerunt, et sic veniens in capitulum, adducens secum Rotbertum, fratrem suum, et de militibus suis unum, cuncta, sicut frater dederat, remoto omni ingenio, Deo et sanctis martyribus Sergio et Bacho, et abbati Bernardo et ceteris fratribus omnino remisit, et donum hujus rei in manu abbatis prius positum ipse presentialiter super altare portavit. Hujus rei testes sunt : Rainerius; Rainardus; Rotbertus Malus Meschinus; Aimericus, hostelarius; Giraudus, coqus; Sevinus; Paganus; Hugo de Baraciaquo; Goscelinus, braconarius.

Sciendum est quod Hugo de Barbata concessit Deo et Sancto Sergio, Sancteque Marie de Campis, omnes decimas quas dederat Philippus de Basogiis, [que] erant de feodo ipsius Hugonis et de feodo Barbate, de parrochia Basogiensi. Dedit quoque et concessit omnes decimas et omnes consuetudines omnium rerum quascumque monachi illa die habebant et quas in futurum adquirere possent. Hujus itaque donationis pariter et concessionis [pre]scripte elemosine auctoritatem obtulit Hugo, manu sua ponens super altare Beate Marie. Testes : Lambertus, monacus, tunc prior; An[dreas]; Rainerius, monachus; Philippus de Basogiis; Bernardus, filius ejus; Hugo, armiger Philippi; Rainaudus, dapifer; Garinus Buort. Hanc elemosinam concessit post ea frater predicti Hugonis, Hector nomine, et mater nomine Dometa. Testes : Philippus de Basogiis; Bernerius, presbiter; [Gar]inus.....] monachorum et plures alii. —

(Deux pièces orig. parch., sans trace de sceau. L'une de ces pièces ne donne que la première partie du texte jusqu'à : Sciendum est quod Hugo de Barbata.)

8. — Avant 1102 et après, juillet. — NOTICE QUI RAPPELLE LA VENTE FAITE AUX MOINES DE SAINT-SERGE PAR GUY DE CRÉ ET ALBURGE, SA FEMME, DE LA DIME DE TROIS MOULINS SITUÉS SUR LE LOIR, L'AUTORISATION QU'ILS DONNÈRENT A LA VENTE FAITE A CES RELIGIEUX PAR RAOUL DE LA BARBÉE DE L'ÉGLISE DE SAINT-AUBIN DE BAZOUGES, ET LE DON QU'ILS LEUR FIRENT DE L'ÉGLISE DE SAINT-MÉLAINE DE MIRÉ. — In nomine Sanctae et Individue Trinitatis, ob confirmationem veritatis et ob evitanda pravorum machinamenta, dignum duximus memorie litterarum tradere, quod Wido de Creio et Alburgis, ejus uxor, pro redemptione animarum suarum et parentum suorum vivorum et defunctorum, dederunt et vendiderunt Deo et sanctis martiribus Sergio et Bacho et monachis Deo ibidem famulantibus perpetualiter decimam trium molendinorum quos in suo habebat castello in Lido; concessit etiam, pro anima Walterii, filii sui, proprium monachis quicquid ipsi molendini molerent a sabbato sonantibus vesperis usque ad nocte *(sic)* sequentis diei; dedit etiam decimam sui furnilis quod in suo castello habebat; concessit etiam ipse et Alburgis, ejus uxor, et filia ipsius Widonis, venditionem ecclesiae Sancti Albini de Balsogiis, sicuti eis vendiderat Radulfus de Barbeia, cum omnibus que ad ipsam venditionem pertinebant ex integro, pro animabus videlicet suis et precipue pro anima Walterii, kari filii sui, quem multum diligebant; concessit etiam, immo reddidit monachis Sancti Sergii ecclesiam Sancti Melanii de Miriaco; dederat enim eis eam quondam pro Radulfo, fratre suo, qui in prefata ecclesia habitum susceperat monachicum, et ut vir strenuus in eadem ecclesia eodem habitu usque ad finem vite perseverrevit. Et ut cercior fiat noticia veritatis, donum salva veritate commendabimus litteris. Ecclesiam dedit solidam et quietam, sicuti habebat, cum presbitero, ita sane ut, quamdiu vixerit presbiter, a monachis teneat, sicuti a Widone tenuerat, post mortem vero ejus in dominium Sancti Sergii revertetur, et sicuti abbati placuerit et monachis de ea facient sicuti de sua propria; consuetudines quas presbiter reddebat Widoni et uxori sue, XV videlicet solidos, monachis reddet et cetera beneficia, sicuti Widoni faciebat, monachis faciet. Concessit etiam dimidietatem burgi qui ibidem erat et erit et omnium consuetudinum que de burgo exeunt medietatem; concessit scilicet vendarum et pedagii

et vicarie et medietatem furnulis. Testes : Albericus de Lainiaco; Irchembaudus, filius Urrici; Paganus de Fanoleriis; Radulfus de Barberia; Rainaldus et Rotbertus, fratres ejus; Tescardus, prefectus castri Widonis; Rafredus, prefectus; Aimericus, hospitalarius; Stephanus Fraudus.

Mortuo autem Guidone, tempore donni Gualterii abbatis, Rainerius, gener ejus, per assensum Ameline, uxoris sue, quicquid Guiddo monachis Sancti Sergii dederat aut concesserat cepit infestare, affirmans se et uxorem suam haec que supra dicta sunt nullatenus concessisse. Cujus assertionibus licet monachi satis oportune possent per scripta sua obviare, tamen, amore quietis et spe retributionis, illius voluntariam et benivolam concessionem elegerunt adquirere. Accepto itaque inprimis Sancti Sergii beneficio de manu donni Gaulterii abbatis, Rainerius et uxor sua gratanter concesserunt quicquid Guiddonis tempore de beneficio ejus monachi habuerant et quicquid de beneficio patris sui Petri et avunculi sui Rainerii tenuerant. Deinde, ob recordationis firmitatem, ad excludendum aliquod sue necessitatis foramen, dedit ei supra dictus abba quadraginta solidos, et uxori sue X[cem], et filiae suae IIII[or] denarios, et filiis suis VIII[to] unicuique IIII[or], et in osculo sancto discesserunt. Actum castello Creio, tercia feria infra octabas apostolorum Petri et Pauli.

Testes : Rainaldus Grossinus; Gaufridus Parvus; Johannes de Vesnellis; Hilderius Falsardus; Guillelmus de Bierneio; Hugo de Baraceio; Almarus, presbiter; Bodinus, presbiter; Radfredus, prefectus; Bernerius Bonellus; Garantonus, nepos abbatis; Guarnerius Boguerius; Guillelmus Dalibard; Adelardus Vaslot. — *Au verso est écrit d'une écriture contemporaine à celle de la charte :* Noticia de Croio. — *Un autre titre de la même époque et dont il ne reste que la moitié est ainsi conçu :* DE MERI... et concessio... nerii de Friger... — *(Orig. parch. sans trace de sceau.*

4. — XII[e] siècle. — NOTICE CONSTATANT LE DON D'UN DEMI-ARPENT DE PRÉ, FAIT A L'ÉGLISE DE NOTRE-DAME-DES-CHAMPS PAR GAUDIN DE CRÉ, VICAIRE, QUI ÉTAIT SUR LE POINT DE MOURIR. — Gaudinus de Creio, vicarius, extrema infirmitate correptus, mandavit ad se Lambertum monachum et dedit, pro anima sua et pro animabus parentum suorum, Sancte Marie de Campis dimidium arpentum prati juxta pratum Martini, filii Gunterii. Quem paulo post defunctum monachi honorifice sepelierunt in cimiterio suo apud Campos. Testes huius doni : Brientius, presbiter; Laurentius, filius Benedicti

de Bauge; Martinus, filius Gunterii. Hoc donum concesserunt filius ejus Warinus et filia ejus. — *Au verso, d'une écriture contemporaine à l'acte, est écrit :* De Campis. — *(Orig. parch., sans trace de sceau.)*

5. — 1142. — NOTICE QUI RAPPELLE LA REMISE FAITE A L'ÉGLISE DES CHAMPS PAR GARSILLE, A LA PRIÈRE DU MOINE JOSCELIN, D'UN CENS ANNUEL DE QUATRE DENIERS QUE LES RELIGIEUX DE CETTE ÉGLISE LUI DEVAIENT PAYER CHAQUE ANNÉE AU JOUR DE LA FÊTE DE SAINT AUBIN. — Quum generatio preterit et generatio advenit, et omnis etas tendit ad occasum, ideo litterali tradere memorie curavimus, quod quidam monacus, Joscelinus nomine, dum æcclesiæ de Campis preerat, adiit donnum Garsilium, extrema infirmitate detentum, et peciit ab eo eut concederet æcclesiæ Sancte Marie de Campis IIII denarios census, quos illi debebant monachi in festivitate sancti Albini; et ille, annuens precibus monachi, concedente filio suo Fulcranno, revestivit eum de elemosina cum quadam virga quam ipse tenebat et filius ejus. Testes qui hoc viderunt et audierunt : Fulcrannus, filius ejus, qui hoc donum concessit; Robertus de Sableio; Theobaldus de Matefelon; Rainardus, frater Garsilii; Eliordus de Troeia; Leseardus de Saugis; Leseardus de Mariis et Johannes, armiger ejus, et multi alii. Hec facta sunt apud Torminaeum, castrum suum, anno M. C. XLII. ab Incarnatione Domini. — *Au verso, d'une écriture du* XIVe *siècle :* Pro priore de Campis. — *(Orig. parch., sans trace de sceau.)*

ABBAYE DE SAINT-JOUIN DE MARNE

Article 16.

(1 pièce.)

976, avril. — Charte datée de Poitiers, par laquelle Geoffroy Grisegonelle restitue à l'abbaye de Saint-Jouin de Marne la propriété de l'église de Saint-Jouin du Lude. — *(Orig. parch., sceau perdu).* — Imprimé, *Cartulaire de Saint-Aubin d'Angers,* par M. le comte Bertrand de Broussillon, n° D CCC XXI.

ABBAYE DE LA SAINTE-TRINITÉ DE VENDOME

Article 17.

(4 pièces.)

1. — PRIEURÉ DE SAINT-VINCENT DE LA CHARTRE. — 1259. — Charte passée devant Henri II, roi d'Angleterre, duc de Normandie et d'Aquitaine et comte d'Anjou, entre Garin, abbé de Saint-Julien de Tours, et Robert, abbé de la Trinité de Vendôme, au sujet des trois chapelles de la Chartre, dont les moines de Saint-Julien réclamaient la possession. — *(Orig. parch., sceau perdu.)* — Imprimé, *Cartulaire de la Trinité de Vendôme,* par l'abbé Ch. Métais, t. II, nº DLVI, p. 413.

PRIEURÉ DE SAINT-PIERRE DE SAVIGNY-SUR-BRAYE. — **2.** — 1547-1735. — COPIE DE DÉCLARATIONS FAITES AU PRIEURÉ DE SAVIGNY.

1547, 5 septembre. — Déclaration de Georges Charlot à Mᵉ Claude Salve, prieur du prieuré de Savigny, dépendant du couvent de la Sainte-Trinité de Vendôme, pour une portion du pré de la Fontaine-Morte, joignant la Paradisière.

1607, 5 décembre. — Déclaration de Georges Charlot, demeurant à Savigny, et Louis Martin, notaire à Berfay, à frère Gille de Turquin, prieur de Savigny, pour un pré en la prairie de la Braye, proche la Paradisière.

1643, 30 juin. — Déclaration de Jacques de Méhabert, ancien lieutenant de Savigny, à dom Bruno de Vallée, prêtre, religieux profès de l'ordre et congrégation de Saint-Benoît, prieur de Savigny, pour une portion de pré sous la Brunelière.

1735, 22 juin. — Jugement condamnant le sieur Jacques-Michel de Méhabert, seigneur de la Haute et Basse-Brunelière, à déclarer à dom Jacques Picard, sous-diacre, religieux profès de l'ordre de Saint-Benoît, congrégation de Saint-Maur, seigneur et prieur du prieuré de Savigny, deux prés en la prairie de Savigny, dont l'un sous la Brunelière, tenus censivement du prieuré de Saint-Pierre de Savigny-sur-Braye et Cormenon, son annexe.

1735, 19 août. — Assignation audit Mᵉ Jacques-Michel de

Méhabert, seigneur de la Haute et Basse-Brunelière, conseiller du roi, élu en l'élection de Vendôme, demeurant à sa terre de la Brunelière, à comparaître aux assises du prieuré de Savigny pour déclarer les choses ci-dessus. — *(Exp. pap.)*

3. — 1665, 21 décembre. — Déclaration de Pierre Crosneau, avocat en Parlement, conseiller et maître ordinaire des requêtes au Châtelet de Paris, aux bénédictins de l'abbaye de la Sainte-Trinité de Vendôme, à cause de leur prieuré de Savigny-sur-Braye, membre dépendant et à présent réuni à leur mense et communauté, pour le pré de la Fontaine-Morte, dans la grande prairie de Savigny. — *(Exp. parch.)*

4. — 1749, 25 juin. — Déclaration à dom Jacques Picquard, sous-diacre, religieux profès de l'ordre de Saint-Benoît, congrégation de Saint-Maur, seigneur prieur de Savigny-sur-Braye et Cormenon, son annexe, par Mᵉ Jacques-Michel de Méhabert, conseiller du roi, élu en l'élection de Vendôme, demeurant en sa maison de la Brunellière, pour un pré joignant ceux de la Paradisière, à Savigny. — *(Exp. pap.)*

ABBAYE DE SAINT-LOMER DE BLOIS

PRIEURÉ CONVENTUEL DE NOTRE-DAME DE MAMERS

Article 18.

(1 pièce.)

1396, 29 novembre. — BAIL FAIT PAR JEAN LANGLOIS A GUILLOT PETITE D'UNE MAISON ET DE CERTAINS AUTRES HÉRITAGES, LE TOUT SITUÉ PAROISSE D'ORIGNY-LE-ROUX, CHARGÉ DE QUATRE DENIERS DE CENS ENVERS LE PRIEUR DE MAMERS, A CAUSE DE SON FIEF DE MEHATON. — A touz ceulx, qui ces présentes lettres verront, Robin de Monceaux, garde du seel de la chastellenie de la Perrière et tabellion du lieu, salut. Sachent touz que pardevant nous furent présens

Guillot Petite, paroissien d'Origné le Roux, et Johanne, sa femme, de lui suffisamment auttorisée quant ad ce qui enssuit, lesquelx, de leurs bonnes volentés, si comme ils disent, cognurent et confessèrent eulx avoir prins, retenu et acepté pour eulx et pour leurs hoirs à touz jours mes héritalment, de la baillée Jehan Lenglais, de la dicte paroisse, à eulx faicte pour le pris et la somme de quinze souls six deniers tournois ou de monnoie courant au païs, d'annuel et perpétuel rente héritaulx, à rendre et à poier par chacun an au terme de la feste saint Remy, c'est assavoir: une meson avecques une pièce de terre en laquelle sciet ladicte meson, si comme tout se pourssuit o leurs appartenances, joingnant d'un cousté à l'héritage Michel Dalier et d'aultre cousté à l'héritage Jehan Gremillon, et d'un bout au boys de Chier Perrigne et d'aultre au chemin tendant de Mehaton à Origné le Roux; et avecques ce deux pièces terre si comme elles se pourssuivent o leurs appartenances, dont l'une joingt d'un cousté à l'héritage Jehan Manguin, et d'aultre à l'héritage Michel Dalier, et d'un bout audit boys de Chier Perrigne, et d'aultre bout au chemin dessus dit; et l'autre pièce de terre joingt d'un cousté à l'héritage dudit Jehan Gremillon et d'aultre au chemin tendant des bois de Chier Perrigne à Memers, et d'un bout à l'héritaige Thomas Houel à cause de sa femme et d'aultre au chemin tendant de Mehaton à Origné le Roux. Et est réservé audit bailleur, sa vie durant seullement, la moitié des noix qui croistront chacun an ledit temps durant en un nouyer qui est en ladicte baillée. Et par le contrault de la dicte prinze faisant, les diz preneurs et leurs hoirs sont et seront tenus de tenir la meson dessus dicte en bonne et suffisante repparacion hérital. . . . . . Et avesques ce sont et seront tenus les diz preneurs et leurs hoirs de faire et poier héritalment quatre deniers maille de cens au prieur de Memers et à ses successeurs chacun an, au terme qu'ils sont deuz, et les corvaiges et biennaiges tielx comme ils sont deuz à cause des héritaiges dessus diz. . . . . . . Lesquelles [choses] nous avons seellé du seel dessusdit. Donné l'an de grâce mil trois cens quatre vings et seze, le penultième jour de novembre. R. de Monceaux. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

PRIEURÉ DE SAINT-ÉLOI DE PARIS

Article 19.

(1 pièce.)

1289, 26 mai. — Amortissement fait par le prieur de Saint-Éloi de Paris d'une grange située devant l'église Saint-Paul, appartenant a la Maison-Dieu de Saint-Gervais de Paris. — Universis presentes litteras inspecturis, frater Adam, humilis prior prioratus Sancti Eligii Parisiensis, salutem in Domino. Notum facimus quod, cum dilecti nostri magister, fratres et sorores Domus Dei Sancti Gervasii Parisiensiensis haberent, tenerent et possiderent, a nobis et nostro prioratu predictis, quamdam granchiam seu porprisium sitam Parisius ante ecclesiam Sancti Pauli Parisiensis, contingentem domui reverendi patris domini Meldensis episcopi, ex una parte, et ruelle de Falsa Poterna, ex altera, in censiva et dominio nostris, oneratam tantummodo in septem denariis capitalis census, seu fundi terre, solvendis nobis et nostris successoribus quolibet anno in festo Conversionis Sancti Pauli, de quo quidem porprisio supradicto, Maria dicta la Chandeliere tenet et possidet quamdam domum, sicut se comportat ante et retro sibi, acensatam pro decem et octo solidis parisiensium annui incrementi census seu redditus; nosque cogeremus eosdem ut dicti magister, fratres et sorores ponerent extra manum suam porprisium seu granchiam supradictam necnon et decem et octo solidos supradictos; tandem, amicorum communium interventu, utilitate nichilominus nostra et nostri prioratus multipliciter pensata, dictis magistro, fratribus et sororibus dictam granchiam seu porprisium dimisimus, et eisdem dimissum admortizavimus et concessimus admortizatum tenere, seu in manu mortua ex nunc im posterum possidere, hoc adjecto et in pactum specialiter inter nos et eosdem magistrum, fratres et sorores deducto, quod ipsi nobis et nostris successoribus sexaginta solidos parisiensium annui incrementi census reddent et solvent, reddere et solvere tenebuntur ex nunc im perpetuum super toto porpisio et granchia supradictis quolibet anno quatuor terminis Parisius consuetis, una cum septem denariis pro capitali censu, seu fundo terre, solvendis quolibet anno nobis predictis in festo Conversionis Sancti Pauli, retenta nobis et nostro prioratui et nostris successoribus per pactum predictum de communi consensu et voluntate

dictorum magistri, fratrum et sororum, omnimoda justitia tam alta quam bassa et excercitio ejusdem sicut prius habebamus in toto porprisio et domo Candelarie predictis, et in granchia, in personis ibidem nunc morantibus et moraturis, et rebus ibidem nunc extantibus et extituris. Nos autem prior predictus, pro nobis et nostris successoribus, promittimus bona fide quod dictis magistro, fratribus et sororibus solventibus censum predictum, ut dictum est, servantibus et adimplentibus omnia et singula supradicta, quod nos non cogemus eos ponere extra manum suam porprisium seu granchiam predicta, nec decem et octo solidos supradictos, inmo eadem sibi garantizabimus ad censum predictum, ad usus et consuetudinem Francie, contra omnes. In cujus rei testimonium et munimen sigillum nostri prioratus presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo nono, die Jovis ante festum Penthecostes. — *Au verso est inscrit :* L'an mil cinq cens cinquante cinq, le mercredy dernier jour de febvrier, les soixante soz parisis de rente deubz sur la maison mentionnez et declarez au blanc ont esté rachectez au denier vingt suyvant l'édit perpetuel du roy sur le faict des rachaptz des cens et rentes foncières, et admortyes par Me Guy du Val, maître et administrateur de l'Hostel Dieu près Saint Gervais à Paris, ains qu'il est plus au long déclaré ès letres de quictances de ce faictes les jour et an que dessus. G. Molay. E. Larbat. — *(Orig. parch., scellé de cire brune sur double queue de parch.)*

ABBAYE DE SAINT-ÉVROUL

Article 20.

(1 pièce.)

Prieuré de Notre-Dame de Maule-sur-Mauldre. — 1488, 11 juillet. — Lettres de « Jehan Regnier, garde des seaulx de la chastellenie de Maule sur Mauldre, pour noble homme messire Guillaume Rippart, chevalier, seigneur dudit lieu », qui attestent le bail fait devant « Thomas Tirmoys, prebtre, tabellion juré en ladite chastellenie », par « religieuse et discrète personne dam Berauld de Bruce, prebtre, prieur du prieuré de Notre Dame dudit Maule », à Robin Debeyne, labou-

reur, de la ferme de Sainte-Colombe, dépendant dudit prieuré. Ledit bail fait pour le temps de vingt-neuf ans, et pour la rente annuelle de six francs, payables à la Saint-Martin d'hiver. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

ABBAYE DE SAINT-MÉLAINE DE RENNES

Article 21.

(4 pièces.)

1. — 1200. — Charte de Pierre, évêque de Saint-Malo, Tuald, abbé de Saint-Jacques de Montfort, et Pierre, doyen de Montfort, qui, jugeant au nom du pape Innocent III un procès entre l'évêque de Saint-Brieuc et l'abbé et les moines de Saint-Mélaine, accordent aux derniers le droit de présenter a la cure de Bréhand. — Petrus, Dei gratia Macloviensis episcopus, et Tualdus, abbas Sancti Jacobi de Monteforti, et Petrus, decanus Monfortensis, omnibus Xristi fidelibus presentem paginam inspecturis, salutem in Domino. Cum nos, de mandato Summi Pontificis Innocentii tercii, suscepissemus causam que vertebatur inter Briocensem episcopum, ex una parte, et abbatem et monachos Sancti Melani Redonensis, ex alia, super jure patronatus ecclesie de Brehant, fine canonico terminandam, in ejus cognitione secundum jura processimus quantum potuimus; post multas itaque altercationes et labores diutinos, plenius hinc inde auditis rationibus, et inspectis diligenter attestationibus et omnibus instrumentis, adhibito nobis prudentum virorum et juris peritorum consilio, per diffinitivam sententiam adjudicavimus presentationem supradicte ecclesie de Brehant abbati et monachis Sancti Melanii habendam in perpetuum et pacifice possidendam, salvo jure episcopali. Ut autem hoc ratum futuris temporibus permaneret, litteras istas sigillorum nostrorum impressione fecimus sigillari. Actum est hoc apud Nannetem, anno gratie M° CC°, sub his testibus : Petro et Radulfo, archidiaconis Santi Maclovii; magistro Willelmo de Montendra; Bertranno Salnerio, canonico Redonensi; Willelmo de Miniac, canonico Sancti Maclovii; Willelmo Peregrino, diacono, et multis aliis. — *(Orig. parch. primitivement scellé de trois sceaux, sur doubles queues de parchemin, aujourd'hui perdus.)*

PRIEURÉ DE NOTRE DAME DE VITRÉ. — 2. — 1319, 21 juillet. — SENTENCE RENDUE PAR ALAIN, ÉVÊQUE DE RENNES, ET GUY, SEIGNEUR DE LAVAL ET DE VITRÉ, AU PROFIT DU PRIEUR DE NOTRE-DAME DE VITRÉ, CONTRE LE CURÉ DE BALAZÉ, AU SUJET DES DEUX PARTS DES DIMES DE LA PAROISSE DE BALAZÉ. — Comme contenz fust esmeu par davant nous Alain, par la graice de Deu évesque de Renes, et par davant nous Guy, segneur de Laval et de Vitré, entre frère Pierres de Crennes, priour dou prioulé de Notre Dame de Vitré en celu temps, de une partie, et monsor André Helis, persone de Balazé en celu temps, de l'autre, sus ce que ledit priour diset vers ledit rector luy et ses predecessors estre et avair esté en sesine par reson de son priouré des dous parz de totes les deimes, prémices et oblacions, émolumenz, profiz et eyssues provenanz et apartenanz à iglèse en la parroaisse de Balazé, lesquelles choses ledit priour ou son prédécessor avait baillées à monsor Raoul, darreinement persone de Balazé, et les tenet ledit persone, au temps que il morit, à ferme doudit prioul, et morit environ trays anz a, lesquelles choses ledit rector en dreit pardavant nous cela estre vraies et ledit priour entendit à prover à li soffere, lequel priour nous amena plusors tesmoainz par soffisant nombre, bons, loyaux, dignes de foy, de bonne renommée et de bonne conversacion, non subspez, receuz et jurez en la présence doudit rector, par nous et par chescun de nous bien et loyaument et delijaument enquis et examinez sur les choses porpousées de la partie doudit priour, par la déposicion desquex tesmoainz et de chescun d'ices fut troé soffisaument par davant nous et par davant chescun de nous ce que ledit priour avait avoé, et mesmement ledit priour disant encore et porpousant envers ledit rector que autrefeiz avait esté débat sus les dites choses entre plusors des prédécessors doudit priour et des prédécessors doudit rector et avait esté troé par davant honorable home et discret l'official de Renes, qui estet por le temps, et pronuncié par la sentence diffinitive doudit official contre Guillaume Sohier, qui lors estet procureurs, mestre Guillaume Hardi qui en celui temps estet persoene de l'iglise de Balazé, si comme il nous apparut par lettres seellées dou seel de la cort au dit official, que ce estet la droiture et la sesine des prédécessours doudit priour par reson doudit priouré, si comme il nous apparut par lectres bonnes et saines et entières seellées dou seel doudit official, lesquelles choses troées et approvées en la manière que desus est dit et pronuncié à tenir et estre vrayes, en dreit par davant

nous et pardavant chescun de nous et en la présence des dites parties, le dit rector de sa bonne volenté print et affrema doudit priour le dreit et la reson que ledit priour avait èsdites choses o la grange et o les apartenances de la dite grange, tant comme il sera rector de ladite iglese, en rendant audit priour et à ses successors par chescun an trente livres de bonne monnoie, c'est assavoir: par chescune Nativité de Notre Segnor, quinze livres; et par chescune Nativité de saint Johan Baptiste, quinze livres, et par cest acort ledit priour baille audit rector sa grange de jouste l'iglèse de Balazé et la deit ledit priour une feiz metre en estat soffisant et de illeques en avant ledit rector la deit tenir en bon et soffisant estat, tant comme il sera rector de ladite iglèse, et par cest acort deit ledit rector toz les couz magistraux, charges, subvencions, et totes redevances que ledit priour devret ou seret tenu paier a quexque persones par reson des dites choses tant comme il sera rector de ladite iglèse, et est tenu ledit rector donner et passer audit priour lectres de la court monsegnor de Bretaigne et de chescun de nous les meillours et de la meillor fourme et des plus forz liens que ledit prioul fara fere ou deviser segont la fourme de cestes lectres, et ledit priour audit rectour en manière semblable. Et à ce tenir et acomplir loyaument sanz venir encontre et sanz riens en rappeler oblige ledit rector audit priour toz ses biens mobles et immobles présenz et futurs, en quelque lou et foz, quelque segnorie que ils saint, voulant et otriant que nous et chescun de nous comme court façon audit priour et à ses successors leș choses desus dites et la tenor de ceste lectre enteriner sanz plait, et à ce furent les dites parties condampnez par lours sermenz davant nous donnez chescun en tant comme il i est tenu. Ce fut donné ou jour de semadi prochain avant la Magdelaine, en l'an de graice mil trays cenz et dez et nouf. *(Orig. parch. scellé en cire brune sur double queue de parchemin du sceau de l'évêque de Rennes.)*

8. — 1399, 20 mai. — Aveu rendu a Olivier Hay, prieur de Notre-Dame de Vitré, au regard de son fief de Marpiré, par Jehan Perrier, tuteur de ses enfants mineurs. — Présent en notre court de Vitré, Jouhan Perryer, comme garde natureill et ligitime administratour de Macé, son filz, et filz de Jouhane Chairon, qui fame fut doudit Perrier, qui confessa luy estre home de son seigneur religioux et noble home frère Olivier Hay, priour dou prioure de l'église de Notre Dame de Vitré, et de luy tenir certainz et plusieurs héritages

sauff à les déclerer si moictié seret siis effez de Marpiré en noz reffez, comme il disoit, par raeson et à cause desquelz héritages ledit garde oudit nom cognut devoir chacun an audit son seigneur, au terme de la Saint André, quatorze deniers et le tiers d'un denier de rente. Item connut que il oudit nom et les aultres homes desdiz fez de Marpiré home doudit priouré et doivent par chacun an chacun d'eulx savoir est : les homes qui ont bestes tréables esdiz fez, mener et chareiez par un jour tant soulement au temps de Noël dou buchage que ledit son seigneur a et li apartient ès usages des foretz de Vitré; et celx qui n'ont bestes tréables, le couper et abatre les requérants deuement et lour faesant despens suffisans. Item connut ledit garde oudit nom que il oudit nom et lesdits homes doivent aller à la Bouessière de Chevre couper, abatre, mener et chareiez audit priouré de Vitré le boeys que ledit priour de Vitré donne et fait bailler à Vitré au jour de Pasques Flouries, savoir est : celx qui ont bestes tréables, mener et chareiez ledit boeys; et celx qui n'ont bestes tréables esdits fez le coupper et abatre, délivrant celi priour ou ses officiers ledit boeys à la Bouessière de Chevre, les requérant deuement et lour faesant despens suffisans. Et estre tenues dehors et confesse devoir audit son segneur, à cause desdites chouses et chacune, obéissance comme à seigneur, quelle rente celi garde oudit nom li promist et voulut paier audit son seigneur et li en continuer la saesine et desdits devers por ce que li en touche le temps durant que il sera teneur desdits héritages et y fut de son assentement par son serment condampné et condampnasme. Fet le mardi après la feste de Penthecoste, l'an mil troys cenz quatre vignz dez et neuf. Guillaume de Balazé passe. — *(Orig. parch.)*

4. — 1399, 31 mai. — Aveu au prieur de Notre-Dame de Vitré par Guillaume Cardinel. — Présent par notre court de Vitré, Guillaume Cardinel, qui cognut et confessa estre home et subget de son seigneur noble home religioux frère Olivier Hay, priour dou priouré de Notre Dame de Vitré, et de li tenir certainz et plusieurs héritages sauff à les monstrer et déclérer combien moitié sera, estanz effez de Marpiré, en la paroaisse de Marpiré, à cause et par raeson desquelx il cognut devoir chacun an audit son seigneur les rentes qui ensuivent et savoir est : au terme de la Saint André trois solz de rente, en ce compte compté neuf deniers deuz à cause des héritages que il a euz par contract hérital des enffanz feu Guillaume Besnet, et en ce compté dez ouyct deniers de rente en la descharge de

Johan Buschet; et au jour de saint Johan Bauptiste vignt deniers pougeois de rente amendables, lequelx amende est deue ou cas que seret en deffaut de les paier audit jour au sergent doudit son seigneur dessus les lieux, en ce compté cinq deniers les troys parz de maille qu'il paie en deschargent lesdits enffanz doudit feu Besnet. Item cognut que li et les autres hommes doudit fé doudit son seigneur doivent chacun d'elx par chacun an au temps de Noël une jornée tant soulement au buschage que ledit priour a et li apartient ès usages de forestz de Vitré, savoir est : celx qui ont bestes tréables oudit fé, le mener et chareiez oudit prioure; et celx qui n'ont bestes tréables oudit fé, le couper et abatre, les requérant deuement et lour faesant despens suffisants. Item confessa que luy et les autres hommes tenues doudit fé doudit son segneur doivent par chacun an chacun d'elx une jornée tant soulement à aller à la Bouessière de Chevre couper et abatre le boeys que ledit son seigneur donne et fet bailler le jour de Pasques Flouries à Vitré, celx qui n'ont bestes tréables oudit fé, couper et abatre, icelx qui ont bestes tréables oudit fé, le mener et charieiz à ladite priouré, délivrant celi priour celi boueys à ladite Bouessière les requérant deuement et lour faesant despens suffisant. Et confessa estre estager nuement tenu dudit fé, et confessa li devoir, à cause desdites chouses, obéissances comme à segneur, quelle rente il voulut paier audit son seigneur et li continuer la saesine desdits devers por ce que li en touche tant comme sera teneur desdits héritages, et y fut de son assentement condampné par son serment. Fet le samadi après le Sacre, l'an mil CCC IIII[xx] dez et noief. Guillaume de Balazé passe. — *(Orig. parch.)*

ABBAYE DE LA SAINTE-TRINITÉ DE LESSAY

Article 22.

(1 pièce.)

1196. — CHARTE DE GUILLAUME, ÉVÊQUE DE COUTANCES, QUI ATTESTE LE DON FAIT A L'ABBAYE DE LA SAINTE-TRINITÉ DE LESSAY, PAR HENRI DE FEUGÈRES, DE TOUS LES DROITS QU'IL AVAIT DANS L'ÉGLISE DE SAINT-PIERRE DE FEUGÈRES. — Omnibus Xristi fidelibus ad quos presens scriptum pervene-

rit, Willelmus, Dei gratia Constanciensis ecclesie minister humilis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra, Henricum de Fulgeriis dedisse et concessisse per manum nostram, concedentibus dominis suis, abbatie Sancte Trinitatis Exaquii, pro anima sua, et pro animabus omnium amicorum suorum, quicquid juris habebat in ecclesia Sancti Petri de Filgeriis et in capellis ejusdem ville, scilicet presentationem illius ecclesie, cum decimis et elemosinis eisdem ecclesiis pertinentibus. Dedit etiam predicte abbatie in eadem villa de Filgeriis : maisuram Odonis de Furno, et maisuram Willelmi Doee, et maisuram Ricardi Malpoint, et maisuram Pagani Marmion, et terram quam Anketillus et Symon de Alno tenent ante ecclesiam, et clausum quod Richerius tenebat de eo, et maisuram Willelmi filii Durandi. Hanc igitur donationem liberam et quietam ab omni servicio, et auxilio, et reclamatione super altare Sancte Trinitatis Exaquii posuit in manu nostra et sacramento firmavit. Nos autem has donationes, ratas habentes, auctoritate nostra et sigilli nostri munimine confirmamus. Actum est hoc anno ab Incarnatione Domini M° C° XC VI[to]. Testibus his : magistro Ricardo Hairon; magistro Radulpho de Talvende; Willelmo de Anketevilla, presbitero; Ricardo de Landa, et multis aliis. — *A la suite, en écriture du* XVIII[e] *siècle :* Registré au livre blanc fol. 101 recto et au livre noir chap. LXV. — *Au verso, en écriture contemporaine du document :* Willelmus episcopus Constanciensis, de Fulgeriis. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

ABBAYE DE PONTLEVOY

Article 23.

(1 pièce.)

Pieuré de Saint-Pierre de la Ferté-Villeneuil. — 1202. — Charte de Louis, comte de Blois et de Clermont, qui confirme les dons faits au prieuré de Saint-Pierre par Hugues de la Ferté. — Ego Ludovicus, comes Blesis et Clarimontis, notum facio universis quod Hugo de Firmitate dedit monachis Sancti Petri de Firmitate piscationem quam habebat in aqua a molendinis novis usque ad molendi-

num de Chavanz, integre et libere perpetuo possidendam. Preterea Jherusalem profecturus secunda vice, attendens quod XXti VI solidi, quos pro decima furni sui, dictis monachis annuatim reddebat, ad justam illius decime solutionem non sufficiebant, pro salute sua, et Beatricis, uxoris sue, et patris sui, et matris sue, et aliorum antecessorum suorum, adjecit in elemosinam predictis XXti VI solidis, prefata uxore sua concedente, XXti IIIIor solidos, volens et instituens, ut de cetero, pro decima memorati furni memoratis monachis annuatim L solidi, ab ipso et ab eis qui post ipsum furnum eundem possessuri sunt, reddantur in perpetuum; de quibus L solidis singulis ebdomadis XII denarii reddentur donec totum persolutum sit. Ego vero, ad peticionem ipsius Hugonis, predictam elemosinam manu cepi. Quod ut ratum esset et constans, litterarum mearum attestatione et sigilli mei impressione confirmavi. Actum firmiter anno gratie M° CC° II°. Datum per manum Theobaldi cancellarii. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

ABBAYE DE SAINT-CYPRIEN DE POITIERS

Article 24.

(1 pièce.)

1258, 29 mars. — Accord entre Raoul de Beaumont, seigneur de Bressuire, d'une part, et l'abbé de Saint-Cyprien de Poitiers, au nom du prieuré de Saint-Cyprien de Bressuire, d'autre part, relatif a leurs droits. — Universis presentes litteras inspecturis, Radulfus, decanus, et capitulum Pictavense, salutem in Domino. Noveritis quod, cum inter religiosum virum abbatem Sancti Cypriani Pictavensis, nomine monasterii sui et prioratus Sancti Cypriani de Bercorio ac hominum abbatis de Flazeis, ex una parte, et nobilem virum Radulfum de Bellomonte, dominum de Bercorio, ex altera, tam super talleiis, charreagiis, calceiis, portis calceiarum, biennis, frumentagiis, bastardis, albanis et vacis hominibus, exercitu, calvacata, molendinis, garenis, quam super aliis multis articulis, contentio verteretur, ac inter partes predictas fuisset diutius deductum in juditio et etiam agitatum; tandem, post multas altercationes, interveniente pro-

borum et prudentum virorum consilio et tractatu, communi assensu abbatis et domini predictorum, inter dictum abbatem pro se et conventu suo et hominibus suis de Flazeis, ex una parte, et dictum dominum pro se, heredibus, successoribusque suis, ex altera, super premissis omnibus, ac etiam super omnibus dampnis et expensis quas utraque pars habuerat ac facerat, ratione predictorum, nec non super omnibus questionibus et querelis que erant inter abbatem et dominum supradictos, pacificatum, concordatum ac ordinatum extitit in hunc modum : videlicet, quod pro talleia, quam petebat dominus Bercorii ab hominibus abbatis ad adjuvamentum filie domini de Bercorio, qui pro tempore esset, maritande, ac pro talleia quam dictus dominus, dominum Bercorii, qui pro tempore esset, habere dicebat in novitate sue milicie in hominibus supradictis, et pro ea etiam talleia sive pro eis talleiis, quam vel quas idem dominus dominum Bercorii, qui pro tempore esset, posse petere et exigere asserebat, quando dominum Bercorii capi contingeret in torneamento vel in guerra, vel quando ipsum dominum Bercorii, qui pro tempore esset, contingeret transmeare ab hostibus antedictis, ac etiam pro omnibus quibuscumque aliis talleiis, exactionibus vel serviciis, exceptis hiis que inferius specificata sunt et expressa, ac etiam pro charreagio, quod idem dominus super dictis hominibus dominum Bercorii habere dicebat, prior prioratus predicti et ejus successores vel eorum mandatum predicto domino ejusque successoribus vel eorum mandato reddent et solvent viginti quinque solidos usualis monete in vigilia Omnium Sanctorum annuatim, quibus viginti quinque solidis persolutis, predicti homines abbatis et prioratus predictorum aut eorum heredes ratione aliquarum aliarum talleiarum, exactionum sive charreagiorum non tenebuntur in aliquo dicto domino nec ejus successoribus, nisi solum ad talleiam de festagio et ad talleiam quam consuevit percipere in festo Sancti Johannis, ut dicitur, dominus Bercorii ab eisdem, et ad talleiam de mortua manu quando ipsam evenire contigerit, sicut homines aliorum religiosorum de terra ipsius domini qui ad eam tenentur; de qua talleia de mortua manu inter partes predictas sic extitit ordinatum : quod si, quocumque casu contingente, cessaret predicta talleia de mortua manu in castellania de Bercorio vel honore, predicti homines vel eorum heredes a prestatione et debito hujusmodi tallie de mortua manu liberi remaneant penitus et immunes; si vero prior, qui pro tempore erit in prioratu predicto, in solutione dictorum viginti quinque solidorum cessaverit in termino antedicto, me-

moratus dominus et ejus successores usque ad predictam summam viginti quinque solidorum et non alias ad res et terram predictorum hominum se poterunt vindicare. Predictus autem dominus Bercorii, heredes successoresque sui calceiatam stagni ipsius domini in qua situm est est molendinum molendinum *(sic)* prioratus predicti et molendinum ipsius domini, in quantum protenditur dicta calceiata longitudine, altitudine et latitudine, a burgo Sancti Cypriani de Bercorio usque ad introitum castri Bercorii, nec non portas ipsius calceiate seu stagni, tenebuntur de cetero in perpetuum facere, reficere, emendare, reparare ac omnino restaurare et in bono statu tenere continue, quociens-cumque calceiata et porte ejusdem vel aliquid eorum factione, refectione, emendatione, reparatione aut etiam restauratione indiguerint, vel aliquo predictorum ad quorum calciate et portarum factionem, refectionem, emendationem, reparationem aut etiam restaurationem vel eorum aliquid, prior prioratus predicti vel abbas sive successores eorum aut etiam homines eorumdem non tenebuntur de cetero aliquid ponere, contribuere neque dare, neque in esu, neque in potu, nec in pecunia, nec etiam aliquo alio quoquo modo; pro quibus factionibus, refectionibus, emendationibus, reparationibus, restaurationibus calceieate et portarum, memoratus abbas pro se et conventu suo dimisit penitus et quittavit domino Bercorii antedicto et suis successoribus omnem piscationem sive capturam piscium quam dictus prioratus sive idem abbas habebant in stagno predicto et portis ejusdem, sive cum virgis, sive cum quolibet alio instrumento; et ne super levatione dictarum portarum prior vel prioratus predicti in molendino suo predicto vel alias aliquo patiantur tempore detrimentum aut aliquam lesionem, circa levationem earum taliter extitit ordinatum, quod duo homines fideles manentes in burgo Sancti Cypriani predicto constituentur a dicto domino ad levandas portas predictas, quociens opus fuerit priori et prioratui antedictis, qui si constituti non essent vel si essent et facta requisitione eis aut eorum aliquo vel denunciatione eorum domui, non fieret portarum levatio predictarum per eos vel alterum eorumdem, priori, qui pro tempore erit in dicto prioratu, vel ejus nunciis, ex tunc portas predictas libere levare licebit si sibi viderint expedire; si vero dominus supradictus vel ejus successores priorem qui pro tempore erit vel ejus nuncios suspectos haberent quod factum non fuisset illud quod faciendum esset secundum formam superius annotatam, super predictis semper crederetur levatori sive levatoribus earumdem dum modo super hiis fidem facerent jura-

mento; si autem ob defectum factionis, refectionis, emendationis, reparationis, retaurationis predictarum calceiate vel portarum vel alicujus premissorum abbas vel prioratus predicti in molendino suo predicto sito in calceiata predicta vel etiam alias sustinerent tractu temporis detrimentum aliquid sive dampnum, dictus dominus de Bercorio, heredesque ac successores ipsius, abbati et prioratui antedictis dampna tenebuntur integre resarcire ac etiam omnino restaurare. De biennio vero sic extitit ordinatum, quod homines abbatis predicti de Flazeis agricultores cum bobus, per duas septimanas biennum domino Bercorii et successoribus suis facient atque reddent annis singulis, et alii homines de Flazeis tantum boves non habentes per unam septimanam, ita tamen quod tam isti quam illi supradictum biennum facere minime tenebuntur tempore communium messium, vindemiarum aut seminationum, nisi urgens et evidens necessitas id exposcat. Frumentagium autem habebit dominus antedictus et ejus successores in hominibus de Flazeis tantum antedictis secundum quod ipse vel tenentes ab eo habere actenus consueverunt. De exercitu autem et cavalcata sic extitit ordinatum quod homines abbatis predicti de Flazeis tenebuntur ad exercitum et cavalcatam pro defensione terre solummodo domini supradicti, ita etiam quod si dominus predictus vel ejus successores in exercitu vel cavalcata pro defensione terre exierint, ipsos sequi tenebuntur homines supradicti usque ad locum solummodo unde, ipsa die qua pro exercitu sive cavalcata ab hospiciis suis homines antedicti recesserint, reverti valeant ad hospicia eorumdem; et si ipsum dominum vel successores suos in exercitu vel cavalcata pro defensione terre sue contingat moram facere ultra unam diem, ad custodiam castri de Bercorio venient homines de Flazeis antedicti et illud pro posse suo custodient sicut alii homines aliorum religiosorum qui ad hoc tenentur predicte castellanie, quamdiu dictus dominus in exercitu suo erit. Bastardi vero albani et vaci homines eidem remanebunt de cetero in cujus dominio prima nocte jacebunt, abbatis, domini de Bercorio scilicet, vel prioris, ita tamen quod domino Bercorii remanebunt jura sua super bastardis, albanis et vacis hominibus remanentibus in terra abbatis et prioratus predictorum secundum quod habet in aliis hominibus antedictis, sicut superius est expressum. Item de molendinis sitis in calceiata predicta, quorum alterum est domini et alterum prioratus, sic extitit ordinatum quod molendinum prioratus eidem prioratui et molendinum domini eidem domino in perpetuum remanebunt in statu inferius declarato, videlicet quod, quamdiu

erit bladum in molendino domini et blado molendinum caruerit prioratus, de molendino dicti domini bladum deportabitur ad molendinum prioratus, excepto blado ingrenato et unico saco bladi, et vice versa fiet de blado existente in molendino prioratus si blado caruerit molendinum domini supradicti, nec dictus dominus nec ejus successores inhibebunt nec facient inhiberi suis hominibus quin molere veniant atque molant ad molendinum prioratus predicti, et si inhiberent vel inhiberi facerent, dampna que ob hoc sustinerent prior et prioratus predicti, eisdem priori et prioratui dictus dominus et ejus successores tenerentur reddere, resarcire ac etiam restaurare integre. Rursus dominus de Bercorio aut ejus heredes sive successores in loco qui dicitur Vetus Mota vel circa in terra prioratus predicti garennam defensum non poterunt de cetero facere nec habere: Vigeria autem, quantum vigeria sonat secundum consuetudinem Thoarcensem, remanet in perpetuum priori et prioratui antedictis in terra et hominibus abbatis de Flazeis, et alta justicia, quantum sonat secundum consuetudinem Thoarcensem, remanet domino Bercorii, heredibus, successoribusque suis. Quia vero inter partes in dubium vertebatur quantum et quid sonaret vigeria et quid et quantum alta justicia secundum consuetudinem Thoarcensem, concordatum fuit inter abbatem et dominum sepedictos, quod per magistrum Guillelmum de la Cossaie et Stephanum Ragoti, clericos, super hiis rei veritas inquiratur; item quod per eosdem inquiratur quid et qualiter de arbergamentis frotis de burgo Sancti Cypriani predicto actenus extitit actum, usitatum ac etiam observatum. Inquisitione vero facta per clericos antedictos super vigeria et alta justicia et arbergamentis frotis, ut dictum est, voluerunt, consenserunt ac etiam concesserunt abbas et dominus antedicti tenere fideliter et firmiter observare quicquid super predictis vigeria, alta justicia et arbergamentis frotis dixerint, statuerint aut ordinaverint, si concordes extiterint clerici antedicti, et si discordes fuerint quicquid per alterum eorumdem clericorum una cum venerabili viro magistro Gaufrido, archidiacono Briocensi, vel abbate Auree Vallis, mediatoribus, super predictis vigeria, alta justicia et arbergamentis frotis infra instantem Assumptionem Beate Marie dictum fuerit, statutum vel etiam ordinatum. Ea vero sola que pro domino Bercorii et successoribus suis specificata sunt superius et expressa habebunt dominus Bercorii ac heredes et successores sui in terra et hominibus abbatis predicti de Flazeis, nec in eadem terra vel hominibus predictis ultra illa aliquid poterunt exigere, requirere vel habere. Universa

autem et singula supradicta promiserunt predictus dominus de Bercorio et Theobaldus, primogenitus filius ipsius, pro se successoribusque suis, fide data et sub obligatione omnium bonorum suorum, et abbas predictus similiter fide data et sub obligatione omnium bonorum suorum, pro se et suis successoribus, tenere firmiter et fideliter observare et non facere vel venire contra predicta vel aliquid, predictorum per se vel per alium sive per alios in futurum. In cujus rei testimonium, ad requisitionem dictorum domini et abbatis, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Et nos abbas et conventus Sancti Cypriani Pictavensis, et ego dominus Bercorii antedictus, sigilla nostra una cum sigillo viri discreti domini Theobaldi de Noviaco, tunc temporis senescalli domini comitis Pictavensis, presentibus litteris apposuimus ad robur perpetue firmitatis. Actum die veneris post Resurrectionem Domini, anno Domini millesimo ducentessimo quinquagesimo octavo. — *(Orig. parch., primitivement scellé de quatre sceaux perdus.)*

ABBAYE DE SAINT-MAIXENT

Article 25.

(1 pièce.)

1243/1244, mars. — Vente faite a l'abbé de Saint-Maixent, par Isorez Daitre, Guillaume et Jehan Isore, ses fils, et Aye, femme dudit Jehan, d'un hébergement, d'un pressoir et de trois pièces de vignes, situés a la Jarne. — Ge, Isorez Daitre, fois assaver à toz ceaus qui ceste présente chartre veiront & oiront, que, ge, ob l'otrei & ob la volunté de Willelme Ysore, clerc, & de Johan Isore, mes filz, & de Aye, femme audit J. Ysore, mun fil, la quaus Aye fut fille fahu Isembert Berenger, chevaler, ai vendu à sire père abbé de Seint Maissent, un harbergement & lo troil qui i est, & treis pèces de vignes que ge aveie en Agerne, li quaus habergemenz est en Agerne joste le grant chemin par ont l'om vait d'Agerne à Seint Johan Dangele, entre l'arbergement Aimeri Joffrei & l'arbergement Arnaut de Fessac; & dau dites vignes est une pèce à la Croiz d'Agerne, dont est une partie on fé fahu Savari de Mauleon & l'autre partie on fé Willelme de Fessac, la quaus pèce est près d'Agerne, & duret le lonc des lo grant chemin dessus

dit jusqu'à la vigne de l'abbaie de Buzeis, qui fut plantée on terres au chapelain d'Agerne, joste la veie par ont l'om vait de la dite Croiz vers la Jarrie, eissi cum li fossez que ge i hai fait faire ou en levet & clot vers les autres vignes qui sunt au dessus; & l'autre pèce est on fé Girart de Mairencannes joste lo dit chemin entre la vigne Chafaut e la vigne W. Bretonea; e l'autre pèce est la treille qui est davant lo troil & joste la terre Père Gaschet; icestes III pèces de vignes & lo davant dit harbergement ob lo troil qui i est, avom otrée, ge & mi fil & ma bruz dessus nomé, a tenir & à aver durablement au davant dit abbé & à ses successors & à lor comandement, à faire tote lor volunté por CC libres de tornes meinz X libres, que li davant diz abbes m'en dona & paia & ge m'en tenc por bien paiez. E ge & les meies choses quauque part que eles seient, somes tenu à garir au davant dit abbé & à ses successors & à lor comandement contre tote gent aus us & au costumes de lénor de Chastelaillon, lo davant dit habergement & lo dit troil & les dites vignes, francs & quittes & delivrés de tot homenage lige & plain & de toz empaitremenz qui fait i sereient per ochison de mei & dau meins & d'autres devers, saus XV sols de cens qui devent estre rendu chascun an por lo dit harbergement à Aimeri Joffrei & à ses parconers & sau lo complant & gardes & recez & garcages qui devent estre rendu au segnors dau davant diz fez, ou à lor comandement dau dites vignes, ceu est assaver: lo quint de la vendenge dau vignes, qui sunt on fez fahu Savari & Girart davant diz; & lo quart de la vendenge daus autres vignes par complant. E avom renuncie, ge Ysorez & ge W & ge J., si fil davant dit, & ge Aye dessus dite, à exception de non nombrée pécune & de menor pris, & à tote force, & à tote aive de leis & de canon, & à totes noveles institucions, & à toz privilèges, & à totes costumes qui nos poireent aiver à venir contre icest fait. E avom juré de nostre plain gré sor le Seint Evangile que jamais contre iceste vende ne contre la tenor de ceste chartre ne vendrom ne autre por nos, et que ge Aye on dites choses vendues reins ne demanderai por oscle, ne por mariage, ne por autre chose. E por ceu que ceste chose feit plus ferme & plus estable, sire Peres, par la graice Deu adonques évesques de Saintes, saela & conferma à la requeste dau parties iceste présente chartre de sun saea. Ceu fut fait l'an de l'Incarnation Jhesu Crist, M. CC. & XLIII, on meis de marz.

(Orig. parch. scellé sur lacs de chanvre d'un sceau en cire verte.)

ABBAYE DE MAUZAC

Article 26.

(1 pièce.)

1360/1361, 9 mars. — VIDIMUS D'UN ARRÊT DU PARLEMENT DU 5 DÉCEMBRE 1357, QUI RELATE UN ACCORD SURVENU LE 18 AOUT PRÉCÉDENT ENTRE LES RELIGIEUX DE MAUZAC ET LES HABITANTS DUDIT LIEU DE MAUZAC. — Universis presentes licteras inspecturis et audituris, Johannes Beraudi, custos sigilli illustris et potentis principis domini Johannis, filii Regis Francie, ducis Arvernie et Biturie, in Arvernia constituti, salutem in Domino. Noveritis quod nos vidimus quasdam patentes licteras, sigillo Castelleti Parisiensis sigillatas, quarum tenor de verbo ad verbum sequitur et est talis:

Johannes, Dei gracia Francorum rex, universis presentes licreras inspecturis, salutem. Notum facimus quod, visis per curiam nostram licteris nostris quarum tenor talis est:

Johannes, Dei gracia Francorum rex, dilectis et fidelibus gentibus nostrum prius Parisiense Parlamentum tenentibus, salutem et dilectionem. Significaverunt nobis religiosi abbas, decanus et conventus de Mauziaco, ex una parte, et consules ville de Mauziaco, pro ipsis ac habitatoribus ejusdem ville, ex altera, dicentes quod, cum dicti religiosi a quadam sentencia per baillivum nostrum Alvernie contra ipsos et pro dictis consulibus, nomine quo supra, civiliter lata, et dicti consules, quo supra nomine, a quadam alia sentencia contra ipsos et pro dictis religiosis per dictum baillivum civiliter eciam lata, quarum causarum processus sunt penes, baillivum predictum in scriptis, ad nostri Parlamenti curiam appelaverint, et super hec utraque pars adjornamentum impetraverit et executioni debite demendari fecerit : tamen dicte partes, que sunt ad invicem naturales domini et subjecti, et sunt eciam per guerrarum discrimine adeo occupati, quod ad prosequendas in dicto nostro Parlamento hujusmodi causas aliquomodo sine corporis periculo intendere non possent, et propter hoc, si obtinerent a nobis licenciam concordandi et recedendi a curia absque emenda, libenter ad invicem concordarent; unde nobis supplicarunt ut super hec licenciam concordandi et recedendi sine emenda nobis propter hoc prestanda a dicta curia nostra, presertim cum dicte cause, ut dicitur, nos nec procuratorem nostrum aliquomodo non tangant,

concedere dignaremur; nos igitur, actentis premissis, pro compaciente affectu super hiis, eisdem nostram graciam in casibus predictis impertiri volentes, eisdem de gracia speciali, presencium tenore concedimus, ut in dictis causis concordare absque nobis propter emenda prestanda et a nostra curia recedere valeant. Quare vobis mandamus quatenus dictos religiosos et consules, nomine quo supra, nostra presenti gracia in casibus predictis uti et gaudere faciatis, nec ipsos in contrarium molestetis vel impediatis seu molestari vel impediri permittatis, accordum per ipsos super hec factum curie nostre reportando. Datum Parisius die XXIIII[a] novembris, anno Domini millesimo CCC[o] quinquagesimo septimo, sub sigillo Castelleti nostri Parisiensis, in absencia magni :

Magister Bovitus Celerii, procurator et nomine procuratorio religiosorum abbatis, decani et conventus Mauziaci, ex una parte, et Hugo Chalueti, procurator et nomine procuratorio consulum et habitatorum ville Mauziaci, ex altera, de licencia curie nostre recognoverunt et confessi fuerunt inter partes predictas concordatum fuisse ac eciam ex habundanti concordaverunt et pacificaverunt, prout in quibusdam licteris duobus sigillis ut prima facie apparebat sigillatis curie nostre traditis, continetur, quarum tenor talis est :

Tractié est et accordé s'il plaist à la court entre religieuzes et honnestes personnes l'abbé et le couvent du moustier de Mauzac et le déan dudit lieu, pour tant comme chascun peut appartenir, d'une partie, et les consulz dudit lieu de Mauzac, pour eulz, leur commune et habitans, d'autre partie, dez causes ou discors qui sont et estoient entre les dictes parties conjoinctement ou diviséement à la court de Parlement et qui sont et estoient par devant le gouverneur du bailliage d'Auvergne, tant en demandant comme en défendant, par la manière qui s'ensuit. Premièrement, que comme cause jadiz feust meue entre révérent père en Dieu l'abbé Bernart dudit moustier de Mauzac, demandeur d'une partie, et les dis consulz, ou non que dessus, d'autre partie, pour cause de ce que li dis abbes demandoit aus dis consulz et habitans de la dicte ville de Mauzac cinquante livres tournois, pour cause de sa nouvele créacion et joyeus avènement, comme à ce fussent tenus par plusieurs causes et raisons qu'il disoit et mectoit avant, et les diz consulz, ou non que decessus, deissent à ce non estre tenus par plusieurs raisons que disoient, et pour cause de ce fut grant plait et grant cause entre lez dictes parties par devant le juge dudit abbé et couvent, et emprès par devant le bailli d'Auvergne, qui pour le

temps estoit, entre ledit abbé qui à présent est, d'une partie, et lez dis consulz, d'autre partie, pour cause d'une appellacion que firent et avoient fait les dis consulz dudit juge par devant ledit bailli; et emprès ledit bailli donna sentence pour les dis consulz et encontre ledit abbé en la dicte cause d'appelacion et et en la cause principal touchans lesdictes cinquante livres, en eulz absolvans de la demande desdictes cinquante livres, de laquelle sentence li dis abbes ou son procureur appela à la court de France et empetra son adjournement ou révocatoire et fait exécuter aus jours du bailliaige d'Auvergne du prochain venant Parlament; que touz procès faiz sur ce et ladicte appellacion seront délaissiez et les dictes parties s'en délaisseront, et dores en avant les dis consulz et habitans paieront à un chascun abbé, qui pour le temps avenir sera procrées nouveaus abbés en la dicte abbaye, trente livres tournois, c'est assavoir : pour une foys à chascun abbé, tant seulement pour cause de sa nouvele créacion et joyeux avènement, et de la monnoye qui courra le jour que premièrement y fera sa intrée au dit moustier, et les dis consulz seront quictes dez dictes cinquante livres et de touz les arrérages qui en pourroient estre deus, et de touz despens qui ont esté faiz jucques au jour duy pour cause de ce l'une partie demourra quicte envers l'autre et l'autre envers l'autre. Item comme les dis consulz, ou non que dessus, eussent appelé à défaut ou denée de droit à l'audience du dit bailli ou de son lieutenant de l'audience du doyan dudit moustier dudit lieu de Mauzac ou de son lieutenant, qui estoit pour le temps, les dis consulz, ou non que dessus, renonceront à leur dicte appelacion sanz amende et forfaiture, et recouvreront les dis consulz et habitans à la court et cognoissance des diz religieux et de leurs juges et officiers, et pour cause des despens faitz par les dis abbé et couvent et déan en la dicte cause d'appelacion, les dis consulz, ou non que dessus, paieront audit abbé et covent quatre vint diz livres tournois tant seulement et de la monnoye au jour dui courrant, en quatre ans à commencier le jour de la date que cest présent accort sera octroyés par la court, et la dicte somme d'argent se paiera vint livres annuelament les troys ans premiers, et au quart an se paieront trente livres tournois, et les dis consulz et habitans demourront quictes de toutes clames, défaux, amendes peccunières en les queles eulz et chascun d'eulz pevent estre tenus aus dis abbé et couvent et déan de tout le temps passé jucques au jour duy, feussent du temps des officiers dez dis religieux ou de leur prédécesseurs, ou du temps des commissaires qui ont

tenu et tiennent la dicte justice de Mauzac par le roy, en tant comme puet toucher lez dis religieux et à eulz appartenir. Item, comme question feust entre lez dictes parties pour cause du pasturage d'un pré des dis religieux appelé le pré des Longes, ou quel les dis consulz disoient que les dis habitans devoient faire pasturer leur bestes audit pré, levée la première herbe, et les dis abbé et couvent deissent que il estoient en possession et saisine de défendre, que dores en avant lez dis habitans pastureront et feront pasturer audit pré leur bestes, levée premièrement la première herbe laquele l'en appele temporif, et les dis religieux pourront tenir la dicte herbe au dit pré jucques au XVe jour du moys de juillet, et passé le XIIIIe jour du dit moys de juillet les dis habitans pourront mectre leur dictes bestes audit pré, soit levée ladicte herbe ou non, selon la saison du temps, et le dit pré entrera en deffens le IIe jour du moys de mars, excepté que lez dis habitans y pourront intrer avec leur bestes le jour de la feste de Notre Dame de Mars, le dimanche de Micaresme, de Raspaux, le Jeudi et Vendredi Benoit, le jour de Pasques les Grans, que sont acoustumez; et pour cause de ce, les dis consulz, ou non que dessus, asserront et assigneront aus dis abbé et couvent cint stiers de froment censaulz, au tiers denier de vendes et selon la coustume d'Auvergne et à la mesure de la ville de Mauzac, à porter au guernier dudit moustier en lieux bien séans et compétens et dans deux lieues entour la dicte ville de Mauzac et en lieux quictes et allodiaux, se ce n'estoit que les dis lieux où les dis cens seront assis meussent du fief des dis religieux; et doivent faire les dis consoulz, ou non que dessus, la dicte assise deins quatre ans à commencier le jour de la date que cest présent accort sera octroyé par la dicte court; et jucques à tant que ladicte assise sera faicte les dis consulz, ou non que dessus, doivent paier ledit blé aus dis religieuz ou ce que en restera assirre et envoyer à leur grenier de Mauzac; et est assavoir que lez dis habitans doivent faire pasturer leur bestes au dit pré sanz fraude et aussi les dis religieux dudit moustier résidens audit moustier, et nulz autres fors que de la dicte ville y pourront faire pasturer leur bestes et sanz fraude; et est assavoir que les dis abbé et couvent pourront crener leur dit pré et mectre en gaignage en tout ou en partie quant leur plaira, et quant le mectront en gaignage, par celui temps que ledit pré sera en gaignage les dis consulz ne seront tenus de paier le dit cens, et, si l'ont assis, les tenemenciers respondront aus dis consulz, et leveront ou feront lever lez dis consulz ledit blé à leur proufit et de leur commune, et par

ainssi se fera la dicte auz dis religieux; et si esdevenoit que le dit pré ne feust tout en gaignage, mais en partie, les dis religieux déduront et les dis consulz lèveront du dit cens au tant comme pourra monter ledit gaignage, comme se la tierce partie estoit en gaignage il ne payeront du dit cens, mais les deux parties, et par ainsi tant pour tant; et quant le dit pré aura esté en gaignage et se retournera en pré lezdis religieux lèveront leur cens et leur sera payé comme par avant et le lèveront et en joyront en tout et par tout entièrement se le dit pré retourne en pré, et se en partie en partie en joyront, ainsi comme dessus est dit; et les bestes des dis habitans ne doivent pasturer au dit pré jucques la première herbe de la prochain venant année sera levée et entredeux n'en doivent riens paier. Item, comme lez dis consulz, ou non que dessus, se deissent exemps de la jurdicion et cognoissance des dis religieux et de ouvrer à la réparacion des fossés que lez dis religieux faisoient faire à la dicte abbaye, pour cause de la dicte appellacion à défaut ou denée de droit et pour cause d'unes lettres royaulz que les dis consulz avoient empétrée, et pour cause de ce feussent intrez en plait avec les dis religieux par devant ledit bailli ou son lieutenant, et en ycelle cause certain jugement fu fait par ledit bailli au proufit et à la entencion dez dis religieux et encontre lez dis consulz, du quel jugement les dis consulz appelèrent et avoient appelé à la court de France et ont empétré leur adjournement ou révocatoire et fait exécuter aus jours du bailliage d'Auvergne du prouchain venant Parlament, que la dicte appellacion se délaisseront du tout. Et toutes les autres causes qui avoient esté et estoient entre les dictes parties jucques au jour duy seront aussi délaissées sans ce que l'une partie en puist aucune chose demander à l'autre, ne l'autre à l'autre en principal ne en despens fors tant seulement ce que dessus est dit et desclamé, et lez dictes parties ou cas dessus dit ont promis accendre lez choses dessus dictes et en contre non venir en aucun temps, et que cest présent accort baille et tiegne et soit mandé à exécucion comme arrest de Parlement, et que amende soit levée sur la partie qui vendra encontre touteffoiz et quantes fois elle y vendra, tout ainsi comme se elle venoit contre l'arrest donné en Parlement. Ceste chose fu accordée par les dictes parties ou cas dessus dit, le XVIII[e] jour du mois d'aoust l'an mil CCC cincquante et sept, en la présence de discrez hommes et saiges maistres Estienne Pelat, Michel Soustreuve, Jehan Ymbaut, Bernart Belet, Géraut Olivede et plusieurs autres.

Quibus quidem litteris curie nostre, ut predicitur, traditis,

ipsa curia partes predictas et earum quamlibet ad omnia et singula in supradictis licteris contenta, tenenda, complenda et firmiter ac inviolabiliter observanda ad requisitam et de concensu dictorum magistri Bouveti et Hugonis, quibus supra nominibus, per arrestum condempnavit et ea ut arrestum ejusdem curie execucioni demandari voluit et precepit. In cujus rei testimonium sigillum Castelleti nostri Parisiensis in absencia magni presentibus licteris est appensum. Datum Parisius in Parlamento nostro V[a] die decembris anno Domini millesimo CCC° quinquagesimo septimo.

In cujus visionis testimonium hiis licteris presentibus, seu huic presenti transcripto, sigillum curie Riomni, in absencia dicti sigilli quod custodimus, duximus apponendum. Datum die martis ante festum beati Gregorii pape, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo. W. Audun. Facta est collatio. — *(Orig. parch., scellé de cire blanche sur lacs de chanvre.)*

ABBAYE DE SAINT-PIERRE DE GAND

Article 27.

(1 pièce.)

1225. — CHARTE DU ROI LOUIS VIII DONNÉE A COMPIÈGNE, QUI CONFIRME UN ACTE DE THÉODORIC, COMTE DE FLANDRE, DATÉ DE LENS L'AN 1163, RELATIF AUX DROITS QU'AVAIT L'ABBAYE DE SAINT-PIERRE DE GAND EN LA VILLE DE HARNES. — In nomine Sancte et Individue Trinitatis, Amen. Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri nos vidisse cartam Theoderici, quondam comitis Flandrie, sub hac forma :

Theodoricus, Dei gratia Flandrie comes, omnibus tam futuris quam presentibus in perpetuum. Notum sit omnibus quod, cum dilectus noster Walterus, abbas Sancti Petri Gandavensis, sepe graviter nobis conqueretur, quod Michael constabularius multas ei faceret injurias super justitiis et consuetudinibus ville de Harnes, tandem, apud castellum Lens, in presentia nostra et hominum nostrorum, jus abbatis declaratum est hoc modo, scilicet quod omnes justicie altiores et inferiores, sive leges de qualicumque forisfacto in villa de Harnes et in ejus pertinentiis

abbatis et ecclesie sue essent libere et absolute, et quod nec nos etiam in ipsa villa vel in ejus appenditiis aliquam justitiam vel potestatem haberemus, nisi abbas vel prepositus suus pro auxilio nos invitaret, Michael autem tertium solummodo denarium deberet habere de placitis et forisfactis. Volumus itaque atque precipimus ut ipse abbas et monachi sui predictam villam et ejus pertinentia cum omnibus justiciis et legibus majoribus et minoribus, amodo libere possideant et quiete et a nullo penitus successorum nostrorum libertas ista infrangatur vel aliqua eis violentia inferatur. Et ut hoc firmum et inconcussum permaneat, sub presentis carte testimonio predictam libertatem prelibatis abbati et ecclesie sue damus et concedimus et sigilli nostri munimine in perpetuum obtinendam confirmamus. Actum apud castellum de Lens, anno Dominice Incarnationis M° centesimo sexagesimo tertio.

Ut igitur premissa perpetue stabilitatis robur obtineant, presentem paginam sigilli nostri autoritate et regii nominis karactere inferius annotato, salvo jure alieno, confirmamus. Actum Compendio, anno Dominice Incarnationis M° CC° vicecimo quinto, regni vero nostri secundo, astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa : Dapifero nullo; Signum Roberti, buticularii; S. Bartholomei, camerarii; S. Mathei, constabularii.

Data per manum Guarini *(monogramme du Roi),* Silvanectensis



episcopi, cancellarii. — *Au verso :* Confirmatio Ludovici, de Harnes. — *(Orig. parch., sceau perdu).*

ORDRE DE SAINT-BENOIT

Abbayes de Femmes

ABBAYE DE SAINT-JULIEN DU PRE

Article 28.

(6 pièces.)

1. — 1616, 27 juin. — Accord entre Jehan Bourgoin, marchand, demeurant au Mans, paroisse de Saint-Benoît, et Roch Plessis, aussi marchand, au sujet d'un chemin accessible pour exploiter la pièce de terre appelée la Navière, autrement la Vausine, par sur les terres dépendant du lieu de la Navière, appartenant audit Plessis, situé paroisse de Notre-Dame du Pré, faubourg du Mans, lequel chemin devrait prendre son embranchement par joignant la Fontaine, et continuer le long des haies desdites terres jusqu'à ladite pièce de terre de la Navière, suivant un contrat du 25 novembre 1524. Pour éviter procès, ledit Plessis s'oblige bailler audit Bourgoin un chemin pour aller et venir à ladite pièce de terre de la Navière, par sur une pièce de terre labourable appelée le champ du Poirier-de-Julien, l'embranchement duquel chemin sera tendant dudit lieu de la Navière au bois de la Pennesière, et sera ledit chemin clos et planté de plant par moitié à communs frais par lesdits Bourgoin et Plessis, et entretenu à l'avenir par ledit Plessis. Et au moyen des présentes, ledit Bourgoin renonce au chemin ancien par lequel il avait droit d'exploiter sondit champ. — *(Exp. parch.)*

2. — 1626, 4 mars. — Acte par lequel Rocq Plessis, marchand, et Marie Bourgoin, sa femme, demeurant au Mans, paroisse de Pontlieue, vendent à Pierre Marchant, marchand, demeurant audit Mans, paroisse de Saint Benoît, qui achète pour lui et pour Scolasse Gemy, sa femme, le bordage de la Navaire, autrement Vaurousée, situé en la paroisse et faubourg du Pré, et plusieurs pièces de terres. Ladite vente faite pour le prix de 910 livres tournois et à charge par le vendeur de payer

annuellement à la recette de la seigneurie de l'abbaye du Pré, dont lesdites choses sont tenues, 6 sols tournois de rente faisant partie de 25 sols tournois, dont tout ledit lieu de la Navaire est chargé. — A la suite de l'acte est une quittance des droits de ventes donnée le 30 août 1629 et signée : S[r] Marguerite de Miée de Guespray, abbesse du Pré. — *(Exp. parch.)*

3. — 1633, 2 juin. — Déclaration rendue à « révérande et pieuse dame madame sœur Margueritte de Miée de Guespray, abbesse de l'abbaye de monsieur Sainct Julian du Pré lez le Mans », à cause de son fief et seigneurie dudit lieu du Pré, par Bertran Dugast, prêtre, l'un des curés de la paroisse de Notre-Dame du Pré, pour les choses qu'il tient en la seigneurie de ladite dame abbesse, à savoir : 1° sa maison presbytérale, joignant l'autre maison de l'autre cure du Pré, et d'autre côté la maison de l'abbaye que M[e] Julien Buffart, prêtre, tient à viage, aboutant d'un bout aux jardins du Sépulcre, d'autre bout le chemin tendant de l'église de ladite paroisse du Pré au Sépulcre; pour laquelle maison il est tenu au service divin ; 2° un jardin dépendant de sadite cure, situé en ladite paroisse du Pré, joignant le jardin M[e] Michel du Vivier, avocat au Mans, sieur de la Gapaillère, par raison duquel jardin il doit 3 sols mansais de cens au jour de Saint Jehan Baptiste, et deux corvées à faner ou à vendanger dans les prés ou les vignes de l'abbaye; 3° la rente de 6 livres tournois que noble Jean Le Balleur, conseiller du roy et son procureur au grenier à sel du Mans, lui doit payer à la fête de Saint Martin d'hiver, sur deux quartiers de vignes au clos de la Presle, baillés audit Leballeur le 7 juin 1616 par M[e] Jean Le Trippier, précédent curé de ladite cure, à ladite rente et à charge d'acquitter les devoirs féodaux dus à l'abbaye du Pré pour les dits quartiers de vignes. — *(Orig. parch.)*

4. — 1648, 12 février. — Contrat par lequel Louis Besnier, sieur des Bois, bourgeois du Mans, y demeurant, faubourg du Pré, vend à Pierre Marchant, marchand, demeurant paroisse de Saint-Benoît au Mans, une portion de terre à prendre dans la pièce appelée le Grand-Champ, situé au lieu de la Navière, vulgairement appelé Vaurouzée, faisant partie, ladite portion de terre, dudit lieu de Vaurouzée appartenant audit vendeur, et joignant le chemin dudit lieu au bois de Pannetière; relevant censivement de la seigneurie du Pré; ladite vente moyennant la somme de soixante livres tournois. — *(Exp. parch.)*

5. — 1663, 7 mars. — Contrat par lequel Jacquine Doisnard, veuve de feu Jehan Bellanger; Renée Bellanger, maître boulanger; et Jacquine Bellanger, fille majeure, se faisant forts de Mathurin Bellanger, maître corroyeur à Laval, baillent à Scholastique Marchais, veuve de défunt Michel Perray, vivant greffier au grenier à sel de la ville du Mans, demeurant paroisse Saint-Benoît, deux quartiers de vignes au clos de Vaurouzée, avec un morceau de terre labourable, côtoyant ladite vigne, contenant demi-journal, joignant la terre de vénérable et discret maître Noël Engoulevent, sieur de Baugé, prêtre, trésorier de la chapelle royale du Gué-de-Maulny, le tout tenu censivement du fief de l'abbaye du Pré. Ladite baillée faite pour 22 livres 10 sols tournois de rente perpétuelle. — A la suite de l'acte est une quittance des droits de ventes donnée le 7 mai 1664 et signée : S[r] Anne de Montallais, abbesse du Pré. — *(Exp. parch.)*

6. — 1697, 7 mars. — Contrat par lequel Maître Honorat Hoyau, conseiller du roi et son procureur au siège royal de la prévôté du Mans, et damoiselle Marie Drouart, son épouse, demeurant au Mans, paroisse de la Couture, baillent, pour la rente annuelle et perpétuelle de 90 livres, à Abel Piveron, marchand, maître boulanger, et à Marie Pousset, sa femme, demeurant au Mans, paroisse de Saint-Nicolas, le lieu et bordage de Vaurousée et plusieurs pièces de terres. — A la suite de l'acte est une quittance des droits de vente signée : S[r] de Daumont, abbesse du Pré. — *(Exp. parch.)*

ABBAYE DE NOTRE-DAME D'ÉTIVAL EN CHARNIE

Article 29.

(4 pièces.)

1. — 1399, 9 avril. — « Deffaut Jehan Le Veer envers religieuses dammes et honnestes l'abbasse et couvent d'Estival en Charnie, apparoissant par Jehan Hardoin, leur procureur suffisamment fondé, et le procureur du roy, notre sire, adjoint avecques ycelles religieuses de par vertu de certaines lettres royaulx demandées et commission de court de France impectrées de la partie d'icelles religieuses, à l'encontre dudit Jehan

Le Veer, de jour simple mis et recordé par Guillaume Riollay, commissaire et alloué de Jehan Bertheville, sergent du roy, notre sire; et partant avons donné et donnons en commandement audit sergent ou à cellui qui exercera son office adjourné ledit défaillant o jugement à l'assise prouchaine au tiers jour d'icelle envers les dictes religieuses et procureur du roy, notre sire. Donné en l'assise de Tours tenant par nous Guillaume de la Tousche, juge ordinaire et lieutenant général de monsieur le bailli de Touraine et des ressorts et exempcions d'Anjou, du Maine et du Poictou, commissaire du roy, nostre sire, en ceste partie, le IX[e] jour d'avril l'an mil CCC IIII[xx] diz neuf après Pasques. Boislanfray ». — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1478, 4 avril. — Lettres adressées par Guillaume de Quierlavaine, docteur en droits, archidiacre de Laval et official du Mans, aux religieuses d'Étival-en-Charnie et à tous les sujets de ce monastère, dans lesquelles il fulmine une bulle du pape Sixte IV, donnée à Saint-Pierre, aux ides de décembre 1477, qui nomme Jehanne de Laval, prieure de Saint-Jacques de Latay, âgée de vingt-huit ans, à la charge d'abbesse d'Étival, vacante par la résignation faite en cour de Rome par Marguerite de Bouillé, dernière titulaire. Les dites lettres données au Mans, en la maison dudit Quierlavaine, le 4 avril après Pâques 1478, en présence de vénérables maîtres Ambroise Placier, chanoine du Mans, et de Jehan Bordier, chanoine de Saint-Pierre de la Cour. — A la suite est le certificat de Martin de Guerrande, prêtre, licencié en droits, natif du diocèse d'Angers, et notaire juré de l'évêché du Mans, qui atteste avoir assisté à la rédaction de ces lettres et les avoir confirmées par l'apposition de son seing manuel et du sceau de Guillaume Quierlavaine. Signé : M. Guerrande *(monogramme)*. — *Au verso :* Acte du 5 juillet 1478, qui certifie que Pierre Le Sassier, prêtre, chanoine du Mans, procureur de Jehanne de Laval, abbesse d'Étival, a assigné pour pension à Marguerite de Bouillé, dernière abbesse, les dîmes de Loué et de Saint-Christophe-en-Champagne, et que le même jour il a pris possession de l'abbaye, au nom de Jehanne de Laval, en présence de : Marie de Tucé; Théophanie de Bouillé; Jehan Desgroys; Mathieu Courtembault et Jehan Breton. Signé : De la Corbière, notaire de la cour de l'official du Mans. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

3. — 1739, 5 décembre. — Certificat de la profession faite en qualité de sœur converse, selon la règle de saint Benoît et

les constitutions pour la réformation de l'abbaye de Notre-Dame d'Étival en Charnie, entre les mains de très révérende dame madame Marie-Anne-Charlotte de Rabodanges, abbesse de ce monastère, par sœur Marie Filastre, dite de Saint-Alexis. — Signé : Marie, s[r] Filastre, ditte de Saint-Alexis; s[r] Marie-Anne-Charlotte de Rabodanges, abbesse d'Estival. — *(Orig. parch.)*

4. — 1778, 16 novembre. — Échange de deux coins de pré fait par acte sous seings privés entre l'abbesse et les religieuses de l'abbaye d'Étival en Charnie, d'une part, et André Dubois, marquis de Courceriers, d'autre part. Signée : S[r] Madeleine de Bernart de Courmesnil, abbesse d'Étival; s[r] de la Roche, prieure; s[r] de Miniac, depositaire; s[r] Le Paulmier, souprieure; s[r] de Faulcon, celerière; s[r] Belin; s[r] de Girardin; sœur Bouvet; s[r] Duchesnay; s[r] de la Bezardière; André Du Bois de Courceriers. — A cet acte sont joints deux plans des prés échangés. — *(Orig. pap.)*

PRIEURÉ CONVENTUEL DE LA FONTAINE-SAINT-MARTIN

Article 30.

(10 pièces.)

1. — 1227/1228, janvier. — DON AU PRIEURÉ DE LA FONTAINE SAINT-MARTIN DE VINGT SOUS DE CENS PAR GUILLAUME DES ESSARZ, CHEVALIER, ET ISABELLE, SA FEMME, ET DE DIX SOUS DE CENS PAR HARDOUIN, LEUR FILS. — Universis Xristi fidelibus presentem cartam inspecturis, Gaufridus de Cleers, miles, senescaullus de Fixa, salutem in Domino. Noverint universi tam presentes quam futuri, quod Willelmus de Essarz, miles, et Isabel, uxor ejus, dederunt, pro salute animarum suarum et antecessorum suorum, necnon et subcessorum suorum, conventui de Fonte Sancti Martini, vinginti solidos turonensium redditus, super census Descharbot, dicto conventui, in festo Sancti Albini annuatim persolvendos et in puram et perpetuam elemosinam possidendos, videlicet decem solidos ad ussum duorum cereorum ad altare Beate Marie, et decem solidos ad anniversarium dicte Isabel solleniter celebrandum. Postea vero Harduinus, filius eorum, donum istud gratanter

confirmavit et insuper, in presencia nostra constitutus, dedit iterato conventui, pro salute anime sue, decem solidos turonensium redditus super prenominatos census Descharbot et in supra dicto festo similiter sepedicto conventui annuatim persolvendos. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, ad pecticionem utriusque partis, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno Domini M° CC° XX° VII°, mense januarii. — *Au verso, de même écriture :* Guillelmus de Essarz, miles XX s; *et de la même écriture, mais plus pâle :* Item Hardouinus, filius ejus, X s. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1380, 17 mai. — BAIL FAIT PAR DAME JEHANNE LA VAIÈRE, PRIEURE DE LA FONTAINE-SAINT-MARTIN, DES LIEUX DE LA MONAVRIE ET DE LA CHARTRIE. — A touz ceulx qui ces présentes lettres verront, Guiot des Vignes, cler tabellion de la court de Loncauney, salut. Savoir faisons, que, par devant nous en droit en la dicte court, en la présence de Macé Ogier et de Estienne de Doucet, furent présenz Johan Chevalier et Johanne, sa fame, de son dit espouz suffisamment autorisée quant à cest fait qui s'en suit, les quelx cognurent avoir prins et enquores prennent et retenent à gré à eulx et à leurs hers, de très religiouse et honeste fame dame Johanne la Vaière, priouresse et administratour du priouré de la Fonteine Saint Martin et dou couvent dudit lieu, deus bordages appellez l'un la Charreterie et l'autre la Mornaverie, o les appartenances d'iceulx, qui sont mesons, terres, prez, pastures, landes, boays, arbres et autres chouses, et les landes des Creneries et le pré appellé le pré de Hougier assis en la rivière de Charence, reservé à la dicte priouresse et à ses successours ès dictes chouses, justices, seignourie, et obeissance de fié, et aventure de féage et touz les boais anciens, desquelx les diz espouz et lours hoirs auront et prendront par monstrer, pour mesonner et refere mesons ès diz lieux et pour eulx chauffer. Et est ce fait pour dous sextiers mine de seigle, bon blé sec et nouvel, à la mesure dudit priouré, pour vint et cinq soulz tournois monnaie courante, et pour dous chapons et pour dous poules et six perdriz bonnes et suffisantes, le tout de rente perpétuel; laquelle dicte rente les diz espoux promectent et sont tenus chacun pour le tout rendre et paier héritaument desor en avant par chacun an oudit priouré à la dicte priouresse et à ses successours, c'est assavoir : le blé au jour de l'Angevine, les vint et cint soulz et les chapons et les perdriz à la Touz Sainz, et les poules à la Chandelour, commemçant à paier le dit blé au jour

de l'Angevine secondement à venir; et ne paeront les dictes perdriz que la vie dudit Jehan durant tant soulement; et pour un corveour par chacun an aus pré de Courtleard, et un corveour aus vignes du couvent, et un bienneur aus biez du molin. Lesquelles chouses furent criées et sebastées et fait à sçavoir solempnement par trois jours de dimenche en l'iglèse de la Fonteine Saint Martin, au prône, que lesdites chouses estoint baillées à la dicte rente à enchère à qui plus y voudroit donner, et ne furent point enchéries, et partant sont demeurées aus diz espouz à la dicte rente. . . . . . Ce fut donné le diz et septiesme jour dou moys de may en l'an de graice mil trois cens quatre vins. Guy des Vignes. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

3. — 1384, 20 novembre. — QUITTANCE DE JEHANNE LA VOIÈRE, PRIEURE DE LA FONTAINE-SAINT-MARTIN, A JEHAN LEGRANT, VICOMTE DE CAEN. — Sachent tous que nous, Jehanne La Voière, humble prieuse du moustier de la Fontaine Saint Martin et tout le couvent d'icellui lieu, confessons avoir eu et receu de homme sage et pourveu Jehan Legrant, viconte de Caen, la somme de vint livres tournois, qui deuz nous estoient pour une rente que nous prenons sur la recepte de la dicte viconté entre les parties des fieux et omosnes, pour le terme de Pasques l'an mil CCC.IIII^{xx} et trois; de laquelle somme de XX l. t. dessus dicte nous nous tenons pour bien paiées et en quictons le roy, notre sire, le dit viconte et tous autres à qui quictance en appartient. En tesmoin de ce, nous prieuse et couvent dessus diz, avons seellé ces lettres de notre propre seel, le XXe jour de novembre l'an mil CCC IIII^{xx} et quatre. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

4. — 1391/1392, 8 avril. — BAIL PERPÉTUEL FAIT PAR JEHANNE LA VOIÈRE, PRIEURE DE LA FONTAINE-SAINT-MARTIN, A GILLET MOYNET, CLERC, PAROISSIEN DE CHANTENAY, DE BIENS ET DE DIMES EN LA PAROISSE DE PIRMIL. — Sachent touz présens et avenir, que, en notre court du Bourc Nouvel, en droit, pardevant nous personelment establi Gillet Moynart, clerc, paroissien de Chantenay, cognoist et confesse que religieuses et honestes dames Johenne La Vayère, humble priouresse du prioué de la Fontaine Saint Martin ou diocèse du Maine, et le couvent d'iceli lieu, despendant du moustier de Saint Sulpice de Renes, lui ont baillé et octroié à mes touz jours perpétuelment, pour luy et pour ses hers, et il a prins et

accepté agréablement, c'est assavoir : toutes et chacune les choses immeubles et héritaux que les dictes religieuses ont et pevent avoir en la parroisse de Piremil, environ l'estre de la Fousse, queconques choses que ce soient ne comment que elles soient nommées ou appartenant, avec ce les deismes des dictes choses et les autres deismes que les dictes religieuses ont et pevent avoir en la dicte parroisse de Piremil; lesquelles choses Hameri de la Fousse et ses prédécesseurs soulaint tenir anciennement dudit priouré de la Fontaine Saint Martin, si comme l'en disoit. Et fut faicte ceste présente baillée et prinse pour le pris de deuz sextiers d'avayne bonne et comppectente à la mesure de la Fontaine Saint Martin de anuel et perpétuel rente, laquelle rente franche et délivre ledit preneur pour soy et pour ses hers promet et est tenu aux dictes religieuses et à leurs successeurs rendre et poier par chacun an desorsenavant à mestouzjours au jour de la Toussains, en l'estre de la Fousse, de sanz pleige en prendre. . . . Ce fut donné et jugé à tenir et à entérigner par le jugement de notre dicte court le lundi après Pasques Flouries, huictiesme jour du moys d'avril l'an de grâce mil troys cens quatre vings et unze. J. Patras. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

5. — 1398, 6 juillet. — BAIL FAIT PAR JEHANNE, ABBESSE DE SAINT-SULPICE DE RENNES, DU CONSENTEMENT DE SŒUR COLETE DE SAINT-CRESPIN, PRIEURE DE LA FONTAINE-SAINT-MARTIN, D'UNE DIME SUR LES PAROISSES DE MANSIGNÉ ET LUCHÉ, AU FIEF DE JEHAN DES ROCHES. — A touz celx qui orront et verront ces présentes lettres, saluz en Dieu. Nous Johanne, par la permission divine humble abbaesse dou moustier de Sainct Sulpice, ou diocèse de Rennes, et le couvent doudit lieu, o l'asentement et avisement de seour Colete de Saint Crespin, priouresse de notre priouré de la Fontaine Saint Martin ou diocèse dou Mans, considerantes le proufit et utilité de notre dit priouré, comme autrefoiz eust esté baillé à Estienne Hué, autrement Mary, et Gillete, sa famme, et au plus vivant de leur enffanz nez et procréez en mariage d'eulx dous, lour vies durant tant soulement, une desme sisse effez de monsieur Johan des Roches, en la paroesse de Mensigné et celle de Luché, laquelle baillée nous confermons, et encore voulons que par ceste baillée ainsin faicte que Perrin Lansère, paroessien des dictes paroesse, se joysse de la dicte baillée le temps durant sa vie ; à avoir, tenir, poursoirs et espleter celles chosses ainsin baillés les diz prenours lour vies durant et le plus vivant, à en

fere lour volunté paisiblement par nom et titre et léal baillée sanz riens en vandre, promuer, ne aliener en nulle manière, pour nous en rendre et paier à notre dicte priouresse ou à noz recepvours et procureurs de notre dit priouré, par chacun an au terme de l'Angevine, sept mines de froment bon et compétant à la mesure de Mensigné. . . . . Donné tesmoing les seaulx de nous et de notre couvent, le VI[e] jour de juillet l'an mil III[cc] IIII[xx] deiz et ouyt. — *(Orig. parch., sceaux perdus.)*

6. — 1409/1410, 21 février. — Quittance donnée par « Katherine de Tucé, humble prieure du prieuré de la Fontaine Saint Martin, ou diocèse du Mans », à « honnorable et saige Jehan du Bus, vicomte de Caen », de la somme de 20 livres tournois, qui lui était due au terme de Pâques, et qu'elle avait « acoustumé de prendre et avoir chacun an audit terme sur la dicte vicomté, au chappitre de fieux et omosnes ». Scellée du scel de ladite dame. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

7. — 1457, 3 juillet. — Acte passé en la cour du prieuré de Pontvallain, par lequel la prieure et les religieuses de la Fontaine-Saint-Martin donnent à bail perpétuel à Geffroy Guy, paroissien de Montabon : « une pièce de terre, sise en la parroisse de Vouvray, contenant ung journau ou environ, joignant d'un cousté à la terre à la Guye, et d'autre cousté à la terre dudit preneur, aboutant d'un bout au pré Jehan Gorget et d'autre bout au chemin tendant de Goullard à Cohémon, laquelle dicte pièce de terre fut feu Guillaume Pertuis; item une autre pièce de terre, qui fut feu Pierre Le Galays, sise en la dicte parroisse, contenant deux journaux ou environ, joignant d'un cousté à la terre dessudicte, et d'autre cousté au chemin comme l'en vait de Vouvray à Goullart, aboutant d'un bout au pré Jehan Letort, et d'autre bout aux terres feu Pierre Lebouchier, sises celles dictes choses ou fié des dictes religieuses. » Ledit bail fait pour la rente annuelle et perpétuelle de 12 sols tournois et pour 6 deniers tournois de cens rendu au jour de la Saint-Martin d'hiver en la ville de Château-du-Loir où les autres devoirs dus auxdites religieuses sont rendus; « sauf et réservé ausdictes religieuses et à leurs successeurs èsdictes choses droit de seigneurie et obeissance de fié ». Il est en outre accordé entre les parties « que si les héritiers desdits feuz Pertuis et Legalays veullent avoir et tenir lesdictes choses aux charges et devoirs anxiens, que ledit preneur, ses hairs, ne les aians sa cause, ne le pourront contredire ne empescher ». Fait en

présence de Symon Michart, Jehan Le Peletier et Hervé Cauquelin. Signé : E. Morences. — *(Orig. pap., sceau perdu.)*

8. — 1525/1526, janvier-décembre. — FRAGMENT DU PROTOCOLE DE Mᵉ MATHURIN DELAROCHE, NOTAIRE DES COURS DE FOULLETOURTE ET DES PRIEURÉS D'OIZÉ ET DE LA FONTAINE-SAINT-MARTIN. — 1525-1526, 24 janvier. Vente par Mᵉ Pierre Beauvoisin, demeurant au Mans, à Mᵉ Estienne Breslay, sieur de Posset, de 10 sols tournois de rente perpétuelle sur les bois de Myères, à Mulsanne *(fol. 1, v°)*. — 1525/1526, 1ᵉʳ février. Vente par Mathurin Alline, de Mézeray, à Mᵉ René Lestourmy, avocat en cour laye au Mans, seigneur de Libois, de plusieurs pièces de terre et d'une chambre, le tout au lieu de la Grange, à Mézeray, pour le prix de 56 liv. tourn. *(fol. 1. v°)*. — 1525/1526, 3 février. Prise de possession de la cure de Cérans au nom de Mᵉ Jehan Doultre, prêtre, chapelain de la Sainte-Chapelle, par Mᵉ Jehan Devaulx, prêtre, vicaire de Cérans, son procureur *(fol. 2, v°)*. — 1525/1526, 26 mars. Partages Loriot *(fol. 6, v°)*. — 1526, 3 mai. Bail par Jehanne de la Roë, « prieure antique du prieuré conventuel de la Fontaine Saint Martin, et Yvonne de la Roë, à présent moderne prieure dudit prieuré », de leur lieu, domaine et métairie du Plessis, à Spay, pour la somme de 25 livres, payable moitié à la Toussaint et moitié à Pâques *(fol. 8, v°)*. — 1526, 22 mai. Partages des biens de défunt Jehan Guillemeaux, seigneur de la Déprairie, et de Guillemette Esnault, son épouse, entre ses deux enfants : Jehan Guillemeaux, seigneur de Palluau, et Jehanne Guillemeaux, veuve Denis Belin. La fille de cette dernière est, à cette date, femme de « maistre Pierre Aubery, paroissien de la Fontaine Saint Martin » *(fol. 10, v° et r°)*. — 1526, 18 juin. Bail de 10 ans par Jehanne de la Roë, « prieure antique », et Yvonne de la Roë, « humble prieure » du prieuré conventuel de la Fontaine-Saint-Martin, à Mᵉ Jehan Thibault, seigneur de la Benauldière, et à Guillemine Sanson, son épouse, de leurs rentes de blé dues sur le moulin de la Rochelle, à la Fontaine-Saint-Martin, pour la somme totale de 48 livres, payée d'avance *(fol. 11, v°)*. — Mᵉ Mathurin Belon, fils de Macé Belon, paroissien d'Oizé, passe titre sacerdotal à René Belon, clerc, son frère *(fol. 12, r°)*. — 1526, 21 juillet. Vente par noble homme François du Bouschet, seigneur de la Brière et archer de la garde du roi, à Mᵉ René Lestourmy, seigneur de Libois, avocat en cour laye au Mans, du lieu, domaine et appartenances de la Hellandière, à Cérans, pour le prix de 200 livres tournois, avec

condition de grâce pendant deux ans *(fol. 13, r°)*. — 1526, 10 août. Échange du bordage de la Bretonnière et de diverses pièces de terre à Mézeray, entre noble homme Jehan Sanson, écuyer de cuisine de bouche du roi, seigneur de la Ségrairie, y demeurant, et Mᵉ Jehan Desmarrays, prêtre, prieur du prieuré de Saint-Léger, membre dépendant de Château-l'Hermitage *(fol. 14, v°)*. — 1526, 19 août. Testament de Jehan Furet, laboureur, de Cérans. Il veut être enterré dans le cimetière de Cérans, près la fosse de sa mère et de sa femme, et demande 40 messes, moitié à son obit et moitié à son « sepme », et un trentain solennel dans l'église de Cérans ou dans celle de Parigné-le-Pôlin. Il lègue 10 deniers tournois à chacune des églises Saint-Julien du Mans, Notre-Dame de Cérans et Saint-Pierre de Parigné, moitié aux curés et moitié aux fabriques, pour faire prier pour lui et ses amis trépassés; et un pain bénit du prix de 10 deniers et deux deniers « d'offerte », le vendredi saint, en l'église de Cérans *(fol. 16, v°)*. — 1526, 15 nov. Contrat d'apprentissage d'Étienne Huon, apprenti potier *(fol. 20, r°)*. — 1526, 16 novembre. Macé Belon et Macée, sa femme, transportent en avancement de droit successif, à René Belon, clerc, leur fils, qui veut être promu aux saints ordres, la moitié du lieu, moulin et appartenances de Boisart, à Oisé. Leurs autres enfants, Mathurin, Habert, Jean et Marie Belon (celle-ci veuve de Michel Leherille), donnent leur consentement *(fol. 20, r°)*. — 1526, 3 décembre. Partage du bétail du lieu de Moire entre noble homme André de Cissé, écuyer, seigneur des Ponts et de Moire, et Guillaume Symon, son métayer *(fol. 22, r°)*. — 1526, 15 déc. Bail pour trois ans et 75 livres payées d'avance, par Jeanne de la Roë, « prieure antique » du prieuré de la Fontaine-Saint-Martin, à Mᵉ Jehan Blaislin, prêtre, vicaire de Saint-Jean-de-la-Motte, des « dismes de bledz, prémices et oblations de la paroisse d'Yvré le Polin en ce que touche le droit du prieuré de la Fontaine et sans ce que ledit Blaislin puisse aucune chose prandre ès dismes des vins dudit Yvré au droit d'icelluy prieuré » *(fol. 24, r°)*. — 1526, 15 déc. Bail, par la même prieure, de la métairie de la Bussonnière, à Allonnes *(fol. 24. v°)*. — *(Original, cahier papier de 28 feuillets.)*

9. — 1678, 6 mars. — Acte par lequel révérende dame Catherine de Rabodanges, prieure de la Fontaine-Saint-Martin, confesse avoir reçu de Mᵉ Jean Touchard, notaire au Mans, paroisse de la Couture, la somme de 200 livres tournois à déduire sur plus grande somme, due à ladite dame prieure par

Renée Pastoureau, veuve de Pierre Cosme. — Signé : C. de Rabodanges, prieure de la Fontenne. — *(Orig. pap.)*

10. — 1712, 13 novembre. — Acte par lequel « haut et puissant seigneur messire Michel Chamillart, ministre d'Etat, commandeur et grand trézorier des ordres du roy, et haute et puissante dame Élizabeth-Thérèze Le Rebours, son épouze,... demeurants ordinairement en leur hôtel sur le quay des Théatins à Paris, parroisse Saint Sulpice, de présent en leur château de Courcelles, parroisse du même nom, province du Maine », donnent à révérende dame Catherine de Rabodanges, prieure perpétuelle de la Fontaine-Saint-Martin, et au couvent dudit lieu, la somme de 3000 livres, à charge par lesdites religieuses « de dire et chanter à perpétuité tous les vendredis de chacune année à issus des complies de la communauté, aux intentions des dits seigneur et dame de Chamillart le 66e des psaumes du prophète roy David, commençant par ces mots : *Deus misereatur nostri &a* » avec l'oraison *gratiam tuam*.

Le même jour le legs est accepté par les religieuses assemblées au chapitre, qui décident en outre que les donateurs auront part aux prières de la communauté et qu'à leur décès on fera pour chacun d'eux le même service avec les mêmes aumônes de 30 jours, communions et disciplines, que pour les dames de chœur décédées. Signé : Catherine de Rabodange, Marie-Gasparde de Rabodange, Charlotte-Cecille Malfilliastre, Françoize de Thierry Prevalaye, Françoize de Broc de Chemiré, sécretaire du chapitre. — *(Copie papier.)*

PRIEURÉ SAINT-DENIS DE SAINT-CALAIS

Article 31.

(63 pièces.)

1. — 1639, 9 mai. — Confirmation par César, duc de Vendôme, de l'établissement du prieuré Saint-Denis de Saint-Calais, à la suite de la requête à lui adressée le 1er février 1639 par dlle Marie Massue. Signé à l'original : Cesar de Vandosme, et sur la copie : Branchu. — *(Exp. pap.)*

2. — 1641, 12 août. — Consentement donné par Mgr Emery-Marc de la Ferté, évêque du Mans, à l'établissement des bénédictines à Saint-Calais, vu la requête des bénédictines de Château-du-Loir demandant un établissement du même ordre audit Saint-Calais; vu le contrat de donation fait au couvent de Château-du-Loir par dlle Marie Massue le 10 mai 1636; vu le transport dudit don en faveur de l'établissement de Saint-Calais, en date du 26 novembre 1639; vu le remplacement de pareille somme portée au contrat fait en faveur du couvent de Château-du-Loir par honorable femme Lia Boussard, dame des Sales, le 16 février 1640; et du consentement du duc de Vendôme, comme seigneur de Saint-Calais, du 9 mai 1639, et de celui des habitants de ladite ville du 2 avril de la même année; sur l'information de la piété de sœur Madeleine Le Mareschal, dite de l'Incarnation, religieuse à Château-du-Loir, que ledit évêque élit pour supérieure dudit couvent de Saint-Calais sa vie durant, voulant que par après les religieuses fassent l'élection de trois ans en trois ans; à laquelle supérieure il adjoint sœur Madeleine Thomas de Lattainville, dite de Saint-Benoît, religieuse professe de l'abbaye de Montmartre-lès-Paris, également sa vie durant. — *(Exp. pap.)*

3. — 1644, 31 mars. — Contrat passé entre les révérendes mères religieuses de l'ordre de saint Benoît établies dans le couvent de Saint-Denis de Saint-Calais, ès personnes de sœur Madeleine Le Maréchal, dite de l'Incarnation, supérieure, sœur Madeleine de Latainville, dite de Saint-Benoît, et sœur Siméonne Le Sueur dite de Saint-Calais, religieuses, d'une part, et dame Françoise Mariette, veuve de feu noble René Le Roy, receveur des tailles en l'élection de Château-du-Loir, et épouse en secondes noces de Jacques de Nicolles, écuyer, sr de Montmort et des Charrés, d'autre part, pour la pension de dame Louise Mariette, sœur de chœur et première religieuse dudit couvent, et pour la profession qu'elle doit faire le même jour entre les mains desdites religieuses de Saint-Denis. — *(Exp. pap.)*

4-5. — Deux billets non datés adressés par sœur de Saint-Benoît de Lattainville à M. Duchemin, conseiller en parlement, rue du Battoir, devant Saint-André-des-Arts, à Paris. — *(Orig. pap., 2 pièces.)*

6. — 1650 environ. — Dénombrement du revenu du prieuré Saint-Denis. — Le lieu de l'Aubus, 300 livres; dlle Marie Massue,

rente constituée, 336 livres; Madeleine Le Maréchal, de pension, 120 livres; feu M. Le Maréchal, rente constituée, 150 livres; Madeleine de Lattainville, 75 livres; Louise Mariette, 100 livres; Simonne Le Sueur, 80 livres; Perrine Breton, 150 livres; Madeleine et Marie Cottart, chacune 150 livres; Anne Derré, 150 livres (biffé); Marie Le Maréchal, 120 livres (biffé); Louise Royer, 200 livres (biffé). (La suite est d'une écriture plus récente). Marie des Matras et sa sœur, chacune 150 livres; Madeleine du Belineau, 150 livres; Marie-Angélique de Chenu, 150 livres; huit filles pensionnaires, ensemble 1000 livres. Total, sauf les trois articles effacés : 3211 livres. — *(Pap.)*

7. — 1652, 22 octobre. — Acte de la profession, selon la règle de saint Benoît, faite entre les mains de vénérable mère sœur Madeleine Le Maréchal, prieure de Saint-Denis de Saint-Calais, par sœur Marie des Pierres, dite de Jésus. Signé : S[r] Marie Des pierres ditte de Jésus. — *(Orig. parch.)*

8. — 1652, novembre, Compiègne. — Lettres de privilège et amortissement octroyées par Louis XIV au prieuré Saint-Denis de Saint-Calais, relatant l'autorisation des habitants de ladite ville en date du 2 avril 1639, et la permission du duc de Vendôme, seigneur de Saint-Calais. — *(Exp. pap.)*

9. — 1653, 24 avril. — Traité par lequel les révérendes dames religieuses de Saint-Denis de Saint-Calais s'engagent à nourrir et entretenir au parloir du monastère Guillaume Lecour, leur domestique, le reste de sa vie, moyennant l'abandon de tous ses biens. Signé : Sœur Le Mareschal, supérieure, etc. — *(Orig. pap.)*

10. — 1656, 28 janvier. — Traité par lequel les révérendes dames religieuses de l'ordre de saint Benoît au monastère de Saint-Denis de Saint-Calais s'engagent à recevoir comme pensionnaire, sa vie durant, Jacquine Ledru, veuve René Barré, moyennant soixante livres de rente foncière perpétuelle. — *(Orig. pap.)*

11. — 1667, 16 juillet. — Acte par lequel dame Marie-Angélique de Loménie, dite de l'Enfance de Jésus, prieure de Saint-Denis, se démet de la charge de prieure, en présence et du consentement des autres religieuses, savoir : Madeleine Breton, sous-prieure; Louise Mariette, dite de Sainte-Agnès; Simonne

Le Sueur, dite de Saint-Calais; Madeleine Cottard, dite de Sainte-Placide; Anne Janvier, dite de Sainte-Scolastique; Marie Despierres, dite de Jésus; Madeleine du Blineau, dite de Saint-Maur; et Marguerite Le Saige, dite du Saint-Esprit, religieuses, lesquelles renoncent à la pension constituée par la démissionnaire à son entrée audit couvent. — *(Exp. pap).*

12. — 1669, 30 juillet. — Délibération des religieuses du prieuré de Saint-Denis assemblées en chapitre, savoir : mère Madeleine Cottart de Sainte-Gertrude, prieure; Louise-Mariette de Sainte-Agnès; Simonne Le Sueur de Saint-Calais; Perrine Breton de Sainte-Madeleine; Marie Cottart de Sainte-Placide; Anne Janvier de Sainte-Scolastique; Marie Despierres de Jésus; et Madeleine Lubineau (lire du Bellineau) de Saint-Maur, — par laquelle lesdites religieuses « reconnoissant unaniment avoir besoin d'une supérieure, laquelle, par la prudence de sa conduite... et par le crédit de ses parents et amys puisse soutenir la maison, et considérant qui si elles élisoient une d'entre elles pour supérieure triennalle, elles auroient beaucoup de peine à obtenir ce qu'elles souhaitent », décident que Mgr l'évêque du Mans serait supplié de vouloir leur donner révérende mère Anne Hameau de Sainte-Marie pour supérieure perpétuelle, et supplient Sa Grandeur de lui donner des lettres de provision. — *(Exp. pap.)*

13. — 1670, 7 juin, Paris. — Lettres de Mgr Philibert-Emmanuel de Beaumanoir, évêque du Mans, commandeur des ordres de Sa Majesté, à sa bien-aimée fille en Notre Seigneur sœur Anne Hameau, religieuse professe du prieuré de Lassay, ordre de Saint-Benoît, portant provision en faveur de ladite Hameau, de la qualité de prieure perpétuelle du prieuré et monastère de Saint-Denis-Aréopagite de Saint-Calais. Signé (autographe) : « Philb. Emm. de Beaumanoir de Lavardin, e. du Mans. » — *(Orig. pap., sceau détruit.)*

14. — 1670, 11 juillet. — Procès-verbal de prise de possession du prieuré de Saint-Denis de Saint-Calais par sœur Anne Hameau, religieuse bénédictine du prieuré de Lassay, diocèse du Mans, en qualité de prieure de Saint-Denis, en vertu des provisions de Mgr Philibert-Emmanuel de Lavardin, évêque du Mans, en date du 7 juin dernier; ladite prise de posssession célébrée par Adrien Chevalier, prêtre, archidiacre de Laval, chanoine de l'église du Mans, en présence de Mre André Hameau,

curé de la paroisse Saint-Paul de Paris, frère de ladite prieure, de Mre Jean Le Breton, prêtre, curé de Vibraye, du sr Élie Couronne, prêtre et confesseur des religieuses, etc., et des sœurs dudit prieuré, savoir : Louise Mariette, Simonne Le Luc, Perrine Breton, Madeleine Costard, Marie Costard, Anne Janvier, Marie des Pierres, Madeleine du Belineau. — *(Exp. pap.)*

15. — 1674, 16 mai. — Administration de la maison conventuelle des Bénédictines de Saint-Denis à Saint-Calais, par sœur Anne Hameau, prieure, depuis le 11 juillet 1670, jour de son établissement, jusqu'à ce jour. Au chapitre des recettes figurent le reliquat reçu de sœur Cottard de Sainte-Placide, célerière, les pensions des sœurs Mariette, Le Sueur, Le Breton, Cottart de Sainte-Gertrude et Cottard de Sainte-Placide, Janvier, des Matras, de Bellineau, religieuses; sœurs Anne de Launay, Grandhomme, Faussabry, de la Lande, pensionnaires; Antoinette Advisar, converse; Mlles Paravernon (?), Barré, Chopé, Auburs, de la Jeudonnière, Saint-Aubin, de Jonchères, de Mont, Le Villain, Roger, Picard, de la Fauvelière, Logaze, Moyré, Billet, du Plessis, Aubry, de la Frosonnière, etc. Somme totale de la recette : 12.724 livres 7 sols 8 deniers. Au chapitre des dépenses figurent les dépenses des sœurs et des pensionnaires et autres frais, montant à 11.908 livres 6 sols. — Le chapitre des dettes monte à 6.181 livres. — Ledit compte arrêté en présence de Mgr Louis de la Vergne de Tressan, évêque du Mans. — *(Exp. pap.)*

16. — 1675, 17 novembre. — Lettre adressée par Pierre, abbé de Clairvaux, à Suzanne de Hervilly, prieure de Saint-Denis de Saint-Calais :

« A nostre très chère fille en Nostre Seigneur sœur Suzanne de Hervilly, religieuse de nostre monastère de l'Abbaye-aux-Bois, prieure de Saint-Denys, à Paris. — A Clairvaux, ce 17me novembre 1675. — Ma chère fille en Nostre Seigneur. — Le zèle avec lequel je sçais que vous vous estes acquittées des saints devoirs de vostre profession religieuse sous la sage conduite de Madame vostre vénérable abbesse, m'a porté à vous considérer tousjours d'une singulière inclination, et me fait prendre une particulière part à la nomination que Monseigneur l'évesque du Mans a fait de vostre personne pour le prieuré de Saint-Denys de la ville de Saint-Calais. Je vous envoye très agréablement la permission que vous me demandez pour en aller prendre possession, me promettant de vostre piété que

conserverez tousjours une dévotion sincère à saint Bernard, que vous vous souviendrez tousjours de m'offrir à Dieu dans vos saintes prières, et que vous serez persuadée que je suis, — ma chère fille en Nostre Seigneur, — vostre très humble et très affectionné en N. S. — Pierre, abbé de Clairvaux. » (Signature autographe; sceau de l'abbé de Clairvaux.) — *(Pap.)*

17. — 1679, 12 juin. — Lettre adressée à madame la supérieure du couvent de Saint-Denis, à Saint-Calais, par Jacques Grandhomme, receveur de l'abbaye de la Couture, au Mans, s'excusant de n'avoir pu lui répondre depuis longtemps, vu les voyages qu'il est obligé de faire pour ladite abbaye, et la priant de ne pas lui faire de procès à cause du retard qu'il met à payer les arrérages de la pension de sa fille, entrée religieuse audit couvent de Saint-Denis. — *(Orig. pap.)*

18. — 1681, 2 mai. — Arrêt du Conseil d'État prescrivant un accommodement ou l'abandon de la rente perpétuelle de 40 livres réclamée par les bénédictines de Saint-Denis après le décès de sœur Simonne Le Sueur, décédée en octobre 1679, attendu que la donation n'est pas bonne, vu qu'elle fut faite par une novice, ce que les ordonnances défendent. Parmi les pièces produites par les religieuses à l'appui de leur requête figurent : le contrat du 31 mars 1642, portant constitution d'une pension viagère de 80 livres avec une somme de 600 livres une fois payée; un acte du 20 novembre 1643, par lequel ladite Simonne Le Sueur, alors âgée de vingt-sept ans, ayant été baptisée le 13 septembre 1616, étant novice, donne 40 livres de rente perpétuelle à prendre sur tous ses biens à elle échus de la succession d'Isaac Le Sueur, son père, mais seulement après son décès; laquelle donation, faite peu de jours avant la profession de Simonne Le Sueur, ne plut nullement à sa mère et à son frère, lesquels s'opposèrent à ladite profession par acte du 23 novembre 1643. — Signé : Billard. — *(Orig. pap.)*

19. — 1682, 5 mai. — Convention entre les religieuses bénédictines du monastère de Saint-Denis de Saint-Calais représentées ès personnes de dame Suzanne de Hervilly, prieure perpétuelle, sœur Anne de Hervilly, dépositaire, sœurs Louise Mariette, Madelaine Cottart, Marie Cottart, Anne Janvier, Marie des Pierres, Madelaine du Bellineau, Anne de Faussabry, Marie Le Jay, toutes religieuses professes; et Jean Grignon, m[e] maçon, et Gilles Granger le jeune, m[e] charpentier, tous deux demeu-

rant à Saint-Calais, au sujet de la démolition d'une grange en ruine attenant au couvent, et de sa réédification. — A la suite se trouve un acte du 31 mai 1684 constatant que Suzanne de Hervilly et Jean Grignon ont tenu les conditions de la convention et y ont satisfait réciproquement. — *(Exp. pap.)*

20. — 1687, 5 juillet. — Accord passé devant Charles Duchin, notaire à Torcy en Brie, entre dame Anne Hameau, prieure de Saint-Louis de Torcy, et les autres religieuses, d'une part; et d[lles] Geneviève et Marie Grandhomme, filles majeures demeurant à Bessé, au sujet de l'exécution d'un contrat passé à Saint-Calais le 19 décembre 1670, entre les religieuses de Saint-Denis et Jacques Grandhomme, receveur de la Couture, au Mans, à l'entrée de sa fille, Anne Grandhomme (la mère Angélique), au prieuré Saint-Denis de Saint-Calais. — *(Exp. pap.)*

21. — 1688, 4 septembre. — Marché passé entre les religieuses du prieuré Saint-Denis et Jean Grignon, maître maçon à Saint-Calais, pour la construction d'un bâtiment, dans l'enclos du couvent, composé de douze chambres tant hautes que basses, vestibule, escalier, portes en pierre de taille, etc. — Signé en la minute : s[r] Suzanne de Hervilly, prieure; s[r] Anne de Hervilly Montlimont; s[r] L. Mariette Cottart; s[r] A. Janvier; s[r] M. Despierres Matras; s[r] M. du Belineau; s[r] M. de la Croix Faussabry; s[r] M. Le Geay, religieuses; Jean Grignon, etc. — *(Exp. pap.)*

22. — 1691. — Supplique à M. de Miroménil, intendant de la généralité de Tours, par les religieuses bénédictines du prieuré Saint-Denis, à l'effet d'empêcher le cours d'une taxe de 2506 livres 13 sols 6 deniers pour droit d'amortissement et nouveaux acquêts, lui remontrant que le fonds ne vaut pas la taxe, et que du reste elles ont déjà été amorties par lettres de novembre 1652. Signé : s[r] de Hervilly, prieure; s[r] de Hervilly Montlimont; s[r] M. Cottart; s[r] L. Mariette; s[r] A. Janvier; s[r] M. Despierres Matras; s[r] M. du Bellineau; s[r] M. de la Croix Faussabry; s[r] Marie Le Geay. — *(Orig. pap.)*

23. — 1694, 30 août. — Prise d'habit, dans le prieuré de Saint-Denis de Saint-Calais, de sœur Anne de Hervilly de Montlimont, ci-devant religieuse de l'ordre de saint Bernard au monastère de la Franche-Abbaye-aux-Bois, célébrée par Alexandre Lichany, prêtre, prieur-curé de Fortan, doyen rural de Saint-

Calais, en présence de Suzanne de Hervilly, prieure perpétuelle, de Marie Cottart, sous-prieure, Madeleine Cottart, Anne Janvier, Marie des Matras des Pierres, Marie Le Jay, Louise et Marie Pillon, Marguerite de Torchat du Serez, religieuses, de Jacques Ledru, prêtre, directeur et confesseur de ladite maison, de Louis Philippes, sieur de Pont, maire perpétuel de Saint-Calais, en vertu du rescrit obtenu par elle en cour de Rome le 14 des calendes de novembre 1693. — *(Orig. pap.)*

24. — 1706, 30 août. — Déclaration faite par les religieuses bénédictines de Saint-Denis à M[e] Martin Aubert, pour le recouvrement du droit d'amortissement, des rentes actives et passives dudit prieuré.

Rentes actives :

Louis Philippes, s[r] de Pont, 55 livres, par contrat en date du 25 juin 1676; — François Leverrier, trésorier de France à Alençon, 30 livres, par contrat du 16 février 1697; — les chanoines de Saint-Georges de Vendôme, 20 livres, par contrat du 22 novembre 1679; — Michel Trehet, 13 livres, par contrat du 6 septembre 1698; — Catherine Coquet, veuve Denis Marin, 40 livres sur la Massuère, proche Bessé, par contrat du 23 novembre 1698; — Jacques Grandhomme, receveur de la Couture au Mans, 220 livres sur le lieu de la Gasnetière, au Lude, par contrat du 16 janvier 1675 (héritiers insolvables); — Hiérôme Jousseaume, 6 livres 13 sols 6 deniers, par contrat de 1657 (héritiers insolvables).

Rentes passives :

Le s[r] Leproust, de Vibraye, 100 livres; — la veuve Allery, 40 livres; — Jacques Bommer, avocat à Saint-Calais, 40 livres. — *Orig. pap.)*

25. — 1714, 24 octobre. — Inventaire des titres et papiers du prieuré Saint-Denis fait par H. Tyroux de Montfrancour, prêtre, chanoine de l'église collégiale de Saint-Pierre de Saint-Calais, en présence de madame Anne Desmares, coadjutrice, la dame prieure ne pouvant y assister pour cause d'infirmité, et en présence encore des autres dames de la communauté, savoir : Marie Despierres-Matras, Louise Pilon, Marie Pilon, Marguerite de Torchard, Marie-Anne de Malide, Lucrèce de Malide.

Liasse concernant le lieu de la Drouzerie, à Lucé, et une obligation sur ledit lieu par le sieur Bigot de Pontbodin, capi-

taine général des fermes du roi au département de la Rochelle.

Liasse concernant la métairie de la Rochette.

Contrats concernant les pensions des religieuses. Etc. Signatures autographes des susnommés. — *(Cahier pap.)*

26. — 1714, 25 octobre. — Inventaire des titres et papiers du prieuré Saint-Denis :

1642, 22 janvier. — Acquêt de la maison du prieuré.

1641, 12 août. — Consentement donné par Mgr Emery-Marc [de la Ferté], évêque du Mans, pour l'établissement du prieuré.

1652. — Lettres royaux accordées en conséquence de la fondation et dotation de Mlle Le Massue.

1657, 27 août. — Autre copie des lettres royaux.

1657, 21 juillet. — Décret de l'établissement du prieuré.

1672, 9 mai. — Lettres royaux du rétablissement du prieuré.

1647, 18 octobre et 3 novembre. — Quittance de 1600 livres en paiement de la maison du prieuré, donnée par Anne Le Parc.

1693, 31 janvier. — Transaction avec Jacques-Hercule Massüe, sr de Malitourne.

1670, 5 octobre. — Acquêt de la maison de l'Éperon, pour 150 livres.

Sans date. — Acquêt du petit champ de Relirie.

1701. — Acquêt de la Rochette et foy et hommage au seigneur de Glatigny.

Pièces concernant une rente foncière de 30 livres sur le lieu de la Droucière, à Lucé.

Etc. — *(Cahier pap.)*

27. — 1642-1720. — Extraits des biens-fonds acquis par les religieuses du prieuré Saint-Denis de Saint-Calais, sauf les rentes :

1642, 22 janvier. — Vente par Anne Le Parc, femme de René Vaidie, bourgeois à Château-du-Loir, à dames Madeleine Le Maréchal et Madeleine Latinville de Saint-Benoît, religieuses professes du prieuré de Saint-Calais, étant de présent au couvent des bénédictines de Château-du-Loir, d'une maison sise à Saint-Calais, composée de huit chambres à feu, plus l'enclos des Aubus, dépendant dudit logis, pour 4000 livres tournois.

1700, 12 octobre. — Vente par François Blanchard, conseiller du roi et correcteur de la chambre des comptes de Paris, à Suzanne d'Hervilly, religieuse du prieuré Saint-Denis, de la métairie de la Rochette, à Savigny-sur-Braye, pour 4200 livres.

1720, 17 mai. — Vente par Louis Loiré, prêtre à Saint-Calais, à Marie Pillon, sous-prieure du prieuré Saint-Denis, et à Louise Pillon, dépositaire, du bordage des Bussons, à Saint-Calais, pour 1650 livres.

1720, 20 juin. — Vente par Marguerite Mony, veuve d'Ambroise Caille, à Marie Pillon, sous-prieure de Saint-Denis, d'une partie du bordage de la Biglerie, à Montaillé, relevant en hommage et censivement de l'ancienne fondation de l'abbaye de Saint-Calais, pour 600 livres.

1720, 12 juin. — Vente par Marie Foreau, veuve de Jean Busson, Mre Jean Busson, clerc tonsuré et principal du collège de Saint-Calais, et Jeanne-Marie Busson, fille majeure, à Marie Pillon, d'une autre partie du bordage de la Biglerie, à Montaillé, pour 1700 livres. — *(Copie pap.)*

28. — 1721, 2 avril. — « Nous permettons à la sœur converse qui doit venir de Torcy d'aller demeurer au prieuré de St Calez dans le diocèze du Mans & mandons à la prieure de l'y recevoir. A Paris ce 2 avril 1721.

« † Pierre Evesque du Mans. »

(Autographe pap.)

29. — 1721, 10 avril. — Procès-verbal d'installation au prieuré Saint-Denis de Saint-Calais de Denise Bourdois de Sainte-Constance, religieuse professe de la maison de Torcy, en qualité de prieure dudit prieuré, en vertu de la présentation faite par l'évêque du Mans en date du 13 avril 1720; ladite installation faite par M. Barbier, curé de Saint-Gervais-de-Vic, selon la commission à lui adressée par le doyen de l'église du Mans et signée : Le Vayer, assisté de Mre Pierre Poirier, docteur en Sorbonne, chanoine de Saint-Calais. La nouvelle prieure requiert qu'on reçoive avec elle parmi les religieuses trois professes de Torcy : Anne Grandhomme, ancienne professe de Saint-Denis, Geneviève Bourdois et Cécile Le Mazier, professes, ce qui lui est accordé par les autres religieuses, savoir : Louise Pillon, Marie Pillon, Marguerite de Torchard, Lucrèce de Malide et Jacquine Bigot, en présence de Me François de Torquat, prêtre, vicaire de Saint-Calais, de Me . . . . du Chesnay, aussi prêtre et chapelain dudit prieuré, et de Me Georges Berthereau, procureur du roi à Saint-Calais. Signatures autographes de toutes les personnes ci-dessus dénommées. — *(Orig. pap.)*

30. — 1728, 30 septembre. — Procès-verbal dressé par Jean

Villain, conseiller du roi et maire perpétuel de Saint-Calais, à la requête des dames religieuses bénédictines du prieuré Saint-Denis, savoir : Denise Bourdois, prieure, Geneviève Bourdois, Cécile Lemazier, Louise Pillon, Marie Pillon, Lucresse de Malide, Jacqueline Bigot, Élisabeth-Louise Berthereau, professes, constatant que « la nuit du 27 au 28 du présent mois, le feu prit dans un bâtiment qui faisoit la construction de leur boulangerie, cuisine, réfectoire, et d'un parloir et autre petite chambre qui est au bout, sans sçavoir qui a donné lieu à cette incendie... que le long de la cour du costé du midy et donnant sur le jardin il y a un bâtiment de la longueur d'environ quatre-vingt-cinq pieds, et de quatorze à quinze pieds de large en dedans, et que la boulangerie, la cuisine, le tout contenant environ quarante-cinq pieds de longueur, et de la largeur cy-dessus, est presque entierement ruiné... que c'est une nécessité d'y faire un bâtiment neuf... etc. » — *(Orig. pap.)*

31. — 1730. — État des biens et revenus du prieuré de Saint-Denis :

Rentes actives :

La métairie de la Rochette, affermée.	250 livres
Les Bussons, affermés.	50 —
Les Biglleries, affermées.	40 —
Les terres de l'Enclos (de l'Aubus), produisant en moyenne.	50 —
Rentes foncières.	66 —
Total.	456 livres

Rentes passives :

Sur la Biglerie	30 livres
Droits de fief.	29 —
Réparations annuelles	100 —
Entretien de la sacristie.	60 —
Domestiques.	90 —
Total.	309 livres

Revenu net : 147 livres.

Note sur les pensions des religieuses, sur les frais occasionnés par l'incendie de 1728 et sur l'impossibilité de payer

un chapelain et de recourir aux bons offices du curé ou du vicaire de Saint-Calais pour dire des messes par charité. — Signé : Denise Le Bourdois, prieure.

(Orig. pap.)

32. — 1742, 5 mai. — Acte par lequel François Day, sieur de la Chapelle, chef de panneterie de la bouche du roi, demeurant au château de Vendôme, paroisse de Saint-Georges; dame Marguerite-Catherine Day de la Chapelle, veuve Mᵉ Jean Lochon, avocat en parlement, demeurant audit Vendôme, paroisse Saint-Martin; Mᵉ Michel Dreux, avocat en parlement, tant en son nom que comme procureur de dame Marie-Anne Day de la Chapelle, son épouse, demeurant à Châteauneuf en Thimerais, beau-frère dudit sieur de la Chapelle, et dame Marie-Thérèse Day de la Chapelle, veuve de Maurice Berruyer, écuyer, seigneur de Chanteloup, demeurant audit Vendôme, paroisse de Saint-Martin; Mᵉ Georges-François Berthereau, conseiller du roi et son avocat au siège de Bellême, et d^elle Marie-Louise Berthereau, fille majeure demeurant à Saint-Calais, tant en leurs noms que comme procureurs de d^elle Louise-Catherine Berthereau, leur sœur, — quoique le legs fait par dame Marie-Anne Day de la Chapelle, leur tante, à son décès épouse de messire Hypolite Chevalier, marquis de Béthune, à dame Élisabeth-Louise Berthereau, sa nièce, religieuse professe dans le monastère des dames bénédictines de Saint-Calais, de cent livres de pension viagère, par son testament du 26 avril 1732, soit nul et sans effet par jugement du Châtelet de Paris, — voulant néanmoins donner à ladite dame Berthereau, leur sœur et cousine germaine, des témoignages de leur amitié particulière, constituent volontairement à son profit, la somme de cent livres de rente et pension viagère, assignée sur les gabelles et aides de France.

1742, 9 mai. — Consentement au legs précédent par dame Denise Bourdois, prieure perpétuelle du prieuré Saint-Denis, et dame Élisabeth-Louise Berthereau, et ratification par d^elle Louise-Catherine Berthereau, fille majeure, demeurant audit monastère en qualité de pensionnaire. — *(Grosse parch.)*

33. — 1766, 20 novembre. — Visite des haies de la métairie du Domaine, situé près le bourg et paroisse de Berfay, appartenant à Louise de Guérin de Villiers, demoiselle, demeurant à Saint-Calais en qualité de pensionnaire chez les dames religieuses bénédictines. — *(Exp. pap.)*

34-63. — 1747-1789. — Quittances d'une rente de 15 livres pour une maison dépendante du prieuré Saint-Denis, sise Grande-Rue à Saint-Calais. — Les dites quittances signées :

1747 à 1750 : Sœur Denise Bourdois, prieure.

1753 à 1758 : Sœur Élisabeth Berthereau, dépositaire.

1761 à 1775 : Sœur Jeanne-Henriette de Hardas de Hauteville, prieure.

1784 et 1789 : Bigot, chargé de procuration des bénédictines d'Evron.

1786 et 1787 : Bossé, principal.

(Liasse de 30 pièces pap.)

ABBAYE DE SAINTE-CROIX DE POITIERS

Article 32.

(7 pièces.)

1. — 1271/1272, 23 janvier. — Vente a l'abbesse et au couvent de Sainte-Croix de Poitiers de deux courtils situés près de la Roche de Poillé. — Universis presentes litteras inspecturis, Hugo, Dei gratia Pictaviensis episcopus, Radulphus, decanus, et capitulum Pictaviense, salutem in Domino. Noveritis quod Gaufridus Bareas vendidit et concessit abbatisse et conventui Sancte Crucis Pictaviensis duo cortilegia sita apud Silicem de Poylle, precio quatuor librarum et decem solidorum monete currentis, de quibus tenet se coram nobis plenarie pro pagato. Promisit etiam dictus Gaufridus per fidem suam quod contra predictam vendicionem per se vel per alium non veniet vel faciet in futurum. . . . .
In cujus rei testimonium nos, ad peticionem dicti Gaufridi, sigillum nostrum presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum die sabbati post festum beati Vincencii, anno Domini M° CC° LXX° primo. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1300, 3 octobre. — Vente faite par Jehan Nicolay de Poyllé, paroissien de Cherves, a Étienne Métayer, fils de Thomas Le Villain, d'une mine de froment de rente annuelle sur un hébergement et sur une pièce de vigne au clos de l'abbesse de Sainte-Croix de Poitiers. — Universis presentes licteras inspecturis, Hugo

Meynuyt, gerens sigillum domini regis Francorum de senescallia Pictaviensi, apud Pictavium constitus, salutem in Domino. Noveritis quod, in jure personaliter constitutus, Johannes Nicholay de Poylle, parrochiani *(sic)* de Cherves, confessus est se vendidisse et concessisse pro se et suis perpetuo Stephano Mediatori, filio Thome Villani, et suis in futurum, precio triginti quinque solidorum monete currentis, de quibus dictus venditor a dicto emptore se tenuit plenarie pro pagato, unam minam frumenti, ad mensuram de Vozalles, annui et perpetui redditus, reddendam, a dicto venditore et suis, dicto emptori et suis in perpetuum annuatim in quolibet festo Sancti Michaelis, et quam minam frumenti redditus dictus venditor assedit et assignavit super herbergamento ipsius venditoris et super quadam pecia vinee sue sita in closo abbatisse Sancte Crucis Pictaviensis, et est contigua vinee Guillermi Pagani et vineam Johannis de Dol. . . In cujus rei testimonium nos, ad supplicationem dicti venditoris, qui, quo ad observationem predictorum se et sua supposuit juridictioni domini regis, et super predictum per judicium curie dicti domini regis fuit condempnatus, dictum sigillum presentibus licteris duximus apponendum. Datum presentibus Guillelmo Sene, clerico, et Stephano Branchet, die lune post festum beati Michalis, anno Domini millesimo tricentesimo. *Au verso de même écriture :* Stephanus Mediator, filius Thome Villani, debet II d. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

3. — 1472, 12 octobre. — Quittance donnée par « Marie de Bretagne, par la grâce de Dieu, humble abbesse du moustier de Fontevraut », à « révérente et religieuse dame l'abbesse de Saincte Croix de Poictiers », de « cinquante et ung sextiers de froment et cinquante et ung mançoys » qu'elle lui doit chaque année au terme de Saint-Michel en la châtellenie de Loudun. — *(Orig. parch., scellé de cire jaune sur simple queue de parchemin.)*

4 et 5. — 1745, 1er et 7 juin. — Lettres d'affaires adressées de « Chassigny près Loudun » à « Monsieur Trichet, procureur au présidial de Poitiers et receveur de madame l'abbesse de Sainte Croix, à Poitiers », signées : de Mondion de Chassigny. — *(Orig. avec cachets armoriés de cire rouge.)*

6 et 7. — 1759, 14 janvier et 4 juillet. — Lettres relatives aux mêmes affaires adressées au même de Paris et signées : de Vanolles. — *(Orig. avec cachets armoriés de cire rouge (nº 6) et noire (nº 7.)*

ORDRE DE CITEAUX

Abbayes d'Hommes

ABBAYE DE NOTRE-DAME DE BELLEBRANCHE

Article 33.

(2 pièces.)

1. — 1481, 20 août. — Acte passé en cour de Sablé, par lequel les religieux de Notre-Dame de Bellebranche, en la personne de frère Guillaume Foucaut, religieux, procureur et receveur, d'une part, et noble Jehan Tiellin, écuyer, seigneur de Villeneufve, d'autre part, font ensemble l'accord suivant, « c'est assavoir : pour tant que touche le droit de pasturaige et abrevaige que ledit écuyer avoit droit d'avoir pour ses bestes du lieu du Couldray, à luy appartenant,... en leur estangc de Serchenfer, selon qu'il peut apparoir plus à plain par les lectres sur ce autreffoiz faictes et passée entre lesdiz relligieux, abbé et couvent, et feu noble homme Guillaume Tiellin, en son vivant escuier, seigneur de Villeneuve et dudit lieu du Coudray, et *(en blanc)* Boisgamay, escuier, le *(en blanc)* jour de *(en blanc)*; icelluy Foucaut, procureur desdits relligieux,... pour récompence d'iceulx droiz et pour renoncer à iceulx,... baille... audit escuier, c'est assavoir : quatre journaux et demy de terre ou environ, à prendre en l'orée d'une pièce de terre contenant quatorze journaux huit cordes, appartenant ausdiz relligieux, nommée les Bigotières,... avecques une hommée de pré et plus, joignant, d'un cousté à ladicte pièce de terre, et d'autre cousté à la terre dudit escuier... Et par ce moien ledit escuier, ses héritiers, ne aians cause, ne pourront pour l'avenir joir ne user desdiz droiz de pasturaige ne abreuvaige, ainczois y a renoncé et renonce... Et au sourplus ont faiz les eschanges et permutations entr'eulx de certaines leurs autres chouses estant des deppendances de leurs lieux de la Boce et dudit lieu du Couldray en la manière qui s'ensuit, c'est assavoir, que ledit escuier a baillé... à touzjourmes par héritaige ausdiz relligieux,... c'est

assavoir : une pièce de terre estant au dessus dudit estangc, contenant cinq journaux trois cars, joignant d'un costé aux terres dudit lieu de la Boce, et de l'autre costé à la lande dudit lieu du Couldray cy après déclairée, et d'un bout au chemin tendant des Saullaiz à Escachebouton, et d'autre bout à la place dudit estangc; item, une pièce de lande contenant cinq journaux trois cars, joignant d'un costé à la pièce de terre dessusdite, et d'autre costé à la terre dudit Couldray, abutant d'un bout à la place dudit estangc, et de l'autre audit chemin de Saullaiz et d'Escachebouton. Et en récompence et eschange desdites choses lesdiz relligieux, ont baillé... audit escuier,... c'est assavoir : une pièce de terre contenant trois journaux ung cart et onze cordes, estant au dessobz de la chaussée dudit estangc de Serchenfer, item,... l'outreplus de ladicte pièce de terre appelée les Bigotières,... laquelle pièce de terre et pré est de l'anxienne fondacion de leur dicte abbaie, comme estant des deppendances de leur dit lieu de la Boce, joignant d'un cousté à la terre Macé Pressouer, de son lieu de la Bigotière, et d'autre cousté aux terres desdiz relligieux, la haie entre deux, laquelle haie demeure commune entr'elx, et d'un bout au grant chemin tendant de Sablé à Boyère, et d'autre bout au pré dessusdit, que les diz relligieux ont baillé audit escuier et aux terres dudit lieu du Couldray. Et ont promis lesdiz relligieux,... garantir les choses par eulx baillées audit escuier en leur fié et seigneurie de ladite abbaie à ung denier de devoir au jour de l'Angevine, avecques leurs autres droiz seigneuriaux de haulte justice, moienne et basse, qu'ilz ont droit d'y avoir, et les droiz de dismes en ladicte pièce de terre de la Bigotière. Et pareillement ledit escuyer a promis garantir les chouses par luy baillées à ung denier de devoir pour toutes charges, avecques ses autres droiz seigneuriaux. Et fera obliger ledit escuier damoiselle Ysabeau de la Saugère, sa femme, à cest présent contract... Ce fut fait et donné le vingtiesme jour d'aoust l'an de grâce mil quatre cent quatre vings et ung. Présens : noble homme Vincent Tiellin, escuier, sieur de Montfraeul; frère Pierre Martin, relligieux de laditte abbaie; Jehan Popley (?), cordeleur, qui a cordelé lesdites terres; Jehan Hatté; Blaisin Le Gaigneur; Simon Renier et autres. » — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1751, 12 mars. — COPIES D'AVEUX DES SEIGNEURIES DE FRESNAY EN AUVERS ET CHANTEMESLE EN SAINT-LOUP, RENDUS A LA SEIGNEURIE DE BELLEBRANCHE. — 1672, 9 novembre. — Aveu aux religieux de l'abbaye de Notre-Dame de

Bellebranche, ordre de Cîteaux, par Thomas du Hardas, chevalier, seigneur de Fresnay, Saint-Loup, Housmainne, et du fief parti de Fontenay, lequel confesse être homme de foy et hommage simple pour raison de la terre, fief et seigneurie de Fresnay, droit de ponts-levis, fossés, droit de forteresse, fuie et garennes défensables, consistant en maison, écurie, pressoir, bâtiments, cour, vergers, jardins, pâtis, terres labourables, pâtures, bois de haute futaie, taillis, prés, garennes, étangs, moulins, partie de la chaussée d'iceux, rivière du côté de ladite terre de Fresnay, ainsi que le fil de l'eau l'enlève, et pêcherie d'icelle, deux lieux et métairies nommées l'une la métairie de Fresnay, et l'autre la métairie du Domaine, dont les logements joignent la maison seigneuriale, le tout en un tenant, contenant environ cent soixante-dix journaux. — S'ensuivent les hommages et redevances : 1° Mᵉ Louis Le Devin, foy et hommage simple pour sa métairie de la Réauté, sise paroisse e'Auvers-le-Hamon, laquelle fit autrefois partie de ladite terre de Fresnay, tenue à 6 deniers de service à l'Angevine ; 2° Le seigneur des Angevinnières, foy et hommage simple, par parage failli, pour ses lieux et métairies de Gallion et de la Tonnellière, autrefois baillés par les prédécesseurs de ladite seigneurie de Fresnay aux seigneurs prédécesseurs des Angevinnières, en parage, situés, ledit lieu de la Tonnellière en la paroisse de Boissé, et celui de Gallion en ladite paroisse d'Auvers. — S'ensuivent les choses censives : 1° Les enfants et héritiers de feu Pierre de Breslay, écuyer, sieur de Posset, et dˡˡᵉ Perrine Le Febvre, doivent à l'Angevine 5 sols de cens pour la métairie de la Forge, qui fit partie de ladite seigneurie de Fresnay, avec deux pièces de terre contenant trois journaux, nommées les Devais de la Plannière, ainsi qu'il est porté par les partages faits entre ladite Le Febvre et noble François Cesboy et ses cohéritiers, qui ont vendu ladite terre de Fresnay audit seigneur avouant ; 2° Les bientenants de Mᵉ Jacques Bourgalay doivent à l'Angevine 2 deniers de cens pour diverses pièces de terre dépendant du lieu de la Forêt, paroisse d'Auvers ; 3° Les bientenants de Geoffroy Chanteau, à cause de Madeleine Bourgalay, sa femme, 3 deniers de cens pour plusieurs pièces de terre nommée Lorgeray, la Fontaine, etc. ; 4° Les bientenants de Laurent Vielle, à cause de Renée Bourgalay, sa femme, doivent à l'Angevine 1 denier de cens pour la pièce du Bouffay, joignant le chemin de Ballée à la Croix-Boulay et la terre des Cormiers appartenant au sʳ du Ronceray, etc. ; 5° Les bientenants de René Briquet doivent audit jour 2 deniers de cens pour la pièce de la Longerais, sur

le grand chemin de Saint-Loup à Auvers. — Pour raison desquelles choses ledit seigneur de Fresnay doit prendre des religieux de Bellebranche mesure, essief et patron pour bailler mesures à ses sujets, et en est tenu faire, à muances d'hommes et sujets, la bouche et les mains, avec foy et hommage. Esquelles choses il avoue droit de justice haute, moyenne et basse. Signé à l'original : Thomas du Hardas. — Ledit aveu présenté aux assises de Bellebranche, tenues par Simon Le Maistre, avocat en parlement, sénéchal des fief et seigneurie dudit lieu, ledit jour 9 novembre 1672. Signé : Thomas du Hardas, Le Maistre, ff. Davazé, prieur.

1686, 20 mars. — Aveu aux religieux de Bellebranche, par Daniel de Torchard, chevalier, seigneur de la Buiottière, la Bourne et la Roche-Simon, curateur aux personnes et biens des enfants mineurs de feu Mre Claude de Breslay, vivant chevalier, seigneur de Posset, les Biardières, la Roche-Marie, la Doyère, Beaumoreau et Chantemesle, et de dame Marthe Le Marié, son épouse, lequel confesse être homme de foy et hommage simple pour raison dudit lieu, fief et seigneurie de Chantemesle, contenant tant en maisons, granges, étables, jardins, vergers, bois, pré, rivière, terres labourables, pâture, le nombre de cent journaux de terre ou environ; item la rivière défensable, depuis le bout du bas du pré des Courbes jusqu'au Gué de Beluau. — S'ensuivent les hommages : 1° Pierre Chaligné, discret Me Adam Rozée, les héritiers de feu Me Pierre Moereau, vivant sieur de la Buisnardière, et autres, pour leur lieu et closerie des Goupillères, contenant trente-sept journaux et demi de terre, cinq hommées de pré, foy et hommage simple et 15 sols de service à l'Angevine; 2° Jacques Le Vacher, écuyer, sieur de Douée, mari de dame Radegonde de la Chapelle, fils et héritier en partie de feu Urbain de la Chapelle, aussi écuyer, pour une pièce de terre nommée les Grandes-Bésières, dépendant de son lieu de la Braudière, foy et hommage simple et 5 sols de service à l'Angevine; 3° Jean Tezé, sieur de la Rivière, à cause d'une pièce de terre labourable nommée la Houzille, contenant vingt-cinq journaux, située paroisse d'Auvers-le-Hamon, dépendante de son lieu du Buisson, foy et hommage simple et 5 sols de service à l'Angevine; 4° François Le Boucher, à cause de deux journaux de terre labourable sise au lieu de la Graftière, audit Auvers-le-Hamon, foy et hommage simple et 10 deniers de service à l'Angevine. — S'ensuivent les choses censives : 1° Ledit sieur Le Vacher de Doué, pour son lieu de la Braudière, 12 deniers de cens à l'Angevine; 2° Joseph Paigné, pour son

lieu de Toucheronde, 12 deniers; 3° René Olivier, mari de d[lle] Catherine Le Tourneux, et autres, à cause de leur closerie de la Robinière, 5 sols 2 deniers; 4° Renée Allain, veuve René Le Baillif, et René le Baillif, son fils aîné, pour leur lieu du Chêne-Robin et les garennes de la Robinière, 7 sols 6 deniers: 5° Les héritiers Michel Houdayer, pour un cloteau de terre nommé le Riolay, proche Chantemesle, doivent chacun un denier de cens; 6° M[re] Thomas du Hardas, chevalier, sieur de Fresnay, pour trois pièces de terre labourable, joignant les bois taillis du prieuré de Ballée, doit au jour de Pâques-Fleuries 13 sols 4 deniers de rente inféodée; 7° Ledit Jean Tezé, sieur de la Rivière, pour le pré Belluau, qui dépend du lieu de Malvoisine, joignant la rivière de Vaige et le chemin du bourg de Ballée à Saint-Loup, 2 sols 4 deniers de cens à l'Angevine; 8° Les détenteurs de deux journaux de terre sis à Saint-Loup, en deux pièces, au lieu de la Méranse, 8 deniers de cens; 9° Dom Urbain Ferrand, prêtre, religieux de l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers, prieur de Ballée, pour quatre journaux de terre en bois taillis et deux autres journaux de terre, 12 deniers de cens; 10° Le procureur de la fabrique de Beaumont-Pied-de-Bœuf tient à cens 5 sols de rente qu'elle prend sur ledit lieu de la Braudière, 2 sols 6 deniers sur la Goupillère, et 20 deniers sur un clos de vigne nommé le Riolay; 11° Les détenteurs du clos Mellanc, 10 deniers de cens à l'Angevine; 12° les détenteurs de deux cloteaux de terre, aussi 10 deniers de cens; 13° François Duval, pour une pièce de terre nommée le Riolay et une noue de pré y joignant, deux deniers de cens audit jour. — Pour raison desquelles choses ledit sieur avouant doit prendre de la seigneurie de Bellebranche mesure, essé et patron pour bailler à ses sujets, et est tenu faire chacun an 30 sols de service à l'Angevine. Esquelles choses il avoue droit de moyenne justice. — En outre il avoue à une autre foy et hommage simple les choses qui ensuivent: 1° une pièce de terre labourable appelée les Cloteaux, contenant six journaux, joignant le chemin de Fresnay à Chantemesle et ladite métairie de Chantemesle; item, deux pièces de terre se tenant, appelées les Devais de la Piannière, contenant trois journaux, joignant le chemin de Fresnay, la métairie de la Forge et les taillis de Mongazon; item, le pré et terre des Courbes, contenant quatre journaux, joignant la rivière de Vaige, la métairie de Chantemesle et la terre du moulin de Fresnay; item, la grande prée, contenant quinze hommées, sur la rivière de Vaige; item, le taillis de Mongazon, contenant vingt-cinq journaux de terre, joignant les terres de la

Forge et les taillis de Fresnay. — Lesdites choses venues et échues auxdits mineurs de la succession dudit feu sieur de Posset, leur père. Signé à l'original : Daniel de Torchard. — Ledit aveu reçu par dom François Davazé, procureur de l'abbaye de Bellebranche, le 22 mars 1686.

Lesdites copies vidimées et collationnées aux originaux présentés par le très révérend père Tiphoche, religieux, procureur de ladite abbaye de Bellebranche, le 12 mars 1751.

(Cahier pap.).

ABBAYE DE NOTRE-DAME DE CHAMPAGNE

Article 34.

(14 pièces.)

1. — 1240, novembre. — TRANSACTION PAR LAQUELLE LES MOINES DE CHAMPAGNE CÈDENT LE FIEF D'ESSES, QU'ILS AVAIENT ACQUIS DE GERVAIS DE COURCERIERS, L'AÎNÉ, A SES NEVEUX, GERVAIS DE COURCERIERS, LE JEUNE, ET HAMELIN DE COURCERIERS. CEUX-CI, EN RETOUR, ABANDONNENT AUX MOINES LES DROITS FÉODAUX QU'ILS LEUR DEVAIENT POUR UN PRESSOIR ET DES VIGNES SITUÉS EN CE FIEF. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, cum abbas et conventus de Campania, Cisterciensis ordinis, Cenomanensis diocesis, comparassent a Gervasio de Curia Cesaris, milite, antequam ad partes transmarinas iter arripuisset, totam terram suam de Esses, cum pertinentiis suis, tam feodum quam dominicum, sitam in parrochiis Sancti Nicholai de Gres et Sancti Remigii de Siliaco, sicut idem miles eam antea emerat ab heredibus Gervasii Coignart, ut dicebant, et Garinus de Curia Cesaris, miles, dictarum rerum dominus feodalis, ut dicebant, dictam terram cum feodo et dominico predictis abbati et conventui perpetuo concessisset habendam et possidendam liberam penitus et immunem, exceptis solummodo duodecim denariis cenomanensibus de servicio requirendis, et excepta villicaria; postmodum Gervasius de Curia Cesaris, junior, et Hamelinus, frater ejus, clericus, nepotes predicti Gervasii de Curia Cesaris, predictam terram de Esses cum feodo et dominico, ratione propin-

quitatis, a dictis abbate et conventu in curia domini de Tusseio, domini principalis illius feodi, ut dicebant, petierunt habendam, precium refundendo; et cum in dicta curia domini de Tusseio coram allocatis ipsius inter predictas partes super premissis esset diutius litigatum, et dicti abbas et conventus erga dictos Gervasium et Hamelinum vellent se defendere, ea ratione quod dictam terram cum feodo et dominico per annum et diem et amplius habuerant et possederant, ut dicebant : tandem, post multas altercationes, de prudentum virorum consilio, in hanc formam pacis dicte partes coram nobis devenerunt, videlicet quod dicti Gervasius junior et Hamelinus de Curia Cesaris, cum assensu et voluntate memorati Garini de Curia Cesaris, fratris ipsorum, domini dictarum rerum feodalis, ut dictum est, dederunt predictis abbati et conventui sexaginta et decem et septem libras et dimidiam turonensium, de quibus dicti abbas et conventus se tenuerunt pro pagatis et renuntiaverunt exceptioni pecunie non numerate, prout in eorum litteris vidimus contineri, et sicut frater Lucas, generalis eorum procurator, confessus est in jure coram nobis; et quitaverunt predicti Gervasius et Hamelinus, cum assensu et voluntate predicti Garini, fratris ipsorum, dictis abbati et conventui tres solidos cenomanensium annui census, quos pro omnibus acquisitis in dicto feodo de Esses, tempore confectionis hujus carte, videlicet pro pressorio quodam, et pro vineis quas iidem abbas et conventus habuerunt ex donatione defuncti Stephani de Cursu, et Pagani de Averton, et Gaufridi de Curia Revelli, militum, et pro vineis quas comparaverunt dicti abbas et conventus a Stephano dicto Champion, et Eudone, clerico, et Johanne, filio uxoris quondam defuncti Gervasii Torgis, militis, ut dicebant, domino de Esses ad festum sancti Remigii reddere tenebantur annuatim, nichil omnino juris aut dominii in dictis vineis et pressorio, excepta solummodo villicaria, penitus retinentes. Et tenebuntur, tam Garinus, Gervasius et Hamelinus de Curia Cesaris, fratres, quam eorum heredes, predictas vineas cum pressorio liberas penitus et immunes ab omni terreno servicio, censu, et tallia, et exactione, et alia quacumque redibitione dictis abbati et conventui in perpetuum garantizare et defendere contra omnes, ita quod si superiores domini illius feodi aut aliqui alii aliquid redibitionis vel servicii aut census seu tallie a dictis abbate et conventu pro vineis et pressorio superius expressis vellent exigere, Garinus, Gervasius et Hamelinus, superius nominati, et eorum heredes, dictos abbatem et conventum servare tenerentur indempnes, et omnia servicia dictarum vinearum et pressorii erga

superiores dominos seu quoscumque alios de suo proprio facere pro abbate et conventu supradictis; et ad omnia supradicta facienda et firmiter observanda, se, et heredes suos, obligaverunt coram nobis in jure predicti Garinus, Gervasius et Hamelinus, fide prestita corporali. Et ita dicti abbas et conventus dictam terram de Esses, cum feodo et dominico, sicut eam antea comparaverant a Gervasio de Curia Cesaris, milite, supradicto, quam tanquam suam propriam ratione predicte emptionis possidebant, multotiens nominatis Gervasio de Curia Cesaris, juniori, et Hamelino, fratri ipsius, quitaverunt et penitus dimiserunt, nichil in dictis feodo et dominico de Esses, exceptis vineis et pressorio superius nominatis, sibi de cetero retinentes, prout in eorumdem abbatis et conventus litteris vidimus contineri, et sicut supradictus eorum procurator coram nobis in jure recognovit esse verum. Quod ut perpetue robur obtineat firmitatis, presentes litteras, ad peticionem partium, sigillo Cenomanensis curie fecimus communiri. Actum anno gratie millesimo ducentesimo quadragesimo, mense novembri. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2 et 3. — 1257, novembre. — Charte par laquelle Geoffroy et Guillaume Manjot, avec l'assentiment de Herbert de Corlé, chevalier, seigneur féodal, vendent aux moines de Champagne cinq reis de froment de rente a prendre sur quatre journaux de terre a Crissé. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus de Siliaco, salutem in Domino. Noverint universi quod, in nostra presentia constituti, Gaufridus Manjot et Guillelmus Manjot, filius suus primogenitus et heres, cum assensu speciali et voluntate expressa Herberti de Corle, militis, coram nobis in jure constituti, vendiderunt et concesserunt perpetuo in jure religiosis viris abbati et conventui de Campania, Cisterciensis ordinis, quinque rasa frumenti de annuo et perpetuo redditu, ad mensuram abbatie de Campania, melioris in patria ista vendibilis, ad duos denarios cenomanenses de lache quolibet raso, reddenda et solvenda a dictis patre et filio et eorum heredibus dictis religiosis et eorum successoribus infra festum Sancti Remigii apud dictam abbatiam annuatim, assignata, percipienda et habenda super quatuor jugeribus terre propinquioribus vinee Guillermi Bordin, sitis in feodo dicti militis in parrochia de Crisseio; tali modo quod si dicti pater et filius aut eorum heredes defecerint de reddendo aliquotiens, ut dictum est, dictum frumentum, dicta quatuor jugera remanebunt ex tunc perpetuo dictis reli-

giosis et eorum successoribus, nomine venditionis in solucione redditus antedicti, tenenda dictis religiosis et eorum successoribus de dicto milite et ejus heredibus successive ad unum denarium cenomanensem de annuo servitio requisibili circa Navitatem Beate Marie Virginis, nichil amplius pro dicto milite nec pro ejus heredibus de dicta terra faciendo, et ad dictum servicium teneretur dictus miles et ejus heredes liberare, defendere et garire dictam terram dictis religiosis. Et facta est ista venditio pro duodecim libris turonensium... Et nos, ad ipsorum petitionem, sentencialiter adjudicamus sentencialiter hec tenenda, presentes litteras sigillo nostro sigillantes in testimonio veritatis. Actum anno Domini M° CC° quinquagesimo septimo, mense novembris. — *(Orig. en double exemplaire parch., sceaux perdus.)*

4. — 1257, décembre. — CHARTE PAR LAQUELLE HUBERT DE VILLIERS RECONNAÎT ET RATIFIE LE DON DE DEUX SOUS DE RENTE FAIT AUX RELIGIEUX DE CHAMPAGNE PAR FOULQUES ET JEAN, SES FILS. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus de Silliaco, salutem in Domino. Noverint universi quod, in nostra presentia constitutus, Hubertus de Villers recognovit in jure quod defuncti Fulco et Johannes, quondam filii sui, in puram et perpetuam elemosimam donaverunt et legaverunt religiosis viris abbati et conventui monasterii Beate Marie de Campania, et ad anniversarium dictorum filiorum in dicto monasterio faciendum de cetero annuatim duos solidos cenomanensium annui et perpetui redditus, habendos et percipiendos dictis religiosis aut eorum procuratori, super portione dicti Huberti de molendino de Saingant, quam predictam donationem et quod predictum legatum dictus Hubertus coram nobis in jure ratificat et concedit irrevocabiliter, promittens in jure coram nobis se et heredes suos reddituros dictum redditum procuratori dictorum religiosorum ad octabas Sancti Remigii de cetero annuatim, volens et precipiens et concedens in jure coram nobis quod si idem Hubertus aut heredes sui defecerint de reddendo dictum redditum ad dictum terminum, dictus procurator capiat in dicta portione et teneat ad valorem redditus antedicti... Et nos, ad ipsius Huberti petitionem, adjudicamus in scriptis sententialiter hec teneri, presentes litteras sigillo curie nostre sigillantes in testimonio veritatis. Actum anno Domini M° CC° quinquagesimo septimo, mense decembri. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

5. — 1258/1259, janvier. — CHARTE PAR LAQUELLE GEOFFROY, SEIGNEUR DE COULECTRES, CHEVALIER, POUR S'ACQUITTER ENVERS LES RELIGIEUX DE CHAMPAGNE DE DOUZE DENIERS DE RENTE QU'IL LEUR DEVAIT POUR L'ANNIVERSAIRE DE JOURDAIN DE COULECTRES, SON ONCLE, LEUR FAIT REMISE DE HUIT DENIERS DE CENS SUR UNE VIGNE ET UN JARDIN A EUX APPARTENANT SITUÉS EN SON FIEF A SILLÉ-LE-GUILLAUME. — Universis presentes litteras inspecturis, Gaufridus, dominus de Collectris, miles, salutem in Domino. Noveritis quod, cum tenerer assignare abbati et conventui Beate Marie de Campania duodecim denarios cenomanenses annui et perpetui redditus, pro anniversario defuncti Jordani de Collectris, militis, avunculi mei, ego, pro dictis duodecim denariis cenomanensibus, remisi et quitavi in perpetuum dictis abbati et conventui octo denarios cenomanenses censuales cum pertinenciis suis, quos michi reddere consueverant annuatim pro quadam vinea et quodam ortulo continguo dicte vinee, sitis in feodo meo apud Silliacum Guillermi, que fuerunt defuncti Gaufridi Escurol, et quicquid juris et dominii habebam vel habere et habere possem, tam ego quam heredes mei in rebus supradictis, prefatis abbati et conventui et successoribus eorum remisi penitus in perpetuum et quitavi. In cujus rei testimonium, presentes litteras dedi dictis abbati et conventui sigillo meo sigillatas. Datum anno Domini M° CC° quinquagesimo octavo, mense januario. — *Au verso, de la même écriture :* De vinea Escurol. — (*Orig. parch., sceau perdu.*)

6. — 1263. — VENTE FAITE PAR JULIENNE, DAME DE TÉRIGNÉ, A GUILLAUME « PIPERARIUS » ET SA FEMME, DES MÉTAIRIES DES LOGES ET DE LA GALLARDÈRE. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus de Siliaco, salutem in Domino. Noverint universi quod, in nostra presentia constituta, Juliana, domina de Terigneio, vidua, recognovit in jure se vendidisse et concessisse perpetuo medietariam suam de Logiis, sitam in feodo Huberti de Villers, militis, et Roberti de Villers, Guillermo Piperario et ejus uxori et eorum heredibus, tenendam feodaliter et hereditarie, pro quinque solidis turonensium de servicio, et habendam titulo legitime emptionis, in qua vendicione Johannes Ogier, quondam gener ejusdem Juliane, se consensit et quitavit omnino et dimisit perpetuo dicto Guillelmo et suis heredibus omne jus quod ipse et ejus heredes, quocumque titulo, habebant et habere poterant in medietaria supradicta, et fide prestita se astrinxit dictus Johannes quod, in dicta me-

dietaria, nichil de cetero, nec ipse, nec ejus heredes reclamabunt. Et facta fuit ista vendicio pro viginti et octo libris turonensium... Item recognovit eadem Juliana coram nobis in jure quod ipsa dicto Guillermo vendidit medietariam suam de la Gallardère, sitam in feodo Huberti Ribole, militis, tenendam et habendam feodaliter et hereditarie de dicto milite, pro duodecim denarios cenomanenses de servicio. Et facta fuit ista vendicio pro viginti et septem libris turonensium... Actum anno Domini M° CC° sexagesimo tertio. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

7. — 1287, 14 mai. — BAIL A VIE PAR LES RELIGIEUX DE CHAMPAGNE, A MATHIEU BERTE ET A SON UNIQUE HÉRITIER, D'UN QUARTIER DE VIGNE ET D'UN JOURNAL DE TERRE, SITUÉS EN LA PAROISSE DE SAINT-ÉTIENNE DE SILLÉ, AU LIEU DE REPENNEL. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus de Silliaco, salutem in Domino. Notum facimus quod, in jure coram nobis constitutus, Matheus dictus Berte, parrochianus Sancti Remigii, confessus fuit quod religiosi viri abbas et conventus de Campania, Cisterciensis ordinis, tradiderunt et concesserunt eidem et unico heredi suo successive, in perpetuam emphiteosim, quoddam quarterium vinee vel circa, cum pertinentiis, situm apud locum qui dicitur Repennel, in feudo dicti Boon, in parrochia Sancti Stephani, contiguum vinee Aaloti Fromont, et unam peciam terre cum pertinentiis, continentem circa dimidium jugerum terre, sitam in feudo et parochia supradictis, contiguam vinee supradicte, ut dicebant, habenda, tenenda et possidenda a dicto Matheo et unico herede suo successive, videlicet dictam vineam ad medietatem, et dictam terram ad sex denarios cenomanenses annui et perpetui redditus, quem redditum dictus Matheus graat et promitit se reddituram dictis religiosis aut eorum mandato, ad festum Nativitatis Domini annuatim; et tenetur idem Matheus facere et excolere dictam vineam de omnibus factionibus et culturis, suis sumptibus propriis, annuatim, et reddere servicia et redibencia inde debita domino feudali annuatim absque alia redibicione facienda pro premissis... Et ad hec omnia tenenda et observanda obligavit dictus Matheus se et heredes suos et omnia bona sua, mobilia et immobilia, presencia et futura, et specialiter terram suam de Virgulto et ortos ibidem sitos et domum suam de Virgulto, cum omnibus pertinentiis premissorum, que omnia sita sunt in feudo domini de Corlretris, in parrochia Sancti Remigii, ut dicebat; de quibus tenendis et de non veniendo contra

astrinctus est idem Matheus, fide prestita corporali. Et nos dictum Matheum comdepnamus ad hec tenenda in hiis scriptis. Datum die mercurii in vigilia Ascensionis Domini, anno ejusdem M° CC° LXXX^{mo} septimo. — *Au verso de même écriture :* Tradicio Matheo Berte de Rupennel. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

8. — 1296, 17 mai. — Transaction par laquelle Mathieu d'Espaigne cède aux religieux de Champagne l'entière jouissance et la féodalité de vignes a la Bazoge. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, cum inter religiosos viros abbatem et conventum Beate Marie de Campania et eorum procuratorem, nomine procuratio eorumdem, ex una parte, et Matheum de Yspania, armigerum, de parrochia Sancti Medardi de Baladone, ex altera, contencio verteretur super hec videlicet quod, cum dicti religiosi, per se, vel per alium seu alios, essent in possessione quarumdam rerum immobilium, videlicet quarumdem vinearum sitarum in parrochia de Basogeia et fructuum pendentium in eisdem, videlicet novem summarum vini, de quibus dictus Matheus vel alius ejus nomine ipso hec rerum habente dictos religiosos spoliaverat et spoliatos detinebat, asserens dictas res teneri ab eodem tanquam a domino feodali, ut dicebat, dictis religiosis et eorum procuratore, nomine procuratorio eorumdem, hec negantibus et proponentibus se fuisse in possessione dictarum rerum et percipiendi fructus earumdem per tantum temporis spatium a quo non extat memoria, asserentibus dictas res teneri ab eisdem sine alio domino : tandem dictus procurator, nomine procuratorio dictorum religiosorum, ex una parte, et dictus Matheus, ex altera, in nostra presentia constituti, recognoverunt quod ipsi, videlicet dictus procurator, nomine quo supra, et dictus Matheus, pro se, super dictis contentionibus premissorum compromiserunt et compromitunt in Johannem dictum Le Bogre, clericum, tanquam in arbitrum, arbitratorem seu amicabilem compromissorem, sub pena centum librarum turonensium solvenda parti dictum et ordinationem dicti arbitri observanti et observare volenti a parte resiliante a dicto arbitrio et in eo non parente vel per quam staret quominus in dicto arbitrio procederetur, qui arbiter, in jure coram nobis constitutus, dictis procuratore et Matheo presentibus, inquisita super premissis cum diligentia veritate, dictum suum et ordinationem suam super premissis protulit in hunc modum, videlicet quod ipse dictos religiosos ab omni juriditione, obedientia, dominio

dictarum rerum eidem Matheo aut ejus heredibus de cetero im perpetuum facienda per dictum suum et sententiam suam arbitralem penitus absolvit, ita videlicet quod dictus procurator, nomine quo supra, quitavit eidem Matheo dictas novem summas vini et dedit eidem Matheo decem solidos cenomanensium, de quibus dictus Matheus in jure coram nobis se tenet penitus pro pagato... Et nos predicta, ad preces dictorum arbitri, procuratoris et Mathei, adjudicamus tenenda... Datum die jovis post festum Penthecostes anno Domini M° CC° nonagesimo sexto. G. Trevis (?) transcripsit. — *Au verso, de même écriture :* De Matheo de Yspania de feodo de Veyssins. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

9. — 1301, 11 décembre. — BAIL FAIT PAR LES RELIGIEUX DE CHAMPAGNE A ROBERT, DIT DUREL, DE QUATRE QUARTIERS DE VIGNE, SITUÉS EN LEUR FIEF, EN LA PAROISSE DE LA BAZOGE. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, in jure coram nobis personaliter constitutus, Robertus dictus Durel, de parrochia de Basogia, recognovit quod religiosi viri abbas et conventus monasterii Beate Marie de Campania eidem et ejus heredibus tradiderant, et quod ipse acceperat ab eisdem religiosis, sibi et suis heredibus, in perpetuam amphiteosim, quasdam vineas ipsorum religiosorum, continentes circa quatuor quarteria, sitas in parrochia de Basogia predicta, in feodo ipsorum religiosorum, et in elemosina pura ipsorum religiosorum et libera, ut dicebat, et quas vineas ipsi religiosi habuerant a reverendis patribus ipsorum abbate et conventu de Savigniaco, ut dicebat, apud Vezins, quas vineas solebant tenere Juliotus Albenci et Johannes, ejus frater, et Guillelmus Le Prouz de dictis religiosis, ad certum redditum annui, ut dicebat, tenendas et explectendas, et jure hereditario possidendas ab ipso Roberto et ejus heredibus dictas vineas cum earum pertinentiis, et ad faciendum de eis suam plenariam voluntatem. Et facta est presens tradicio et acceptacio pro sex solidis turonensium annui et perpetui census, quem censum dictus Robertus promitit et tenetur se soluturum, tradditurum dictis religiosis et eorum successoribus annuatim in festo Nativitatis Beate Marie Virginis ad manorium ipsorum religiosorum de Brocis; promitit insuper dictus Robertus excolere seu excoli facere dictas vineas de cetero bene et competenter, et eas tenere in bono statu et competenti, et super hec ipsos religiosos indempnes observare... Et nos hec omnia, ad ipsius Roberti peticionem, adju-

dicamus tenenda. Datum die lune post festum Sancti Nicholai hyemalis, anno Domini millesimo trecentesimo primo. M. Hache. Verum est. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

10. — 1319, 20 décembre. — Échange fait entre les religieux de Champagne et Gervais Pelou, écuyer, de la paroisse de Tennie. — Saichent touz présenz et avenir que en notre *(sic)* en droit establiz, Gervèse Pelou, escuier, de la parroisse de Tennie, d'une partie, et frère Richer de Caron, procureur de religieux hommes l'abbé et le couvent de l'abaye de Champaigne, de l'ordre de Cisteaux, si comme il appert par lettres saellées dou sael desdiz religioux, de l'autre partie, requeneurent eux avoir fet et font oncquores ensemble entre eulx eschange et permutation d'aucunes de lour chouses inmoibles en la menière qui s'en sieult, c'est assavoir que ledit frère Richer, tant comme procuratour desdits religioux et en lour non, baille et octroye audit Gervèse, en non et par reson d'eschange, une pièce de pré contenant journée à doux fauchours, sis entre les prez audit Gervèse, d'une partie et d'autre, et achevé au chemin par lequel l'en vient de Nevy à Tennie, ou fié ausdits religioux, si comme ledit procureur disoit,... e cesse et délesse ledit frère Richer, tant comme procureur desdits religioux, audit Gervèse et à ses hers et à ceux qui auront cause de luy, tous les dreiz et toutes les aucions réaulz et personneles que lesdiz religioux avoient et povoient avoir en ladite pièce de pré, sans riens y retenir à eux, ne à lour successours; e laquelle pièce de pré ledit frère Richer, ou non dessusdit, promet et est tenu garantir, délivrer et deffendre, audit Gervèse et à ses hers et à ceux qui auroient cause de luy, de tous empeschemenz et de toutes obligacions envers touz et contre touz, second droit, en fesant doudit Gervèse et de ses heirs audiz religioux et à lour successours, à lour maison à Asnières quatre deniers tournois courant de cens à la Toussainz chescun an, sanz riens plus fere et sans nulle autre redevance fors obéissance comme à seigneurs de fié tant seullement. E ledit Gervèse baille et octraie audiz religioux, envers et par reson doudit eschange, un pré apellé le pré Cresnon, contenant environ journée à troys faucheours, sis jouste les biez dou moulin Mayen, de un cousté, et aboute au chemin par lequel l'en vet de Nevi à Tennie, ou fié au seignour de Nouray, si comme ledit Gervèse disoit,... e lequel pré dessusdit ledit Gervèse promet et est tenu garantir, délivrer et défendre audiz religioux et à lour successours et à ceux qui auront cause de eux, de

touz empeschemens et de toutes obligacions envers touz et contre touz, second droit, en fesant desdits religioux et de lour successours au seignour dou fié quatre deniers tournois de cens chescun an, sanz riens plus fere et sanz nulle autre redevance. Et est tenu et promet ledit Gervèse fere et procurer envers le seignour de Chaources et ledit sire de Noeray, que eux voudront et se assentiront par lettres saellées de lour seaux, que lesdiz religioux et lour successours et ceux qui auront cause de eux puissent tenir celuy pré, doudit seignour de Noeray et de ses hers, à quatre deniers tournois de cens dessusdiz, sanz riens plus faire et sanz autre redevance, fors obéissance comme à seignour de fié tant soullement, et sanz ce que lesdiz seignours de Chaources et de Noeray puissent contraindre ne pourforciez lesdits religioux ne lour successours ne ceux qui airont cause de eux de mectre hors de lour main le pré dessusdit. E est tenu ledit Gervese et promect apportez et bailler ausdiz religioux lesdites lettres saellées des seaux des seignours de Chaources et de Noeray, et garder lesdiz religioux et lour successours sus ce, sanz dommaiges en temps avenir. Et par cest fet ledit Gervèse sera tenu et promet fere aler l'eve qui vet au moulin Mayen par son domaine dès le gué de la Peulvyère joucques au bout du pastiz audiz religioux de Asnières, joignant au chemin par lequel l'en vet de Verniette au moulin Pouvel, et tenir et maintenir les biez d'icelle eve juques à celuy leu en bon estat et souffisant des ores en avant, aux propres couz et despens doudit Gervaise et de ses hers. Et lesdits religioux seront tenuz dès le leu dessus devisé fere aller ladite eve par lour doumaine et y fere les biez à lour despens, pour aller ladite eve juques au gué d'Asnières et de celuy gué la fere retourner pour choir ou bié ancien au dessus de la planche dou gué de Asnières, et tenir et maintenir les biez de l'eve contenant lour doumaine en bon estat et souffisant des ores en avant à lour propres couz et despens. E est assavoir que lesdits religioux et ceux qui auront cause de eux pouront fere aller prendre et arrestez ladite eve par un leu ou par plusours de leur doumaine dessusdit par chescun sebmadi d'entre Nouel et la Saint Jehan Bauptiste dès le soulail couchant jouquez au dimanche soulail rescousant, par chescun an desores en avant, sanz ce toutevoirs que ladite eve puisse passer le chemin que elle ne retourge au blé ancien, et par cinq jours de semadi, jucques au dimenche solail recousant, entre la Saint Jehan Baptiste et Nouel, au choirs desdits religioux, en tele menière toutevois que lesdits religioux seront tenuz à restouper et faire restouper les per-

tuis par où l'eve sera lessié aller audiz jour de semadi et de dimanche à lour propres coutz et despens. E est onquores convenant et accordé entre ledit procureur et lesdits Gervèse en cest fet par devant nous en droit que lesdits religioux et lour successours pouront lessier aller ladicte eve par troys jours prouchains après le jour de Penthecote, de Nouel et de Pasques par lour doumaine chescun an desores en avant en la menière que il ont aquoustumé [. . . . .] avoir anciennement et ou leu accoustumé, sanz contredit et sanz empeschement doudit Gervèse ne de ses heirs, et pour ce fère lesdiz religioux ont donné audit Gervèse cent et noeif soulz de tournois, des quiex deniers ledit Gervèse se tient pour bien payé en droit par devant nous en deniers nombrez... Et nous, à lour requeste, toutes lesdites chouses et checunes d'icelles ajujon sententiausement à tenir et à entérigner, et les avon confermées dou seel de notre court dou Mans en tesmoing de vérité. Ce fut donné ou jour de juedi d'après la Saint Gervaise d'yver en l'an de graice mil troys cens et deiz et neuf. Ainsi seigné : Moison; et sellé en queue double de cire vert.

Collation faicte à l'original et déclaré valloir comme icelluy, ledit original apporté par Robert Boutier, recepveur et procureur des religieux, abbé et couvent de Notre-Dame de Champaigne, au moyen du commandement par nous à luy fait ce jourd'huy de ce faire pour la partie de René Morin, seigneur de la Masserie et du moulin Moyen, demandeur et requérant l'entérignement de lettres royaulx en forme de complainte, à l'encontre et en la présence de Symon Maulny, seigneur de la Panlouère, deffendeur et oppousant, pardevant nous Pierre de Courthardi, licencié ès droictz, juge royal et ordinaire du Maine, commissaire en ceste partie. Le mercredi XXVI[e] jour de juign l'an mil V[c] vingt et deux. Baussen. — *(Copie pap.)*

11. — 1321/1322, 23 mars. — ACQUÊT FAIT PAR LES RELIGIEUX DE CHAMPAGNE, DE JEAN COISNON DE LA LEYÈRE, DE DIX SOUS DE DEVOIRS ET DE TOUTE LA SEIGNEURIE SUR CERTAINES TERRES QU'ILS AVAIENT EUES DE HABERT QUARTIER, DE GUILLAUME COISNON ET DES HÉRITIERS DE THOMAS LE ROUTIER. — Sachent touz présenz & avenir que, comme religioux hommes l'abé & le couvent de l'abaie de Notre Demne de Champeingne deussent e fussent tenuz feire, rendre & paier, touz les anz à la Touz Seinz, à Jehan Coesnon de la Leyère, unze deniers mansais en monnoie courante de frang deveir requérable, sans fey & sanz homage, sanz amende & sanz autre

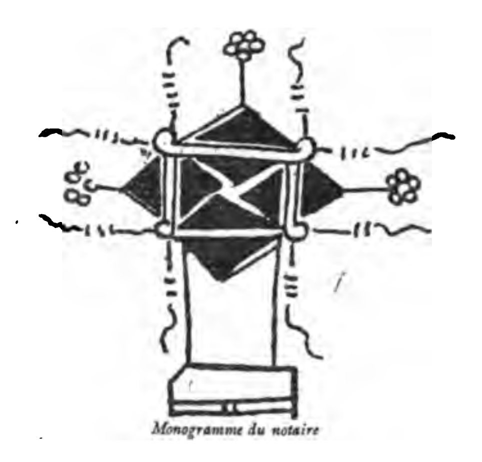
servitude, quelconque elle sait, sus un estre que les diz religioux ont ou fé audit Jehan, qui fut jadis feu Habert Quartier, e sus trois journaux de terre, qui sont sis auprès doudit estre, lesquiex trois journaux de terre lesdiz religioux aveint japieçà aquis de feu Guillaume Coesnon, jadis peirè au dit Jehan, & sus un journal de terre sis auprès desdiz trois journaux de terre, assis oudit fé, lequel journaux les diz religioux aquistrent japieçà des hairs feu Thomas Le Routier,... ledit Jehan, confessant ceis chouses estre vraies, requenoest que pour treize soulz de mansais que il a euz & receuz e s'en tient à bien paié, pardevant nous il a vendu & otraié audiz religioux dez mansais dou dit frang deveir requérable,... o tout le dreit e o toute l'accion, la seingnourie, la propriété, la possession & la sesine, le destreit & la justice & l'émolument que il aveit e poveit aveir ou dit deveir vendu... E veult & octraie ledit Jehan que lesdiz religioux e lour successours tiengent de lui & de ses hairs toutes les dictes chouses & checunne d'icelles si comme el se pourssient à un denier mansais de frang deveir requérable, sanz fey, sanz amende, sanz saingnourie dorenavant i demander... E nous, à sa requeste, tout celi ajugon à tenir par le jugement de notre court de Sillé. Donné le mardi avant la marcesche, l'an de graice mil CCC vint et un. J. Beloncle. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

12. — 1343, 23 avril. — JUGEMENT QUI DÉCIDE QUE LE CHAPITRE DE SILLÉ NE POURRA DEMANDER DES RELIGIEUX DE CHAMPAGNE QUE LA VINGTIÈME GERBE POUR LA DIME DE LEUR LIEU DE L'ÉCU. — In nomine Domini. Amen. Per hoc presens publicum instrumentum manifeste pateat universis quod anno Domini M° CCC^{mo} quadragesimo tercio, videlicet die mercurii post Dominicam qua cantatur *Quasimodo,* in mei publici notarii et testium subscriptorum presentia, noticiam devenit quod, cum contentio moveretur seu moveri spereretur coram venerabili et discreto viro magistro Raymundo de Cannis, cantore ecclesie Sancti Martini Turonensis, commissario in hac parte dato, juxta formam et tenorem cujusdam commissionis dicto cantori directe per reverendum in Xristo patrem ac dominum domnum P., archiepiscopum Turonensem, conservatorem seu judicialem executorem nonullorum privilegiorum a Sede Apostolica concessorum religiosis viris abbati et conventui monasterii Beate Marie de Campania, ordinis Cisterciensis, et eorum monasterio, prout in ipsis litteris apostolicis plenius continetur, inter dictos religiosos, ex una parte, et capicerium

et capitulum ecclesie Beate Marie de Silliaco Guillelmi, Cenomanensis dyocesis, ex altera, super eo videlicet quod ipsi capicerius et capitulum dicebant et asserebant quod ipsi consueverant percipere et habere decimam fructuum qui creverant et crescere poterant in prediis ipsorum religiosorum, nuncupatum vulgariter de Clivo seu de l'Escu gallice, sitam prope viam per quam itur a villa de Silliaco apud Cenomanum, ex una parte, et de alia prope viam per quam itur apud Vernietam, usque ad propinquam semitam per quam itur de Novilla Alesie apud grangiam dictorum religiosorum de Clivo, videlicet decimam gelimam fructuum qui ibidem creverunt temporibus retroactis; ipsis religiosis contradicentibus et dicentibus ex adverso quod solitum erat solummodo solvi pro decima pro et de fructibus jamdictis vicesimam gelimam, hiis seu ei quibus seu cui dicta decima fuerat hactenus persoluta : noverint universi quod tandem, in mei jamdicti publici notarii presentia constitutus, Thomas Maugier, capicerius procuratorque ecclesie et capituli memorati, prout michi manifeste apparuit per litteras eorumdem sigillatas, presentibus ad hoc quampluribus de dictis canonicis, dicens et asserens se fore sufficienter informatum quod dicte terre seu predia decimari consueverunt ab antiquo, fuisseque pro temporibus retroactis observatum ad vicesimam gelimam pro decima absque alia decimatione, que exinde solveretur seu redderetur; voluit, tam nomine suo quam procuratorio jam dicto, dicta decimatione contentari in futurum... solvit viginti solidi monete currentis pro turonensi domino Girardo de Escayot, procuratori dictorum religiosorum... Et hiis peractis, cesserunt dicti religiosi liti quem moverant Turoni contra dictos capicerium et capitulum... Acta fuerunt hec hora tercia, in quodam loco qui dicitur Logia Escamandi vel satis prope de eadem, indictione undecima, pontificatus sanctissimi patris ac domini domni Clementis, pape sexti, anno primo, presentibus viris venerabilibus et discretis magistris : Haberto Nepotis, officialis Cenomanensis pro tempore; Johanne de Forgis, jurisperito; Guerinus de Curia Cesaris, canonico Cenomanensi; religiosis viris : Stephano, priore de Thania; Philippo de Roez, dicte ecclesie rectore; Gaufrido Danielis, Ricardo Tyret, presbyteris, et Bartholomeo de Mara, serviente domini ducis Normannie, et pluribus aliis testibus ac hec specialiter vocatis et rogatis.

Et ego, Petrus Sutorius, clericus Baiocensis diocesis oriundus, ac Cenomanensis curie juratus notarius, premissis omnibus et singulis, prout superius est divisum, una cum dictis testibus,

presens interfui et ea scribi feci, signoque meo solito signavi, rogatus ac eciam requisitus in testimonium premissorum... — *(Orig. parch.)*


Monogramme du notaire

13. — 1347, 16 avril. — CHARTE PAR LAQUELLE FOUQUET SUHARD, ÉCUYER, PAROISSIEN DE TENNIE, VEND AUX RELIGIEUX DE CHAMPAGNE SIX SOUS MANSAIS DE CENS, QU'ILS DEVAIENT LUI PAYER CHAQUE ANNÉE SUR CERTAINES CHOSES TENUES DE LUI A CE SENS. — Sachent touz présens & avenir que en notre présence establi personelment en droit par devant nous Fouquet Suhard, escuyer, de la parroisse de Thanie, requenoist que, comme feu Guillaume Suhart, jadis père doudit Fouquet, eust donné & lessié en sa derrayne volenté à hommes religieux l'abbé & le couvent de Notre Dame de Champaigne saixante soulz de tornois à une fays paier, pour aquirre seys soulz de tornois de rente pour son anniversaire estre fet en l'abbaye des diz religieux & pour estre participant ès proières des diz religieux; après tout yce est assavoir que, en notre présence persolnement en droit establi par devant nous, ledit Fouquet, fils & her doudit feu Guillaume, jadis son père, requenoist de sa bonne volenté sanz nul pourforcement que, pour les saixante souz devant diz & pour autrez saixante & dez soulz de tornois à luy payés entiergnement & dont il se tint à bien paié pardevant nous, il a baillié & quitté & livré, & enquore il baille & livre & quitte & cesse & délesse audiz hommes religieux seys soulz de tournois ou de monnaie courante de annuel & perpétuel cenz que les diz religieux ly estoient tenuz

fere par raison de toutes les chauses que les diz religieux tenoient & poursoaient doudit Fouquet par avant le dapte de cete présente lettre... sanz ce que il y puisse james rien demander... fours tant soulement deus deniers petiz de franc devoir requérable... à la Sainte Croix de septembre, annuelment, sans plus riens fere... E nous, à sa requeste, tout yce ly avon ajugé & condapné à tenir par le jugement de notre court de Sillé. Ce fut donné le lundi emprès *Misericordia Domini*, l'an de grayce mil trays cens quarante & sept. J. Reyné. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

14. — 1555/1556, 4 février. — Vente d'un quart indivis d'une hommée de pré, sise parroisse de Tennie, près Montaffray, sur la Vaigre, tenue censivement du fief et seigneurie de l'abbaye de Champagne. — *(Exp. parch.)*

ABBAYE DE NOTRE-DAME DE L'ÉPAU

Article 85.

(8 pièces.)

1. — 1232/1233, mars. — VENTE FAITE AUX RELIGIEUX DE L'ÉPAU PAR GUY MALMOUCHE, CHEVALIER, DU CONSENTEMENT DE LUCIE, SA FEMME, DE LA DIME DE SAINT-DENIS-DES-COUDRAIS. — Ego Guido Mala Muscha, miles, notum facio omnibus presentibus et futuris quod ego, de assensu et voluntate Lucie, uxoris mee, vendidi et sub titulo venditionis tradidi, abbati et conventui Pietatis Dei, partem illam quam habebam in decima Sancti Dionisii de Codrai, cum tractu, et loco suo, et platea una que dicitur platea Thecelot, habendam, tenendam et possidendam libere, quite et pacifice, sine omni servitio aut redibitione in perpetuum, pro pretio sexaginta librarum turonensium et pro una marcha argenti, de quibus teneo me pro pagato. Vendidi autem omnia superius memorata dictis abbati et conventui Pietatis Dei totaliter et ex integro, nichil michi nec heredibus meis retinens, nec reservans neque tractum, neque locum, nec paleas, nec talliam, nec costumam, nec aliquid aliud omnino in eisdem; sed hiis omnibus et aliis juribus et consuetudinibus, que vel michi vel heredibus meis possent vel de-

berent conpetere in posterum, mera et spontanea voluntate renunciavi tam pro me quam pro heredibus meis in perpetuum, et de hiis omnibus dictos abbatem et conventum Pietatis Dei corporaliter investivi, et dominos feci; in parte vero illa decime de Codrai quam tenet de me Willelmus de Puisaz nichil habent fratres Pietatis Dei. Sciendum autem quod in platea superius memorata possunt dicti abbas et conventus Pietatis Dei domum facere ad decimam istam colligendam, in qua domo volui et concessi ut habeant stagiarium unum liberum et ab omni servitio meo majori et minori exemptum, ita quod de cetero nec ego nec aliquis heredum meorum a stagiario illo aliquid poterimus accipere, nec exigere, nec costumam, nec talliam, nec multuram, nec vindemiatorem, nec fenatorem, nec aliquam aliam costumam, nec aliquid aliud omnino, excepta magna justitia que quidem ad quatuor tantum se extendit, videlicet : ad hominem maagnatum, et ad hominem occisum, et ad furtum, et ad raptum puellarum, hanc mihi et heredibus meis in eodem stagiario retinui; nec poterit idem stagiarius homines meos nec catalla receptare. Volui autem et concessi quod stagiarius platee memorate possit emere et vendere quicquid ei placuerit et quandocumque voluerit libere et quite et sine mea vel meorum heredum contradictione, nec tenebitur mihi nec heredibus meis aliquid dare vel solvere pro emptione et venditione sua, preter solam costumam consuetam; quam costumam si forte non reddiderit aut reddere noluerit, ego autem et heredes mei pro costuma quasi vadiando aliquid de rebus stagiarii ceperamus, tememur, ego et heredes mei vadia illa quecumque fuerint sine aliqua retentione, fratribus Pietatis Dei restituere sine omni lege et emenda; bona autem et res quascumque que abbatis et conventus Pietatis Dei fuerint, poterit idem stagiarius in eadem platea libere vendere sine servitio aut aliqua costuma. Quod si stagiarius iste mihi vel alicui hominum meorum in aliquo forisfecerit, abbas et conventus Pietatis Dei in platea memorata curiam suam sicut domini habebunt et tenebunt, et in curia illa facient mihi et meis de stagiario suo justiciam, secundum quod jus dictaverit; similiter, si aliquis de hominibus meis stagiario fratrum Pietatis Dei in aliquo forisfecerit, in curia mea in villa Sancti Dionisii eisdem exibebo justiciam; quod si forte ad primum vel secundum terminum non fecero, habent libertatem conveniendi me et heredes meos in curia domini Cenomanensis episcopi, et ego eos. Hec omnia, sicut superius continentur, voluit et laudavit et concessit Lucia, uxor mea, promittens bona fide quod ipsa de cetero in omnibus superius memoratis nec

ratione dotis, nec ratione elemosine, nec aliqua alia ratione, aliquid reclamabit im perpetuum. Et Ego G. Male Musche omnia, sicut superius continentur, volui, laudavi et concessi, et de hiis omnibus obligo me et heredes meos dictis abbati et conventui Pietatis Dei ad garantizandum contra omnes, quantum jus dictabit. Ut igitur omnia ista modo prescipto in perpetuum perseverent, presentes litteras sigilli mei impressione sigillavi. Actum anno Domini M° CC° tricesimo secundo, mense marcio. — *Au verso, de même écriture :* Carta domini Guidonis Malemusche de decima de Sancto Dyonisio, quam ipse vendiderat nobis pro LX libris turonensium et una marca argenti. — (*Orig. parch., sceau perdu.*)

2. — 1250/1251, mars. — ACCORD ENTRE GERVAIS DE PRUILLÉ ET LES MOINES DE L'EPAU, AU SUJET DE LA DIME DE CHANGÉ. — Universis presentes litteras inspecturis, Gervasius, dominus Pruilliaci, miles, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod, cum contencio verteretur inter me, ex una parte, et viros religiosos abbatem et conventum de Pietate Dei, Cisterciensis ordinis, ex altera, super eo quod, cum ego, in minoritate constitutus, sub tutela matris mee existerem, dicti abbas et conventus emissent a Guillelmo de Dusagiis, milite, decimam de Changeio, cum quibusdam estagiariis in cimiterio qui ad dictam decimam pertinebant, quam decimam et quos estagiarios dictus Guillelmus tenebat de bone memorie Gaudino de Pruilleio, patre meo, ad homagium manuale et unum equm de servitio ; matre mea vendicionem factam dictis monachis quantum in ipsa erat gratam habente et ratam, ita quod pro equo de servitio dicti monachi decem solidos turonensium mihi et heredibus meis solverent annuatim ; et ego postea ad etatem legitimam pervenissem et terram meam de dominis feodalibus jam tenerem, dictos monachos traherem in causam, volens quod ipsi dictam decimam in laicali manu ponerent extra manum suam, aut mihi facerent homagium manuale et dictos decem solidos mihi solverent annuatim ; et econtra dicti monachi allegarent quod decima res spiritualis est et pro re spirituali personis Cisterciensibus nulli laico licebat homagium facere : tandem, de bonorum virorum consilio, composuimus in hunc modum, videlicet quod ego quitavi eis penitus et dimisi homagium quod petebam ab ipsis et decem solidos turonensium quos mihi reddebant annuatim, nichil mihi nec heredibus meis juris vel dominii in dicta decima nec in dictis decem solidis retinens, nisi tantum duodecim denarios cenomanenses requisibiles in

abbatia dictorum monachorum in crastino Omnium Sanctorum, nec possum a modo in dicta decima vel grangia ipsorum et platea circumadjacente aliquid capere vel seisire, nec dominium exercere, nisi tantum pro emenda illorum duodecim denariorum, si mihi eos vel heredibus meis non redderent ad terminum supradictum, et tunc emendam possem levare secundum modum patrie generalem. Dicti vero abbas et conventus quitaverunt et penitus dimiserunt mihi et heredibus meis estagiarios et furnum que, occasione dicte decime, in cimiterio possidebant, nichil in eisdem estagiariis et furno, nec jus, nec dominium, nec proprietam penitus retinentes, sed in me et heredes meos omne jus et dominium quod ibi habebant vel habere poterant transferrendo, excepta grangia ipsorum et platea circumadjacente contenta infra metas positas de consensu meo et dictorum monachorum quam in cimiterio possident, que quita et libera ab omni dominio sive servitio vel exactione remanebit. In dicta autem compositione dicti monachi dederunt mihi sex libras turonensium in pecunia numerata. Ego et heredes mei tenemur garantizare et defendere dictis monachis prefatam decimam, quantum jus dictabit, juxta modum patrie generalem. In cujus rei testimonium presentes litteras sigilli mei munimine roboravi. Datum anno Domini M° CC° quinquagesimo, mense marcio. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

8. — 1315, 18 décembre. — QUITTANCE DONNÉE AUX RELIGIEUX DE L'ÉPAU PAR GEOFFROY D'ANTENAISE, CLERC, SEIGNEUR DE POURRIE, DE 16 LIVRES 10 SOUS TOURNOIS, FAISANT PARTIE DE LA SOMME DE 53 LIVRES, PROVENANT DE BOIS VENDUS EN EXÉCUTION DU TESTAMENT DU PRÉCÉDENT SEIGNEUR DE POURRIE. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Notum facimus quod, in presencia Theobaldi Mouceart, clerici curie nostre, notarii jurati commissariique a nobis ad infra scripta dati et deputati, de quibus nobis legittime constat, constitutus Gaufridus de Altenosia, clericus, dominus de Porrie, confessus est se habuisse et recepisse a religiosis viris abbate et conventu monasterii de Pietate, prope Cenomani, sexdecim libras et decem solidos monete currentis pro turonensi, de quinquagintis tribus libris turonensium deputatis ad exequtionem testamenti seu ultime voluntatis defuncti domini de Porrie, habitis et redactis de nemoribus super terram dicti quondam defuncti, venditis pro exequtione testamenti seu ultime voluntatis ejusdem defuncti facienda. Et venditionem factam de nemoribus

super terram dicti defuncti Gervasio Dessey, Matheo Le Baube et Johanni Le Hugier, sub pactis et modo quibus eisdem facta extitit pro dicta exequtione adimplenda et facienda laudavit, ratificavit et approbavit predictus Gaufridus, et adhuc, in quantum potest et ad eum spectat et spectare potest, venditionem de dictis nemoribus personis predictis factam laudat, ratificat et approbat... Et promisit eciam et promittit predictus Gaufridus se facturus et curaturus erga Aliciam, uxorem suam, filiam quondam dicti defuncti, quod ipsam venditionem de dictis nemoribus factam pro dicta exequtione personis predictis gratam et firmam habebit... In quorum testimonium, litteris presentibus, ad relationem dicti nostri commissarii, cui in premissis et in majoribus fidem indubitanter adhibemus, sigillum Cenomanensis curie duximus apponendum. Datum die jovis ante festum Nativitatis Domini, anno ejusdem millesimo CCC^mo^ quintodecimo. Theobaldus. Verum est. Notus est. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

4. — 1517, 25 juillet. — Acte de réversion du lieu des Fléchets, sis en la paroisse de la Guierche, aux religieux de l'Épau, par le décès d'Olivier Le Sourt. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

5. — 1680, 18 juin. — Déclaration de Pierre Cormier, tonnelier, demeurant paroisse de Changé, aux religieux de l'Épau, seigneurs du fief et seigneurie de Lomont et Changé, à cause de leurdit fief de Changé, pour une demi-hommée de pré au clos des Ravallières, tenue dudit fief de Changé sous le devoir d'un denier de cens payable à la Toussaint. — *(Orig. pap.)*

6. — 1754, 22 août. — Déclaration auxdits religieux, à cause de leur fief de Changé, par Pierre Chapin, prêtre, demeurant paroisse de Parigné-l'Évêque, pour une portion de terre au clos des Ravallières, paroisse de Changé, et pour une demi-hommée de terre labourable au même clos. Pour ces choses, sur lesquels son titre clérical est affecté, il déclare devoir auxdits religieux, au jour de Toussaint, un denier de cens. — *(Orig. pap.)*

7. — 1766, 23 août. — Déclaration pour les mêmes terres par Jeanne Chapin, fille majeure, demeurant paroisse de Parigné-l'Évêque, héritière du sieur Pierre Chapin, son frère utérin. — *(Copie pap.)*

8. — 1784, 18 octobre. — Lettre adressée à « monsieur Dumur, féodiste, demeurant au Mans, paroisse de Saint-Benoît », l'invitant à comparaître aux assises des fiefs de l'abbaye de l'Épau, qui se tiendront le 15 novembre en la maison prieurale, pour y déclarer une maison qu'il possède au fief de Lomont, rue de la Tannerie au Mans. Signé : Faribault. — *(Pièce pap. imprimée.)*

ABBAYE DE NOTRE-DAME DE PERSEIGNE

Article 36.

(1 pièce.)

1171-1191. — Charte de Jean I, comte d'Alençon, donnée le quatrième jour des nones d'avril, en la douzième lune, au couvent de Sainte-Marie de Perseigne, par laquelle il confirme les religieux de cette abbaye dans les possessions que leur avaient octroyées Guillaume, son père, ses parents, et des personnes étrangères à sa famille; il ajoute à ces biens le droit de posséder une garenne dans la forêt, avec autorisation d'y chasser nuit et jour. — Imprimé, *Cartulaire de l'abbaye de Perseigne,* par M. G. Fleury, n° V, p. 13. — *(Copie*[1] *du* XVII[e] *siècle, parch., sans sceau.)*

ABBAYE DE NOTRE-DAME DE CITEAUX

Article 37.

(1 pièce.)

1240, décembre. — DON FAIT AUX RELIGIEUX DE CITEAUX, PAR ANDRÉ GRAS, DE PAIN, DE TROIS JOURNAUX DE TERRE SITUÉS AU TERRITOIRE D'OUGES. — Ego Marcellus, decanus Oscariensis, notum facio universis presentes litteras inspecturis quod Andreas Gras, de Pain, in mea presentia constitutus, con-

1. Cette copie très incorrecte est remplie de fautes de lecture.

sentientibus et laudantibus uxore sua Avelina, vulgo vocata Figlon, et filiis ipsius Andree, Nycholao, Andrea et Perrenetto, pro remedio anime sue, cessit, dedit et contulit Deo et Beate Virgini Marie et monasterio Cistercii, in puram et perpetuam elemosinam, tria jornalia terre, sita in territorio de Ulgiis, unum quorum situm est in Prelever, juxta terram Martini, hominis et familiaris Cistercii; aliud jornale in semita de Nuglei, juxta terram Mileti et juxta terram filiorum Damni Maignon; aliud vero jornale es Albues, ubi itur versus Demeis, juxta terram Cistercii et juxta terram ecclesie de Ulgiis. De predictis autem tribus terre jornalibus, nomine pure et perpetue elemosine, fratres et domum Cistercii investivit et dominium et possessionem inde eis tradidit ad faciendam inde omnem eorum voluntatem, et confessus est se, nomine fratrum et domus Cistercii, dicta jornalia terre possidere, quorum quidem, quamdiu vixerit, integre percipiet usumfructum. Ceterim de cetero ipsa tria jornalia nec[...] aliquid eorum non poterit obligare, nec dare, nec vendere nec distrahere, nec modo aliquo alienare; sed post decessum suum ipsa tria terre jornalia ad domum Cistercii, tanquam ipsius domus propria, quitte et libere revertentur, et fratres Cistercii tanquam sua propria ipsa libere et auctoritate propria, ita quod nulla contradictio eis possit obesse, accipient et inde in perpetuum et omni tempore facient voluntatem suam, et nichilominus persolvet misiam suam. Fratres vero Cistercii, attendentes donationem suam, concesserunt ei postulanti in cimiterio Cistercii sepulturam suam et participationem et consortium omnium bonorum spiritualium que fiunt et de cetero fient in domo Cistercii. Predicti autem omnes, qui supra nominantur, laudaverunt et omnino quittaverunt Cistercio predictam elemosinam ratam, firmam, illibatam, eam omni tempore se tenturos et numquam contraventuros, fide data, firmiter promittentes. In predictorum autem testimonium, presentem cartam, ad petitionem omnium predictorum, sigilli mei impressione sigillavi et roboravi. Actum anno Domini M° CC° quadragesimo, mense decembri. — *Au verso, de même écriture :* Carta quod Andreas Gras de Pain et A., uxor ejus, dederunt nobis III. jornalia terre. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

ABBAYE DE BEAUGERAIS

Article 88.

(1 pièce.)

1153 environ[1]. — LETTRES DE FONDATION DE L'ABBAYE DE BEAUGERAIS PAR HENRI II, ROI D'ANGLETERRE. — H[enricus], rex Anglie et dux Normannie et Aquitanie et comes Andegavie, archiepiscopo Turonensi, et justiciariis, et omnibus ministris, et fidelibus suis Turonie et Normannie, salutem. Sciatis me concessisse et presenti carta confirmasse fratribus de Baugezio locum de Baugezio, in quo habitant, et quicquid eis datum est vel dabitur rationabiliter. Preterea concedo quod predicti fratres suscipiant ordinem et imitationem de ecclesia Sancte Barbare in Normannia[2]. Quare volo et firmiter precipio quod predicti fratres predictum locum suum habeant et teneant, et quicquid eis datum est vel datum fuerit rationabiliter, bene, et in pace, et libere, et quiete, et integre, et honorifice. Et prohibeo ne eis inde aliquam faciatis injuriam vel contumeliam vel fieri permittatis. T[estibus] : Hugone, abbate de Landesio; Ricardo de Humeneto, conestabulario; Ricardo de Canvilla; Roberto de Brierec[3]; Stephano de Turoni; Gaufrido Forester. Apud Castellionem in Bituria. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

1. Ce document semble contemporain d'un autre sur le même sujet émané de l'archevêque de Tours, Engelbault, daté de 1153. (Cf. *Gallia,* t. XIV, *Instrumenta,* col. 85.)

2. Sainte-Barbe-en-Auge (O. S. A., commune de Mézidon, Calvados). L'abbaye de Beaugerais ne suivit pas longtemps la règle de saint Augustin; peu après 1168, le roi Henri II la donna aux moines Cisterciens de l'abbaye angevine du Louroux. *(Gallia,* t. XIV, col. 330.)

3. L'éditeur du *Liber Albus capituli Cenomanensis,* qui a rencontré ce personnage témoin de deux chartes du roi Henri II, a lu : *Roberto de Briec.* Sur le document que nous publions le mot *Briec* est accompagné d'un signe qui semble indiquer l'abréviation de Brierec (Cf. *Liber Albus,* pp. 6 et 11). Par contre, le *Liber Albus* nous permet de compléter le nom du connétable qui, sur le document, est donné sous la forme abrégée de *Ric. de Hum.*

ABBAYE DE NOTRE-DAME DE BONPORT

Article 39.

(3 pièces.)

1. — 1234, 16 juin. — VENTE PAR THIBAUD ET ADA, SA FEMME, AUX RELIGIEUX DE BONPORT, DE TOUT CE QU'ILS POSSÉDAIENT DES DIMES DE PERCHAY ET DE SANTEUIL. — Noverint universi tam presentes quam futuri quod ego Theobaldus de Monasterio de Brienchon, de assensu et voluntate Ade, uxoris mee, et heredum meorum, vendidi et concessi monachis de Bono Portu, Cisterciensis ordinis, pro novies viginti libris parisiensium, quas ab eisdem integre recepi, quicquid habebam in decimis de Percheio et de Santolio, cum omni dominio et omni jure quod in illis habebam vel habere poteram, promittens, prestito sacramento corporali, predicta omnia me dictis monachis contra omnes qui in supradictis decima et dominio possunt aliquid de jure reclamare garantizaturum. Juravimus insuper ego et uxor mea Ade, tactis Sacrosanctis Evangeliis, quod in dicta decima et in aliis prenominatis, racione cujuscumque juris, elemosine, sive dotis, vel aliqua alia racione nichil de cetero reclamabimus vel reclamari faciemus, nec dictos monacos coram aliquo judice seu ecclesiastico vel seculari molestabimus vel molestari faciemus. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum meum apposui. Actum anno Domini M° CC° XXX° quarto, feria sexta post Pentechostes, mense junii. — *Au verso, de même écriture :* Theobaldus de Briencon : de decima de Percheio et de Santolio. — *(Orig. parch., scellé de cire brune sur double queue de parchemin.)*

2. — 1239, septembre. — VENTE PAR GÉRAUD ET ARNULFE JAMBON, DE VIGNY, FRÈRES, AUX RELIGIEUX DE BONPORT, DES DIMES QU'ILS AVAIENT SUR LE TERRITOIRE DE PERCHAY ET DE SANTEUIL. — Noverint universi quod, cum nos Geroudus et Arnulfus, fratres, dicti Jambon, de Vignei, in periculo animarum nostrarum, per longum tempus detenuissemus quasdam decimas, in territoriis de Percheio et Sanctolio sitas, viri religiosi abbas et conventus Beate Marie de Bono Portu, Cisterciensis ordinis, quicquid juris hereditatis et possessionis habebamus et habere possemus, ratione hereditatis sive quolibet

alio modo, a nobis redemerunt pro centum libris parisiensium, de quibus nos tenemus pro pagatis; juravimus etiam, tactis Sacrosanctis Evangeliis, spontanea voluntate, quod in dictis decimis, ratione hereditatis, dominii, elemosine, sive qualibet alia ratione nobis modo vel de cetero competenti, in aliquo foro ecclesiastico sive seculari nichil reclamabimus... In cujus rei testimonium et munimen, presentes litteras dictis monachis tradidimus sigillorum nostrorum munimine roboratas. Actum anno Domini M° CC° tricesimo nono, mense septembri. — *(Orig. parch., scellé primitivement de deux sceaux, dont un seul subsiste, en cire brune sur double queue de parchemin.)*

8. — 1452, 20 juillet. — ACCORD RELATIF AUX DIMES SITUÉES SUR LES PAROISSES DE MARINES, DE SANTEUIL ET DE PERCHAY. — Universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus quod nos Petrus de Ponte, in artibus magister, et Andreas Legati, in jure canonico licenciatus, presbiteri, arbitri, arbitratores seu amicabiles compositores a partibus infra nominatis unanimiter electi, quod, cum litis materia seu discordia fuerit... inter reverendos et venerabiles patres et dominos abbatem et conventum Beate Marie de Becco Heloyni, ordinis Sancti Benedicti, abbatem et conventum Beate Marie de Bono Portu, Ebroicensis diocesis, et priorem de Cornellya, actores consortes, parte una, et priorem curatum de Marinez, membrum monasterii Sancti Vincencii, Silvanectensis diocesis, reum seu sui juris legittum deffensorem, parte altera; videlicet racione et ad causam certarum peciarum terre decimarum situatarum in territorio de Marines, de Santolio et Percheyo, in vicariatu Pontisare et V[. . . . .], mota et pendens coram preposito Pontisare, et consequenter coram nobili et potenti viro ballivo Silvanectensi; dicebantque dicti abbates et prior de Cornellia ac pretendebant ex nunc et ab antiquo habere jus et causam, certo titulo, percipiendi decimas grossas crescentes et provenientes in territorio de Marines, in terris in quibus ipsi actores percipiunt campi partem et que movent de dominis temporalibus de Santolio et Percheyo et Marinis, in quadam cultura nuncupata cultura Ayloys, continenti de sexdecim ad decem et octo arpentis terre; item in cultura nuncupata cultura Rotonda et pluribus terris declaratis in peticione actorum, et de dictis terris pro decima ipsos spectanti erant in bona, pacifica et quieta possessione, a tali et tanto tempore quod memoria hominum non erat in contrarium, ut dicebant: dictus vero prior et curatus de Marines in contrarium asserebat

quod de jure communi omnes decime sui territorii et omnium fructuum ibidem crescencium infra methas sue parrochie a modo et ab antiquo tempore tanquam vero curato spectabant et pertinebant, et presertim decime in quibus domini temporales de Marines in territoriis predictis percipiunt campi partem sibi pertinebant et spectabant, et quod, pacifice et quiete de hoc usus est et usi sunt sui predecessores priores et curati et maxime in terris predictis quiete et pacifice sine aliqua contradictione, ut dicebat : . . . in nos, per ipsos unanimo consensu communiter electo tanquam in arbitros arbitratoresve, compositores amicabiles, compromiserunt et casu discordie in tercium arbitratorem et compositorem in venerabilem et scientificum virum dominum et magistrum Johannem Voleti, in jure canonico licenciatum, vicarium Pontisare; conteneruntque predicte partes, promiserunt et juraverunt tenere et inviolabiliter observare totum et quidquid dicere, componere, precipere, ordinare et sommare de et super premissis contencionibus et controversiis ac dependentiis eorumdem, sub certis penis prout hec et alia lacius et sciosius in litteris compromissi super hec confectis declarantur et continentur... assignavimus partibus ipsis diem jovis XX° mensis julii anni Domini millesimi CCCC^mi^ quinquagesimi secundi, videlicet : venerabili patri abbati et conventui de Becco Heloyni, Rothomagensis diocesis, comparentibus per discretum religiosum dompnum Radulphum du Boys Benart, ejusdem ordinis, procuratorem suum sufficienter fondatum, ut dicebat; venerabili abbati et conventui de Bono Portu, comparentibus per Michaelem Dez Cos, ut dicebat, suum procuratorem, et priori de Cornellya, in propria persona comparenti, actoribus, parte una; et discreto religioso fratri Oudardo Cossart, priori curato de Marinez, tam pro se quam venerabilibus patre abbate et conventu Sancti Vincencii Silvanectensi, ordinis Sancti Augustini, reo seu deffensore legitimo, parte altera, personaliter comparenti, ad audiendum jus, ordinacionem, dictum et sommam nostram arbitralem super premissis; [. . . . . .]que predictarum partium, invocato primitus Dei nomine, auctoritate impertita et ordinata nobis commissa, habita preprius matura deliberacione cum jure peritis, dicimus et pronunciavimus, dicimus, pronunciamus et ordinamus concorditer : territorium decimarum de Sanctolyo et de Percheyo se extendere usque ad vetus iter quod procedit de Charcon et tendit in Pontiseram, et non ultra, versus Marines, decimas ipsorum territoriorum de Santolyo et Percheyo, sicut se extendunt, pertinere pro tercia parte abbati de Becco He-

loyni, ad causam vitiscoleye dicti loci de Becco Heloyni, abbati de Bono Portu ad causam sue abbacie et monasterii, aliam terciam partem priori de Cornellya; et priori curato de Marines alteram terciam partem; territorium vero de Marines se extendere usque ad predictum vetus iter et non ultra dempta quedam cultura nuncupata cultura Rotonda pertinenti domini d'Orgemont, continenti decem arpenta terre arabilis vel circiter, que existit ultra predictum vetus iter in territorio de Sanctoloyo et Percheyo, ejus quidem pecie terre decima premissis non obstantibus spectabit et pertinebit dicto curato de Marines et successoribus suis perpetuis temporibus dum ad culturam reducetur, in recompensacionem premissorum. Grana collecta et importata usque ad arrestum factum per actores priori de Marines remanebunt. Grana vero auctoritate justicie arrestata dictis actoribus remanebunt, expensis hinc inde compensatis et ex causa, jure tamen curatorum et aliorum in omnibus semper salvo. Actum et datum sub signetis nostris manualibus et sigillis anno et die predictis. P. de Ponte; A. Legati. — *(Orig. parch. primitivement scellé de deux sceaux dont un seul reste, de cire brune sur double queue de parch.)*

ABBAYE DE ROYAUMONT

Article 40.

(1 pièce.)

1492, 15 août. — Quittance donnée par « frère Jehan, abbé de l'église Notre Dame de Royaulmont, de l'ordre de Cisteaulx, ou diocèse de Beauvays » à « honorable homme et saige Jacques de Sainct Wast, receveur à Beaulmont sur Oize, pour monsieur le duc d'Orléans », de la somme de 16 livres parisis, sur ce qui lui « peult estre deu par mondit seigneur le duc, de l'année comancée au jour Sainct Jehan Baptiste mil IIII^{cc} IIII^{xx} et unze et finissant audit jour Sainct Jehan Baptiste mil IIII^{cc} IIII^{xx} et douze, à cause de soixante quatre livres seize solz parisis, que [sa]dite esglise a droyt, par la fondation d'icelle, de prandre chacun an sur le travers et prévosté dudit Beaulmont ». Ledit abbé reconnaît en outre que le receveur l'a tenu quitte « de la somme de quarante solz parisis qu'il dit estre deubz à

la sensive audit Beaulmont au jour de Saint Remy darrain passé, à cause de l'ostel à la Couronne, séant audit Beaulmont et appartenant à » sadite église. — Johannes, abbas Montis Regalis. — *Orig. parch. scellé de cire brune sur simple queue de parchemin.)*

ABBAYE D'OURSCAMP

Article 41.

(1 pièce)

1228/1229, janvier. — Vente et donation de bois a Avrigny, faites a l'église d'Ourscamp. — Universis presentes litteras inspecturis, Odo, decanus de Tabula, salutem in Domino. Notum facimus quod dominus Rogo de Turricula, miles, et domina Roscia, uxor ejus, in nostra presentia constituti, recognoverunt quod ipsi vendiderant, precio centum librarum parisiensium, ecclesie Ursicampi tres modiatas et dimidiam nemoris, cum fundo, sitas versus Auregni, contiguas nemori Symonis, domini de Auregni, et duas minatas nemoris, cum fundo, in eodem loco sitas; dedit in elemosinam ecclesie Ursicampi predicta Roscia, de assensu et voluntate dicti Rogonis, mariti sui, omnes tam minatas quam modiatas predictas ab omni grieria, hoa, exactione, usuagio, seu consuetudine alia emancipatas propsus et liberas, et sub hac libertate ab ecclesia Ursicampi libere et pacifice perpetuo possidendas et habendas. Poterit etiam prefata ecclesia predictum nemus dare, vendere, essartare, et modis quibuscumque voluerit alienare. Porro prefati Rogo et Roscia tenentur per fidem hec omnia fideliter in perpetuum observare et de jam dicto nemore et de omnibus aliis adversus omnes qui ad jus et legem vellent venire omnimodam garandiam per se et per suos portare ecclesie Ursicampi. Hec omnia voluerunt, laudaverunt et in perpetuum quittaverunt, fide interposita in manu nostra, de non reclamando : primo, jam dicta Roscia, de cujus hereditate jam dictum nemus movebat, spontanea non coacta; postea, dominus Petrus de Hamainvilla, dominus Radulfus de Turricula, milites, Johannes, clericus, fratres; Matildis et Anastasia, sorores illorum; dominus Walterus de Chepoi, miles, et uxor ejus Colaia; Johannes Abamont et uxor ejus Lucia; Phylippus de Brueria, miles, et uxor ejus;

Phylippus de Dors, miles, et uxor ejus Elysabez. Quittaverunt etiam venditionem istam fide interposita : Reginaldus de Gornaco, Bartholomeus de Auregni, milites, et uxor ipsius Bartholomei; Petrus, frater dicti Reginaldi de Gornaco; Petrus de Auregni; Willelmus de Boulencourt. Preterea Simon, dominus de Auregni, de quo sepedicti Rogo et Roscia tenebant prenominatum nemus, coram nobis constitutus, voluit et laudavït predictam venditionem et libertatem nemoris sepedicti et ad omnimodam garandiam in perpetuum ferendam ecclesie Ursicampi de eodem nemore et de omnibus aliis supradictis erga dominum de quo tenet et omnes alios qui ad jus et legem vellent venire se per fidem obligavit; volentibus hoc ipsum et approbantibus, fide interposita, Ysabel uxore ipsius, necnon et fratribus ipsius Symonis, Wiardo et Willelmo. Nos vero, ad petitionem parcium, presentes litteras sigilli nostri munimine roboratas dedimus sepedicte ecclesie in testimonium et munimen. Actum anno Domini M° CC° vicesimo octavo, mense januario. — *(Orig. parch., scellé de cire brune sur lacs de soie rose.)*

ABBAYE DE LA MERCI-DIEU

Article 42.

(1 pièce.)

1287, 1er mai. — AMORTISSEMENT FAIT PAR GUILLAUME ET JEHAN, VALETS, ET JEHAN, CLERC, FRÈRES, EN FAVEUR DES MOINES DE LA MERCI-DIEU. — Sachent tuit que Guilleames e Johanz, vallet, e Johanz, clerz, diz de Marigné, frères, présent davant nous, requenurent que il aveient amorti, e encores amortirent davant nous, por eos e por lor heirs, à toz jorzmes, aus religious, abbé e convent de Merci De, de l'ordre de Cisteaus, les choses e les beens desouz nomez, qui li dit religious aveient courez e acquis perpétuaument aus fez e au rerefez des diz frères, si com'il diseient, c'est asaveir : treis sexters e treis prevenders de froment de rende, assis sus la Cadaillère e sus la terre apelée Pré Bullot, e oncores treis prevenders de froment e un chapon de rende que Aymeris Bouclins deit sus sa terre de Saullebouclin tenant à la terre Huger Bouvuint, e oncores un prevender de baillarge e un prevender de froment de rende

que deit Guillaume Arnauz sus terres assises près de la meson dodit Guillaume, e oncores un prevender de froment e un chapon de rende que deivent les heirs feu Perrin Archembaut sus terres. Emprès quenurent li dit frère que il aveient doné e otreié e donarent et otreiarent per don fet entre les vis davant nous perdurablement audiz religious que il lor leiset courer dedeinz lor diz feez e rerefeez un sester de froment e les oublies de celui de rende anuaul e perpétuaul, sus les choses qui sunt entre la rivère de Marigné e Chasteleraut, envers Chasteleraut... E en tesmoign de cetes choses nous avum condampnez les diz frères de lor gré par le jugement de la cort do viscumte de Chasteleraut, e feismes cetes letre saeler au sea de la dite cort en tesmoign de vérité. Ce fu doné le jor de la feste de Sainct Jasme de may, en l'an de Notre Seignor mil dous cenz quatre vinz e sept. — *Au verso, de même écriture :* De amortitu eorum que acquisivimus sub domino de Marrengni. — *(Orig. parch., scellé en cire brune sur double queue de parchemin.)*

ABBAYE DE NOTRE-DAME DE CAMBRON

Article 43.

(1 pièce.)

1363, 20 juin. — Procuration donnée par Jean, abbé de Cambron. — Nous frères Je[han...] couvens de cel meismes lieu, de l'ordène de Cytiaus, en le dyocèse de Cambray, faisons savoir à tous que nous [. . . . . . .] aulissons nos generauls & especiauls procureurs frères Bauduin Dath, Bauduin de Cousorre, Jehan de le Crois, Andrie[. . . . . . .]n dou Gardin, conviers, Colard Dango, baillui de nodicte église, & Baudellin des Prés,... especiaulment en le cause, querielle u besoingne que nous avons u avoir entendons en le court d'Aynghien à l'encontre de noble dame medame Marie del Borch, dame de Contreccier, & Oston, sen fil, à le cause de dijs livres, monoie de Flandres, qu'il doient tous les ans de rente à la porte de Cambroy, pour les povres, de lequelle rente en est en deffaute & arrirage de XIIII ans, par devant haut homme et poissant monsignor [. . . . . .] conte de Brienne, et les hommes de se court dessusdicte. . . Par le tiesmoing de ces

lettres sayellées des sayauls de nous abbeit & couvent dessus dis, faites et données l'an de grasce mil trois cens syssante & trois, le vintiesme jour du mois de jun. — *(Orig. parch., scellé de cire brune sur double queue de parchemin*[1].*)*

ABBAYE DE L'ISLE-EN-BARROIS

Article 44.

(1 pièce.)

1316, 29 septembre. — ACCORD ENTRE GUILLAUME, ABBÉ DE L'ISLE, ET THIERRY PICART, AU SUJET D'UN DEMI-REIS DE FROMENT A PERCEVOIR EN ASSISES DE VILLE A L'ISLE. — Je Willermes Celeriers de Clermont, je Jehans dis dou Terme, & je Calignons, clers jurés, gardour dou sael dou taubellion de la prevostei de Clermont, faisons cognoissant à toulz celz qui ces présentes lettres verront & oiront, que pardevant nous vinrent en propres persones & pour ce especiaulment dans Guillaumes de Dué, moinnes de l'Ile en Barrois, de l'ordre de Citelz, & Thierris dis Picars, bourjois de Clermont, & recognurent que, comme descors sint entre le dit dan Guillaume, d'une part, et le dit Thierri Picart, d'autre part, si comme de demi reix de froment que li dis Thierris disoit qu'il avoit en l'asize de ville en la partie ceaulz de l'Ile, & li dis dans Guillaumes pour ceaulz de l'Ile levoit le demi reis de froment dessus dit à tort & sen cause, si con li dis Thierris disoit, pour ce que il n'avoit onsques fait choce pour coi il en deust estre desheritei; et li dis dans Guillaumes disoit que celui demi reis de froment estoient il & cil de lor maison en bone saizine de quinse an sou

1. C'est le sceau appendu à cette pièce qui nous a permis de déterminer de quelle abbaye elle émanait. Ce sceau représente la Vierge assise dans une stalle gothique, la tête couronnée et voilée, tenant de la main droite une rose, et soutenant de la gauche l'Enfant-Jésus, qui, debout sur le genou de la mère, porte dans sa main une pomme. De la légende il ne reste que . IG. LLV. . . . . M. . . . . NE. — M. l'archiviste du département du Nord, à qui nous nous étions adressé, nous a signalé l'existence d'un sceau identique, publié par Demay dans l'*Inventaire des sceaux de Flandre, tome II, p. 218, n° 6721* avec sa légende complète : SIGILLVM. MON. BE. MARIE. DE CAMBRONE.

de vint, & avec la saisine estoit il près de monstrer qu'il le tenoient par achet & par marchandie bone & loaul, de laquel marchandie il avoient paié partie de l'argent à dit Thierri ou à son commandement, & pour ce voloit il tenir le dit demi reis de froment : a la fin les parties dessus dictes, pour bien de pax, s'en miprent ou rewart de dous homes, c'est à savoir : messignour Hué de Gibecourt, chevalier, & Jacemmin, fil Fillette, qui sint, e li quel dui ont enquis bien & loaulment la raison & le droit de l'un & de l'autre, et ont raportei li dui concordeement par le grei & par le consentement des dictes parties que bons acors & bone pax est à toulz jours de tout le descort dessus dit et par enci con si après est devisei, c'est à sçavoir que li dis Thierris Picars tenra de son jour en avant pasiblement le demi reis de froment dessus dit don le descors estoit à toulz joursmais à lui & à ses hoirs, sens nul reclain ne sen nul enpechement, et de ce que li dis dans Guillaumes ou cil de l'Ile que qu'il aient estei, ont levei le dit demi rex de froment dès qu'il vinrent à la terre de Gebecourt, qui sint messignour Savair de Belrain qui sint, & de ce que li dis dans Guillaumes ou cilz de l'Ile avoient paié vint & cinc livres à dit Thierri ou à son commandement de tel monoe con il corroit à jour que la dicte marchandie sint faite et onse solz de peys tournois, li quelz blef & li quel denier dessus dit sont récompensei l'un contre l'autre parmi ce que li dans Guillaumes at paié & délivré à dit Thiori quatre livres de tournois, dequelz quatre livres li dis Thierris ce tient a solt & a paié tout à son grei... En tesmoign de veritei & pour ce que ce soit ferme choce & estauble & à la priière & à la requeste des dis dan Guillaume & Thierri, nous davant dit Willermes, Jehans & Colignons, avons mis le sael dou taubellion de la dicte prévostei de Clermont en ces présentes lettres, sauf le droit notre dit signeur le conte de Bar & l'autrui, qui furent faites l'an de graice mil trois cens & seize, le mescredi après la Saint Remı ou chief d'octembre. — *Au verso, de même écriture :* Gibercourt littera VIII. — De l'accord de demei reis de froment ens assise de ville. — *(Orig. parch., scellé de cire brune sur double queue de parchemin.)*

ABBAYE DE BELLEVAUX

Article 45.

(3 pièces.)

1. — 1234, août. — TRAITÉ ENTRE L'ABBAYE DE BELLEVAUX, D'UNE PART, ET GEOFFROY ET HARDOUIN, SON FRÈRE, DE VERGILLE, D'AUTRE, PAR LEQUEL IL EST CONVENU QUE L'ABBÉ DE BELLEVAUX CONTRIBUERAIT CHAQUE ANNÉE POUR DEUX SOLS ESTEVENANS AUX DÉPENSES A FAIRE POUR LEVER LA DÎME DE COURCUIRE. — Nos frater Amedeus dictus, abbas de Caritate, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod, cum querela verteretur inter abbatem et fratres Bellevallis, ex una parte, et dominum Jofridum et dominum Harduinum, fratres, milites, de Vergeilles, ex altera, super hoc scilicet quod dicti dominus J. et dominus H. dicebant quod homines sui de Corcuire decimas de Corcuire aggregare et in domibus suis reponere debebant, et in die qua decime aggregabantur expensas suas de decimis accipere debebant; de assensu utriusque partis, in presentia nostra et domini Guidonis de Vilar, vocati sunt boni viri ad dicendum et reportandum super premissis veritatem, qui concorditer et communiter retulerunt, quod Bellevallenses in aggregatione, et in excussione, et divisione dictarum decimarum, aggregatorem, et excussorem, et custodem suum habere debebant, et quod ipse decime reponi debebant ubi pars utraque, communi in consilio, duxerit eligendum. Retulerunt etiam quod aggregatores dictarum decimarum de ipsis communiter duos solidos stephanenses tantum accipere debent pro expensis. Nos vero presentibus litteris sigillum nostrum apposuimus hiis que audivimus testimonium prehibentes. Actum anno Domini M° CC° XXX° quarto, mense augusto. — *Au verso, de même écriture :* Concordia inter nos et fratres de Vergeilles de decimis de Corcuyre. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1274/1275, 28 février. — TRANSACTION PAR LAQUELLE LE CURÉ DE COURCUIRE CÈDE A L'ABBAYE DE BELLEVAUX TOUT CE QU'IL POUVAIT DEMANDER AUX MENUES DÎMES DE COURCUIRE. — Nos, officialis curie Bisuntinensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod,

cum discordia seu controversia verteretur inter religiosos viros abbatem et conventum Belle Vallis, ex una parte, et dominum Lanbertum, presbyterum, curatum de Corcoire, ex altera, super majori parte tercie partis minutarum decimarum de Corcoire, quam majorem partem tercïe partis dictarum minutarum decimarum in prejudicium et dapmnum dictorum religiosorum acquisierat tam pro elemosina quam titulo enptionis, obligationis, seu quocumque alio titulo : tamdem, bonis viris mediantibus, concordatum est inter partes, videlicet, quod dictus curatus remisit penitus et quitavit et im perpetuum concessit quicquid juris, actionis, rationis, seu reclamationis in dictis minutis decimis de Corcoire, quocumque titulo, habebat seu habere poterat et debebat... In cujus rei testomonium, ad instanciam et requisitionem dicti curati, presentibus litteris apposuimus sigillum curie Bisuntinensis. Datum II kalendas martii anno Domini M° CC° septuagesimo quarto. J. Xm. d. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

8. — 1284, 1er juin. — DONATION FAITE A L'ABBAYE DE BELLEVAUX PAR REGNAUD DE COURCUIRE DE LA TROISIÈME PARTIE DES MENUES DÎMES QUI SE LEVAIENT AU TERRITOIRE DE COURCUIRE. — Nos, officialis Bisuntinensis, notum facimus universis quod, in nostra propter hoc presentia constitutus, Renaudetus de Corcuire, laycus, remisit penitus et quictavit et confessus est, coram nobis, in jure et judicio ad hoc specialiter veniens, se, pro se et suis heredibus et successoribus, remisisse et penitus et in perpetuum quictavisse et concessisse terciam partem minutarum decimarum de villa de Corcuire et finagii et territorii ejusdem religiosis viris abbati et conventui Belle Vallis, Cisterciensis ordinis, Bisuntinensis diocesis. Quam terciam partem confessus est coram nobis in jure dictus Renaldetus se a dictis religiosis hactenus tenuisse et habuisse, considerans et attendens quod ipsam terciam partem minutarum decimarum de Corcuire, secundum salutem anime sue cum sit laycus non poterat nec debebat percipere et habere, devestiens se de omni quasi possessione et ratione juris percipiendi et habendi dictam terciam partem... In cujus rei testimonium, ad requisitionem dicti Renaudeti, presentibus litteris apposuimus sigillum curie Bisuntinensis. Datum kalendis junii anno Domini M° CC° octogesimo quarto. J. Xm. d. — *(Orig. parch., scellé sur double queue de parchemin d'un sceau en cire brune, dont il ne reste qu'un fragment donnant de la légende les deux lettres V. M.)*

ORDRE DE CITEAUX

Abbayes de Femmes

ABBAYE DE NOTRE-DAME DE BONLIEU

Article 46.

(4 pièces.)

1. — 1230. — VENTE FAITE AUX RELIGIEUSES DE BONLIEU PAR JEHAN BONHOMNE ET AMELINE, SA FEMME, D'UN ARPENT DE VIGNE EN LA VALLÉE DE LA PERRIÈRE. — Universis Xristi fidelibus ad quos presentes littere pervenerint, G., decanus Castri Lidi, salutem in Domino. Noverint universi quod Johannes Bonushomo et Amelina, uxor ipsius, coram nobis constituti, recognoverunt quod ipsi vendiderant unum arpentum vinee situm in valle de Perreia, pro novem libris turonensium, sanctimonialibus de Bonoloco, et dicta Amelina dedit fidem suam quod super predicta vinea nihil de cetero reclamabit. Et ut hoc esset ratum [et] firmum, presentes litteras, ad instanciam utriusque partis, sigilli nostri munimine duximus roborandas. Datum anno Domini M° CC° XXX°... — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1252/1253, mars. — CHARTE PAR LAQUELLE HERBERT SEGLEN ACCORDE AUX RELIGIEUSES DE BONLIEU DE POSSÉDER, MOYENNANT SIX DENIERS TOURNOIS DE CENS PAYABLES AU DIMANCHE DES RAMEAUX, UN MOULIN, SITUÉ EN SON FIEF, PAROISSE DE MAYET, QU'ELLES AVAIENT ACQUIS DE RICHAUDE, VEUVE DE GIRARD LE FÈVRE, ET DE ÉTIENNE ET GERVAIS DE JUPILLES. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noverint universi quod, in nostra presencia constitutus, Hebertus Seglen recognovit in jure coram nobis quod Richodis, relicta defuncti Girardi Fabri, vendiderant abbatisse et monialibus de Bonoloco, Cisterciencis ordinis, Cenomanensis dyocesis, medietatem cujusdam molendini, siti in feodo dicti Herberti, in parrochia de

Maeto. Recognovit siquidem dictus Herbertus quod Stephanus et Gervasius de Jupilles, fratres, filii defuncti Ade de Jupillis, dictis abbatisse et monialibus vendiderant aliam medietatem molendini supradicti, ut dictus Herbertus asserebat. Et voluit et concessit in jure coram nobis dictus Herbertus, dominus feodalis molendini antedicti, quod prefate abbatissa et moniales haberent et tenerent in perpetuum dictum molendinum in feodo suo, cum omnibus partinentiis molendini supradicti, reddendo inde dicto Herberto et ejus heredibus a dictis abbatissa et monialibus sex solidos turonensium annui servicii die dominica ante Ramos Palmarum annuatim, sine alia redibitione. Et nos omnia predicta, de voluntate dicti Herberti, adjudicavimus tenenda, et ea sigillo curie Cenomanensis fecimus sigillari. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo secundo, mence marcio. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

3. — 1736, 9 juillet. — Bail fait par Mme Charlotte-Renée Poilvillain de Crenay, abbesse de Bonlieu; Marie-Louise Jean, prieure, et par les autres religieuses de Bonlieu, du lieu de Lauberdière, paroisse de Marigné. En la minute signent : sœur de Crenay, abbesse de Bonlieu; s^r^ Jean, prieure; s^r^ de Linière; s^r^ Tremeau; s^r^ de Marans; s^r^ Colesse; s^r^ Ronchère; s^r^ du Noyer; s^r^ Girois de Neufvy, etc. — *(Exp. parch.)*

4. — 1741, 8 janvier. — Bail dudit lieu, fait par la même abbesse et par Marie de Ronchère, religieuse, dépositaire de ladite abbaye. — *(Exp. parch.)*

ABBAYE DE MONTREUIL-LES-DAMES

Article 47.

(1 pièce.)

XIIe siècle. — EXEMPTION DU DROIT DE VINAGE POUR SOIXANTE MUIDS DE VIN, ACCORDÉE PAR RAOUL DE COUCY AUX RELIGIEUSES DE MONTREUIL. — Ego Radulfus, dominus Cociaci, notum volo fieri tam presentibus quam futuris quod religiosis sanctimonialibus de Monasteriolo Interasia, Dei laudibus mancipatis, concessi, pro anima patris mei et pro anima mea, per terram meam transitum ad ducendum sexaginta modios

vini, liberum ab omni vuionagii, ita quod singulis annis anniversarium patris mei, in vigilia Assumptionis Beate Marie, in conventu suo facient, et post obitum meum similiter meum. Et ut donum meum ratum sit, sigillo meo notavi. S. Guidonis, castellani; S. Ivonis, filii ejus; S. Simonis de Cociaco; S. Petri, cancellarii. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

ABBAYE DU JARDINET PRÈS DE PLEURS

Article 48.

(1 pièce.)

1290, 5 décembre. — Charte de Thibaud, sire de Broyes, qui donne a perpétuité a l'abbaye du Jardin-Notre-Dame les quarante sols dont il avait fait don, sa vie durant, a Jeanne, fille de Thibaud, son écuyer, religieuse de cette abbaye. — A touz çaus qui ces présentes lettres verront & oiront, Thiebauz, sires de Broyes, chevaliers, salut en Nostre Seignor. Sachent tuit que, cun nos aiens donné & otraié à Jehannante, nonnain dou Jardin Nostre Damme de lez Pleeire, de l'ordre de Citeaus, fille Thiebaut, nostre escuier, quarente soz de tournois chacun an à avoir tant que ele vivra, en guerredon de bon servise que ele nos a fait, à paure & à recevoir à la Nativité Nostre Seingnor, de Hué dist La Quaille, de Huidelon, sa famme, ou de leurs oirs, li quex Huez diz La Quaille, de Saint Lou, & sa dict famme les doivent chacun an avenir au dist terme, d'une vigne qui fu mon seingnor Garnier de Pleeire, asise ou terroir de Saint Lou, la quele vigne nos avons laissiée, bailliée & otroiée au dist Hué & Huidelon, sa famme, & à leur oirs pour quarente soz de tournois renduz & paiez chacun an à avenir au terme desus nommé : nos, de nostre bonne volenté, donnons, otroions & quitons à touz jourz à perpétuité, en pure aumone, à l'abbeesse & au couvent dou dist Jardin Nostre Damme de lez Pleeire les diz quarente soz de tournois après le décès à ladite Jehannante. E pour ce que ce soit ferme chose & estable, nos avons ces présentes lettres séelées de nostre seel. Ce fu fait en l'an de grâce mil deis cenz quatre vinz & dis, en mois de décenbre, la voille de la Saint Nicholas en yver. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

ABBAYE DE MAAGDENDAAL

Article 49.

(1 pièce.)

1236, mai. — DON FAIT A L'ABBAYE DE MAAGDENDAAL PAR JEAN DE BRIENE, SEIGNEUR DE NEERLINTER, DES DIMES ET DE L'ÉGLISE DE NEERLINTER. — Johannes, vir nobilis, dictus Briene, dominus de Neder Lintre, universis Xristi fidelibus tam presentibus quam futuris presentem cartam inspecturis, eternam in Domino salutem. Universitati vestre notum esse volumus quod nos, virorum prudentum consilio, de consensu matris mee et amicorum meorum, omnem decimam majorem et minorem et ecclesiam de Neder Lintre, cum jure patronatus, sicut hucusque libere et absolute possedimus, abbatisse et conventui Vallis Virginum, Cisterciensis ordinis, pro remedio anime nostre et antecessorum nostrorum salute, cum omni integritate in elemosinam contulimus perpetuo possidendam. Ad cujus decime medietatem mater mea dotalicium suum, quamdiu vixerit, obtinebit; qua defuncta, decima totalis predicto conventui libere remanebit. Et in hujus rei testimonium et ut factum hoc ab omnibus conservetur illesum, presentem paginam sigillo nostro appenso confirmamus. Testes : dominus dux Lotharingie, comes de Gelre; Ar[naldus], dominus de Dist, et G[erardus], fratrer suus; Ar., dominus de Wesemale; Ar., dapifer; H. de Attenhove; R. de Thunen; Karle de Arscot; magister Daniel; magister W., de Liere; Gerelinus, scriptor, et alii quamplures. Datum anno Domini M° CC° tricesimo sexto, mense maio. — *(Orig. parch., scellé de cire brune sur lacs de soie verte.)*

ORDRE DE SAINT-AUGUSTIN

ABBAYE DE NOTRE-DAME-DE-BEAULIEU-LÈS-LE MANS

Article 50.

(8 pièces)

1. — 1259/1260, mars. — DON FAIT PAR GILLES, SÉNÉCHAL DE BEAUMONT, A L'ABBÉ DE BEAULIEU ET AU PRIEUR D'AUVERS-SOUS-MONTFAUCON, DE TOUT LE DROIT DE DIME QU'IL AVAIT EN LADITE PAROISSE D'AUVERS. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, cum abbas et conventus Belliloci Cenomanensis, et rector ecclesie de Auvers de subtus Montem Falconis, canonicus Belliloci, peterent ab Egidio, seneschallo de Bellomonte, omnes decimas, cum omnibus tractibus et pertinenciis dictarum decimarum, quas idem Egidius et predecessores sui consueverunt percipere et se habere dicebant in parrochia supradicta, et dictas decimas peterent, nomine dicte ecclesie ad quam dicebant dictas decimas pertinere de jure communi : tandem, post multas altercationes, in hunc modum pacis devenerunt, quod predictus Egidius quitavit et dimisit et dedit et concessit omne jus et dominium et proprietatem et possessionem et quicquid ad ipsum pertinebat in dictis decimis cum omnibus pertinentiis abbati et conventui antedictis, ita quod ipse vel heredes sui nec alius racione dicti Egidii in dictis decimis aliquid de cetero poterunt reclamare. Et voluit et concessit quod redditus sui de Bosco Landon sint obligati Johanne, uxori sue, et dictis canonicis, ad valorem dotalicie quod ipsa Johanna in dictis decimis deberet vel posset habere. Et tenetur garantizare et defendere dictis religiosis dictas decimas contra omnes quantum jus dictabit, et tenuit se pro pagato coram nobis dictus Egidius de octoginta libris turonensium, quas dicti religiosi dederunt eidem, ne videantur ingrati beneficio sibi dato. Et nos omnia supradicta adjudicamus esse tenenda. Datum anno Domini M° CC° quinquagesimo nono, mense

marcio. Biardis Matheus. — *Au verso, de même écriture :* De donacione decime d'Auvers.

2. — 1261. — Bail fait par l'abbé de Beaulieu a Guillaume, curé de Grandchamp, de la sixième partie de la dime de la paroisse de Grandchamp. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod Guillelmus, rector ecclesie de Mangno Campo, coram nobis in jure constitutus, recognovit in jure coram nobis quod ipse acceperat ab abbate et conventu Beate Marie de Belloloco Cenomanensi sextam partem decime bladi crescentis in dicta parrochia et vini veterum vinearum et omnem decimam quam ipsi religiosi percipere consueverunt in parrochia supradicta, ad firmam annuam vinginti quinque solidorum cenomanensium reddendam annis singulis a dicto Guillelmo dictis abbati et conventui die festo beati Remigii, quamdiu ipse Guillelmus erit rector ecclesie supradicte; et postquam idem Guillelmus desierit esse rector dicte ecclesie, dicti abbas et conventus de dicta sexta parte dicte decime suam poterunt penitus facere voluntatem. Et de reddendo dictis abbati et conventui dictos viginti quinque solidos cenomanensium singulis annis ad terminum predictum, quamdiu ipse erit rector ecclesie supradicte, obligavit idem Guillelmus dictis abbati et conventui se et bona sua mobilia et immobilia presencia et futura, ad valorem redditus supradicti. Et nos omnia premissa adjudicamus tenenda et inviolabiliter observanda. In cujus rei testimonium, ad petitionem dicti Guillelmi, presentes litteras sigillo curie Cenomanensis [fecimus] sigillari. Datum anno Domini M° CC° sexagesimo primo, die lune post [. . . . .]. — *Au verso, d'une écriture de la fin du* XIII° *siècle :* In festo Sancti Remigii. Grandchamp. — Rector ecclesie de Grandicampo, presbitero de Julleio, contra presbiterum de Marescheio contra Johannem Brion ad [. . . . . . .]. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

3. — 1300, 28 juillet. — Charte de Robert, évêque du Mans, qui atteste que les chanoines de Beaulieu ont renouvelé devant lui, par frère Michel Dalee, leur procureur, un appel fait le 6 juin précédent devant l'official du Mans. — Universis presentes litteras inspecturis, Robertus, miseratione divina Cenomanensis episcopus, salutem in Domino. Notum facimus quod anno Domini millesimo trecentesimo, die jovis ante festum beati Petri ad vincula, scilicet V kalendas augusti, in nostra et testium subscriptorum

presencia, personaliter constitutus, frater Michael Dalee, canonicus monasterii Beate Marie Belliloci prope Cenomani, procurator religiosorum virorum abbatis et conventus ejusdem monasterii... fecit et legit ac innovavit quasdam provocationes et appellaciones alias, ex parte ipsorum interpositas coram officiali nostro Cenomanensi, ut in quodam instrumento publico sigillato sigillo curie nostre Cenomanensis, manuque Mathei de Ponte, clerici, auctoritate apostolica publici notarii confecto, ut prima facie apparebat, plenius contenitur, quod sic incipit : « Universis presentes litteras seu presens publicum instrumentum inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Notum facimus quod in nostra publici notarii et testium subscriptorum presencia », et sic terminatur : « Acta sunt hec in curia Cenomanensi, anno Domini millesimo trecentesimo, sexta die exeunte mense junii, pontificatus sanctissimi patris ac domini domni Bonifacii, pape VIII, XIII indictione; presentibus : magistris Johanne Cerarii, Guillelmo Lorgre, Haberto de Mellaio, rectoribus ecclesiarum de Pollaio et de Ligneriis la Quarelle, Cenomanensis diocesis, Henrico de Degreio, clericis, et pluribus aliis testibus ad hec vocatis specialiter et rogatis. » Et ego Matheus de Ponte, clericus Cenomanensis diocesis, publicus auctoritate Sedis Apostolice notarius, premissis una cum prenominatis testibus presens interfui, eaque una cum duobus vocabulis que sunt interligniaris, videlicet : « officialis Cenomanensis, » propria manu scripsi et in hanc publicam formam redegi, signoque meo solito signavi, rogatus. Actum et datum apud Castella in Heremo, nostre Cenomanensis diocesis, anno Domini millesimo trecentesimo, die jovis predicta, presentibus : dicto abbate; magistro Roberto Matheraz, canonico Cenomanensi, priore de Ponte Valenti; Odone, capellano de Haia de Castellis, et Guillermo Regratier, de Belloloco prope Cenomani monasteriorum canonicis, et magistro Nicolao de Joeio, rectore ecclesie de Ancinis, testibus ad hec vocatis et rogatis. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

4. — 1327, 13 novembre. — ACCORD ENTRE LES CHANOINES DE BEAULIEU, ET MATHIEU, CURÉ DE GRANDCHAMP, AU SUJET DE LA SIXIÈME PARTIE DE LA DÎME DE GRANDCHAMP. — Universis presentes licteras inspecturis et audituris, decanus Sagonensis, salutem in Domino. Notum facimus quod, in jure coram nobis personaliter constitutus, Matheus, rector ecclesie de Magnocampo, recognovit et confessus est quod, cum ex parte religiosorum virorum abbatis et conventus monas-

terii Beate Marie de Belloloco prope Cenomani, contra ipsum esset certa materia questionis super eo videlicet quod dicti religiosi contra ipsum rectorem dicebant et proponebant quod idem religiosi consueverant percipere et habere singulis annis sextam partem decime bladi crescentis infra metas parochie de Magnocampo et vini veterum vinearum dicte parrochie, quod que fuerant in quasi possessionem juris percipiendi et habendi quolibet anno dictam decimam pro portione predicta justo titulo et bona fide a lungo et lungissimo tempore etiam et tamto cujus contrarium memoria hominis non habetur; dicto rectore ad sui deffensionem proponente quod ipse dictam decimam pro dicta portione sibi acceperat, quamdiu rector erit dicte ecclesie, a bone memorie Roberto, quondam abbate dicti monasterii, et conventu ejusdem, pro quinquaginta solidis turonensium annue pensionis : tandem dicte partes super premissis in hunc modum... ad pacis concordiam devenerunt... scilicet quod dictus rector, confitens dictam decimam pro porcione predicta ad dictos religiosos et eorum monasterium pertinere et pertinuisse... vult et consentit expresse quod a modo dicti religiosi dictam decimam pro dicta porcione levant, percipiant et habeant... Nos vero premissa omnia et singula adjudicamus tenenda. Actum et datum die veneris ante festum Sancti Michaelis in Monte Gargano, anno Domini M° CCC° vicesimo septimo. Verum est. Thoire transiit. — *Au verso, d'une écriture postérieure :* De la VIme partie de la disme de Grandchamp appartenant à monseigneur de Beaulieu. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

5. — 1359, 31 juillet. — CHARTE PAR LAQUELLE JEAN MINNERAY, PAROISSIEN DE ROUILLON, RECONNAÎT ÊTRE DÉBITEUR DE L'ABBAYE DE BEAULIEU. — Omnibus hec visuris, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Notum facimus quod in nostra presentia constitutus in [jure] Johannes Mineray, de parrochia de Roillonio, recognovit et confessus est se debere religiosis viris [abbati et] conventui monasterii Belliloci prope Cenomani, ad officium dicti abbatis, decem libras turonensium... et septem sexteria bladi residui de majori quantitate... et unum scutum de cuno et tempore regis Philippi ac unum alium scutum de cuno regis, ex causa mutui de eis sibi facti ex parte dictorum religiosorum; de quibus premissis se tenet idem Johannes Mineray coram nobis pro pagato; quas pecunie, bladi et scuti quantitates promictit et tenetur dictus Johannes reddituras et soluturas dictis religiosis ad officium predictum dicti abbatis ad festum Assumpcionis Beate Marie Virginis proximo

venturum sub obligationem sui, bonorum omnium et heredum... Datum, teste sigillo curie nostre, die mercurii vigilia festi Sancti Petri ad vincula, anno Domini M° CCC^{mo} quinquagesimo nono. G. Raderay. Verum est. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

6. — 1383. — En la cour du Mans « Jehan Goyer, clerc, [. . . . .] du Mans », baille à « Colas Chevaler, paroissien d'Ivré l'Evvesque », à sa femme et au plus vivant d'entr'eux « un estraige avec ses appartenances... sis en la parroisse de Saint Vincent du Mans, ès fiez au segrétain de Beauleu, partie au seigneur de Tussé ». — *(Orig. parch. coupé au côté, sceau perdu.)*

7. — 1476, 30 juin. — Charte donnée par Henri Karlen et Jean Payen, prêtres, notaires de l'official du Mans, qui atteste que Robin Papin, paroissien de Saint-Hilaire du Mans, a reconnu devoir à Michel Gouppilleau, prêtre, une rente annuelle de 12 sous tournois, en raison d'une petite maison située en ladite paroisse de Saint-Hilaire, au fief d'Averton. — *(Orig. parch.)*

8. — 1678, 20 juillet. — Déclaration rendue à « Nicolas-Élonore Bouton de Chamillié, abbé commandataire des abbez de Beaulieu et de la Charité, prieur des Bois et d'Oysmon », à cause de son fief d'Averton, dépendant de son abbaye de Beaulieu, par René Pichonneau, marchand tanneur, demeurant au Mans, paroisse de Saint-Hilaire, pour une maison, tannerie et dépendances, sis en ladite paroisse. — *(Orig. pap.)*

PRIEURÉ CONVENTUEL DE CHATEAU-L'HERMITAGE

Article 51.

(4 pièces)

1. — 1332, 22 octobre. — AVEU DE HUET DE MORNEY AU PRIEUR DE CHATEAU-L'HERMITAGE. — De vous treis religious homme et honeste monseignor le priour de Chasteaux en l'Ermitage, ge, Huet de Morney, avoue à tenir toutes les chouses que ge tiens de vous tant en fié comme en domaine, par reson de Odine, ma fame, à fey et à hommage, à troys soulz de tournois en monnaye corant de servige rendables à vous ches-

cun an au jour de la Feste aus Morz, requérables à celui jour au habergement de Chantelou, et aus dreites talles quant elle venent par dreit ou par coustume de peys... En thesmoign de ce, ge vous en balle cest escript saellé en mon propre sael. Donné le juedi après la Saint Lucas, l'an de grâce mil troys cenz et trente et dous. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1453, 28 août. — Contrat passé en cour du Mans par lequel « frère Nicholas Le Conte, prebtre, religieux du prieuré conventuel de Notre Dame de Chasteaulx en l'Ermitaige, ou diocèse du Mans, et prieur du prieuré de la Gravière ou diocèse de Angers, menbre deppendant dudit prieuré conventuel de Chasteaulx », reconnaît devoir à « frère Adam More, prieur dudit prieuré conventuel de Chasteaulx... la somme de dix livres tournois, monnoie courant, restans de la somme de quarante livres tournois, en quoy ledit frère Nicholas estoit tenu... pour les arréraiges de vignt livres tournois de ferme ou pension annuelle deuee par ledit frère Nicholas, à cause de sondit prieuré de la Gravière, audit prieur de Chasteaulx... » — *(Orig. parch.)*

3. — 1533, 10 juillet. — Aveu rendu aux religieux de Château-l'Hermitage, à cause de leur fief et seigneurie de Noyen, par Michel Pescherat, pour plusieurs pièces de terre au lieu des Morendières, joignant le chemin des Basses-Morendières, celui de Parcé à Noyen, et les terres au seigneur de Monceaux, pour raison de quoi il doit douze boisseaux d'avoine, mesure de Champagne, au jour de l'Angevine, et trente-six sols trois deniers le jour des Morts, le tout de rente inféodée, à la recette de Noyen, etc. — *(Orig. parch.)*

4. — 1541 / 1542, 13 mars. — Prise de possession par Jacques Taillays, prêtre, religieux profès du prieuré de Château-l'Hermitage, professeur de théologie en l'Université de Paris, de la chapellenie de Saint-Jacques-de-Lortière, au diocèse d'Angers, dépendant dudit prieuré, dont il avait été pourvu par lettre de Louis Pierres, prieur dudit Château. Présent : noble Louis de Grandmesnil, seigneur de Roussonner, demeurant paroisse de Parcé, au diocèse d'Angers. — *(Orig. parch.)*

ABBAYE DE MÉLINAIS

Article 52.

(1 pièce.)

Prieuré de Saint-Marc des Salles. — 1745, 5 juin. — Bail à ferme fait par Pierre-François Mareuil, prêtre, chanoine régulier de l'ordre de Saint-Augustin, congrégation de France, prieur de l'abbaye de Saint-Jean-l'Évangéliste de Mélinais, comme procureur d'Alexis Le Bègue, prêtre, prieur de Saint-Marc-des-Salles en Berçay, paroisse de Beaumont-Pied-de-Bœuf, membre dépendant de ladite abbaye de Mélinais, à Jean Rottier, sieur de la Séguinière, demeurant au bourg de Mayet, du temporel, fruits et revenus dudit prieuré des Salles, consistant en une métairie, une closerie, un moulin à blé, etc., avec les droits de fief, cens et rentes, sauf 40 sols de rente sur le domaine de la baronnie de Château-du-Loir, réservés par le bailleur; à charge par le preneur de faire dire le service ordinaire, consistant en une messe basse par semaine dans la chapelle dudit prieuré, et de servir un repas au propriétaire du lieu de la Carlière, à son chien et à son oiseau, le jour de Saint Marc, lequel propriétaire doit audit prieuré des Salles six boisseaux de blé froment et dix-huit boisseaux de blé seigle, mesure de Mayet, de rente foncière à la Notre-Dame-Angevine; le présent bail fait pour la somme de 220 livres de ferme payables à l'abbaye de Mélinais. — *(Exp. pap.)*

ABBAYE DE SAINT-VICTOR DE PARIS

Article 53.

(1 pièce.)

Prieuré de Villiers-le-Bel. — 1180. — Charte de Maurice, évêque de Paris, qui relate le consentement donné par Hodierne au don fait a l'église de Villiers par Jean Papillon, son mari. — In nomine Domini. Amen. Ego Mauritius, Dei gratia Parisiensis episcopus, notum facimus

universis tam presentibus quam futuris quod Johannes Papilio, in ecclesia de Vilers sepultus, in perpetuam elemosinam donavit fratribus ibidem Deo servientibus quatuor arpennos terre et tres quarterios vinee, que omnia Hodiernam, uxorem ejus, dote contingebant. Ipsa vero, ad preces prefate J., mariti sui, hanc donationem concessit et data in perpetuum quitavit, ac fide in manu nostra data pepigit cum Adam, fratre suo, de his omnibus rectam garandiam. Actum Parisius, in aula nostra, astantibus : Herveo, decano; Mauritio, archidiacono; Hulduino, cancellario Parisiensi; magistro Philippo de Grevia; Matheo, decano de Meudum; decano de Gunnessa; Herveo, archipresbitero, et aliis quamplurimis. Anno Verbi Incarnati M° C° LXXX, episcopatus nostri XXX° — *(Orig. parch., scellé de cire jaune sur double queue de parch.)*

ABBAYE DE NOTRE-DAME DE GASTINES

Article 54.

(1 pièce.)

1656, 2 juin. — Quittance donnée à Angers par noble homme René Garreau, demeurant à Tours, procureur de M° Michel de la Hillière, abbé de Notre-Dame de Gastines, aux héritiers de feu M° René Treuillot, conseiller du roi, receveur du domaine d'Anjou, de la somme de quatorze livres tournois, pour une année échue à la Toussaint 1651, de pareille somme, de rente, de don et d'aumône que ledit seigneur abbé a droit d'avoir et prendre chacun an sur le domaine d'Anjou. — *(Orig. parch.)*

PRIEURÉ CONVENTUEL DE CHARTRAGE-LES-MORTAGNE

Article 55.

(1 pièce.)

PRIEURÉ DE SAINT-LANGIS. — 1372, 18 juillet. — SAISIE A LA REQUÊTE DE DENIS BERTE, PRIEUR DE SAINT-LANGIS. — A touz ceuls qui ces letres verront, Hemeri Lacourt, clerc, garde

des seaulx de la chastellenie de Mortaigne et tabellion du lieu, salut. Comme messire Denis Berte, prieur de Saint Langis, eust faict mectre en adjournement, en la court de doyan et chappistre de Toussaint de Mortaigne, par devant Thomas des Jouis, sénéchal du lieu, Vincent Leconte, et il lui contendist demander douze deniers de rente héritaux et les arréraiges de six années, lequel einxi adjourné vint et se comparut en jugement et demanda lès lieux à voir, et, après ce, furent les lieux montrez par entr'eux, et après la montrée faicte ledit Vincent quicta et désavoua en jugement audit prieur les lieux montrez par entr'eux... et partant furent les diz héritaiges commandez à brandonner et à banir deument... le dix septiesme jour d'avril l'an mil CCC soixante et douze, et après ce furent baniz par quatre bans touz continuez et tesmoignez de plet en plet par le sergent à qui il appartenoit, et tant que la saisine de droit en fut adjugié en jugement audit prieur... qui fut donné en la dite court le vingt sixième jour de juign l'an mil CCC soizante et douze : saichent tuit que par devant Jehan Lecourt, clerc ad ce juré et establi, fut présent Jehan de Courvoier, sergent dudit lieu pour le temps, lequel nous tesmoigna et relata par son serment que le dimenche après la Nativité Saint Jehan Baptiste il avoit baillé et livré défaut sur les lieux audit prieur et à ses hoirs par vertu dudit désaveu... c'est assavoir : saisine et possession héritalment d'une pièce de terre assise en la parroisse de Saint Langis... laquelle saisine, einxi baillée comme dit est, ledit sergent promist et gaigea par la foy garanter, délivrer et deffendre franchement et quictement de toutes choses... En tesmoing de ce nous avons scellé ces lettres des sceaux dessus diz. Donné l'an de grâce mil trois cens soixante et douze, le dix oictiesme jour de juillet. J. Lecourt. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

ABBAYE DE NOTRE-DAME DE SELLES

Article 56.

(1 pièce.)

1211, août. — CHARTE DE PIERRE, ÉVÊQUE DE PARIS, QUI ATTESTE LES CONVENTIONS MATRIMONIALES FAITES ENTRE SON PARENT ADAM DE BEAUMONT, ET ISABELLE, FILLE DE ROBERT MAUVOISIN. — Petrus, Dei gratia Parisiensis episco-

pus, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus quod Robertus Malus Vicinus, de consensu et voluntate Sicilie, uxoris sue, dedit in uxorem Isabel, filiam suam, dilecto consanguineo nostro Ade de Bellomonte. Dedit etiam eidem in maritagium, cum filia sua, totam terram quam habebat in castellania de Castellione super Loen, et totam terram quam habebat in castellania Sacricesaris. In toto autem residuo quod ipse Robertus, vel uxor, vel mater sua tenent, dictus Adam, nisi de voluntate ipsius Roberti, nichil poterit reclamare nec habere quamdiu ipse Robertus vixerit, sive in abbacia, sive extra, ubicumque esset, sed illud residuum ad voluntatem suam tenebit vel mandatum ejus. Si vero contingeret dictum Robertum decedere antequam uxor sua decederet, uxor sua tenebit terram quam habet quoad viveret, pro dotalicio suo, quod quitavit in terra quam dictus Adam habet in castellaniis de Castellione et de Sacrocesaris; et si mater sua ante ipsum decederet, totam terram quam ipsa tenebat apud Sacleium habebit ipse Robertus quamdiu vixerit; post decessum autem ipsius, uxor sua habebit medietatem illius terre pro dotalicio suo, et Adam aliam medietatem. Si vero mater sua eidem superviveret, post obitum matris sue, uxor ipsius Roberti habebit medietatem, et Adam et filia dicti Roberti aliam medietatem. Post obitum quidem ipsius Roberti et matris et uxoris sue, omnis hereditas eorum ad dictum Adam et filiam dicti Roberti et heredes eorum libere revertetur, salvis tamen in omnibus elemosinis suis et donis que pater suus et mater et ipse Robertus et uxor sua fecerant, que tenebant et sasite erant ecclesie, vel quibuscumque collata fuerant antequam matrimonium istud esset contractum; salvis eciam omnibus illis que in manu sua retinet ad dandum in elemosinam in perpetuum quibuscunque voluerit et ubicunque. Hec sunt autem illa que retinet, scilicet : quadraginta arpenni terre et vinee ad faciendum hebergagium inter Alnetum et Saviniacum et prata de Ponte David, et centum solidi in magno censu de Alneto in octabis beati Dionisii persolvendi; et octava pars nemorum de Alneto, quam ipse Robertus comparavit ab Hedeborge de Corcellis; et unus modius hibernagii in campiparte de Alneto; et viginti solidi in magno censu de Corborum, et quicquid habet apud Prissiacum, exceptis feodis; et tresdecim libre proviniensium quas habet apud Colomers de comite Campanie; et centum solidi in censu Sancte Genovefe in castellania de Castellione; et duo sextarii frumenti in molendino de Jaloines; et vinea Girardi de Haia apud Sanctam Genovefam sita; et vinea apud Monsterolium

sita, quam defunctus Matheus de Malliaco dedit memorato Roberto; item, centum et decem arpenni terre apud Sacleium quos mater ipsius Roberti monialibus Sancti Antonii Parisiensis de voluntate sua et consensu donavit, et quicquid habebat in duobus molendinis de Sacleio, scilicet Archepel et Chenet, uno videlicet quod est Templi et alio quod est abbacie Sacri Celli. Omnia autem supradicta concesserunt dicti Adam et Isabel, filia dicti Roberti, et sacramento prestito tenenda firmiter promiserunt. Nos itaque plegii sumus super omnibus supradictis firmiter et fideliter observandis, et si quis contra hec attemptaret venire, in ipsum et terram ejusdem in diocesi nostra sitam excommunicationis sententias proferremus, eas usque dum passo injuriam satisfactum esset plenarie, nullatenus relaxuri. In cujus rei memoriam et testimonium, ad peticionem parcium, has litteras conscribi fecimus et sigilli nostri munimine consignari. Actum anno Domini M° CC° undecimo, mense augusto. — *Sous le repli :* Amicus. — *Au verso, en écriture du* XIV° *siècle :* Savigny. Mariaige de la fille de Malvoisin à messire [. . . . . .] de Beaumont. — *(Orig. parch., scellé de cire brune sur double queue de parch.)*

ABBAYE DE CORNEVILLE

Article 57.

(1 pièce.)

1406, 3 novembre. — Lettres attestées par Symon Letaron, garde pour le roi du scel des obligations des vicomtés du Pont-Authou et du Pont-Audemer, qui certifient que par devant Jehan Le Riche, tabellion juré ès dictes vicomtés, dom Johan Hébert, religieux profès de l'abbaye de Corneville et procureur de l'abbé et couvent dudit lieu, confessa qu'il « avoit eu et receu de honourable homme et sage Jacques P[. . . . . .], vicomte d'Orbec, et naguères vicomte du Pontautou et du Pontaudemer, la somme de quarante deux soulx neuf deniers tournois, pour le terme Saint Michiel derrain passé, pour ung millier de harenc sec, que les dis relligieux ont accoustumé à prendre, par chacun an, audit terme, sur la recepte de la prévosté du Pontaudemer ». — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

PRIEURÉ DE SAINT-ÉTIENNE DU PLESSIS-GRIMOULT

Article 58.

(3 pièces.)

1. — XIIIe siècle. — Don par Hugues de Coulonces de l'église de Colombelle au prieuré du Plessis-Grimoult. — Universis Xristi fidelibus ad quos presens carta pervenerit, Hugo de Coulunceriis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra me dedisse et hac presenti carta confirmasse, pro salute anime mee et omnium antecessorum meorum, in puram elemosinam, ecclesiam de Columbellis, Deo et ecclesie Sancti Stephani de Plessicio et canonicis regularibus ibidem Deo servientibus, cum omnibus decimis [...] elemosinis eidem ecclesie pertinentibus. Ut autem hoc, mea donatione, perpetua firmitate perfruatur in [....] eam presentis scripti testimonio et sigilli mei munimine duxi confirmandam. Hoc autem factum est coram Henrico, Baiocensi episcopo. Presentibus istis : Henrico, archidiacono, et Gisleberto, custode Baiocensi, et Roberto de Colluncciis, et Willermo de Landellis, et Ricardo de Venduvre, et aliis pluribus. — *(Orig. parch., scellé de cire bleue sur cordonnet bleu et blanc.)*

2. — 1294/1295, janvier. — Vidimus, donné par Philippe le Bel, d'une charte du 17 juin 1293, dans laquelle Guillaume Boucel, receveur au bailliage de Caen, énumère les sommes versées par le prieuré du Plessis-Grimoult. — Philippus, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod nos litteras infra scriptas vidimus in hac verba :

Universis presentes litteras inspecturis, magister Guillermus Boucelli, clericus, illustrissimi regis Francorum deputatus ad finantias faciendias seu recipiendas in ballivia Cadomensi, salutem in Domino. Noverint universi quod prior et conventus de Plesseyo Grimoudi, Baiocensis dyocesis, financias fecerunt nobiscum juxta ordinationem domini regis, videlicet : ad obitus in villa de Plesseyo Grimoudi, ex dono Radulphi de Furno, sex denariorum, unius panis, unius galecti; item, in eadem villa, ex venditione Michaelis Jumel, duorum solidorum trium denariorum turonensium; item, in villa de Campo Andree ex venditione Petri Maloisel, trium solidorum annui

redditus; item, in eadem villa, ex venditione Rogerii Robers, novem solidorum turonensium; item, in eadem villa, ex venditione Guillermi Harel, sex solidorum turonensium; item, in eadem villa, ex venditione Johannis Amaurri, trium solidorum turonensium super Philippam de Rubeo Doitto; item, in eadem villa, ex dono Petri de Cadomo, duorum solidorum et sex denariorum turonensium; item, in villa de Perrigneyo, ex dono Radulphi Buhole, duorum solidorum turonensium; item, in eadem villa, ex dono Ricardi Buhole, sex solidorum turonensium; item, in villa de Ruffo Campo, de venditione Ricardi Malcion et Ricardi de Lambertvile, quinque solidorum et quatuor denariorum turonensium; item, in eadem villa, ex dono Egidii de Ruffo Campo, armigeri, viginti solidorum turonensium super molendinum de Origneyo; item, in villa de Donvolloto, ex dono Henrici de Plesseyo, duorum solidorum turonensium; item, in villa de Sancto Johanne Albo, ex dono Ricardi de Rouvencestre, militis, sex solidorum turonensium super sellonem de Ponte; item, in villa de Erreyo, ex venditione Andree de Malecot, sexaginta decem solidorum turonensium apud Cantelou; item, in villa de Sancto Petro de Vetula, ex dono Ricardi de Rouvencestre, militis, viginti solidorum turonensium super molendinum de Ruffa Villa; item, in villa d'Entremons, ex dono Arnulphi Doille, armigeri, viginti solidorum turonensium percipiendorum in nundinis dicte ville; item, in villa de Cauvile, ex dono Guillermi Louvel, decem solidorum turonensium super heredes Johannis Pyel; item, in eadem villa, ex dono Johannis Mercatoris, quinque solidorum et quatuor denariorum turonensium; item, in eadem villa, ex dono Fromondi Blondel, septem solidorum turonensium; item, in villa de Hamars, ex dono Guillermi Caperon, viginti denariorum turonensium; item, in villa de Mayset, ex venditione Nicolai Vasseleur, trium sextariorum ordei cum duobus boissellis et dimidio, ad mensuram de Cadomo; item, in eadem villa, ex venditione Nicolay Huet, decem boissellorum ordei ad eamdem mensuram; item, in eadem villa, ex venditione Ricardi Barbot, trium minarum ordei cum duobus boissellis ad eamdem mensuram; item, in eadem villa, ex venditione Reginaldi Hellouyn, trium minarum cum duobus boissellis ordei ad eamdem mensuram; item, in villa de Noyers, ex venditione Roberti du Londel, unius mine ordei ad eamdem mensuram; item, in eadem villa, ex dono Jordani de Sourdavalle, presbiteri, unius sextarii et unius boisselli ordei ad eamdem mensuram; item, ex dono ejusdem presbiteri, in eadem villa, trium quarteriorum ordei ad eamdem mensuram; item, ad

balliviam predicte domus, in villa de Cauvile, ex venditione Fromondi Blondel, viginti solidorum turonensium; item, in villa de Savennayo, ex dono Guillermi Dosquai, novem solidorum turonensium; item, in eadem villa, ex dono Ricardi de Jardino, duorum solidorum et sex denariorum turonensium; item, in villis de Hamars et de Savennayo, ex dono Jourdani dicti Monachi, clerici, viginti unius solidorum turonensium, pro victu suo; item, in villa de Moan, ex dono Rogerii Le Verrier, octo boyssellorum frumenti ad mensuram supradictam; item, in villa de Noyers, duorum sextariorum ordei ad eamdem mensuram; item, in villa [. . . . . . .]ceulx, ex dono Laurentii Besant, clerici, decem quarteriorum et unius boisselli frumenti ad eamdem mensuram; item, in villa de Vieus, ex dono Guyardi de Montepincon, unius sextarii et duorum boissellorum ordei ad eamdem mensuram; item, in villa de Longa Villa, ex dono Mathei Britonis, pro victu suo, trium sextarium frumenti ad eamdem mensuram, quatuor panum, sex galectorum; item, in villa de Plesseyo Grimodi, ex venditione Sellonis Maziere, unius clausi valoris sex solidorum; item, in villa de Campo Andree, ex venditione Guillermi Harel, sex acrarum nemoris valoris decem solidorum turonensium; item, unius pecie terre de sub nemore, unius virgate terre duarum acrarum terre juxta fossata Episcopi, valoris sex solidorum, ex venditione ejusdem; item, in eadem villa, Guillermi Maloisel, duorum solidorum turonensium super petias terre in feodo Harel; item, in eadem villa, ex venditione Radulphi de Landa, quarte partis unius petie terre, valoris sex denariorum; item, in eadem villa, ex venditione Johennis de Jourques, sex solidorum turonensium super Guillermo Harel; item, in eadem villa, ex venditione Roberti de Cleceyo, undecim solidorum turonensium cum regardz super les Riquens et les Maloisiaus; item, ex venditione Roberti Hugonis de Cleceyo, unius clausi unius vergate terre, in prato ad Campos Amelinne, valoris [. . . . .] solidorum turonensium; item, a Guillermo de Boon, per escambium trium acrarum nemoris et trium acrarum terre, unius pecie prati valoris quatuor solidorum turonensium; item, in eadem villa, ex venditione Johannis Amaurri, duorum solidorum turonensium super Radulphum de Landa; item, ex venditione ejusdem Johannis, trium solidorum super Johannem Saym; item, ex venditione ejusdem, domus sue cum jardino et clauso de sub jardino, valoris undecim solidorum turonensium; item, ex venditione ejusdem Johannis, duorum solidorum turonensium super Johannem Auvere; item, ex venditione ejusdem Johannis, unius prati valoris quatuor

solidorum turonensium; item, in villa de Perrigneyo, ex venditione Guillermi de Ponte, quatuor solidorum turonensium, super Sampsonem de Haya Rotart; item, ex venditione ejusdem, octo solidorum super Sampsonem de la Gontière; item, in villa de Ruffo Campo, ex venditione Dyonisii Le Potier, unius acre terre ad Foveam Lupi, valoris duodecim denariorum; item, in eadem villa, ex venditione Johannis du Poscis, unius virgate terre cum dimidio, valoris sex denariorum; item, in eadem villa, ex venditione Roberti Tustini, unius pecie nemoris valoris sex solidorum turonensium; item, in eadem villa, ex quittatione Egidii de Ruffo Campo, armigeri, viginti duorum denariorum; item, in eadem villa, ex donatione Ranulphi de Ruffo Campo et fratris ejus, unius pecie nemoris continentis quindecim acras terre, valoris quindecim solidorum turonensium; item, in villa de Domiovoto, ex venditione Gauffridi dicti Miles, sui masnagii cum terra jacente, valoris viginti quinque solidorum turonensium annui redditus. Pro quatuor viginti septem libris turonensium. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo tertio, die mercurii post festum beati Barnabe apostoli.

Nos autem, finantiam predictam ratam habentes et gratam, concedimus prefatis priori et conventui quod ipsi eorumque successores acquisita predicta ad opus predicti prioratus teneant et habeant perpetuo, absque coactione vendendi vel extra manum suam ponendi, salvo in aliis jure nostro et in omnibus alieno. Quod ut firmum et stabile perseveret, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto, mense januarii. — *Sur le repli :* Facta collatio per me Dyve[. . .]. — *Au verso :* Lictera financiarum per dominum regem anno M° CC° nonagesimo IIII°. — *(Orig. parch., scellé de cire verte sur cordon de soie.)*

3. — 1328, juillet. — VIDIMUS, DONNÉ PAR PHILIPPE LE BEL, D'UNE CHARTE DU 25 AVRIL PRÉCÉDENT, CONTENANT QUITTANCE DE DROITS PAYÉS PAR LE PRIEUR DU PLESSIS-GRIMOULT AU RECEVEUR DU BAILLIAGE DE CAEN. — Philippus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris nos infrascriptas vidisse litteras, tenorem qui sequitur continentes :

A touz ceus qui ces lettres verront ou orront, Jehan de Livière, clerc et commissaire du roy, notre seigneur, sus le

fait des finances en la baillie de Caen, salut. Nous faisons à savoir que, pour cause des rentes appartenantes au prieur et au couvent du Plesseiz Grimoust, acquises depuis quarente anz en ençà ensuiventes a dessouz, frère Jehan Corneille, baillif de ladite prioré, et frère Jehan de Vaou, pictancier d'icelle, ont finé à nous d'icelles par la somme de trente et une livres sept soulz tournois, laquele nous, ou non du roy, notre seigneur, avons receue en l'absence de monseigneur Thomas Prieur, prestre, receveur à ce commis de par nous, desqueles rentes dessus[dites] les parties ensuient. Premièrement, celles qui appartiennent à l'office de la dite baillié, c'est assavoir : un manoier o ses appartenances, de la vente maistre Robert de Mante, chanoine de Baieux, assis devant Saint Nicholas de Baieux, jouste maistre Guillaume de Champ Ront, d'une part, et le manoir l'abbé de Caen, d'autre, et abute par derrière à la rue de la Poterie, li quel manoir vaut de rente par an, par dessus toutes redevances, quatre livres tournois; item, une mine de froment de rente assise à la Cambe, que font les hoirs Ricart de Beau Veoir, par reson de certains héritaiges assis en la dite parroisse. Item, les rentes appartenante à la dite pictance : premièrement, diz soulz de rente du don Ricart de Cursy, sus la vavassorie du fié de Fontaines Alles, ès paroisses de [. . . . . . .] et de [. . . . . . .], laquele vavassorie Jehan Belet et ses parconniers tiennent; item, deux soulz de rente du don Robert Ricart (?), que fait Martin Le Laisac sus une pièce de terre en la parroisse de Savenay; item, trente pains de rente en la parroisse Darcles, du don monseigneur Jehan de Rouven [. . . . .], chevalier, lesquiex sont pris par les mains de Geuffroy Lentier, Jehan Hébert, Guillaume Le Munier et de leurs parconniers. Les quelles rentes dessus dites sont en arrière fiez et valent, pour la finance des fruiz de six ans, la somme dessus dite, receue comme dit est, dont nous nous tenons à paiez. Et pour cause de ce nous leur avons acordé et acordons que la rente dessus dite il tiegnent comme admortie sanz ce que à ycelle mettre hors de leurs mains puissent estre contrainz, ne à faire en aucune autre finance audit notre seigneur le roy ne à ses successeurs ou temps avenir; en faisant protestacion pour ledit seigneur que se aucunes rentes ont, puis ledit terme, dont il n'ait esté finé, que il soient acquis audit seigneur et aproprié à son domaine, et avec ce se il ont mis les choses dessus dites d'autre fié que il ne sont pour meins paier à avoir recours sus les diz religieux, si comme raison sera. En tesmoing de ce nous avons mis en ces lectres notre scel, sauf le droit

dudit seigneur et d'autrui en toutes choses. Donné à Caen, l'an de grâce mil CCC vint et huit, le mardi XXVe jour d'avril.

Nos autem omnia et singula in suprascriptis contenta litteris rata habentes et grata, ea volumus, laudamus, approbamus et [. . . . . . .] tenore presencium confirmamus; concedentes eisdem religiosis quod ipsi et eorum successores premissa tenere de cetero possint pacifice [absque coac]tione vendendi vel extra manum suam ponendi vel prestandi nobis aut successoribus nostris aliam financiam pro eisdem, salvo in aliis [jure nos]tro et in omnibus quolibet alieno. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. D[atum anno] Domini millesimo trecentesimo vicesimo octavo, mense julii. — *Sur le repli :* Facta est collatio per cameram computorum. J. Julianus. — *Au verso :* Pro financiis pro anno M^{o} CCC^{o} XXVIII°, magister J. de Livière, pro parte [. . . . .]. — Registrata est. — *(Orig. parch., scellé de cire verte sur cordon de soie.)*

PRIEURÉ DE SAINT-SYMPHORIEN-LÈS-AUTUN

Article 59.

(1 pièce.)

1474, 3 décembre. — Arrêt du parlement de Beaune, rendu sur l'instance de messire Jehan Rolin, cardinal, évêque d'Autun et commendataire perpétuel du prieuré d'Autun, qui condamne Odot de Cordesse, clerc, demeurant à Arnay-le-Duc, receveur et gouverneur des terres dudit prieuré du temps de feu messire Guy de Courdesse, jadis prieur, pour « pluseurs pilleries, concussions, rençonnemens, exactions et despens desraisonnables sur les hommes des terres de Saint Simphorien ». Le parlement déclare nuls tous les actes, contrats d'acquêts, faits par ledit de Cordesse, et les rentes par lui acquises sur les sujets de Saint-Symphorien. — *(Orig. parch., scellé du sceau du parlement de Beaune, en cire rouge sur double queue de parch.)*

TRINITAIRES

TRINITAIRES DE RIEUX

Article 60.

(1 pièce).

1517, 7 septemhre. — Lettres de « Jehan, sire de Rieux et de Rochefort, baron d'Ancenis, comte de Harcourt, vicomte de Donges, seigneur de l'Argouet, mareschal de Bretaigne », qui, considérant que, « comme, par le debcès naguères advenu de feu frère Thebaud Le Sassier, en son vivant mynistre de Rieux du couvent de la Trinité y fondé, ledit bénéfice » est vacant; qu'à l'élection dudit ministre deux voix lui appartiennent, « savoir la première et la derroine concluante les autres vouez des religieux profeis dudit couvens »; que « ont iceulx religieux fait requérir et suplier envoier demain, qu'est l'oinctiesme jour de... décembre, audit Rieux, personnage sur suffizant et à [lui] féable [son] procureur général et messagier espécial à la fin d'icelle élection », nomme son « bien amé et féal secrétaire Yves Le Bourc, sieur de Villeneuve », son procureur, pour le représenter à ladite élection. Signé : Jehan de Rieux. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

ORDRE DE PRÉMONTRÉ

ABBAYE DE SAINT-GEORGES-DU-BOIS

Article 61.

(1 pièce.)

1786, 13 août. — Brevet par lequel le roi, étant à Versailles, donne au s[r] Guillaume Alexandre de Juglart du Tillet, précé-

demment pourvu par lui de l'abbaye de Saint-Georges-du-Bois, tous les fruits et revenus de cette abbaye échus et à échoir depuis le jour de sa nomination, et enjoint au maréchal économe général de lui payer la somme à laquelle ces fruits monteront, après en avoir retenu le tiers destiné pour les nouveaux convertis et fixé pour le tout à la somme de six cent quarante-cinq livres dix-huit sols neuf deniers. Signé : Louis, et plus bas : Le baron de Breteuil. — *(Orig. parch., non scellé.)*

ABBAYE DE NOTRE-DAME DE VAAS

Article 62.

(2 pièces.)

1669, 17 septembre. — Aveu non daté rendu à messire François de Laubespin, conseiller du roi, abbé de Notre-Dame de Vaas, à cause de sa seigneurie de Bossé, par Étienne Cave, le jeune, demeurant à Verneil, pour une vigne située au clos des Genebrais, paroisse d'Aubigné, en raison de laquelle il est tenu de payer, avec les détempteurs dudit lieu, à la seigneurie de Brillaudin, un chapon et sept sols trois deniers tournois chacun an, au jour des Morts. — A cet aveu est attaché le reçu de déclaration, rendue aux assises de la seigneurie de Bossé, tenues par Louis Amellon, bailli, avocat au Lude, le 17 septembre 1669. — *(Deux pièces pap.)*

ABBAYE DU PERRAY-NEUF

Article 63.

(23 pièces.)

1. — 1189-1191. — ACCORD ENTRE LES RELIGIEUX DE MÉLINAIS ET CEUX DU BOIS-RENOUL. — Cyrographum. — M., Dei gratia Nannetensis episcopus, et fratres G. et Her., abbates de Bellofonte et de Bellabrancha, omnibus presentem paginam inspecturis, salutem. Universitati vestre notum fieri volumus

quod querela quam prior et fratres de Meslineis proponebant adversus ecclesiam de Bosco Rannulphi et adversus dominum Robertum de Sabolio, ejusdem ecclesie patronum et fundatorem, fuit hoc modo, nobis presentibus, terminata. Post motas enim altercationes et jurgia jam dictus prior et fratres querele proposite unanimiter resignaverunt, pure et simpliciter abdicantes quiçquid juris sibi in jamdicta ecclesia vendicabant, eamque, cum omnibus possessionibus suis tam presentibus quam futuris, fratribus Premonstratensis ordinis habendam libere concesserunt. Prefatus vero dominus Robertus de Sabolio, pro bono pacis, prelibatis priori et fratribus contulit unum modium terre in saltibus de Malespinea et in nemora Sancti Bartholomei, sicuti plasse divident et separant ab aliis nemoribus et ab aliis terris. Hec autem compositio facta fuit ex consensu et voluntate Gaufridi de Sabolio, prefati domini Roberti filii et heredis, de consensu etiam et voluntate domini Gaufridi Anguille, prepositi de Prescigné, et Hugonis de Loce, qui non nichil juris in predictis possessionibus habebant. Ut autem hec compositio rata et inconcussa perpetuis temporibus haberetur, tam nos sigilli nostri quam sepedictus dominus Robertus et prior et fratres sui sigilli munimine, ad futuram memoriam, fecimus roborari. Testes hujus rei fuerunt : Ivo, abbas de Claromonte; Galterius, abbas de Stella; Matheus, prior de Castellis; Gaufridus de Scorticiis; Robertus, sacerdos de Grugeio, et plures alii. — *Au verso, de même écriture :* Composicio inter nos et ecclesiam de Melinois. *Et d'une écriture plus récente :* respectu prioratus Sancti Bartholomei et ecclesie Nemoris Ranulphi. — *(Orig. parch. primitivement scellé de trois sceaux aujourd'hui perdus.)*

2 et **3**. — 1190-1195. — DON FAIT AUX RELIGIEUX DU BOIS-RENOUL PAR GEOFFROY, SEIGNEUR DE CORNILLÉ, FILS DE ROBERT DE SABLÉ, D'UNE PARTIE DE SON DOMAINE DE CORNILLÉ. — Quoniam oblivionis non sentit incomodum quod vivacis littere memorie commandatur scripto, decrevimus commandari quod ego Gaufridus, dominus de Cornilleyo, filius domini Roberti de Sabolio, qui scilicet Robertus magister Templi Iherosilimis tunc temporis habebatur, dedi et concessi Deo et Beate Marie de Bosco Ranulphi et esjusdem ecclesie canonicis in perpetuum, pro salute anime mee et antecessorum meorum, omnia que habebam in Cornille, excepta parte heredum de Vegia videlicet a bivio de Poillé usque ad muros rectoris et atrium Ganoche et atrium des

Maunourriz ex utraque parte, et tria sextaria frumenti redditus super la Vacherie, et a domo Clerembaut usque ad pontem aux Asniers, et de ponte usque ad bivium predictum, et homines de Fonte et quicquid in dictis continetur, et atrium de la Pichiere, et atrium de la Gormonniere et des Guilloz, et totum feodum de la Tranchiere, et meditariam vocatam la Guennerie, cum pratis suis de subtus la Trenniere, cum terris des Saulaies et atrium nostrum de Villa, cum omnibus que sita sunt retro et juxta usque ad bivium ante domum de Veyge, qua omnia ista sunt propria dictorum religiosorum; et in residuo habebant dicti religiosi medietatem hereditatum census et redditus et bladi et denariorum, et erunt omnia recepta per manus dictorum religiosorum; et ponent et deponent dicti religiosi allocationem ad regendum justiciam et senescalliam ad expensas communes tociens quosciens voluerint; et habebunt dicti religiosi medietatem tallie et emandarum et omnium aliorum reddituum et supervencionum; et erunt dicti religiosi et homines et familiares sui liberi et quitti ab omnibus talliis et coustumis omnibus, ymo servient dictis religiosis proprie et singulariter. Et poterit quisque abbas ab omnibus suis hominibus dupplicem censum habere et accipere ab ipsis juramentum servandi jus et honorem abbatis et conventus. Et habebunt dicti abbas et conventus in omnibus possessionibus suis propriis et communibus universam libertatem plenariamque justiciam altam, mediam et ymam. Et poterunt dicti religiosi compellere homines suos proprie vel communiter, sine quo heredes de Vegia habeant commodum in execucionem vel emenda in dictis propriis hominibus, sed in aliis hominibus communiter accipient. Et non poterimus nos, nec successores nostri, nec alii a nobis causam habitantibus *(sic)*, trahere dictos religiosos, nec homines suos, nec famuliares, in curiis nostris nec in aliis. Primo, tenebunt dicti religiosi omnes possessiones suas, reddittus, census, homines, feodales et censuales, et omnia bona sua mobilia et immobilia, presencia et futura, sub potestate Dei patris omnipotentis, nomine exempcionis et libertatis. Et ad hec tenenda expresse et firmiter, fidem meam prestiti et sigillo meo munimine roboravi. Presentes : Hersendis de Sabolio; Johannes Rigol; Reginaldus Ratel; Guillelmus de Gynardeyo, et plures alii. — *(Vidimus avec traduction française, passé en la cour de Baugé, le 10 décembre 1428, signé : Y. Hudebout et J. Augier. Orig. parch., sceaux perdus, et copie papier.)*

4. — 1208. — TRADUCTION D'UNE CHARTE DE LA DONATION FAITE AU PROFIT DE NOTRE-DAME-DU-GAUT PAR

Pierre de Brion et Suzanne, sa femme. — Sachent tous présens et advenir que moy, Pierre de Brion, et Susanne, ma femme, que nous avons donné et concédé et par ces présentes donnons et concédons, en ausmone pure et perpétuelle, à Dieu et à la bienheureuse Vierge Marie du Gaut, ainsi nommé, et aus chanoines lesquels ès cedit lieu servent Dieu, tout ce que nous avions ès dismes de Brion, et tout le fief de la Motaye, avecq tous les honneurs féodaux et cens, avecq tous les cens, rentes, redevances, et le fief de Grésine, et trois septiers de seigle, mesure de Beaufort, sur les dismes et fief dudit lieu, ainsi vulgairement apellé; comme (?) donnons et concédons ausdits chanoines tout le fief de la Varenne et de Blanches Peaux; et ès toutes leurs possessions que nous leurs avons données ou donnerons cy après, tant présent qu'à advenir, ou que d'autres leur donneront, en quelque façon et manière qui les ayent ou auront, donnons puissance universelle, plénière liberté et justice, tant moyenne que basse et haute, en sorte que nous ny nos successeurs puissions faire appeler lesdits chanoines ny leurs familiers à notre justice et cour, ny demander aucune amende, mais seullement lesdits chanoines tiendront tout ce que dessus comme dépendantz de Notre Sauveur Jhésus Christ, qui pour nous a enduré la mort ès l'arbre de la croix, et pourront mettre en toutes leurs possession le signe de la croix pour marque d'exemption et prévilège. Et pour toutes ces choses léguées, lesdits chanoines rendront au recteur de Brion ung muy de vin, et non davantage, si ce peut treuver ès dismes de vin de ladicte disme, et si vient à défaillir, ne sera rien payé; et ledit recteur est tenu loger et retirer lesdits chanoines et leurs serviteurs et les traiter pendant le temps des vendanges. Et affin que ce que dessus sorte son effect, tant à présent qu'au futur, nous obligeons ausdits chanoines chascuns nos biens tant présens que advenir, nos successeurs héritiers et ayans cause, pourquoy avons, et ma femme, donné notre foy et fait sceller la présente de notre sceau. Donné à Brion, l'an de grâce mil deux cent huit. — *(Pièce pap. du* XVIIIe *siècle.)*

5. — 1209, 4 octobre. — Charte de Guillaume des Roches et de Marguerite, sa femme, qui établissent au Perray-Neuf les religieux du Bois-Renoul. — Quoniam vivacitas scripture debilitati memorie solet conferre remedium, beneficio litterarum occurritur kalompniosis litibus im posterum nascituris, ubi ea scripture comendatur, quorum memoriam expedit retinere, via precluditur malignandi, et controversie

fomes perpectuo hospiciis conquiescit. Ea propter, universitati fidelium per presens scriptum notum fiat quod Guillelmus de Rupibus, seneschalis Andegavensis et dominus de Sabolio, et Margarita, uxor ejus, fundaverunt abbasiam in honore Beate Marie Virginis, pro animabus suis et animabus antecessorum suorum, in loco qui dicitur Boscus Ranulphi; et postea, omnia transponentes ad abbasiam Perodii Novi, ita tamen quod assitum dictorum locum dederunt omne Nemus Ranulphi, cum pertinentibus suis, sicut via que duxit ab pavimentis de Sabolio usque ad leprosariam de Courtilliers, et a nemoribus Sancti Albini usque a dictis locis et usque a deffasiis d'Availles vocatis Malespineta, cum omnibus que in dictis terminis continentur. Gaufridus Bourrel, qui de omnibus istis rebus et de omnibus aliis nemoribus parrochiarum de Precigneio, tam propriis quam communibus, tam deffasiis quam usagiis, segretarius erat, segretariam suam et quicquid juris et dominii in eisdem habebat eisdem dedit locis et canonicis ibidem Deo servientibus. Dederunt eciam predicti Guillelmus et Margarita predictis canonicis molendina de Rogeret, cum omnibus pertinenciis, et piscaturam de super et subtus, ante et retro, circum circa, usque ad triginta sex pedes ex utraque parte, cum omnibus reciis et tensuris, et potestatem ibi faciendi combros et potineaux, et totam mostam et molentes parrochiarum de Precigneyo et de Courtillers, cum omni jure dominii et justicie, et plessaicum forestarum, et molendina et stangnum, cum omnibus pertinenciis de Perrodio Novo, tam domos, vigneas, nemora, prata, terras, census et redditus, homines censuales et feodales et omnia alia in predictis locis sibi pertinentibus. Insuper predictus Guillelmus et Margarita, uxor ejus, dederunt predictis canonicis quatuor libras annui redditus, reddendas predictis canonicis in quolibet festo Xristofori sancti super prepposituram suam de Sabolio et super receptam tocius preppositure, a preposito suo seu receptore, in dicto festo, sub pena decem solidorum cujusque diei termino elapso, deffectus solicionis, et in Circumcisione Domini, omnes redditus et eventus, terram et aquam, garenas, villam et castellum, a sexta hora illius diei usque ad crastinum diem media hora noctis, cum omnibus quibuscumque introierint et exierint, sint, vel fuerint, vel accederint, infra lucam circa Sabolium, cum omni honore dominii, commodi, pugnicionis et justicie. Insuper dederunt predicti Guillelmus et Margarita predictis canonicis quicquid habebant et habere possent in Brionio, in Valle et in Cornileio, unde domini superiores erant, parte de Vegeya excepta, potestatem habendi,

tenendi et acquirendi, in omnibus feodis et retrofeodis suis, tam ibi quam aliis locis, et in omnibus suis tam presentibus quam futuris, tam ipsis pertinentibus quam suis successoribus, vel ab ipsis causam habentibus vel habituris; et infra metas et clausulas omnium locorum predictorum, canonicos percipere, habere et capere omnia fera et animalia, cujuscumque generis, sexus, sint vel fuerint; et predictis religiosis in omnibus possessionibus suis habitis vel habituris, tam presentibus quam futuris, omne jus et dominium et universam libertatem, tam in aquis quam in terris et caminis et aliis sibi vel ipsis donatoribus pertinentibus, vel ab causam habentibus et habituris, et in ipsis capere et habere cuniculos, lepores, vulpes, lupos et omnia volatilia et pisces, diebus et noctibus, et reciis, et tansuris, et canibus, et cum omnibus aliis ad hec necessariis; et in omnibus nemoribus suis et tocius terre sue, tam presentibus quam futuris, tam propriis quam communibus, tam in deffasiis quam usagiis, percipere et habere omnia ligna ad sua necessaria, ubicumque exstiterint, quoscienscumque voluerint, et in ipsis habere forestarios sicut se ipsi potestatem capiendi, sicut et sui. Et quamvis dicti religiosi haberent vel habuissent, habent vel habere possunt, tam presente quam futuro, homines, census, redditus, possessiones, domos vel alia, cujuscumque sint vel fuerint, vel quoquomodo habuerint, de omnibus suis a modo ferragium non solvent, neque fidem, neque rachatum, quamvis ab antiquo debuerint res presentes vel future ab ipsis religiosis acquisite vel alio modo habite debuissent vel deberent, pro omnibus hiis, tam presentibus quam futuris, tam habitis quam habituris, dicti religiosi non solvent dictis Guillelmo et Margarite, vel heredibus suis, vel ab ipsis causam habentibus vel futuris, in mutacione cujusque abbatis, infra annum quo fuit confirmatus, [nisi] unum osculum, cum quatuor libris monete currentis pro omnibus ferragiis rachatis, una vice solvendo illo anno, vita ejus comite tantummodo, sine quo ipsi vel heredes sui, vel ab ipsis causam habentibus vel habituris, possint aliud petere vel habere. Insuper dederunt predicti Guillelmus et Margarita dictis religiosis in omnibus suis, habitis vel habituris, tam presentibus quam futuris, omne jus et dominium, sanguinem et latronem, vilicacionem, et totam justiciam, altam, mediam et ymam, cum omni amentatione juris et commodi, remissionis vel pugnicionis, prout melius erit in voluntate religiosorum. Et ipsi religiosi, et homines, et familiares sui, quieti et liberi ab omnibus taliis, coustumis et servitudinibus. Et si contingerit dictis religiosis vel hominibus suis et familiaribus suis in aliquibus delinquere

vel forfacere, in furto, vel in vicio, vel in injectione, vel in alio delicto, cujuscumque sit vel fuerit, pro dictis criminibus vel malefactis, quoquo modo et loco vel tempore sint vel fuerint, dicti religiosi, vel homines et familiares sui, non solvent nisi septem solidos cum sex denariis, pro omnibus emendis et pugnicionibus. Predicti vero Guillelmus et Margarita, in presentia Guillelmi de Malabri, Gaufridi de Trotheya, Guillelmi de Javardeyo, et Hugonis, ejus filii, Guidonis Vindot., Hugonis de Vegeya, Symonis de Gautret et Guillelmi de Gresso, acceperunt cum juramento fides omnium ipsorum in manu traditas, et omnia predicta confirmaverunt tenere et fore vera, et predicti Guillelmus et Margarita premissa sub sigillis suis predicta tenere et garantizare ab omnibus et contra omnes firmiter et integre, et in testimonio exemptionis sub signo Sancte Crucis ✠. Actum est hoc apud Sabolium, anno ab Incarnatione Domini millesimo CC^mo nono ✠, quarto nonas octobris, Clemente papa tercio sedente, regnante Philippo, Francorum rege, Richardo, Anglorum rege, Cenomanensium comite, archiepiscopo Turonensi Bertholomeo ✠[1].

1307, 16 mai. — CHARTE D'AMAURY, SEIGNEUR DE CRAON ET DE SABLÉ, EN FAVEUR DE L'ABBAYE DU PERRAY-NEUF. — A tous ceulx qui ces présentes lettres verront et orront, Almauri, seigneur de Craon et de Sablé, salut en Notre Seigneur. Saichent tous que, comme les religieux de Perray eussent acquis le Boys Bouchart, qui nous devoit foy et homage et feurre, et les chouses de la Fontaine, qui nous devent foy et homage, et les chouses aux Bordelles de Courtillers, tenues de nous à foy, et la Roche Boys Gautier, sis à Précigné, et la maison et les courtilz feu Fouzil et les chouses Dabachesne, à foy et à homage, et les préz de Biars et toutes les autres chouses tenues de nous à quatorze solz dez deniers pour toutes sertes et servitudes [. . . . .] devoirs; avons voulu et voulons encore,

1. M. l'abbé Ledru, qui signalait l'existence de cette charte dans un article qu'il a consacré à l'abbaye du Perray-Neuf (*Province du Maine*, t. V, p. 363), donnait sur son texte l'appréciation suivante : « Il (ce texte) fourmille d'incorrections et est d'une authenticité plus que douteuse : le préambule est copié sur celui de la charte de fondation de 1189, et, ce qui est plus grave, après la date, il porte ces mots : « *Clemente papa,* etc... » Or, cette phrase renferme trois anachronismes choquants... Il est à présumer que cette charte de Guillaume des Roches et de Marguerite de Sablé n'est qu'une restitution maladroite d'un original perdu. La pièce aura été refaite avant la fin du XIVe siècle, d'après des réminiscences plus ou moins précises et à l'aide de l'acte de 1189, conservé au trésor de l'abbaye. »

[que, p]our toutes ces dites chouses et pour toutes lours possessions eues et à avoir, ils soient quictes de touz sertes et rachaz, tant de leurs chouses présentes comme avenir, tant tenues à foy comme à autre devoir, en nous renddant annuellement de chacun nouvel abbé, dedenz l'an que il sera benoist, une foy et quatre livres une foiz paier celui an pour tous rachaz, sanz point d'autre devoir. Et o tout ce leur avons baillé le moulin d'Escachebouton, o les pescheries et les appartenances et touz les moultaux qui poent estre hors de la porte de Boyère, et pourra le mousnier desdiz religieux venir chacun vendredi à pié et à cheval au marchié et au bien querre le blé à porter audit moulin. Et pourront avoir et prendre tout boys pour touz leurs usaiges en touz noz boys propres et communs, et y avoir pasture et parnage pour toutes leurs bestes, frans et quictes. Et ne pourrons demander sur toutes les chouses ne sur les estres d'Escachebouton que vingt solz pour touz devoirs et servitudes. Et est ceci fait et accordé entre nous et lesdiz religieux en récompensacion de vingt et cinq sextiers de blé que nous devions par chacun an de rente sur le Chasteau Neuf aux diz religieux, et sept livres que nous leur devion sur le moulin de Estrichart, dont nous demourons quictes et deschargez. Et à tout ce leur avons confermé touz loz acques et toute leur justice haute et moyenne et basse, et leur pescheries de Rougeret et de Pisart, c'est assavoir : les moulins de Rougeret, et venir par ayve et par terre querre le blé à Sablé toutefoiz, la porte et la chauciée devant et derrière, dessus et desoz, à pescher à touz engins et y faire potineaux et combres à trente et six piez entour et environ d'un costé et d'autre, et un combre entre Pisart et Beif, en celle place qui meulx leur plaira; et toutefoiz que ils voldront à pescher en toutes saisons et par la voye dessusdicte à trente et six piez d'un costé et d'autre et tout environ. Et voulons et octroions aux religieux dessus diz que eulx et leurs hommes et leurs familiers et toutes leurs possessions présentes et avenir soient frans, quictes et délivrés de toutes tailles et obéissances. Et si le cas avenoit que lesdiz religieux ou leurs hoirres ou aucun d'eulx se forfeissent par aucune voye, nous ne noz gens, ne noz successours, ne autre qui est ou pourroit avoir cause de nous, ne pourrons lever ne prendre que sept solz six deniers d'amende, quelque forfaiture ou meffait quelque il soit ou puisse estre. Et ce nous confermons et ratifions par cestes présentes lettres scellées de notre propre sceau. Et avons donné la foy de notre corps. Ce fut donné ou mardi après la feste Saint Nicholas de may, l'an de grâce mil

trois cens sept. — *(D'après un vidimus passé en la cour du Bourg-Nouvel, signé : J. Bariller, et daté du mardi après* Judica me *1385 (10 avril 1386), d'un autre vidimus de Louis Ier, duc d'Anjou, du mois de juillet 1377. — Orig. parch., sceau perdu.)*

6. — 1230/1231, 31 janvier. — CHARTE PAR LAQUELLE HARDOUIN ALL[. . .] DONNE AUX RELIGIEUX DU PERRAY-NEUF DES PRÉS SITUÉS PAROISSE DE SAINTE-COLOMBE, EN COMPENSATION DES DÎMES DE SAINT-GERMAIN-DU-VAL, QU'IL LEUR AVAIT VENDUES ET QU'ILS NE PERCEVAIENT PAS. — Fidelibus Xristi presentes litteras inspecturis, Harduinus All[. . .], salutem in Domino. Notum facio universis quod, cum abbas et conventus Perredii Novi redemissent a me, precio centum viginti librarum turonensium, decimas quas habebam in parrochia Sancti Germani de Valle, et impedirentur postmodum, occasione mei, ne ipsas decimas pacifice perciperent et possiderent : ego concessi eisdem abbati et conventui prata [. . . . .], que ego teneo de domino Fulcone de Mastac, super Lidum, in parrochia Sancte Columbe, tenenda et possidenda in perpetuum, donec eis liberari fecero decimas antedictas. Si vero, ad estimacionem domini Gaufridi et Guillelmi de Clees, vel alterius ipsorum si ambo presentes non fuerint, deprensum fuerit infra instans triennium prata ipsa plus minusve valere in fructibus annuatim quam decimas antedictas, ad ipsorum G. et G. estimationem, vel iidem abbas et conventus mihi vel ego ipsis refunderem id quod fructus decimarum ipsarum antecederent fructus pratorum, vel id quod prata ipsa valerent in justo precio annuatim plus quam fructus ipsarum decimarum. Ego autem, Gaufridus de Clees, senescallis de Fixa, ad confirmationem et conservationem earum que premissa fuerunt, tanquam graator et custos predicte conventionis pro ipso Harduino, ad petitionem ipsius Harduini, una cum sigillo ipsius presentibus litteris apposui sigillum meum. Datum die veneris ante Purificationem Beate Virginis, anno gratie M° CC° XXX°. — *(Orig. parch., sceaux perdus).*

7. — 1256/1257, février. — ACCORD ENTRE LES MOINES DU PERRAY-NEUF ET REGNAULD, CURÉ DE SAINT-GERMAIN-DU-VAL, RELATIF AUX DÎMES DE LA PAROISSE DE SAINT-GERMAIN. — Universis Xristi fidelibus presentes litteras inspecturis, Michael, divina permissione Andegavensis episcopus, salutem in Domino. Notum sit omnibus quod, cum contentio verteretur inter abbatem et conventum Perrodi Novi, ex una

parte, et Raginaldum, personam Sancti Germani de Valle juxta Fixam, ex altera, super quibusdam decimis vini et bladi quas dicti abbas et conventus habebant et percipiebant in dicta parrochia, quas [. . . . . . .] ad suam ecclesiam asserebat de jure communi pertinere : tandem, proborum virorum consi[. . . . .] unanimiter compromiserunt, promittentes se ratum et gratum habituros quicdquicd super dictis decimis [. . . . .] pace vel judicio ordinandum seu statuendum. Nos vero, considerata utilitate dicte ecclesie utriusque, super dictis decimis, pro bono pacis, ordinavimus in hunc modum, quod persona Sancti Germani et ejus successores [qui] pro tempore fuerint medietatem predictarum decimarum de cetero percipient in perpetuum et habebunt libere, pacifice et quiete, et dicti abbas et conventus similiter aliam medietatem de cetero pacifice percipient et habebunt libere et quiete. Nos autem predictas partes presentes et consencientes ad premissa tenenda et firmiter observanda diffinitive condempnamus et predictam ordinationem auctoritate nostra confirmamus. In cujus rei testimonium presentes litteras fecimus, ad petitionem partium, sigilli nostri munimine roborari. Datum anno Domini M° CC° quinquagesimo sexto, mense februarii. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

8. — 1298, 17 novembre. — CHARTE PAR LAQUELLE GERVÈSE LORRY RECONNAÎT DEVOIR AUX RELIGIEUX DU PERRAY-NEUF DOUZE SOUS ET DEMI DE RENTE. — Sachent touz présenz et avenir que en notre court de Sablé establi en droit par devant nous, Gervese Lorry, de la paroisse de Saint Père de Prescigné, requenut et confessa en droit par devant nous que il doit et est tenu rendre par chescun an à touz jourz mes à religieux homes à l'abbée et au covent dou Perroy Nef douze souz et demé de tournois de rente anuel et perpétuel, rendables par chescun an à toz jourz mes dou dit Gervése et ou de ses hoirs aux diz relegieux ou à celx qui auront perdurablement cause d'elx, c'est asavoir : sex deniers tournois de cens anuel à jour de l'Angevine, et sex souz de la dicte monnaie de rente au jour de la Saint Denys, et sex souz de rente au jour de la Saint Martin d'yver prochaine ensevant, sus son herbergement et sus la terre dou Bignon, sis entre la terre Güérin Boigu, de une part, et la terre de la Noerie, de l'autre, laquele est aux diz relegieux, et sus sa vigne de la Faverie, qui est juxte la croiz feu Cosin de Loce et juxte les vignes aux diz relegieux; et ne poent lessier ledit Gervese ne ses hoirs les chouses desus dictes les unes sanz lessier les autres et sont tenuz le diz Ger-

vese et ses hoirs les chouses desus dictes tenir en bon estat... En tesmoign de la quele chouse nous, à la requeste dou dit Gervese, avons donnés audit relegieux cestes présentes lestres scellées dou scell de notre court de Sablé. Ce fut doné le lundi prochain emprès la Saint Martin d'yver en l'an de grâce mil dous cens quatre vinz et des et oict. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

9. — 1299/1300, 22 janvier. — ÉCHANGE ENTRE MICHEL GUITON ET LES RELIGIEUX DU PERRAY-NEUF. — Sachent touz présenz et avenir que, en notre court de Sablé establi en droit pardevant nous, Michel Guiton, de la ville de Prescigné, requenut & confessa en droit par devant nous qu'il avait baellé & ostroyé, & baelle enquores & ostroye em perpetuel héritage par nom & par raison de eschange, à relegious homes & honestes l'abbé & le convent dou Perroy juxte Sablé, le herbergement, qui fut jadis feu Guérin Boyiu, o les terres & o les apartenances d'yceli, sis en la paroisse Saint Père de Précigné, ou fié aux diz religieux, sis entre les terres dou Bignon qui sont aus diz religieux, de une part, et les terres Gervaise Le Roy de l'autre; & baelle enquores ledit Michel aus diz religieux doux journaux de terre ou environ, sis juxte la croiz de Ligne, ou fié au seigneur de Vaelles, à avoir, à tenir, appoursaer & à esploiter féalment et héritalment,... en eschange & en rescompensacion de troys pièces de vignes sises ès paroisses Saint Père & Saint Martin de Prescigné, c'est assavoir : une pièce ou clous de la Coustare, & une pièce en Jalène, & une pièce ou clous de la Fousselerie, o l'ouseraye qui appartient à cele pièce, laquelle est appellée la vigne à la Belle, lesqueles devanz dites doux pièces de vignes, c'est asavoir : de la Costare & de Jalène, furent jadis feu Regnaut Renoul, prestre, & lesqueles ledit Regnaut Renoul tenoit, c'est asavoir : cinc planches des hers de la Guérinière à troys souz de rente anuel, & sex planches des hers des Mostes à troys souz; & sont tenuz les diz relegieux délivrer le dit Michel & ses hers envers les hers desusdiz, e le remenant d'ycele pièce de vigne ledit Michel & ses heirs tendront des hers feu Johan Patri à seze deniers anuel; e les autres doux pièces de vignes, c'est asavoir la Jalène & de la Faubele o l'ouseraye, ledit Michel ou ses hers tendront desdiz religieux, c'est asavoir cele de la Jalène à deux deniers & cele de la Bele o l'oseraye à douze deniers... au jour de l'Angevine, lesqueles chouses dessus dictes lesdiz relegieux embaellent audit Michel & à ses hers en eschange & en rescompensacion des chouses dessus dictes... En tesmoign

de laquele chouse nous, à la requeste dou dit Michiel, avons donés aux diz relegieux cestes présentes lestres seellées dou seel de notre court de Sablé. Ce fut doné le jour de la Saint Vincent en l'an de grâce mil doux cens quatre vinz et dez et neuff. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

10. — 1327, 31 octobre. — Bail du lieu de la Meignennerie fait par les religieux du Perray-Neuf a Guérin du Verger et Jehanne, sa femme. — Sachent touz présenz et avenir que, en notre court de Sablé en droit par devant nous personelment establiz, Guérin dou Vergier, autrement appellé de la Couennière, et Johenne, sa fame, de la parroesse de Notre Dame de Sablé,... confessèrent en droyt pardavant nous que ilz... avoint prins et accepté et onquores prenent et acceptent... de nobles homes et religioux l'abbé et le covent dou Perray Nouef, toutes les chousses, qui c'enssuient, c'est assavoir : un hébergement vulgallement appellé la Meingnennerie, contenant en courtilz, en haes, en boys, en clouessons, un journau et demi de terre ou environ, et trays journeaux de terre, et journée à un home de pré, et doux quartiers et demi de vigne ou environ, lesdictes chousses entre les chousses Boisyvon, d'un cousté et d'autre, et d'autre cousté aux terres Thomassin Gellin ; et doux quartiers de vigne et un journau de terre jougnant aux vignes au sire de Sablé d'un cousté, et d'autre au chemin par où l'en vet des Perrètes aux Jumeaux, et aboutans dou bout d'amont aux vignes au sire de Sablé ; et o tout ce prenent ledit Guérin et sa fame une pièce de terre contenant trays journaux ou environ, appellée la Sellerie, entre le chemin par où l'en vet des Perrètes à Sablé d'un cousté, et d'autre cousté aux terres Thomassin Gellin... et seront tenuz les prenours dessusdiz... tenir ledit herbergement en bon estat et réparacion convenable et y fournir de estager ou temps avenir, tel que lesdiz religieux puyssent contraindre comme lours aultres hommes subgers et estagers. Et fut faicte ceste présente baillée pour le pris et somme de seize soulz, c'est assavoir : huyt soulx de cens par chacun an au jour de la Saint Johan Bauptiste, et huyt soulx de rente par chacun an au jour de la Nativité Notre Seigneur, pour touz cens et rentes,... renduz... auxdiz religieux et à lours successeurs en lour moustier dou Perray, aux coulx et despens desdiz prenours et de lour hairs et de ceoulx qui avront lour cause, pour touz devoirs ; sauve et réservé aux diz religieux ès chousses dessusdictes lour droiz seignoriaux... Ce fut donné l'an mil trois cenz

vint et sept, le jour dou sabmedi veigle de la Touzsains. J. Thomas. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

11. — 1364, 23 juin. — ÉCHANGE ENTRE GUILLAUME LE BIGOT ET JAMET LEROUX. — Sachent touz présenz e avenir que, en notre court de Sablé en droit personnelment establi, Guillaume Le Bigot... recognut e confessa... que il avait baillé... à touziourzmès par héritage à Jamet Leroux e à ses hers une pièce de vigne, si comme il se pourssuit, o ses appartenances, sise entre les vignes à la Chebaude d'une part, e les vignes audit Le Bigot, d'autre part, au cloux de la Tréperie, e une autre pièce de vigne, sise entre les vignes à la Chebaude, d'une part, e les chouses Pierres Forestier, d'autre part, tenues de la fame feu Guillaume Maigney à daux deniers de cenz annuel pour touz devairs; et o tout ce li baille un sextier de seaille de rente que le seignour de la Chèse li estoit tenu faire chescun an à l'Angevine sur ces chouses; et o tout ce est tenu ledit Guillaume e ses hers faire audit Jamet e à ses hers quatre soulz de rente chescun an à la Saint Denis sur toutes ses chouses héritaux... Et est faite ceste baillée... en rescompasacion et en léal eschange de doux quartiers de vigne sis au cloux de Maudechien, ou fé au seigneur dou Genetay (?), tenuz de luy à seix deniers de cenz au Jeudi Absolu, e de trois journaux de terre sis en la parroesse de Pincé e un journau sis en la parroesse de Saint Denis d'Anjou, o les [. . .] et les haies e arbres, lesquelles ledit Jamet a baillées au dit Guillaume, e dont il se tint pour bien paier en droit pardevant nous. Ce fut donné le dimanche avant la Saint Johan Bauptiste, l'an de grâce mil trois cenz seixante et quatre. P. Hamelin. — *Au verso, de même écriture :* De Guillaume Le Bigot de IIII s. de rente. *D'une écriture du* XVIII[e] *siècle :* Pièces concernants une donation faite à l'abbaye du Perré Neuf par Jamet Le Roux de vignes à la Triperie et d'un sextier de seigle sur la terre de la Chèze et amortiz à ladite abbaye par Thiéphanie, veufve de Guillaume Lequeux en 1408, lorsqu'elle céda et donna la métairie de la Chèze. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

12. — 1364, 4 novembre. — ACTE PAR LEQUEL JEAN DE LA PLESSE, VALET, VEND A OLIVIER DE TACÉ ET A ISABELLE, SA FEMME, LA MÉTAIRIE DE COURMARS ET 60 SOUS DE RENTE ASSIGNÉS SUR LA TERRE DE COULLON. — Sachent touz présens et avenir que, en notre court du Bourc Nouvel, le XIX[e] jour de février l'an III[c] IIII[xx] et dix, nous veismes et

leusmes de mot à mot unes lectres de notre dicte court, saines et entières en seel et en escriptures, contenant la forme qui ensuit :

Sachent touz présens et avenir que, en notre court du Bourc Nouvel, en droit par devant nous personelment establi, Jehan de la Plesse, vallet, parroissien de Saint Père de Précigné,... cognut et confessa qu'il avoit vendu et octroié... à Olivier de Tacé et à Ysabel, sa fame, et à ceulx qui aront cause d'eulx, c'est assavoir : la métairie de Courmars, sise en la parroisse de la Chapelle d'Aligné, contenant cinquante et deulx journelx de terre arable et journée à quatorze hommes de prez, avecques les mesons, vergers, courtilz, arbres chargens et non chargens, bouays, haies, pastures, landes, que toutes autres chouses quelconques... Et sont sises les dictes chouses au fié dudit Olivier, et tenant de lui à quatre soulz de cens au jour de l'Angevine. Et si les cinquante et deux journelx de terre arable et les journées à quatorze hommes de prez dessusdiz ne sont en ladicte métairie, ledit vendeur a promis... audit Olivier à l'en desdammagier et lui bailler de ses domaines de Couellon jusques au parfait de ce que il en fauldra, au plus près des chouses dudit Olivier, là où il ou qui ara sa cause vouldra et mielx amera. Et o tout ce cognut et confessa ledit Jehan de la Plesse... que il avoit vendu... audit Olivier et à sa fame et à ceulx que aront cause d'eulx soixante soulx tournois ou monnoie courante de annuel et perpétuel rente, en devers inféodez, en cens et en homenages, assis et assignez sur toute sa terre de Coullon, tant en domaines, cens, rentes, féages, homenages que sur toutes autres chouses quelconques; desquelx soixante soulx de rente dessusdiz ledit Jehan a promis fere fere saisine possession ausdiz achateurs ou à qui ara cause d'eulx à touz jours mes à ceulx qui les ly sont tenuz fere par chacun an à l'Angevine... Et fut faicte ceste présente vencion pour le pris de six vigns livres tournois, escuc d'or pour vignt soulx, les quelx deniers furent comptez et paiez en notre présence, de laquelle somme ledit Jehan soy tint en droit par devant nous pour bien paié et en quicta et quicte oncores par ces présentes lesdiz Olivier et sa fame et ceulx qui aront cause d'eulx... Ce fut fait et donné ou jour de lundi après la feste Saint Symon et Saint Jude, en l'an de grâce mil III^{c} LX^{te} et quatre. Ainssi signé : Trenblay.

Et nous, en tesmoign de ce, avons mis et appousé à ces présentes lettres les sceaulx de notre davant dicte court, le jour et l'an dessus diz. — Collation faicte à l'original par moy. Deduisse. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

13. — 1385, 1er novembre. — Bail perpétuel de biens au lieu des Raudières, paroisse de Précigné. — Sachent touz présens et avenir que, en notre court de Sablé, en droit par devant nous personnelment establiz, Juliot Cornu et Juliote, sa fame, parroissiens de Précigné... recongnurent... que ilx avouient ballé et transporté, quité, cessé et delessé... à touz jours par héritage, à Johan Cornu, l'esné, et à Symonne, sa fame, et à lour hers, tel droit, telle resson, telle ausion que ilx poivent et devent avoir en l'être et apartenansses apellé les Raudières, en la parroisses de Précigné,... en si comme ilx avouient prinses ensemble toutes celles chousses de Robin Aubourt et Agaice, sa fame... Ce fut donné le mercredi jour de la Toussains, l'an de grâce mil trois cens quatre vings cinq. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

14. — 1388/1389, 14 avril. — Jugement donné a l'assise de Sablé, qui reconnaît que Colin Vivot et autres, demeurant au pont de Vaige, doivent moudre au moulin d'Escachebouton, appartenant aux religieux du Perray-Neuf. — En ce où frère Gervaise Leroux, procureur suffisaument fondé pour les religieux, abbé et couvent du Perray, print autreffoiz en garantage Colin Vivot, métaier du pont de Vaige, de la demande que nous lui faisions à avoir tourné à autre moulin blaérez que au moulin de Madame sis à Sablé, qui lui fut monstré, et voulions que il l'amendast, et a aujourd'hui présenté ledit procureur certaines lettres de ractification de feu monseigneur d'Anjou, sire de Sablé, derrain trespassé que Dieux absolve, lesquelles lettres veues seellées de cire verte en las de soye, par lesquelles et aussi par certaine enqueste sur ce faicte pour la partie des diz religieux il nous est apparu que lesdiz religioux ont droit d'avoir la moulte dudit Vivot et d'autres demourant oudit lieu du pont de Vaige, et que ilz et leurs prédiceseurs en ont esté et sont en saisine et possession; avons dit et déclaré par jugement que le procureur desdiz religieux puet son dit garantage conduyre et que lesdiz religieux ont droit d'avoir la moulte dudit Vivot et d'autres demourant oudit lieu du pont de Vaige à cause de leur moulin d'Escachebouton, et partant s'en vont sanz jour. Donné à l'assise de Sablé tenue par Robin Hériczon, le mardi XIIIIe jour du mois d'avril M.CCC.IIIIxx et huit. J. Bariller. — *(Orig. parch.)*

15. — 1409, 24 août. — Accord fait en cour de Sablé entre les religieux du Perray-Neuf, d'une part, et Robin Baril, de la

paroisse de Précigné, d'autre part. Les religieux poursuivaient ledit Robin, disant « qu'il estoit coupable d'un barreau, qui leur avoit esté couppé à leur escrillouer du pont de Bocé, affin que le poisson de leur estang montast contremont la rivière, en s'en alan droit au moulin de Louaille ». Ledit Robin, quoiqu'il niât être l'auteur de ce méfait, reconnaissait cependant qu'étant allé sur la rivière en compagnie de Jehan, son fils, il y avait pris du poisson, mais qu'il ignorait d'où venait ce poisson. Finalement, « pour demourez quictes et deschargés... du meffaict qu'ils avoint feit auxdiz religieux, comme d'avoir prins leur poisson et mis en leurs usaiges, où bel et bon leur semblaient », ledit Robin et son fils renoncèrent « pour le temps avenir en la pesche de la dicte rivière, ne d'i avoir aucun droit de pescher, ne fere pescher par eulx autres ». Et parce qu'ils y avaient pêché, ils promirent de payer aux religieux 40 sols tournois d'amende. Signé : Gacheler. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

16. — 1414/1415, 18 mars. — Acte passé en la cour de Baugé, par lequel Jehannot Aubin, paroissien de Cornillé, vend aux religieux du Perray-Neuf « le quart d'un quartier de fresche, qui jadis fut en vigne, sis ou cloux de la Basse Lande... ou fié de la seignorie de Cornillé ». Ladite vente faite pour la somme de 17 sous 6 deniers tournois. Signé : J. Augier. — *(Orig. parch., sceau perdu).*

17. — 1414/1415, 18 mars. — Acte passé en cour de Baugé, par lequel Jehan Herbelon, fils de Lucas Herbelon, paroissien de Cornillé, reconnaît avoir pris à bail perpétuel des religieux du Perray-Neuf « un quartier de fresche, qui jadis fut en vigne, sise ou cloux de labbasse Lande, jougnant d'une partie à la vigne Perrot Fauquereau et au chemin par lequel l'on vait de la Clérambaudière à la Gangnerie... » Ladite baillée faite pour la rente annuelle de 3 sous 4 deniers, payable « au jour de la Saint Michel en Monte Tube ». Signé : J. Augier. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

18. — 1415, 23 juin. — Acte passé en la cour de Baugé, par lequel Jehan Le Breton et Jehanne, sa femme, paroissiens de Cornillé, transportent aux religieux du Perray-Neuf différentes pièces de terre joignant au pâtis de « Guégonescou » et à la terre desdits Breton et sa femme, qu'ils tiennent de Jehan de Gennes, etc. Toutes lesdites choses sises « ou fié et seignorie de Cornillé et tenant d'eulx à deux septiers de seigle, mesure

dudit lieu, deuz au dimanche après l'Angevine, et à deulx soulx de quarterages deuz au jour Saint Michel en Monte Garganne pour touz devers... Et fut faicte ceste baillée, quictance et transport pour paier, servir et continuez à la seignorie de Cornillé les devers de blé et de deniers dessusdiz et en acquieter et fere quicté ledit Breton et sa famme, leurs hers et aiens cause d'eulx et les en garder de touz dommages ». Signé : J. Augier. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

19. — 1417, 20 juin. — Acte passé en cour de Baugé, par lequel Perrot Fauquereau, paroissien de Cornillé, donne « à frère Jehan Deniau, relligieux de Notre Dame du Perroy, à tenir le cours de sa vie durant, et après le décès dudit frère... aux relligieux abbé et couvent du moustier dudit lieu du Perroy Neuf et à leurs subcesseurs, demi quartier de vigne ou environ sis ou clouz de la Basse Lande... ou fié de Cornillé ». Cette donation faite, « pour Dieu et en non de perpétuelle ausmoufne, et pour estre ledit Perrot et ses amis à touz jours mes ès prières et biensfaiz dudit moustier ». Signé : J. Augier. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

20. — 1418/1419, 27 février. — Contrat par lequel « Jehan de Champdemanche, escuyer, seigneur de la Bourrelière, parroissien de Notre Dame de Durestal », baille à perpétuité à « Robin Hodion et Thomasse, sa fame, parroissien de la parroisse de Saint Martin de Précigné... troys quartiers de vigne ou environ sis en la parroisse de Saint Père de Précigné, lesquelles dictes chouses jadis furent feuz Berthelot Prediz et à Johan Petit, à cause de sa fame, joingnant... au grant chemin qui vient de la Chappelle d'Aligné à Moranne... desquelles chouses... ledit Johan de Champdemanche avait prins sésine et possession par deffault de home, et les tint par long temps en sa main jusques à l'espaze de quatre année et plus ». Ladite baillée faite pour la rente annuelle et perpétuelle de 15 sous tournois à la Saint-Étienne après Noël, rendus « au lieu et recepte de Précigné ». Signé : J. Desvoserlles. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

21. — 1435, 13 août. — Acte passé en cour de Sablé, par lequel Thomas Leclerc et Jamet Leclerc, son frère, demeurant ès moulins de Rougeret, paroisse de Notre-Dame de Sablé, prennent à bail, des religieux du Perray-Neuf, pour huit années, à partir de la Chandeleur prochaine, les moulins dudit lieu de Rougeret, pour le prix et somme de trente sextiers de mouture

de rente annuelle. « Et en oultre devent tenir et maintenir lesdiz moulins en tel et ainssi bon estat et repparacion comme ilz leur seront baallez audit terme de la Chandeleur et les y rendre au bout dudit terme de huyt ans, tant de roue, rouet, meulle et moullaige, de tiel et sy bon eschandellon comme ilz sont baillez et eschandellonnez entr'eulx, c'est assavoir : la meulle du moullin devers la rivière, d'un pié, et le moullaige, de demy pié et deux doiz, et le moulin devers la terre, la meulle de demy pié et la plaine paulme, et le moulaige demy pié et troys doiz; touttes icelles mesures, ainssi divisées entr'eulx, prinses et retenues en boys le lundy après la feste de Saint Barnabé. Et en oultre seront tenuz les dessus diz preneurs ou ceulx qui d'eulx aront cause faire et eddifier de toute cherpencterie ung portinau tout neuf en la chaussée des dessusdiz moulins ou lieu qui a esté divisée entr'eulx, ainssi qu'ilz en aront la moictié de toute la pesche du poisson qui sera prins oudit portinau, et fournyront de toutes thésures et engains. Et o tout ce devent tendre et thésurer la porte desdiz moulins et fournir de touz engains, pour en avoir la tierce partie de tout le poisson qui y sera prins. Et en cest présent marchié faisant, les dessus diz abbé et couvent seront tenuz tout ledit temps durant fournir de tout boys et charroy à faire ledit portinau et toutes les autres repparacions que les dessus diz preneurs feront ès dessus diz moulins... » Signé : De Pincé. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

22. — 1441/1442, 1er février. — Acte passé en cour de Sablé, par lequel Étienne Broutée, paroissien de Cornillé, reconnaît avoir pris à rente des religieux du Perray-Neuf une roche et un courtil, « sises en la ville de Cornillé, qui furent à frère Guillaume Le Baillif; et... une pièce de vignes... contenant sinq quartiers ou environ, sises ou clox de la Basse Lande... Lesdites chouses sises ou fié et seigneurie desdiz religieux audit lieu de Cornillé ». Ce bail fait pour 35 sols tournois de rente et de devoir payables « au jour et terme de Saint Michel en Mont Tube ». Signé : Du Houssay. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

23. — 1449/1450, 19 mars. — Acte passé en cour de Sablé, par lequel Gilles Porchier, à présent paroissien de la Chapelle-Blanche, ratifie tous les contrats que noble d^elle Jehanne Levraude, sa mère, femme de feu Philippin Porchier, son père, et, depuis, de Philippin Bourreau, ainsi que lui-même, avaient faits jusqu'à ce jour avec les religieux du Perray-Neuf, savoir :

1° un contrat passé devant Colas du Houssay, notaire en cour de Sablé, le 10 février 1438, mentionnant comment ladite Jehanne Levraude, sa mère, autorisée de Philippin Bourreau, lors son époux, vendit auxdits religieux une pièce de pré sise à Vaige, paroisse de Cornillé; une pièce de vigne « sise ou Villier, nommée Vaige »; différentes rentes sur l'aître de Vaige, sur une vigne en la Chauvinière, sur une cave à la Périchière, sur l'hébergement de la Touche, sur une maison à Cornillé, sur une terre sise à Cahereau, etc.; 2° un autre contrat passé devant Jehan Girouvy, notaire en cour de Baugé, le 1er septembre 1439, mentionnant comment Philippin Bourreau et Jehanne Levraude et Gilles Porchier transportèrent la moitié indivise de tous les cens, rentes, devoirs, justice et seigneurie qu'ils avaient au territoire de Cornillé à frères Guillaume Raisse et Jehan Desesmaisons, procureurs des religieux du Perray-Neuf, en échange de certaines choses à Brion; 3° un acte passé devant le même notaire, le 15 septembre 1439, portant autorisation donnée par Philippin Bourreau à Jehanne Levraude; 4° un contrat passé devant Colas du Houssay, notaire en cour de Sablé, le 14 octobre 1439, portant vente de 100 livres de rente auxdits religieux; 5° un autre contrat passé devant le même notaire, le 1er février 1440, mentionnant comment Jehanne Levraude bailla auxdits religieux tous les cens et rentes qu'elle avait au comté de Beaufort; 6° un autre contrat passé devant ledit Jehan Girouvi, le 19 février 1440, mentionnant le transport fait par Jehanne Levraude auxdits religieux, du lieu de la Guénonière, autrement dit la Cour de Cornillé; 7° un autre contrat passé devant ledit Colas du Houssay, le 4 mars 1440, portant vente par Jehanne Levraude auxdits religieux de 15 livres de rente sur leurs terres de Brion, etc.; item, transport par ladite dame du patronage qu'elle avait sur la chapellenie de la Havardière, à Cornillé; item, transport de tous ses biens et seigneuries au pays d'Anjou, et ce pour demeurer quitte, elle et son fils, de diverses rentes, dont l'une sur la terre de la Motte-Porchier, etc., etc. Signé : Le Comte. — *(Orig. parch., scellé de cire brune sur double queue de parch.)*

Article 64.

(15 pièces.)

1. — 1456, 2 novembre. — Quittance donnée à Perrin Abrivart par Jehanne la Mortière, constatant le versement fait par

ledit Perrin, de la somme d'un écu d'or qu'il devait à cause de la maison où il demeurait, à la dite Jehanne, à son fils Jacques Mortier, prêtre, et à sa fille Supplice, femme de Jehan Louveau. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1457, 24 octobre. — Jugement des plaids des bois Ségréaux, tenus à Angers, par Pierre Guiot, sénéchal, qui renvoie sans jour les religieux du Perray-Neuf de la poursuite faite contre eux parce qu'ils « avoint chacé, tendu, thesuré et prins plusieurs grosses bestes noires et roges en leur terre de Cornillé », ce qu'on leur déniait avoir le droit de faire. Le jugement rendu après que les religieux, comparaissant par frère Jehan Sauleau, religieux de leur abbaye, leur procureur, eurent exhibé devant la cour « certaines lettres touchant les droiz qu'ilz prétendent en ladite terre de Cornillé ». — *(Orig. parch.)*

3. — 1458, 24 août. — Procès aux assises de Sablé tenues par Hardouin Fournier, bailli, entre les religieux du Perray-Neuf, d'une part, et Pierre, seigneur de Champagne, écuyer, et Jehan Choynet, son sénéchal de sa terre et seigneurie de la Reaulté, paroisse de Précigné, d'autre part. Les religieux disaient « que, jaçoit le lieu et appartenances du Tramblay, sis en ladite parroisse de Précigné, appartenant ledit lieu à ung nommé Jehan Moreau, ne soit en riens le fié et seigneurie dudit escuier et où il n'a droit de justice, prinse ne vengeance aucune, mais soit et est le fié et seigneurie desdits religieux... néanmoins, puis naguères, ledit Jehan Choynet, comme sénéchal dudit escuier, s'estoit avancé de saisir ou dire avoir saisi sur ledit Moreau certaine rente que il est tenu faire à maistre Hugues Fresneau à cause dudit lieu du Tramblay et en fere ou vouloir fere arrest par sa court et juridicion dudit lieu de la Réaulté, en entreprenant seigneurie et justice sur ledit [lieu] et justiçant du droit de la rente deue sur icelui lieu, ce que ledit escuier n'a droit et ne peut ne doit, mais appartient ausdits religieux seigneurs de fié dudit lieu de Tremblay. Et pour cause duquel exploit ainsi fait et justiçant, ad ce qu'il soit reyé et mis au néant, avoient lesdits religieux mis lesdits escuier et Choynet... en adjournement...et concluoient à celle fin et à despens.» Les parties comparurent en jugement, savoir, lesdits religieux, en la personne de frère Lucas Cholet, religieux dudit monastère, leur procureur, et ledit écuyer en la personne dudit Choynet, son procureur. Ledit Choynet déclara « qu'il n'entendoit à avoir en riens justice sur ledit lieu et appartenances, ne ou droit de

la rente deue audit Fresneau à cause d'icelui, mes seulement sur autres choses sises ou fé dudit escuier, dont ledit Fresneau est son homme de foy... et qu'il n'avoit pas le droit du fée, en confessant ce droit appartenir ausdits religieux... » En conséquence la cour annule l'exploit fait par ledit Choynet. — *(Orig. parch.)*

4. — 1459, 26 juillet. — Acte passé en la cour de Sablé, par lequel Perrin Besron et Michelle, sa femme, reconnaissent avoir pris à bail perpétuel, de Jehan de la Perrière, seigneur de la Barrière, et de Jehanne, sa femme, « une pièce de gast, qui aultrefoiz fut en vigne, sise ou cloux de la Barrière, contenant deux quartiers ou environ ». Ledit bail fait pour la somme de douze sols tournois de rente annuelle et perpétuelle, avec six deniers tournois de cens ou devoir, le tout au jour de Saint-Martin d'hiver. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

5. — 1464, 23 avril. — Acte passé en cour de Sablé, par lequel Jehan Lemarchant, paroissien de Saint-Martin de Précigné, reconnaît avoir pris à bail perpétuel des religieux de Marmoutier « une petite courtillière où soulloit avoir meson,... appellée la Bourrelerie, sise en ladite parroisse de Précigné, comme au plus ouffrant et dernier enchérisseur, contenant quatre journaux de terre ou environ en mazeril, courtilz et terres sis en deux pieczes; la première piecze, en laquelle est ladite meson, contenant troys journaux de terre ou environ,... et l'autre piecze de terre, appellée Longue Raye, contenant un journau ou environ, joignant... d'un bout au chemin tendant de Peluau à la Ruaudière et de l'autre bout au chemin tendant de Précigné à Chources; item, troys quartiers de vigne et gast ou environ tout en une piecze, joignant... à la terre au curé de Saint Père de Précigné et abutant de l'autre bout au chemin tendant de Mallepaire à Précigné ». Cette baillée faite « pour en poier et continuer ou temps avenir... par chacun an : au prieur du prieuré de Saint Nicolas de Sablé et à ses successeurs, la somme de quarante soulx tournois et deux chapons » d'annuelle rente, payables 20 sous au jour de Saint-Jean-Baptiste, et les autres 20 sous et les deux chapons au jour de Noël; et en outre 6 sous de rente aux religieux du Perray-Neuf. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

6. — 1465-1466. — Procès des assises de Sablé tenues par Guillaume Hatès, lieutenant de Hardouyn Fournier, bailli, le 12 février

1465 (v. s.) et le 26 octobre 1466; et par Hardouyn Fournier, bailli, le 26 avril après Pâques 1466. — Ce document contient les procédures faites, à la requête du procureur de la cour, contre les religieux de l'abbaye du Perray-Neuf, comparant par frère Pierre Roullière, leur procureur. Les religieux sont intimés : comme ayant le garantage du curé de Courtillers et de Guillaume Gaudin de Vion; pour avoir tenu leurs plaids dans la maison presbytérale de Courtillers; parce qu'ils avaient « empesché certains chemins ès lieux qui s'enssuivent, c'est assavoir : au lieu de l'Asnardière, au lieu de la Saullée et à ung chemin tendant de Précigné à Mariecte ». — *(Pièce parch., sans sceau.)*

7. — 1466/1467, 26 mars. — Acte qui atteste que le 19 novembre 1466 « Jehan Pavart, chastelain de Précignié en Anjou, et Denis Lemercier, nottoire », en compagnie de : « Michel Hoché, sergent de hault et puissant prince monsieur le conte du Maine en sa baronnie de Sablé; Jacquet Serczay, Thibault, Marc, Jehan et Jehan, ses enffans », s'étaient rendus « au lieu de la Persenaudière,... appartenant aux religieux, abbé et couvent de Notre Dame du Perray Neuf, [où] illec estant présent frère Lucas Cholet, religieux et procureur de ladite abbaye, Jehanne, femmes de Pierres Drouet, mestivière ou dymeresse à cuillir et amasser les lins et chambres apartenant de disme au curé de Saint Pierre dudit lieu de Précigné et en sa parroisse pour ladite année IIII[c] LXVI, aporta audit Lucas, procureur dessusdit, estant audit lieu de la Persenaudière, qui est le lieu où le dismes apartenans ausdits religieux sont traictés et amassés, des fruiz croissanz entre la rote estant près ledit lieu de la Persenaudière tirant au carouer de Rue Chèvre, et dudit carouer de Rue Chèvre à l'oustel du Royer, qui depuis a esté à feu Jehan Vincent, et dudit houstel Vincent en tirant tout le chemin jusques au carrefour du Cymetière, et dudit carrefour à ladite rote de la Persenaudière : trois seurs de chanvre et deux ou trois petiz chevaliers de lin que ladite femme dudit Drouet disoit avoir cuillis, prins et amassés par elle et ses serviteurs en la limitacion, mais pour ce que aucuns luy avoint dit que les dismes des fruiz croissanz en ladite limitacion apartenoint ausdits religieux, abbé et couvent du Perray Neuf, ladite Jehanne disoit qu'elle demanda à messire Jehan Pasquier, prebtre, des services dudit curé de Saint Pierre, si ladite disme luy apartenoit, lequel luy répondit, ainsi qu'elle a raporté,... qu'elle apartenoit ausdits religieux, et que elle mesmes en feist

restitucion affin que luy ne ledit curé en eussent aucun procès, et que par eulx elle seroit désavouée ». — Ledit acte rapporte en outre que « le XXVI[e] jour de mars enssuivant, ès présences dudit Drouet et autres, Guillaume Daillères, traictour des dismes de blez pour messieurs de Saint Martin de Tours, institué par Jehan Cornuau, l'un des fermiers desdits seigneurs, [confessa] que, du commandement dudit Cornuau et Guillaume Cochet, officier et fermier desdits seigneurs, six gerbes d'orge par lui prinses en serrant et amassant les dismes par la parroisse contre la maison à la Desaudres, qui est fille dudit Vincent, avoit rendues, reportées et restituées au lieu de la Persenaudière et mises entre les mains dudit Thébault Ferczay, qui est commis de par lesdits religieux à icelles dismes serrer et amasser, ainsi que plusieurs lui avaint dit. Et celuy mesme jour ledit Cornuau et Cochet [confessèrent] avoir commandé audit Daillères fere ladite restitution desdites six gerbes en la main dudit Thebault ». Acte « de toutes lesquelles parolles, confessions et restitucions » est délivré audit frère Lucas Chollet, procureur des religieux du Perray-Neuf. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

8. — 1467/1468, 25 février. — ARRÊT DES PLAIDS SÉGRÉAUX D'ANGERS, QUI RECONNAÎT QUE LES RELIGIEUX DU PERRAY-NEUF ONT DROIT DE CHASSE SUR LEUR TERRE DE CORNILLÉ. — Comme autreffoiz les religieux, abbé et couvent de Notre Dame du Perray Neuf, près Sablé, eussent esté appellez par la cours de céans, sur ce que on disoit contr'eulx qu'ilz avoient chacés, tendus, trésurés et prins plusieurs grousses bestes noires et rouges en leur terre de Cornillé, qui estoit au dedans des fins et mectes de la garenne du roy, et qu'ilz ne povoint ne devoint, parce qu'ilz n'avoient pas celuy droit; et en ladite demande en eussent japieczà esté envoyez par deulx foys sans riens jugiez en cause par registres de la court de céans, l'un donné du jeudi VIII[e] jour de janvier mil IIII[c] XXVII, parce que lesdits religieux, comparans par frère Jehan de Vaulors, religieux et procureur de ladite abaye, avoit exibé en jugement, en ladite court de céans, unes lettres données de feuz Guillaume des Roches et dame Margarite, sa femme, lors seigneur et dame de Sablé, faisant mencion qu'ilz avoient donné ausdits religieux et à leurs successeurs, pour le temps lors avenir, leur chace à toutes bestes en leurdite terre de Cornillé tant en fié que en arrière fié, et [. . . . .] à loups, renars, bedouaux, lièvres et connilz, et aussi avoir exibé unes autres lettres de

confirmacion desdites premières lettres de Almaury de Craon, lors seigneur dudit lieu de Sablé, et de Louys, duc d'Anjou, lors seigneur dudit lieu de Sablé; et aussi unes autres lettres de confirmacion desdites premières lettres, de la reine Marie et du roy de Secille darenier trespassé, desquelles lettres et confirmacions les coppies, colacionés aux originaulx par manière de vidimus, demoureront devers la court de céans; et depuis ce eussent lesdits religieux esté adjournés et fait convenir en ladite demande et procédé par plusieurs termes et délaiz; et, pour ce, et eu regard audit registre et ausdites lettres tant de dons que de confirmacions par lesdits religieux exibez et la coppie d'icelles retenue devers ladite court, comme dit est, contenant entre autres chouses lesdits dons de chace à toutes grousses bestes en leurdite terre de Cornillé, tant en fief que en arrière fié, tant de jour que de nuit respectivement, et lesquelles lettres eussent de rechief esté exibés en la chambres des comptes d'Angiers, par frère Jehan Saulleau, relligieux et à présent procureur de ladite abbaie, et icelles veues et visités par le consail du roy de Sécille, considéré et actendu la teneur et le contenu en icelles, fut appointé que lesdits religieux seroint mis hors de court et de procès èsdites demandes, et en furent envoyez sans jour et sans amende aux plaiz de céans, qui furent tenuz par Pierres Guiot, sénéchal desdits plaiz, le mardi XXIV[e] jour d'ouctoubre l'an mil IIII[c] cinquante et sept, ainsi qu'il appert par l'acte sur ce fait deument expédié et signé en teste : Le Juge, et en la marge du bas : O. Vivel. Et pour ce que, depuis, le procureur de ladite court de céans a voulu dire que, supousé que lesdits religieux eussent lettres de don de ladite chace à grousses bestes en leurdite terre de Cornillé et des droiz que y avoit le baron de Sablé, qu'ilz dient estre leur fondeur, et que, au moien de ce, ilz aient jouy desdits droiz de chace à grousses bestes noires et roges, touttefoiz il n'estoit il pas vroysemblable qu'ilz peussent ou deussent avoir celuy droit par toute leurdite terre de Cornillé, pour ce que lesdits religieux, depuis peu de temps enczà, avoint acquis la plus part et quoy que soit grant partie de leurdite terre de Cornillé de Jehanne Levraude, dame de partie d'icelle terre, en laquelle ilz n'avoient aucun droit de chace à grousses bestes, que ilz n'y povoit avouer plus grant droit que ladite Levraude qui nul avouait rien en ladite chace à grousses bestes. A quoy, de la partie desdits religieux, comparans en jugement par ledit frère Jehan Saulleau, leur procureur, eust esté respondu qu'il confessoit assez que ladite Jehanne Le-

vraude avoit autreffois esté dame de partie de ladite terre de Cornillé, mais qu'elle ne ses prédécesseurs n'avoient aucun droit de chace à grousses bestes ès boys du Lac ne en autres leurs boys estans des appartenances de leurdite terre de Cornillé, ainczois ont lesdits religieux par eulx et autres de leur commendement en leur nom tourjours chacé, tendu et tresuré et prins toutes manières de bestes en touz lesdits boys du Lac et autres appartenant à ladite Levraude, touttefoiz et quant bon leur a semblé, à veu et sceu de ladite Levraude, de ses prédécesseurs et de chacun en son temps et de touz autres qui l'ont voulu voir et savoir, publicquement et notairement, en paix et sans aucune inquiétacion ou molestacion, par tel et si long temps qu'il n'est mémoire de homme au contraire; et n'eust peu ladite Levraude ne sesdits prédécesseurs avouer èsdits boys du Lac et autres leur boys estans en leurdite terre de Cornillé avouer ledit droit de chace à grousses bestes, pour ce que ladite Levraude et sesdits prédécesseurs tenoient leur court, maisons et touz leursdits boys de leurdite terre de Cornillé, desdits religieux, à deux solz six deniers de cens rendables par chacun an à leur recepte de Cornillé au jour de Saint Michel Mont de Tube, desquelx cens lesdits religieux ont tourjours esté bien poyez par chacun an par avent qu'ilz eussent acquis la porcion qu'avoit ladite Levraude en leurdite terre et seigneurie de Cornillé, et par ce disoient lesdits religieux que, veues leur fondacion, lettres de dons, confirmacions et pocessions dessusdite, il apparoissoit tout évidentement qu'ilz estoient bien fondez desdits droiz de chaces à toutes manières de grousses bestes noires et rouges, en et par toute leurdite terre de Cornillé, tant leur fyé en mecte que en arrière fyé, et tant de jour que de nuit, et de ce ouffroit ledit procureur desdits religieux à infourmer la court à suffire. Sur quoy eussons autreffois appointé, après qu'ilz ont par plusieurs foiz exibé leursdites lettres, desquelles les coppies deument colapcionnées aux originaulx sont demourés en ladite chambre des comptes d'Angiers, comme dit est, que souvrenement et de plain, sans figure ne orde de procès, lesdits religieux monstreroient leurs pappiers sensifs et autres anseignemens à Michel Resté, notaire greffier, par nous ad ce commis pour savoir si ladite Jehanne Levraude et sesdits prédécesseurs tenoient leursdits boys du Lac et autres de leurdite terre de Cornillé, desdits religieux, ausdits deux soulx six deniers de cens, et nous en fere notre dit greffier rapport, pour sur ce fere ou donner ausdits religieux tel appoinctement comme de raison.

Et pour ce, comparans aujourduy en jugement lesdits religieux, en la personne de frère Jehan Sauleau, leur procureur deuement fondé, lesquelx religieux après ce que ledit Michel Resté nous a relaté en jugement avoir veu et leu plusieurs papiers sensifs de ladite terre de Cornillé vieulx et anciens, consécutifs les ungs des autres de ladite terre de Cornillé, appartenant ausdits religieux par avant l'acquest fait par ceulx de ladite Levraude, par lesquels il lui est appareu que ladite Jehanne Levraude et ses prédécesseurs tenoient desdits religieux leurdits court et maisons aveques touz leurs boys du Lac et autres qu'ilz avoient en leurdite terre et seigneurie de Cornillé ausdits deux solz six deniers de cens par chacun an à ladite feste de Saint Michel Mont de Tube, et cesdits sensifs et chacun d'iceulx bien mercher poyer; et partant, eu égard ausdits lettres et rapport de notre dit greffier, lesdits religieux en ladite demande en avons envoyez sans jour, sans amande et sans riens juger en cause. Donné aux plaiz ségreaux tenuz par nous Pierres Guiot, licencié ès loys, sénéchal, le XXV[e] jour de février l'an mil IIII[c] soixante et sept. Resté. — *(Orig. parch., sans sceau.)*

9. — 1471-1472. — « Expédicions faictes ès assises de Sablé tenues par nous, Hardouyn Fournier, licencié en loix, bailli dudit lieu, le premier jour de may mil CCCC soixante et unze, ès causes pendant en icelle, entre le procureur de la court dudit lieu, d'une part, et honnestes religieux, abbé et couvent du Perray Neuf, comparans en la personne de frère Pierre Raoullière, religieulx dudit lieu et procureurs deuement fondé pour lesdits honnestes religieux, abbé et couvent, d'autre part. »

Renvoi sans jour et sans amende desdits « religieux comparans comme dessus, vers le procureurs de la court, en enssuivant les procédeures d'autreffoiz faictes, où il avoit esté dit qu'ilz seroient tenuz bailler rescompense à la femme et héritiers feu Denis Ligier, pour raison de ce que [les] rescrillouez de leur estange de la Chèze submergeoit aucunes des terres desdits femme et héritiers et par ce le chemin empesché.... »

Continuation des procédures contre lesdits religieux, « comme garans du curé de Courtillers, touchant la nuepce par eulx advoué em partie des maisons et courtilz dudit prébitaire, ou bourgc de Courtillers, où monstrée et veue a esté faicte ».

« Sur ce que le procureurs de la court disoit aujourd'hui, contre : Jehan Dobert, demeurant à la Maladerie, près le pont de Vaige; Jehan Fousset, demeurant audit lieu du pont de

Vaige; Jehan Le Gardien, du Marchays; Marquet Micheon, de la Grange; Perrin Hamonnière, de Montroes; Guillaume Pincé, de la Bouverie; Jehan Liboreau, de la Rerie, qu'ilz avoient fait deffault de tournez mouldre leurs blez et grains aux moullins de monseigneur estant sur la rivière de Sarte, sobz l'ostel dudit lieu, et en rendre et paier le prouffit et moulte, et y conclud ledit procureurs de la court; et lesquelx davant nommez comme disant estre contributifs à tournez, mouldre leursdits grains et blez au moullin desdits religieux, nommé Escache-bouton, ne se vouldrent pas deffendre, mais traisirent à garant lesdits religieux, lesquelx de ladite demande les prindrent en garantaige; et pour icelui conduire advouèrent celuy droit et mesmes qu'ilz en avoient joy, tant à tiltre de don à elx fait par les prédécesseurs de monseigneur, que des pocessions sur ce eues par temps vallable et suffisant, et que autreffoiz en pareelz termes ilz en avoient obtenu sentence ou actes... Aujourdhuy lesdites parties, comparans comme dessus, icelx religieux nous ont apparu, par acte donné ès assises de céans tenues par feu Robin Hériczon, le mardi XIIIIe jour d'avril mil IIII^c^ et huit, signé : Barillier, contenant que, en semblable demande ilz obtindrent en cause; veu lequel acte et autres exploiz par eulx apparuz, nous en avons lesdits religieux absolx... »

Procès entre les religieux et le procureur de la cour « touchant les boys et landes des Vellinières que chacune des parties comme son domaine vieult dire à luy appartenir...... »

1471, 12 août et 29 octobre, et 1472, 3 février. — Renvois des causes des religieux aux assises suivantes. Signés : N. Moynet.

1472/1473, 16 avril. — « Expédicions faictes ès assises de Sablé tenues par... Raoul Quierlavaine, licencié en laix, bailly dudit lieu, le XVIe jour d'avril après Pasques mil IIII^c^ soixante et doze... »

On retrouve toutes les causes précédentes avec des décisions identiques, et en plus ce qui suit :

« Nous avons appoincté comme autreffoiz que au différent pendant entre le procureur de la court, d'une part, et lesdits religieulx, comme garans du curé de Courtillers, comparans comme dessus, touchant le droit des mesures à blé et à vin, lesdites parties tourneront sur ledit lieu et ce que trouvé en auront ilz nous feront rapport à l'assise prouchaine... » — *(Pièce parch., sans sceau.)*

10. — 1475, 31 mars. — Acte passé en cour de Baugé, par

lequel Jehan Guilloys, paroissien de Fontaine-Millon, baille à perpétuité, à Jehan Frogier et à Jehanne, sa femme, paroissiens de Cornillé, « tout et tel droit... qu'il a... en deulx planches de fresche, qui autreffoiz furent en vignes, sises ou cloux de la Basse Lende... joignant... aux vignes du prieur du Port Rangard... ou fief des seigneurs de Cornillé et tenues d'eulx à troys deniers tournois de cens... au jour Sainct Michel Monte Tube ». — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

11. — 1476, 5 mai. — Acte passé en cour de Précigné, par lequel Jehan Louveau et Supplice, sa femme, de la paroisse de Précigné, vendent à Macé Maubert et à Collin Gillebert, son gendre, un journal de terre, « sis en la groye près la Crouez d'Orillecte, joignant d'un cousté au chemin tendant de la Guérinière à ladite Crouez... aboutant d'un bout au grant chemin tendant de Précigné à Sablé... » Ladite vente pour 9 livres 3 sous 8 deniers tournois, et à charge de payer par les acquéreurs au seigneur de la Guérinière, de qui la terre est tenue, la somme de 14 deniers tournois de devoir au jour Saint-Martin d'hiver, et au seigneur des Motes 12 deniers tournois de rente au jour Saint-Aubin. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

12. — 1478, 19 mai. — Lettres de Jacques Eschallart, sergent ordinaire du roi au bailliage de Touraine, des ressorts et exemptions d'Anjou et du Maine, adressées à messieurs tenant le parlement du roi à Paris. Il leur notifie qu'ayant reçu « certaines lettres royaulx avecques l'exécutoire d'icelles, données par monsieur maistre Pierre Damours, licencié en loiz, lieutenant de monseigneur le juge des exemps par appel ou duché d'Anjou, impétrées et à [luy] présentées de la partie des religieulx, abbé et couvent de Notre Dame du Perray Neuf, de l'ordre de Prémonstré, ou diocèze d'Angiers, Pierre de la Jaille, escuier, seigneur dudit lieu, maistre Jehan Fournier, seigneur de Chaudemanche, Jehan de Beif, seigneur de Beif, Jehan Baraton, seigneur de Varenne, Jehan, seigneur d'Ingrandes », il s'était transporté le 11 mai 1478 au bourg de Précigné où il avait trouvé messire Jehan Parvant, procureur et bourcier du chapitre de Saint-Martin de Tours, que de rechef il s'était rendu audit bourg le 19 desdits mois et an, et qu'il y avait trouvé « vénérable et discrète personne maistre Jacques d'Argouges, licencié en loix, chanoigne de ladite église, soy portant procureur desdits de Saint Martin, et... Jehan du Houssay, leur procureur et entremeteur de leurdite terre de Précigné », aux-

quels il avait exhibé lesdites lettres et fait « inibicion et deffence, de par le roy... et à la paine de mil livres à applicquez au roy... et de le faire assavoir ausdits doyen, trésorier et chappitre de monsieur Saint Martin, que, contre ne ou préjudice de certain procès de complainte ou novalité pendant entre eulx en la court de parlement, ilz ne procèdent ne facent procéder à l'édifficacion des molins, portes et chaussées de Bouchedeaulve, nouvellement batiz et édiffiez en la rivière de Sarte par lesdits de Saint-Martin »; après laquelle signification lesdits d'Argouges et Parvant avaient déclaré qu'ils étaient appelants; qu'ensuite il avait signifié lesdites défenses à Denis Le Mercier, sergent dudit chapitre, et à Jehan Le Breton, « soy portant mounier audit lieu de Bouchedeaulve » ; puis s'était « transporté audit lieu de Bouchedeaulve, auquel lieu estoient plussieurs personnes, mécanicques et ouvriers, lesquelx soy tirèrent et mindrent en la maison desdits molins et, ad ce que ne [mît] lesdites lettres à exécucion, tirèrent coulvrines et arbalestes, et pour le doubte de [sa] personne », il avait cessé de procéder à l'exécution desdites lettres. — *(Orig. parch., scellé d'un fragment de cire rouge sur simple queue de parch.)*

13. — 1479/1480, 4 mars. — Procuration donnée par Pierre, abbé, et tout le couvent du Perray-Neuf, à frères Luc Guillaume, Jean Sauleau, Guillaume de Launay, Philippe Legendre, Pierre Molé, Michel Houssay, Michel Soulesmes, Jean Mareschal, Guillaume des Portes, religieux profès de ladite abbaye du Perray-Neuf, et à René Breslay, Nicolas Auger, Étienne Le Devin, Jean Moynart, François Moynart, J. Goudé, Guillaume Mauboucher, Pierre Hactés, Jean du Houssay, Jean Leconte, Jean Pavart et Pierre Pavart, auxquels et à chacun desquels ils donnent le pouvoir de représenter l'abbaye en ses affaires. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

14. — 1480, 17 août. — Lettres d'Arthur de Baudetar, licencié en droit, doyen de l'église collégiale de Saint-Marcel près Paris, et vicaire de l'abbé de Sainte-Geneviève de Paris, conservateur des privilèges accordés par le Saint-Siège aux monastères de l'ordre de Prémontré. Il expose que, quoique l'abbaye du Perray-Neuf et toutes ses dépendances soient exemptes de la juridiction épiscopale, cependant l'archidiacre d'Angers avait voulu visiter canoniquement le prieuré du Bois-Renoul, dépendant de cette abbaye, et avait fait citer devant l'official d'Angers un nommé Jobert, qui habitait ce prieuré. En conséquence

ledit de Baudetar enjoint à tous les prêtres, vicaires, curés, notaires et tabellions à qui ses lettres parviendront, d'assister ledit Jobert dans la défense de ses droits, devant toutes les juridictions et en particulier devant l'official d'Angers. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

15. — 1496, 12 novembre. — Acte passé en la « court de pallays d'Angiers », par lequel Marie, veuve de feu Macé Letort, de la paroisse de Saint-Maurice d'Angers, vend à Guillaume Davy et à Loyse, sa femme, « deux journaux de terre ou environ nommée la Haye Guérin, joignant des deux coustés et abutant d'un bout aux terres des religieux du Perray, en la paroisse de Cornillé », au fief desdits religieux et tenus d'eux à 2 sous 6 deniers tournois de rente. Ladite vente faite pour le prix de 20 livres tournois. — *Au verso :* Quittance des ventes du contrat ci-dessus, donnée le 11 janvier 1496/1497, par « Guillaume, humble abbé du moustier de Nostre Dame du Perray Neuf ». Signé : f. G. a. du Perray. — Exhibition dudit contrat « ès mains de Jehan Chaston, comme seigneur du fié de la Halequinière, duquel fié, les choses... sont tenues », le 25 février 1496/1497. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

Article 65.

(13 pièces.)

1. — 1509, 8 mai. — Acte par lequel « noble homme Robert de la Perrière, signeur de la Barrière, parroissien de Précigné », vend à réméré à « noble homme Jacques Ricordeau, escuier, signeur de la Cheslardière, et à Hardoynne Moreau, son espouse », un journal de terre « assis en une piecze de terre appellée la Ragaudière, en ladite parroisse de Présigné, estant dudit lieu de la Barrière », au fief dudit vendeur et tenu de lui à hommage et sous le devoir de six deniers tournois au jour de Saint-Martin d'hiver. Le vendeur promet de faire ratifier le contrat par « damoiselle Yollant Le Comte, son espouse ». Fait « ès présences de honneste personne et noble missire Regné Ricordeau, prebtre... et aultres ». — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1530, 1er août. — Sentence rendue à Sablé, qui condamne « Pierre Huchelou, myneur d'ans, garand de missire Mathurin Chevallier », à payer chaque année aux religieux du

Perray-Neuf 12 sols 6 deniers de rente et 12 deniers de cens à la Toussaint, sur une maison et jardin, en la ville de Sablé, aboutant aux murs de la ville et à la grande rue tendant au château. — *Au verso :* Procès verbal de signification de ladite sentence, faite par René Hates, sergent bannier à Sablé, le 4 janvier 1530/1531, à Antoine Bobart, apothicaire à Sablé, tuteur de Pierre Huchelou, messire Mathurin Chevalier, curé de Gastines, et Étienne Le Pelletier, procureur fiscal de la baronnie de Sablé. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

3. — 1539, 21 juin. — Acte de foi et hommage simple à la baronnie de Sablé, par noble Guy Pierres, docteur en droits, maître d'école et chanoine d'Angers, abbé commendataire du Perray-Neuf, à cause de sadite abbaye. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

4. — 1545, 26 juin. — Bulle du pape Paul III, donnée à Saint-Pierre de Rome, le 6 des calendes de juillet, l'an onze de son pontificat, par laquelle il nomme Jean Pierres, chapelain de la chapelle d'Herbault, desservie en l'église de Saint-Laud d'Angers, à la charge d'abbé commendataire du Perray-Neuf, vacante en vertu de la résignation faite en sa faveur par son oncle Guy Pierres, dernier possesseur. — *(Orig. parch., bulle perdue.)*

5. — 1548, 31 décembre. — Assignation donnée par « Jehan de Daillon, chevalier, comte du Lude, conseiller et chambellan ordinaire du roy... capitaine de cinquante lances des ordonnances dudit seigneur et sénéchal d'Anjou, conservateur des privillèges royaux donnés aux doyen, chanoynes et chappitre de l'église d'Angiers », à la requête de « discret Me Guy Pierres, chanoyne prébendé en l'église d'Angiers et seigneur temporel de la terre, fief et seigneurie de Cornillé, membre deppendant de l'abbaye du Perray Neuf », à François de la Grandière, sieur de Mongouffray, et [René] Bodiau, sieur de la Coudre, pour répondre sur les faits suivants à savoir : que, quoique ledit Pierres, à cause de sa seigneurie de Cornillé, « a tout droict de joustice haulte, moyenne et basse, est fondé en tout droict de chasse... ce néantmoins et combien que ne soyt permis chasser ès terres et domaines d'aultry, toutteffoys » lesdits de la Grandière et Bodiau « se seroyent efforciez chasser en et au dedans de ses terres et domaine... » qu'en outre, ledit de la Grandière, sujet et vassal du fief de Cornillé, tenant de ce fief plusieurs

héritages à cens et devoirs, n'avait, en l'année présente, payé ces devoirs, etc. — *(Orig. parch.)*

6. — 1548/1549, 2 janvier. — Procès-verbal de la signification de l'acte précédent, faite par Guillaume Davy, sergent royal en la sénéchaussée d'Anjou, aux lieux nobles de Mongeuffray et de la Couldre, paroisse de Mazé, domiciles habituels desdits de la Grandière et Bodiau. — *(Orig. parch.)*

7. — 1548/1549, 5 janvier. — Arrêt donné à Angers, devant Guillaume Lerat, docteur ès droits, conseiller du roi, lieutenant général du sénéchal d'Anjou, qui renvoie à quinzaine les débats du procès entre messire Guy Pierres, demandeur, et François de la Grandière et René Bodiau, défendeurs. — *(Orig. parch.)*

8. — 1548/1549, 19 janvier. — Jugement du procès entre Guy Pierres, demandeur, et François de la Grandière et René Bodiau défendeurs. « Après que les deffendeurs ont déclayré ne voulloyr empescher les droictz de chasse prétenduz par le demandeur en et au dedans de la terre et seigneurye de Cornillé... » la cour leur « faict inibicion et deffense pour l'advenir troubler ne empescher ledit demandeur luy, ses gens, fermiers, serviteurs et entremecteurs, en sesdits droictz, et aussi leur... faict deffense de ne chasser ne faire chasser pour l'advenir sur ladicte terre, fié et domaine dudit demandeur... et semblablement, audit demandeur ses gens, fermiers, serviteurs et entremecteurs, de ne chasser, tendre, ne tésurer sur le fié et dommayne dudit de la Grandière ». — *(Orig. parch.)*

9. — 1549/1550, 11 février. — Extrait de l'aveu rendu par Mre René de Laval, chevalier, seigneur de Précigné et de Boisdauphin, au prince Claude de Lorraine, baron de Sablé. Il y est dit que le milieu de la forêt de Pouvignon et Mallespinay est usagé à plusieurs sujets de ladite châtellenie de Précigné et des chanoines et chapitre de Saint-Martin de Tours; laquelle forêt de Pouvignon et de Mallespinay contient une lieue en longueur et un quart de lieue en largeur, et est à présent ruinée. Le même aveu porte que la forêt de Mallespinay contient une lieue de large. La Belloirie a usage dans ladite forêt de Pouvignon et Mallespinay, et doit par conséquent cinq boisseaux d'orge de rente au seigneur de Précigné, plus un boisseau de froment pour raison de dix journaux de terre en un tenant, dépendant

de la Belloirie et de la Salle, joignant aux terres du Perray-Neuf. — *(Pap.,* XVIII*e* *siècle.)*

10. — 1564/1565, 15 janvier. — Bail emphytéotique fait par « Jehan Pierres, maistre d'escolle et chanoigne en l'église d'Angers, humble abbé commendatayre de l'abbaye Notre Dame du Perray Neuf », et par tout le couvent de cette dite abbaye assemblé capitulairement, à « honneste homme Jehan Lemaistre, marchant tailleur en draps demeurant en l'isle de Sablé », d'une maison appelée la maison du Perray, aboutant à la rivière de Sarthe. Les bailleurs se réservent une chambre derrière la maison, ayant son aspect sur la rivière, pour l'usage des religieux, quand ils iraient à Sablé, soit pour leurs affaires, soit « par le temps de guerre, hostillité et mortallité ». — Ledit bail fait à charge pour les preneurs de faire bâtir une étable pour mettre les chevaux des religieux, et une boutique sur la Grande Rue, et d'en payer au prieur 100 sols tournois de rente au terme de Noël. — *(Orig. parch., sceaux perdus.)*

11. — 1564/1565, 31 janvier. — Procès verbal de la prise de possession par Jehan Lemaistre, de la maison du Perray, sise en l'île de Sablé, faite en présence de Pierre Saulnyer, sergent ordinaire dudit Sablé, demeurant au lieu de la Charslerye, paroisse de Notre-Dame dudit Sablé, etc. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

12. — 1570, 2 juillet. — Jugement rendu aux assises du marquisat de Sablé, dans un procès entre Robert Lepeltier, procureur fiscal dudit Sablé, demandeur, et les religieux du Perray-Neuf, garants de Jehan Lemaistre, défendeurs, relativement au bail de la maison du Perray, en l'île de Sablé, dont le procureur fiscal demandait l'annulation comme ayant été fait à vil prix. La cour maintient ce bail et néanmoins défend aux religieux d'aliéner à l'avenir les immeubles provenant de l'ancienne fondation de leur abbaye. — *(Orig. parch., scellé en placard d'un sceau de papier.)*

13. — 1575, 10 janvier. — Acte passé devant René Fragnet, notaire du duché de Mayenne au ressort de Sablé, par lequel Perrine Le Roux, veuve de noble Jacques de la Perrière, seigneur de la Barrière, vend à réméré à « Me Guillaume Busson, prebtre, curé de Courtillers, gérant des affaires de Me François Bellanger, demeurant en la parroisse de Notre Dame de la

Cousture du Mans », le lieu de la Gauterye, situé paroisse de Précigné, et une hommée de pré sise sur les prés de Varannes, joignant le pré de la cure de Varannes, tenu censivement, ledit lieu de la Gauterie, des religieux du Perray-Neuf, et ledit pré, du seigneur de Boisdauphin. Passé au bourg de Courtillers « en présence de noble Jehan Le Comte, s[r] de la Grécinière (?), demeurant parroisse de Précigné ». — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

Article 66.

(34 pièces.)

1. — 1604, 16 juin. — Jugement du siège de Précigné, entre M[e] Pierre Mestais, procureur fiscal audit siège, demandeur, et Claude Lévesque, écuyer, sieur de la Belloirie et de la Gravière, défendeur; ledit jugement décernant acte aux parties de ce que ledit défendeur a fourni la déclaration par écrit des droits qu'il prétend ès usages des forêts de Malpaire, Pouvignon et Malépinay; ensemble, a fourni, pour justification desdits droits quant au regard du lieu de la Belloirie, copie du contrat d'acquêt dudit lieu fait par Antoine Allain, écuyer, sieur de la Salle, de Joachim Taillebois et Jeanne Le Mercier, sa femme, passé en cour de Précigné le 22 mars 1530. — *(Exp. pap.)*

2. — 1661, août. — Édit du roi donné à Fontainebleau au mois d'août 1661, par lequel Sa Majesté défend à tous ses sujets de donner à l'avenir aucuns deniers comptans, héritages ou rentes, aux communautés ecclésiastiques, régulières ou séculières (excepté l'Hôtel-Dieu et le Grand-Hôpital de Paris, et la maison des Incurables), à condition d'une rente leur vie durant; ensemble aux notaires et autres personnes publiques de recevoir lesdits actes, sur les peines y mentionnées. — *A la suite :* Édit du roi, donné à Versailles au mois de janvier 1690, portant défenses à l'Hôpital Général et autres de prendre des rentes à fonds perdu plus bas que le denier vingt. — *(8 pages imprimées : à Paris, chez Joseph Saugrain, au milieu du quay de Gesvres, à la Croix Blanche.)*

3. — 1673, 6 novembre. — Supplique au bailli du marquisat de Sablé par messire Augustin Servien, abbé commendataire du Perray-Neuf, à la poursuite d'Étienne Garsanlay, marchand, son fermier, à l'encontre de dame Jeanne Lévesque, soi-disant

séparée de biens d'avec messire Gilles de la Haye, chevalier, seigneur de Moulin-Neuf, son mari, disant qu'il est justifié au procès que les terres de la Belloirie et la Garrelière relèvent à foy et hommage simple de l'abbaye du Perray, par le moyen de quoi elles sont tombées en rachat par le mariage de ladite Lévesque, à laquelle elles appartiennent de la succession de défunt son père. — *(Orig. pap.)*

4. — 1673, 15 novembre. — Supplique au bailli de Sablé par Jeanne Lévesque, femme de Mre Gilles de la Haye, chevalier, seigneur de Moulin-Neuf, séparée de lui quant aux biens, et encore procédant sous l'autorité de d^lle^ Jeanne Launay, veuve de Mre Claude Lévesque, sa mère, demeurant au lieu seigneurial de la Jeunne-Sevandière, paroisse de Boire, s'opposant au rachat demandé par Mre Augustin Servien, abbé commendataire du Perray-Neuf, pour raison des lieux de la Belloirie et la Garrelière, tenus à foy et hommage simple de ladite abbaye. — *(Orig. pap.)*

5. — 1678, 16 août. — Certificat signé J. P. Lochery, prêtre, déclarant qu'il a publié à la grand'messe paroissiale de Saint-Pierre de Précigné l'estimation des bestiaux du lieu et terre seigneuriale de la Belloirie, passée devant Juffaut, notaire, en date du 3 novembre 1668. — *(Orig. pap.)*

6. — 1680, 2 février. — Acte passé devant Jean Juffault, notaire à Précigné, portant accord entre dame Jeanne Lévesque, veuve de messire Gilles de la Haye, vivant chevalier, seigneur de Moulin-Neuf, demeurant audit Précigné, et Jean Gruau, maçon et couvreur, demeurant au lieu des Châtaigniers, paroisse de Sablé, au sujet des réparations à faire au lieu seigneurial de la Belloirie, paroisse de Précigné, apppartenant à ladite dame. — *(Exp. pap.)*

7. — 1724, 24 mars. — Visite et montrée des lieux et métairies de la Belloirie et des Noes, appartenant à M. des Patis. — *(Orig. pap.)*

8. — 1727, 20 novembre. — Extrait des partages passés devant François-Julien Poulain, chevalier, seigneur de Parnay, conseiller du roi, lieutenant-général en la sénéchaussée et siège présidial de la Flèche, entre les religieux de l'abbaye du Perray-Neuf, demandeurs en exécution de l'arrêt du Grand Conseil

du 5 décembre 1724, confirmatif de celui du 18 janvier 1723, d'une part, et Mre Jean-Baptiste de Varadier de Saint-Andiol, grand archidiacre d'Arles et abbé commendataire de l'abbaye du Perray-Neuf, défendeur, d'autre part. Comparaissent lesdits religieux ès personnes des pères Jacques Morel, prieur de l'abbaye de Notre-Dame d'Ardain, et Michel Frondemiche, procureur de ladite abbaye du Perray-Neuf. Lesdits partages sont faits en trois lots, l'un pour ledit sieur abbé, l'autre pour lesdits religieux, et le troisième pour les charges. Ledit abbé déclare opter pour le lot qui commence par la métairie de la Noirie, les religieux pour celui qui commence par la métairie de Mareil; et à l'égard du troisième lot, qui commence par le fief du Perray-Neuf et finit par le fief, domaine et seigneurie de Cornillé, ledit sieur abbé déclare le prendre à condition d'acquitter les charges de ladite abbaye. — *(Exp. pap.)*

9. — 1740, 27 avril. — Lettre adressée de Paris, signée : A. Rival, à M. Baret, greffier en chef du présidial à Angers, au sujet de l'acquisition de la Belloirie, faite récemment par ce dernier. — *(Orig. pap.)*

10. — 1740, 9 juin. — Lettre adressée de Précigné par M. Baret à Simon Lancesseur, prieur du Perray-Neuf, lui demandant s'il se contentera de la copie de son contrat avec la ventillation (de la Belloirie), pour valoir exhibition. — Au verso de ladite lettre est la réponse de Simon Lancesseur, en date du même jour. — *(Orig. pap.)*

11. — 1740, 12 juillet. — Acte passé devant Claude Lebreton, notaire à Saint-Denis-d'Anjou, par lequel Me Jean Baret, greffier au siège présidial d'Angers, y demeurant, rue et paroisse Saint-Michel-du-Tertre, acquéreur des lieux et métairies de la Belloirie et des Noes, à Précigné, de messire Gilles de la Haye, chevalier, seigneur de Moulin-Neuf, capitaine des vaisseaux du roi, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, demeurant à Brest, rue de la Rampe, par contrat passé devant Moyré et son confrère, notaires royaux à Sablé et à Auvers-le-Hamon, le 19 février 1740, pour la somme de 13.992 livres, — sur l'avis que ledit acquéreur a eu que partie desdites métairies est dans la mouvance des fiefs de l'abbaye du Perray-Neuf, entre autres une prée et huit journaux de terre dépendant du lieu des Noes, ainsi que la maison de maître et la totalité de la métairie de la Belloirie, fors quelques pièces de terre, — se transporte, avec

ledit notaire, à la maison abbatiale de ladite abbaye, et, en l'absence du sieur abbé, lequel est à Arles, s'adresse à dom Simon Lancesseur, prêtre, religieux et prieur de ladite abbaye, et lui offre de payer la somme de 833 livres 6 sols 8 deniers, sur le pied de 10.000 livres, pour les ventes desdits héritages; laquelle somme ledit prieur refuse de recevoir, pour raisons à lui connues; pour quoi ledit sieur Baret proteste et déclare qu'il ne pourra rien lui être imputé. — *(Exp. pap.)*

12 et **13.** — 1741, 12 avril. — Exploit d'huissier, à la requête des religieux du Perray-Neuf, poursuite et diligence de frère Gabriel Arondel, leur procureur, à Mᵉ Jean Baret, acquéreur des lieux de la Belloirie et des Noes, portant commandement audit sieur Baret de réformer son exhibition et offres de ventes qui sont déclarées défectueuses par lesdits religieux; ledit exploit fait au moyen de la production de deux déclarations censives : la première, en date du 22 août 1554, faite par noble Guillaume Lévesque, sieur de la Gravière; la seconde, en date du 29 avril 1538, faite par Mʳᵉ Michel Briand, prêtre, propriétaire de la Benoistelerie. — *(Orig. et copie pap., 2 pièces.)*

14 et **15.** — 1741, 26 avril. — Exploit d'huissier, à la requête des religieux du Perray-Neuf, donnant jour et assignation au sieur Baret à comparoir le 15 mai prochain devant le bailli de Sablé pour se voir condamner à reconnaître lesdits requérants en retrait féodal desdits lieux. Ledit exploit accompagné des deux pièces suivantes : 1° une procuration du 7 avril 1741, par laquelle les chanoines réguliers de l'abbaye du Perray-Neuf, ès personnes des révérends pères Simon Lancesseur, prieur, François Rousselin, circoteux, Jean-Baptiste Jeheulé, célérier, Philippe Delacour, infirmier, Jacques Desmars, lecteur en théologie, et Thomas Godier, François Feret, Michel Leplé, chantre, Gabriel Arondel, procureur, prêtres, et frère Charles-Vincent-Gilles Armand, sous-diacre, désirant faire le retrait féodal des choses acquises par le sieur Baret, donnent pouvoir audit R. P. Arondel de faire toutes diligences à ce nécessaires; 2° un mandement du 24 avril 1741, donné par Joseph Lepeltier, bailli du marquisat de Sablé, donnant pouvoir auxdits religieux de mettre à exécution ledit retrait féodal. — *(Orig. et copie pap., 2 pièces.)*

16-18. — 1741, fin mai. — Papiers et mémoires du sieur Baret, s'opposant à la demande de retrait féodal des lieux de la

Belloirie et des Noes, faite par les religieux du Perray-Neuf. Ledit Baret expose son acquisition et les offres d'éventillation qu'il a faites. Il en réfère à l'abbé du Perray, lequel pourrait le reconnaître pour son sujet et vassal en recevant lui-même les ventes dont il tiendrait compte aux religieux, etc. — *(3 pièces pap.)*

19 et **20.** — 1741, 10 juin. — Exploit d'huissier, à la requête des chanoines réguliers de l'abbaye du Perray-Neuf, donnant assignation au sieur Baret à comparoir le 17 juin prochain devant le bailli de Sablé pour voir exécuter le retrait féodal auquel ledit sieur Baret a été condamné reconnaître lesdits requérants par le jugement du 15 mai précédent. — *(Orig. et copie pap., 2 pièces.)*

21. — 1741, 17 juin. — Sentence de Joseph Lepeletier, bailli et juge général du marquisat de Sablé, ordonnant l'exécution du retrait féodal de la Belloirie et des Noes demandé par les religieux du Perray-Neuf sur Me Jean Baret, moyennant la somme de 10.000 livres, d'une part, à laquelle ledit Baret a fait l'éventillation des biens de son acquisition mouvant du Perray, plus celle de 770 livres pour le prix des biens non éventillés sis en ladite mouvance, plus celle de 638 livres pour les frais, faisant au total la somme de 11.408 livres. — *(Exp. pap.)*

22. — 1741, 26 juin. — Exploit d'huissier, à la requête de Me Jean Baret, par lequel il est signifié aux religieux du Perray-Neuf, représentés par le R. P. Gabriel Arondel, leur procureur, que ledit Baret est appelant des sentences de retrait féodal rendues contre lui par défaut au siège de Sablé les 15 mai et 17 juin précédents. — *(Orig. pap.)*

23. — 1741, 9 août. — Exploit d'huissier, à la requête de Me Jean Baret, faisant savoir aux religieux de l'abbaye du Perray-Neuf le relief d'appel obtenu par ledit sieur requérant en cour du parlement de Paris le 29 juillet précédent, et les assignant à comparoir à six semaines franches en ladite cour à Paris, pour répondre et procéder aux fins du susdit appel. — *(Orig. pap.)*

24. — 1741, 27 décembre. — Lettre adressée à M. Baret par f. Leconte, prieur du Perray-Neuf, lui disant qu'il a pro-

posé à la communauté l'accommodement dont ils avaient parlé, qu'une partie a persisté dans la demande de la Belloirie, mais que le plus grand nombre s'est porté audit accommodement, etc. — *(Orig. pap.)*

25. — 1742, 16 janvier. — Transaction sous seing privé entre les religieux du Perray-Neuf et M. Baret, au sujet du procès pendant en parlement à l'occasion du retrait de la Belloirie et des Noes. Les religieux consentent que ledit sieur jouisse paisiblement desdits lieux, et celui-ci rembourse la somme de 491 livres pour les frais de procédure et paie les lods et ventes tant de ce qui avait été par lui éventillé que de ce qui avait été omis. Signé : f. D. Leconte, prieur; f. L. Devendes, sous prieur; f. J.-B. Juhellé, celerier; f. René Trochon; fr. G. Bailloué; f. J. Desmares; f. F. Feray; f. P.-F. Rousselin; f. Ph. Royer, et J. Baret. — *(Orig. pap.)*

26. — 1745, 22 septembre. — Quittance de f. P. Bourget, procureur du Perray, donnée à Mme de Lizieux, fermière de la maison d'Angers, appartenant à ladite abbaye, de la somme de 112 livres 6 sols, à valoir sur ce qui est dû aux religieux par M. du Ponceau Amys; ladite somme reçue par les mains de M. Baret. Signé : f. P. Bourget. — *(Orig. pap.)*

27. — 1746, 18 février. — Quittance de f. P. Bourget, procureur du Perray-Neuf, donnée à Mme de Lizieux, de la somme de 89 livres 7 sols, faisant avec celles de 9 livres 12 sols pour capitation et 21 sols pour réparations, la somme de 100 livres pour une demi-année de loyer de la maison qu'elle tient du sieur du Ponceau Amy, à valoir sur ce qui est dû aux religieux par ledit sieur du Ponceau Amy de la rente de 75 livres par an; ladite somme reçue par les mains de M. Baret. Signé : f. P. Bourget. — *(Orig. pap.)*

28-33. — 1755 environ. — Copies et extraits informes d'aveux et déclarations de la Belloirie et autres lieux dans la mouvance du fief de l'abbaye du Perray-Neuf.

Censif de la Belloirie. — Les closeries de la Bénestellerie et de Lonlay, réunies à la Belloirie, relèvent censivement dudit fief.

Liste des objets dépendant de la Belloirie, dont le censif ou l'hommage ne sont pas prouvés.

Mémoire de M. Baret concernant lesdits lieux. On y apprend que le sieur Baret de la Houssaye est devenu propriétaire de la Belloirie au moyen de la démission de son père.

Contenance et nombre de bestiaux des terres et lieux qui suivent : la Belloirie, Pantigné, la Houssaye, l'Ardriller, les Nos, la Roussonnière. — *(6 pièces pap.)*

34. — 1774, 6 décembre. — EXTRAITS DE DÉCLARATIONS RENDUES A L'ABBAYE DU PERRAY-NEUF PAR LES PROPRIÉTAIRES DE LA BELLOIRIE ET DES NOES.

1515, 3 août. — Deux foys et deux hommages simples par Mre Jean de Bourdigné, prêtre, licencié en droit, chanoine et chapelain de l'église Saint-Laud d'Angers, l'une pour le lieu de la Belloirie et l'autre pour une pièce de terre appelée la Garrelière.

1516, 3 septembre. — Acte par lequel Mre Michel Briand, prêtre, s'avoue sujet en nuesse du Perray-Neuf pour raison du lieu de la Benestelerie, paroisse de Courtillers, joignant aux terres et prés du Doit, au chemin de Courtillers au Perray, et aux terres de la Belloirie ; pour raison de quoi il confesse devoir, au jour de Saint-Martin d'hiver, 12 deniers tournois de service.

1538, 29 avril. — Acte par lequel Mre Michel Brien, prêtre, sieur du lieu et closerie de la Benestellerie, s'avoue sujet en nuesse du Perray-Neuf pour raison dudit lieu de la Benestellerie, joignant le grand chemin de Courtillers à Morannes, la rue ancienne tendant dudit grand chemin à la cour de Bossé et les prés du lieu du Douet appartenant aux sieurs de Bocé.

1550, 22 août. — Acte par lequel noble homme Guillaume Lévesque, sieur de la Gravière, s'avoue sujet en nuesse du Perray-Neuf pour raison des choses qui suivent : 1° deux cloteaux de terre dépendant de la métairie des Noes, à Précigné, sur le chemin de Durtal à Sablé et sur celui de Précigné à la forêt de Malpaire ; item, une pièce de terre joignant les terres de la Barre et le chemin de Précigné à Louaillé ; item, le pré de Biard, joignant la forêt de Malpaire ; item, le pré de la Couraperie, sur la Sarthe ; item, une hommée de pré proche le port de Varenne ; toutes lesdites choses, fors le pré des Biars, tenues du Perray-Neuf, en fresche du sieur de Bocé, à franc devoir, attendu que les sieurs de Bocé les lui ont baillées à franc devoir ; item, deux quartiers de vigne au clos d'Aigrefain, à Précigné, etc.

1551, 31 décembre. — Offre de deux foys et deux hommages simples par dlle Jeanne Le Boisteux, dame de la Salle et

de la Belloyrie, pour son lieu de la Belloirie et autres choses, tenus à 9 sols tournois de service à l'Angevine.

1583, 13 décembre. — Acte par lequel noble homme Louis Lévesque, sieur de la Gravière, s'avoue sujet en nuesse du Perray-Neuf pour ce qui suit : 1° deux pièces de terre dépendant de la métairie des Noes, sur le chemin de Durtal à Sablé; item, une pièce de terre et une pièce de pré sur le chemin de Précigné à Malpaire; item, deux quartiers de vigne au clos d'Aigrefain et deux quartiers au clos de Boussicault. Item, s'avoue sujet comme dessus pour sa closerie de Lonlay et pour celle de la Benestellerie.

1605, 23 novembre. — Deux foys et deux hommages simples aux religieux du Perray-Neuf par noble homme Claude Lévesque, sieur de la Belloirie, pour raison dudit lieu et domaine de la Belloirie, à Précigné. Donné aux assises du Perray, tenues en l'auditoire de la châtellenie de Précigné par emprunt de territoire, en vertu de lettres royaux d'abréviation.

1605, 14 décembre. — Acte par lequel noble Claude Lévesque, sieur de la Gravière et de la Belloirie, s'avoue sujet en nuesse du Perray-Neuf pour le lieu et closerie de la Benestellerie, à Courtilliers; item, deux quartiers de vignes au clos de Boussicault; item, deux pièces de terre dépendant de la métairie des Noes, à Précigné; item, une pièce de terre et un pré, sur le chemin de Précigné à Malpaire, tenus en franc alleu; item, le lieu et closerie de Lonlay, à Précigné.

1622, 27 septembre. — Deux foys et deux hommages simples par Claude Lévesque, écuyer, sieur de la Belloirie et y demeurant, paroisse de Précigné, l'une pour sondit lieu de la Belloirie, autrement appelé la Tuaudière, et l'autre pour une pièce de terre en laquelle y avait anciennement une maison, appelée la Garellière. Item, ledit Lévesque s'avoue en nuesse pour une pièce de terre dépendant de sa métairie des Noes, tenue à franc devoir; item, pour trois quartiers de vigne au clos de Boussicault, etc.

1626, 14 juillet. — Foy et hommage simple à révérend père en Dieu Arnoul Lancelin, conseiller et aumônier du roi et abbé commendataire de Notre-Dame du Perray-Neuf, par Claude Lévesque, écuyer, sieur de la Belloirie, y demeurant, par deux foys et deux hommages, l'une pour son lieu de la Belloirie, anciennement la Tuaudière, l'autre pour une pièce de terre où était autrefois une maison appelée la Garrelière; pour raison desquelles choses il reconnaît devoir le jour de la fête aux Morts 9 sols tournois de service.

1656, 5 juillet. — Deux foys et deux hommages simples par d[lle] Jeanne de Launay, veuve Claude Lévesque, vivant écuyer, sieur de la Belloirie, au nom et comme mère et tutrice naturelle de d[lle] Jehanne Lévesque, fille mineure dudit défunt et d'elle, l'une pour son lieu de la Belloirie, autrement la Tuaudière, l'autre pour une pièce de terre en laquelle était anciennement une maison appelée la Garrellière, contenant six journaux; pour raison de quoi elle reconnaît devoir chacun an au jour des Morts 9 sols de service.

1696, 7 juillet. — Acte par lequel René du Goullet, écuyer, sieur de Monplant, et dame Jeanne Lévesque, son épouse, veuve de Gilles de la Haye, vivant écuyer, sieur de Moulin-Neuf, demeurant au lieu seigneurial de la Belloirie, paroisse de Précigné, ladite dame Lévesque fille et héritière de feu Claude Lévesque, son père, exhibe le contrat d'échange et contre-échange en date du 7 juillet 1696, fait par ladite dame Lévesque avec les religieux du Perray-Neuf, contenant que lesdits religieux ont baillé et échangé à ladite dame une maison manable joignant à une pièce de terre dépendant de la Belloirie, plus une pièce de terre d'un journal et demi, joignant à l'étang de la Pottinière, à la charge par ladite dame de tenir lesdites choses à 6 deniers de cens de la seigneurie de l'abbaye; et en contre-échange ladite dame a baillé auxdits religieux un cloteau de deux journées ainsi qu'une autre pièce de même contenance.

Lesdits extraits collationnés et vidimés par f. Jehan Larcher, cellérier, et Augustin Sevestre, procureur du Perray-Neuf. — *(Cahier pap.)*

ABBAYE DE PRÉMONTRÉ

Article 67.

(1 pièce.)

1210, octobre. — CHARTE DE ROBERT, COMTE DE SOISSONS, QUI DÉCLARE QUE DORÉNAVANT IL NE FERA DÉPOSER SON VIN DANS LE CELLIER DES MOINES DE PRÉMONTRÉ, A BUCY, SANS LE CONSENTEMENT DE L'ABBÉ. — Ego Radulfus, comes Suessionensis, omnibus presens scriptum inspecturis, notum facio quod de cetero in vindemiis, vina mea de Buchi in cellario domus Premonstratensis ecclesie apud Buchi, absque assensu

et voluntate abbatis predicte ecclesie, non reponam. In majorem ergo hujus rei securitatem et testimonium, presens scriptum sigilli mei munimine volui communiri. Actum anno gratie millesimo ducentesimo decimo, mense octobri. — *Au verso, de même écriture :* Quod comes Suessionensis non debet accipere in vindemiis vina sua pro vinagiis in çellario domus Premonstratensis de Buci sine assensu ecclesie. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

ABBAYE D'ÉTIVAL

Article 68.

(1 pièce.)

FOLIO DU NÉCROLOGE DE L'ABBAYE D'ÉTIVAL [1]. — (XXXIIII folia.)

[1er décembre.] — DECEMBER. — XIII. F. KL. COMMEMORATIO Forneri, conversi hujus loci, qui dedit nobis duos soludos annuatim super unam falcatam prati. — (XIVe *siècle, gothique.)*

Commemoratio Alledi, qui dedit nobis unum bichetum fabarum, super pratum de soub le Ham. — (XIVe *siècle, cursive.)*

[2 décembre.] — II. G. IIII. COMMEMORATIO ALBERTI ET GARNERI, FRATRUM NOSTRORUM, et fratris Cononis dicti [. . . . . .], conversi hujus loci. — (XIVe *siècle, gothique rouge.)*

Commemoracio domini Johannis Thiergny de Donabau [2] [. . . . . .]. — (XIVe *siècle (?), cursive.)*

Hac die les ripvières furent tellement débordées à l'heure de prime que le grand pont de devant notre maison fut rompu ; celly [de] S. Diex [3] et celluy de Raon [4] fust emmenés ; l'eau passoit parmis Neuveville [5] en si grande abondance que beaucoup avenect pour se saulver avec leurs bestialles ; plusieurs maisons furent rompus à la ✠ [6] et à S. Marie [7] ; les pontz d'Espinal [8] et de Chastel sur Meuzelles [9] furent emmenés et plusieurs aultres ; l'on ne vist d'eage d'homme les eaux en si grande impétue. [Et ce] fut en l'an 1570.

1. Nous imprimons en petites capitales les mentions primitives de ce nécrologe, qui paraît être de la fin du XIIe siècle ou du commencement du XIIIe. Pour les additions postérieures, nous indiquons l'époque probable de leur inscription. — 2. Dombasle ou Deneuvre ? — 3. Saint-Dié (Vosges). — 4. Raon-l'Étape (Vosges). — 5. La Neuveville-lès-Raon (Vosges). — 6. La Croix-aux-Mines (Vosges). — 7. Sainte-Marie-aux-Mines (ancien dép. du Haut-Rhin). — 8. Épinal (Vosges). — 9. Châtel-sur-Moselle (Vosges).

[3 décembre.] — A. III. COMMEMORATIO CONONIS, SACERDOTIS ET CANONICI HUJUS LOCI, et Hercha, canonice de [. . . . .] Marie in Hohenburg[1]. — (XIVe *siècle, gothique.)*

[4 décembre.] — X. B. II. COMMEMORATIO HAWIDIS, HAWIDIS ET GONTE, ET MATHILDIS, SORORIS NOSTRE, et Friderici, conversi hujus loci. — (XIVe *siècle, cursive.)*

Commemoratio Colerinis (?) de Xeflevilari[2], que dedit conventui IIII^{or} florenos auri pro recommendatione animæ suæ. — (XIVe *siècle, cursive.)*

Commemoratio Johanis Queue de Veaulx, prioris hujus loc qui obiit anno Domini 1562 *(ou* 1532).

[5 décembre.] — C. NON. COMMEMORATIO WALTERI, FRATRIS NOSTRI, ET HANRICI, CANONICI HUJUS LOCI.

Commemoratio fratris Johannis de Sancto Deodato, curatus de Altiori Barro[3], qui obiit die festivo Sancti Nicholai in mense decembri anno Domini [M°] CCC° LX°.

Commemoratio reverendissimi patris et domini domni Desiderii Banvieti de Sassuris[4], hujus monasterii abbatis, qui, divina providentia, annorum fere viginti septem spatio abbas hujusdem loci extitit; tandem separatus ab hụmanis fuit anno 1542, die vero 5^a decembris. Post quem successit nepos ejus dominus Johannes Banvieti de Sassuris[5].

[6 décembre.] XVIII. D. VIII. COMMEMORATIO FLORE ET STEPHANI, CLERICI, et Elisemæ de Lucembourt, abbatissæ in Hohombourc. — (XVe *siècle, gothique.)*

Casper [. . . . .], prêcheur.

ORDRE DE SAINTE-CROIX

PRIEURÉ CONVENTUEL DE SAINT-URSIN-DU-DÉSERT

Article 69.

(1 pièce.)

1478/1479, 30 janvier. — CONCESSION D'INDULGENCES A L'ÉGLISE DU PRIEURÉ DE SAINT-URSIN, FAITE PAR CHARLES,

1. Sainte-Odile, au diocèse de Strasbourg. — 2. Xafévillers (Vosges). — 3. Haut-Barr (ancien dép. du Bas-Rhin). — 4. Désiré Banviet de Saussures, abbé d'Étival (1516-1542). — 5. Jean Banviet de Saussures, abbé d'Étival (1542-1554).

CARDINAL DE BOURBON. — Carolus de Borbonio, miseratione divina tituli Sancti Martini in Montibus sacrosancte Romane ecclesie presbyter cardinalis, archiepiscopus et comes Lugdunensis, Galliarum primas et episcopus Claromontensis, universis et singulis Xristi fidelibus presentes litteras inspecturis, lecturis pariter et audituris, salutem in Domino sempiternam. Inter honestissima sanctissimaque pietatis et misericordie officia, nullum omnipotenti Deo, conditori nostro, acceptabilius esse constat, nullumque aptius ad suam graciam nobis in hoc seculo consiliandam, neque ad futuram sue eternitatis gloriam comparandam fructuosius fore arbitramus, quam cum de bonis a sua largitate gratuito nobis collatis partem aliquam pro sue magestatis cultu et obsequio fovendo et amplificando elargiri curavimus. Nam si divina ipsa bonitas et miseracio, que omnia opera ejusdem superat et excellit talis tantaque sit ut eximium munus uni ex minimis suis collatum majestati sue acceptum refferat, centuplumque pro uno et eternam gloriam nobis pro eodem repromittat, qualem quantamque mercedem, benignitatem suam nobis retributuram esse existimamus, pro his que non modo cuipiam suorum sed pro suemet splendoris et glorie amplificatione fuerimus impartiti. Cupientes igitur ut ecclesia sive conventus Sancti Ursini de Deserto, ordinis Sancte Crucis, Cenomanensis dyocesis, in suis structuris et edificiis ac ornamentis, aliis eciam ecclesiasticis necessitatibus, quibus de presenti indiget aut indigere contingeret in futurum debite reparetur, augeatur et conservetur, cultusque divinus ibidem in dies clarius amplificetur et illustretur, ad quas reparaciones fiendas et necessitates perquirendas Xristi fidelium suffragia quamplurimum sunt oportuna, populique devocio, qui ad eamdem ecclesiam affluere consuevit, continuo augeatur et manuteneatur, ut eo libentius fideles Xristi ad predictam ecclesiam confluant et manus ibidem promptius porrigant adjutrices, quo ex hoc ibidem dono celestis gracie uberius conspexerunt se refectos : nos, de omnipotentis Dei misericordia beateque Virginis Marie, ejus genitricis, ac beatorum Petri et Pauli apostolorum, omniumque sanctorum et sanctarum Dei meritis et intercessionibus confisi, omnibus et singulis Xristi fidelibus, utriusque sexus, vere penitentibus et confessis, qui in festivitatibus Inventionis et Exaltacionis Sancte Crucis, ac beate Marie Magdalene, tam in capella ipsius juxta ecclesiam dicti conventus edificata, quam eciam in ecclesia ipsius conventus, atque in festivitate sancti Ursini, episcopi et confessoris, ad cujus laudem predictum monasterium est fundatum, ad eamdem ecclesiam Sancti Ursini, orationis seu

peregrinationis causa, devote accesserint seu visitaverint, manus inibi porrigentes adjutrices seu qui de bonis a Deo summo largitore sibi collatis eidem ecclesie sive conventui pro sua necessitate transmiserint et subvenerint, pro qualibet vice et in quolibet die predictarum festivitatum, centum dies indulgenciarum in Domino misericorditer auctoritate nostra concedimus et relaximus perpetuis temporibus duraturum. In cujus rei testimonium presentes litteras nostri sigilli appensione muniendas jussimus. Datum Parisius, ad requestam prioris et fratrum Sancte Crucis Parisiensis, die januarii tricesima, anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo, pontificatus sanctissimi in Xristo patris et domini nostri Sixti, divina providentia pape IIII[ti], anno sexto. — *Sur le repli :* De mandato reverendissimi domini cardinalis : De Bellocadro. — Visa per reverendissimum in Xristo patrem et dominum domnum Philippum, cardinalem de Lucemburgo, Cenomanensem et Morinencem episcopum, sibi placet contentorum in albo publicatio. Actum apud Corpuntron (?) die XXIII[a] mensis maii anno Domini millesimo quingentesimo sexto. De mandato domini : Falaize. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

RELIGIEUX NON MENDIANTS

CHARTREUX

CHARTREUSE DE NOTRE-DAME DU PARC

Article 70.

(2 pièces.)

1. — 1254, 7 août. — Confirmation par le pape Alexandre IV du don fait a la chartreuse du Parc, en mai 1243, par Mathilde, vicomtesse de Beaumont, dame d'Amboise et de Montrichard, de vingt livres de rente sur le festage de Montrichard. — Alexander, episcopus, servus servorum Dei, dilectissimis filiis priori et conventui monasterii de Parco Beate Marie, Cartusiensis ordinis, Cenomanensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Solet

annuere Sedes Apostolica piis votis et honestis petentium precibus favorem benevolum impertiri. Exhibita quidem nobis vestra petitio continebat quod quondam Matildis, vicecomitissa Bellimontis, domina Ambazie et Montis Trichardi, in festagio suo Montis Trichardi, Turonensis diocesis, annuum viginti librarum turonensium redditum vobis pia et provida liberalitate concessit, prout in ipsius litteris confectis exinde plenius continetur. Nos itaque, vestris precibus inclinati, concessionem hujusmodi ratam habentes et gratam, illam auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patronicio communimus, litterarum predictarum tenorem de verbo ad verbum presentibus inseri facientes, qui talis :

Universis presentes litteras inspecturis, Matildis, vicecomitissa Bellimontis, domina Montis Trichardi et Ambazie, salutem in omnium Salvatore. Noverint universi quod ego, considerans et attendens paupertatem seu inopiam ecclesie Beate Marie de Parco, Cartusiensis ordinis, de novo fondate in terra et dominio vicecomitis Bellimontis, Cenomanensis diocesis, adeo quod propter sui tenue fundamentum et proventuum penuriam debitus fratrum numerus, secundum statuta Cartusiensis ordinis, ibidem nequeat commode sustentari, pro remedio et salute inclite recordationis Richardi, quondam vicecomitis Bellimontis, mariti mei, et anime mee et animarum parentum et antecessorum meorum, dedi et concessi irrevocabiliter et eciam inter vivos, in puram et perpetuam elemosinam, ecclesie nominate priori et fratribus pro tempore ibidem existentibus, ad sustentationem duorum fratrum in prefata ecclesia sub habitu regulari, perpetuo Domino famulantium, quorum specialius oracionibus et aliis bonis operibus, necnon et aliorum religiosorum ejusdem loci, immo et totius Cartusiensis ordinis predictum Richardum, maritum meum, et me et parentes et predecessores meos, expecto facilius peccatorum veniam obtinere, viginti libras turonensium annui redditus perpetuo, a priore vel fratribus in prenominata ecclesia pro tempore existentibus, sive eorum procuratore, syndico vel yconomo, aut certo nuncio eorumdem, percipiendas annis singulis, et habendas, in octabis Omnium Sanctorum, in proventibus seu redditibus primo perceptis sive percipiendis in festagio meo de Monte Trichardi, integre, pacifice et quiete, precipiens ut quicumque in dicto festagio michi successerint, sive jure hereditario, sive jure legati aut fidecomissi vel dominationis titulo, ad solutionem nominatarum viginti librarum secundum tenorem superius narratum, absque ullo subterfugio, teneantur, sub pena unius marche argenti pro qualibet ebdo-

mada solutionis dilate ultra terminum superius nominatum. In cujus rei testimonium et munimen, dedi predictis fratribus presentes litteras sigilli mei caractere roboratas. Datum anno Domini M° CC° XLIII°, mense maii.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostram infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem Omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli, apostolorum, ejus se noverit incursurum. Datum Anagnie, VII idus augusti, pontificatus nostri anno primo. — *En tête de la charte :* Dominus Hugo cardinalis mandavit sic expediri in nota et in crossa ex parte domini. — *Au verso, en écriture gothique du* XIII° *siècle :* Confirmatio domini Pape de viginti libris annui redditus in festagio de Monte Trichardi. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1745, 25 avril. — Lettre signée : « fr Baptiste Auberson, prieur de la chartreuse du Parc », adressée « à madame de l'Hommois, en son château de la Cour, à Ste Gemme ». En l'absence de dom procureur, il lui envoie quittance d'une somme de 150 livres, par elle payée à la chartreuse. — *(Orig. pap. scellé d'un cachet rond en cire rouge, représentant la Vierge debout et couronnée, tenant l'Enfant Jésus sur le bras gauche. Légende :* BEATA . MARIA . DE . PARCO.)

ORDRE DE GRANDMONT

PRIEURÉ DE BERSAI

Article 71.

(14 pièces.)

1. — 1233/1234, mars. — VENTE FAITE AUX RELIGIEUX DE GRANDMONT PAR GEOFFROY GIRARD ET ODEBURGE, SA FEMME, DU CONSENTEMENT DE PIERRE ET PÉTRONILLE, LEURS ENFANTS, D'UNE RENTE DE SIX SEXTIERS DE BLÉ, SUR LEUR MÉTAIRIE SITUÉE A SAINT-MARS-D'OUTILLÉ. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presentia constituti, Gau-

fridus Girardi et Odeburgis, uxor ejus, recognoverunt in jure quod, cum assensu Petri et Petronille, filiorum suorum, qui presentes aderant, vendiderant fratribus de Grandi Monte, apud Burceium conmorantibus, sex sextaria boni frumenti et legalis annui redditus, que assignaverunt eisdem fratribus in medietaria sua sita in parochia Sancti Medardi de Houstilleio, in feodo heredum de Fontenoilles, ut dicebant, annuatim percipienda in area medietarie supradicte, pro tredecim libris cenomanensium, de quibus coram nobis dicti Gaufridus et Odeburgis se tenuerunt pro pagatis, renunciantes exceptioni pecunie non numerate; tali conditione apposita quod si dicta sex sexteria frumenti non possent in predicta medietaria reperiri, super toto tenemento dicti Gaufridi caperentur. Illud etiam fuit adjectum quod predictus Gaufridus et ejus heredes tenebuntur memoratum bladum facere portari ad domum fratrum predictorum; predicti vero fratres tenebuntur singulis annis dare deferenti dictum bladum prandium matutinum. Preterea, sepedicti Gaufridus et Oudeburgis, pro se et heredibus suis, fidem dederunt quod prefatum redditum eisdem fratribus, quantum jus dictabit, garantizabunt, et dedit fidem in manu nostra dicta Odeburgis quod nichil in dicta venditione, per se vel per alium, reclamabit; eodem modo Petronilla, eorumdem filia, fidem dedit de nichil reclamando in venditione predicta. Datum anno Domini M° CC° tricesimo tercio, mense marcio. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1241. — Transaction entre les moines de Grandmont et Guillaume Godefroy, au sujet du lieu du Coudray, situé paroisses de Jupilles et de Thoiré. — Universis Xristi fidelibus ad quos presentes littere pervenerint, Michael, decanus Castrilidi, salutem in Domino. Noveritis quod, cum verteretur contentio inter fratres Grandimontis de Burceio, ex una parte, et Guillelmum Godefrei, ex altera, super tenemento de Codrai, cum pertinentiis suis, in parrochiis de Jupilles et de Toire contentis, in quibus dictus Guillelmus Godefrai petebat, ex parte defuncti Guillelmi de Husso, elemosinam sibi factam a dicto defuncto, et petebat nomine Juliane, filie sue, dotem habere filie sue in rebus supradictis, secundum consuetudinem patrie generalem, ex parte dicti Guillemi de Husso, quondam mariti sui, ut dicebat : tandem, partes coram nobis constitute recognoverunt in jure inter se in hunc modum pacis devenisse, quod dictum tenementum cum pertinentiis dictis fratribus quiete et pacifice remanebit in perpetuum, et

dicti fratres tenentur reddere singulis annis, ad Nativitatem Beate Marie, dicto Guillelmo Godefrei, pro se et filia sua Juliana, tria sextaria siliginis, ad mensuram patrie legitimam, ad domum dicti tenementi, tam pro dicta dote quam pro dicta elemosinatione, usque ab obitum dictorum Guillelmi et Juliane. Si vero contigerit quod dicta Juliana prius decederet quam dictus Guillelmus, de tribus sextariis prenotatis caderet unum sextarium pro dote dicte Juliane. Duobus vero defunctis, videlicet Guillelmo et Juliana, remanebit unum sextarium siliginis de tribus supradictis in perpetuum heredibus dicti Guillelmi Godefrai, annuatim persolvendum a dictis fratribus ad locum et terminum superius annotatum pro elemosina [. . .] tamen dictus Guillelmus serviet erga dictos fratres dicta tria sextaria siliginis de octo denariis cenomanensibus, ad Nativitatem Beate Marie supradictam persolvendis, ad domum tenementi supradicti, et dicti fratres servient, prout jus exigit, erga dominos feodales. Verumtamen, post obitum dictorum Guillelmi et Juliane, filii sue, heredes dicti Guillelmi servient erga dictos fratres decem sextaria siliginis de octo denariis cenomanensibus, ad terminum et ad locum prenotatum. Cum vero dictus Guillelmus Godefrai habeat porcionem suam in molendino de Husso et dicti fratres percipiant quinque denarios turonenses super dictum molendinum censuales, dicti vero fratres tradent dicto Guillelmo unum turonensem de illis quinque turonensibus, ad serviendam porcionem suam erga dominum molendini. Si vero Juliana, filia dicti Guillelmi, aliquid pecierit a dictis fratribus super predicto temento *(sic)* et pertinentiis, nomine dotis sue, dictus Guillelmus Godefrai tenetur partes suas interponere et eisdem res predictas garantizare et liberare a dicta filia, quamdiu vixerit dictus Guillelmus, et eos indempnes observare, et super extiterunt Robertus de Sarce, clericus, et Fromondus Lepenent, pro dicto Guillelmo, erga dictos fratres coram nobis fidejussores. Et ut hoc esset ratum et firmum, presentes litteras, ad instantiam utriusque partis, sigilli nostri munimine duximus roborandas. Datum anno Domini M° CC° quadragesimo primo. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

3. — 1249. — Reconnaissance par Garin Morian d'un cens de trois deniers par lui du aux moines de Bersai. — Omnibus presentes litteras inspecturis, Michael, decanus Castri Liddi, salutem in Domino. Cum peterent eciam coram nobis in jure magister et fratres de Burceio, Grandimontis ordinis, Garino Morian tres denarios cenomanenses, nomine

census supra domum Stephani Genis annui redditus a dicto Garino in festum beati Johannis Baptiste, dictus Garinus coram nobis recognovit quod ipse tenebatur reddere dicto magistro et fratribus Grandimontis de Burceio dictos tres denarios cenomanenses in festum beati Johannis Baptiste, singulis annis, et nos, audita confessione dicti Garini, contra ipsum Garinum adjudicavimus in scriptis dictos denarios reddendos in festo superius nominato. Tenetur etiam dictus Garinus reddere dictis magistro et fratribus quinque solidos turonensium pro erragiis dictorum censuum in festo beati Luce evangeliste proximo venturo. Actum, de consensu partium, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo nono. — *Au verso, de même écriture :* De VI denariis Herbert Coniva, que sunt Castri Lidi. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

4 et **5**. — 1250, septembre. — CONFIRMATION DE DONATION FAITE AUX RELIGIEUX DE BERSAI DE TRENTE SOUS DE RENTE SUR L'OUCHE DE LA GALERANDE. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, cum Symon Bernardi et defuncta Eremburgis la Bernarde, quondam ejus mater, quondam dedissent et concessissent Deo et fratribus Grandimontis ordinis de Burceio terram que dicitur oscha de la Guarerande, in parrochia de Ostilleio sitam, in perpetuam elemosinam, ita quod dictus Symon et Petrus, filius dicti Symonis, tenerent et possiderent successive quandiu ipsi viverent dictam oscham, reddendo inde et persolvendo singulis annis dictis fratribus tres solidos cenomanensium, et post decessum dictorum Symonis et Petri dicta terra ad prefatos fratres Grandimontis ordinis deveniret, ad suam voluntatem faciendam, prout in litteris super dicta donatione confectis, sigillo curie Cenomanensis sigillatis, vidimus contineri; et contentio essent *(sic)* super dicta donatione inter dictos fratres de Burçai, ex una parte, et dictum Symonem et Amelinam la Doucarde, sororem dicti Symonis, ex altera, que Amelina dicebat dictam donationem fieri non potuisse a dicta matre sua sine ipsius Ameline consensu, cum dicta terra proveniret ex parte patris ipsius Ameline, nec eadem Amelina dictam donationem concesserat, ut dicebat : tandem ita coram nobis fuit compositum inter ipsos quod fratres Bernardus et Guillelmus, procuratores et magistri domus predicte de Burçay, Grandimontis ordinis, voluerunt et concesserunt coram nobis in jure, pro se et aliis fratribus suis de Burçai, quod dicta Amelina et dictus Symon, ejus frater, et eorum

heredes, de cetero dictam terram teneant et possideant hereditarie et in perpetuum, reddendo dictis fratribus super dicta terra annuatim dictos tres solidos cenomanensium annui redditus perpetuo in Nativitate Beate Marie Virginis. Et dicti Symon et Amelina coram nobis graaverunt et promiserunt se soluturos dictos denarios dictis fratribus in perpetuum super dicta terra dicto termino annuatim, et ad hoc obligaverunt se et heredes suos et specialiter dictam terram. Et nos, ad peticionem dictorum Symonis et Ameline et dictorum procuratorum et magistrorum, omnia supradicta adjudicamus tenenda et ea sigillo curie Cenomanensis fecimus sigillari. Datum anno gratie M° CC° quinquagesimo, mense septembris. — *Au verso, de même écriture :* De tres *(sic)* solidis cenomanensium de terra que dicitur Osca, juxta Ostilleio. — *Sur le repli du n° 5 :* Facta est collatio per Haimonem et Petrum Maschefer. — *(Deux pièces parch., sceaux perdus.)*

6. — 1252. — VENTE PAR JEAN MARTINELLI ET AGATHE, SA FEMME, A JEAN DE COURMARCEL, D'UN DEMI-ARPENT DE TERRE SITUÉ A COURMARCEL, PAROISSE DE SAINT-GUINGALOIS DE CHATEAU-DU-LOIR. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus de Castro Lidi, salutem in Domino. Noveritis quod, in jure constituti coram nobis, Johannes Martinelli et Agata, ejus uxor, recognoverunt se vendidisse et adhuc vendunt Johanni de Curia Marcelli dimidium arpennum terre situm apud Curiam Marcelli, in parrochia Sancti Guingaloei, in feodo domini de Castro Lidi, prope terras fratrum Grandimontis, sibi et heredibus suis habendam et possidendam perpetuo et ad faciendam suam penitus voluntatem, pro viginti quinque solidis turonensium, de quibus tam Johannes et Agata, ejus uxor, coram nobis se tenuerunt pro pagatos, renunciantes expresse omni exceptioni pecunie non numerate et non tradite. Et tenentur deffendere et garantizare dimidium dictum arpennum dicto Johanni et ejus heredibus contra omnes, quantum jus dictabit, secundum consuetudinem patrie generalem, et desessierunt se de predicto arpenno et dictum Johannem de Curia Marcelli sessierunt omnes *(sic)* jus et dominium quod in eum habebant, in eundem Johannem penitus transferendo, ita quod in dicto dimidio arpenno nichil de cetero predicti Johannes et Agata poterunt reclamare ratione dotis seu aliquo titulo sibi modo competenti, et debent illum deffendere et garantizare dicto Johanni de Curia Marcelli, prout supradicitur, ad septem denarios turonenses censuales. Johannes vero, filius predictorum

Johannis et Agate, dictam venditionem voluit et concessit et ratam habuit, promittens, fide data, se nullatenus de cetero contra ire. Et de hiis omnibus tenendis et de non veniendo contra tenentur predicti Johannes et [. . . . . .] in manu nostra prestita corporali spontanea voluntate. Et nos hec omnia adjudicavimus tenenda et firmiter observanda, et ea sigillo nostro, ad peticionem partium, fecimus sigillari. Datum anno Domini M° CC° quinquagesimo secundo. — *Au verso, de même écriture :* De arpennum *(sic)* terre juxta Curia Marcelli. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

7. — 1252. — DON FAIT AUX RELIGIEUX DE BERSAI PAR JEAN DE COURMARCEL DU DEMI-ARPENT DE TERRE QU'IL AVAIT ACHETÉ DE JEAN MARTINELLI ET D'AGATHE, SA FEMME. — Universis presentes litteras inspecturis, Johannes, archidiaconus Castri Lidi, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presentia constitutus, Johannes de Curia Marcelli dat fratribus de Burceio, ordinis Grandimontis, dimidium arpennum terre situm apud Curiam Marcelli, prope terras dictorum fratrum, in feodo domini de Castro Lidi, in puram et perpetuam elemosinam et ad faciendam suam penitus voluntatem, quod dimidium arpennum predictus Johannes emerat a Johanne Martinelli et ab Agatha, ejus uxore; et de defendendo et garantizando dictis fratribus dimidium arpennum et de non veniendo contra predictam donationem tenetur dictus Johannes, fide in manu nostra prestita corporali, et nobis *(sic)* hec omnia adjudicavimus tenenda. In cujus rei testimonium, presentes litteras dictis fratribus sigillo nostro, ad petitionem ipsius Johannis, dedimus sigillatas. Datum anno Domini millesimo CC° L° secundo. — *Au verso, de même écriture :* De terra Curia Marcelli. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

8. — 1257, 5 mai. — RECONNAISSANCE FAITE PAR ROBERT, FILS D'HERBERT CONIVE, D'UNE DONATION DE DIX DENIERS MANSAIS DE RENTE FAITE PAR SON PÈRE AUX RELIGIEUX DE BERSAI. — Universis presentes litteras inspecturis, decanus de Castro Lidi, salutem in Domino. Noverint universi quod, cum defunctus Herbertus Conive in elemosina contulisset, ut dicitur, fratribus ordinis Grandimontis in Burceio, antequam debitum solveret naturale, decem denarios cenomanenses, quos percipiebat annui redditus, nomine census, super quandam partem domus defuncti Stephani Genis, videlicet medietatem ad Nativitatem beati Johannis Baptiste, et medietatem ad festum beati Luce

evangeliste, reddendos apud Castrum Lidi ad domum Garini Morel : tandem, post decessum dicti Herberti, Robertus Conive, filius dicti defuncti, in nostra presentia constitutus, spontanea voluntate, predicte donationi consentit, quicquid juris, dominii et actionis habet seu habere potest in predictis censibus, aliquo titulo sibi competenti, in dictos fratres transferens penitus et expresse, abrenuntians omni beneficio, privilegio et omni exceptioni que sibi posset competere in hac parte, salvo tamen uno denario turonensi annui census quem dicti fratres tenentur reddere annuatim in festo beati Bricii, villico Castri Lidi, pro censibus supradictis. Et de predicta donatione tenenda et firmiter observanda et de nichil pedendo *(sic)* de cetero in censibus supradictis, aliquo titulo sibi competenti, tenetur dictus Robertus, fide in manu nostra prestita corporali, et de dictis censibus desessivit se dictus Robertus coram nobis et dictos fratres de eis investivit; et erga dictos fratres, Florentia la Genise, que dictam domum tenet et possidet et que dictos census tenetur reddere, adjutavit, quam adjutationem dicta Florentia suscepit spontanea voluntate, quos census dicta Florentia vel quicumque dictam partem domus tenebit tenentur reddere ad terminos et locum preassignatos. Et nos supradicta adjudicamus tenenda et firmiter observanda, prout expressum est, dictum Robertum dictis fratribus sententialiter condempnantes. In cujus rei fidem et testimonium, presentes litteras dictis fratribus dedimus, ad petitionem dicti Roberti, sigilli nostri caractere sigillatas. Datum die sabbati post festum apostolorum Philippi et Jacobi, anno Domini M° CC° L° septimo, mense maii. — *Au verso, de même écriture :* De decem denariis super domum Florentie la Genise de Castro Lidi. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

9. — 1260/1261, février. — VENTE FAITE PAR GUIBURGE, VEUVE DE DÉFUNT GUILLAUME QUINLCES, A GEOFFROY QUINTEAU, D'UNE PLANCHE DE TERRE PLANTÉE EN VIGNES NOIRES, SITUÉE A LA QUINTELIÈRE, AU FIEF D'HUGUES DE COURCILLON, CHEVALIER, EN LA PAROISSE DE SAINT-MARS D'OUTILLÉ. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presencia constituta, Guiborgis, relicta defuncti Guillelmi Quinlces vidua, vendidit in jure coram nobis Gaufrido Quinteau unam planchiam vinee negrerie, quam habebat apud la Quintelière, in feodo Hugonis de Corcillon, militis, in parrochia Sancti Medardi de Ostilleio, ut dicitur, ad unum denarium cenomanensem de censu die festo beati Martini hyemalis annuatim,

et ad decimam consuetam, sine alia redevancia. Et fuit facta ista vendicio pro sex solidis cenomanensium, de quibus denariis coram nobis dicta Guiburgis se tenuit pro pagata in pecunia numerata... Et nos omnia predicta, de voluntate dictarum partium, adjudicamus tenenda et ea sigillo curie Cenomanensis fecimus sigillari. Datum anno Domini M° CC° sexagesimo, mense februarii. Sablen... — *Au verso :* Sablen... transiit. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

10. — 1261, 26 juillet. — BAIL PERPÉTUEL FAIT PAR FRÈRE BERNARD, CORRECTEUR DE LA MAISON DE BERSAI, A MATHIEU CORNU, D'UN HÉBERGEMENT SITUÉ PAROISSES DE JUPILLES ET DE THOIRÉ. — Universis presentes litteras inspecturis, officialis Cenomanensis, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presentia constitutus, frater Bernardus Alboini, corrector domus de Burçaio, Grandimontis ordinis, Cenomanensis diocesis, pensata utilitate dicte domus, tradidit et concessit Matheo dicto Cornu et ejus heredibus in perpetuum quoddam herbergamentum, cum terris, vineis, pratis, nemore et aliis pertinentiis illius herbergamenti, que omnia pertinent ad domum predictam; et sita sunt in parrochia de Jupillis partim et partim in parrochia de Thoireio, ut dicebat. Et facta fuit ista tradicio pro quinque sextariis bladi annui et perpetui redditus, ad mensuram Castri-Lidi, videlicet tribus siliginis et duobus avene, reddendis a dicto Matheo et ejus heredibus correctori et fratribus dicte domus, aut eorum mandato, ad Nativitatem Beate Marie de cetero annuatim ad dictam domum... Et facta est ista tradicio tali modo quod unus heredum dicti Mathei, et sic de herede in heredem, dictas res possidebit, aliis heredibus nichil habentibus in rebus predictis. Nos vero predicta, ad petitionem dictorum correctoris et Mathei, sententialiter adjudicamus tenenda. Actum anno Domini M° CC° sexagesimo primo, in crastino Sancti Xristofori. Balon. — *Au verso, de même écriture :* Lictera de tribus sextariis siliginis et II avene. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

11 et 12. — 1279, 15 mai. — VENTE FAITE PAR DURAND FRESSURE ET AGNÈS, SA FEMME, AUX RELIGIEUX DE BERSAI, D'UNE PIÈCE DE VIGNE SITUÉE A MALPALU, PAROISSE DE SAINTE-CROIX DU MANS, AU FIEF DESDITS RELIGIEUX. — Sachent touz ceus qui verront et orront cestes présentes leitres que, en nostre présence establiz, Durant Fraessure, clerc, et Agaice, sa femme, requenurent en dreit par devant nous que il avaient vendu et vendent unquore au mestre et aus frères de

Burcei, de l'ordre de Grantmont, une piesce de vignes, que il avaient à Male Palu, contenante en tout cinc quartiers, si cum il disaient, ou fié au mestre et aus frères dessusdiz, laqueile vigne joingt en un costé aux vignes des religious hommes de l'abbé et dou couvent de la Cousture dou Mans, et en l'autre costé aus vignes d'icellui mestre et des frères dessusdiz; et au chief dessus atouchent aus vignes de la femme feu Jeliot Guegnart, si cum il est démoustré et devisé par dessus; lesquieles vignes icelui Durant et sa dicte femme tenaient d'icelui mestre et desdiz frères à sis deniers manseis de cens annuel et à treis costerez de vin de rente anuel pour disme... Et fut feite la dite vencion audit mestre et ausdiz frères desdiz vendoors pour trente et sis livres de torneis et demée... Et nous toutes les dessus dites chouses et chascune par sei sentenciausement ajujon à tenir, et avon ces présentes leitres saelées ou seau de nostre cort, à la pétition desdites parties, en tesmoing de vérité. Ce fut feit et donné le jour dou lundi devant Pentecouste, en l'an de graice mil CC LX et diz et nuef. — *Sur le repli :* XIII d. manssais; note sunt persone. — *Au verso, de même écriture :* Lictera de vinea de Malopaluone. — *D'une écriture du* XIV*e siècle :* Sainte Croix près le Mans. Toutes cestes lectres sont des vignes de Malpaluz. — *(Orig. parch., sceau perdu, et copie du* XVIII*e siècle papier.)*

18. — 1318, 30 juin. — CONSTITUTION DE RENTES FAITES AU PROFIT DES RELIGIEUX DE BERSAI PAR JEAN DE LA POISSONNIÈRE. — Sachent touz que, comme Estienne de Launoy eust baillié & assigné piéçajà au mestre & aus frères de la meson de Burçay, de l'ordre de Grantmont, saixante soulz de tournois de rente perpétuel que Jehan de la Poissonnière estoit tenu feire audit Estienne, moytié à la Seint Denis & moytié à Noel, chescun an, pour ce que feu Pierre de Launay, jadis père doudit Estienne, les avoit donnez audiz mestre & frères, si comme il est contenu en lettres de la court à l'official dou Mans, e ledit Jehan de la Poissonnière, tant comme seignour de fié des chouses de quoy il estoit tenu feire ladite rente, vousist pourforcier lesdiz religioux de meitre hors de lour main celle dite rente : en notre court en dreit establi ledit Jehan de la Poissonnière, confessant lesdites chouses estre vraies, requenut que il, en assise & en assignation de ladite rente & pour en demorer quite & deschargié à touz jourzmès, a ballié, otroié & assigné, e onquores balle, otroie & assigne, de sa bonne volenté, au priour & au convent dou prieuré de Burçay, cinq sommes de

blé, c'est assavoir : douze setiers de soigle, un setiers de froment, un setier d'orge & un setier d'avaine, à la mesure de Mayet, de rente perpétuel, que Guyon Chevalier estoit tenu feire audit Johan à la Seint Denis chescun an, e quinze soulz de tournois de cens & de rente annuelx & perpétuelx que les personnes ci après nommées sont tenus feire, c'est assavoir : ledit Guyon, dous soulz; Gervèse Brullé, douze deniers; monsour Johan, chapelain de Mayet, douze deniers; Gervèse de Renuçon, quinze deniers; Juliote la Xretienne, cinq deniers; Symon Gruel, dous deniers & maalle; Agnès la Guyete, dous deniers & maalle; les heirs feu Jehan dou Vau, seize deniers; Jehan Guarestin, cinq soulz de rente à la Seint Denis chescun an. E touz les émolumenz & aventures desdiz cenz e l'obéissance des censiers, e deiz & seipt deniers mansois de rente demoranz de la somme des quinze soulz de rente & de cens dessus diz ledit Jehan de la Poissonnière promect & est tenu feire & rendre audiz religioux & à lors successours & à ceux qui auront cause de eux audit terme de la Seint Denis chescun an... en fesant desdiz religioux & de lors successours, audit Jehan de la Poissonnière & à ses hers, douze deniers tournois de franc devoir requérable environ la Seint Denis chescun an, sanz fey & sanz nulle autre redevance... Ce fut donné & ajugié à tenir & à entérigner par le jugement de notre court dou Mans, ou jour de vendredi après la Seint Jehan Bauptiste, en l'an de grâce mil trois cenz deiz & oict. Meeson. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

14. — 1327, 8 mai. — ACQUISITION PAR JEANNOT LE MARIÉ D'UNE RENTE DE DEUX SETIERS DE SEIGLE SUR LE LIEU DE LA SAULAYE, PAROISSE DE SAINT-MARS-D'OUTILLÉ, AU FIEF DES RELIGIEUX DE GRANDMONT. — Saichent tous présenz & avenir que, en notre court en droit establi, Gervèse Hureau, de la parroisse de Moncé, requenut & confessa soy avoir vendu & otroié & unquores vent & otroie, de sa bonne volenté à Johannot Le Marié, dous sextiers de saigle, bon, seic, & léal, à la mesure d'Oustillé, dous deniers mansais larche de chescun sextier, de anuel & perpétuel rente, à avoir, à prendre & à percevoir doudit achetour & de ses heirs... especiaument sus telle partie & portion comme ledit vendour a en l'estre de la Saulaye & ès appartenances, sises en la parroisse de Seint Martin *(sic)* d'Oustillé, ou fié aus moines de Grand Mont, si comme ledit vendour disoit. E fut faite ceste vencion pour le pris de seis livres de tournois en monnoie courante... si que il promet & est tenu ladite rente fere, rendre et paier audit achetour & à ses

heirs... à la meson doudit achetour, à la meoust chescun an dessores en avant. Ce fut fet & donné & ajugé à tenir & entérigner par le jugement de notre court dou Mans, ou jour de vendredi après le dymenche que l'on chante *Jubilate,* en l'an de grâce mil trois cenz vint et seipt. Lorenz. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

PRIEURÉ DE LA HUBAUDIÈRE

Article 72.

(5 pièces.)

1, 2 et **3**. — 1207. — Don par Jean, comte de Vendôme, et Sulpice d'Amboise, au prieuré de la Hubaudière[1]. — Ego Johannes, comes Vindocinensis, et ego Suplicius, dominus [Ambant], notum facimus tam presentibus quam futuris quod Buchardus, comes Vindocinensis, et Hugo, dominus Ambant, predecessores nostri, spiritu pietatis inducti, dederunt in perpetuam helemosinam Deo et fratribus ordinis Grandimontis, locum quendam in foresta Gastine, qui locus vocatur Hubauderia, quem ipsi fratres circuerunt et signaverunt fossatis. Dederunt eciam totum nemus cum fundo terre et quicquid infra loci illius ambitum continetur, concedentes eisdem fratribus ipso nemore uti pro voluntate sua et perpetuo possidendum[2]. Ego autem Johannes, comes Vindocinensis, et ego Suplicius, dominus de Ambant, attendentes supradictos fratres in dicto loco degentes oracioni et servicio divino intentos, attendentes eciam locum illum valde strictum[3] et minus sufficientem

1. Ces trois chartes ayant le même objet il nous semble inutile de reproduire en entier chacune d'elles. Nous donnerons donc la première, qui est la plus complète, et nous nous contenterons d'indiquer les principeles variantes des deux autres.

2. « ... in Gastina, qui dicitur Hubauderia et quandam partem nemoris cum fundo terre, quam ipsi circuierunt fossatis circa locum illum. Ego... » *(pièce 2)*; — « ... in Gastina, qui vocatur Hubauderia, qui locum circuierunt ipsi fratres fossatis et signaverunt, et ipsum nemus quod in fundo terre predicti loci est, et quicquid intra locum illum continetur, penitus concesserunt eisdem fratribus libere et in perpetuum et pacifice possidendum, tam ad facienda edificia sua quam ad o[mnia] ea que ipsis fratribus vel ordini suo fuerint necessaria. Ego... » *(pièce 3)*.

3. « ... locum illum destrictum... » *(pièce 3)*.

eisdem fratribus, pro nostrarum et predecessorum ac successorum nostrorum remedio animarum, dictam helemosinam et donum augmentavimus, dantes in puram et perpetuam helemosinam aliam [partem] nemoris, predicto loco continguam cum [. . . . .] quicquid [. . . . .] clausuras quas in [. . . . .] augmentationis dicti fratres in signum fecerunt, ita quod nec in ipsa parte, nec in loco sepedicto, nec in quolibet quod ibi contineatur, nos aut nostri poterimus modo quolibet aliquid de cetero reclamare, concedentes has donaciones predictis fratribus possidendas perpetuo libere et quiete, et quod nemus dictarum donacionum extirpare quocienscumque voluerint poterunt vendere quibuslibet, aut donare, et terram excolere et de ea et ejus fructibus facere quicquid volent[1]. Ut autem donum predictorum Buchardi, comitis Vindocinensis, et Hugonis, domini Ambant, predecessorum nostrorum et nostrum pariter ratum et stabile perpetuis temporibus perseveret, presentem paginam sigillorum nostrorum munimine, in testimonium et robur perpetuum, fecimus consignari. Testibus hiis : G. de Vindocino; Bartholomeo de Pleseiz; Radulpho de Marcheiz; Willelmo de Mole; Imbaudo de Jai[2]; Gileberto de Gis; Folcone de Insula. Actum apud Hubauderiam, anno gratie M° CC° sexto. — *(3 chartes orig. parch., scellées chacune de deux sceaux perdus.)*

4. — 1234, novembre. — ENGAGEMENT ENVERS LES RELIGIEUX DE LA HUBAUDIÈRE PAR GUILLAUME DE MARCILLÉ, CHEVALIER, DES DIMES QU'IL POSSÉDAIT SUR LA PAROISSE DE SAINT-AMAND. — Universis Xristi fidelibus presentes litteras inspecturis, Gaufridus, miles, de Sancto Amando dominus, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod Willelmus de Marcilleio, miles, in nostra presentia constitutus, de assensu et voluntate Petronille, uxoris sue, et Johanne, filie sue, fratribus de Hubauderia, Grandimontis ordinis, omnes grossas decimas quas a nobis tenebat in parrochia de Sancto Amando, in blado et avena et leguminibus consistentes, pro triginta libris turonensium, eidem militi integre persolutis, pignori obligavit

1. « ... eisdem fratribus donum illud augmentavimus et dedimus aliam partem nemoris quam similiter signaverunt fossatis prope et circa locum dictum. Ut autem... » *(pièce 2)*; — « ... eisdem fratribus donum illud augmentavimus, dantes eis aliam partem nemoris, quam ipsi fratres circuerunt fossatis similiter et clauserunt, sine reclamatione alicujus vel querela, et concessimus hanc donationem predictis fratribus possidendam libere et quiete, eodem modo quo et prima donatio data fuit et concessa. Ut autem... » *(pièce 3)*.

2. « Le Jai » *(pièce 2)*.

de marcio in marcium, ab eodem, vel ab uxore sua, vel ab heredibus suis redimendas, ita tamen quod dictus miles, nec heredes sui, predictas decimas a fratribus supradictis redimere non poterunt, ut alii persone ecclesiastice tradant pignori obligandas. Sepedictus autem miles in manu nostra prestitit fidem corporalem quod si dicti fratres in hac obligatione, propter defectum suum sive negligenciam, aliquod dampnum incurrerent, dictus miles, vel heredes sui, eisdem fratribus tenerentur restaurare et indempnes observare. Sciendum est [quod] dicti fratres vel eorum mandatum dictas decimas [ubic]umque voluerint trahere poterunt, dum tamen infra fines parrochie supradicte. Et quia Petronilla, uxor predicti militis, penes se litteras nostras habebat, quod in predictis decimis a memorato milite dotalicium suum assignatum fuerat, fidem in manu nostra prestitit corporalem quod, durante obligatione, nichil in dictis decimis reclamabit. In cujus rei testimonium et munimen, ad petitionem predicti militis et P., uxoris sue, et J., filie sue, presentes litteras fratribus supradictis sigilli nostri karatere dedimus roboratas. Datum anno Domini M° CC° XXX° quarto, mense novembrio. — *Au verso, de même écriture :* De decima de Bureschart. *En écriture du* XVIII*e* *siècle :* Tiltre pour la dixme de Saint Amand. Je montré le présent à Mr de Marescot de Challay, pour ce qui conserne son terrain exempt de dixme; il m'a promis pour ces messieurs quatre boisseaux de bled et autant d'avoine à prendre sur la Noüe, paroisse de Saint-Amand. Le premier octobre 1753. Chevé. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

5. — 1336, 23 octobre. — VENTE D'UN PRÉ FAITE PAR LUCAS JALIER ET JEHANNE, SA FEMME, A ÉTIENNE SAUVAING, PRIEUR DE BERSAI ET MAÎTRE DE LA HUBAUDIÈRE. — Saychent touz présenz et avenir que, pardevant nous en notre court de Lavardin, en droit establiz, Lucas Jalier et Johanne, sa fame, de la parroisse d'Amblay... ont requegneu et confessé que ilx... ont vendu et otroyé et enquores vendent et otroyent... à religieux hommes et honeste monsieur Estienvre Sauvaing, priour de Burçay et mestre de la Hubaudière, et à ses successeurs, une pièce de pré, si comme il se porsiet, o ses apartenances, contenant un quartier ou environ, séant à la Planche, joignant aus terres de la Hubaudière, d'une part, et d'autre part au boys de la Planche, et d'un bout au chemin par lequel l'en vet de Tours à Vendosme, et de l'autre bout au pré de la Hubaudière, tenu de monsieur Regnaut Lusurier à troys deniers de cens renduz au jour de la Saint Johan Baptiste, et de Johan dou Buschay à

quinze deniers de rentes renduz par chacun an ou dimanche avant la Touz Sainz... Et fut faite ladite vencion pour sexante soulz de tournoys... Et nous tout ce avon jugé à tenir et saellé dou seyau aus causes de notre court dessus dicte, l'an mil troys cenz trente et six, le mercredy après la Saint Lucas évangéliste. G. Maintillet. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

RELIGIEUX MENDIANTS

MINIMES

COUVENT DES MINIMES DU PARC ROYAL DE VINCENNES

Article 73.

(2 pièces.)

1. — 1666, 3 août. — Ordre donné au nom de monseigneur [le duc de Mazarin] par Bellintané, au sieur Petitmaire, de payer aux pères Minimes ce qui leur est dû à cause de vingt-cinq arpents de terre du Parc que l'on a pris pour faire labourer et ensemencer. — A la suite est une quittance de 600 livres donnée audit sieur Petitmaire le 7 août, par « frère Jean Robin, correcteur, et frère Jacques Badan, procureur, tous deux religieux profex du couvent des Minimes du bois de Vincennes ». — *(Orig. pap. scellé en placard d'un sceau de papier représentant saint François de Paule debout. Légende :* SIGILLV . CORRECT . CONV . VITÆ . SANÆ.)

2. — 1666, 13 août. — Procuration donnée par le correcteur et les religieux de l'oratoire de Notre-Dame du Parc royal de Vincennes, à frère Jacques Badan, profès dudit couvent, pour recevoir la somme de 600 livres du loyer de 25 arpents de terre, qui ont été ensemencés dans leur enclos par l'ordre du duc de Mazarin. Signé : Fr. Jean Robin, correcteur; Fr. Thomas Le Normand; Fr. Louis Giry; Fr. Charles Pyart; Fr. Jean de Villers; Fr. Pierre Huré; Fr. Fiacre Preponnière; Fr. Gabriel Ricoüart; Fr. Jacques d'Auvergne; Fr. Gilbert Misier. — *(Orig. pap., scellé comme le précédent.)*

CARMES

COUVENT DE NANTES

Article 74.

(1 pièce.)

1469, 11 juin. — ACQUISITION, PAR ALAIN DE LESTAROUZ, PROCUREUR DE FRANÇOISE D'AMBOISE, DUCHESSE DE BRETAGNE, ET DE GUILLAUME CHAUVIN, CHANCELIER DE BRETAGNE, EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES DE MARIE DE RIEUX, VICOMTESSE DE THOUARS, D'UNE RENTE DE DOUZE LIVRES, DESTINÉE A L'ACQUIT D'UNE MESSE ANNUELLE FONDÉE PAR LADITE VICOMTESSE DE THOUARS DANS LA CHAPELLE DES CARMES DE NANTES. — Sachent touz que, par notre court de Nantes, en droit, ont esté présens et personnelement establiz devant nous noble escuier Alain de Lescarouz, ou nom et comme procureur prouvé de très haulte et puissante princesse damme Françoise d'Amboise, duchesse de Bretaigne et contesse de Benon, veuffve de feu prince de bonne mémoire le duc Pierres, notre souverain seigneur, cui Dieu pardoint, et aussi comme celui de Lestarouz, procureur prouvé de nobles hommes Guillaume Chauvin, seigneur du Boais, chancellier de Bretaigne, comme lesdiz duchesse et Chauvin, exécuteurs du testament et ordonnances de derroine volunté de feue noble et puissante damme damme Marie de Rieux, en son vivant vicontesse de Thouars, o povoir exprès de mectre, convertir et employer celui de Lestarouz les biens, meubles, debtes, revenues et levées de héritages de ladicte vicontesse, que celui de Lestarouz exigeroit et recevroit, à l'exécucion et accomplissement des testament et ordonnances d'icelle vicontesse, comme appiert par lectres de procuration du septyesme jour d'avril l'an mil quatre cens soixante quatre entrant, passée par notre dicte court de Nantes par Pierres Raboceau, Pierres Simon, et scellée, d'une partie; et noble escuier François du Breil, seigneur du Boais, en la parroisse de Riaillé, en l'évesché de Nantes, d'autre partie; lesquelles parties... confessent avoir fait et font entr'eulx contrat héritel en la forme et manière cy après desclerée... en présence de vénérables et discretz humbles religieux et hon-

nestes frère Guillaume Guihart, prieur, et missire Jehan Longuespée, docteur, religieus du couvent des Carmes de ceste ville de Nantes, acteptans à gré les chouses et chacune desclerées cy après pour eulx, leurs successeurs religieux prieurs et couvent dudit lieu des Carmes de ceste dite ville. Par lequel contrat celui Dubreil... vend, cède et transporte... en nom et et par tiltre de pure et perpétuelle vendicion inrévocable, pour lui, ses hoirs et cause aians à jamais, à héritaige, audit de Lescarouz, audit nom, présent et acceptant, pour lesdiz religieux... soubz l'ipothèque et obligacion divisément et expressément d'icelui lieu et doumaine du Boais... le numbre de doze livres de rente par an, pour icelles céder, tourner et estre emploiées en la fondacion et dotacion d'une messe annuelle, par ladicte feue vicontesse en son vivant fondée et ordonnée estre dicte et célébrée et continuée en fuctur en l'église des Carmes de cestedicte ville par les religieux dudit lieu... Ceste vendicion faite, à gré de parties, pour le numbre et somme de deux cens escuz d'or... nombrez présentement, en notre présence, d'icelui de Lestaroux, ès noms que dessus, audit Dubreil... Ce fut fait en la ville de Nantes, en la maison de Lorans Nicolle, et ce escript par Olivier Le Prévost, le onzeyesme jour de juign l'an mil quatre cens soixante et neuf. P. Aubert passe; Jehan Guibert passe. — *(Orig. parch. sans traces de sceau.)*

COUVENT DE NOTRE-DAME DU GUILDO

Article 75.

(1 pièce.)

1781/1790. — Comptes des mises et dépenses du couvent des grands Carmes de Notre-Dame du Guildo, commençant le 1er janvier 1781 et finissant le 3 octobre 1790. Nous trouvons dans ces comptes les noms des religieux suivants : Benoît Briart, prieur, 1er janvier 1781-29 juin 1783[1]; Eustache Corlay, prêtre, 1er janvier 1781-11 mai 1783; frère Perdoux, prêtre, 1er janvier 1781-29 juin 1783; frère Dominique, laïc, 1er jan-

1. Nous indiquons les dates extrêmes auxquelles nous les trouvons mentionnés.

vier 1781; Joseph Groleau, prieur, 30 juin 1783-1er mai 1786; François Catel, 29 février et 14 août 1784; G.-A. Quevelau, 8 novembre 1783-22 juin 1789; Amand Sauvé, prieur, 1er juin 1787-avril 1789; frère Le Bouvier, 1er mai 1786; Piel de la Bellangerie, prieur, 22 juin 1789-3 octobre 1790; frère Pierre, clerc, 14 mai 1790.

Les comptes sont examinés : 10 août 1784, par Ambroise Bameulle, prieur du couvent de Rennes, délégué de frère Stanislas Travers, provincial de la province de Tours, et par Bertin Berthe, assistant du provincial; le 2 juillet 1787, par Gérard-Paschal de Rabereul, provincial, et Athanase Duliepvre, assistant; et le 14 mai 1790 par Morvan, maire de Crehen, et Julien Desouslabailli, officier municipal. — *(Reg. papier de 76 feuillets.)*

AUGUSTINS

COUVENT D'ENNEZAT

Article 76.

(1 pièce.)

1414, 27 avril. — Lettres données par frère Jehan Jourdain *(Jordani),* prieur du couvent d'Ennezat, et les religieux dudit couvent, par lesquelles ils accordent à Jehanne, dame de Rueil *(de Revello),* la participation aux bonnes œuvres et aux prières de leur maison. Ils s'engagent en outre à dire chaque jour à perpétuité une messe pour le repos de l'âme de François de Aubrisccort, autrefois seigneur de Rochefort, et pour ses parents trépassés. — A la suite est l'approbation donnée à cet acte par frère Pierre, prieur général de l'ordre des Ermites de Saint-Augustin, le 16 juillet 1414. Signé : Petrus de Vena. — *(Orig. parch. scellé de trois sceaux, dont deux de cire brune, et le troisième de papier sur cire rouge, sur cordons plats de soie verte et blanche.)*

DOMINICAINS

COUVENT DU MANS

Article 77.

(2 pièces.)

1. — 1373, janvier-juillet. — VENTE PAR LE COMTE DU MAINE AUX JACOBINS DU MANS DES FOSSÉS QUI AVOISINENT LEUR COUVENT, POUR DIX LIVRES DE RENTE ANNUELLE ET PERPÉTUELLE. — Pierre d'Avoir, sire de Chasteaufromont, chambellan du roy, notre sire, et de monseigneur le duc d'Anjou, de Touraine, et comte du Maine, lieutenant général et séneschal de mondit seigneur en ses diz pays, à touz ceulx qui ces présentes lettres verront, salut. Savoir faisons que nous avons veu les lettres de noz amez Pierre Saynel, notre lieutenant d'office de sénéchal au Mans, et de Jehan Jaquemin, procureur de mondit seigneur au Maine, èsquelles sont incorporées noz autres lettres, contenant chacune mot à mot la fourme qui s'ensuyt.

A notre très chier et très redoubté seigneur monsieur de Chasteaufromont, chambellan du roy, et de monseigneur le duc d'Anjou, de Touraine, et conte du Maine, lieutenant général et sénéchal de mondit seigneur en ses diz pays, Pierre Saynel, votre lieutenant de sénéchal, et Jehan Jacquemin, procureur de monseigneur le duc au Mans, honnour, révérence, subgécion, avec toute vroye obéissance. Très chier et redoubté seigneur, plaise vous savoir que nous avons receues voz lettres à nous présentées de la partie du priour et couvent des frères preschours du Mans, desquelles la tenour s'ensuyt :

Pierre d'Avoir, sire de Chasteaufromont, chambellan du roy, notre sire, et de monseigneur le duc d'Anjou, de Touraine, et conte du Maine, lieutenant général et sénéchal de mondit seigneur en sesdiz pays, à noz amez notre lieutenant de sénéchal et procureur de monseigneur le duc au Mans, salut. Comme mondit seigneur, de si lonc temps qu'il n'est mémoire du controire, par lui et par ses prédécesseurs, soit en saisine et possession d'avoir et retenir à son domaine un foussé sis entre les chouses de la cloux des jardins des Frères Prescheurs de la ville

du Mans, lequel foussé fut anxienement fait, selon ce que l'on cuyde, avecques autres foussez, pour l'anxienne clouaison de ladicte ville; et lesdiz religioux nous aient supplié que pour ce que ycelui foussé, qui est en leur jardins, comme dit est, est de présent anxi comme tout rasé de ronces et d'espines et de maintes mauveses herbes, par quoy, soubz ombre de tieulx chouses, mains maulx d'aucunes gens de ladicte ville et d'environ s'en pourroint enssuyr, à l'escande et confusion desdiz religioux et de leur ordre, nous lour vueillons sur ce pourveoirs de remède patéable : nous, considérans les chouses dessus dictes et en faveur du service divin qui de jour en jour est célébré par lesdiz religioux, inclinans à leur supplication, vous mandons et commectons que appellez en votre compaignie des preudes hommes cognoissans à ce, vous transportez sur ledit foussé et ycelui fere priser et estimer bien et deument combien il puet ou pourra bien valloir par chacun an à mondit seigneur de rente perpétuel et, le dit pris et estimacion fez, selon yceulx ou non et pour mondit seigneur, baillez ledit foussé à rente perpétuel auxdiz religioux, et de ycelui par un prenant bonne obligacion d'iceulx religioux les mectez en saisine et possession réels et corporels, en leur lessant mectre et attribuer avec leur autre domaine desdiz jardins, et souffrant jouyr et user paisiblement de notre grâce, sanz aller encontre de ladicte baillée qui par vous sera faite dudit foussé auxdiz religioux, ainssi comme dit est, mondit seigneur ou nous confirmerons, touteffoiz que mestier sera et que requis en serons, de ce fere vous donnons povoir, non obstant quelconques ordennances, mandement ou deffences faictes ou à fere au controire. Donné à Angers, souz notre seel, le pénultième jour de janvier l'an de grâce mil CCC soixante et douze. Ainssi signé : Par monsieur le lieutenant, ou conseil : Saicheterre; visa : G. Poinceau.

Par vertu desquelles lettres, nous avons esté sur lesdiz foussez en la compaignie de plusieurs proudes gens par nous à ce appelez, c'est assavoir : de maistre Yves Loustellier, Jehan Bouju de Courberon, Jehan Burnoust, Ymbert de Bezenczon, André Saicheterre et de plusieurs autres, présent ledit priour dudit couvent, lequel, après l'estimacion et pris fez d'iceulx foussez par les dessusdiz, c'est assavoir, à dix soulx de rente perpétuel fait chacun an à mondit seigneur, fut d'assentement de prendre lesdiz foussez à ladicte rente à touzjourmès, et yceulx y print et accepta; et par tant pour le prouffit de mondit seigneur pour ce que ailleurs en autres chouses touchant son fet, plus grandement estions chargez par Drouet Forget, son ser-

gent en la ville du Mans, et par nous commis à ce, affin de savoir si aucun vouldroie sur ladicte prinse enchérir ne riens dire encontre, avons fait fere les criz, bans et sébastacions de ladicte prinse en ceste manière, si comme il nous a relaté par ses lettres, c'est assavoir : de huitène, de quinzeine, de quaranteine; le premier ban d'uitène, fait en ladicte ville du Mans, ou lundi avant karesme prenant dairain passé, présens : Guillaume Le Charpentier, Geoffroy Leconte, Estienne Beluteau et Jehan Le Quou; item, le segond ban de XV[ne] fait en ladicte ville, ou jour de lundi après *Reminisscere*, par Drouet Forget, présens : ledit Charpentier, Estienne Belle, Guérin Mortier, Guillaume Monnaye, Guillaume Chotart; item, le tiers ban de XL[ne] fait en ladicte ville, le jour de lundi après Pasques, par ledit Drouet, présens : Denis Quoquet, Guillaume Martin, Gervèse Le Verrier et Estienne Bouesseau; entre lesquieulx jours ne à yceulx aucun ne vint ne n'est depuys venu pour ladicte prinse enchérir ne aucune chouse dire encontre, par quoy, si comme par vous mandé et commis nous estoit, nous avons baillé de par mondit seigneur à touzjourmès auxdiz religioux lesdiz foussez, en faisant à mondit seigneur ladicte rente par eulx et leur successeurs chacun an à touzjourmès; et d'icelle fere et continuer doresenavant ont baillé obligacions scellées du scel du priour et couvent, laquelle lettre, je, procureur dessusdit, ay prinse et retenue par devers moy, ou nom et pour mondit seigneur, et ce, très chier et redoubté seigneur, nous vous certiffions estre vroyes par ces présentes lettres scellées de l'un de noz seaulx, le XX[e] jour de juign l'an de grâce mil CCC soixante et treize. Ainssi signé : J. Coustard; Jacquemin.

Et ycelles prinse et baillée faictes comme contenu est èsdictes lettres... voulons et nous plaist que lesdiz foussez... lesdiz priour et couvent... les tiengnent et possèdent... rendant à mondit seigneur et à ses successeurs doresenavant chacun an lesdiz dix soulz de rente... réservé avec ce à monseigneur seignourie et souvraineté de féage sur lesdictes chouses... Et... nous avons fait mettre notre scel à ces présentes, sauf le droit de monseigneur et l'autruy en toutes. Donné l'an de grâce mil trois cens soixante et treze, au mois de juillet. — *Sur le repli :* Par monsieur le lieutenant : J. Foissy. — Pro Deo. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1714, 8 octobre. — Contrat par lequel Pierre Mussard, notaire, procureur syndic et greffier des rôles de la paroisse de Rouessé-Vassé, vend aux Jacobins du Mans, « ès personnes de

pères frères : Pierre Godechal, docteur de Sorbonne, prieur; Jean Moloré, François Barreau, aussy docteurs de Sorbonne; Pierre Denizot, souprieur; Jean-Baptiste Le Balleur; Sébastien Minier et Jacques Bochetel, procureur, tous prestres religieux dudit couvent, et frère François Boislandon, religieux du couvent », 25 livres de rente annuelle et perpétuelle, ladite vente pour le prix de 500 livres. — *(Exp. parch.)*

COLLÈGE DE SAINT-MAXIMIN, A AIX

Article 78.

(1 pièce.)

1306/1307, 27 février. — Quittance donnée par frère Bernard Vital, sous-prieur de Saint-Maximin. — Noverint universi presentem apodixem lecturi quod ego, frater Bernardus Vitalis, supprior fratrum predicatorum Sancti Maximini, confiteor me recepisse a Johanne de Apulia viginti quinque libras reforciatorum de redditibus pasqueriorum bajuliarum Brinonie et Sancti Maximini. In cujus rei testimonium, sigillum meum presenti apodixe apposui, anno Domini milesimo trecentesimo sexto, vicesima septima, die februarii. — *(Orig. pap., scellé en placard de cire brune.)*

FRANCISCAINS

COUVENT DE SAINT-FRANÇOIS DE MONTEPULCIANO

Article 79.

(1 pièce.)

1457, 25 septembre. — Bulle du pape Alexandre V, donnée à Assise le sept des calendes d'octobre l'an 1457, quatrième de son pontificat, adressée à l'archevêque de Florence, l'évêque

d'Arezzo, et le doyen de l'église de Montepulciano, au diocèse d'Arezzo, les autorisant à avertir certains particuliers inconnus, qui avaient spolié le couvent des Franciscains de Montepulciano, d'avoir à restituer les biens volés, sous peine d'excommunication. — *(Orig. parch., scellé d'une bulle de plomb.)*

COUVENTS DE FEMMES

CLARISSES

COUVENT DE NOTRE-DAME-DES-ANGES DE BEAUMONT-SUR-SARTHE

Article 80.

(15 pièces.)

1. — 1697, 4 juin. — Constitution de 17 livres 11 sols de rente, faite pour le prix de 351 livres, par Anne Pastis, veuve de Michel Tricot l'aîné, demeurant à Sougé-le-Ganelon, et Jean Garnier, charpentier, demeurant à Moitron, en son nom et se faisant fort de Marie Tricot, au profit de François Jousset, marchand, demeurant paroisse de Saint-Jean; Jean Jousset, sieur des Berries, demeurant à Beaumont, etc. — *(Expéd. parch.)*

2. — 1698, 4 juillet. — Constitution de 8 livres de rente, pour le prix de 160 livres, faite par Jean Garnier et Marie Tricot, sa femme, Pierre Breteau et Marie Garnier, sa femme, au profit des religieuses de Notre-Dame-des-Anges de Beaumont, savoir : Marie-Madeleine de Bellerient, supérieure; Louise d'Andigné, vicaire; Françoise Thomas de la Poulerie; Angélique Moulineuf; Jeanne Chapelet; Catherine Le Noir; Anne Chevalier; Louise de Sourches de Beauregard; Suzanne Martin de Crottey, dépositaire; Marie Ribault; Jeanne Ribault; Claude Chevallier et Jeanne Pasquinot, toutes religieuses professes dudit couvent. — *(Exp. parch.)*

3. — 1700, 19 août. — Acte par lequel Jean-Baptiste Pe-

louard, sieur de l'Estang, et Gabrielle Normand, son épouse, demeurant à Bonnétable, cèdent, pour le prix de 140 livres tournois, « aux religieuses, supérieures et couvent de Nostre Dame des Anges, de l'ordre de Sainte Claire Urbanistes, de Beaumont le Vicomte », une rente de 7 livres que leur devaient faire au terme du premier de juin Charité Gervais, veuve Michel Adam, Léonard Godinier et autres. Les religieuses sont représentées à cet acte par Marie Martin, épouse de Simon Flotey, sieur du Caseau, demeurant à Beaumont, qui agit en vertu d'une procuration desdites religieuses à elle donnée le 18 du même mois et signée des sœurs qui suivent : [Madeleine] de Bellerient, supérieure; Françoise Thomas; A. Moulinneuf; Anne Chapelet; [Catherine] Le Noir; A. Chevallier; L. de Chourses de Beauregard; S. Martin de Crotay, dépositaire; Jeanne Ribault; Claude Chevalier; Anne Pasquinot; M. Aubin; Marie Robidas; Anne Robidas. — *(Exp. parch.)*

4. — 1702, 16 juillet. — Acte par lequel les héritiers de Toussaint Leroy et de Marie Fouschard reconnaissent qu'ils sont tenus de payer une rente de douze livres à René Le Roy de Richebourg, marchand cirier du Mans, époux de Marie-Anne Clavet. — *(Exp. parch.)*

5. — 1702, 7 octobre. — Sentence du bailliage de Fresnay, qui condamne Charité Gervaise, veuve de Michel Adam, à payer aux religieuses de Sainte-Claire Urbaniste une rente annuelle de 7 livres cédée auxdites religieuses par Jean-Baptiste Pelouard. — *(Exp. parch.)*

6. — 1704, 30 décembre. — Acte par lequel Louis Bougereau et Toussaint Le Roux s'engagent à payer aux religieuses Clarisses de Beaumont une rente annuelle de 12 livres, par eux due primitivement à René Le Roy, sieur de Richebourg. — *(Exp. parch.)*

7. — 1713, 20 janvier. — Acte par lequel Henriette Coullon, veuve de Jean Beaussier, demeurant à Beaumont, s'engage à continuer de payer à Me René Gauvain, conseiller du roi, lieutenant criminel au grenier à sel du Mans, une rente annuelle de 11 livres, constituée sur un champ situé à Mareschè. — *(Exp. parch.)*

8. — 1713, 12 novembre. — Acte par lequel Jean Garnier

et Marie Tricot, sa femme, reconnaissent devoir trois parts de rente aux religieuses de Notre-Dame-des-Anges, cessionnaires de Mᵉ Jean Jousset, sieur des Berris, et d'Hélène Percheron, sa femme, par acte passé le 4 décembre 1697. — *(Exp. parch.)*

9. — 1719, 31 juillet. — Constitution de 20 livres de rente faite par Henriette Coullon, veuve de Jean Beaussier, au profit des religieuses de Notre-Dame-des-Anges, Marguerite Aulbin, supérieure; Anne Paquinot, vicaire; et Madeleine Amiard, acceptant et stipulant pour la communauté. — *(Exp. parch.)*

10. — 1720, 25 juin. — Vente faite par Jean Garnier et Marie Tricot, sa femme, de la paroisse de Moitron, à Françoise Jouin, fille majeure, demeurant à Beaumont, du lieu du Gravier, situé paroisse de Piacé, pour la somme de 860 livres. Quittances des droits de vente données : le 11 mars 1723, par Charles Gohier, écuyer, seigneur du Mesnil-Renard, et le 9 mai 1723, par G. de Chourses de Beauregard, seigneur de Piacé. — *(Exp. parch.)*

11. — 1732. — Nouvelle reconnaissance de 12 livres de rente donnée aux religieuses de Notre-Dame-des-Anges, par Louis Bougereau et Jacques Le Roux. — *(Exp. parch.)*

12. — 1749, 17 septembre. — Acte par lequel René Bigot et Anne Goulette, sa femme, demeurant à Congé-des-Guérets, paroisse de Vivoin; Jean Goulette, demeurant à Évron, et Louis Guitton, curateur de Louise Goulette, demeurant à Vivoin, reconnaissent devoir aux religieuses de Notre-Dame-des-Anges, dame Marie Martin de la Porte, supérieure; Marie Étienne du Belley, dépositaire, et Marie Crochard, religieuse, à ce présentes, la somme de dix livres de rente foncière, en vertu d'un contrat du 16 août 1621. — *(Exp. parch.)*

13. — 1757, 29 novembre. — Acte par lequel les héritiers de Françoise Boré, au jour de son décès femme de François Huet, reconnaissent devoir au couvent de la ville de Beaumont, « érigé en prieuré nommé le prieuré de Sainte-Claire », la somme de 44 livres de rente foncière, affectée sur le lieu du Gravier, paroisse de Piacé. — *(Exp. parch.)*

14. — 1760, 27 janvier. — Acte par lequel Marc Étoc, sieur de la Touche, maître chirurgien, et Marie Gobin, son épouse,

demeurant paroisse de Coulombiers, ladite Gobin fille et héritière en partie de Charles Gobin, vivant premier huissier audiencier du siège royal de Beaumont-le-Vicomte, reconnaissent que, par acte du 30 juillet 1627, les religieuses de Notre-Dame-des-Anges ont cédé audit Charles Gobin la somme de 7 livres de rente foncière, sur une pièce de terre, située paroisse de Roussé-Fontaine, à la charge par ledit Gobin de leur payer pareille somme de 7 livres de rente. Pour raison de quoi ledit Étoc et sa femme s'engagent à servir ladite rente à Beaumont et non ailleurs à Me François Régnier de la Ronse, notaire royal à Assé-le-Riboul, procureur des religieuses de la Ferté-Bernard, propriétaires des biens du couvent de Beaumont. — *(Exp. parch.)*

15. — 1773, 23 novembre. — Sentence rendue en la sénéchaussée et siège royal de Beaumont-le-Vicomte, à la requête des religieuses du couvent de la Ferté-Bernard, qui condamne [. . . . .] Le Attée, charpentier, à continuer aux dites religieuses une rente de dix livres et de leur en payer cinq années échues. — *(Exp. parch.)*

COUVENT DE NOYEN

Article 81.

(1 pièce.)

1685, 1er février. — Signification à la requête de noble Ignace Desbois, sieur du Châtelet, demeurant ville du Lude, à Jean Michel, marchand au Lude, acquéreur des héritages de Me Lionord Desbois, conseiller du roi, prévôt des maréchaux de France à Baugé, d'avoir à payer diverses sommes hypothéquées sur lesdits héritages, savoir : 40 livres de rente envers M. Jouye, sieur des Roches, président à la Flèche, et 150 livres, d'une part, et 100 livres, d'autre part, de pension viagère, tant à la demoiselle du Noyer, veuve dudit feu sr Desbois, qu'à la dame Desbois, sa fille, religieuse professe au couvent de Noyen. — *(Orig. pap.)*

COUVENT DU LUDE

Article 82.

(2 pièces.)

1. — 1644, 9 juin. — Procès en parlement entre « dame Michelle de Trousebois, relligieuse, abbesse de l'ordre de Sainte Claire en la ville du Lude, tant en son nom que comme supérieur des autres religieuses du Lude, appellantes comme d'abus d'une certaine prétendue sentence d'excommunication rendue par frère Jean des Roches, soy disant provincyal des Cordelliers en la province de Touraine, le vingt deuxiesme octobre mil six cens quarente deux, ensemble de tout ce qui s'en est enssuivy, d'une part; et ledict frère Jean des Roches, intimé, et messire Claude de Reuil, évesque d'Angers prétendu follement intimé, d'autre; et encore entre frère François Hache, provincial des Cordelliers de la dicte province de Touraine et les officiers, manans et habitans de la ditte ville du Lude, demandeurs affin d'intervention en ladicte cause d'appel du sixiesme jour du mois de mars, d'une part; et les dicts Troussebois, des Roches, et évesque d'Angers, d'autre ».

L'avocat des religieuses soutient « que les bonnes mœurs et la probité de ses partyes estant congnues, on les auroit souhaittées dans la ville du Lude, pour y establir une maison de leur ordre, dont le sieur évesque d'Angers auroit conçu jalousie contre elles et pris occasion de leur faire commandement de retourner aux couvents dont elles estoient partyes, et se seroit pour ce subject servy du ministère du père des Roches, leur provincial, qui les auroict excommuniées, ce qui n'estoit en son pouvoir pour avoir esté luy mesme excommunié; et que leur dessein tent à l'advancement et utillité publicq, joinct qu'elles sont exemptes de la jurisdiction de l'évesque par bulles de papes ».

A quoi l'avocat du P. des Roches répond que son client est « follement intimé, d'autant qu'il n'est plus leur provincial, et que lesdictz appellans s'estans dévoyées par un esprit de libertinage et sortyes de leurs couvens, il auroit faict son possible pour les remettre dans le chemin de la piété, ce que n'ayant peu obtenir de douceur, après vrais desnonciations, il seroit servy de la puissance qu'il avoit en main et les auroit excom-

muniées; leur prétention n'est point considérable, attendu qu'elles n'ont aucunes bulles, lettres patentes du roy ny autre permission qui les appuye dans icelle; estant certain que nul ne peut establir maison relligieuse en France sans l'aucthorité et permission expresse du roy ».

L'évêque d'Angers dit à son tour « qu'il n'y avoit rien de son ministère en l'excommunication de laquelle on se plaignoit » et demande sa mise hors de cause.

La cour, « sans avoir esgard à l'intervention. sur l'appel comme d'abbus... met les parties hors de cour et de procès sans despens ». — *(Exp. parch.)*

2. — Même date. — Lettres royales données à Paris et signées : Par le conseil : Saincton, ordonnant la mise à exécution de l'arrêt précédent. — *(Exp. parch. Les deux pièces sont attachées ensemble par un lac de parch. scellé d'un sceau de cire brune fruste.)*

URSULINES

COUVENT DES URSULINES DU MANS

Article 83.

(1 pièce.)

1722, 12 juillet. — Foi et hommage simple aux religieuses de Sainte-Ursule du Mans, dames des terres, fiefs et seigneuries de la Durandière, la Roche, le Tremblay et les Cerqueux, à cause de leur fief des Cerqueux, par Ambroise Rousseau, veuve de Jacques Pommier, vivant marchand cirier au Mans, sœur et unique héritière de Jean-Odillon Rousseau, demeurant au Mans, paroisse de Gourdaine, pour la maison et terres des Cerqueux, paroisse de Sainte-Sabine, tenues à foi et hommage simple et à 13 sols pour droit de chauffage, en frarache de MM. de Saint-Michel du Mans et de plusieurs autres. — *(Orig. pap.)*

ORDRES MILITAIRES ET RELIGIEUX

COMMANDERIE DE THÉVALLES

Article 84.

(5 pièces.)

1. — 1496, 19 avril. — Transaction entre noble et puissant seigneur Lyon Guyteau, chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, commandeur de Thévalles, près le Val du Breil-aux-Francs, et de la Chambre de Chevillé, d'une part; et noble homme Pierre Vachereau, écuyer, seigneur de Chevillé, d'autre part, au sujet d'une chaussée élevée par ledit seigneur de Chevillé dans un pré du moulin de Longue-Épée, sur la Vègre. Présents : Laurent de Souzigné et Michel Lamyre, écuyers. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

2. — 1608, 25 juin. — Déclaration de Nicolas Le Barbier, écuyer, seigneur de la Roche de Chevillé, à messire Adam de Bellanger, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur des commanderies de Thévalles, Breil-aux-Francs et Chevillé-Maimbré en dépendant, pour deux pièces de terre se tenant, appelées les Espitelières, paroisse de Chevillé, sur le chemin de Chevillé à la Croix-Blanche. Ladite déclaration présentée aux assises de Chevillé par Barthélemy Le Roy, demeurant à Chevillé, fermier dudit seigneur des métairies de Courcelles et Merville. — *(Orig. pap.)*

3. — 1620, 15 janvier. — Jugement donné à Laval par François Rebuffé, licencié ès droits, sénéchal de Thévalles et le Breil-aux-Francs, à la requête du procureur fiscal de la cour et de Michel Molland, sieur de la Lande, condamnant Nicolas Le Barbier, sieur de la Roche, défaillant, à exhiber tous les contrats par lui faits sous les fiefs de Thévalles, et notamment ceux par lesquels il serait entré en la seigneurie de sa terre de Biar et des lieux du Cloux et de la Fousse. — *(Orig. pap.)*

4. — 1633, 2 novembre. — Signification, à la requête du

procureur fiscal de la seigneurie de Thévalles, et en vertu de l'ordonnance donnée à Laval par François Rebuffé, sieur de Montrond, avocat en parlement, sénéchal des commanderies de Thévalles, Breil-aux-Francs et Chevillé-Mimbré en dépendant, le 8 octobre précédent, donnée à d[lle] Suzanne Le Barbier, dame du Clos, paroisse de Chevillé, dont dépendent les Espitelières, à comparoir aux assises de ladite commanderie. — *(Orig. pap.)*

5. — 1633, 16 novembre. — Délai accordé à d[lle] Suzanne Le Barbier, femme autorisée de noble Jacques de Longueil, sieur de Bon, pour faire les obéissances au fief de la commanderie de Thévalles. Donné aux pleds de la commanderie de Chevillé, tenus en la maison seigneuriale dudit lieu, par François Rebuffé, sieur de Montrond, avocat en parlement, sénéchal. — *(Orig. pap.)*

COMMANDERIE DE GUÉLIANT

Article 85.

(2 pièces.)

Hopital de Bercon. — **1.** — 1611, 15 août. — Contrat de vente du Grand-Champ, situé près le lieu des Grands-Estres, paroisse de Crissé, sur le chemin de Saint-Remy de Sillé à Fresnay, pour la somme de onze-vingts livres tournois, ledit champ relevant censivement du fief et seigneurie de l'hôpital de Bercon, dépendant de la commanderie de Guéliant. — Reçu des ventes en date du 5 septembre 1611, donné au nom de frère Simon d'Aubigné, chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, bailli dudit ordre, commandeur des commanderies de Villegast et de Guéliant, et de l'hospice de Belin et de Bercon. — *(Exp. parch.)*

2. — 1618, 20 novembre. — Convention portant supplément du prix d'acquêt de divers héritages, savoir : 1° le petit champ du Ruban, tenu de la seigneurie de l'hôpital de Bercon; 2° la maison de la Houssière, relevant de la seigneurie de Chauffour; 3° le jardin de Jorron, tenu de la seigneurie du prieuré de Saint-Remy. A la suite de l'acte est le reçu des ventes

donné par frère Simon d'Aubigné, commandeur des commanderies de Villegas, de Guéliant et Bercon, en date du 15 février 1619, et signé : « Simon d'Aubigné, grand pryeur de Champaigne. » — *(Exp. parch.)*

COMMANDERIE D'ARTINS

Article 86.

(6 pièces.)

1. — 1760, 26 mars. — Vente d'un pré sur le Tusson, à Sougé, relevant censivement du fief et seigneurie de l'Étoile, qui dépend de la commanderie d'Artins. — *(Orig. pap.)*

Hopital de Cogners. — **2.** — 1622, 12 septembre. — Contrat de vente fait par Me François Ogin, chirurgien à Saint-Calais, et Marie Dumans, sa femme, à messire René Cottreau, prêtre, vicaire de Saint-Gervais-de-Vic, d'une pièce de terre dépendant du lieu de la Cochetière, paroisse de Vic, relevant censivement du fief de l'Hôpital de Cogners. — *(Exp. parch. incompl.)*

3. — 1629, 4 juillet. — Vente de choses diverses dépendant du lieu de la Vesquière, à Évaillé, tenu censivement de l'Hôpital de Cogners. — *(Exp. parch.)*

4. — 1659, 6 février. — Contrat de vente de deux pièces de terre nommées le Champ-des-Moines et la Petite-Taille, sises au lieu de la Noue, autrement dit la Borde-du-Puy, à Marolles, tenu ledit lieu du fief et seigneurie de l'Hôpital de Cogners, dépendant de la commanderie d'Artins, et les deux pièces de terre du fief et seigneurie de Bouviers, avec les lieux de la Basonnière et Mussière. — 1659, 29 mars. — Reçu des ventes donné par « le chevalier de Laval, commandeur d'Arthins ». — *(Exp. parch.)*

5. — 1726, 7 mars. — Vente du bordage de l'Hôpitau, à Montaillé, relevant censivement du fief et seigneurie de Saint-Jean de l'Hôpitau de Cogners. — *(Exp. parch.)*

6. — 1764, 8 mai. — Vente de terres au lieu des Arpans, en

Lavenay, relevant censivement du fief et seigneurie de l'Hôpitau de Saint-Jean de Cogners. — *(Orig. pap.)*

HOPITAL GÉNÉRAL DU MANS

Article 87.

(5 pièces.)

1. — 1658, septembre. — « Lettres patentes du Roy, portant establissement d'Hospital Général en la Ville du Mans, par l'union de plusieurs Hospitaux, Maisons-Dieu, et autres lieux, tant de ladite Ville, que du Pays et comté du Maine. » — *(12 pages imprimées sans lieu ni date.)*

2. — 1690, 13 mars. — Acte par lequel René Legeay l'aîné, chirurgien à Volnay, père et tuteur de ses enfants issus de feu Marie Le Tonnelier, sa femme, reconnaît devoir aux sieurs administrateurs de l'Hôpital-Général du Mans la somme de 27 livres 15 sols 6 deniers de rente, constituée au principal de 500 livres, par lesdits Legeay, sa femme, et François Legeay, son frère, au profit de feu Me René Lefebvre, vivant prêtre, curé de Saint-Mars-de-Locquenay, aux droits duquel sont lesdits sieurs administrateurs, et assignée sur les deux tiers de la métairie de la Perrotterie, située dite paroisse de Saint-Mars, appartenant audit detteur et à ses enfants, le tout selon le contrat de création de ladite rente, en date du 9 mai 1661. — *(Exp. parch.)*

3. — 1658-1765. — « Lettres patentes du Roi, arrêts et transaction, concernant l'Hôpital-Général et la Maison-Dieu du Mans. » — *(41 pages imprimées : au Mans, chez Jacques Ysembart, imprimeur de monseigneur l'Évêque, carrefour de la Sirène, 1765.)*

4. — Maladrerie de Saint-Lazare. — 1608, 24 juillet. — Acte passé devant Nicolas Boutier, notaire au Mans, par lequel noble Julien Le Taissier, maître et administrateur de l'hôpital Saint-Lazare-lès-le Mans, baille à Roland Maan, écuyer, sieur de la Perrigne, l'un des cent gentilshommes de la maison du roi, et à Marie Le Verrier, son épouse, le clos des Rochets, paroisse Saint-Pavace, dépendant dudit hôpital, moyennant une rente annuelle de cinq sols. — *(Exp. parch.)*

5. — HOPITAL DES ARDENTS. — 1451, 6 juillet. — Charte de l'official du Mans, qui atteste que Pierre Lévêque, maître et administrateur de la maison-Dieu des Ardents du Mans; Laurent Le Suour, Robert Le Ménaigier, Thomas Lepvreau, Michel Cabaret, prêtres, confrères de ladite maison, du consentement des doyen et chanoines du Mans, ont donné à bail perpétuel à Jean Pinczon, prêtre, un bordage appelé la Mendeusière, paroisse de Brette *(in parrochia de Braieta)*, au fief de Coudreau, joignant les terres de la Hurotière et de l'Espinardière et le chemin du Mans à Saint-Mars-d'Outillé. Ce bail fait pour la rente de douze sous tournois payable à la Saint-Jean-Baptiste. — Présents à ce : Philippe de la Chasserie, chanoine du Mans, et Jean Moynart, prêtres. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

Article 88.

(8 pièces.)

MAISON-DIEU DE COEFFORT. — 1. — 1441/1442, 10 février. — Procuration générale donnée par Guillaume Veluet, prêtre, maître de la maison-Dieu de Coëffort, et les frères de cette maison, à chacun de : Pasquier Martin, Jean Hardi, Louis Bonhommet, Jean Dieuxivoys, Georges Gérald, Pierre de la Roche, Jean Drouet, Adam du Mes, Jean Ligier, Jacques Charril, Guillaume Buchart, Jean Boulay, Jean Galoys, Julien Gasteau, Gervais Montelet, Michel Pigneau et Lucas Lefèvre, prêtres, pour représenter la maison en toutes ses affaires. — *(Orig. parch.)*

2. — 1477, 22 août. — Procuration donnée par les maître et frères de la maison-Dieu de Coëffort, assemblés en chapitre, à Guillaume Buschart, Pasquier Martin, François Chaligné, Étienne de la Fontaine, André Picault, Jean Blanchet, Christophe Gasteau, Vincent Ledoyen, Jacquet Haton, Jacquet Lemoulnier, Émery Cornilleau, Raoul Quierlavoine, Guillaume Thibergeau, Adam Dugué, Jean Francboucher, Pierre Boussart, Giles Morin, Nicole Pelletier, Cardin Mectaier, Jacques Ferrant, etc. — *(Orig. parch.)*

3. — 1482/1483, 4 janvier. — Procuration générale donnée par les maître et frères de la maison-Dieu de Coëffort, assemblés en chapitre, à Gervais Cousin, prêtre, licencié en droit, Guillaume Buchart, Pasquier Martin, Étienne de la Fontaine, François Chaligné, André Picault, Vincent Ledoyen, Jacquet

Haton, Guillaume Boulay, Émery Cornilleau, etc. — *(Orig. parch.)*

4. — Vers 1540. — Déclaration rendue au roi par Étienne Gouelle, prêtre, maître et administrateur de la maison-Dieu de Coëffort, lequel confesse être homme de foi et hommage lige, au regard du château du Mans, « où est la grosse tour appellée Orbrindelle », pour raison du domaine de Vallaubron, dépendant de ladite maison-Dieu, composé de maisons à l'usage des frères et des métayers, granges, étables, fuie à pigeons, garennes, contenant soixante-dix journaux de terre, trente hommées de pré, deux petits étangs, joignant à la rivière de Vray, au clos de vigne de Guinebault, aux lieux de la Croix, de la Bretonnière, de la Bouteillerie, de l'Évesquerie, et au domaine du sieur de la Tuille; item, douze journées de bois joignant à ceux du Plesseis, entre le chemin de Vallaubron à la Chapelle-Saint-Fray et celui de la Pichonnière à Sainte-Sabine; item, six quartiers de vigne au clos de Guinebault, sur le chemin de Vallaubron au moulin de Vray. Item, le lieu et domaine du Luminier, autrefois tenu à hommage simple de Vallaubron, maintenant réuni par acquêt, composé de maisons, pressoir, terres, prés, bois, etc., contenant soixante journaux, y compris une lizière de bois taillis de huit journaux, située entre les autres bois de Luminier et la forêt de Lavardin, « une turcie portant vestige et apparence de fossé ancien entre deulx »; item, une pièce de bois nommée la Touche-Ronde, de cinq journaux, joignant au chemin de Luminier au moulin de Vray et au bordage de la Guiberdière; item, six quartiers de vigne, sur le chemin de Vallaubron au moulin de Vray; item, deux hommées de pré sur la rivière de Vray, aboutant aux prés des s^rs de la Tuille et de Cevile. Item, les bordages de Giberdière, de la Croix, du Val, de la Fuye, ce dernier acquis des héritiers Jehan Paigeau, duquel bordage de la Fuye dépendent plusieurs choses tenues en censive du seigneur de la Tuille. Item, le moulin de Bruneau, sur le Vray, avec ses dépendances et le droit des mouteaux. — Suivent les hommes et sujets de Vallaubron, Luminier et le fief aux Thiays. 1° Fief de Vallaubron : Jacques du Fossay, écuyer, seigneur de la Tuille, foi et hommage simple, cheval de service abonné à 50 sols, à muance d'homme et de seigneur, pour sa maison seigneuriale et domaine de la Tuille; item, Jehan Georget, à cause de Marie Guischoux, sa femme, fille de feu Jehan Guischoux, foi et hommage simple et 4 deniers tournois de service au jour de Toussaint, pour une pièce de terre

de trois journaux, sur le chemin de Luminier aux abreuvoirs de la Tuille; parmi la censive, sont les lieux de l'Évesquerie, de la Bouteillerie, de la Bretonnière, des vignes à Guinebault, le lieu de la Parastrie, autrement dit la Grange, etc. 2° Fief de Luminier : Guillemine, veuve de René Rousseau, foi et hommage simple et 12 deniers de service le jour de Saint-Front, pour quatre journées de terre sur le chemin de Luminier à la rivière de Vray; censive sur différentes terres; « item, le seigneur de Lavardin tient une pièce de boys, qui est partie dudit dommayne du Lumynier, par acquest qu'on dit feu *(en blanc)* son père en avoit fait d'un nommé Guyncelin ou autre estant lors seigneur dudit lieu du Lumynier ». 3° Fief aux Thiais : censives sur plusieurs terres, vignes, etc.; « item, vingt deulx deniers obolle de cens que les religieulx, abbé et couvent de Beaulieu... sont tenuz faire par chacun an au jour Sainct Front pour leurs prez anxiens qu'ils ont oudit fief aulx Tyais; item, ung denier tournoix de cens que le seigneur des Vallées m'est tenu faire... pour son aistre de Gannerot ». — Haute justice, mesures à blé et à vin à l'essef du comte, droits de chasse, etc. — *(Cahier de dix-sept feuilles de parch., ornées de nombreuses enluminures. Au premier feuillet est le portrait du roi François Ier, dessiné au centre de la première lettre D.)*

5. — 1585, 9 août. — Arrêt du conseil du roi à Paris, entre le substitut du procureur général du roi au Mans, et Me Guy Rosty, maître de la maison-Dieu et église collégiale de Notre-Dame de Coëffort, annulant l'arrêt du parlement de Paris du 16 juillet 1578, lequel rendait audit Rosty l'administration de tous les biens de ladite maison-Dieu, tant de ceux appartenant aux confrères que de ceux échus à la part des pauvres, et annulait lui-même un arrêt du même parlement, du 13 septembre 1577, qui ordonnait que tout le revenu serait régi par quatre notables bourgeois du Mans. Par ce nouveau règlement, le conseille ordonne que la portion échue aux pauvres par le partage de 1552 sera régie par quatre notables bourgeois du Mans, élus par les échevins, en présence du sénéchal du Maine, de l'évêque et du maître de la maison-Dieu, lesquels bourgeois seront députés par le chapitre de l'église du Mans pour administrer l'hôtel-Dieu pour tel temps qu'il sera jugé bon par les échevins; lesdits quatre élus feront le serment requis et seront appelés les administrateurs du grand hôtel-Dieu du Mans; ils s'assembleront au moins une fois la semaine, commettront un bourgeois notable pour faire la recette du revenu des pauvres,

de préférence sans salaire; le receveur enregistrera la recette chaque semaine et en rendra compte chaque année la vigile de Pâques-fleuries, pour qu'elle soit examinée pendant la semaine-sainte, au bureau du sénéchal, en présence des quatre administrateurs, de l'évêque ou son grand-vicaire, d'un député du chapitre et de deux autres bourgeois; le receveur sera remboursé de ses frais. L'arrêt condamne en outre ledit Rosty à remettre aux pauvres la somme de 100 écus de revenu annuel en fonds et héritages, et veut au surplus que le règlement de 1552 soit observé de point en point. Signé : Taffu. — *(Exp. pap.)*

6. — XVII[e] siècle. — Mémoire présenté par les pauvres de la ville du Mans contre le chapelain de la chapelle de Saint-Eutrope, desservie en l'église de la maison-Dieu de Coëffort. On y rapporte que, en l'an 1366, Pierre d'Avour, chevalier, avait légué aux pauvres les lieux de Beaucé et du Vivier, une rente de huit septiers de blé à prendre sur la Ratelière, un lieu nommé la Fougeré, la tierce partie d'un moulin appelé Outillé, et le bordage de la Bérardière; et que par le même acte ledit d'Auvour avait en outre fondé une chapelle de Saint-Eutrope dans l'église de Coëffort, dotée de 60 livres tournois et chargée de trois messes par semaine, d'une messe le jour de Saint-Eutrope, et d'un service au jour anniversaire de son décès. Les chapelains de Saint-Eutrope prétendaient que, pour l'acquit de ces fondations, ils avaient droit de réclamer la possession du lieu de la Bérardière et de la rente de huit septiers de blé, dont en réalité ils avaient joui depuis 1366 jusqu'en 1552. Les représentants des pauvres, au contraire, soutenaient que l'intention du donateur était que les biens fonds et les rentes par lui légués demeurassent à perpétuité le propre desdits pauvres, afin que le revenu en fût employé à leur nourriture, que seulement il avait ordonné que sur ces héritages fût distraite la somme de 60 livres pour la fondation de la chapelle, etc. L'argumentation des pauvres est appuyée sur le règlement de la maison-Dieu de Coëffort fait le 15 janvier 1545 par le sénéchal du Maine, et dans lequel figurent au nombre des biens des pauvres (article 35), les huit septiers de blé sur la Ratelière, et (article 38) le bordage de la Bérardière. — *(Orig. pap.)*

7. — Après 1705. — Extrait incomplet d'un mémoire présenté par les maîtres de la maison-Dieu de Coëffort dans un différend avec l'abbaye de la Couture. On y rapporte une tran-

saction entre les abbé et religieux de ladite abbaye et M[e] Jullien, procureur de ladite maison-Dieu, et les frères d'icelle, du 4 des calendes de décembre 1207, dans laquelle « il se connoist que les abbé et religieux ont relaissé audit procureur et frères de ladite maison-Dieu, le fonds d'icelle, et qu'en récompense, ledit procureur et frères leur ont ceddé leur pré de la Fontaine-Sainct-Martin », etc. — *(4 pages, pap. incompl.)*

8. — 1764, 27 novembre. — Contrat par lequel Jean-Baptiste Heurtaux, conseiller du roi au grenier à sel du Mans, et Marie-Madeleine Péguineau, sa femme, demeurant au Mans, paroisse du Crucifix, vendent à Georges Lartiquelongue, maître tailleur pour femmes, et à Anne Vigoureux, sa femme, une maison sise Grande-Rue, paroisse de Saint-Pierre-de-la-Cour, au Mans, relevant censivement du fief de la maison et séminaire de Coëffort; ladite vente moyennant la somme de 3100 livres. — Reçu des ventes en date du 26 décembre 1764, signé : Maire, procureur de la Mission. — Ledit contrat exhibé aux assises de Coëffort, par le fief des Pineaux, le 15 mai 1771. — *(Exp. pap.)*

HOTEL-DIEU DE MAYENNE

Article 89.

(1 pièce.)

XVII[e] siècle. — « Abrégé de l'histoire des seigneurs de Mayenne, depuis 900 jusque en l'an 1661, pour servir au procez de l'hostel Dieu contre le s[r] de la Sauvagère, autrefois présenté à monseigneur de Mazarin par un de ses officiers; avec le récit de l'institution des hospitaliers du Saint Esprit à Rome, soubs Innocent 3, en 1198 ou 1208, tiré d'un livre imprimé à Paris en 1571, infra page 111; pour justifier l'épocque et la vérité des tittres, et l'antiquité de l'hostel Dieu de Mayenne dès 1064, ou avant 1124, ou même du temps de la bâtisse du château, entre 980 et 1017, par les Moulins, et qu'il est plus antien d'un siècle que l'institut de Rome en 1198, et que l'ordre des hospitaliers du Saint Esprit. » — Ce mémoire cite en référence « le poulier du Mans imprimé en 1586 ». — *(Cahier de 12 feuillets, paginés de 93 à 116.)*

HOPITAL DE CHATEAU-DU-LOIR

Article 90.

(2 pièces.)

1. — 1572, 27 mai. — Aveu rendu aux hospitaliers de Saint-Jean de Château-du-Loir par Geneviève Le Feubvre, veuve de Thomas Marchais, demeurant à Dissay, pour une pièce de vigne située au clos de Grèves, ladite vigne tenue dudit hôpital à 8 deniers de rente inféodée payable chaque année le jour de Saint-Luc. — *(Orig. parch.)*

2. — Maladrerie de Notre-Dame de Rahard. — 1692, 17 décembre. — Procuration donnée par Menu, notaire royal et apostolique, demeurant paroisse Saint-Nicolas, au Mans, à l'un de ses confrères, pour arrêter l'acte de prise de possession de la maladrerie de Notre-Dame de Rahard, paroisse de Luceau, pour et au profit du seigneur comte de Laval (Gabriel, comte de Laval, chevalier de l'ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare, demeurant au Mans, paroisse de la Couture), qui en a été pourvu. — *(Orig. pap.)*

HOPITAL DE SAINT-CALAIS

Article 91.

(43 pièces.)

1. — 1674, 2 juillet. — Requête de Geoffroy Gilbert, administrateur de l'hôpital de Saint-Calais. — Le 2 juillet 1674, en vertu de l'arrêt de la chambre royale de l'Arsenal, Geoffroy Gilbert, administrateur de l'hôpital et maladrerie de Saint-Calais fut assigné à comparoir en ladite chambre pour se voir condamner partir la possession des biens dépendants desdits hôpitaux, au rapport des fruits et revenus depuis vingt-neuf ans. Ledit Gilbert, pour défense, dit que, par sentence du bailli de l'abbaye, il a été nommé d'office à ladite charge, conjointement avec René Pocqueteau, pour trois

années; que sa gestion n'a commencé que le jour de Toussaint 1673, et qu'il ne peut rendre compte que de la première année et à la Toussaint prochaine, etc. — *(Copie pap.)*

2. — 1701, 5 avril. — Exploit d'huissier contre les propriétaires de la maison de l'Image, à Saint-Calais, quitte à eux à recourir contre les administrateurs de la maison de charité de Saint-Calais, dans l'action intentée contre eux par le procureur fiscal de l'abbaye, demandant le paiement de vingt-neuf années de cens et rente dus à l'abbaye. Dans cette procédure est rapportée une déclaration censive du 8 février 1669, faite à Michel Amelot, conseiller du roi en la cour de parlement de Paris, abbé commendataire de Saint-Calais, d'Évron et du Gué-de-Launay, par Jacques Fresneau, lequel déclare devoir solidairement chaque année 52 sols 4 deniers, tant cens que rente, pour ladite maison. — *(Orig. pap.)*

3 et **4.** — 1722, 20 mars. — Bail emphythéotique pour 99 années, commençant à la Toussaint 1722, fait par François Godineau, prêtre, religieux bénédictin de l'abbaye de Saint-Calais, Mre René Guelon, prêtre, curé de Saint-Calais, MM. Louis Villain, lieutenant-général, Georges Berthereau, procureur, Louis Froger, président du grenier à sel et directeur de la maison de charité, et René-François Parain, avocat, receveur de ladite maison de charité, d'une maison sise au carrefour de l'Image, Grande-Rue, à Saint-Calais, faisant partie du temporel de ladite maison de charité et relevant censivement du fief de l'abbaye à 6 deniers de cens; ledit bail fait à dlle Charlotte Moussu, veuve de Me Alexandre Reynault, demeurant à Saint-Calais, pour la somme de 20 livres de rente emphythéotique. — *(2 pièces pap. et parch.)*

5. — 1730, 20 mai. — Transaction et règlement entre la dlle veuve Reynaud de la Huraudière et le sieur Champoiseau, au sujet des servitudes et droits d'une maison faisant même corps, située au carrefour de l'Image, à Saint-Calais, et donnée à bail emphythéotique par les administrateurs de la maison de charité de ladite ville. — *(Exp. pap.)*

6. — 1737, 4 septembre. — Exploit d'huissier fait à la requête du sr Thomas Legrand, maître chirurgien, procureur de la maison de charité de Saint-Calais, contre dlle Charlotte Moussu, veuve de Me Alexandre Reynaud, et le sieur Pierre

Reynaud, son fils, possesseurs à bail emphythéotique de la maison de l'Image, pour avoir paiement de dix années d'arrérages de 20 livres de rente annuelle. — *(Orig. pap.)*

7. — 1737, 21 novembre. — Sentence du siège de Saint-Calais donnant acte au sieur Pierre Reynaud, cavalier de la maréchaussée à Saint-Calais, et à d[lle] Charlotte Moussu, sa mère, de ce qu'ils déclarent devoir les arrérages de rentes des années 1736 et 1737, pour la maison de l'Image. — *(Exp. pap.)*

8. — 1737, 16 décembre. — Assignation faite à la requête du s[r] Thomas Legrand, procureur et receveur de la maison de charité de Saint-Calais, au sieur Pierre Reynaud et à Charlotte Moussu, sa mère, pour comparoir devant le lieutenant-général de Saint-Calais et convenir d'un expert au sujet de la visite et montrée de la maison qu'il occupe. — *(Exp. pap.)*

9. — 1738, 7 janvier. — Assignation à la requête du s[r] Thomas Legrand, donnant jour à Jacques Noël, m[e] charpentier, entrepreneur de bâtiments, expert nommé par ledit sieur Thomas Legrand et le sieur Pierre Reynaud, à comparaître devant le lieutenant-général de Saint-Calais, pour prêter serment dans la visite qu'il doit faire de la maison de l'Image. — *(Orig. pap.)*

10. — 1738, 14 janvier. — Procès-verbal de Jacques Noël, charpentier à Saint-Calais, expert, constatant qu'il s'est transporté dans une maison située au bas de la Grand'Rue, et qu'il est nécessaire d'y faire des réparations montant à 237 livres. — *(Exp. pap.)*

11. — 1738, 25 janvier. — Sommation à René, François, Louise et Marie les Chesneaux, marchands sergers à Saint-Calais, de payer à la maison de charité les sommes de 23 livres et 30 livres, selon le jugement du 21 novembre 1737, rendu à la requête du sieur Thomas Legrand, chirurgien, procureur et receveur de ladite maison de charité. — *(Exp. pap.)*

12. — 1738, 20 février. — Sentence du siège de Saint-Calais, à la requête du sieur Thomas Le Grand, condamnant Pierre Reynaud et d[lle] Charlotte Moussu, sa mère, à réparer la maison de l'Image, conformément au rapport du sieur Jacques Noël, expert. — *(Orig. parch.)*

13. — 1738, 3 mars. — Commandement d'huissier, à la requête des administrateurs de la maison de charité de Saint-Calais, fait au sieur Pierre Reynaud et à d^{lle} Charlotte Moussu, sa mère, de satisfaire au jugement du 20 février précédent. — *(Orig. pap.)*

14. — 1742, 8 février. — Commandement d'huissier, à la requête des administrateurs de la maison de charité de Saint-Calais, poursuite et diligence de Me Jean Lemoine, leur procureur et receveur, fait à René, François, Louise et Marie les Cheneaux, locataires du sieur Pierre Reynaud et de d^{lle} Charlotte Moussu, sa mère, de payer auxdits administrateurs la somme de 53 livres et de leur continuer les fermes de leur maison, conformément aux jugements précédemment rendus contre le sieur Reynaud et sa mère. — *(Orig. pap.)*

15. — 1742, 1er août. — Saisie des meubles et effets de François, Louise et Marie Chesneau, frère et sœurs, à la requête de Jean Le Moine, à défaut par eux d'avoir payé les arrérages qu'ils doivent à la maison de charité depuis la Toussaint 1737. — *(Exp. pap.)*

16. — 1743, 31 octobre. — Commandement d'huissier, à la requête des administrateurs de la maison de charité de Saint-Calais, poursuite et diligence du sieur Michel Bertre, leur procureur, fait au sieur Alexandre Drouet, chapelier à Saint-Calais, d'avoir à verser entre les mains desdits administrateurs toutes sommes qu'il peut devoir au sieur Pierre Reynaud, et notamment les loyers de la maison qu'il tient à bail dudit Reynaud. — *(Orig. pap.)*

17. — 1746, 9 décembre. — Compte fait entre les administrateurs de l'hôpital et Pierre Reynaud de la Huraudière, cavalier de la maréchaussée, touchant une somme de 109 livres 18 sols que ledit Reynaud reconnaît devoir pour sa jouissance jusqu'à la Toussaint dernière. — *(Exp. pap.)*

18. — 1747, 17 juin. — Sommation à Me René Simon, avocat, de venir plaider la cause entre Louis Pichot et sa femme, demandeurs, et le sieur Reynaud de la Huraudière, défendeur. — *(Orig. pap.)*

19. — 1747, 21 juin. — Requête du sieur Louis Pichot, cor-

donnier à Saint-Calais, et Renée Martelière, sa femme, au lieutenant-général du siège royal de Saint-Calais, contre le sieur Pierre Reynaud, au sujet d'une usurpation de terrain faite au préjudice des demandeurs par ledit Reynaud. — *(Orig. pap.)*

20-32. — 1747, 15 juillet-1748, 30 août. — Pièces de procédures au sujet de la contestation entre Pierre Reynaud et Louis Pichot. — *(13 pièces.)*

33. — 1749, 22 avril. — Bail à rente amortissable fait par d[lle] Charlotte Moussu, veuve du s[r] Alexandre Reinault de la Huraudière, vivant receveur des domaines du roi pour la baronnie de Saint-Calais, au sieur Pierre Reinaut et à Marie Renoul, son épouse, d'une maison sise Grande-Rue, à Saint-Calais, au carrefour de l'Image, joignant une autre maison appartenant à l'hôpital et relevant censivement du fief et seigneurie de l'abbaye; ledit bail moyennant 25 livres de rente. — *(Exp. pap.)*

34-36. — 1749, 4 juillet-2 octobre. — Continuation de la procédure Reynaud-Pichot. — *(3 pièces.)*

37 et **38.** — 1776, 21 mars. — Acte par lequel Pierre-Marin Reynaud, cavalier de maréchaussée, et dame Rose Gallard, son épouse, demeurant à Château-du-Loir; Rosalie Reynaud de la Huraudière, veuve du sieur Louis Le Breton du Plessis, bourgeois; Alexandre-Bernard Reynaud de la Huraudière, receveur des aides à Ingrandes en Anjou; et Nicolas Reynaud de Beauregard, officier de maréchaussée à Saumur, tous enfants et héritiers du sieur Pierre Reynaud de la Huraudière, vivant brigadier de maréchaussée, et de dame Marie Renoult, son épouse, rétrocèdent au sieur Michel Bryant, marchand, et à dame Catherine-Rose Champoiseau, son épouse, ce qui reste à expirer du bail emphythéotique de 99 années à commencer au 1[er] novembre 1722, fait par les administrateurs de l'hôpital de Saint-Calais à dame Charlotte Moussu, veuve du sieur Alexandre Reynault, aïeule des rétrocédants, d'une maison sise à Saint-Calais, au bas de la Grande-Rue, près du carrefour de l'Image, relevant en censive de l'abbaye à six deniers de cens, à charge de payer à l'hôpital de Saint-Calais 20 livres de rente annuelle, selon l'acte du 20 mars 1722. — *(2 pièces pap. et parch.)*

39 et **40.** — 1776, 22 mars. — Contrat par lequel les quatre enfants Reynaud dénommés dans la rétrocession du 21 mars

1776 vendent à Michel Briant la maison déjà indiquée, moyennant 2.100 livres de principal, et à charge de 20 livres de rente à l'hôpital de Saint-Calais. — *(2 pièces pap. et parch.)*

41 et **42**. — 1778, 4 mars; 1779, 16 octobre. — Deux quittances de M. Reynaud de la Huraudière, données à M. Briand. — *(2 pièces pap.)*

43. — 1789, juillet. — Factum du propriétaire de la maison acquise des enfants de feu M. Pierre Reynaud de la Huraudière, constatant que, dans le courant de juillet 1789, M. Dhurieux, tanneur à Saint-Calais, a acquis de M[lle] Marie-Anne Champoiseau la maison nommée l'Image, sise Grande-Rue à Saint-Calais, contiguë à celle dudit propriétaire. — *(Pap. non signé.)*

HOPITAL DE SILLÉ-LE-GUILLAUME

Article 92.

(1 pièce.)

1788, 30 juin. — Reconnaissance de 15 livres de rente envers l'hôpital de Sillé-le-Guillaume, affectée sur une maison et dépendances proche ledit hôpital et l'église Saint-Étienne de Sillé, et du droit de passage par l'allée et cour d'icelle pour un appartement dépendant dudit hôpital, par le sieur Pierre Cormier, chapelier, et d[lle] Anne Pelu, son épouse. — *(Exp. parch.)*

MAISON-DIEU DE PARIS

Article 93.

(1 pièce.)

1206. — VENTE FAITE AUX FRÈRES DE LA MAISON-DIEU DE PARIS, PAR HERQUENGER DE LA BOULIE ET ERMENTRUDE, SA FEMME, DE CINQ ARPENTS DE TERRE SITUÉS A VÉLIZY. — Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litte-

ras inspecturis, in Domino salutem. Notum facimus quod Herquengerus de Labolia et Ermentrudis, uxor ejus, et Robinus, nepos Herquengeri, vendiderunt fratribus domus Dei Parisiensis quinque arpennos terre apud Veleseium sitos, et, fide data, garantire promiserunt. Garinus etiam de Mosterello, de quo idem Herquengerus tenebat eandem terram in feodo, hanc venditionem laudavit et concessit, insuper hoc fide data se plegium constituit et garantisiam ferre contra omnes homines promisit. Dati sunt preterea plegii : Symon de Labolia, sororius Herquengeri ; Herbertus de Villoflen ; Michael de Labolia et Hermandus, qui similiter fide prestita promiserunt super eadem venditione garantiam se laturos. Ut igitur ista venditio debitam obtineat firmitatem, presenti pagine nostrum apposuimus sigillum. Actum anno Domini M° CC° sexto. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

MAISONS-DIEU DE SAINT-THOMAS ET DE SAINT-LAZARE DE RENNES

Article 94.

(1 pièce.)

1236. — Charte d'Alain, évêque de Rennes, relative aux deux chapellenies fondées par défunt Guillaume Mengot dans les maisons de Saint-Thomas et de Saint-Lazare de Rennes. — Omnibus Xristi fidelibus presentibus et futuris, Alanus, Dei gratia Redonensis episcopus, salutem in Domino. Noveritis quod, cum Guillelmus Mengoti defunctus duas capellanias ordinasset, unam scilicet in domo Sancti Thome, et aliam in capella Sancti Lazari Redonensis, et ad sustentationem capellanorum, qui ibi celebrarent, contulisset quosdam census et vineas que habebat in feodo domini Vitreii, nec vellet dictus dominus consentire quod dicte vinee cederent in usum capellanorum, nisi ipse dominus haberet dictos census : nos, nolentes quod utilitas que ex dicto officio provenit impediretur, volumus et consentimus, cum assensu executorum predicti defuncti et capellanorum capellaniarum ejusdem, quod dictus dominus habeat dictos census, qui sunt ex propria acquisitione dicti Guillelmi Mengoti, prout inferius annotantur,

de quibus solent reddere, prout nobis ab exequutoribus testamenti dicti Guillelmi et capellanis predictis extitit intimatum : Petrus Erraut, duodecim denarios de vinea sua que est in Campo Dolenti; Aelosia Hubaut, quatuor denarios de vinea sua sita apud Sanctum Lazarum; familia Petri Popart, duos solidos et octo denarios de domo et orto eorum sitis prope Barram Costardi; Radulfus Le Vendeor, sexdecim denarios de vinea sua que est in Bellomonte; Dur[andus] Salomon, duos solidos et tres denarios de vinea sua de Criblan; Petrus Arnulphi, XXX denarios de vinea sua et pressorio sitis apud Sanctum Lazarum; Jocetus Arnulphi, duodecim denarios de osereia sua que est prope ecclesiam Omnium Sanctorum; familia Roberti Focdoit, duos solidos et duas gallinas de herbergamento et osereia sitis in vico Sancti Lazari; Guillelmus Chotart, duodecim denarios de terra sua de Vinosa; familia Gaufridi Le Chauf, tridecim denarios et obolam de vinea sua de Criblan; Andreas Pele, duos solidos et duos denarios et unam gallinam de orto juxta fossata; Guihomarus Popart, duodecim denarios de orto juxta Pilasnon; filia Guihenoci Le Peleter, duodecim denarios de vinea sua de Bellomonte; Guillelmus Milesent, sex denarios de osereia sua juxta Malconseil; uxor Harpin, duos solidos de domo sua que est prope ecclesiam Omnium Sanctorum; Roaldus, gener Andree, decem et octo denarios de domo sua sita juxta ecclesiam Omnium Sanctorum; Guillermus Le Galeis et familia Martini Chaboz, quinque denarios et duas gallinas ad Natale Domini et triginta ova ad Pascha et unum fessum junchi ad Pentecostes, de vinea et orto suo sitis in vico Sancti Lazari; Johannes Escortecoc et Ogerus Le Barbe et familia Popart, totidem denarios, gallinas et ova et junchum ad eundem terminum, de voleriis et ortis suis de vico Sancti Lazari; Nicholaus Faber, decem et octo denarios de terra sua que est prope Sanctum Lazarum; Pynete, octo denarios de vinea sua de Criblan. Quod ut ratum sit, presentes litteras sigillo nostro duximus sigillandas. Actum anno Domini M° CC° tricesimo sexto. — *(Orig. parch., sceau perdu.)*

MAISON-DIEU DE PROVINS

Article 95.

(1 pièce.)

1224, 27 décembre. — Don fait a la maison-Dieu de

PROVINS, DE DIX LIVRES A PRENDRE CHAQUE ANNÉE SUR LES DROITS REÇUS POUR L'ENTRÉE DES VINS EN LA VILLE DE PROVINS. — ... Erardus de Brena et Philippa, uxor ejus, Henrici, clare memorie, quondam comitis [Tr]ecensis, filia, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, ob remedium animarum nostrarum et antecessorum nostrorum, domui Dei de Pruvino ad Pontem, et pauperibus ejusdem domus, dedimus et concessimus in perpetuum, in elemosinam, decem libras pruvinensis monete, percipiendas annuatim in perpetuum in intragio vinorum apud Pruvinum, in nundinis Sancti Aygulfi, quas decem supradictas libras venerandus predilectus dominus noster Th[eo]b[aldu]s, comes Campanie et Brie palatinus, nobis assignaverat sive assederat in intragio dicto, de assignatione terre nobis ab ipso comite facienda. In cujus testimonium, presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari. Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo quarto, vigilia Sanctorum Innocentium, apud Pruvinum. — *(Orig. parch., sceaux perdus.)*

MAISON-DIEU DE MONTMORILLON

Article 96.

(1 pièce.)

1299, 20 avril. — VENTE FAITE PAR GUILLAUME GATARD A GUILLAUME DE GENOUILLET, CLERC, DE DEUX PRÉVENDIERS DE FROMENT A PRENDRE SUR LA DIME DE BOURESSE. — Universis presentes litteras inspecturis, Nicholaus de Foresta, custos sigilli senescallie Pictavensis apud Montem Maurilii pro domino rege Francie constituti, salutem in Domino. Noverint universi quod, in jure, sponte et personaliter constitutus, Guillelmus Gatardi, pro se, heredibus, successoribusque suis, ad perpetuitatem vendidit, dimisit, concessit penitus et quittavit Guillelmo de Genolhet, clerico, et ejus heredibus, et successoribus, pretio sexaginta duodecim solidorum monete currentis, de quibus denariis dictus venditor confessus fuit a dicto clerico gratum suum habuisse in peccunia numerata, videlicet duo prebendaria frumenti annui et perpetui redditus ad mensuram de Boeretia, quod bladum predictum predictus venditor, pro se et suis, promisit reddere et solvere dicto clerico et suis quolibet anno de cetero in futurum, infra festum Nativitatis Beate

Marie Virginis, ad hec bona sua mobilia et immobilia, presentia cum futura obligando, et specialiter et expresse partem suam de decima de Boeretia, in quibuscumque rebus dicta decima se extendat, sive sit in blado, vino, denariis, gallinis, porcellis, lana et agnellis vel aliis quibuscumque... volens... dictus venditor... quod dictus clericus et heredes sui... teneant ab ipso venditore et suis et in garimento eorumdem supradictum bladum renduale venditum ad quasdam cyrothecas albas de valore quatuor denariorum de franco deverio, sine alio deverio, servicio, auxilio et costuma... Et promisit dictus venditor pro se et suis tenere hostagia in villa Montis Maurilii pro quolibet termino quo contigerit ipsum defficere in solucionem predictorum duorum prebendariorum frumenti annui et perpetui redditus, ac etiam in solutione predictorum duorum prebendariorum silliginis et frumenti rendualium per medium, ac etiam dicto clerico et suis ad juramentum suum sine alia probacione emendare et penitus ressarcire dampna, custus, missiones, et expansa que et quas ipsum et suos facere vel sustinere contigerit ob defectum solutionis, dicto clerico et suis a dicto venditore et suis non facte de blado superius memorato... In cujus rei testimonium, ad preces et instanciam predicti venditoris, qui ad observationem premissorum per judicium curie predicti domini regis fuit condepnatus, presentibus litteris sigillum predictum duximus apponendum, salvo jure domini regis predicti et quolibet alieno. Datum die lune post Pascha Domini, anno ejusdem M° CC° nonagesimo nono [1]. — *(Orig. parch., scellé de cire brune sur double queue de parch.)*

1. Il existe dans les titres de la maison-Dieu de Montmorillon (l. 141), conservées aux Archives départementales de la Vienne, l'acte passé le mardi après la Saint-Martin d'hiver 1299, devant Nicolas de la Forêt, garde du scel pour le roi de France à Montmorillon, portant vente par Guillaume Quétard à Pierre, précepteur de la maison-Dieu de Villemblée, de certains droits sur les vignes dudit lieu, sises dans la paroisse de Bouresse. — *(Note de M. l'archiviste de la Vienne.)*

Table des Établissements
religieux et hospitaliers

Table des Matières

ORDRES RELIGIEUX

ORDRE DE SAINT-BENOIT

Abbayes d'Hommes

Abbayes de Femmes

ORDRE DE CITEAUX

Abbayes d'Hommes

Abbayes de Femmes

ORDRE DE SAINT-AUGUSTIN

TRINITAIRES

ORDRE DE PRÉMONTRÉ

ORDRE DE SAINTE-CROIX

RELIGIEUX NON MENDIANTS

CHARTREUX

ORDRE DE GRANDMONT

RELIGIEUX MENDIANTS

MINIMES

CARMES

AUGUSTINS

DOMINICAINS

FRANCISCAINS

COUVENTS DE FEMMES

CLARISSES

URSULINES

ORDRES MILITAIRES ET RELIGIEUX

Paris. — Imprimerie A. Lemerre, 6, rue des Bergers.

o. — 3938.

